



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



France.

34
68
3

BIBLIOTHÈQUE
DE PHILOSOPHIE CONTEMPORAINE

LES LUTTES

ENTRE .

SOCIÉTÉS HUMAINES

ET

LEURS PHASES SUCCESSIVES

PAR
J. NOVICOW

PARIS

ANCIENNE LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE ET C^{ie}
FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

—
1893

LES

LUTTES ENTRE SOCIÉTÉS HUMAINES

ET LEURS PHASES SUCCESSIVES

MÊME AUTEUR

Paris, Plon, 1882. Brochure.

LE. Paris, Félix Alcan, 1886. Un vol. in-8.
tersbourg, 1890. Un vol. in-8 (en russe).

2509
x
33
w.s.

LES LUTTES

SOCIÉTÉS HUMAINES

ET LEURS PHASES SUCCESSIVES

PAR
J. NOVICOW

PARIS

ANCIENNE LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE ET C^{ie}

FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1893

Tous droits réservés.

COMP

1227
102

LES
LUTTES ENTRE SOCIÉTÉS HUMAINES
ET LEURS PHASES SUCCESSIVES

LIVRE PREMIER
CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE PREMIER

LE COMBAT ET L'ALLIANCE¹.

L'univers est composé d'atomes en nombre infini, animés de mouvements perpétuels et occupant l'espace sans limite. Nous n'avons pas la perception directe de leur existence, tant que ces atomes sont trop éloignés les uns des autres. A un degré plus considérable de rapprochement, ils commencent à exercer une action sur nos sens et leurs agrégats prennent tour à tour les aspects que nous appelons l'état radiant, gazeux, liquide et solide. La rapidité des mouvements atomiques, leur direction, leur trajectoire nous impressionnent de diverses façons. Comme il y a lieu de le supposer, tant que les mouvements sont recti-

1. Tout ce qui n'est pas basé sur les sciences naturelles, est fondé sur du sable. Nous avons jugé nécessaire d'appuyer nos opinions sur des données de la chimie et de la biologie. Mais nous nous bornerons à indiquer seulement les faits les plus indispensables pour arriver le plus vite aux phénomènes sociaux. Ce premier livre est une introduction générale que nous avons tâché d'abrégé autant que possible.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

n'avons pas la sensation de corps matériels, seule-
la rapidité de ces mouvements, nous éprouvons
is de chaleur, de lumière ou de son. Les atomes
ient dans toutes les directions imaginables et, quand
des centres d'attraction déterminés, ils commencent
les trajectoires fermées. Alors se forment des systè-
es simples que nous qualifions de molécules. A leur
cules, combinées dans les relations les plus diverses,
es systèmes plus complexes qui sont les corps.

s atomes, répandus dans l'espace, exercent des
uns sur les autres, aucun groupement ne peut
La matière s'agglomère autour de centres d'attrac-
nouveaux. En un mot la lutte des atomes est per-
at d'équilibre instable, qui s'établit entre eux et
a forme de l'aspect des corps, ne peut avoir une
e¹.

solaire est composé aujourd'hui d'un astre cen-
, de huit grandes planètes avec leurs satellites,
éde petites, d'une masse de comètes et d'aérolithes.
ités composantes se trouvent, à présent, dans un
re instable, mais elles parcourent des trajectoires
plus ou moins permanente.

qu'un corps nouveau s'introduise dans notre sys-
se produire alors deux résultats différents. Si le
est le plus faible, il sera absorbé par l'une des
stème; ces unités, après quelques perturbations
considérables, garderont à peu près leurs rela-
s, et le système conservera son individualité. Mais
corps nouveau est très grande, notre soleil avec
ège, attiré par l'astre dont il subit l'attraction,
s'abîmer dans ses flancs. Notre système cessera
à l'état d'individualité astronomique; il formera
omposé chimique avec l'étoile qui l'aura absorbé.

se trouve amené dans la sphère d'attraction d'un
ont la masse n'est pas assez considérable pour
tement vers son centre, il se mettra à graviter
et deviendra lui-même son satellite. Toutes les

énomènes se produiraient également avec les centres de
ulait qualifier les atomes de ce nom.

relations, dans lesquelles notre soleil se trouve aujourd'hui par rapport à ses planètes, se trouveront modifiées. Toutes parcourront des trajectoires nouvelles. Notre système sidéral, complètement disloqué, aura terminé alors son existence astronomique indépendante, mais chacune de ses unités composantes pourra garder, dans une certaine mesure, son individualité actuelle. Après une longue période de mouvements désordonnés, les corps composant le système de l'étoile victorieuse et ceux composant le système de l'étoile vaincue, finiront par parcourir des courbes plus ou moins régulières ; leurs mouvements deviendront de plus en plus rythmiques, bref, il se formera un système plus vaste et plus complexe.

Nous avons ici, en grand, l'image de ce qui se passe, en petit, dans tout corps qui tombe sous nos sens. Un corps est un groupe d'atomes, parcourant certaines trajectoires déterminées, autour de centres de gravité déterminés ; une force, que nous appelons cohésion, résultante des mouvements possédés auparavant par les unités composantes, tend à conserver la permanence des groupes. La cohésion et l'action des chocs extérieurs sont deux phénomènes universels, parallèles et simultanés. La cohésion peut se comparer à une espèce d'alliance atomique, les chocs extérieurs à une espèce de combat. L'univers est un champ sans limite, où se livrent des batailles perpétuelles et où des alliances se concluent à chaque instant.

Quand un corps réagit sur un autre, il y en a forcément un qui s'accroît et un autre qui diminue ; donc un vainqueur et un vaincu. Mais il faut se rendre un compte exact de ce qu'on doit entendre par la victoire d'un agrégat. La matière est indestructible ; aucun atome ne peut périr ; la victoire n'est donc qu'une transformation de mouvement. C'est, si l'on peut s'exprimer ainsi, une question de centre de gravité. Les atomes du groupe vaincu se trouvent amenés à parcourir certaines trajectoires nouvelles, dépendant du centre de gravité du système victorieux (comme dans l'exemple donné plus haut du soleil et d'une étoile puissante). Toute victoire produit donc une espèce de subordination. Cette subordination varie dans les limites les plus extrêmes, mais elle a toujours pour résultat de modifier un certain groupement, une certaine individualité, pour en former un nouveau, c'est-à-dire une nouvelle individualité.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

Une association est détruite, une autre, plus vaste, est créée. Nous ne pouvons fixer aucune limite à cette puissance d'association. Selon qu'elle affecte des unités composantes plus petites, nous lui donnons des noms différents. Si notre soleil, par exemple, allait s'engloutir dans une autre étoile, il formerait avec elle une nouvelle association chimique; s'il se mettait à graviter autour d'une autre étoile, il formerait avec elle une nouvelle association astronomique.

Ce qui se passe dans la matière inorganique, se reproduit dans les corps organisés. Le contact de deux corpuscules vivants peut produire les résultats les plus divers. Si la différence des masses est très considérable (ce n'est pas la seule condition, à coup sûr, mais nous nous bornerons à la mentionner seule pour ne pas entrer dans des détails inutiles), la plus forte peut absorber la plus faible. Il se produit alors une association chimico-biologique nouvelle, mais l'individualité du corpuscule absorbé est entièrement détruite. Les deux corpuscules en contact peuvent se trouver de force égale, soit que cette égalité, purement mécanique, dépende seulement de la masse, soit qu'elle dépende de l'affinité chimique ou biologique. Dans ce cas aucun des corpuscules n'absorbe l'autre. Chacun garde sa personnalité distincte. Mais, si leur contact produit un avantage pour tous les deux, ils peuvent demeurer associés. Le *syndictyum sociale*, par exemple, n'est autre chose qu'unamas de cellules agglomérées en boule. Cependant, les unités, avant formé une association, vont se trouver dans des conditions de milieu entièrement nouvelles et subir des actions diverses. Cela amènera entre elles une différenciation inévitable qui produira un système nouveau. Chaque corpuscule subira l'incidence des forces environnantes et jouera un rôle particulier; alors il s'établira entre eux une hiérarchie, une subordination mutuelle, comme, dans un système sidéral, l'astre le plus puissant forme un centre autour duquel gravitent les plus faibles.

La résultante de la lutte entre les atomes produit des systèmes atomiques simples que nous appelons les molécules. A leur tour les molécules s'associent pour former des cellules, les cellules luttent entre elles et s'agglomèrent pour former des mastides, les plastides des mérides, les mérides des zoïdes, les

zoïdes des dèmes¹. La coalescence de ces parties produit les tissus, les organes et les individualités animales qui peuplent aujourd'hui notre globe.

Les animaux (associations d'un extrême degré de complexité) luttent de nouveau entre eux et en même temps concluent des alliances (la famille, le troupeau, la bande). L'homme suit la même voie. Comme des centres d'attraction se forment au sein des nébuleuses, il se forme des centres d'attraction au sein de l'humanité. Des hordes, par des combats et des alliances avec les vaincus, constituent des agrégats plus vastes : les tribus ; les tribus des cités, les cités des États, les États des fédérations.

Ce qu'il faut bien mettre en lumière, c'est qu'une association d'un ordre plus élevé ne peut se former que si une subordination plus partielle remplace une subordination plus totale. Ainsi si chaque amibe avait dévoré les autres amibes, jamais il n'y aurait eu d'organismes polycellulaires. Si chaque horde avait massacré tous les individus des hordes ennemies, jamais il aurait eu de tribu ni de cité.

En résumé l'univers est un ensemble de systèmes qui se forment et se déforment perpétuellement. Il présente donc un ensemble d'alliances et de combats. Toute défaite est une subordination plus ou moins complète. Toute subordination est un rapport établi entre différentes unités, une action exercée par les unes sur les autres. Nous ne pouvons établir dans l'univers un seul point où cessent ces rapports, par conséquent il est impossible d'assigner une limite où s'arrête la puissance de l'association. Notre terre subit l'attraction du soleil, le soleil à son tour subit l'attraction des étoiles de notre amas stellaire, notre amas stellaire subit les attractions des autres et ainsi de suite. Il est impossible de déterminer les limites des associations parce que ces limites n'existent pas dans la nature. Tous les atomes de l'univers se trouvent en relation entre eux. Tous exercent une action quelconque les uns sur les autres, mais ces actions varient d'intensité et deviennent parfois si faibles qu'elles échappent à nos sens grossiers.

Les groupements que nous considérons comme des unités irréductibles : la molécule, la cellule, l'individu, l'État, par

1. Voir E. Perrier. *Les colonies animales*. Paris, Masson, 1881, livre V, chap. 1^{er}.

S GÉNÉRALES.

ies subjectives de notre esprit.
éternelle. Jamais un état d'équi-
l l'univers. Ce résultat pourrait
tomes cessaient de se mouvoir.
rcer des actions les uns sur les
existants et d'en constituer de
raction de notre esprit que nous
ont en dehors de la matière. En
at ce qui se meut. L'atome sans
laphysique aussi inconcevable

CHAPITRE II

LES LIMITES DE L'ASSOCIATION.

Il est extrêmement difficile de déterminer ce que c'est qu'une société. Un amas de grains de sable ne peut certes pas être appelé de ce nom. Le simple contact des parties composantes ne forme pas une société; il faut une action réciproque de ces parties les unes sur les autres. Mais cette action réciproque se remarque déjà dans le monde inorganique. Par cela seul que certains atomes d'un corps se trouvent groupés au centre et d'autres à la périphérie, ils subissent dans une mesure différente l'action du milieu extérieur. Il se produit donc entre eux des différenciations inévitables. La division du travail commence à poindre dans le monde inorganique. Certains minéraux ressemblent à des fruits. Ils ont une enveloppe rugueuse, peu différente d'une écorce, et à l'intérieur des cristaux symétriques. Pour qu'une formation de cette espèce ait pu se produire, il faut qu'il se soit établi une action réciproque entre les cristaux du centre et ceux de la périphérie.

Passons au monde organique. La cellule, que l'on considère comme l'élément primordial des tissus vivants, est elle-même un composé extrêmement complexe. Dans certaines plantes mono-cellulaires il se produit des différenciations fort apparentes, au sein de la même cellule. Si on admettait même que l'union de plusieurs cellules constitue déjà l'origine des sociétés, on se trouverait en présence de nouvelles difficultés. En effet les groupes que forment certains éléments vivants ne sont pas permanents. « Les plastides nées les unes des autres peuvent s'isoler immédiatement, comme cela arrive, par exemple, chez la plupart des rhizopodes et des infusoires, ou demeurer

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

1. » Les radiolaires vivent tantôt en société, tantôt

transition entre la colonie animale, que nous considérons
un individu, et la société animale, se fait par transition
». On appelle généralement société un ensemble d'êtres
dont chacun, en particulier, est perceptible à notre regard
séparé des autres membres du groupe par des espaces
et appréciables pour nous. Ainsi les abeilles forment
une société, le syphonophore un individu. En un mot, un animal
entier est un tout concret, une société est un tout discret.
Une manière de voir un peu grossière. La question de
ce qui est toute relative. Les étoiles de notre amas stellaire
paraissent pas constituer un tout homogène parce que
nous percevons les distances qui les séparent, les étoiles des
lointains nous paraissent former un tout concret
et nous ne percevons pas ces mêmes distances. Si nous
considérons un syphonophore avec d'énormes grossis-
ses éléments constitutifs nous apparaîtraient comme
discret. On ne peut pas baser des distinctions scientifi-
ques sur l'imperfection de notre organe visuel.

En face de ces difficultés, on a voulu assigner pour ori-
giner la société un phénomène psychologique. On a dit qu'elle
se produit à partir du moment où des êtres peuvent avoir des
relations internes de la solidarité qui les unit à leurs
membres. Mais d'abord ce phénomène psychologique de
solidarité interne se produit lui-même par gradations insensibles.
Il est impossible de déterminer exactement le juste moment où
elle se produit. La difficulté n'est donc pas écartée. Et puis la
manifestation de la solidarité commune peut se produire même
par des espèces différentes, l'homme et le chien par exemple.
La solidarité de l'ensemble des êtres animés se trouve impliqué dans
des faits les plus divers ; « une éponge du Japon, le *hyalo-*
ecium s'est fixée autour d'un polype, le *polytea fatua*, d'une
manière si intime que les naturalistes ont cru longtemps n'avoir
vu qu'un être unique ».

Les phénomènes de la mutualité et du parasitisme nous font
connaître les associations les plus variées ; le « *bacillus amylo-*

Perrier, *Le transformisme*, Paris, J.-B. Baillière, 1888, p. 154.
Ordier, *La vie des Sociétés*, Paris, Reinwald, 1887, p. 23.

bactes, parasite de l'intestin des mammifères herbivores, digère pour l'animal la cellulose des plantes que les sécrétions intestinales ne sauraient entamer¹ ».

Les associations entre les plantes et les insectes sont nombreuses. On a remarqué en Afrique que les éléphants s'établissent de préférence dans la région où vit la mouche tsétsé, parce que l'homme, ne pouvant y pénétrer autrement qu'à pied, peut plus difficilement poursuivre l'éléphant. N'est-ce pas là une singulière alliance? Il y en a de beaucoup plus complexes. Ainsi l'homme se nourrit de viande de bœuf, le bœuf se nourrit de trèfle, le trèfle est fécondé par les frelons, les frelons sont dévorés par les campagnols, le chat à son tour détruit le campagnol. L'homme, le bœuf, le trèfle, le frelon et le chat forment donc un tout solidaire, ou, si l'on veut, une alliance commune².

L'association commence aux échelons les plus inférieurs de l'animalité. Ainsi les requins s'associent pour combattre les baleines. Au fur et à mesure que l'on monte l'échelle des êtres, les rapports, qui unissent les individus composant les groupes, deviennent de plus en plus complexes. Comme dans le domaine de l'inorganique, nous voyons apparaître la subordination, dans les limites les plus variées. Il y a dans la villa Carlotta à Cadenabia, un pin enlacé par une glycine. La glycine a complètement étouffé le pin qui est mort. La plante vaincue sert désormais de support à la plante victorieuse. On peut prendre ici sur le fait la subordination biologique qui forme les organismes plus complexes. On voit comment un être vivant devient un instrument, servant aux fins d'un autre. On peut dire d'une manière générale que les plantes, en décomposant l'acide carbonique de l'air et les substances minérales du sol, pour se les assimiler, se subordonnent les éléments inorganiques. A leur tour elles sont subordonnées aux fins des animaux herbivores qui s'en nourrissent, ceux-ci aux fins des carnivores. En un mot, l'ensemble des créatures vivantes, occupant une région déterminée, finit par établir, à la longue, un certain équilibre vital plus ou moins stable. Cela constitue une vaste association dont nous ne pouvons pas saisir tous les rapports³.

1. *Revue scientifique* du 13 août 1887, p. 208.

2. Darwin, *Origine des espèces*, trad. Barbier. Paris, Reinwald, 1880, p. 79.

3. Nous pouvons, cependant, en saisir un certain nombre. La forme la plus

RATIONS GÉNÉRALES.

il est difficile de déterminer où commence et où elle finit.

La sociologie s'enchaîne insensiblement avec les sociétés animales se trouvent évidemment dans la zoologie, puisque leurs unités composées ; mais elles se trouvent aussi dans la biologie, si on se place au point de vue des unités. Même en bornant le domaine de la sociologie humaine, on n'arrive pas à préciser les rapports à la biologie. L'homme s'est élevé d'un ancêtre animal. On ne peut donc pas dire où a commencé la société humaine, puisqu'on ne sait pas où a commencé l'espèce humaine. Les sociétés humaines sont aussi vagues que les sociétés animales. Des hordes, composées de individus, se sont réunies de gré ou de force. Les tribus se sont agglomérées en cités, les pays civilisés en États à des limites tracées par des bornes frontalières ; mais elles ne sont pas ainsi. Jusqu'à présent les frontières du Mexique, par exemple, ne sont pas précises. On ne peut donc pas dire où commence l'une ou l'autre. De plus, quand le territoire est organisé, la sujétion des provinces limitrophes passent facilement d'un maître à un autre sans leur indépendance. Les nombreuses guerres modifient les frontières avec une précision très difficile de déterminer, parfois, la politique dans l'espace.

La société provient du simple voisinage. Les épis d'un champ ne croissent qu'un épi tout seul ; ils ne se prêtent pas le simple voisinage. Les républicains (philosophes) construisent leurs idées sous un toit simple juxtaposition. Chez d'autres animaux les sociétés sont en plus variées et, quand on arrive enfin aux sociétés humaines, on trouve une division du travail poussée à des degrés sociologiques les plus tranchées. Quand l'action d'un individu sur un groupe, est faible, il échappe à nos regards. Quand il y a agglomération. Quand les rapports réciproques sont plus apparents, nous disons qu'il y a société. Plus ou de moins.

Il nous semble aujourd'hui que l'État est le dernier terme du groupement social. Cependant mille circonstances placent les États dans les relations les plus diverses les uns à l'égard des autres. Les guerres de conquête amènent des sujétions qui vont de la vassalité purement nominale à la subordination la plus complète. D'autre part les États indépendants abandonnent de gré une très forte part de leur souveraineté. Dans le domaine économique ils se lient par des traités de commerce ; ils garantissent, parfois, les propriétés mobilières, immobilières et intellectuelles des étrangers ; ils font des conventions pour la remise des criminels ; ils adoptent une législation commune pour les postes, les télégraphes et les chemins de fer (tarifs internationaux), enfin ils concluent des traités d'alliance qui les obligent à faire des guerres dans certaines circonstances données. Dans ce cas la destinée d'un État dépend des résolutions que prend le gouvernement d'un autre. Ajoutons de plus que les citoyens des différents États sont placés entre eux dans les relations les plus complexes. Tel gouvernement n'autorise pas l'achat des terres par les étrangers, tel autre, au contraire, leur accorde tous les droits civils. On va encore plus loin. Ainsi tout natif d'une des républiques de l'Amérique centrale peut devenir citoyen du Guatemala dès qu'il en exprime le désir. Est-ce à dire, qu'après avoir adopté cette législation de plein gré, le Guatemala a cessé d'être un État indépendant ? Non, à coup sûr. A part les alliances temporaires, il s'est aussi formé des confédérations d'États, qui ont subsisté pendant des périodes plus ou moins longues. A vrai dire l'indépendance politique absolue ne serait possible que si chaque État se trouvait sur une planète séparée. Dans l'ordre actuel des choses, les différents États de notre globe forment déjà des systèmes plus complexes, unis par des rapports plus ou moins intimes. Où s'arrêteront ces rapports ? Voilà ce qu'il est impossible de déterminer. La seule chose que l'on puisse dire avec certitude, c'est que, par la force même des lois naturelles (comme cela sera démontré plus loin), ces rapports deviendront de plus en plus intimes. Rien ne prouve qu'une fédération d'États ne remplacera pas le régime actuel. Ces unions plus vastes se trouveront en contact avec des groupes qui seront restés en dehors de leur alliance. L'Europe tout entière, par exemple, pourra se trouver en pré-

sence de l'Amérique et de la Chine. De nouveau il s'établira entre ces groupes immenses des rapports quelconques, qui les combineront en systèmes plus vastes encore. En un mot, pas plus dans le domaine sociologique que dans le domaine biologique ou chimique, il n'est possible d'assigner des limites à l'association.

Les limites des organismes collectifs sont impossibles à déterminer parce qu'elles n'existent pas en réalité. Dans la nature il n'y a ni chimie, ni biologie, ni sociologie ; il n'y a que des atomes, des mouvements et des systèmes plus ou moins complexes. Les lignes de démarcation, que nous établissons entre les différentes sciences, sont de pures catégories subjectives de notre esprit¹.

1. Si l'or n'est pas du cuivre, c'est qu'il s'accomplit d'autres groupements et d'autres mouvements dans le premier métal que dans le second. Si un éléphant n'est pas une baleine, c'est que la matière vivante s'est autrement combinée dans le pachyderme que dans le cétacé. Le cerveau de Newton était différent de celui de son domestique parce qu'il s'accomplissait dans l'un des mouvements qui ne s'accomplissaient pas dans l'autre. En quoi un paysan se distingue-t-il d'un roi ? En ce que le paysan fait des mouvements que le roi n'accomplit pas ; en ce que les citoyens accomplissent à l'égard du roi des mouvements qu'ils n'accomplissent pas à l'égard du paysan. L'Angleterre est un pays constitutionnel, la Russie est un pays monarchique. Ils sont différents par leur structure politique. Qu'est-ce que cela veut dire en définitive ? C'est qu'à un certain moment les citoyens se réuniront en Angleterre pour élire des députés ; les députés se réuniront dans un lieu déterminé pour discuter les affaires du pays. Il s'accomplira en Angleterre des mouvements et des groupements qui ne s'accomplissent pas en Russie. De même la différence entre l'Angleterre et la Prusse consiste en ce qu'après certains mouvements des députés (les votes), les ministres n'exécutent pas les mêmes mouvements en Angleterre qu'en Prusse. Dans le premier pays, ceux-ci se retirent du pouvoir ou y restent ; dans le second ils y restent toujours.

CHAPITRE III

LES LUTTES AU SEIN DES ASSOCIATIONS.

On a vu qu'il est parfois assez difficile de saisir les liens qui lient les différents êtres. Les limites que nous posons entre les groupements sont plus ou moins convenables. Cependant certaines associations nous paraissent des unités absolument incontestables, comme, par exemple, le système solaire, notre planète, le corps humain, les nations, les sociétés, les associations, etc., etc. Pourtant toutes ces unités sont formées d'éléments constitutifs plus ou moins nombreux. Le système solaire est composé des grandes et des petites planètes, des satellites, des comètes, et des aéroolithes; notre planète est composée d'un énorme amas de minéraux, de plantes, d'animaux, de corps humains, de substances inorganiques et organiques, groupées en cellules, en tissus, en organes et en associations; les hommes sont groupés en communes, en arrondissements, en provinces, groupés encore en associations de toutes sortes, sociétés par actions, sociétés de bienfaisance, cercles littéraires, etc., groupés enfin sous forme d'organes sociaux, comme l'armée, la marine, l'administration, les tribunaux, etc. Chaque agrégat, dans son ensemble, lutte contre d'autres agrégats dans leur ensemble (par exemple la France contre l'Allemagne); mais, au sein de chacun d'eux, se poursuivent des luttes entre les différentes unités collectives et les individus qui les composent.

Le système solaire rencontre, en avançant dans l'espace, des amas de matière à tous les degrés possibles de densité. Il les attire dans son sein et en prive les autres systèmes solaires. Chaque étoile avec son cortège lutte ainsi contre les autres étoiles. C'est de cette lutte que proviennent

NS GÉNÉRALES.

nt entre les systèmes stell
re ambiante que se constitue
apparaissent ensuite des c
attent de nouveau entre eu
effet, qu'il se soit formé d'e
guette magique neuf centi
use solaire (nous considér
Jupiter comme un seul ce
ontraire, qu'il s'en est for
résultante des attractions
la longue, et probablement
uses, le système solaire dai
ractions se sont pondérées
ment et les corps du systèm
nts rythmiques d'autant plu
atrices ont été plus radical
leuse secondaire, qui a co
encore deux centres de gi
lui de la lune. Cette concu
es, se disputant la matièr
une lutte, car ce phénomèn
mi les êtres vivants est un

solaire luttait dans son en
aux, des luttes secondaires
n. Pendant que la terre et l
contre les autres planètes

ous apercevons les même
animal, dans son ensemble
parties constituantes (les co
organes) luttent aussi entre
elle tend à attirer à elle l
substances alimentaires, fo
ces efforts sont des plus
r remporter des victoires
ématique permanente dans l

de M. C. du Prel intitulé *Entwi*
nthers, 1882.

nisme. Les cellules du cerveau, par exemple, absorbent deux fois plus de sang que les autres cellules de notre corps. Si un animal meurt d'inanition, ce sont toujours les autres organes qui périssent les premiers, car tout ce qui reste de substance alimentaire est absorbé par le cerveau.

Tant que, dans la lutte entre les cellules d'un organisme, il se maintient entre elles comme une espèce d'équilibre, comme une pondération de forces, l'organisme est à l'état de santé. Mais il peut arriver aussi qu'un ensemble de cellules parvienne à accaparer une quantité de nourriture dépassant la mesure ordinaire; il y a alors hypertrophie d'une part, atrophie de l'autre, c'est-à-dire un état pathologique.

Ce qu'on appelle la régénération des tissus est aussi un produit de la lutte des cellules. Toutes n'ont pas une égale puissance pour s'assimiler les éléments nourriciers. Celles qui sont les plus vigoureuses, prospèrent, s'accroissent et finissent par étouffer les plus faibles qui meurent et sont éliminées de l'organisme ¹.

Le cerveau lui-même est enfin un centre de luttes incessantes. Le phénomène de la conscience est le résultat de ces combats. Les mouvements qui ont la plus puissante intensité finissent par remporter la victoire; ils arrivent à dominer, à étouffer partiellement tous les autres et à devenir conscients. Pendant qu'un homme discute et tend la puissance totale de ses facultés pour imposer ses idées à un autre homme, les cellules de son cerveau continuent à lutter entre elles. Quand les pensées se présentent tumultueuses à notre esprit, quand nous ne savons à quel argument donner la préférence pour convaincre notre adversaire, c'est que nos pensées se livrent un combat dans notre cerveau.

Les mêmes phénomènes se répètent encore au sein des sociétés. Une bande de loups attaque un ennemi. Ils agissent d'une façon solidaire : mais la lutte ne cesse pas pour cela entre eux, bien qu'elle ait lieu sous une autre forme. Le loup le plus fort et le plus agile aura une plus grande part de la proie acquise en commun. Le loup le plus faible souffrira souvent de la faim, mourra plus tôt que les autres et sera éliminé de la bande,

1. Voir W. Roux, *Der Kampf der Theile im Organismus*. Leipzig, Engelmann, 1881.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

La cellule la plus faible est éliminée du corps animal. Tant que la bande de loups combattra dans son entier, tout partiel continuera entre ses différents membres. Une nouvelle série de luttes se produisent au sein des sociétés par suite des besoins de la reproduction. Nous omettrons de tout cet ensemble de combats, très bien connus grâce aux travaux de Darwin, pour ne pas allonger inutilement notre exposition.

De l'État, outre les guerres civiles, qui sont des phénomènes pathologiques passagers, la concurrence économique, sociale et intellectuelle produit des luttes perpétuelles entre individus.

Les portes des docks de Londres s'ouvrent à certaines heures et on entend une voix qui crie : *Ten men wanted* (dix hommes). Souvent un très grand nombre d'individus se présentent à cette porte. Les dix plus agiles se précipitent devant les autres et entrent. Ce sont les vainqueurs. Ceux qui restent dehors sont les vaincus dans cette lutte pour le salaire. Les portes sont porte à porte. Un client se présente; il examine les produits dans les deux et donne la préférence à celle qui offre la marchandise la meilleure et à meilleur marché. Les possesseurs de ces usines luttent entre eux. Qu'il leur soit permis, à ce propos, de montrer encore une fois la réalité de l'alliance et du combat. Certains négociants ont le droit de se grouper les uns à côté des autres. Ainsi les horlogers, à Paris, se pressent dans la rue de la Paix, les habitants du Palais-Royal. Chacun de ces négociants tâche de surpasser ses voisins par l'éclat de son enseigne, la beauté de ses vitrines, les splendeurs de sa devanture. Tout ce qu'un client achète chez A est sans doute perdu pour B et par cela A et B sont en concurrence. Mais, d'autre part, si un client ne trouve pas ce qu'il veut chez A, au lieu de renoncer à sa fantaisie, il peut le chercher et le trouver chez B. Donc tout en luttant l'un contre l'autre, ces deux négociants se prêtent en même temps une assistance mutuelle. Entre eux l'alliance et le combat sont simultanés. Les professeurs veulent obtenir une chaire. On les soumet à un concours. Le plus capable l'emporte. C'est le vainqueur. On veut un théâtre. On met le plan au concours. Le plus beau est adopté. Son auteur remporte la victoire sur tous ses concurrents.

Outre les guerres civiles, les classes sociales, les associations de tout genre, les partis politiques se livrent au sein de l'État à des luttes incessantes. Aujourd'hui les travailleurs et les capitalistes se combattent à coup de grèves et d'abaissement de salaires. Sous l'ancien régime, les corvéables, réduits à la misère, et les privilégiés qui s'engraissent de leur travail, étaient dans un état d'hostilité permanente. Cela amena les terribles tourmentes de la Révolution. Enfin les partis politiques, les royalistes et les républicains en France, les whigs et les tories en Angleterre, les conservateurs et les libéraux dans tous les pays se livrent à des luttes perpétuelles sans trêve et sans arrêt, par les journaux, dans les réunions publiques, dans les salles de scrutin, dans les commissions parlementaires et enfin dans les assemblées législatives; dans les monarchies absolues les hauts fonctionnaires, les courtisans, les ministres se livrent à des intrigues incessantes pour se supplanter les uns les autres.

On voit, au sein d'un conseil général, les différentes parties d'un département lutter entre elles pour obtenir soit des diminutions de charges, soit des augmentations d'allocations budgétaires, tandis que l'ensemble des représentants d'un même département luttent pour les mêmes motifs contre les représentants des autres, au sein d'un Parlement central.

Ainsi pendant qu'un État, comme unité politique, combat un autre État, des milliers de luttes incessantes s'y livrent entre les individus et les groupes sociaux.

CHAPITRE IV

LES DIFFÉRENTES FORMES DE LUTTES ENTRE LES ÊTRES VIVANTS.

On donne généralement le nom de lutte à un effort tenté en vue d'atteindre un résultat déterminé. L'élément fondamental de la lutte serait donc une perception consciente d'une fin quelconque et la volonté de l'atteindre. Cette conception nous paraît un peu étroite. Les phénomènes de la conscience se différencient des phénomènes chimiques et biologiques par des gradations insensibles. Il est donc impossible de dire à quel moment exact la lutte, dans le sens habituel de ce mot, commence à se produire dans la nature. Nous avons montré plus haut que la lutte est un phénomène universel. Elle s'opère entre les atomes et les molécules d'un corps, entre les corps célestes, entre les cellules d'un organisme et entre les différents membres d'une société.

Par cela seul qu'elle se poursuit entre unités différentes, elle change successivement d'aspect et de procédés. Ainsi tant que notre globe était incandescent, des tempêtes immenses se produisaient au sein de ses éléments constitutants (comme elles se produisent aujourd'hui sur le soleil). C'était donc une lutte intermoléculaire qui eut pour résultat la formation des différents composés chimiques existant sur la terre. Quand notre étoile s'est éteinte, les luttes ont pris la forme géologique qui se poursuit encore sous nos yeux. La montagne et l'océan semblent comme deux ennemis irréconciliables. Une poussée interne, dont nous ne connaissons pas la cause, soulève les continents au-dessus des eaux. Mais à peine ce phénomène s'est-il produit que les eaux commencent à désagréger les continents pour les ramener au sein des mers.

D'une façon générale l'univers est le théâtre de combats chi-

miques, astronomiques, géologiques, biologiques, psychologiques et sociaux. Mais au sein de chacun de ces domaines la lutte se diversifie encore. Nous allons examiner dans ce chapitre les différentes formes qu'elle affecte dans le domaine biologique.

Tout d'abord la lutte s'établit entre le monde organique et inorganique. Quand les plantes absorbent l'oxygène et l'acide carbonique, contenus dans l'air, elles décomposent, détruisent des systèmes de corps gazeux, pour en composer des systèmes de corps végétaux. La même opération a lieu par les racines. Certains composés minéraux sont déformés au profit des plantes qui les assimilent.

Si nous passons maintenant à la lutte entre les êtres vivants, il faut établir deux divisions fondamentales.

1° La lutte peut avoir pour but une assimilation plus ou moins considérable des éléments du vaincu au profit du vainqueur; elle amène donc une subordination vitale passant par les degrés les plus divers; en un mot, elle produit une absorption;

2° La lutte peut avoir pour but d'écarter un obstacle s'opposant aux fins vitales d'un individu; dans ce second cas elle produit une élimination.

Dans ces deux catégories principales il faut établir encore deux sous-divisions : l'attaque et la défense. On lutte pour absorber et éliminer ou pour se préserver de l'un et de l'autre.

C'est le procédé de l'élimination qui domine dans le monde végétal, sauf l'exception des plantes carnivores. Les plantes se disputent le soleil, le sol et l'humidité. Ainsi dans les steppes de la Russie méridionale, quand on veut boiser un terrain, on a soin d'arracher les mauvaises herbes entre les jeunes pousses, sans quoi ces herbes pompent toute l'humidité du sol et les plantations périssent. Les plus puissants végétaux détruisent les plus faibles. L'aire des espèces victorieuses s'étend, celles des espèces vaincues se restreint. Ces dernières finissent parfois par disparaître, non seulement d'une région déterminée, mais même de la surface du globe tout entier. Ainsi les plantes peuvent remporter des victoires complètes. Mais (et c'est un fait d'une importance considérable) aussi des victoires partielles. Les végétaux les plus vivaces poussent mieux, ils assurent leur des-

cendance d'une façon plus complète, leurs espèces se développent, et, passant par les différentes phases de l'évolution, elles s'élèvent jusqu'aux degrés supérieurs de l'échelle botanique; elles arrivent à former des arbres d'une ramure gigantesque, ce qui assure à chaque individu une existence de plusieurs siècles. D'autres plantes, partiellement vaincues dans la lutte, sont obligées de se contenter des miettes du repas de la nature; la quantité de lumière, qui leur est départie, est un minimum que les branches des géants veulent bien laisser filtrer jusqu'à elles, les éléments du sol, qu'elles peuvent assimiler, sont aussi les restes de ce que les racines des géants n'ont pas pu absorber. Ces plantes vaincues continuent à vivre, mais elles rampent sur le sol, petites, annuelles et modestes. Dans nos forêts d'Europe les fougères, par exemple, ont été battues par les chênes, les hêtres, les pins, etc. Dans d'autres contrées du globe les fougères, n'ayant pas rencontré des ennemis aussi redoutables, sont devenues des plantes arborescentes.

Il se produit donc, dans le même lieu, comme une hiérarchie de végétaux. A côté des plantes les plus puissantes, d'autres, plus modestes poussent, vivent et prospèrent parce qu'elles se contentent de jouer un rôle secondaire. Les plantes grimpantes apparaissent et s'accrochent aux branches des espèces forestières. Les plantes parasites s'attachent à leur écorce. On dirait qu'elles essayent de reprendre par la ruse ce qu'elles ont perdu par la force. A la longue il se forme dans chaque région un ensemble de rapports déterminés. Les ennemis irréconciliables se détruisent mutuellement. Les espèces perturbatrices disparaissent. Un équilibre plus ou moins stable s'établit dans une forêt, c'est-à-dire qu'il y pousse les mêmes essences pendant une série de siècles. Les phénomènes mutualistes se produisent alors. Les plantes annuelles ameublissent le sol pour les grands arbres. Une certaine solidarité s'établit entre le chêne majestueux et l'herbe modeste, qui pousse à ses pieds. Le chêne maintient sous sa ramure l'humidité indispensable à la vie de l'herbe et, à son tour, l'herbe prépare un terrain favorable pour les chênes futurs qui pousseront dans le même lieu.

Telle est, dans ses grandes lignes, la marche de la lutte dans le domaine végétal. Ici, comme partout, les phénomènes du combat et de l'alliance sont parallèles et simultanés. Ici, comme

partout, l'ordre remplace l'anarchie après une série de perturbations.

La lutte entre les animaux présente une diversité prodigieuse. Il faudrait des volumes et des connaissances, que l'auteur ne possède malheureusement pas, pour l'exposer même dans ses grandes lignes¹.

D'ailleurs nous n'avons besoin de mettre en évidence qu'un petit nombre de faits généraux pour servir de fondement à notre exposé des luttes sociales.

Le procédé qui domine dans le monde animal est l'absorption, cependant l'élimination y tient aussi une place considérable.

La lutte s'établit d'abord entre les plantes et les animaux. Ici le procédé de l'absorption règne généralement; les animaux dévorent les plantes et il se forme rarement des groupes mutualistes composés d'un animal et de la plante servant à son alimentation.

Entre les herbivores la lutte a lieu par élimination. Lorsque des troupes d'espèces différentes viennent paître sur le même sol, l'espèce la plus vivace dévore toutes les réserves alimentaires du sol, et la moins vivace périt faute de nourriture. L'aire de l'espèce victorieuse s'étend, celle de l'espèce vaincue se restreint. Celle-ci peut se réfugier dans une région moins avantagée : quitter, par exemple, les plaines herbeuses pour se retirer sur les montagnes. Mais, dans ce cas, confinée à un habitat offrant moins de ressources, elle se reproduit dans une mesure plus restreinte. Jamais, par exemple, les espèces d'animaux alpins n'ont constitué des troupes aussi nombreuses que les bisons des prairies américaines.

Les herbivores n'abandonnent pas toujours leurs pâturages à des concurrents, sans les défendre. Des combats sanglants se produisent parfois entre des troupes ennemies. On s'attaque à coups de corne, et masse de combattants jonchent le sol. Mais la mort du vaincu n'est pas ici le but direct du vainqueur, qui cherche seulement à s'assurer la possession de la nourriture végétale. Les individus du troupeau vaincu sont rarement tués jusqu'au dernier. Après un certain temps, la victoire se dessine au profit d'un groupe et les survivants de l'autre se dérobent par la fuite.

1. Darwin avait l'intention d'écrire un ouvrage sur la lutte pour l'existence. Malheureusement il n'a jamais accompli ce dessein.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

chez les insectes la lutte a lieu par absorption et par élimination. Les fourmis, par exemple, se livrent des batailles impitoyables pour s'assurer un territoire contenant des réserves alimentaires, donc des richesses. On voit poindre ici la lutte économique qui prendra ensuite une si grande extension parmi les hommes. L'araignée, au contraire, dévore ses victimes.

Le procédé de l'absorption domine chez tous les êtres qui se nourrissent de chair vivante. Dans les eaux comme sur la terre, on voit partout des animaux se livrer des combats sans trêve ni merci. Le résultat de ces combats est le plus souvent la mort du vaincu qui sert de substance alimentaire au vainqueur. Il y a destruction immédiate d'une individualité au profit d'une autre, ou, si l'on veut, subordination biologique complète. Ce type de lutte est le plus anarchique qui se puisse concevoir. Effectivement nulle solidarité ne peut s'établir entre l'égorgeur et l'égorgé. Dans ces combats l'assaillant cherche à donner la mort, l'assailli à s'y soustraire, soit en tuant son adversaire, soit en se dérochant par la fuite.

Malgré tout, pendant, même chez les carnassiers, le procédé de l'absorption n'est pas la forme unique de la lutte pour l'existence. Les animaux luttent souvent pour se disputer une proie. Alors le vaincu n'est pas toujours dévoré par le vainqueur, il est seulement tué pour une fin détournée, c'est-à-dire éliminé.

Seulement qu'un animal est dévoré par un autre il y a subordination totale et par conséquent solidarité nulle. Nous observons, cependant, un grand nombre de luttes où la mort du vaincu n'est pas le but du vainqueur.

Certaines abeilles vivent de malfaçon et de brigandage. « Elles attaquent quatre ou cinq à la fois sur une honnête abeille, la tiennent par les pattes, la pincent pour lui faire déployer la langue et elles sucent à tour de rôle après quoi elles la laissent partir¹. » Certaines fourmis s'emparent d'une espèce de pucerons pour leur enlever leur miel. Dans ces deux cas le vainqueur n'est nullement intéressé à la mort du vaincu. Au contraire, il est intéressé à ce qu'il vive et prospère et les fourmis semblent même commander cet intérêt, puisqu'elles nourrissent et soignent les pucerons dans leurs nids. Nous voyons ici la même subordination

1. Romanes, *L'intelligence des animaux*. Paris, Alcan 1887, I, p. 15.

partielle qui existe entre les animaux domestiques et l'homme.

Nombre d'animaux se nourrissent du sang des autres ; ils amènent la cessation de la vie de leurs victimes soit immédiatement, soit dans un délai plus ou moins prolongé. Deux alternatives peuvent naître de ces rapports : ou bien la victime trouve moyen de produire assez de sang pour nourrir son parasite et se nourrir elle-même ou elle ne trouve pas ce moyen. Dans ce cas elle dépérit peu à peu et meurt. Aucune solidarité ne s'établit entre la victime et l'assassin. Mais dans la première éventualité cette solidarité peut apparaître. Il semble alors que l'animal a trop de sang et que le parasite lui rend le service de le débarrasser d'un trop-plein qui lui serait nuisible. Ainsi se forment certains groupes mutualistes. Ils deviennent si unis parfois que l'existence de l'un ne peut plus s'imaginer sans l'existence de l'autre.

Ce n'est certes pas pour rendre service aux herbivores que le *Bacillus amylobactes* se loge dans leurs intestins. C'est seulement parce qu'il y trouve un habitat favorable. La mutualité des services se produit par la poursuite des fins individuelles ; mais, dès qu'un ensemble de rapports fixes s'établit entre plusieurs êtres, la vie commune devient la condition indispensable de l'existence de chaque unité. Les groupes, ou il s'est formé une juste pondération de rapports, ont subsisté, les autres ont péri.

Ainsi dans la lutte pour l'existence la subordination du vaincu aux fins du vainqueur passe par les degrés les plus divers, depuis l'absorption totale jusqu'à une mutualité qui semble comporter une égalité de droits presque complète.

D'une façon générale les plantes sont subordonnées aux herbivores, et ceux-ci aux carnassiers. En effet ce sont les herbivores que les carnassiers attaquent de préférence, parce qu'ils peuvent opposer une résistance moins forte. D'une façon plus générale encore on peut dire que les animaux les plus faibles sont subordonnés aux fins des plus puissants.

La nourriture est le besoin le plus impérieux de l'animal ; après lui apparaît celui de la reproduction qui donne aussi lieu à des combats fort nombreux et affectant les procédés les plus variés. La lutte génésique se fait toujours par élimination, car, même si un rival est tué parfois, il n'est pas mangé par le vainqueur. C'est ce qui a permis à des carnivores de s'associer parce

qu'ils ont cessé de se considérer comme gibier les uns pour les autres. Les loups ne se mangent pas entre eux, dit le proverbe. S'ils se mangeaient, jamais une bande de loups n'aurait pu se former.

Mais les animaux ne luttent pas seulement de force pour la possession des femelles ; elles n'appartiennent pas toujours aux mâles qui ont tué leurs concurrents. La lutte peut ne pas être sanglante. Certains oiseaux parquent devant les femelles et tâchent de l'emporter par la beauté de leur plumage ; d'autres se livrent à des espèces de danses où la palme est au plus élégant. Il y a aussi chez les oiseaux des concours de chant, où la femelle se donne à l'artiste le plus consommé. On le voit, même au sein de l'animalité, la lutte n'est pas uniquement physiologique ; elle prend aussi parfois un caractère psychique.

En résumé les deux formes principales de la lutte entre les êtres vivants sont l'élimination et l'absorption. Mais comme la mort immédiate ou lointaine du vaincu n'est pas toujours le but poursuivi par le vainqueur, on peut dire qu'on voit apparaître déjà au sein de l'animalité des luttes ayant un caractère économique et même mental.

Pour chaque être vivant la lutte a deux faces : l'attaque et la défense. Pour réaliser ces deux fins les organismes se sont créés un outillage biologique et des procédés des plus variés. Pour l'attaque : les dents, les crocs, les suçoirs, les dards, les poisons etc., etc ; pour la défense : les épines, les coquilles, les carapaces¹, la grandeur de la taille², l'agilité des mouvements, la rapidité de la course, le mimétisme, etc., etc.

Cependant, le procédé qui s'est montré le plus efficace, celui qui a assuré la victoire définitive de l'homme sur toutes les espèces rivales, c'est l'intelligence.

1. On a découvert au Mexique des tortues qui savent cacher leur tête et leur queue dans deux opercules hermétiquement fermés. Ce sont des tortues cornées que nul carnassier ne peut ouvrir. Reclus, *Géogr. univer.*, XVII, p. 250,

2. Ainsi l'atlantosaure qui avait 35 mètres de long.

CHAPITRE V

LA LUTTE ENTRE LES ANIMAUX ET L'HOMME.

Dans la lutte entre l'homme et les animaux nous retrouvons les procédés décrits au chapitre précédent, mais sensiblement modifiés et amplifiés.

Pour se procurer la nourriture, l'homme a détruit des plantes et des animaux. Il a donc attaqué. Mais comme l'homme servait lui-même de gibier à un grand nombre de carnassiers, il a dû se défendre pour éviter d'être dévoré. D'autre part il a disputé aussi ses réserves alimentaires à de nombreux concurrents. Les formes de l'absorption et de l'élimination ont été appliquées soit consécutivement, soit concurremment dans la lutte entre l'humanité et l'animalité. Après s'être contenté de tuer les animaux, l'homme en a domestiqué quelques-uns : il a substitué la subordination partielle à la subordination totale, c'est-à-dire conclu des alliances soit temporelles, soit permanentes avec quelques espèces animales.

L'homme s'est d'abord procuré la nourriture par la quête, la chasse et la pêche ; par conséquent il a absorbé des plantes et des animaux. Dans la période de la sauvagerie la plus complète, l'homme se nourrissait de ce qu'il pouvait se procurer au hasard. Plus tard, quand l'esprit d'observation se développa un peu, il remarqua que certaines régions offraient des réserves alimentaires en plus grande abondance. Si ces réserves étaient convoitées par d'autres êtres vivants, l'homme était amené à les combattre. Il a donc détruit certaines plantes et certains animaux non pour les manger, mais pour assurer sa propre nourriture. Le procédé de l'élimination apparut après celui de l'absorption. Ce procédé est appliqué sur une immense échelle par rapport au monde végétal. Les espèces alimentaires consti-

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

La fraction du nombre total des espèces qui
est. Quand l'homme fut amené à domesti-
quer, c'est-à-dire à se livrer à l'agriculture, il fut
obligé de défendre les plantes cultivées contre les
animaux qui leur faisaient concurrence. D'immenses
forêts furent déboisées pour être livrées à la charrue.
Les bêtes, qui envahissaient les champs et dimi-
nuaient la récolte, furent détruites.

Et les animaux, un grand nombre s'attaquent
directement à l'homme, aux plantes et au bétail.
Il faut les combattre. Il attaque les loups, les
ours et les carnassiers qui détruisent ses basses-
cours. Il attaque aussi les insectes nuisibles
aux cultures; mais la lutte contre ces petits êtres

se dérobent même au regard) est bien
des jours seulement qu'on l'entreprend d'une
façon systématique. On sait les efforts faits der-
rière pour combattre les sauterelles. Les petits
insectes ennemis les plus dangereux de l'humanité.
par exemple, rend inhabitables des régions

Les dommages causés par les insectes sont
énormes. En France seule M. Bourdeau les évalue à
100 millions par an.¹ Le phylloxéra a causé pour plus
de 500 millions de pertes.

Les lions attaquaient l'homme pour le manger. De
nos jours on les combat. De nos jours cette lutte contre
les bêtes est presque terminée dans nos climats.
En Grèce au temps de Xerxès; il avait com-
mençé quatre siècles après. En Algérie le lion a été
exterminé des régions du littoral. Quand les premiers colons
arrivèrent au Cap, les lions rôdaient la nuit autour
des habitations; aujourd'hui il faut dépasser toute la
ville pour retrouver cet animal dans cette partie

des moins favorisées, la victoire de l'homme
est loin d'être aussi complète. Les loups cau-
sent pour 120 millions de francs par an en

¹ *Le monde animal*. Paris, Alcan, 1885, p. 136.

Russie¹. C'est à plus de 20000 hommes par an qu'on peut évaluer le nombre des victimes faites aux Indes par les animaux féroces et les serpents². L'extermination des animaux nuisibles exigera encore, malheureusement, de longs siècles d'efforts de la part de l'humanité.

Il est à peine besoin de signaler ici une autre différence entre la lutte de l'homme contre les animaux et celle des animaux entre eux. L'homme détruit une masse d'êtres vivants, non seulement pour sa nourriture, mais encore pour la satisfaction de ses autres besoins. Des forêts entières ont été coupées pour faire des allumettes, d'innombrables animaux sont exterminés pour les fourrures, les peaux, l'huile, etc.

Dans tous les cas qui viennent d'être examinés, la mort de l'animal est immédiate, donc la subordination, aux fins de l'homme, entière et complète. Par la domestication des plantes et surtout par celle des animaux, nous entrons dans une phase où cette subordination devient partielle dans les limites les plus variées.

Quelques animaux présentaient moins de résistance que d'autres. L'homme a donc pu les capturer vivants. Alors, au lieu de les tuer immédiatement pour les manger, il les a enfermés dans un enclos, se réservant de les massacrer au fur et à mesure de ses besoins. A partir de ce moment certaines relations permanentes se sont établies entre ces animaux et l'homme. L'homme les a d'abord défendus contre leurs autres ennemis pour ne pas être frustré du bénéfice de leur capture; puis il a été amené à leur donner certains soins pour en tirer plus de profit. Sans doute, les bœufs et les moutons sont destinés à l'abattoir; mais le moment de leur mort par la main de l'homme n'arrive pas plus tôt qu'il ne serait arrivé par le fait de leurs autres ennemis. La vie moyenne des animaux domestiques est certainement plus longue que celle des animaux sauvages. D'autre part, le besoin de la reproduction est mieux assuré chez l'animal domestique. On évalue à 200000 le nombre des éléphants qui vivent sur notre globe³. Or, d'après les calculs du bureau de statistique du ministère de l'agriculture aux États-Unis, il y aurait sur la

1. Bourdeau, *Ouv. cit.*, p. 115.

2. E. Reclus, *Nouv. Géogr. univ.*, VIII, p. 90.

3. Bourdeau, *op. cit.*, p. 67.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

27 millions de bêtes à corne, 59 millions de chevaux et ions de porcs. On voit combien est forte la disproportion le nombre des éléphants et celui des animaux domestiques. Si le but de tout animal est de vivre et de se reproduire, les bœufs et les moutons, par exemple, ont certainement gagné à se subordonner à l'homme. S'ils nous sont la réciprocité est vraie et l'alliance qui s'est établie entre l'humanité et eux n'est pas complètement à leur détriment. La subordination des animaux à qui l'homme demande non des services, mais seulement des services (le chien, le chat, le cheval, le chameau, l'éléphant, etc.) est encore plus faible. Les avantages de l'association sont encore plus grands pour eux. On établit-il entre quelques-unes de ces espèces et la nôtre, par exemple, une très forte solidarité, mais encore de très faibles de sympathie, comme celle du chien pour son maître, par exemple. Comme un grand nombre de nos animaux domestiques ne témoignent plus aucun goût pour la vie sauvage, ils reviennent souvent à l'homme, alors même qu'ils ont essayé de s'échapper, on peut dire qu'entre ces espèces et la nôtre s'est formée une association, non seulement permanente, mais encore voulue par les parties. La domestication des animaux a été, cependant, une œuvre extrêmement difficile. On a rencontré au commencement de très vives résistances. Nous pouvons observer ici un cas particulier de la loi générale de la lutte pour l'existence. Quand des êtres de natures différentes sont mis en présence, leur incompatibilité les pousse à se combattre; une première période de mouvements anarchiques donnés se produit. Puis, si les circonstances sont favorables, les rapports anarchiques succèdent des rapports plus ordonnés; une subordination partielle remplace la subordination totale; il se forme une association d'un ordre plus commun qui embrasse des éléments plus hétérogènes; les incompatibilités s'atténuent, et, à la longue, font même place à des sympathies communes produisant de la sympathie. La durée même de ces associations engendre des habitudes qui modifient la constitution physiologique et psychologique des associés. Certains animaux, auparavant considérés comme désagréables, finissent par être conformes à la nature des choses. Il est probable, par exemple, que le bœuf ne peut plus se représenter un

monde où l'homme n'existerait pas et où il cesserait d'être soumis à sa domination.

La domestication n'est pas la seule forme de l'alliance entre l'homme et l'animal. Il y en a d'autres. Dans ces dernières années, par exemple, les rats avaient pullulé à la Jamaïque. Ils causaient de grands dommages. Les planteurs lancèrent contre eux la mangouste (*Herpetes griseus*) qui les a presque exterminés¹. Voilà donc une alliance momentanée entre l'homme et la mangouste. Au Cap, il est défendu de tuer le secrétaire (*Serpentarius reptilivorus*), parce qu'il détruit les serpents. C'est un échange de services entre cet oiseau et le gouvernement du Cap. Il y a des alliances encore plus singulières. Qui aurait pu dire qu'il s'en formerait avec le lion, un de nos ennemis les plus redoutables ? C'est, cependant, le cas. Dans la région du Chélif, près de la frontière de la Tunisie, les lions étaient très nombreux ; on leur fit une chasse d'extermination. Quand ils devinrent plus rares, les sangliers se mirent à pulluler à tel point que les cultivateurs demandèrent la protection du lion, leur ancien ennemi². Ainsi le lion et l'homme se rendent maintenant de mutuels services. Un médecin russe a proposé dernièrement de traiter la diphtérie, en inoculant au malade un microbe ennemi du microbe pathogène. Ce serait une alliance entre l'homme et une bactérie. C'est peut-être en nous servant des infiniment petits que nous parviendrons à vaincre quelques-uns des concurrents les plus dangereux de l'humanité : les rongeurs (M. Pasteur a proposé d'inoculer le choléra des poules aux lapins de la Nouvelle-Zélande), les sauterelles, l'*Anysoplia austriaca*, qui dévore notre blé et enfin le phylloxéra.

La destruction des plantes et des animaux nuisibles se poursuivra sur notre globe. Au fur et à mesure que la science fera des progrès, nous serons mieux armés pour les combattre : d'une part, parce que nous connaîtrons mieux nos ennemis (il a fallu beaucoup de peine pour comprendre la cause du dépérissement de la vigne et pour découvrir le phylloxéra) ; de l'autre, parce que nous aurons trouvé des procédés d'attaque plus efficaces. A la longue toutes les espèces malfaisantes seront détruites dans une mesure plus ou moins complète ; les espèces

1. Reclus, *Nouv. Géogr. univ.*, t. VII, p. 713.

2. Id., *Ibid.*, t. XI, p. 273.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

ont multipliées. L'immense majorité des êtres, vivant globe, seront donc plus ou moins domestiqués par . La lutte entre l'humanité et l'animalité aboutira à ntesque alliance. Au lieu des rapports anarchiques, qui actuellement, il s'établira des rapports réguliers et 3.

CHAPITRE VI

L'ADAPTATION AU MILIEU.

La résultante de la lutte pour l'existence est la survivance des plus aptes, c'est-à-dire des mieux adaptés à leur milieu. Ce phénomène de l'adaptation doit être examiné avec le plus grand soin parce qu'il est d'une importance capitale.

C'est d'abord une profonde erreur de croire que son action est limitée aux seuls phénomènes biologiques. L'adaptation au milieu est un phénomène universel.

Pour qu'un système d'atomes puisse se maintenir, il faut que la somme des forces cohésives soit égale ou supérieure à la somme des forces répulsives. Si ces dernières l'emportent, le système se disloque ; il perd sa forme et son individualité (ce qui est le corrélatif de la mort dans le monde organisé). Pour qu'un système puisse se maintenir, il faut donc qu'il y ait une certaine coordination entre ses parties constituantes, il faut qu'elles se trouvent dans des relations plus ou moins constantes, c'est-à-dire qu'il se soit opéré entre elles une certaine adaptation à des circonstances données, ou, en d'autres termes, au milieu ambiant.

C'est par les phénomènes astronomiques que l'on peut le mieux éclairer les propositions qui viennent d'être énoncées.

Notre système sidéral a commencé par constituer un amas de matière extrêmement raréfiée, répandue sur un espace immense. Des centres d'attraction se sont formés dans notre nébuleuse et se sont disputé la matière ambiante. Quel a été le résultat de cette lutte ? Une coordination du système que l'on peut considérer comme une adaptation au milieu. En effet, plus l'espace contenait de matière, plus vite devait s'accroître la masse des centres d'attraction. L'action réciproque des différentes planètes

ÉRATIONS GÉNÉRALES.

iations rapides et considérables. De là, trajectoires toujours variées et extrême-
peu à peu, les espaces interplanétaires
centres d'attraction les plus puissants.
s étant de plus en plus éliminées, les
se mirent à parcourir des trajectoires
es. Il s'est opéré comme un compromis
étiteurs, et des mouvements coordonnés
ements désordonnés. On a vu que la
es constitue l'individualité des corps.
nivers pouvaient entrer en relations
trajectoires seraient immuables et les
ion au milieu assure la survivance des
gue durée ; si cette durée pouvait être
un corps à son milieu ambiant serait

roduira jamais. L'univers étant infini,
si agissent sur un même point, n'est
t deux moments de la durée. On peut
ns un état de création perpétuelle. Ce
t un reste de ce grossier anthropomor-
tant de peine à nous débarrasser. Pour
exacte, il faut dire que l'univers est
mation perpétuelle.

absolue, à jamais irréalisable, a été
l. Ce terme *d'équilibre* est assez im-
s par ce mot une absence de mou-
t mouvement sont indissolublement
ra équilibre, c'est-à-dire suppression
ire qu'il y aura suppression de ma-
de. Évidemment le terme d'équilibre
a constance des trajectoires et alors
celui de coordination, qui est plus
al, c'est encore du pur anthropomor-
rs est infini dans le temps comme dans

nt le phénomène de l'adaptation dans
e.

éciser les limites qui séparent la matière

organique de la matière inorganique. La difficulté provient de ce que ces limites n'existent pas en réalité. Elles sont des distinctions subjectives de notre esprit. D'une façon générale on peut appeler vivante une matière possédant un certain degré d'instabilité. Des mouvements atomiques trop instables ne peuvent pas encore produire la vie; des mouvements trop stables ne peuvent plus la produire.

Entre la matière animée et la matière inanimée il n'y a que des différences de degrés d'instabilité et de complexité. Il y a un moment, par exemple, où les éléments qui constituent l'os, se trouvent dans un tel état d'instabilité, que nous ne pouvons les distinguer de la masse protoplasmique qui les élabore. Plus tard, cette instabilité diminue et l'os devient une substance inerte, semblable à la pierre. Le passage de la matière par les différents degrés de stabilité que nous qualifions tour à tour d'organiques et d'inorganiques, s'opère par des transitions insensibles; mais l'instabilité est la caractéristique de la vie; l'être qui change le plus vite, sans perdre cependant son individualité d'une façon complète, est l'être qui vit avec le plus d'intensité.

Les organismes les plus simples sont des espèces de globules gélatineux qui nagent dans l'eau. Quand ils rencontrent des éléments offrant avec eux des affinités chimiques et biologiques, ils les absorbent. Deux corps, formant auparavant des systèmes distincts, forment désormais un système unique, plus grand et plus complexe. La cellule est un ensemble d'éléments atomiques instables, mais arrivés à un certain degré de coordination. Quand elle se fusionne avec un corps étranger, l'équilibre précédemment établi est rompu et il s'en forme un nouveau. La nutrition n'est qu'une constante rupture de l'équilibre interne, produite par le milieu externe. On commet une erreur quand on affirme que l'organisme se nourrit parce qu'il vit; il est plus vrai de dire qu'il vit parce qu'il se nourrit. L'être vivant est dans un état de perpétuel devenir.

Dans la phase la plus élémentaire de la vie, l'action du milieu extérieur s'exerce seulement sous forme de nutrition. La monère n'est impressionnée que par les substances qui se fusionnent avec elle. Mais quand la différenciation s'opère dans l'organisme, les sens apparaissent et alors d'autres agents extérieurs : la chaleur, la lumière, l'électricité commencent aussi à

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

sur l'être vivant. Tous ces agents opèrent, des alimentaires, des changements dans les éléments vitaux : des ruptures d'équilibre. Les centres nerveux s'amplifient, quand le cerveau où se forment des images, des idées et les mêmes phénomènes se reproduisent sous une forme nouvelle. Ainsi nous lisons un livre. Nous y trouvons une théorie nouvelle. Immédiatement l'équilibre constitué dans notre être, par suite des connaissances acquises, est rompu. Nous abandonnons un point de vue pour en adopter un autre, ou nous nous appuyons sur des arguments, auxquels nous n'avions pas pu résister pour combattre l'idée nouvelle. Une nouvelle connaissance est aussi une rupture d'équilibre, et par là elle agit sur la nutrition. Quand on dit en langage scientifique qu'une idée est fautive, on n'a pas complètement tort.

Il y a une corrélation entre un organisme et son milieu. Il y a un certain équilibre entre les forces qui groupent les éléments vitaux et celles qui tendent à le détruire. Si les forces constructives l'emportent, il y a croissance, si les forces destructives prennent le dessus, il y a décadence. La corrélation est l'adaptation au milieu. C'est la loi fondamentale de la psychologie. « Tout tend vers l'équilibre, dit M. du Prel ¹. Les forces antagonistes du cerveau humain subissent une corrélation partielle qui produit comme résultante une adaptation particulière de l'univers. »

Or la corrélation psychologique dans

le monde où le rayon visuel et auditif soit de mille mètres, si ce qui est en dehors de cette périphérie n'exerce aucune action sur les centres nerveux, ou, en d'autres termes, si la conscience n'exerce aucune action sur lui. Bien loin de là. Le monde n'est rien et il ne peut réagir que pour ce qui est dans le rayon restreint. On peut donc dire qu'un être qui est mal adapté à un grand monde est mal adapté à un petit monde. L'être au rayon

¹ *Leichte des Weltalls*, p. 25.

le plus étendu aurait le plus de chance de survivre dans la lutte pour l'existence, puisqu'il pourrait voir de très loin (c'est-à-dire prévoir) tous les dangers qui viendraient l'assaillir¹.

Si un être pouvait avoir des représentations exactes de tous les phénomènes de l'univers, la corrélation entre l'univers et lui serait adéquate et complète ; il serait absolument adapté au milieu cosmique. Or un être pouvant prévoir tous les dangers pourrait prendre toutes les précautions nécessaires pour préserver son existence, donc il serait éternel.

Passons maintenant à la corrélation dans le temps.

La perception du son exige 0,15 sec., celle du toucher 0,2, celle de la lumière 0,2. Tout phénomène plus rapide reste inaccessible à la conscience. Les mouvements extrêmement lents lui échappent aussi, parce qu'ils n'exercent aucune action sur les centres nerveux. Le son est enfermé entre 16 et 48 000 vibrations par seconde, la lumière entre 484 trillions de vibrations (le rouge) et 709 trillions (le violet). Une masse infinie de phénomènes nous restent ignorés grâce à l'imperfection de nos organes. Si ceux-ci étaient affectés par tous les mouvements qui s'accomplissent dans l'univers, les plus rapides comme les plus lents, il y aurait corrélation absolue entre nos organes et l'univers, c'est-à-dire adaptation complète. D'autre part, comme toute perception exige un certain temps, le nombre de nos perceptions est forcément borné par les limites de notre vie, par conséquent le nombre de représentations de phénomènes externes que nous pouvons acquérir, est aussi borné. Mais si chaque perception demandait zéro temps, leur nombre serait infini et nous pourrions posséder l'omniscience. Du même coup nous acquerions aussi l'ubiquité. En effet, connaître un objet, c'est en avoir une représentation interne. Si le nombre de nos représentations pouvait être infini, nous connaîtrions l'univers tout entier ; l'équilibre entre le sujet et l'objet serait alors complet et notre adaptation au milieu cosmique absolue.

1. Ainsi quand les sociétés européennes n'avaient, pendant de longs siècles, aucune information sur ce qui se passait en Asie, elles étaient sujettes à des invasions des hordes conquérantes de ce continent. Aujourd'hui nous savons le lendemain ce qui s'est passé la veille à Kandahar ou à Pékin. Si les Européens observaient maintenant la formation d'une puissante monarchie militaire, comme celle des Gengis Khan et des Tamerlan, ils enverraient quelques brigades de troupes et étoufferaient ces dominations dans leur germe.

Or que signifient l'éternité et l'ubiquité? La suppression du temps et de l'espace.

L'image d'un objet, reflété dans une glace, dépend de deux facteurs : la forme de l'objet et la forme de la glace. Que celle-ci soit concave ou convexe, l'image sera différente. Il en est de même de notre esprit. Quand les objets extérieurs viennent se refléter dans notre cerveau, ils subissent une déformation du fait de notre organisme. L'image que nous en possédons (c'est-à-dire en dernière analyse notre conception de l'univers) est une résultante entre l'aspect réel des objets extérieurs et l'altération que produisent nos centres nerveux. Or cette déformation subjective, c'est la notion de l'espace et du temps. Il nous est absolument impossible de combiner aucune conception en dehors de ces deux catégories. Cependant une étude, même superficielle, de la psychologie, fait comprendre que l'espace et le temps n'ont aucune réalité objective. L'espace et le temps sont les illusions fondamentales de notre être, cette grande maya qui nous trompe toujours, ce voile épais qui nous cache éternellement la véritable nature des choses, et que nous ne pourrons jamais, hélas, soulever de devant nos yeux! Voilà pourquoi toute suppression du temps et de l'espace produit une corrélation plus exacte entre le monde extérieur et nos représentations intérieures, c'est-à-dire une adaptation plus complète au milieu.

S'il est difficile de distinguer la matière organique de la matière inorganique, il est encore plus difficile de définir ce processus particulier qui s'appelle la vie. Les naturalistes et les philosophes les plus éminents l'ont essayé sans grand succès. Aucune définition de la vie n'est complètement satisfaisante. On se trouve, encore ici, en présence d'une difficulté de l'ordre subjectif. Notre esprit fait cette catégorie spéciale et nous ne pouvons, naturellement, pas préciser ses limites, parce qu'elles flottent au gré de nos opinions personnelles et de nos connaissances. Quelques-uns des phénomènes caractéristiques de la vie, comme l'affinité, la croissance, la tendance à reproduire toujours la même forme se retrouvent dans les composés chimiques et minéraux. Un des traits fondamentaux, qui sépare l'être vivant de l'être inanimé, se rattache de nouveau à la catégorie du temps. Le composé chimique n'existe, pour ainsi dire, que dans le passé et le présent; le composé

vivant existe encore dans le futur ; tout organisme tend à réaliser une certaine fin : c'est le phénomène qualifié tour à tour d'appétit et de volonté. Or, pour poursuivre un but, il faut avoir une intuition, si vague qu'elle soit, d'un état qui n'existe pas actuellement mais qui existera plus tard. A mesure que l'organisme s'élève dans l'échelle des êtres, il acquiert la possibilité d'empiéter sur un avenir de plus en plus lointain. Si un être pouvait prévoir tout ce qui arrivera dans l'univers, le futur et le présent se fondraient pour lui dans une notion unique. Dès que la matière accomplit les mouvements que nous qualifions de vie, elle empiète sur l'avenir, elle supprime donc le temps dans une certaine mesure.

L'adaptation au milieu prend des aspects variés dans le domaine de la biologie et de la sociologie.

L'action du monde extérieur produit des modifications dans l'être vivant. Considérées dans leur ensemble, ces modifications sont ce que nous appelons l'organisation. Ainsi les vibrations éthérées forment d'abord les taches pigmentaires et, plus tard, cet appareil si complexe qui est l'œil ; les vibrations de l'air amènent la formation de l'oreille, etc. Après une longue série de siècles, l'action du milieu extérieur a façonné les êtres vivants et les a pourvus des organes qu'ils possèdent actuellement.

Mais, comme nous l'avons dit, l'être vivant empiète sur l'avenir. Il a une représentation d'un état futur différent de l'état présent. Grâce à cette faculté, il ne se contente pas de subir passivement l'action du milieu extérieur, il exerce à son tour une action sur ce milieu pour y amener des transformations favorables à ses fins individuelles. Cette action de l'individu sur le milieu peut être qualifiée du nom général de production. Ainsi les cellules des mollusques recueillent dans le milieu ambiant des matériaux calcaires et produisent des coquilles qui les défendent contre les ennemis du dehors. La coquille est un instrument servant à réaliser les fins du mollusque, ou, si l'on veut, un outil. Au fur et à mesure que l'on monte l'échelle des êtres, l'outillage biologique devient de plus en plus complexe. Le bois, les os, la peau, les poils, les cornes, etc., peuvent être considérés comme faisant partie de l'outillage biologique. On pourrait qualifier l'organisation du terme d'adaptation passive. Ce terme n'est pas absolument exact, car même l'adaptation passive

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

ombreux efforts de la part de l'être vivant. Nous faute de mieux. Quant au travail, opéré en vue d'outillage biologique, c'est-à-dire la production, on applique le terme d'adaptation active, qui ne prête objection.

ve les mêmes phénomènes dans le domaine de la mais à un double degré de complexité. En effet, vant en société, doit s'adapter non seulement à son milieu physique, mais encore à son milieu social.

ion au milieu physique, c'est la science. Comme nous avons montré plus haut, un être possédant des connaissances exactes de tous les phénomènes extérieurs est naturellement adapté au milieu cosmique. Un homme qui n'a jamais quitté Paris, ne peut pas se représenter les pays lointains. La géographie vient lui fournir cette représentation. L'œil nu, Mars est pour nous un astre rouge sans intérêt appréciable. L'astronomie vient nous donner des renseignements beaucoup plus circonstanciés sur cette planète. En un mot l'ensemble des sciences humaines nous donne une conception aussi complète que possible de l'univers. Si la conception était absolument complète, l'adaptation à ce milieu cosmique serait absolue.

qu'un organisme exerce sur un autre est d'autant plus grande que leur ressemblance ou leur affinité sont plus grandes. Lorsque les mouvements produits par un organisme sont imités spontanément par l'autre organisme. Comme nous le verrons plus tard, ce sont les êtres avec lesquels nous avons précisément le plus de contact, ce sont eux qui exercent sur nous l'action la plus puissante. Si mon voisin éprouve une joie ou une souffrance, à son seul aspect, éprouver la même joie et la même souffrance. Si mon voisin accomplit une action, je puis être amené à accomplir la même action, c'est-à-dire à l'imiter. C'est la forme de l'adaptation passive au milieu social. Lorsque, pour une raison ou pour une autre, un individu parvient à acquiescer à l'admiration de ses semblables, ses attitudes, ses manières, son langage, sa manière de penser, ses actions sont influencées par son entourage. Quand une société exerce une action sur les sociétés voisines, ses armes, son organisation, son outillage économique, ses institutions civiles et

politiques, ses mœurs, sa littérature, ses arts et sa philosophie sont imités par les sociétés voisines. Nous reviendrons plus tard sur les procédés de l'imitation, qui ont une grande importance dans les luttes entre sociétés humaines¹. Nous nous bornons ici à marquer sa vraie place dans les différents aspects de l'adaptation au milieu, en ajoutant cependant une seule remarque. C'est que l'imitation porte en premier lieu sur ce qui a la plus grande utilité pour la société imitatrice. Elle s'opère à peu près dans l'ordre où nous l'avons énumérée. La première chose que les peuplades sauvages ou barbares aient imitée des Européens est le fusil, puis est venue l'organisation militaire, plus tard encore l'outillage économique et ainsi de suite.

L'adaptation active du milieu physique prend en sociologie le même nom qu'en biologie, c'est la production. Comme l'horizon mental de l'homme est beaucoup plus élevé que celui de l'animal, il prévoit la possibilité d'adapter son milieu à ses besoins dans une mesure bien plus considérable. De plus, comme sa faculté de prévoir l'avenir est plus grande, la production peut devenir à deux degrés dans l'espèce humaine. L'homme peut transformer les objets extérieurs pour son usage immédiat, c'est-à-dire se créer des outils : premier degré ; il peut créer des outils pour adapter une portion de la planète à ses besoins (comme creuser des canaux, dessécher des marais, irriguer des terres arides, etc.) : second degré.

Pour ne pas souffrir du froid, en hiver, il faut descendre jusqu'au 30° parallèle environ. Or, par les vêtements, les appareils de chauffage et les maisons, nous créons autour de nos corps, même sous nos climats, comme une série de petites Afriques. Nous adaptons donc la température extérieure à nos besoins. Si toute la terre avait le climat de l'île Taïti, jamais on n'aurait senti la nécessité de vêtements chauds et de calorifères.

Nous devons faire remarquer, en passant, que le processus de l'élaboration de l'outillage économique est identique au processus biologique, dont il est la continuation. Si l'homme avait une toison comme les brebis, il n'aurait pas besoin de vêtements chauds. « La création de l'outillage scientifique constitue pour nous comme l'acquisition de nouveaux organes », dit M. du

1. Voir le chap. v du livre III.

GÉNÉRALES.

microscope et la photographie
humain. La seule différence
onomique, c'est que le premier
ier des cellules du corps, et le
le des cellules, c'est-à-dire par

est de satisfaire nos besoins;
dit, il peut avoir aussi une
tragues qui ont servi à creuser
si le rôle que jouent la plus
agricoles et industrielles. Le
second degré est d'opérer une
possible de notre planète aux
tion et l'outillage biologique,
tillage social de l'autre, se
ment étroite. Sitôt qu'un ani-
mille, par exemple, son orga-
variations très considérables
exerce une action immédiate
a complètement transformé
omie, et chaque instrument de
taine mesure, à élaborer notre

social peut être désignée sous
et, aimer quelqu'un, c'est von-
La charité a pour but de pro-
ériel dont nous jouissons nous-
nde, ont pour but d'amener les
charité et la propagande sont
ptation active du milieu social.
tard sur ce sujet, nous nous
raie place de l'amour, comme
imitation. Le tableau suivant
dire sur les divers aspects de

ADAPTATION			
Phénom.	Passive.		Active.
Biolog.....	Organisation.....		Outillage biologique
..... Milieu	Science.....	Production.	Outil. social du 1 ^{er} degré
..... physique.			
Psychol. {	Adaptation de la Planète
et	Charité.
sociaux. {			
..... Milieu...	Propagande.
..... social....	Imitation....	Amour	

L'adaptation passive (la science) et l'adaptation active (la production) marchent parallèlement, réagissant constamment l'une sur l'autre. Plus facilement on reçoit les impressions du dehors, plus facilement on agit sur le dehors. Mieux nous connaissons la physiologie des plantes, plus abondantes sont nos récoltes. Mieux nous connaissons la chimie, moins nous avons de déchets perdus dans l'exploitation de nos minerais. De même dans le domaine social. Mieux un orateur connaît le public devant lequel il parle, plus facilement il peut trouver les arguments les plus propres à le convaincre, c'est-à-dire mieux il peut lui faire subir son influence. En un mot, l'adaptation active et passive sont deux phénomènes simultanés. Si l'homme pouvait adapter complètement le globe terrestre à ses besoins, il serait alors lui-même complètement adapté aux conditions physiques de notre planète.

La lutte pour l'existence produit la survivance des plus aptes. Or, *plus apte*, au point de vue psychologique, est synonyme de plus intelligent. En effet, que signifie l'intelligence en dernière analyse? C'est la faculté d'accomplir le plus rapidement possible certains mouvements, nécessités par un ensemble de circonstances données. Pourquoi l'homme a-t-il vaincu tous les animaux? Parce qu'à chaque moment il a compris l'attitude la plus habile à prendre pour les combattre : s'il fallait les attaquer par devant ou par derrière, s'il fallait se mettre à deux ou à plusieurs pour porter des coups simultanés de différents côtés, si la résistance était utile ou la fuite préférable, si, enfin, le terrain du combat offrait des avantages topographiques, etc., etc. Or tous ces mouvements sont des adaptations partielles à des circonstances données. L'homme a vaincu tous

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

qu'il s'adaptait plus vite à son milieu que les autres, ou (ce qui est exactement la même chose) plus intelligent.

Les vertébrés, dit M. Edmond Perrier, met en évidence une haute importance : c'est le peu d'utilité pour assurer la conservation de l'individu. Les *Tritypa*, les énormes *Orthocères*, les puis-
sants *Atlantosaurus*, les *Iguanodon* aux proportions gigantesques, ont disparu, parce que la moyenne du cerveau des vertébraires était beaucoup trop faible, et, de ce fait, ils n'ont pas pris possession de la nature, ce n'est pas eux qui ont mieux doué sous le rapport cérébral¹. »

La culture intellectuelle, est aussi une forme d'adaptation au milieu. L'homme cultivé possède une représentation plus complète de l'univers et résume en lui-même l'histoire de l'humanité. C'est dire que son horizon s'étend dans l'espace et dans le temps, c'est dire qu'il peut représenter un grand nombre d'images et de situations.

L'existence produit la survivance des plus aptes, et des plus intelligents. En d'autres termes, ce sont les individus et les sociétés qui possèdent la plus exacte représentation de l'univers.

La culture étant une corrélation plus complexe entre les forces internes et le monde externe, on peut dire que l'existence, dans le domaine biologique, n'est autre chose qu'une des manifestations de l'équilibre des forces.

CHAPITRE VII

L'ADAPTATION AU MILIEU (*Suite*).

Des forces agissant en sens contraire, produisent des alternances de mouvements dans des directions opposées. Quand l'amplitude de l'oscillation devient plus ou moins égale de part et d'autre, il y a ce que nous appelons un rythme. Nous avons déjà vu que les atomes parcourent tantôt des trajectoires ouvertes, tantôt des trajectoires fermées. A partir de ce dernier moment les mouvements deviennent évidemment rythmiques, puisqu'ils constituent une révolution autour d'un centre de gravité déterminée. La vie est aussi un ensemble de mouvements rythmiques. Quand le rythme de mouvements extérieurs qui agissent sur un organisme correspond au rythme des mouvements intérieurs, il se produit ce que nous appelons une jouissance ; quand cette concordance n'existe pas, c'est une douleur. On pense que les molécules d'un cristal accomplissent leurs mouvements avec une régularité plus grande que celles de la substance amorphe. Voilà pourquoi le cristal nous plaît davantage. L'affinité physique et morale provient elle-même d'une identité des mouvements. Les semblables s'attirent, les dissemblables se repoussent et, en dernière analyse, on peut dire que toute eurythmie produit une eudémonie.

Si tous les rythmes internes pouvaient correspondre aux rythmes externes, l'organisme jouirait du bonheur complet. « Le plaisir, dit M. Delbœuf, est dû au retour de l'organisme à l'équilibre avec le milieu où il se trouve. » Pour M. F. Paulhan il consiste dans « l'adaptation progressive de l'individu à son milieu¹ ». C'est notre idée, exprimée sous une autre forme.

1. Voy. Vianna de Lima, *Exposé sommaire des théories transformistes*, p. 33.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

Ce que nous appelons la perfection peut se ramener aussi à l'eurythmie des mouvements. Ainsi, au point de vue biologique, plus la régularité des fonctions est grande, plus l'organisme est parfait. Mais la perfection doit toujours s'entendre au point de vue subjectif. Une masse de matière à l'état diffus n'est pas moins parfaite qu'une masse de matière condensée en système stellaire. Que la terre soit couverte de chardons ou de blé, c'est absolument indifférent au point de vue abstrait, mais ce n'est pas tout indifférent pour nous. Que les hommes se massacrent ou qu'ils vivent en paix, l'évolution de l'univers en sera bien peu modifiée ; mais l'évolution de l'humanité en sera modifiée dans une mesure immense. Toute chose est bonne ou mauvaise seulement par rapport à nous.

D'une façon absolue, l'être le plus parfait est celui qui se trouve en concordance avec les mouvements s'accomplissant dehors dans le rayon le plus étendu possible. Ainsi les infusoires, par exemple, mangent quand la nourriture arrive accidentellement à leur portée. C'est la phase purement anarchique de la nutrition. Chez les animaux supérieurs l'absorption des aliments se fait à des intervalles plus ou moins prolongés, enfin, chez l'homme, à des heures réglées. Cette fonction devient donc de plus en plus rythmique et elle se règle sur le rythme des mouvements astronomiques. Si l'infusoire mange au hasard, c'est parce que le soleil n'a pas d'action directe sur son organisme. Quand nous prenons nos repas à des heures régulières, c'est une conséquence de notre adaptation à notre système stellaire.

Dans la lutte de deux forces contraires les mouvements rythmiques ne s'établissent pas du coup. Une assez longue période de mouvements anarchiques passe avant que la coordination soit obtenue. Ce même phénomène se produit en biologie et en géologie. Un organisme ne peut pas s'adapter immédiatement à un milieu nouveau, et, même si cette adaptation se produit à la longue, elle est précédée par une série de troubles organiques que nous appelons la période d'acclimatation. L'acclimatation est aussi nécessaire au point de vue mental. « Les indigènes de la Polynésie, s'ennuient, dit M. E. Reclus¹ ; bien plus :

Nouv. Géogr. univ., t. XIV, p. 931 et 932.

pris entre leurs traditions nationales et les enseignements des instituteurs étrangers, cherchant à se reconnaître entre deux morales différentes, entre deux conceptions générales des choses, les Polynésiens se laissent aller à la dérive, incapables de reprendre avec confiance la direction de leur vie. La population des îles de l'Océanie se meurt, parce qu'elle n'a plus un ensemble d'idées rectrices de ses actions, une commune mesure pour juger de ce qui est bien ou mal. En présence des Européens, missionnaires, marchands ou matelots, eux-mêmes si différents les uns des autres par le caractère et les mœurs, les Océaniens perdent tout équilibre de conscience et de jugement moral, ils laissent aller leur vie au hasard, sans but, sans volonté. Le ressort est brisé. Telle est la cause de leur décadence et de leur langueur mortelle. » C'est ici un phénomène exactement semblable à celui que subissent les espèces végétales et animales. Un équilibre stable, obtenu auparavant, est rompu ; il doit s'en former un nouveau. Tous les individus qui ne peuvent s'y adapter, périssent.

L'adaptation au milieu constitue la jouissance, et, comme toute créature vivante fuit la douleur et recherche le plaisir, on peut dire que tout l'effort vital tend à rendre le milieu semblable à soi. Le travail de l'humanité, depuis des siècles innombrables, n'a eu qu'un but, conscient ou inconscient : produire une concordance entre l'organisme individuel et l'organisme social, produire cette eurythmie des mouvements physiologiques et sociaux, qui aura pour résultat l'eudémonie, c'est-à-dire le maximum de jouissance possible ici-bas.

Le corps humain est la résultante de tentatives innombrables, réalisées dans le domaine biologique pendant un temps d'une durée incommensurable. Des milliards d'individus, des milliers d'espèces ont péri dans la lutte pour l'existence, avant qu'ait pu se former un organisme tel que le corps humain. Aussi est-il arrivé à un degré de perfection considérable ? Chaque organe exerce une fonction spéciale. Aucun n'empiète sur le domaine de son voisin. Jamais le poumon ne s'avise de penser, ni le cerveau de respirer. De plus, une masse de fonctions physiologiques sont devenues si rapides qu'elles échappent à la conscience. Combien les choses se passent autrement au sein des sociétés. La différenciation des fonctions y est encore assez faible, l'adaptation à la fonction presque nulle. Plus une fonc-

tion est importante, moins on exige de capacités pour la remplir. On demande des connaissances spéciales à un vétérinaire, à un mécanicien, à la rigueur à un ingénieur, mais il n'en faut aucune pour être ministre ou chef d'État. Des professeurs d'archéologie qui dirigent les affaires étrangères, des marins ou des généraux qui administrent les finances, sont des faits ordinaires, même dans les sociétés civilisées. Que dire encore de l'empiétement perpétuel d'une fonction sur les autres, de l'épouvantable gâchié que cela amène, du gaspillage inouï de forces sociales que cela produit? Tous les gouvernements modernes s'imaginent devoir enrichir leurs sujets, c'est-à-dire devoir exercer la fonction productrice. De là la législation la plus incohérente sur les relations commerciales, législation barbare qui est un des principaux obstacles à l'accroissement rapide de la richesse. Il ne faut pas s'étonner, d'ailleurs, de cette imperfection de l'organisme social. Celui-ci est encore tout récent. Les hordes humaines existent à peine depuis quelques centaines de milliers d'années; le plus ancien État a été fondé dans la vallée du Nil il y a six ou sept mille ans. Quand la lutte pour l'existence aura duré plus longtemps entre les organismes sociaux, quand elle aura balayé impitoyablement toutes les associations mal conformées, celles qui survivront réaliseront un degré de perfection considérable. L'organisme individuel a une avance sur l'organisme social. Les États auront des constitutions plus ou moins satisfaisantes, quand ils se rapprocheront de l'organisation du corps humain. Le jour où la perfection sera égale entre le corps social et le corps humain, il y aura concordance entre les rythmes internes et externes, c'est-à-dire une somme de bonheur et de prospérité qu'il nous est difficile de nous représenter aujourd'hui.

S'adapter au milieu, c'est opérer certaines modifications de l'état interne pour se mettre en corrélation avec l'état externe toujours changeant; adapter son milieu à soi, c'est y opérer aussi certaines transformations. Tous ces efforts s'appellent le travail. Le travail est peine ou plaisir, selon le temps qui est nécessaire pour atteindre le but poursuivi. Si, par exemple, un maître a des élèves très bornés, à qui il faut expliquer la leçon pendant des heures, son labeur sera pénible; si les élèves sont plus intelligents, il le sera moins; s'ils sont enfin très intelligents,

le maître peut arriver à l'enthousiasme et à l'inspiration en leur parlant, c'est-à-dire au plaisir. La situation est la même pour l'élève : s'il comprend lentement, il souffre ; s'il comprend vite, il jouit de la leçon du maître.

En un mot, l'effort nécessaire pour l'adaptation active et passive comporte divers degrés de rapidité ; arrivé à un certain degré il devient plaisir. Si l'acquisition de la science pouvait exiger zéro temps, elle constituerait la jouissance suprême. Ce coup d'aile dans l'infini serait une éblouissante extase. Les grands mystiques et les grands poètes ont ressenti parfois, d'une façon vague, des émotions de cette espèce. Elles ont été classées parmi les plus magnifiques qu'il ait jamais été donné à l'homme d'éprouver ici-bas. D'autre part, si la transformation du milieu extérieur conformément aux besoins d'un être pouvait s'accomplir en zéro temps, cet être jouirait de la puissance magique, considérée par l'imagination de tous les peuples comme la suprême jouissance.

Nous devons faire remarquer qu'on échappe à l'action du temps par l'infiniment grand comme par l'infiniment petit. Le temps n'existerait pas pour un être qui durerait toujours ; il n'existerait pas non plus, si toutes nos sensations pouvaient devenir instantanées. Muni de cette remarque, il nous est facile de démontrer que tout bien terrestre supprime le temps d'une façon directe ou indirecte. La richesse, en nous permettant de vivre dans des conditions hygiéniques plus favorables, prolonge notre existence, c'est-à-dire nous permet de vaincre le temps dans une certaine mesure. Le luxe nous procure un plus grand nombre de sensations dans un temps donné : il nous donne donc la possibilité de vivre plus vite. Se trouver dans un bel appartement dont la riche décoration occupe l'œil, manger un bon dîner, qui procure au palais des sensations toujours nouvelles (c'est-à-dire nombreuses), entendre une musique harmonieuse, avec cela causer d'une manière entraînante avec une voisine jolie et spirituelle, voilà, certes, un ensemble de plaisirs très enviables. Pourquoi ? Mais parce que, pendant ce dîner, on a éprouvé un très grand nombre de sensations simultanées, ou, ce qui revient au même, un grand nombre de sensations dans le temps le plus court. (Cela s'appelle vivre avec plénitude en langage usuel.) Autre exemple : Pourquoi une haute situation est-elle si enviable ?

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

permet d'exercer très rapidement une action sur
al. Que l'empereur d'Allemagne prononce un dis-
lemain, sans même qu'il se soit donné la moindre
ela, les trente ou quarante mille journaux qui
ns les pays civilisés, le reproduisent. Que l'em-
magne écrive un livre : pour peu qu'il ne soit
ent insipide, il sera imprimé à des dizaines de
mplaires; si c'est une œuvre remarquable, à des
mpereur d'Allemagne pourra donc exercer de
r une immense quantité d'hommes en fort peu de
s que Lamarck, par exemple, a attendu des lec-
près d'un demi-siècle.

ce peut être considérée comme une adaptation au
e nous appelons le progrès n'est autre chose qu'une
le cette adaptation.

biologique consiste dans la multiplicité des or-
la différenciation des fonctions. Or, comme on l'a
produit la simultanéité des sensations, c'est-à-dire
e de temps. Il en est de même en psychologie : le
les méthodes d'instruction, par exemple, consiste
e même nombre de matières dans un temps plus
aravant. Passant à l'adaptation active, à l'outillage
mier et du second degré, nous pouvons constater
grès dans cette direction prend le nom d'économie.
signifie suppression de temps. La presse rotative
peut imprimer 60 000 exemplaires à l'heure;
s presses ne pouvaient en imprimer que 2000.
Marinoni est donc un progrès, parce qu'il lui
ar exemplaire, tandis qu'aux anciennes machi-
it 1^h,8. En Russie les trains font un kilo-
ux minutes. En Angleterre ils en font un en
pour cela que les chemins de fer anglais sont
sur les chemins de fer russes. Notons encore
est lui-même en fonction du temps. Quand nous
s moyens de locomotion parfaits suppriment l'es-
ut dire en réalité qu'ils suppriment le temps né-
le parcourir. D'autres perfectionnements de l'ou-
ient l'espace d'une façon directe : le télescope,
pe et le microscope, par exemple. Ainsi tout progrès

économique n'est autre chose qu'une suppression de l'espace et du temps.

Le progrès politique consiste aussi à abréger le temps nécessaire pour apporter à la législation les modifications rendues utiles par les circonstances. On sait qu'en Angleterre les principes fondamentaux de la constitution ne sont écrits nulle part. A chaque moment donné la loi constitutionnelle est en Angleterre ce que les hommes politiques considèrent comme le plus conforme à l'intérêt de leur pays. Grâce à cette circonstance, les réformes constitutionnelles s'opèrent très vite et le pays progresse avec rapidité.

La morale peut aussi se ramener à une économie de temps. S'il n'y avait pas de voleurs, tout le travail employé à faire des serrures et des coffres-forts aurait pu servir à produire des objets d'une utilité immédiate qui auraient sensiblement augmenté notre bien-être. Il n'y a pas une seule action morale qui ne puisse être ramenée, par une analyse pénétrante, à un avantage pour l'individu qui la commet. Mais précisément l'action devient morale, à partir du moment où l'on économise le temps nécessaire à cette analyse. « L'intelligence, dit M. De Greef, est plus exposée à intervenir tardivement, vu que le ressouvenir exige un temps plus long pour mettre l'ordre interne en correspondance avec l'ordre externe ¹. » Une action purement réflexe est plus parfaite, parce qu'elle est plus rapide. Un homme qui ne commet pas une mauvaise action par répulsion instinctive est donc supérieur à celui qui ne la commet pas après mûre délibération. Quand l'activité commerciale et industrielle augmente beaucoup dans une société, il arrive un moment où l'on comprend que l'honnêteté permet de faire le plus grand nombre d'affaires dans le temps le plus court, c'est-à-dire de gagner le plus d'argent. Chez les peuples orientaux les prix varient selon l'acheteur : on ne peut pas acquérir le moindre objet sans marchandages interminables; en Angleterre, au contraire, on vend tout à prix fixe, parce que l'on comprend, qu'à vouloir tromper un client, on perd le temps nécessaire pour en servir dix autres.

Dans ce premier livre nous avons exposé les données géné-

1. *Introduction à la Science sociale*. Paris, Alcan, 1889, II^e partie, p. 441.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

de base à nos considérations sur les luttes
aines. Résumons-les en quelques lignes.

le arène des combats et d'alliances perpé-

aucune limite à l'association.

xistence est un phénomène universel. Elle
nique, astronomique, biologique et sociale.
et les animaux la lutte prend deux princi-
pation et l'absorption.

animaux nous observons des luttes écono-

t pas la lutte entre les unités composant les
, au sein des associations, les procédés de la

la lutte est l'adaptation au milieu.

psychologique, adaptation au milieu signifie
us exacte de l'univers.

nant les moins adaptés au milieu cosmique,
lance de plus en plus grande entre le sujet

entre le monde interne et externe constitue

c'est qu'une accélération de l'adaption.

LIVRE II

LES LUTTES ENTRE SOCIÉTÉS HUMAINES DU PASSÉ ET LE PRÉSENT.

CHAPITRE PREMIER

CARACTÈRES SPÉCIAUX DES LUTTES ENTRE SOCIÉTÉS HU

Comme on l'a vu, même au sein de l'animalité la lutte pour l'existence prend des aspects divers ; elle n'y est pas seulement physiologique, mais parfois aussi économique et sociale. La lutte chez l'homme se complique dans une mesure importante grâce aux facultés plus élevées que possède cet être.

L'intelligence de l'homme étant de beaucoup supérieure à celle des animaux, le nombre de ses besoins est beaucoup plus grand et le désir de les satisfaire produit des luttes de caractère particulier.

Le besoin le plus impérieux est la nourriture. Les hommes ont cherché à se la procurer par la quête, la chasse, la domestication des animaux et l'agriculture. Quand ces moyens ont fait défaut, les hommes se sont jetés sur leurs semblables pour les dévorer ; ils se sont fait des guerres physiologiques ou alimentaires, comme les animaux. La chair humaine est la nourriture qu'on peut se procurer avec le plus de danger, puisqu'il faut attaquer un gibier plus intelligent que le chasseur. Il vaut mieux chercher un ennemi qui, possédant des facultés mentales inférieures, oppose,

S LE PASSÉ ET LE PRÉSENT.

ce. Aussi le cannibalisme a été abandonné, impossible de se procurer de la nourriture

entaire, les hommes ont lutté souvent par le procédé de l'élimination physiologique, non pas pour se dévorer les uns les autres, mais pour se procurer des subsistances : un terrain de chasse, des arbres produisant des fruits, etc. Dans ce cas la mort cesse d'être un moyen. Si le plus faible abandonne la lutte, il ne peut préserver son existence. Sans doute, dans la sélection, les vaincus peuvent être tués, mais s'ils consentent à se retirer, le nombre des vainqueurs est dans une très forte mesure.

est le besoin génésique qui est le plus primitif, il produit une nouvelle série de comportements : la recherche de femmes, la guerre pour se procurer des femmes.

procédés les plus divers, l'homme est parvenu à se procurer la nourriture d'une façon permanente, celle-ci est devenue sa préoccupation principale. Ce qui est le premier plan, ce fut le besoin du bien-être, de la sécurité, de la richesse. On appelle richesse tout objet utile à l'homme. Le procédé le plus rapide pour se procurer la richesse est de les produire soi-même. Mais il y a encore deux autres : les forcer d'autres individus à les fabriquer, ou les leur faire céder de plein gré, par la force, par la correspondance, comme nul ne voulait employer la force, et les guerres économiques ont commencé. Elles prirent tour à tour deux caractères : d'abord celui d'expéditions militaires, pour but d'enlever des objets mobiliers, des terres, des maisons, etc. En même temps qu'on prenait possession des biens, on prenait possession des hommes, on prenait possession des animaux, comme les animaux, et on les élevait pour lui. Dans la phase des guerres économiques, le vaincu, enlevé comme un butin, était le butin du vainqueur. Dans la phase des

incursions conquérantes, le vaincu restait dans sa patrie, mais il était réduit à la servitude.

Les guerres économiques remplacèrent donc les guerres alimentaires, à un certain moment de l'évolution sociale. Les luttes économiques causaient naturellement, de nombreuses victimes. Néanmoins, dans cette phase aussi, la mort du vaincu n'est plus un but, mais un moyen. Et même, quand le plus faible devenait l'esclave du plus fort, ce dernier pouvait avoir plus d'intérêt à le laisser vivre, pour le faire travailler, qu'à le tuer.

Les hommes s'aperçurent à la longue qu'une des fonctions les plus lucratives ici-bas est celle du gouvernement. Par l'impôt on peut atteindre la richesse des producteurs, d'une façon beaucoup plus complète et surtout beaucoup plus facile que par la mise en valeur directe des propriétés. Quand cette observation fut faite, on trouva beaucoup plus avantageux de s'emparer du gouvernement d'un pays vaincu que de mettre directement la main sur les richesses mobilières et immobilières. On renonça à l'esclavage, au pillage, à la confiscation des terres et on se contenta de s'emparer des bénéfices du gouvernement. Alors les guerres économiques se transformèrent en guerres politiques et devinrent ce que nous appelons des conquêtes.

Plus tard encore, les hommes firent une nouvelle observation. C'est que la manière de penser de nos semblables a une très grande influence sur nos destinées. Certaines idées, certaines théories religieuses et scientifiques parurent plus bienfaisantes que d'autres. Pour jouir de la prospérité que les manifestations psychiques, jugées utiles, pouvaient procurer, les hommes furent amenés à vouloir les inculquer à leurs semblables par la persuasion ou, si ce moyen ne réunissait pas, par la force. De là une série de guerres où l'objectif est d'ordre purement mental. Philippe II voulait forcer les Hollandais à rester catholiques ; les Hollandais ne le voulaient pas. Philippe II essaya de leur imposer le catholicisme par la force. Les Espagnols ne cherchèrent pas alors des richesses aux Pays-Bas ; ils n'eurent pas pour objectif de confisquer les propriétés des habitants de cette contrée. S'ils désirèrent s'emparer du gouvernement de la Hollande, ce ne fut pas pour les profits qu'il aurait pu leur

donner, mais pour avoir la possibilité d'en extirper l'hérésie.

On voit comment les guerres entre les sociétés humaines changent insensiblement d'objectif, comment elles passent de la phase alimentaire à la phase économique, politique et mentale. Arrivées dans ce dernier domaine, elles se compliquent de nouveau dans une immense mesure.

Quand l'homme possède la richesse, il tâche de se procurer le plus grand nombre possible de jouissances. Il commence par les plus matérielles : bien manger, bien boire, avoir de beaux vêtements, une demeure commode et luxueuse. Puis viennent les besoins du cœur et de l'esprit : la religion, la littérature, les arts, les sciences et la philosophie. Pour pouvoir agir sur les hommes, chacune de ces manifestations psychiques doit s'incorporer dans quelque objet matériel, ou dans quelque organisation sociale. La religion se manifeste par les temples, les images des dieux, les objets du culte, la musique sacrée, les cérémonies et la différenciation de la classe sacerdotale. L'art se manifeste dans les édifices publics, les statues, les peintures, les symphonies, etc. ; les belles-lettres dans la série innombrable des œuvres poétiques, des drames, des comédies, des romans, etc. ; les sciences, enfin, dans les publications qui leur sont consacrées, dans l'organisation de l'enseignement public à tous les degrés, etc.

Les différentes manifestations intellectuelles, produites par un centre social, rencontrent des manifestations produites par un autre centre et la lutte se produit forcément entre elles. Pourquoi forcément ? La raison en est fort simple. Comme on l'a vu, l'ensemble des connaissances possédées par un homme produit un certain équilibre dans son cerveau. Dès qu'une idée nouvelle y pénètre, elle doit rompre l'équilibre précédemment établi, donc amener une lutte, parce que les centres nerveux opposent une résistance à cette rupture, résistance que nous appelons le sentiment de la préservation personnelle.

Les idées du dehors ne peuvent pas être toujours identiques aux nôtres. Il faudrait pour cela que tous les hommes pensassent exactement la même chose, ce qui est impossible. Si l'idée nouvelle est facilement assimilable, le trouble qu'elle produit est faible et un nouvel équilibre (c'est-à-dire une jouissance) s'établit bientôt. Si l'idée nouvelle est inassimilable, le nouvel

équilibre tarde à s'établir et nous éprouvons de la souffrance.

Quand des théories très différentes se trouvent en présence, l'assimilation est impossible. Si, par exemple, Jésus est le fils de Dieu, Mahomet est un imposteur; les deux religions ne peuvent pas se combiner. Si Darwin a raison, Moïse a tort. Les théories de ces deux hommes s'excluent absolument. Quant aux manifestations artistiques il y a aussi des éléments parfois difficiles à amalgamer; un opéra écrit en style wagnérien ne peut pas être écrit, en même temps, en style rossinien.

La lutte s'établit donc forcément entre les manifestations psychiques. Ainsi tel genre d'architecture trouve plus de sympathies que tel autre et envahit le territoire de ses rivaux. A partir du ^{xii}^e siècle, le style ogival français élimine le style roman en Angleterre, en Allemagne et en Italie. Au ^{xvi}^e siècle, au contraire, le style de la Renaissance, venu de l'Italie, élimine l'art ogival dans l'Europe occidentale. La grande école des peintres italiens étouffa la peinture nationale en France. Les œuvres littéraires luttent également entre elles. En ce moment, à Berlin, les pièces d'Ibsen et de Sardou font plus de recettes que les pièces des dramaturges allemands. Les romans français trouvent plus de lecteurs en Espagne et en Italie que les romans nationaux. Il en est des œuvres scientifiques comme des œuvres littéraires. Un Russe, connaissant le français et l'allemand, peut acheter de préférence un traité de physique écrit dans la première de ces deux langues, parce que les caractères gothiques de la seconde sont moins nets et plus désagréables à lire.

Les religions aussi empiètent les unes sur les autres. Ainsi les Russes, au ^x^e siècle, ont été tellement frappés par la pompe des cérémonies byzantines que l'orthodoxie l'emporta chez eux sur le culte de leurs dieux nationaux.

Les connaissances humaines aboutissent à des théories partielles et les théories partielles à des théories générales qui s'appellent des systèmes philosophiques. Les théories partielles et les théories générales luttent les unes contre les autres. Dans tel centre intellectuel les idées d'ensemble sur la chimie peuvent différer des celles d'un autre centre. Alors deux écoles luttent entre elles et la plus vivace (celle qui contient la plus grande somme de vérité) l'emporte généralement. De même en philosophie. L'idéalisme, le panthéisme, le matérialisme ont,

DANS LE PASSÉ ET LE PRÉSENT.

moins d'adhérents. L'aire géographique
ux s'étend, celle des systèmes vaincus se

aire ou scientifique est forcément écrite
quelconque. La propagation de l'œuvre
gation de la langue. De plus, les idiomes
par la conversation et par l'émigration
es langues luttent aussi les unes contre
nières linguistiques se déplacent perpé-
u profit d'un idiome, tantôt au profit
nos jours, le français empiète constamment
ngues provençales, le haut allemand sur
deutsch, etc.

s prennent en main, quelquefois, la pro-
e. Ils le font, très souvent, par des procé-
lèvent de grandes résistances. De là toute
ayant pour objectif ce qu'on appelle la
ns un sens plus général, la dénationalisation
une société à accepter non seulement la
les idées, les sentiments, les mœurs, en un
ctuelle d'une autre société. Il est évident
lion s'accomplira d'autant plus vite que le
leur saura attirer, dans une plus forte
ies du groupe à dénationaliser. Or pour
du sentiment, la première condition est
ner. Le sentiment est la manifestation la
umaine; il est le point culminant de notre
e moteur principal de toutes nos actions.
tout aboutit à lui. Les sociétés qui l'empor-
ans la lutte pour l'existence, sont celles qui
haut degré le don d'inspirer la sympathie.
œil jeté sur les transformations de la
és humaines est comme une course d'orien-
ons, dans les chapitres suivants, chacune
lutte, avec tous les développements que

loin, nous devons cependant relever quel-
ement répandues.

rante d'abord de considérer la mort comme

le but de la lutte entre individus ou sociétés. Cela n'est vrai que dans la période du cannibalisme. En dehors de cette période, la mort est seulement un moyen. A attaque B et lui demande la bourse ou la vie. B résiste, un combat s'engage, B est tué, A prend la bourse¹. Mais si B avait abandonné la bourse sans résistance, A aurait été enchanté de pouvoir éviter la nécessité du combat et le risque de la mort. Il en est de même des luttes entre les sociétés. Quand on entreprend une expédition de pillage ou une conquête, le but est la richesse et le bien-être de l'envahisseur et non le massacre de l'envahi. Si ce dernier n'oppose aucune résistance, il va sans dire que l'envahisseur est enchanté.

Le but de la lutte n'est pas de faire souffrir les autres, mais de jouir soi-même. Quand on obtient plus de jouissance, en imposant des souffrances aux autres hommes, on n'hésite pas à les leur infliger². Mais si on obtient plus de jouissance en imposant moins de souffrances, on n'hésite pas davantage à adopter cette combinaison.

On commet encore une erreur en ne considérant comme *lutte* que des compétitions qui causent la mort d'une partie ou de la totalité des combattants, et en refusant ce nom aux compétitions de l'ordre économique et mental.

Cette acception restreinte du mot *lutte* nous paraît bien étroite et bien peu conforme à la véritable nature des choses. D'ailleurs, elle n'est pas toujours adoptée dans ce sens par le langage usuel. En admettant même, cependant, qu'il n'y ait pas de lutte quand il n'y a pas de mort, il faut considérer que cette mort peut être plus ou moins éloignée. Soient deux duellistes : si l'un des combattants est tué sur place, le duel sera une lutte ; s'il meurt des suites de ses blessures dans un mois, un an ou dix ans, le duel ne sera-t-il plus une lutte ? Qui soutiendra un pareil paradoxe ?

L'ensemble des phénomènes que nous avons classés sous la catégorie d'élimination biologique se ramènent en dernière analyse à la mort, mais seulement différée ? Soit une compétition de deux tribus pour la possession d'un territoire de chasse.

1. Ou bien A est tué et B garde la bourse.

2. Ainsi Napoléon a fait tuer des centaines de milliers de ses compatriotes pour se procurer quelques satisfactions d'amour-propre.

LES LUTTES DANS LE PASSÉ ET LE PRÉSENT.

isons que, dans le combat qu'elles se livrent, il n'y ait n homme de tué. Mais si le groupe vaincu est obligé de stenter d'un habitat moins favorable, un grand nombre de embres meurent, au bout de quelque temps, de faim et de s. Le résultat eût été le même si ces individus avaient été ans le combat. Toutes les compétitions économiques peutre ramenées aussi à la catégorie de l'élimination. Si, par de hiver, A enlève la couverture de B, B peut attraper une lie et mourir au bout de peu de temps. Sans cette spo-, B aurait peut-être vécu de longues années. C'est donc e si A avait tué B. D'une façon générale, toute diminution n-être hâte le moment de la mort. Ainsi la vie moyenne asses riches, dans certains pays, dépasse quarante ans, celle asses pauvres en atteint à peine vingt. Si la misère est la suite confiscation violente, exercée par les riches au détriment auvres, cela revient à tuer les pauvres plusieurs années l'époque où ils seraient morts naturellement. « Un pauvrengleterre, dit M. Spencer Walpole¹, avait droit à un se-de la paroisse. Mais il n'en était pas de même en Irlande, s secours n'étaient pas distribués. En Angleterre, quand opriétaire renvoyait son tenancier, il était obligé de le ir d'une façon indirecte, puisqu'il payait la taxe des es. En Irlande, le tenancier renvoyé ne pouvait trouver de tances nulle part et il était obligé de mourir de faim. Le i d'un tenancier en Irlande était donc une véritable sen-de mort. » Il est difficile de donner un meilleur exemple ant comment les luttes économiques se ramènent à la orie de l'élimination alimentaire.

plus, la mort peut être non seulement éloignée, mais e partielle, pour ainsi dire. Toute souffrance est une dimi- i de vie, et les souffrances peuvent former une échelle aux tions infinies, allant de la mort immédiate à la simple con-lé. Par contre, la jouissance est un accroissement de vie helle des jouissances passe aussi par des gradations insen-, allant de l'extase la plus profonde et de la joie la plus rante jusqu'aux simples satisfactions d'amour-propre. is une certaine mesure, l'intensité de la vie et la longévité

History of England. Londres, Longmans et Green, 1890, t. V, p. 92.

CARACTÈRES SPÉCIAUX DES LUTTES.

peuvent être considérées comme des phénomènes corrélatifs. Un homme qui aurait des satisfactions constantes, si légères qu'elles fussent d'ailleurs, mènerait une existence heureuse et aurait la probabilité, *ceteris paribus*, de vivre longtemps. L'homme qui éprouverait de constantes contrariétés, si légères qu'elles fussent d'ailleurs, aurait plus de chance de voir des troubles organiques déranger sa santé et hâter le moment de sa mort. Cependant la corrélation entre la jouissance et la longévité n'est pas absolue, et la vie peut être d'une grande intensité (donc très heureuse), sans être d'une longue durée.

L'échelle qui va du maximum de souffrance (la mort) jusqu'au maximum de jouissance (l'extase) passe par des gradations insensibles que nulle limite ne peut être posée entre elles. C'est une question de plus ou de moins. Si on borne le mot de *lutte* seulement à la compétition qui cause le maximum de souffrance, on se place à un point de vue beaucoup trop exclusif. En réalité, il y a lutte sitôt que, par le choc de deux individus ou de deux sociétés, il y a accroissement de jouissance pour les uns et diminution de jouissance pour les autres (ou, ce qui revient au même, diminution de souffrance pour les uns et accroissement de souffrance pour les autres). Le terme de *lutte* ne peut pas s'appliquer seulement à la compétition qui cause la mort, parce qu'à vrai dire, il est impossible de déterminer à quel moment exact commence la mort. Et puis nulle compétition sociale ne produit la mort d'une façon absolument complète. Même dans la bataille la plus sanglante, les combattants ne sont pas tués jusqu'au dernier. Refusera-t-on, cependant, le nom de lutte à la guerre?

C'est dans le sens large et général qu'il faut entendre le mot de lutte. Telle est son acception dans le langage usuel qui, dans tous les cas comme dans plusieurs autres, est en avance sur le langage scientifique. On dit à chaque instant que les industriels, les artistes et les savants luttent les uns contre les autres. C'est parfaitement juste, car, par suite des compétitions se produisant entre ces individus, il y en a qui éprouvent un accroissement de bien-être et d'autres une diminution de bien-être. On dit aussi que des écoles de peinture, des systèmes de philosophie, luttent contre d'autres écoles et d'autres systèmes. C'est encore parfaitement exact; en effet, les représentants des écoles et d'

systèmes qui gagnent du terrain ont un surcroît de satisfactions matérielles et mentales, et les représentants des écoles et des systèmes qui perdent du terrain ont une diminution de satisfactions matérielles et mentales.

Dans la lutte pour l'existence, le vainqueur est celui dont la jouissance s'accroît par suite de la diminution de la jouissance du vaincu. Le dernier est donc amené à abandonner une part de satisfactions au profit du premier ; il devient dans une mesure quelconque l'instrument d'une fin extérieure ; il subordonne donc son existence à une autre existence. Dans les sociétés humaines cette subordination passe, elle aussi, par des degrés innombrables, allant de l'absorption alimentaire immédiate (cannibalisme) jusqu'à la subordination voulue, qui est l'amour et l'amitié.

Chaque être tâche d'adapter son milieu à ses besoins. Quand la plante décompose les substances minérales pour se les assimiler, elle se les subordonne. Quand un homme enferme des bœufs dans un enclos pour les manger au fur et à mesure de ses besoins, il se subordonne ces animaux. Il en est de même quand un maître force un esclave à travailler pour lui. Si un industriel, grâce à la supériorité de ses produits et à leur bon marché, oblige un concurrent moins habile à fermer sa fabrique et à prendre de l'emploi chez quelqu'un, l'industriel plus intelligent force le moins intelligent à abandonner une situation indépendante pour une situation dépendante. Enfin, dans le domaine mental, chaque individu tâche aussi d'adapter son milieu à soi, c'est-à-dire d'amener les autres à adopter ses idées et ses sentiments. C'est l'intelligence qui établit alors les degrés de la subordination. On peut dire que chaque conversation est une lutte. C'est elle qui décide qui est le supérieur et l'inférieur, au point de vue des facultés psychiques. Dans un échange d'idées, si A est plus intelligent que B, A prend naturellement le ton de l'enseignement et B l'attitude de l'élève. B peut être amené à éprouver d'abord de l'admiration pour A, puis du dévouement et enfin à se faire l'instrument de la propagation de ses idées.

Toute subordination semble avoir commencé par être forcée. Mais quand certains individus sont astreints à un travail, pendant un temps suffisamment long, ils peuvent s'y habituer et

alors la cessation de ce travail ou l'obligation d'en accomplir un autre, peut leur causer une souffrance. Pour ne pas l'éprouver, ils font alors le travail de plein gré. C'est ce qu'on appelle l'adaptation à la fonction. A partir du moment où ce phénomène se produit dans la société, tout un ensemble de subordinations cessent d'être coercitives et deviennent voulues.

Il en est de la subordination comme du travail. Elle est tour à tour peine ou plaisir, selon le degré et les circonstances. La subordination complète (l'absorption alimentaire) constitue la plus cruelle de toutes les souffrances, la subordination la plus légère (l'amitié) peut constituer une jouissance. On peut dire d'une façon générale que toute subordination, par laquelle le milieu physique s'adapte plus rapidement aux besoins de l'humanité, est une jouissance, toute subordination qui retarde cette adaptation, est une souffrance. Voilà pourquoi se subordonner à un être plus intelligent que soi est un plaisir; se subordonner à un être moins intelligent est une peine.

La subordination est d'autant plus rapide qu'elle est moins complète. On consentira plus vite à abandonner une partie de son revenu qu'à être mangé. La subordination économique sera donc plus aisée que la subordination physiologique.

Un homme, adapté à une fonction industrielle, est par cela même non adapté à une fonction militaire ou judiciaire. Dès que les fonctions sociales se différencient, elles doivent forcément se hiérarchiser par ordre de décroissance d'importance, Celles qui sont les plus indispensables, dans un temps donné, subissent un accroissement, c'est-à-dire sont plus honorées et mieux rétribuées. Par la division du travail et l'organisation de la hiérarchie, la subordination peut devenir avantageuse à ceux qui commandent comme à ceux qui obéissent.

Nous venons de montrer les conséquences de la multiplicité de nos besoins. Ils ont amené des transformations dans les procédés de la lutte pour l'existence. Maintenant, nous devons appeler l'attention du lecteur sur un autre ensemble de faits qui produisent aussi des résultats fort importants.

L'homme possède la faculté de se représenter des états non présents, dans une mesure infiniment plus considérable que l'animal. En d'autres termes, son horizon mental est beaucoup plus étendu dans le passé comme dans l'avenir. De plus, le

LES LUTTES DANS LE PASSÉ ET LE PRÉSENT.

Le langage humain est incommensurablement plus développé que celui des animaux. Les plus intelligents parmi eux possèdent à peine quelques dizaines de mots, l'homme en possède des centaines de milliers. L'homme peut non seulement se représenter un état futur assez éloigné, mais il peut encore transmettre sa représentation à ses semblables par le langage. Dès lors le phénomène qui reste à l'état embryonnaire parmi les animaux, reçoit un développement immense dans l'humanité : la menace de la peine à l'acte. Un individu peut dire à un autre : si vous faites telle ou telle chose, vous serez tué. La menace avertie règle sa conduite en conséquence et le but, suivi par celui qui a fait la menace, peut être réalisé sans que la menace ait été mise en exécution. Par ce procédé il peut s'effectuer une immense économie de vies humaines. La menace, bien entendu, peut s'appliquer non seulement à la peine capitale, mais à toute l'échelle des souffrances. On peut dire à un homme : si vous faites telle ou telle chose on vous infligera des coups, de la prison ou une amende. Le phénomène corrélatif de la menace pour la série des jouissances est la promesse, et on peut dire à un homme : si vous faites telle ou telle chose, on vous accordera une gratification ou des distinctions honorifiques, etc. Les diverses gradations des châtimens et des récompenses peuvent ramener à la série suivante :

tuer, mutiler, menacer de tuer, infliger des peines, menacer de peines ; promettre des jouissances, accorder des jouissances.

Les trois premiers termes de cette série se pratiquent seuls même chez les animaux. Aussi la lutte pour l'existence affecte chez les animaux des formes beaucoup plus simples que dans l'humanité.

La menace de la peine et la promesse de la jouissance peuvent créer des rapports de subordination très nombreux. Comme la subordination est précisément ce qui constitue le lien de l'association, la variété des formes de la subordination produit une extrême complexité dans les sociétés humaines. L'homme peut prévoir une peine à venir et une jouissance à venir. Pour éviter l'une et s'assurer l'autre, il peut consentir à établir certains rapports déterminés avec d'autres hommes. C'est ce qu'on appelle un contrat. Tout rapport de subordina-

fin est un contrat. On abandonne
t à une peine (donc on se subor-
1 vue d'obtenir un résultat désiré.
on ; il renonce à l'habiter lui-même
re d'une certaine somme d'argent.
riétaire et le locataire un double
e l'un renonce à la jouissance de
a jouissance d'une partie de son
aperçoit un avantage à se lier par
mme, il est porté à le faire spon-
moins d'hésitation, donc dans le
D'où cette conclusion, que la subor-

dination s'établira d'autant plus vite qu'elle sera plus spontanée, c'est-à-dire moins coercitive.

Le but de la lutte pour l'existence est l'adaptation au milieu ou, en d'autres termes, la subordination de la nature physique et la subordination de nos semblables à nos propres fins. Or, il est évident que si nos semblables vont au-devant de nos désirs, s'ils acceptent de plein gré la subordination que nous avons intérêt à leur imposer, nos fins seront réalisées avec le plus de facilité, c'est-à-dire dans le temps le plus court. D'où cette conclusion générale que l'adaptation de l'homme à son milieu atteindra le maximum de rapidité le jour où toutes les subordinations coercitives seront remplacées par des subordinations spontanées, ou, en d'autres termes, le jour où tous les rapports sociaux seront devenus contractuels.

des populations habitant des régions fort riches, se livrer au cannibalisme. A Bornéo « les peuplades en sont encore à la cueillette, à la chasse et à la pêche ; l'âge de l'agriculture proprement dite n'a commencé qu'en un petit nombre de clairières, et en maints endroits la sauvagerie est telle que les divers groupes se traitent les uns les autres comme un simple gibier. Couper des têtes, telle est la seule industrie qui pousse certaines tribus à la recherche de leurs voisins¹. » En général, cependant, c'est l'impossibilité de se procurer autrement de la nourriture animale qui a été la cause du cannibalisme. « Aux îles Fiji, avant l'arrivée des Anglais, la guerre en permanence entre les quatorze tribus de l'île alimentait principalement les marchés de chair humaine² ». Or aux îles Fiji, à la Nouvelle-Zélande, à la Nouvelle-Guinée et dans les autres îles du Pacifique, le gros gibier manque presque totalement. Le cannibalisme a aussi sévi en Europe, à l'époque néolithique. Il était pratiqué par les Ibériens et par d'autres races³. On voit reparaître le cannibalisme, même parmi des populations très avancées, dans certaines circonstances exceptionnelles. Pendant les grandes famines du moyen âge, on a souvent assassiné des hommes pour les manger. On a même vendu de la chair humaine sur les marchés, en la faisant passer pour de la viande de pourceau.

Le cannibalisme a survécu fort longtemps aux causes qui l'avaient fait naître. On pensait qu'en mangeant un ennemi mort, on acquérait ses vertus et sa vaillance. On dévora donc les vaincus, non pour apaiser la faim, mais pour des considérations d'un tout autre ordre. Dans beaucoup de cas le cannibalisme devint une institution religieuse.

Aux guerres ayant pour but de dévorer le vaincu, succédèrent les combats produits par le désir de s'assurer des réserves alimentaires. Une horde occupait une rivière poissonneuse, objet de convoitise pour d'autres hordes moins favorisées ; on combattait pour s'en emparer. Quand un groupe avait épuisé le gibier d'une région ou quand les troupeaux en avaient mangé toute l'herbe, on envahissait une région

1. E. Reclus, *Nouv. Géogr. univ.*, t. XIV, p. 278.

2. Comte de Hubner, *A travers l'Empire Britannique*. Paris, Hachette, 1889, t. II, p. 241.

3. J. Taylor, *The Origin of the Aryans*. Londres, Scott, 1890, p. 101.

voisine. Les premiers occupants essayaient de la garder pour eux et des luttes sanglantes s'ensuivaient. Elles pouvaient être fort meurtrières, elles pouvaient avoir pour résultat l'extermination complète du vaincu; cependant, elles constituaient un progrès sur les guerres ayant pour but l'alimentation directe par la chair humaine. En effet les plus faibles pouvaient se dérober par la fuite et le vainqueur n'avait alors aucun intérêt à les exterminer, puisque son but était atteint par la possession des réserves alimentaires. De plus, le vainqueur, sûr d'avoir désormais de la nourriture en abondance, pouvait même épargner les femmes et les enfants, pour en tirer profit. La lutte par élimination amena plus facilement la coalescence des hordes que la lutte par absorption. Elle contribua à augmenter le nombre des individus composant l'association victorieuse et amena la formation de groupes d'une plus grande importance.

Le procédé de l'élimination alimentaire est encore d'un usage très fréquent. Partout les tribus sauvages se livrent de nombreux combats pour s'assurer des territoires de chasse. L'élimination fait aussi le fond du débat entre la sauvagerie et la civilisation. « Dans les premiers temps de la colonisation en Australie, dit M. Spencer Walpole ¹, les arrivants si peu nombreux dans une contrée si vaste, gênaient peu les indigènes qui se retiraient lentement devant les blancs. Mais quand le nombre des Anglais augmenta, il n'en fut plus ainsi. Les blancs avaient besoin des terres des indigènes, les indigènes s'emparaient volontiers des moutons des blancs et ils profitaient de toutes les occasions possibles pour les voler. Poursuivre ces voleurs devant des tribunaux était une chimère dans ces solitudes où n'existait aucun appareil de civilisation; le colon n'avait donc d'autre alternative que de souffrir la perte de ses troupeaux ou de chercher à punir lui-même le voleur. Les sauvages se conduisaient comme des loups, ils furent, malheureusement, traités comme des loups et on mit aussi peu de cérémonie à tuer un indigène en Australie, que les gentilshommes campagnards en mettent, de notre temps, à tuer un lapin, ou les Anglais du temps des Plantagenets à tuer un Irlandais. » On prend ici sur le vif la lutte par élimination alimentaire.

1. *History of England*, t. IV, p. 368.

Partout, cependant, où les hommes furent capables de réaliser un certain progrès, il arriva un jour où l'alimentation fut mieux assurée par la domestication des animaux et l'agriculture que par la guerre. Entre les groupes arrivés à cette phase de l'évolution sociale, la lutte alimentaire n'avait plus aucune raison d'être, ni sous la forme de l'absorption, ni sous celle de l'élimination, et elle fut abandonnée peu à peu.

La lutte physiologique continua alors seulement pour satisfaire un autre besoin de l'homme, le plus impérieux après la nourriture : la génération.

Examinons ce nouvel ensemble de faits et voyons d'abord ce qui se passe au sein même des groupes sociaux.

L'amour est la forme qu'affecte la sélection naturelle parmi les hommes. Tout être, doué d'un degré de développement psychologique suffisant, est attiré par ce qui lui procure certaines jouissances. Il y a des formes, des couleurs, des sons, des parfums, des attitudes, des gestes, des physionomies, des caractères qui procurent des sensations et des sentiments plus agréables que d'autres. En un mot, tout être est attiré par ce qui lui paraît beau. On préfère les individus de l'autre sexe offrant les avantages qui plaisent, à ceux qui ne les offrent pas. Les plus disgraciés ont moins de chance de contracter des unions et moins de chance, par conséquent, de laisser une progéniture. Les plus avantagés, au contraire, contractent des unions plus facilement, transmettent leurs qualités à leurs descendants et de cette façon la sélection sexuelle produit une constante amélioration des races.

Étant donné un milieu où une race plus parfaite se trouve en contact avec une race moins parfaite, la première aura tendance à l'emporter. En effet, les hommes de la race supérieure préféreront se croiser avec les femmes de la race supérieure, les hommes et les femmes de la race inférieure, avec les femmes et les hommes de la race supérieure¹. Alors les rejetons qui auront dans leurs veines du sang de la race supérieure, deviendront de plus en plus nombreux. Ils élimineront les rejetons

1. Aux États-Unis, par exemple, les nègres montrent une inclination prononcée pour les blanches. Souvent ils commettent les dernières violences pour satisfaire la passion qu'elles leur inspirent.

des races inférieures et déplaceront peu à peu la frontière ethnographique à leur profit.

C'est par ce procédé naturel que les races humaines se sont perfectionnées depuis la plus haute antiquité. C'est par ce procédé qu'elles s'améliorent encore au sein des sociétés les plus civilisées. Les jeunes filles jolies, gracieuses et aimables, trouvent plus facilement à se marier que les laides, les disgraciées et les acariâtres. Les jeunes gens élégants, bien faits et intelligents trouvent plus facilement des femmes que les hommes mal bâtis, grossiers et stupides. Par malheur, des causes perturbatrices de l'ordre économique et politique viennent troubler le jeu naturel de la sélection sexuelle. On se marie, non par amour, mais pour de l'argent. D'autre part, les hostilités internationales mettent un obstacle à la libre immigration des individus d'une race supérieure dans le domaine des races inférieures ou vice versa. Si les Européens avaient trouvé une sécurité complète en Chine, par exemple, ils auraient pu s'y établir en plus grand nombre, y procréer des enfants en se croisant avec les indigènes, et améliorer la race chinoise. D'autre part, si les Chinois et les Chinoises avaient libre accès aux États-Unis, quelques-uns se seraient mariés dans ce pays avec des Européennes ou des Européens et auraient produit des rejetons supérieurs à leur père ou à leur mère de la race jaune.

Les femmes laides et disgraciées, les hommes grossiers et stupides sont les vaincus dans la lutte physiologique. Ils ont plus de difficulté à assurer leur descendance, non seulement parce qu'ils trouvent plus difficilement à se marier, mais encore parce que l'ardeur de l'amour est plus grande entre deux êtres qui se plaisent qu'entre deux êtres qui ne se plaisent pas.

Les vaincus sont toujours les moins parfaits. Seulement il faut prendre ce terme dans un sens large. Ainsi on peut préférer les qualités de l'esprit à celles du corps. On voit souvent des femmes s'éprendre d'un homme qui est fort laid et vice versa.

Au point de vue de la race en général, la perfection doit se prendre constamment au sens relatif. La race la plus parfaite est la mieux adaptée au milieu. Les blancs sont supérieurs aux nègres, mais à la Jamaïque, par exemple, la race nègre

l'emporte sur la race blanche, parce qu'elle est mieux adaptée au climat de l'île. Les enfants des blancs périssent, ceux des nègres résistent et, à la longue, les blancs seraient complètement éliminés si une immigration du dehors ne venait rétablir les vides faits par la mort.

On a opposé à la transformation continue des races et, par conséquent, à leur perfectionnement, l'observation que les rejetons retournent toujours au type ancestral. On n'a pas fait attention, dans ce cas, à une chose très simple : c'est que la race résultante provient de la proportion du mélange de sang. Si un blanc épouse une négresse, l'enfant sera mulâtre. Si ce mulâtre épouse une blanche, son enfant sera plus blanc que lui et ainsi de suite jusqu'au moment où, se croisant toujours avec des blancs, les descendants de l'ancêtre négresse retourneront à la race blanche, à celle du père. Le résultat contraire sera obtenu, et les descendants d'un blanc et d'une négresse retourneront à la race de la mère, s'ils épousent tous des négresses. Une nouvelle race ne peut se former que par des mariages entre individus ayant divergé à un degré égal d'un type ancestral : par exemple, si des mulâtres épousaient des mulâtresses et si leurs enfants se mariaient entre eux et ainsi de suite.

Les résultats du croisement dépendent donc de la prédominance numérique de l'une ou de l'autre race. S'il y a égalité numérique, la plus parfaite l'emporte, mais la plus parfaite, non dans le sens absolu que nous donnons généralement à ce mot, mais dans le sens relatif de mieux adapté à son milieu.

Le besoin génésique produit toujours un combat. Une concurrence s'établit d'abord entre les individus du même sexe. Les mâles doivent lutter pour la possession des femelles ou vice versa. Parmi les animaux cette lutte prend des aspects fort divers, depuis le simple massacre jusqu'au tournoi où l'on fait parade d'avantages de l'ordre mental, comme le concours de chant de certains oiseaux.

Toutes les formes de combats pour la possession des femelles se retrouvent également dans l'humanité, depuis le massacre jusqu'aux luttes les plus sentimentales, les plus nobles et les plus délicates. « Chez les Indiens de la baie de Hudson, dit Hearne, une coutume fort ancienne veut que les hommes luttent au pugilat

pour la possession des femmes; bien entendu le plus fort enlève toujours le prix. » Les combats simulés qui précèdent le mariage, dans un très grand nombre de sociétés humaines, sont des représentations allégoriques des combats réels qui s'accomplissaient auparavant. Comme le paon cherche à plaire par la beauté de ses plumes, les hommes ont essayé de plaire par la parure ou les tatouages. Dans les sociétés civilisées, les compétitions de l'amour prennent le nom de *cour*, en parlant des hommes, de *séduction*, en parlant des femmes. L'égalité entre les sexes s'est, heureusement, établie, de nos jours, parmi nous, et les jeunes filles luttent entre elles pour plaire aux hommes, comme les jeunes gens luttent entre eux pour plaire aux jeunes filles. Les uns et les autres emploient l'habileté la plus consommée pour écraser une rivale ou un rival et pour se mettre plus en évidence. La beauté des toilettes, le raffinement des manières, les qualités brillantes de l'esprit, enfin tout ce ravissant cortège de choses merveilleuses, qui marque l'épanouissement de la jeunesse, est mis en jeu pour se faire aimer.

Mais dans l'amour, la lutte s'établit non seulement entre les rivaux et les rivales; elle s'établit directement entre les deux êtres qui se recherchent. Si un homme s'éprend d'une femme (ou vice versa), il cherche également à se faire aimer d'elle. Pour y parvenir, il tâche de mettre en évidence toutes les qualités que la nature lui a départies. Toute cour est un ensemble d'escarmouches, ayant pour but d'imposer son ascendant à l'être qui plaît. Ce combat comporte parfois de nombreuses difficultés et demande une dépense d'intensité vitale des plus considérables. Combien de vaincus à ce jeu de l'amour! Combien de malheureux et de malheureuses n'ont jamais pu obtenir la réciprocité que désirait leur cœur, combien n'ont jamais pu obtenir la possession de l'objet aimé!

Mais, même quand l'amour a reçu sa consécration, le combat n'est pas terminé. Dans tout amour, un des amants aimera le moins, un autre le plus, car deux sentiments d'une intensité égale n'existent pas plus que deux feuilles d'une forme exactement semblable. Quel est l'amant qui aimera le plus? Évidemment celui qui sera physiologiquement ou psychologiquement

1. Sicard, *l'Évolution sexuelle*. Cité dans la *Revue scientifique* du 28 novembre 1891, p. 688.

inférieur à l'autre. Un homme laid pourra tenir à une femme belle plus qu'une femme belle à un homme laid. Tout amour est un combat parce que, dans tout amour, il y a un être qui subordonne sa vie aux fins d'un autre, donc un vaincu et un vainqueur. Si ce lien de subordination ne s'établit pas, il n'y a pas d'amour. Un homme et une femme mariés peuvent passer ensemble une existence agréable et avoir même beaucoup d'enfants, mais si l'un des deux conjoints n'a pas éprouvé le désir de faire de sa vie le piédestal sur lequel s'élève le bonheur de l'autre, s'il n'a pas consenti à se faire l'instrument de sa félicité, au point de vue psychologique, ces deux êtres sont aussi absolument étrangers l'un à l'autre que s'ils avaient vécu aux antipodes. Jamais ils n'ont formé de système psychique, jamais ils ne se sont aimés. La sagesse des nations a depuis longtemps entrevu cette vérité. L'expression *faire la conquête d'un homme ou d'une femme* signifie en langage usuel *se faire aimer d'un homme ou d'une femme*. Rien n'est plus exact.

Des luttes, provenant des besoins génésiques, se sont aussi accomplies entre les groupes sociaux ; mais c'est une phase désormais dépassée dans les pays civilisés, sur laquelle il est donc inutile de s'étendre beaucoup.

Dans la période de sauvagerie, la femme a moins de valeur sociale que l'homme. Elle est plus faible. Elle ne peut pas prendre une part directe à la défense de la horde. Aussi, dans beaucoup d'associations humaines, on a cherché à se débarrasser des femmes par l'infanticide des filles ou par d'autres moyens. L'éducation de la femme exigeait une dépense qu'on cherchait à s'épargner et on trouvait plus avantageux d'enlever les femmes des tribus voisines. De là une série interminable de guerres, puis la pratique plus ou moins régularisée de l'exogamie.

Ces luttes produisirent des résultats avantageux. On sait que la promiscuité complète des hommes et des femmes d'une même horde a été l'état primordial de notre espèce. C'est par l'enlèvement des femmes étrangères que se constitua la famille, d'abord sous forme de polygamie, puis enfin, après une lente évolution, sous la forme monogame. Le lien primordial de la famille est issu du droit de propriété¹.

1. Voir C. N. Starcke, *la Famille primitive*. Paris, Alcan, 1891. L'auteur donne, à la page 271, une bibliographie très complète sur ce sujet.

LE PASSÉ ET LE PRÉSENT.

Et aussi pour résultat de former des
goup plus complexes et plus nom-
breuses primitives. Ici encore le combat
des groupements sociaux, fondés
sur des subordination très variés.

CHAPITRE III

LA LUTTE ÉCONOMIQUE.

Le moyen le plus rapide pour se procurer les objets dont on a besoin, est de les fabriquer soi-même ou de les obtenir par la voie de l'échange. Mais ce moyen, qui est le plus rapide, ne paraît pas toujours le plus rapide. Il semble beaucoup plus expéditif de ravir ce que d'autres se sont donné la peine de produire. On croit s'épargner de la fatigue en agissant de cette façon, on croit pouvoir augmenter son bien-être beaucoup plus vite. Aussi, depuis la plus haute antiquité, sitôt que l'homme a vu la possibilité de dérober à ses semblables, par ruse ou par violence, les objets qu'il convoitait, il a préféré ce procédé à celui de la production. Naturellement, cela n'a pas toujours été possible et la production s'est imposée à toute société dans une mesure quelconque. Les deux procédés ont été pratiqués concurremment. Dans chaque groupe on travaillait, mais on profitait aussi de toutes les occasions favorables pour piller les groupes voisins. De là une série de guerres économiques qui, sous les aspects les plus divers, se prolongent jusqu'à nos jours, non seulement parmi les sauvages, mais encore parmi ceux qui se disent civilisés.

Les substances alimentaires furent, naturellement, les plus appréciées dans la période la plus primitive. C'est d'elles qu'on s'empara en premier lieu. Or, enlever les substances d'une société ou la contraindre à habiter une région plus pauvre, revient identiquement au même. Aussi, entre la lutte alimentaire par le procédé de l'élimination et les luttes économiques, il n'y a pas de transition tranchée. L'une se confond avec les autres.

Quand les produits du travail humain se multiplièrent ; quand, outre les aliments, les hommes se pourvurent de vêtements,

d'ustensiles de tout genre, même d'objets servant aux jouissances psychiques, il s'établit entre ces produits comme une espèce de hiérarchie. Ceux qui étaient les plus difficiles à obtenir parurent les plus précieux et, naturellement, furent les plus convoités. On fit des guerres pour s'en emparer plus volontiers que pour s'emparer des substances alimentaires qui étaient devenues plus communes, et le caractère économique des luttes s'accusa de plus en plus. Quand enfin les métaux précieux et la monnaie furent mis en circulation, l'or et l'argent (au moyen desquels il était facile de se procurer tous les autres objets) devinrent le but principal des luttes entre les hommes. Comme les vaincus pouvaient en fournir de plus grandes quantités en plusieurs termes qu'en un seul, le vainqueur exigea un tribut permanent, c'est-à-dire que la lutte prit peu à peu un caractère politique, comme nous le montrerons au chapitre suivant.

« Faire des incursions pour piller les étrangers n'est pas considéré comme malhonnête parmi les Germains, dit César¹. Un des grands s'élève dans l'assemblée publique ; il annonce qu'il va diriger une incursion de tel côté ; ceux qui veulent se lèvent après lui et le suivent. » César nous peint ici l'organisation la plus primitive de la bande de pillage. Elle est une association momentanée ; une fois l'expédition finie, le butin partagé, on cesse d'obéir au chef et chacun fait ce qu'il lui plaît. Telle est la forme la plus élémentaire de la guerre économique.

Les peuples chez qui l'invasion a lieu opposent, naturellement, de la résistance. On combat. L'envahisseur peut être vainqueur ou vaincu, selon les circonstances, mais dans tous les cas il y a de nombreuses victimes des deux côtés.

Dans la phase la plus primitive des expéditions de pillage, l'envahisseur étant assez mal organisé lui-même, l'outillage militaire se réduisait aux armes que chacun pouvait porter sur lui. Un outillage militaire plus complexe, comprenant des trains, des équipages, des appareils de balistique, etc., demandait des efforts combinés et exigeait, par conséquent, une organisation militaire permanente. La bande temporaire pouvait difficilement s'emparer des places fortes et emporter autre chose

1. *De Bello Gallico*, VI, 23.

que les richesses mobilières des vaincus : les produits alimentaires, les ustensiles de tout genre, les vêtements, les objets précieux et enfin le bétail. Comme les non-combattants, les femmes et les enfants du vaincu, avaient la possibilité de fuir, il fallut un déploiement de forces plus considérable, de la part de l'envahisseur, pour faire des prisonniers. Aussi la réduction à l'esclavage a dû se produire à une phase plus avancée de l'évolution sociale, que l'enlèvement des richesses mobilières. Quand on y arriva, les captifs furent contraints de venir habiter le pays du vainqueur. Mais, pour retirer quelque avantage de ce bétail humain, il fallait le nourrir. Dans la période de la sauvagerie la plus complète, où les subsistances étaient rares, les captifs eussent été plutôt une charge qu'un avantage. Aussi on abandonnait ou on massacrait les vaincus qui n'avaient pas pu s'enfuir, et d'autant plus volontiers qu'on craignait les représailles de leur part. Voilà encore une autre raison pour laquelle l'esclavage marque une phase plus avancée de la lutte économique. Évidemment il constituait aussi un certain avantage pour le vaincu. Mieux vaut la servitude que la mort immédiate par le massacre ou la mort lente par inanition.

Les expéditions de pillage ont été pratiquées jusqu'à nos jours, même par les nations civilisées. Elles ont revêtu parfois un appareil militaire si imposant que leur but véritable a été masqué aux yeux des hommes. Elles ont été qualifiées du nom pompeux d'invasions et ont excité fort souvent la profonde admiration des masses. Les chefs des pillards, chantés par les plus grands poètes, jouissent d'une gloire et d'une renommée qui va presque jusqu'à la légende. Les invasions de l'Inde par Mahmoud le Gaznévide (1002), par Tamerlan (1339), par Nadir Chah (1738), ont été de simples expéditions de pillage. Aucun de ces souverains n'avait l'intention de s'établir aux Indes ; tous cherchaient du butin à emporter. Celui de Nadir fut immense, il s'éleva à plus de deux milliards de francs¹. Bonaparte était de la famille des Mahmoud, des Tamerlan et des Nadir. Sa fameuse proclamation à l'armée d'Italie, en 1796, en est une preuve. « Soldats, disait-il, vous êtes mal nourris et presque nus... Je vais vous conduire dans les plus fertiles plaines du

1. On sait que Nadir avait commencé par être brigand. Il continuait sur le trône son premier métier.

monde, vous y trouverez honneur, gloire et *richesse*. » Ce qui veut dire en bon français : « Soldats, allons piller l'Italie. »

Quelques sociétés humaines ont fait du brigandage leur occupation permanente. Par exemple les Pindaris aux Indes, jusqu'au commencement de ce siècle, et les Akhal Tékiens jusqu'en 1881. Chaque année ces populations entreprenaient quelque expédition de pillage chez leurs voisins.

Les biens mobiliers ne constituent pas la richesse la plus importante des hommes. Les propriétés immobilières : les demeures, les ateliers de production, les terres défrichées et cultivées, sont beaucoup plus précieuses, surtout parce qu'elles donnent un revenu permanent. On chercha aussi à en prendre possession. Mais pour s'emparer des richesses immobilières, il fallait un appareil militaire beaucoup plus important. Tout d'abord, pour atteindre ce résultat, la bande conquérante devait cesser d'être temporaire et se donner une organisation permanente. Cette transformation exigea, naturellement, de longs siècles. Mais dès qu'elle se fut produite, il s'opéra un changement fort important dans les procédés de la lutte économique. On envahissait un territoire ennemi. Si on était victorieux, on ne se retirait plus après la campagne; on prenait possession de sa conquête. On chassait les vaincus de leurs demeures pour les occuper, on s'emparait de leurs champs, soit pour les cultiver directement, soit pour les faire cultiver par des esclaves. Alors naquirent une masse de relations fort complexes. Le vaincu pouvait être réduit à une servitude complète, devenir un simple bétail humain; on pouvait lui abandonner la jouissance d'une partie des biens mobiliers et immobiliers, en exigeant de lui en retour certains services déterminés. De là sortirent les modes les plus variés de tenure des terres. Le vaincu pouvait abandonner une part de la récolte au maître, pour le champ dont on lui laissait la jouissance, ou lui fournir un certain nombre de journées de travail, ou lui payer une redevance en argent, etc. Tels furent les résultats de la conquête économique. Quant aux moyens qu'il fallut employer pour l'effectuer, ils furent aussi très variés. On pouvait massacrer les vaincus jusqu'au dernier et prendre possession de leurs biens immobiliers; on pouvait massacrer seulement ceux qui opposaient de la résistance, ou dont on pouvait craindre la résistance, et épargner les femmes

et les enfants, qui devenaient des esclaves. On pouvait chasser le vaincu de son ancienne patrie, le forcer à émigrer ou l'installer sur un nouveau territoire offrant des conditions moins avantageuses que l'ancien. Ces transplantations furent tour à tour générales ou partielles. Quand le vaincu inspirait moins de crainte, on se contentait de faire émigrer les éléments les plus turbulents, en laissant à leur place les populations plus soumises. Ainsi, en 1784, les Iroquois furent obligés de quitter la Pensylvanie; en 1836, les Chirokts et les Seminoles furent transplantés de la Géorgie et de l'Alabama au delà du Mississipi. L'histoire offre de nombreux exemples de ces déplacements forcés qui ont été pratiqués par tous les peuples. Sans chasser les habitants, le vainqueur pouvait simplement confisquer une partie ou la totalité de leurs biens. C'est ce que fit Guillaume le Conquérant en Angleterre.

Toutes les guerres, ayant pour but de s'emparer des biens mobiliers ou immobiliers d'une population, sont des spéculations économiques. Comme telles, elles contiennent tous les éléments constitutifs de la production : l'entrepreneur (c'est ici le chef militaire qui a conçu l'idée de l'expédition et les moyens de l'exécuter), le capital (c'est ici l'outillage militaire et les approvisionnements indispensables pour entrer en campagne), et enfin le travail (c'est ici l'effort de chaque soldat). Plus le sacrifice qu'on demande au vaincu, après la défaite, est considérable, plus sa résistance est forte. Elle arrive à son point culminant si on veut le massacrer jusqu'au dernier homme. Mais, avec la résistance, augmente, naturellement, le risque de l'entreprise. Une spéculation militaire peut donc devenir plus avantageuse, si l'on se contente d'exiger moins de sacrifices de la part du vaincu.

Cet ordre de considérations a beaucoup mitigé, dans la suite des temps, l'atrocité des guerres économiques. Quand les sociétés humaines ont occupé des territoires plus étendus, quand elles ont été formées d'un nombre d'hommes plus considérable (il y en a qui comprennent aujourd'hui des centaines de millions), quand les institutions sont devenues plus parfaites et plus stables, et, partant, la cohésion sociale plus forte, il a été impossible au vainqueur de s'emparer de tous les biens mobiliers et immobiliers du vaincu. Il s'est contenté alors de quelque avantage plus facile à obtenir, par exemple un tribut, le droit

exclusif de vendre une denrée ou de rendre un service, bref, des monopoles et des privilèges.

Une dernière forme des guerres économiques est celle que se font les États, soit pour s'emparer d'un marché nouveau, soit pour garder le monopole d'un marché ancien.

Au ^{xiv}^e siècle, la guerre de Chioggia, entre Gênes et Venise, fut une guerre d'élimination commerciale. Les Génois attaquèrent Venise jusque dans ses lagunes. La ville des doges n'osait jamais tomber au pouvoir de ses ennemis. Par le traité de paix que leur imposèrent les Génois, les Vénitiens s'engagèrent à ne plus naviguer et à ne plus trafiquer dans la mer Noire et la mer d'Azof. Les Génois se réservèrent le monopole de ces bassins.

Après les grandes découvertes maritimes du ^{xv}^e et du ^{xvi}^e siècle, l'Espagne et le Portugal fondèrent d'immenses empires coloniaux. Ils voulurent se réserver le monopole du commerce dans les régions nouvellement explorées. On sait comment la bulle du pape Alexandre VI régla les conflits entre l'Espagne et le Portugal. Mais d'autres nations ne voulurent pas se soumettre, elles aussi, à un arbitrage de cette espèce et une série de guerres ensanglantèrent le ^{xvi}^e, le ^{xvii}^e et le ^{xviii}^e siècle, entre les Hollandais et les Portugais, les Hollandais et les Espagnols, les Anglais et les Espagnols, enfin les Anglais et les Français. Les Hollandais, au ^{xvii}^e siècle, détruisirent presque complètement l'empire colonial des Portugais dans les îles de l'Inde et ne leur laissèrent que la moitié de Timor. Les Anglais attaquèrent l'Espagne. D'abord, par une série d'expéditions de piraterie, ils saccagèrent les côtes du Mexique et de l'Amérique centrale. Puis, sous Cromwell, ils s'emparèrent de la Jamaïque et voulurent mettre la main sur Saint-Domingue et sur Cuba. Plus tard encore, ils essayèrent de faire lever le blocus que les Espagnols mettaient sur les côtes de leurs possessions américaines. C'est, en partie, pour ces raisons commerciales que l'Angleterre prit part à la guerre de la Succession d'Espagne. L'alliance de la France et de l'Espagne aurait rendu cette dernière puissance beaucoup plus forte et aurait fait perdre aux Anglais tout espoir de s'ouvrir les marchés de l'Amérique. En 1739, de nouveau, les hostilités éclatèrent entre l'Angleterre et l'Espagne, à propos du commerce du Pacifique. Cette guerre se confondit avec celle de la Succession d'Autriche.

Les luttes économiques prennent les aspects les plus divers selon le degré de civilisation des combattants. Si le gouvernement des vaincus est fort et sait se faire obéir, le vainqueur fait un traité avec lui et obtient l'avantage stipulé, de la main même du gouvernement du vaincu. Si la société est barbare et n'a pas de gouvernement obéi, le vainqueur est obligé de veiller lui-même à l'exécution des privilèges qu'il désire s'attribuer, et parfois l'occupation du territoire du vaincu devient inévitable. Ainsi jamais les Hollandais n'auraient pu obtenir des gouvernements indigènes de Java les monopoles qu'ils se sont attribués dans cette île. Aussi en ont-ils pris possession pour obliger les habitants à leur livrer leurs récoltes de café à un prix inférieur à celui du marché universel, ce qui, pendant de longues années, a donné de très beaux bénéfices à la Hollande. On a fait aussi des conquêtes en vue de s'attribuer le monopole de la vente de certains produits. C'est ce qu'on appelait autrefois le régime colonial.

Enfin la forme la plus adoucie des luttes économiques, c'est la guerre faite pour obtenir non des privilèges, mais le droit commun. Telle a été la guerre entre les Anglais et les Chinois en 1836 et en 1861. Les Européens demandaient simplement la liberté du trafic; les Célestes ne voulaient pas l'accorder; de là des hostilités.

Encore dans ce cas, si le gouvernement du vaincu est fort, tout finit par un traité, mais s'il est faible, la conquête s'impose parfois. Quand les Anglais sont allés aux Indes au ^{xvii}^e siècle, ils n'avaient d'autres intentions que de trafiquer avec les indigènes. La « vénérable » Compagnie avait été fondée dans un but commercial, non dans un but politique. Si les gouvernements indiens avaient pu procurer aux négociants anglais toute la sécurité qui leur était nécessaire, jamais la Compagnie des Indes n'aurait perdu son caractère commercial. Mais, comme cela n'était pas le cas, les Anglais ont été obligés d'annexer des territoires, parfois à leur corps défendant.

Ce qui se passait aux Indes au ^{xviii}^e siècle et au commencement du ^{xix}^e siècle se répète maintenant en Afrique. Si ce continent était peuplé de 500 à 600 millions d'hommes civilisés, offrant toutes les garanties nécessaires au commerce étranger, les Européens n'auraient eu aucun besoin de l'occu-

LES LUTTES DANS LE PASSÉ ET LE PRÉSENT.

Ant donné l'état de sauvagerie des Africains, il faut leur donner leurs marchés, c'est-à-dire pour en faire des sujets. Les mêmes circonstances se sont présentées au Tonkin, à Madagascar, en Boukharie et ailleurs. Beaucoup de colonies de peuplement, l'envahisseur se présente en pionnier pacifique. Il demande à cultiver des terres que les indigènes ne tirent presque aucun parti, puisqu'ils ne les cultivent que pour en fricher. Néanmoins, comme le nouvel arrivant ne peut obtenir des autochtones une sécurité suffisante, il est obligé de les soumettre et de les gouverner. Tel a été, par exemple, le cas à la Nouvelle-Zélande; les Européens y ont agi non pas en bande organisée militairement, mais en cultivateurs pacifiques. Les indigènes s'étant montrés rebelles, il a fallu organiser des armées pour les combattre et les contenir.

Les formes de la lutte économique, que nous avons connues jusqu'à présent, supposent la coercition à un degré plus ou moins élevé. Dans toutes on tue ou on menace de tuer, pour obtenir un avantage ou le droit commun. Nous parlerons dans le chapitre suivant d'un autre genre de luttes économiques où l'élément de la coercition est complètement banni et qui s'appelle la

lutte économique. Les luttes économiques se transforment insensiblement en luttes politiques. Il est impossible de marquer nettement les limites qui séparent les deux procédés. On peut dire d'une façon générale que, si le vainqueur s'empare individuellement des propriétés du vaincu, le caractère économique domine; s'il s'empare collectivement, c'est-à-dire par l'entremise et au profit d'un tiers, le caractère politique prend le dessus. Tel est, par exemple, pour le tribut qu'un vassal paye à son suzerain. C'est le *gouvernement* égyptien qui percevait sur les felahs (le *travail*) les 17237000 francs qu'il envoyait au *gouvernement* ottoman.

On l'a vu, tout combat mène à une alliance. Après une série de mouvements anarchiques, les forces contraires s'équilibrent et un certain ordre finit par s'établir. Cela veut dire que de nouveaux rapports se forment entre des hommes qui auparavant n'en avaient aucun ou fort peu. Les habitants se civilisent. A la longue, on finit par considérer comme

les bases mêmes de l'ordre social, des institutions qui avaient paru être de violentes iniquités à l'époque de leur établissement.

Chacune des phases successives de la lutte économique a pour résultat une coalescence plus complète entre les unités combattantes. Dans la période du pillage des biens mobiliers, le vainqueur se retire aussitôt son incursion terminée et ses rapports avec le vaincu sont de très courte durée. Si on prend des captifs, il s'établit des relations permanentes entre eux et leurs maîtres. Le territoire de ces derniers devient plus peuplé; le groupe social augmente en dimension et en complexité. Une masse de rapports, qui n'existaient pas auparavant, se forment entre les maîtres et les sujets. L'expédition, ayant pour but de s'emparer de richesses immobilières, crée des relations encore plus nombreuses et plus complexes entre les dominateurs et les populations soumises. La conquête de l'Angleterre par les Normands, par exemple, produisit une race, une langue et une organisation sociale toutes nouvelles. Dans la phase des guerres économiques ayant pour but les privilèges, les monopoles ou le droit commun, les populations se mêlent par le trafic; entre vainqueurs et vaincus, les intérêts deviennent de plus en plus solidaires, grâce aux nombreuses relations commerciales qui s'établissent entre eux. Si la domination directe s'impose, la coalescence devient plus rapide encore. Chaque conquête produit soit un mélange complet de race entre vainqueurs et vaincus, soit des transformations politiques et sociales, soit des mouvements intellectuels d'une grande importance (comme l'occupation de l'Inde par les Anglais), soit enfin tous ces phénomènes ensemble.

CHAPITRE IV

LA LUTTE POLITIQUE.

omme a commencé par être nomade. Sans doute, même
cet état, chaque groupe social devait vivre sur un terri-
quelconque; mais ce territoire changeait constamment.
dividus qui se trouvaient accidentellement dans la même
, ne pouvaient éprouver aucun sentiment de solidarité.
emier lien qui ait uni les hommes n'a donc pas pu être
rial.

bandes de singes sont composées d'un mâle, de plusieurs
es et de leur progéniture. Le chef de la bande ne souffre
concurrent. Quand les jeunes mâles deviennent grands, ils
onnent le groupe où ils sont nés et, suivis de quelques
es, ils forment une nouvelle association. Dans cette phase
volution sociale tous les individus composant un groupe.
ident d'un ancêtre commun et sont unis par les liens d'une
é réelle.

même que l'amibe, quand il atteint une certaine taille, se
en deux parties et produit deux individus nouveaux, de
les hordes primitives se fractionnent quand elles sont
grandes. Cependant, il arrive, parfois, que le lien de la
té n'est pas oublié entre des groupes qui se séparent. Des
rts s'établissent entre eux et il se forme des associations
degré de complexité plus considérable. Ainsi, en Italie
l'antiquité, les *gentes* formèrent des curies, les curies des
et enfin les tribus des cités. Après l'abandon de la vie
de, les cités arrivèrent à posséder un territoire très nette-
délimité; mais le seul fait d'habiter ce territoire ne signi-
as qu'on fit partie de l'association de la cité.
si les premières sociétés humaines furent formées par

LA LUTTE POLITIQUE

un lien physiologique celui de la parer plus tard aussi fictive. Ces groupes pl en conflit les uns avec les autres et ces lu à un autre lien basé sur le territoire.

Le groupement territorial fut la cons de pillage. Nous pouvons observer es l'intérieur de l'Afrique un état de chose en Europe. Nous pouvons y saisir sur lien territorial. De même qu'en German des guerriers se groupent aujourd'hui chef entreprenant. La bande va piller l nantes; mais elle ne se contente pas toujc enlever en une fois; elle exige des con évidemment plus avantageuses qu'une telle. L'ensemble des individus, payar chef, constituent un groupe territorial, les chefs qui forment ce genre de doi concurrence d'autres chefs voisins. Si donné une part de ses produits à A, il en p quantité à B. A se trouve donc amené non pas certes, pour rendre service à l plement pour avoir plus de revenu¹.

L'État territorial tire son origine du m

1. Dans le bassin du Zambèze, une bande de milieu de notre siècle autour d'un chef appelé qui s'enrôlaient sous ses ordres, devaient faire que leur glaive n'avait pas bu du sang ou les ter esclaves et la viande qu'on leur donnait était ne les comptait parmi les hommes qu'après leur à la chasse du gibier humain, ces guerriers ét leur métier de massacreurs. La guerre était le ils n'attendaient même pas l'ordre de leur roi p leur propre initiative ils allaient ravager les te hommes, ravissant les femmes, les enfants et le *Géogr. univ.*, t. XIII, p. 672.) Il va sans dire qu'il ne peut venir à l'idée de personne de défend du prochain. Le chef ne songe qu'à son propr bien-être de ses sujets qu'il massacre lui-même timent, d'ailleurs, est complètement inconnu per l'histoire de l'humanité. Or nos ancêtres de l' bronze et même de l'âge historique jusqu'à une gnère été moins cruels que les populations de l lement.

TTES DANS LE PASSÉ ET LE PRÉSENT.

Les femmes étant devenues, grâce à la force brutale d'un homme, celui-ci a exigé d'elles la fidélité. Ce n'est pas par un sentiment de délicatesse dont on n'avait pas la période de la sauvagerie, mais simplement parce que l'infidélité eût été une atteinte portée au droit de propriété. C'est par ce droit barbare cependant, que s'est formée, au cours de la longue, la famille telle qu'elle existe aujourd'hui, et de même de l'État. Les chefs des bandes ont été obligés de créer un ensemble d'institutions sur leur territoire, c'est-à-dire pour empêcher les bandes d'y lever un tribut. Ces institutions ont produit avec le temps une série de rapports forts entre le chef et ses sujets, et peu à peu l'organisation sociale tel qu'il existe de notre temps¹.

Il est évident que l'État est une propriété qui a dominé et existé dans une très grande partie de l'Europe². Les certaines grandes familles souveraines, comme les Hohenzollern, les Rurik, les Othman et ainsi, fut considéré comme une propriété. Quand on dira ainsi, quand les hommes cesseront d'appartenir à une famille régnante, un ordre nouveau s'établira dans lequel les vestiges de la barbarie primitive seront complètement abolis.

Les bandes de pillage passa par des phases et on peut supposer qu'elles furent composées, dans les premiers temps, par les membres d'une tribu, ou d'un groupe physiologique. Telles ont été, les premières associations qui ont fondé l'empire romain et les autres associations comprenaient les guerriers, leurs enfants et leurs esclaves. Elles furent comme un germe d'où se retirèrent plus tard les institutions politiques et sociales. C'est parce que la tribu possède une langue particulière,

l'origine de l'État est bien différente de l'idylle de Rousseau, où le contrat social délibérément accepté par un ensemble d'individus en vue de leur bien commun.

Les Romains considéraient leur royaume comme un domaine ; ils considéraient leurs fils. Ce fut aussi la conception qui régna pendant l'âge. Non seulement les rois partageaient leur État par leurs héritiers, mais encore ils en donnaient des parties en fief, les léguaient à qui bon leur semblait.

ents de droit, de religion, et même .res fois, comme dans la Germanie, Afrique moderne, la bande de pillage ments volontaires. Dans ce cas, les épouser les femmes des vaincus et avec elles. La bande, composée de nt imposer sa langue à l'État qu'elle l se produit un idiome nouveau par ominateurs et des populations sou- conquérante adopte l'idiome du pays

La forme la plus simple de la lutte politique est l'expédition guerrière ayant pour but de lever un tribut éventuel. Le vainqueur oblige le gouvernement vaincu à lui payer une contribution, soit en argent, soit en nature, et se retire. Les Russes, au IX^e siècle, ont fait plusieurs expéditions de ce genre contre l'empire byzantin.

Quand l'envahisseur est mieux outillé pour l'attaque ou quand le vaincu est plus faible, on exige un tribut permanent. Tel a été le régime que les Tartares ont imposé à la Russie, les Turcs aux Égyptiens, etc. A Rome le tribut se percevait d'une façon plus compliquée, mais le résultat au fond était le même. Les proconsuls allaient gouverner les provinces conquises; ils établissaient les impôts de telle sorte que, défalcation faite des ressources nécessaires pour l'administration locale, il restât un reliquat qu'ils envoyaient à Rome. Après la guerre de Macédoine, les citoyens romains cessèrent de payer des impôts. Toutes les charges de l'État furent rejetées sur les provinciaux. De plus, quand on organisa la distribution des vivres à la plèbe, les provinciaux nourrirent même les Romains à leurs frais. Les populations soumises remplissaient donc le trésor public du vainqueur; c'était la situation légale. Mais, de plus, les

1. * L'hindoustani eut sa première origine dans le camp du Grand Mongol, dit M. Reclus, dans l'ordou de Delhi : de là son nom d'*ordou*, langage de la horde par lequel il est ordinairement désigné ; mais de simple patois de camp, de grossier *sabir* comme le parler des Franco-Arabs, l'hindoustani devint bientôt une véritable langue, et grâce à la richesse de son vocabulaire, à son harmonie et à sa souplesse, il a fini par déplacer plusieurs dialectes hindous, tombés maintenant au rang de patois ; il est parlé actuellement par plus de 45 millions d'hommes. » (*Nouv. Géogr. univ.*, t. VIII, p. 336.)

LES LUTTES DANS LE PASSÉ ET LE PRÉSENT.

nciaux enrichissaient aussi des citoyens romains individuellement, par les exactions des proconsuls et des autres fonctionnaires. Les mêmes circonstances se reproduisent après les conquêtes. Ainsi, sur les contributions, arrachées aux vaincus, Napoléon I^{er} distribua 32 463 817 francs de pensions annuelles à 4970 personnes qui reçurent des pensions allant de 10 à 5000 francs¹. De plus il attribua de grandes dotations honorifiques de l'empire. Cambacérès reçut 450 000 livres de pension, Masséna, 683 000, Ney, 728 000, Davout, 910 000 et enfin Fouché, 1 324 000². Talleyrand ramassa 60 millions de francs pendant l'empire³. Nous ne parlons pas des profits d'un grand nombre d'autres personnages, qui furent encore fort considérables. En 1871, sur les cinq milliards de l'indemnité française, 10 millions de marks servirent à faire des dotations à vingt-huit personnes : le prince Frédéric-Charles, M. de Moltke, les généraux Roon et Manteufel, MM. Delbrück, Werder, etc., etc.⁴.

Aux époques primitives, quand l'industrie est encore peu développée, les capitaux peu abondants, les valeurs mobilières importantes, la terre est la principale richesse des sociétés.

C'est la terre que prennent les vainqueurs. « Par l'effet du succès de conquête, dit Fustel de Coulanges, les terres des peuples vaincus étaient devenues la propriété de l'État romain⁵; » les habitants des provinces n'en étaient plus que les possesseurs. Ces terres composaient la majeure partie du sol de l'Italie et des provinces⁶. On en fit trois parts. Les unes furent laissées aux anciens propriétaires sous diverses conditions; d'autres furent vendues ou distribuées gratuitement à des citoyens romains⁷; une dernière part enfin resta propriété de l'État, à-dire domaine indivis des vainqueurs. Pour la faire

¹ De 1806 à 1810 seulement, les Français ont levé des contributions s'élevant à 141 000 000 francs. (Voir G. de Molinari, *la Morale économique*. Paris, Guillaumin, 1888, p. 424.)

² Fouché, *les Origines de la France contemporaine : le Régime moderne*, t. I, p. 342.

³ *Ibid.*, p. 350.

⁴ Buile, *Geschichte der Jahre 1871 bis 1877*. Leipzig, Duncker et Humblot, t. I^{er}, p. 187.

⁵ *les origines du système féodal*. Paris, Hachette, 1890, p. 84.

⁶ *Ibid.*, p. 87.

⁷ Dans les deux derniers siècles de la république, quatre ou cinq cents personnages de Rome s'étaient partagés les terres provinciales, aliénées par l'État. (*Ibid.*, p. 90.)

LA LUTTE POLITIQUE.

valoir, on la donna en bail ou en ferme. Le prix de ce fermage se confondit, à la longue, avec l'impôt foncier, en sorte qu'il perdit son caractère économique pour prendre un caractère politique¹.

Les colonies de vétérans furent aussi des distributions de terres des vaincus que l'État romain donna à ses citoyens.

La spoliation des terres fut pratiquée de mille manières, pendant tout le moyen âge et dans les temps modernes. L'exemple le plus célèbre d'une confiscation systématique entreprise par un gouvernement, est le partage des terres des Saxons entre Charlemagne le Conquérant et ses compagnons d'arme. Les Espagnols en Amérique, s'emparent aussi des terres des indigènes. Même en plein XIX^e siècle, Bonaparte fonda des colonies militaires en Piémont².

A peine est-il besoin de citer pour mémoire la mainmise sur les autres biens immeubles. Le vainqueur se les attribue généralement sans indemniser les anciens propriétaires. Quant au domaine public, il devient immédiatement la possession du conquérant. Cela nous paraît même naturel, puisque le gouvernement du peuple victorieux se substitue à celui du peuple vaincu.

« La loi féodale des Romains prononçait la confiscation de tous les biens meubles soit publics, soit privés, des vaincus, et elle condamnait les personnes à l'esclavage perpétuel³. » Ainsi, d'après les idées anciennes, non seulement les choses, mais encore les hommes devenaient la propriété du vainqueur. L'appropriation de la personne humaine se fait généralement d'individu à individu. Cependant il y a aussi des exemples d'appropriations collectives. A Rome on vendait les prisonniers de guerre et les citoyens des pays vaincus, au profit de l'État. D'autre part, c'est par des mesures législatives qu'ont été établies les formes multiples de servage ayant existé dans tant de pays.

« On sait que les Romains s'emparent de la plus grande partie des terres des vaincus; on sait aussi qu'ils furent

1. Dans l'Inde également le sol a appartenu au souverain, de temps immémorial. Les redevances acquittées par les cultivateurs ont toujours été considérées comme une rente. (Voy. Sir John Strachey, *l'Inde*, trad. Harmelin, Paris, 1892.)

2. Voy. Lanfrey, *Histoire de Napoléon I^{er}*, t. II, p. 464.

3. H. Wheaton, *Histoire du droit des gens*. Leipzig, Brockhaus, 1865, p. 22.

LES LUTTES DANS LE PASSÉ ET LE PRÉSENT.

rassés de ces immenses territoires et ne surent souvent
ent les mettre en valeur¹. » Évidemment, les vainqueurs
ent que deux manières de retirer des avantages de leur
êtes : vendre ces terres ou les donner en ferme. La vente
pas toujours possible ; les acheteurs pouvaient ne pas
assez nombreux pour laisser aux terres quelque valeur
diable. Et puis la vente donnait un bénéfice une seule fois,
ociété victorieuse avait besoin de revenus constants. Le
de la location était plus avantageux. Mais, comme nous
s déjà indiqué, une redevance payée par un fermier à un
nement ne se distingue en rien d'un impôt foncier. La
ation des terres des vaincus, leur distribution à des indi-
qui consentaient à les prendre en bail à certaines con-
déterminées, étaient des opérations longues, fatigantes
plexes. Pour s'éviter toutes ces peines, le vainqueur pré-
quelquefois laisser les terres aux anciens propriétaires et
voir l'impôt foncier ; il mit en même temps la main sur
es autres. De cette façon, au lieu de prendre possession,
ticulier, des propriétés de chaque membre de la société
e, le conquérant prit possession, d'un seul coup, des re-
ces payées par les sujets. Il imposa à son gré les popula-
soumises et fit l'usage qu'il lui plut des revenus de l'État.
tème fut pratiqué avec tant de rigueur qu'à la fin, la spo-
du faible arriva à être presque complète. Ainsi, sous
n régime, sur 100 francs que gagnait un paysan français,
obligé d'en abandonner 53 à l'État, 14 au seigneur, 14 à
e ; il ne gardait pour lui-même que 18 ou 19 francs².
ès la Révolution, la situation du paysan s'améliora ; cepen-
l continua à payer à l'État le cinquième de son revenu,
est encore excessif. Il est difficile d'admettre que des
es puissent abandonner de plein gré une si grande part

istol de Coulanges, *l'Alfeu et le domaine rural*. Paris, Hachette, 1889,

ine, *Régime moderne*, p. 267. « La situation du paysan était exacte-
mblable dans l'Inde. » Voici la formule qui semble exprimer les prin-
système foncier sous l'empereur Akbar : on laissera à tout homme qui
sa terre autant qu'il aura besoin pour son propre entretien et celui de
le jusqu'à la prochaine récolte, ainsi que pour les semailles. Tout cela
laissé. Ce qui reste est la taxe de la terre, et sera porté au Trésor
. Voir Strachey, *op. cit.*, p. 79.

du produit de leur travail. Mais comme les peuples se soumettent, le droit de percevoir l'impôt est, peut-être, jusqu'à nos jours l'entreprise la plus fructueuse qui existe au monde ¹. De là vient que le pouvoir est si convoité dans tous les pays.

Quand les conquérants comprirent qu'il valait mieux s'emparer des profits du gouvernement que des propriétés particulières, les bénéfices qu'ils réalisèrent par les conquêtes s'accrurent dans une mesure immense. D'abord l'impôt frappe tout le monde, tandis que la confiscation ne peut atteindre que ceux qui possèdent des richesses. Puis l'impôt frappe plus lourdement les pauvres, c'est-à-dire ceux qui ont moins la faculté de se défendre. Aussi quand les sociétés humaines progressèrent, quand l'industrie se développa, quand la terre ne fut plus l'unique source de revenu, bref quand le bien-être devint considérable, la lutte pour la possession du pouvoir politique remplaça presque partout la lutte pour la confiscation individuelle ou collective des propriétés.

Sur les produits des impôts, le chef de l'entreprise militaire et ses compagnons s'attribuèrent une part plus ou moins large sous forme de revenu de la couronne, d'apanages, de pensions, de dons de toute espèce. Plus le territoire était étendu, plus, toutes choses égales d'ailleurs, le revenu était considérable. De là vient la conviction, si profondément enracinée dans les esprits, que toute conquête est avantageuse et qu'il faut profiter de chaque occasion pour en faire. Naturellement, la possession des profits du gouvernement n'excluait pas non plus la confiscation des propriétés soit individuelles, soit collectives. Quant au domaine public du peuple vaincu, les conquérants en distribuaient libéralement des parts considérables à leurs adhérents ou à leurs serviteurs. Ainsi Catherine II donna des terres immenses à ses favoris, aux généraux et aux grands fonctionnaires de son empire, dans les provinces enlevées aux Polonais, aux Tartares de Crimée et aux Turcs.

Mais à part les profits directs, le gouvernement en donne aussi d'indirects qui sont peut-être encore plus considérables.

1. Napoléon III se fit allouer une liste civile de 25 millions de francs. De plus, par différentes manipulations, on dit qu'il réalisait encore 53 autres millions sur le budget de l'État. Quelle est l'entreprise privée qui peut donner 88 millions de revenu avec une mise de fonds qui se réduit à un nom ?

Toute concession de travaux publics, d'une faveur, d'un monopole, ou d'un privilège, est fortement rémunérée par ceux qui la reçoivent. La part que les concessionnaires font aux fonctionnaires de l'État, varie dans une extrême mesure. Elle va parfois jusqu'à la moitié du capital de fondation de certaines entreprises, car dans beaucoup de pays les grands dignitaires ont des appétits très robustes. Ajoutez à cela les émissions des emprunts publics, où l'on peut stipuler si facilement un courtage, les fournitures de l'armée, de la marine et des autres services publics, enfin les jeux de Bourse. La hausse et la baisse de certaines valeurs dépend parfois des mesures du gouvernement. Prévenu à l'avance, on peut spéculer à coup sûr. Rien n'empêche d'édicter même des mesures en vue d'une manœuvre de Bourse. Toutes ces circonstances permettent aux hauts fonctionnaires de faire des fortunes rapides. Dans certains pays il suffit d'avoir été ministre pendant un petit nombre d'années, pour devenir un gros capitaliste. Les tripotages administratifs vont depuis la trahison (on a vu des ministres et des généraux vendre leur pays), jusqu'à ces petits courtages que les mœurs politiques, si relâchées de nos jours, considèrent presque comme anodins.

En un mot, les profits directs ou indirects du gouvernement sont fort considérables. Quand on peut mettre la main sur ce Pactole, on peut dédaigner toutes les autres sources de revenu. Aussi, depuis la formation des grandes monarchies européennes, à la fin du moyen âge, les guerres perdent tout caractère économique et n'ont plus d'autre but que de s'emparer du gouvernement des pays voisins.

Quand Charles-Quint prit possession du duché de Milan, il ne confisqua aucune propriété particulière ni immobilière ni mobilière ; il ne frappa ses nouveaux sujets d'aucune contribution de guerre ; il se substitua seulement à la dynastie des Sforza. Tel fut aussi le caractère d'un grand nombre de conquêtes qui eurent lieu depuis le xvi^e siècle. L'annexion de la Franche-Comté à la France, par exemple, eut seulement pour conséquence de faire entrer dans le Trésor de Louis XIV les sommes qui entraient auparavant dans le Trésor de Charles II, roi d'Espagne. De même l'annexion du royaume de Naples, du Milanais et de la Belgique à l'Autriche, par le traité d'Utrecht, plaça seulement le gouvernement de ces pays dans la main de la cour de Vienne

à la Prusse, de la Pologne à
 sse, et après une série d'autres
 s celle de l'Alsace-Lorraine, on
 les propriétés privées comme

itiques sont de deux genres :
 oupes dans les provinces an-
 s entretenir; de là un accrois-

sement des armées du vainqueur, donc de sa puissance; ensuite
 il s'empare du produit des impôts, ce qui augmente les revenus
 du chef de l'entreprise militaire et de ses compagnons (du moins
 à ce que l'on croit, car en réalité il est loin d'en être toujours
 ainsi); enfin il bénéficie des revenus indirects de l'administration.

Cependant les profits du gouvernement ont aussi des limites.
 L'impôt est, en dernière analyse, chose assez délicate. Il a un
 grand défaut au point de vue des spoliateurs : plus il est lourd,
 moins il rapporte. Le gouvernement est de plus une entreprise
 qui exige parfois des dépenses très considérables. On s'aperçut
 un jour que l'État le plus prospère, par conséquent le plus riche,
 est celui où il se fait le moins de gaspillage, où les services
 publics coûtent le moins d'argent au contribuable. On comprit
 que le moyen le plus efficace pour avoir de gros budgets,
 c'était de bien administrer un pays et on s'y appliqua. Une
 autre cause y poussa avec une grande puissance : la concu-
 rence politique. L'État le mieux gouverné étant le plus riche,
 il put entretenir l'armée la plus nombreuse et la mieux outillée,
 les autres, sous peine de se trouver absolument à sa merci,
 furent obligés d'imiter son organisation pour posséder des res-
 sources analogues. Grâce à ces nécessités, la régularité et l'ordre
 s'introduisirent dans l'administration des pays civilisés. Un
 jour vint où il fut admis que tous les revenus d'un État devaient
 servir à la prospérité de cet État et non au bénéfice des gouver-
 nants. Les budgets des recettes et des dépenses furent dressés
 tous les ans, rendus publics, contrôlés par l'opinion ou par les
 Parlements. De plus, les sociétés vaincues étant devenues plus
 fortes et plus compactes, on fut obligé d'avoir plus de ménage-
 ments pour elles. Alors la lutte politique changea de nouveau de
 caractère. L'attribution d'une trop grande part des revenus
 publics au profit des conquérants n'étant plus praticable,

ceux-ci durent se contenter du monopole des services publics, argent, ils prirent les places. Ils se du budget, non plus à titre gratuit, et du travail. Sous Napoléon I^{er}, une l'Italie, les provinces Illyriennes, la aient administrées par des fonction- les budgets locaux; mais ces fonc- rvices et faisaient même parfois de la même l'administration autrichienne o-Vénitien, par exemple, fut de beau- plusieurs États italiens qui avaient e. On sait qu'actuellement le budget penny dans celui de la Grande-Bre- l'une façon très libérale près de trois is. C'est le seul profit direct que la ujourd'hui de sa domination aux

voir, le pouvoir donne l'argent. Les l qu'ils se sont attribué le gouverne- s masse de profits directs et indirects, tuation privilégiée dans les sociétés. lu pays, tandis que les vaincus sont ans les rangs du peuple. En dehors s, le vainqueur obtient ainsi des satis- dération, le respect, l'admiration. Le ertes pas l'unique moteur des actions ychiques ont aussi une très grande ombreuses et sanglantes ont eu lieu s satisfactions d'amour-propre à des re éprouver la délicieuse jouissance rains. Certes Napoléon I^{er} ne faisait curer plus de bien-être matériel. Sa ec une stricte économie, et il n'aimait . Ce qui l'a poussé à combattre l'An-

voir dire que ces fonctionnaires ne rendent roportionnés à leurs appointements. Au con- digènes retirent de l'administration anglaise ment supérieurs à ce qu'elle leur coûte. tuation de l'Inde était vraiment horrible.

gleterre, à rompre le traité d'Amiens, ce qui l'a mené à Ulm, à Iéna, à Friedland, à Wagram et à Moscou, c'était plutôt l'orgueil que la soif des richesses.

Des motifs de ce genre peuvent animer non seulement un homme, mais des classes et des sociétés entières.

On le voit, on passe insensiblement des guerres purement économiques à celles qui ont pour motif des considérations de l'ordre mental.

Nous avons considéré jusqu'à présent les luttes politiques au point de vue de l'agression. Nous avons parlé des guerres ayant pour but de s'emparer du bien d'autrui. Mais ces guerres ne sont pas les seules. On en fait aussi un grand nombre pour défendre son bien à soi.

Les richesses des peuples civilisés ont excité de tout temps les convoitises des peuples barbares et pauvres. Ceux-ci ont envahi le territoire des nations policées. Repousser seulement l'attaque n'était pas un moyen sûr de mettre fin à ces incursions. Il fallait encore attaquer les envahisseurs sur leur propre territoire soit pour les châtier, soit pour les mettre dans l'absolue impossibilité de recommencer. Ce résultat ne pouvait être atteint que par l'annexion d'une partie ou de la totalité des pays barbares limitrophes et par leur sujétion entière au gouvernement des nations civilisées. Auguste avait déjà conseillé de ne pas étendre les frontières de l'empire romain; mais ses successeurs n'ont pas eu la possibilité de suivre ce conseil. Les guerres entre la barbarie et la civilisation se poursuivent encore de nos jours dans toutes les parties du monde. Les Anglais au Cap et aux Indes, les Russes dans l'Asie centrale, ont dû annexer de nombreux territoires et prendre en mains le gouvernement des pays conquis, pour mettre fin à des violations de leurs frontières.

D'autres guerres ont eu pour motif la nécessité de défendre les droits des citoyens. Certaines sociétés refusent aux étrangers les garanties et la sécurité qu'ils sont en droit d'exiger; elles ferment leur territoire aux immigrants, ou, si elles tolèrent leur séjour à un certain moment, elles changent d'avis, les massacrent, les expulsent, confisquent leurs propriétés, ou les soumettent à un régime exceptionnel et injuste. Les gouvernements de ces étrangers sont obligés de défendre leurs nationaux. De là des guerres fort nombreuses. Si les sociétés qui ont entrepris la

guerre pour redresser des torts sont victorieuses, elles obtiennent justice. Mais fort souvent les vaincus ont un gouvernement si faible qu'il est impossible de compter sur lui et alors l'occupation s'impose. Le degré de sujétion auquel est soumis le pays conquis varie dans des limites extrêmes, selon les circonstances : il va de l'administration directe au simple protectorat. Ce dernier régime est la forme la plus douce de la conquête politique. Souvent le vainqueur se contente d'envoyer un résident qui n'a aucun pouvoir légal, et qui se contente de donner des conseils. En réalité, c'est le résident qui gouverne le pays protégé, mais cette réalité est complètement voilée aux yeux de tous. Dans le protectorat ainsi établi, le vainqueur ne prend ni les profits directs, ni les profits indirects de l'administration, il procure seulement à ses nationaux la faculté d'établir dans le pays protégé toutes les entreprises commerciales, agricoles et industrielles qui peuvent leur être profitables. En un mot, le vainqueur obtient les garanties du droit commun. Comme ce droit commun est, en somme, favorable à tous, le protectorat profite parfois plus au vaincu qu'au vainqueur.

Il faut remarquer que le véritable agresseur n'est pas toujours, en réalité, celui qui déclare la guerre le premier ; l'agresseur est celui qui viole le droit. La France et l'Angleterre ont pris l'initiative des hostilités contre la Chine en 1861 ; mais c'est la Chine qui les y a contraintes, en refusant aux nationaux des deux pays la sécurité qu'ils réclamaient très légitimement.

Enfin, il y a aussi des guerres ayant pour but d'établir un ordre de choses qu'on croit utile à ses intérêts ou même aux intérêts généraux du groupe dont on fait partie. Les guerres entreprises non pour violer le droit, mais pour le faire triompher, ont été assez rares jusqu'à nos jours. Cependant, il y en a eu un certain nombre. On peut les classer sous deux catégories. La première est celle qui a pour but d'établir à l'intérieur des États un régime qu'on croit utile aux autres, c'est ce qu'on appelle l'intervention. Telle a été la guerre de 1799 entre la Russie et la France. (Nous ne parlons pas de la coalition austro-prussienne de 1792 contre la France, parce que les recherches des historiens ont démontré qu'elle avait moins en vue de restaurer la monarchie de Louis XVI que d'arracher quelques provinces à la France.) La politique de la Sainte-Alliance visait

LA LUTTE POLITIQUE.

aussi à l'établissement dans les États, d'un ordre intérieur était avantageux aux souverains contractants. Les interventions des Français en Espagne, des Autrichiens en Italie, des Français en Belgique, en 1830, des Russes en Hongrie, en 1849, Navarin et même la guerre de Turquie, en 1877, peuvent classées dans cette catégorie.

La seconde catégorie de guerres ayant en vue le triomphe du droit sont d'un caractère international. Elles ont pour but d'établir une certaine pondération entre les forces de différents États, en vue de procurer à chacun d'eux un degré tolérable de sécurité. Aussi, quand un État devient trop puissant, qu'il menace de violer les intérêts des autres, des coalitions se forment pour mettre une borne à sa tyrannie. Telles ont été les ligue formées par Guillaume d'Orange contre Louis XIV, plus tard par l'Autriche, la Prusse et la Russie contre Napoléon.

Les entreprises militaires se forment aussi à l'intérieur des États. Un chef recrute une bande d'aventuriers et s'empare du pouvoir. Ce fait se reproduit d'une façon presque permanente dans les sociétés barbares qui n'ont pas encore une organisation très stable et des constitutions respectées. A Rome, d'ailleurs, Sylla, le pouvoir appartient fort souvent à des chefs de bandes militaires. Dans les républiques de l'Amérique espagnole les *pronunciamientos* sont à l'état endémique. Enfin, Bonaparte, Napoléon III n'ont pas été autre chose que des chefs de bandes militaires qui ont fait la conquête du gouvernement.

Le sort des vaincus dans les guerres, au sein de l'État, passe par les mêmes phases que dans les guerres extérieures : sacre général ou partiel, bannissement général ou partiel, confiscation des biens immeubles, amendes (confiscation des biens mobiliers), restriction des droits civils, restriction des libertés politiques, etc., etc., bref, une échelle qui va depuis la confiscation immédiate jusqu'à des souffrances d'amour-propre.

Toutes les formes de la lutte politique, que nous venons d'examiner dans ce chapitre, comportent la coercition à un degré quelconque. Nous parlerons dans le livre suivant d'autres genres de luttes politiques où la coercition est complètement bannie.

CHAPITRE V

LA LUTTE INTELLECTUELLE.

La première manifestation intellectuelle de l'homme est la langue, et, si ancien que soit ce phénomène psychologique, son développement ne fait que croître avec les progrès de la civilisation. La langue est comme une synthèse spontanée des facultés mentales d'un peuple. Tous les progrès intellectuels, accomplis par le peuple social viennent se refléter dans la langue. D'abord, le seul vocabulaire, elle témoigne de la somme de connaissances concrètes et abstraites acquises par une société. Par la langue, elle donne une mesure de l'intensité vitale du peuple qui parle. En effet, si l'on a beaucoup d'idées à exprimer (c'est-à-dire une grande activité intellectuelle), on a une tendance à abréger les mots pour pouvoir en placer le plus grand nombre possible dans le temps le plus court¹. Une langue très active, pour laquelle le temps est de l'argent, comme les Anglais modernes, de ramener presque tous les mots au monosyllabisme. Enfin, la grammaire et la syntaxe sont presque du domaine de la logique. La structure morphologique et syntaxique la plus simple et en même temps la plus parfaite, témoigne en général (car il y a des exceptions) d'un développement intellectuel considérable. La perfection de la langue est un grand levier mental et une arme puissante. Une langue euphonique, sonore, brève, capable d'exprimer les rapports les plus complexes par les procédés les plus simples, donne à une nation d'immenses avantages sur ses

concurrents. On obtient une langue plus parfaite quand on en parle une plus

parfaite. On sait que la puissance des orateurs se mesure, en partie, à la quantité de mots qu'ils peuvent prononcer par minute.

imparfaite, c'est réaliser d'emblée un immense progrès. Si le sauvage, qui compte jusqu'à trois, apprend un idiome européen où la numération peut être poussée jusqu'aux quintillions et aux sextillions de la façon la plus commode, il acquiert par cela même des connaissances arithmétiques qu'il lui eût été très difficile de posséder en continuant à parler sa langue originelle. Ce qui est dit de la numération peut s'appliquer à tout le reste. Apprendre les mots d'une langue, c'est s'approprier, dans une certaine mesure, les idées qu'ils expriment.

Un grand nombre de centres d'attraction se sont formés dans la nébuleuse primitive de notre système solaire. Mais les plus puissants ont détruit les plus faibles et les grandes planètes ont seules survécu dans cette lutte. De même il s'est formé une masse de centres linguistiques sur notre globe (on compte plus de cinq mille langues parlées sur la terre), mais les plus puissants (c'est-à-dire les plus parfaits) éliminent constamment les plus faibles et, à la longue, le nombre de langues se réduira peut-être à une dizaine.

Les procédés par lesquels s'opère cette élimination sont fort nombreux et très divers. En premier lieu, l'action intellectuelle spontanée. Quand deux idiomes se trouvent en contact, le plus parfait (celui qui exprime les rapports de la façon la plus simple et qui demande le moins de temps pour la prononciation des mots) l'emporte, généralement, en vertu de la loi universelle que tout mouvement suit la ligne de la moindre résistance. En psychologie, cette loi prend l'aspect du moindre effort. Entre une langue plus complexe et une autre plus simple, on choisit de préférence la dernière.

Nous avons déjà parlé de l'ordou devenu en peu de temps une langue complète, l'hindoustani : « Grâce à son inépuisable vocabulaire arabe et persan, dit M. Reclus ¹, à la facilité avec laquelle il s'assimile les mots nouveaux, à l'harmonie de ses consonances, à la souplesse de la phrase, qui lui permet d'avoir à son gré toute l'ampleur ou toute la brièveté désirable, il a fini par déplacer plusieurs dialectes hindous. » C'est un excellent exemple d'élimination linguistique par les procédés spontanés.

1. *Nouv. Géogr. univ.*, t. VIII, p. 336.

Novicow.

LES LUTTES DANS LE PASSÉ ET LE PRÉSENT.

facteurs, agissant dans les sociétés, sont fort nombreux. Quelques-uns d'entre eux viennent contrarier la régularité des phénomènes intellectuels. Les frontières linguistiques ne se déplacent pas seulement par l'adoption ou la propagande d'un idiome plus parfait. Des causes économiques et politiques agissent concurremment avec les causes intellectuelles. Il peut arriver qu'une langue moins parfaite supplante une langue plus parfaite, si les facteurs économiques et politiques sont plus puissants que les facteurs intellectuels.

Parmi les premiers facteurs économiques, il faut ranger les migrations. Celles-ci peuvent être naturelles ou forcées. Dans le premier cas, c'est généralement une population plus travaillante et plus active qui envahit le territoire d'une population moins active. Mais dans les émigrations forcées il n'en est pas toujours ainsi¹, car elles dépendent de circonstances extrêmes.

Je donnerai comme exemple d'un déplacement de la langue par des causes économiques, ce qui s'est passé récemment en Algérie. « Le Kabyle descend dans la plaine pour commercer, dit M. Reclus², tandis que l'Arabe n'a pas le courage d'aller visiter le Kabyle dans sa montagne : peu à peu l'Arabe apprend le kabyle, et sur la frontière des deux langues, il finit par oublier l'idiome maternel qui lui est devenu inutile. » De même le Tyrol méridional a plus de relations commerciales avec l'Italie qu'avec l'Allemagne. C'est une langue italienne pour laquelle l'italien empiète constamment sur le territoire allemand dans ce pays.

Les causes politiques jouent aussi un rôle fort important dans la propagation des langues. Il est d'une très grande utilité pour une population de comprendre l'idiome de ceux qui la menacent. Aussi celui-ci se répand-il avec rapidité. Il en a été ainsi en Italie et dans l'Europe occidentale après la guerre de 1870-1871; si la langue d'oïl, le castillan, le grand-occitan sont généralement parlés aujourd'hui en France, en

¹ Voir l'histoire de tous ces phénomènes au chapitre vi du livre III. Nous ne les indiquons qu'en passant.
² *Éogr. univ.*, t. XI, p. 451.

LA LUTTE INTELLECTUELLE.

Espagne et en Russie, c'est parce que le centre politique de ces États s'est formé dans le domaine de ces idiomes.

Passons aux causes intellectuelles.

C'est grâce à l'activité mentale et au développement des sciences et des arts à Athènes et à Florence que l'attique et le toscan ont supplanté tous les autres dialectes italiens.

L'activité mentale d'un peuple se manifeste et se développe par sa littérature¹. Le livre, surtout depuis l'invention de l'imprimerie, est un des agents les plus puissants de la propagation d'une langue. Un jour, en causant avec quelques-uns de ses amis, l'auteur lui demandait, pourquoi le français de *Logique* de Bain, était traduit en italien. « Ce n'est pas possible », lui fut-il répondu, nous lisons ce genre de livres en français. » La ressemblance entre le français et l'italien, la connaissance de la première langue très facile pour la seconde. Grâce à sa plus grande production littéraire, la France expédie plus de livres en Italie qu'elle n'en reçoit de ce pays. Les Italiens se trouvent donc de plus en plus français. Finalement ils commenceront à penser parfois en français et à employer cette langue dans leur conversation des salons, de préférence à la leur. L'italien, ainsi conquis par la France, forme comme un îlot. Que ces îlots viennent à s'étendre, puis à se séparer, l'italien aura remplacé l'italien; il l'aura vaincu ou écarté. La constance peut ne pas se produire, si les Italiens continuent à publier tous les ouvrages littéraires et scientifiques aux besoins d'une civilisation raffinée. Alors la propagation du français peut être en France le cas contraire (pourvu que la France garde sa supériorité intellectuelle) la disparition de l'italien et la victoire du français sont inévitables. Cela demandera plusieurs siècles, mais cela arrivera.

Dans la propagande par le livre, le texte a

1. Nous entendons par ce mot non seulement les belles-lettres, mais tout le ensemble des écrits se rapportant à toutes les branches de la science humaine.

ne joue pas un rôle exclusif. L'impression, les gravures, les illustrations, bref la beauté matérielle des volumes a aussi une certaine importance. On sait qu'il est de mode dans les familles riches en Russie de donner des bonnes étrangères aux enfants. Parfois, quand les enfants commencent à lire, ils se trouvent connaître deux langues. Jusqu'à une époque assez récente, les ouvrages pour l'enfance, imprimés en Russie, étaient d'un aspect peu séduisant : le papier était gris, les gravures vilaines, les illustrations peu élégantes. Les enfants qui savaient le français, par exemple, étaient plutôt entraînés à acheter les livres publiés à Paris, que ceux publiés à Saint-Petersbourg. Peu à peu le français leur devenait plus familier. Nombre de Russes, encore de nos jours, lisent plus d'ouvrages scientifiques en français que dans leur propre langue.

On dira que ce sont là des cas individuels et de médiocre importance. C'est une erreur. La clef de tous les phénomènes de cette nature est dans les infiniment petits. C'est faute d'avoir négligé jusqu'à présent l'examen des faits presque imperceptibles, que la sociologie est encore si en retard sur les autres sciences.

Ce qui se passe en Russie pour les livres français se reproduit à une plus grande échelle en Espagne, en Italie et en Portugal. Si l'aristocratie de tous ces pays se trouve amenée à abandonner spontanément la langue nationale pour le français, si l'exemple de l'aristocratie descend de plus en plus dans les couches inférieures de la société, l'aire géographique du français pourra s'étendre, à la longue, sur toute l'Europe occidentale. Nous n'avons pas la prétention de faire des prophéties. Nul ne peut prévoir les courants intellectuels de l'avenir. La production littéraire des Français pourra faiblir, celles des autres nations latines pourra augmenter. Nous n'affirmons rien, nous exposons seulement ici le processus des luttes linguistiques.

Après le livre, le moyen de propagande le plus efficace est l'école. Nous disons après le livre, parce que l'école exige un effort et une mise de fonds, de la part du propagateur, que le livre ne demande pas. Non seulement les littérateurs français, par exemple, ne payent rien aux étrangers qui lisent leurs ouvrages, mais, au contraire, ils reçoivent eux-mêmes de l'ar-

LECTUELLE.

a littérature
our eux une
e plus avan
le plus actif,

es du livre. I
fforts beauco
aut une mise

considérables. Si parfois une école est une é
tueuse, ce n'est pas toujours le cas. Ajoutons q
des écoles dans un pays étranger, on a enco
des obstacles politiques souvent les plus consid

Cependant il se trouve des gens ayant la forc
ces nombreuses difficultés et il se fonde des é
gande dans beaucoup de pays. Les institutio
ecclésiastique et laïque, établies par les Franç
trême-Orient et en Syrie, contribuent à la prop
langue.

Les Allemands font parmi les Slaves ce qu
font en Syrie. Il existe en Allemagne et en A
ciétés appelées *Deutscherschulverein*. Elles ouv
en Bohême, en Moravie, en Styrie et ailleu
d'y attirer les enfants slaves par la gratuité, la l
tion de l'enseignement, l'aménagement hygién
ces, etc. Les frais de ces écoles sont couverts par
des membres des associations. Naturellement, l
tent et, pour lutter contre les Allemands, ils fo
sociétés du même genre qui soutiennent les écol
cette lutte, c'est évidemment l'école la plus pa
porte à la longue et cela contribue aussi à dépla
linguistique au profit de la nation la plus act

1. • En Bohême, deux Sociétés, la *Matice* et le *Schulver*
écoles de la minorité ; la *Matice*, la société Tchèque, n'acc
les que des enfants tchèques ; elle a pour seul but de leur
éducation dans leur langue maternelle et crée des écoles d
allemandes qui ne peuvent pas être forcées de créer une é
la minorité tchèque. Le *Schulverein* allemand est beaucou
sif et plus actif. Beaucoup d'enfants, dans ses écoles de Bohé
sont de nationalité tchèque. On organise de véritables clas

dehors des écoles, des sociétés de tout genre se forment pour la propagande d'une langue. Telle est, par exemple, l'*Alliance française* qui existe depuis 1883¹.

Soit qu'un peuple adopte la langue d'un autre pays par impulsion spontanée, c'est-à-dire par imitation, en vue d'un avantage social, soit qu'il subisse une pression économique ou politique, soit enfin qu'il cède à une propagande, toujours est-il que la lutte entre les langues est perpétuelle et universelle. Chaque jour le nombre des personnes qui parlent le français, par exemple, augmente ou diminue sur le globe. La lutte linguistique offre les alternatives les plus diverses. A un certain moment une langue gagne des adhérents et avance, à un certain autre elle en perd et recule. Ainsi, pendant la domination française en Alsace, le français faisait tous les jours de nouveaux prosélytes. Les Alsaciens qui avaient acquis l'instruction supérieure, cessaient de parler leur dialecte allemandique et se mettaient à parler le français. Vers 1870, le travail d'assimilation était assez avancé; douze pour cent environ des habitants de l'Alsace parlaient le français.

Les déplacements des frontières linguistiques sont fort lents et échappent parfois à l'observation; mais ils sont sans trêve et sans arrêt.

En Europe, l'anglais empiète constamment sur le celtique en Irlande et dans le pays de Galles. Le français fait reculer tous les idiomes qui touchent à ses frontières : le celtique en Bretagne, les dialectes languedociens en Auvergne, dans le Dauphiné et la Guyenne, le flamand dans le département du Nord et en Belgique et enfin l'allemand en Suisse. En 1880, sur 1000 Suisses, 214 parlaient le français, en 1888, 217. A chaque recensement, la proportion des Allemands diminue. Dans le

on leur procure des avantages de toutes sortes; ainsi la Société paye pour eux les taxes d'école, leur donne des vêtements, etc., tout cela pour les attirer et les germaniser peu à peu. » (*Journal des Débats* du 11 janvier 1890.) On le voit, pendant que les Tchèques se tiennent sur la défensive, les Allemands prennent une offensive très vigoureuse.

1. Ses *Bulletins* portent l'épigraphe suivante : « La langue française donne des habitudes françaises; les habitudes françaises amènent l'achat des produits français. Celui qui sait le français devient le client de la France. » On ne saurait mieux exprimer la solidarité des phénomènes intellectuels et économiques.

PASSÉ ET LE PRÉSENT.

ait habité par plusieurs races
seule parler cette langue proto-
es idiomes répandus aujourd'hui
gale. Les différents dialectes de
liminé, depuis une antiquité fort
s. Des mouvements de ce genre
ntinuité jusqu'à nos jours. Ainsi
icore parlés en Gaule au v^e siècle
vant les langue néo-latines pen-
r^e au xviii^e siècle le slave, parlé
Baltique, n'a cessé de perdre du
Égypte, après l'invasion musul-
ne complètement devant l'arabe.
enots français, émigrés au Cap,
lopté le hollandais.

stons de multiplier pour ne pas
que la fluctuation des frontières
ous les pays et dans tous les temps.
l'univers. Dès qu'une nation faiblit
intellectuel ou moral, elle recule
et mieux organisées.

fond dans une certaine mesure
effet, les idées ont toujours un
imposer ses idées à une nation
ispensable de lui enseigner sa
ux luttes ne sont pas absolument
la lutte entre les idées a lieu
parlant la même langue, ensuite
e social peuvent se répandre dans
tant que le latin était la langue
ées des philosophes et des savants
italiens se répandaient dans les
iaire de cet idiome. Les traduc-
gue dans une autre concourent

l'aspect d'un corps provient des
es atomes qui le constituent. La
animal est le résultat du groupe-

LA LUTTE INTELLECTUELLE.

ment des cellules et de la matière qui le compose analyse, la forme provient des trajectoires parcourues par les atomes. Toute pensée est un mouvement accélération des centres nerveux. Soient deux hommes, dont l'un a une conception scientifique de l'univers et l'autre une conception purement mythologique; il est évident que l'ensemble des mouvements qui s'opèrent dans leurs cerveaux sont différents. La différence des mouvements produit une différence de la forme. On peut donc concevoir que la lutte entre deux idées (ou entre deux animaux, possédant une structure différente), est une lutte entre deux formes. La lutte entre les idées est un cas particulier de la lutte entre les espèces.

A son tour la structure d'une société résulte des individus qui la composent. S'il était possible que l'empire ottoman adoptât en un jour les idées anglaises, l'existence même de la Turquie ne pourrait pas subsister quelques heures. Par conséquent, la lutte entre les idées nouvelles et les idées anciennes n'est pas seulement une lutte pour des modifications de la structure politique, mais aussi de la structure sociale.

Les procédés de la lutte intellectuelle, considérée de l'attaque, peuvent se classer comme il suit :

Procédés éventuels.	{	Propagande orale.	{	entre individus.	{	Conversations en t sations dans les salor nions privées.
			{	d'individus à groupes.	{	Sermons, conféren les réunions public
	{	Propagande écrite.	{	Lettres, manuscrits, proclamati chures, publications diverses, livre		
Procédés perma- nents.	{	Propagande orale.	{	Sociétés de tout genre, associa cles, écoles, etc.		
		Propagande écrite.	{	Revue, journaux, publications p		

La forme la plus élémentaire de la lutte intellectuelle, soit avec un seul interlocuteur, soit dans les salons ou les réunions privées.

On sait qu'il n'est pas toujours facile de se

Il va sans dire, que plus les auditeurs sont nombreux, moins il faut de temps pour exercer la même action. Au lieu d'endocliner un homme par heure, on peut en endocliner plusieurs milliers. C'est ce qui a poussé à organiser des réunions publiques de tout genre : sermons dans les églises, conférences, réunions, meetings etc. Dans ce système de propagande il y a généralement un ou plusieurs individus qui parlent, et un grand nombre, qui écoutent. C'est donc une action d'individus à groupes.

La propagande orale n'est pas toujours la plus efficace. Elle est forcément bornée par la portée de la voix humaine. La propagande écrite peut s'adresser à un nombre d'individus bien plus considérable et son cercle est beaucoup plus étendu. La propagande écrite commence par la lettre et finit par le livre, en passant par le manuscrit, qui circule dans le public, les proclamations, les brochures, les caricatures et les publications de tout genre.

Mais tous ces procédés sont, pour ainsi dire, accidentels. Les conversations, les sermons, les conférences, les meetings, les publications de tout genre se produisent au hasard des circonstances. Le vent de l'oubli emporte vite les paroles prononcées et les paroles écrites. Pour être plus efficace, la propagande doit s'organiser et devenir constante. Ce résultat est obtenu par la formation d'associations de toute espèce, par exemple, la célèbre ligue de Manchester qui, pendant des années, a mené une propagande active contre les droits de douane sur les céréales. Il se forme aussi des associations permanentes pour la diffusion non pas d'une idée spéciale, mais de notions scientifiques en général. Telles sont l'Association britannique et l'Association française pour l'avancement des sciences et mille autres sociétés savantes. L'école est un moyen de propagande encore plus efficace, peut-être, que les associations. Ces dernières s'adressent aux adultes; les écoles agissent sur la jeunesse. Comme les enfants n'ont pas encore d'idées personnelles arrêtées, il est plus facile de leur imposer les idées d'autrui. Aussi l'enseignement organisé a une importance capitale pour la lutte des idées. C'est l'instrument le plus puissant, et c'est à lui qu'on a recours le plus souvent. C'est par l'établissement et l'entretien des écoles primaires, moyennes et supérieures,

LES LUTTES DANS LE PASSÉ ET LE PRÉSENT.

at agir le plus efficacement pour modifier les idées. De que les associations privées et les gouvernements se l'école avec tant d'acharnement. L'Église catholique nps possédé le monopole exclusif de l'enseignement pays qui n'ont pas adopté la Réforme. Elle a tout fait surer et garder ce monopole par la puissance de l'autorité. Quand cela n'a plus été possible, les catholiques ont organisé leur enseignement particulier à tous les degrés, sous la subvention gouvernementale. Ils ont opposé des écoles primaires, secondaires et même des universités aux écoles de l'État, qui propagent désormais des idées différentes de celles du clergé. Les associations ont fait comme l'Église catholique. L'École des sciences politiques à Paris en est un exemple.

Le livre, comme nous l'avons dit, est un moyen de propagande efficace. Mais le livre paraît à des intervalles indéterminés, son influence est momentanée. De plus le livre n'a aucun moyen de s'imposer au lecteur; l'achète qui veut. Le système de formation scientifique est encore si mal organisé de nos jours que, fort souvent, on n'a aucune connaissance de la existence d'ouvrages qu'on lirait avec le plus extrême intérêt. On ne sait, par hasard qu'on apprend, parfois, l'existence de certains ouvrages de la plus grande valeur. Écrire un bon livre, est chose facile; mais le faire lire est bien plus difficile encore. Il faut des efforts multipliés qui ne sont pas toujours couronnés de succès. On sait par exemple, l'indifférence et le sarcasme qui accueillirent la *Philosophie zoologique* de Lamarck à sa parution¹.

Pour creuser les roches, il faut qu'une goutte d'eau tombe continuellement. Au livre, on a donc substitué la revue qui paraît à des époques déterminées ou même le journal qui paraît tous les jours.

Lamarck termine sa *Philosophie zoologique* par ces mots mélancoliques : « Les hommes qui s'efforcent par leurs travaux de reculer les limites des connaissances humaines, savent assez qu'il ne leur suffit pas de découvrir et de répandre la vérité utile qu'on ignorait, et qu'il faut encore pouvoir la répandre et la faire reconnaître; or la raison individuelle et la raison publique, qui ont tant de fois tenté de faire reconnaître une vérité utile, ont tant de fois échoué, tant dans le cas d'en éprouver quelque changement, y mettent en obstacle tel qu'il est souvent plus difficile de faire reconnaître une vérité utile que de la découvrir. »

jours. Ce dernier genre de propagande est l'un des plus importants qui se soient produits parmi les hommes.

Cependant nul ne peut être tenté d'acheter un journal s'il n'y est déjà poussé par quelque chose qui marque une tendance personnelle vers une certaine idée. Pour la porter à ceux qui ne s'y intéressent pas, il s'est organisé des sociétés pour propager les livres écrits. Elles tâchent de répandre des livres ou de les vendre au-dessous de leur prix, ou même en les distribuant gratuitement. Telle est la Bible Society de Londres, qui vend la Bible traduite en quarante langues, pour les prix les plus minimes.

Mais le moyen le plus efficace pour répandre la religion. Toute religion est composée de deux choses : le dogme et le culte. Le dogme est une philosophie, une conception particulière de l'univers ; c'est donc un phénomène de l'ordre intellectuel et se fait par les moyens que nous avons décrits précédemment. La religion comprend encore le culte. Celui-ci s'adresse à l'intelligence qu'au sentiment, et de plus agit sur les sens de la vue et de l'ouïe. Comme il n'a pas une seconde instance, qui est l'esprit, le culte est fait de d'efforts psychiques pour exercer son action. De sa supériorité sur la propagande intellectuelle, incapable de lire un livre, si élémentaire qu'il soit, de le comprendre, est capable d'entrer dans l'âme, d'y éprouver de fortes émotions et de grandes impressions psychiques. Une fois amené à aimer un culte, l'homme accepte docilement le dogme que sa religion lui présente. Il l'accepte d'autant plus docilement qu'il est d'une forme simple et formulé d'une façon nette, précise et simple. C'est pourquoi le culte fait immensément plus de progrès que les idées les plus admirables.

Comme le culte s'adresse aux sens, il appelle les beaux-arts qui parlent aussi aux sens : l'architecture, la sculpture, la peinture. Par là l'empire du culte s'étend encore, car il englobe dans ses moyens d'action les manifestations psychiques de l'homme. De

LE PASSÉ ET LE PRÉSENT.

le culte provoque des jouissances
lement les cœurs. Chez les peuples
on est même l'unique institution qui
tique.

Contrairement s'exerce souvent sur le
pour convertir les orthodoxes des
Russie, les Polonais, à l'époque de
s, construisaient de belles églises
onner à leur culte plus de pompe et
grand soin de la musique religieuse,
etc. En officiant, les catholiques
ignité et de grandeur que les ortho-
igieuse vient de se former dans la
lisme. Voici, entre autres, quelles
d'Ouman propose de prendre pour
faut que les chantres des paroisses
t des gens d'une vie sobre ; il faut
uel avec clarté et qu'ils soient très
ieuse... La messe, même des jours
jours avec pompe et gravité, etc. »
sur les sentiments esthétiques de
et un grand nombre de prosélytes.
ble, que l'orgue a opéré autrefois
armi les orthodoxes dans la Russie
-même, est un instrument superbe,
e de trouver un bon organiste que
hœur chantant d'une façon satis-

diffices, la splendeur de leurs déco-
la musique sacrée, la pompe, la
culte sont, avec la prédication du
gande d'une religion. Cet ensemble
sentiment et aux sens de l'homme.
plus puissante que chacun de ces
si la propagande religieuse est la
utte intellectuelle. Quand une idée

proscrit l'orgue.

CHAPITRE VI

LE SENTIMENT.

onde extérieur produit dans nos centres nerveux deux de phénomènes distincts : d'une part, les images et les le l'autre les impressions et les sentiments. Ces deux nées, bien que simultanés et corrélatifs, sont cependant its. La sensation par la perception aboutit à l'image ; les , classées par le cerveau, selon leur similitude, forment égories de plus en plus générales qui sont les idées. Ainsi d'un grand nombre de meubles de forme et de desti- semblables se ramène au vocable générique de *chaise*, de voies urbaines avec des rangées de maisons sur les deux u vocable de *rue*. Les généralisations deviennent de plus en estes jusqu'à aboutir à des termes aussi abstraits que le *être* ou *être* qui ne peuvent plus provoquer aucune image : cerveau.

tre branche de phénomènes psychiques passe par la on, l'impression, et aboutit aussi à une espèce de géné- ion qui est d'abord le sentiment, puis l'état d'âme. Pour tte seconde série de phénomènes se produise, il faut que n, venant du dehors, se soit exercée avec plus de force. objet extérieur ne provoque pas en nous de sentiment. dans une voiture, nous pouvons voir défiler devant nous rie de paysages qui tous viennent se refléter dans notre u et y produire des images, mais qui peuvent nous laisser iment indifférents. Le sentiment se produit alors seule- que l'objet extérieur provoque en nous un plaisir ou une

cela même que le sentiment a besoin d'une plus forte

impulsion pour se produire et qu'il est toujours accompagné de jouissance ou de souffrance, on peut établir qu'il pénètre dans des replis plus profonds de notre conscience. On connaît aussi le phénomène de la réviviscence des images, appelé mémoire. Chaque réviviscence d'image n'est pas forcément accompagnée de la réviviscence d'une impression ou d'un sentiment. Nous pouvons nous souvenir de certaines circonstances passées avec la plus complète indifférence. Mais, s'il se produit une réviviscence d'un sentiment passé, toujours nous éprouvons de nouveau une peine ou un plaisir plus ou moins atténués.

Toutes les circonstances de notre vie aboutissent au sentiment. Nous avons causé avec quelqu'un, nous avons été à un spectacle ou à une réunion. Nous rentrons chez nous avec une impression totalisée qui est un sentiment. Ou il reste un résidu de plaisir, c'est-à-dire un accroissement de vie, ou un résidu de peine, c'est-à-dire une diminution de vie. Tout, en dernière analyse, vient plonger dans le gouffre du sentiment.

Si le sentiment est, pour ainsi dire, la dernière instance psychique, il est aussi le point initial de toute action psychique. On dit que le moteur de notre activité est l'intérêt. C'est parfaitement juste; seulement il faut analyser ce mot d'intérêt. Toute créature vivante cherche le plaisir et fuit la douleur (ce qui revient à dire qu'elle cherche à vivre avec intensité). Un homme vient me proposer une affaire lucrative, mais cet homme m'est antipathique. Pour cette seule raison je refuse de faire l'affaire avec lui. On dira que je n'agis pas d'une manière conforme à mes intérêts. C'est une erreur. J'ai mis, d'une part, la somme de plaisir que je puis attendre de la spéculation avantageuse qu'on vient m'offrir, de l'autre, la somme de désagrément que doit me causer le contact de cet individu : j'ai pesé. La somme de désagrément l'a emporté. Je renonce à l'affaire. C'est parfaitement conforme à mon intérêt.

Comme le sentiment pénètre, d'une part, dans les profondeurs les plus intimes de notre être; comme, de l'autre, il nous affecte avec plus de puissance que la pensée, le sentiment devient le motif et la cause déterminante de nos actions et de notre conduite.

Cette puissance du sentiment fait son extrême importance.

4 LES LUTTES DANS LE P

Ce que nous appelons affinité chimique, les mouvements atomiques. C'est grâce à ces corps (ainsi deux gouttes d'eau s'attirent). Au fond la sympathie entre les êtres : une certaine similitude dans les mouvements psychiques de deux êtres sont immédiatement entre eux. Cette harmonie se forme entre ces deux éléments sans délai un groupe d'une certaine

iques. Cela nous conduirait beaucoup
 ns les ramener toutes à un principe
 créature vivante (et par conséquent
 aussi l'homme) poursuit ici-bas, est de s'adapter à son milieu et
 d'adapter son milieu à soi. Or, comme nous l'avons déjà montré,
 au point de vue psychologique et social, s'adapter à son milieu
 veut dire se rendre pareil à ses semblables ; adapter son milieu
 à soi veut dire rendre ses semblables pareils à soi. L'apôtre qui
 travaille à convertir les foules n'a d'autre but que de les rendre
 semblables à lui-même. Donc, consciemment ou inconsciemment,
 il cherche à obtenir une jouissance, puisque c'en est une que
 d'adapter son milieu à soi. Aimer n'est pas autre chose que
 vouloir créer des similitudes, des eurhythmies psychologiques.
 Tant que les Russes, par exemple, n'aimeront pas les Polo-
 nais, ils ne pourront pas se les assimiler. En effet, assimiler
 veut dire rendre semblable à soi. Or, aussi longtemps que les
 Russes refuseront aux Polonais les droits qu'ils possèdent eux-
 mêmes, les Polonais ne pourront pas devenir semblables aux
 Russes.

La société n'est pas un but en elle-même, mais un moyen de
 réaliser les fins individuelles. Aussi l'adaptation au milieu
 social est impliquée dans un phénomène plus vaste qui est
 l'adaptation au milieu cosmique. C'est là le but suprême de
 notre activité. Or si nous jugeons que, par l'adoption des idées
 et des opinions d'un autre homme, nous pouvons nous ap-
 procher de ce but (c'est-à-dire en termes usuels augmenter
 notre bien-être) nous sommes portés à nous soumettre à la
 direction de cet homme. Tel serait le cas d'un individu qui,
 ayant à se rendre à un endroit où conduit un train éclair,
 préférera y monter plutôt que de faire la route à pied, mais
 en perdant beaucoup de temps et en éprouvant de grandes
 fatigues.

L'amour a deux phases, comme l'adaptation elle-même :
 il est passif ou actif. C'est une tendance à vouloir se soumettre
 à ceux que l'on juge supérieurs à soi et à vouloir soumettre
 ceux que l'on juge inférieurs. Tant que ce genre de subordi-
 nation ne se produit pas, il ne forme pas de lien d'affection.
 Mais, précisément, ceux à qui nous nous soumettons avec le
 plus de plaisir (donc avec le moins de résistance, donc le plus

vite) sont ceux que nous aimons; ceux à qui nous voulons donner toute notre âme (c'est-à-dire que nous voulons rendre aussi semblables à nous-mêmes que faire se peut, donc nous soumettre le plus complètement) sont aussi ceux que nous aimons. Tout désir de se subordonner et de subordonner est amour.

Naturellement, pour fixer les rapports dans lesquels vont se placer deux êtres, pour déterminer quel sera le maître et quel sera l'élève, pour savoir qui commandera et qui obéira dans l'intérêt du groupe, il faut une épreuve. Cette épreuve est une lutte. Tout rapprochement de deux ou de plusieurs individus peut amener les trois conséquences suivantes : l'indifférence, l'antipathie, la sympathie. Dans les deux premiers cas on se sépare sans souvenir et sans regret; aucun lien ne se forme. Mais si l'attrait prend le dessus, la lutte commence. Voyez deux jeunes gens, quand ils se sentent attirés l'un vers l'autre, que d'entretiens enflammés, que d'ardeur ! Ce sont des conversations sans fin où chacun donne son âme à pleines mains. Or que veut dire donner son âme ? C'est communiquer à un autre toutes ses idées et ses sentiments, sans laisser le moindre recoin de son être qui ne soit mis à nu. Mais pourquoi cette merveilleuse exubérance ? pourquoi toute cette ardeur ? Parce qu'en donnant son âme, on veut prendre celle d'un autre. Si les entretiens enflammés ne sont pas compris, s'ils ne trouvent pas d'écho, le feu s'éteint, le silence arrive, les lèvres se ferment, l'âme endolorie se replie en elle-même. Aimer, donner son cœur, c'est avoir l'âpre désir de faire que l'être qui nous plaît devienne un autre nous-même que notre pensée et nos sentiments se reflètent en lui comme dans le plus fidèle des miroirs. Deux âmes d'une valeur semblable ne peuvent pas se rencontrer dans la nature où tout est variété infinie. Dès qu'un lien d'affection se forme entre deux individus, l'un se subordonne forcément à l'autre dans une certaine mesure; la sympathie est donc une lutte, puisqu'elle a toujours pour résultat une victoire et une défaite. Seulement l'amour est la forme la plus parfaite de la lutte pour l'existence; se faire aimer de quelqu'un, c'est soumettre une autre créature à nos fins individuelles et la soumettre de la façon la plus absolue. Trois facteurs peuvent constituer des rapports entre les hommes :

la crainte (c'est-à-dire le désir de se soustraire à l'intérêt (c'est-à-dire l'espoir d'obtenir une jouissance et enfin l'affection (c'est-à-dire la certitude d'obtenir une jouissance morale). De ces trois facteurs le dernier est le plus puissant. On peut espérer se soustraire à un châtement ; on ne peut pas se soustraire à un sentiment, parce qu'on l'a dans son cœur. D'autre part, la jouissance est d'autant plus puissante qu'elle affecte plus profondément nos centres nerveux. Les jouissances psychiques l'emportent sur les jouissances physiques et, dans la catégorie des jouissances psychiques, les émotions affectives l'emportent sur les manifestations intellectuelles. Par conséquent l'homme renoncera volontiers à une satisfaction matérielle qu'à une satisfaction morale. La sympathie aura plus de force que l'intérêt. Pour l'homme de la vie de notre être, c'est acquérir en lui un être dévoué et fidèle. L'amour est le plus puissant facteur de l'humanité. Il donne aux âmes faibles, par l'exemple, aux âmes fortes, par le commandement, un ressort à l'énergie.

Si on assiste seul à un spectacle, on a moins de plaisir que dans une salle pleine. Toute émotion partagée augmente l'intensité ; toute émotion communiquée est une jouissance. C'est généralement quand les hommes peuvent agir sur les autres qu'ils commettent les actions les plus héroïques et les plus admirables.

Le sentiment joue un rôle aussi important dans la vie internationale que dans les relations privées, ou, plus exactement, il joue le premier rôle. Toute l'activité d'un homme a pour résultante une certaine manifestation. Toutes nos connaissances, nos impressions, nos émotions contribuent à donner à notre sentiment une nature particulière. La pensée elle-même, si importante qu'elle soit comme manifestation psychologique, n'est qu'une instance inférieure et englobée par le sentiment¹.

1. Telle est celle d'un acteur quand il sent des milliers d'yeux fixés sur lui, d'un professeur quand il sent vibrer ses élèves.

2. Si on vient nous dire, par exemple : « Le divorce est une chose indispensable au bonheur des individus », nous pouvons accepter

TEERS DANS LE PASSÉ ET LE

sentiment est-il prépondérants
inflits d'intérêt d'une impos-
sibilité par quelques heures
longues et sanglantes guer-
re mutuelle de la part des ar-
ticipathies nationales ont fai-
t'aujourd'hui toute l'histoire
de l'Alsace-Lorraine.

partie (88 p. 100) un dialecte
plus facile d'apprendre l

Après 1871, ils ont per-
mes, mais ils en ont gagné
tout bénéfice. Aucun droit
violé après la conquête ; i-
comme ils en envoyaient
t'allemand n'est pas pl-
ançais ; au contraire, sous
eur. Il semblerait donc que

. accepter le nouvel ordi-
ens n'ont aucune sympathi-

la France. Certes, si l'Al-
ébarrasser du joug français

le se débarrasser du joug
serait toute différente. Or

hie (donc de sentiment) qu-
des événements historiques

le monde entier.

1860, Garibaldi, pressé par
à deux doigts de sa perte

rien remue dans notre âme. Ma-
ame, on parviendra à nous fai-
u mariage, cette proposition : « I-
remuer jusqu'aux replis les plus
sion éprouvée peut alors nous
ide orale ou écrite en faveur de la
le sentiment et non pas la conc-
a dicté tous les actes merveilleux

Alsaciens subissent maintenant
ils consentent à se rallier à l'or-
seront traités exactement comme

péril, des marins d'une frégate anglaise, le *Reno* à terre et vinrent à son secours. Cet appui qui de François II, décida le sort du royaume de Naples à accomplir l'unité de l'Italie.

Qu'est-ce qui poussa les marins du *Reno* forte à Garibaldi? (Ils agirent de leur propre initiative n'avaient aucun ordre de leur gouvernement. que leur inspirait l'Italie? D'où venait cette même? De la grandeur littéraire et artistique merveilleuses cathédrales de Pise, de Sienne, Florence, les innombrables chefs-d'œuvre de Michel-Ange, des Ghiberti et des Donatello Dante, des Pétrarque et des Léopardi rends des services au pays qui les avait créés.

Une haute culture intellectuelle, une civilisation élite élégante et raffinée ont une valeur point de vue de la lutte pour l'existence, car « la sympathie¹. On peut dire sans crainte de toute société n'ayant pas su produire cette chose s'appelle la distinction périra infailliblement exercé une si grande influence au XVIII^e siècle, ses modes et son art se sont imposés à toute l'exquise politesse et à l'élégance de son aristocratie doit en partie. Si le dialecte attique l'a emporté sur les autres dialectes de la Grèce, ce n'est pas seulement la supériorité littéraire et mentale des Athéniens cause de leur urbanité, de leur caractère bien la sympathie qu'ils savaient inspirer. On allait

1. Il semble que des gens vivant sans produire d'autre que non seulement des non-valeurs, mais encore des nuisances, dant, ces gens créent l'élégance des mœurs, la délicatesse, la distinction des manières, ils rendent des services qui se trouvent par des bénéfices matériels fort considérables et par des bénéfices non le sont pas moins. Si la mode parisienne s'impose à tout le monde entier, si elle amène un immense mouvement d'affaires, ce n'est pas sans que qu'on le doit en partie. Bien loin de nous la pensée de ne rien faire. Nous pensons, au contraire, que dans les sociétés se frapperont les découvertes de la réprobation dont elles frappent les femmes de mœurs irrégulières. Nous voulons dire que ce n'est pas forcément de l'ordre économique, que produire des sentiments est une fonction sociale aussi importante, que de produire des richesses.

LES LUTTES DANS LE PASSÉ ET LE PRÉSENT.

r à Athènes qu'à Sparte. Athènes devint un centre où il était sûr de trouver le plaisir sous toutes ses formes. Le Grec qui avait séjourné une fois dans la cité de Minerve, ne revint plus jamais. Il adoptait son langage, ses modes, ses mœurs. Rentré dans son pays, le voyageur répandait ces idées autour de lui et l'influence d'Athènes rayonnait au loin. C'est dans une certaine mesure, aujourd'hui, le rôle que jouait dans l'antiquité. Mais certes, si les Parisiens d'aujourd'hui étaient raides, hargneux, exclusifs et rogués, un grand nombre d'étrangers qui vont maintenant s'amuser à Paris, auraient évité cette ville. La France y a perdu de nombreux avantages. Inspirer la sympathie d'un peuple, c'est une force, peut-être faudrait-il dire la plus grande des forces.

En somme par l'ensemble des qualités morales et intellectuelles, par le don de séduction, par une haute culture, par un développement artistique, par une ardente curiosité pour les progrès de la science et les spéculations de la philosophie, le pays se rend intéressant et sympathique à ses voisins. Or la sympathie attire l'étranger. L'étranger apporte des idées nouvelles et active le mouvement intellectuel. Ce mouvement favorise les spéculations philosophiques. Une bonne métaphysique contribue à l'avancement des sciences. Les sciences poussent aux améliorations techniques et au perfectionnement des institutions sociales. A leur tour ces deux choses augmentent la richesse, et la richesse crée la puissance. Tout se tient dans l'univers, en sorte que le peuple le plus sympathique sera, toutes choses égales d'ailleurs, le plus puissant.

Les pays attirent l'étranger par la beauté de leurs sites, par leurs trésors artistiques. Mais si les habitants ne sont pas accueillants et hospitaliers, l'étranger n'entre en contact avec les habitants que par ses relations avec les guides et les aubergistes, et le bénéfice de sa présence est sensiblement diminué.

L'ensemble des manifestations psychiques d'une société, c'est-à-dire la religion, la philosophie, la science, les arts et la litté-

au livre suivant, le chapitre *Sur la croissance et la décroissance des*

LE SENTIMENT.

ture, les institutions, les coutumes et les mœurs que nous appelons la civilisation d'un groupe et de civilisation luttent les uns contre les autres et égales d'ailleurs, le type le plus parfait l'emporte. Les Romains se sont trouvés en contact avec la civilisation hellénique a exercé sur eux une influence puissante. Ils ont adopté la science, la philosophie, même en partie la langue des Grecs. Le grec est dans toutes les écoles de l'Occident. Tout homme de le savoir. Marc-Aurèle parlait mieux le grec et c'est dans le premier de ces idiomes qu'il écrivait. Si ce mouvement avait duré plus longtemps, l'Italie eût été hellénisée, comme le fut l'Asie Mineure et la nation romaine.

Une civilisation comprend non seulement l'ensemble des facultés mentales, mais aussi l'ensemble des facultés physiques. Une société où les sentiments seront gâtés, ni art raffiné, ni manières séduisantes, quelle chance de son développement intellectuel. Elle perdra la sympathie et aura une faible puissance d'attraction. Les Prussiens n'ont pas su beaucoup se faire aimer en France, aussi la prussification de ce pays rencontre-t-elle de très considérables résistances. Les *Welches* sont mieux parvenus à se faire français, écrivait M. Boeckh en 1859, que de faire prussien. L'Alsace perdra la culture intellectuelle (en Alsace) par l'usage de la langue française. Il cherche et trouve un apaisement. Les Allemands qui habitent dans les limites de son empire. Ainsi, du témoignage même des publicistes allemands, les Alsaciens voulaient s'assimiler la culture française. Évidemment parce que les Français avaient su leur faire sympathies.

Il va sans dire que la lutte pour l'existence, sur le terrain des sentiments, est absolument impraticable par le moyen direct. On ne peut pas se faire aimer par la seule manière de se rendre sympathique est de développer les qualités qui vous rendent tel. Si une société éprouve le besoin d'une éducation pour la culture intellectuelle d'une autre, elle ne peut que lui offrir une telle éducation.

1. Zeitschrift für Völkerpsychologie, t. IV.

E PRÉSENT.

iter les modèles qui
procédé le plus effi-

rporent dans les ma-
ir sur eux par ces in-
s procédés coercitifs.
manifestations intel-
c'est évidemment sa
lutôt dans le domaine
procédés, il y a des
e transforme, par des

la force. Si, au bout
e provoquée par ces
i culte nouveau a cer-
as parlerons de ces

la pensée et du senti-
rt se trouve, tout en-
devons en parler ici.
ère par des procédés
me violente et coerci-
e libre et enfin par la

ont détruit les œuvres
ls, en Amérique, ont
ndigène. On peut dire
plutôt qu'artistique.
de ces actes de vanda-
sentiment de la beauté
es, tout en cessant de
n. On peut douter que
e sentiment artistique,
d'Amiens. Ces églises
idée religieuse. Nous
'énus de Milo et celle
n. A l'époque où les
aïens, ils bâtissaient
statues et peignaient

3 LE PASSÉ ET LE PRÉSENT.

des conquêtes au dehors sont les conquêtes des sociétés ¹. On peut donc conclure que nous avons déjà énoncée, que la même sera, toutes choses égales d'ailleurs,

la même, suivant.

LE PRÉSENT.

ait aussi parfois. Ainsi
e langue finnoise, les
s. La langue de l'ad-
poque récente, fut le

nqueurs et les vaincus
est à l'aide des inter-
partie. Naturellement,
u moins primitifs, tant
abreuses, tant que les
bles, ces difficultés se
seulement des presta-
qu'elles fussent payées
vaincus lui importait
ouvernements se com-
crurent tenus de tra-
rs on sentit le prix de
s économiques et poli-
ctuels, d'autant plus
rable et sa civilisation
simple bétail exploité
s préoccupations men-
il commença à sortir
struire, les questions
État le touchèrent de
le idiome, se sentirent
es et plus en antago-
différents. Plus l'ins-
de la langue dans
ance. Une population

lu latin juridique s'est le
ore. La confusion des na-
i d'un jargon, affreux mé-
t récemment, il n'était pas
mmes instruits, d'origine
t à converser, en se ser-
ils se donnaient ainsi une
et que plusieurs écrivains
grois n'écrivaient pas leur
tous les actes publics. »

NS LE PASSÉ ET LE PRÉSENT.

nt très considérables. Les mêmes lois
à des nomades et à des sédentaires, à
et polygames, à des êtres policés et à
tous les habitants d'un État à un même
t un besoin très vivement ressenti par
e que cela devait grandement faciliter
1.

endirent donc les gouvernements. « Une
le était la doctrine de l'ancien régime et
s, presque universellement, l'objectif de
monarchiques ou même républicains, si
lement.

res que prend un gouvernement pour
à abandonner un type de culture pour
ppelle la *dénationalisation*.

ve encore dans aucun dictionnaire,
l'avenir, les traités de dénationalisa-
es bibliothèques, comme en forment
le stratégie, de tactique ou les traités

te par un gouvernement, est obligatoire
contravention est punie par des peines
nde. La dénationalisation par l'autorité
ars une certaine dose de coercition; elle
ie de violence à un degré quelconque.
che d'employer aussi ce mot pour dé-
n coercitifs, par lesquels une nationalité
On ne peut pas dire quelle acception
mot dans l'avenir. Pour ce qui est du
dénationalisation y sera toujours em-
de mesure gouvernementale comportant

déjà dit, l'individualité psychique d'une
langue, la religion, la philosophie, les
(belles-lettres), les arts, le droit, les
a dénationalisation a pour but d'impo-

é tous ses efforts pour fixer les Kirghizes, restés
très récent.

ser toutes les manifestations psychiques élaborées par une société à une autre société. Pour atteindre ce but, les dominateurs emploient les procédés suivants à l'égard des vaincus :

Privation de la vie, menace de mort, privation de la liberté civile et économique ; privation des droits politiques, des honneurs et des bénéfices du gouvernement.

A l'égard des vainqueurs :

Le socialisme d'État, les privilèges, les monopoles, les faveurs.

Tous ces procédés sont employés soit ensemble, soit séparément, soit simultanément, soit successivement pour amener certains individus à adopter la langue, les idées et les sentiments d'autres individus.

II

La langue est la plus ancienne des manifestations psychologiques et c'est par elle qu'aurait dû commencer l'exposé des procédés de dénationalisation. Cependant nous donnerons le pas à la religion. La religion est une synthèse des manifestations psychiques de l'homme ; aussi elle a une importance qui surpasse celle de toutes les autres manifestations, y compris la langue. Un homme peut parler plusieurs idiomes ; vaincus et vainqueurs peuvent se servir dans leurs relations d'une langue étrangère et aux uns et aux autres. Mais on ne saurait professer deux religions à la fois. La vérité est une, en effet. S'il est vrai que Jésus a été fils de Dieu, il ne peut pas être vrai que Jupiter soit aussi un dieu. Dieu ne peut pas être en contradiction avec lui-même. On consentira donc parfois à se servir d'une langue étrangère, mais on ne peut pas transiger sur des dogmes, considérés comme vrais, parce qu'alors cela revient à les considérer comme faux. De plus, les guerres religieuses sont les luttes intellectuelles qui se sont produites les premières dans l'ordre chronologique. Enfin, comme la religion, enserme l'homme par le sentiment autant que par la pensée, c'est-à-dire par ce qui constitue l'essence la plus intime de son être, l'homme a attaché, avec raison, une importance capitale à la religion. On a employé, pour l'imposer, l'ensemble des

LES LUTTES DANS LE PASSÉ ET LE PRÉSENT

dés, que nous avons énumérés plus haut, c'est pour les autres manifestations psychiques. Nous nous parlerons en premier lieu des luttes dont la forme la plus brutale est l'extermination des hérétiques. C'est le procédé qui a été pratiqué en Espagne. « Tuez-les tous, avait dit le légat du pape, Dieu reconnaîtra les siens ! » En 1609, le duc de dominicain, pensait exactement de même. Les Maures furent baptisés de force, après la prise de Grenade. Or en 1609, sous prétexte qu'ils n'étaient pas de bons chrétiens, on se décida à les massacrer. « Il disait que, pour éviter de couper le cou à tous les Maures, parce qu'il ne savait pas lesquels étaient chrétiens au fond, il valait mieux laisser la chose à Dieu ; il récompenserait et saurait récompenser ceux qui étaient bons. »

Les rois catholiques auraient accompli très vite le massacre général des dissidents, s'ils l'avaient pu. « Un pays peuplé d'hérétiques », disait Henri II, presque à la même époque où son cousin massacrait les Maures. Catherine de Médicis tenta de massacrer des huguenots par ce procédé sommaire : si on massacre tous les dissidents, l'unité est assurée. Les terres des hérétiques exterminés par les croyants restés fidèles, et l'aire géographique des massacreurs s'étendra. Le malheur est que le massacre comporte un gaspillage de force considérable.

Le procédé des massacres religieux a été employé par tous les cultes. Les chrétiens, hérétiques sur une vaste échelle, malgré les pressions du fondateur de leur religion.

Point de vue des luttes individuelles au sein de cette catégorie qu'on peut ranger la persécution des fonctionnaires spécialement attachés à

Leckle, *Histoire de la civilisation en Angleterre*. Paris, 1912, p. 72.

LA DÉNATIONALISATION.

et ayant une organisation permanente, comme le tribunal l'inquisition établi chez les Albigeois ou en Espagne. En principe, tout individu qui rétractait ses erreurs religieuses de un tribunal de cette espèce, devait être libéré. Par malheur, ce principe n'a jamais été appliqué d'une façon rigoureuse. Dans la plupart des cas, la condamnation à mort et les plus atroces tortures étaient infligées aux malheureux seulement accusés d'hérésie. Quant à ceux qui persévéraient dans leurs nouvelles opinions, comme les chrétiens avaient persévéré dans leur foi sous les empereurs de Rome, il va sans dire, qu'ils étaient brûlés sans miséricorde au nom du doux Jésus, sauveur du monde.

Une forme un peu plus mitigée des luttes religieuses, se présente quand on offre au vaincu de changer de religion ou d'être baptisé. Alors la menace de la mort remplace le massacre immédiat. C'est le procédé employé, par exemple, par Charlemagne à l'égard des Saxons. Ils ont été obligés de se faire baptiser.

On peut aussi poser l'alternative de changer de religion ou d'émigrer. Cela s'est fait fort souvent. L'expulsion des Juifs et des Maures de l'Espagne en sont des exemples célèbres. Par l'acte du Parlement anglais, du 27 septembre 1653, tous les Irlandais catholiques devaient émigrer au delà du Shannon. Un catholique resté en deçà de ces limites pouvait être tué, sans que le meurtrier encourût aucune responsabilité légale.

Passons aux mesures administratives, ayant pour but la séparation des dissidents¹.

Il y a d'abord la privation de la liberté civile. Ainsi les Juifs sont encore astreints en Russie à ne pas dépasser une certaine zone d'habitation. De même, au moyen âge, ils devaient habiter dans les villes des quartiers séparés. Après la privation de la liberté individuelle, viennent les limitations du droit de propriété. Les gens qui ne professent pas la religion des gou-

1. On dira peut-être que la conversion n'est pas le but des persécutions, que la haine aveugle contre les dissidents est le seul motif qui les fait persécuter. C'est malheureusement vrai. L'intolérance est souvent d'autant plus odieuse qu'elle n'est pas toujours consciente de ses fins. Mais comme les dissidents cessent d'être persécutés dès qu'ils ont adopté la religion des dominateurs, la conversion est comme une porte de sortie qui leur est offerte. Évidemment, c'est pour qu'ils y passent, sans quoi on les aurait tourmentés comme avant l'apostasie.

IS LE P.

de l'Éta
s ortho
urellem
s de ces
s, si ne
nt les g
s fatigu
oser au

nent pa
Celle-ci,
fondem
e situati
uvernem
uvent r
uissables
ominabl
la véri
gislatio
dans un
, toutes
enciées,
qu'on
harmon
psychi
ements
n. La la
lle. Or,
tellectue
t au pe
x-ci se
les mas
e, sont
ernement
r la lan
angue de
. M. de
ment d
a que le

INALISATION.

pour que mon voisin paye son instruction, non pas en réalité, mais beaucoup moins¹. »

C'est par cette arme que se pratique surtout la spoliation. On prend l'argent des vaincus pour favoriser l'éducation intellectuelle des vainqueurs.

Mais, avant de parler des impôts en argent, nous devons mentionner un autre genre d'impôt en nature qui est aussi pratiqué par quelques gouvernements.

On sait que les Turcs ont longtemps pratiqué la déportation des enfants. Ils enlevaient aux familles des vaincus des garçons de l'âge de dix ans. Ils choisissaient les plus beaux et les plus robustes. Ces garçons étaient convertis à la religion musulmane et formaient, d'une part, le corps des janissaires, et d'autre part, le personnel de l'administration ottomane. Pendant le xvi^e et le xvii^e siècle, les grands visirs furent des chrétiens. Un Turc d'origine ne pouvait pas occuper de hautes fonctions. Naturellement, ces renégats consacraient leur activité et toute leur intelligence au service de leurs maîtres et non à celui de leurs compatriotes dont ils avaient été violemment séparés et avec lesquels ils n'avaient aucune attache. Ces renégats rendirent l'empire ottoman invincible. Aussi longtemps qu'ils furent au pouvoir, ils restèrent puissants et les compatriotes de ces renégats vivaient sous le joug le plus dur².

Sur 15 600 000 habitants du royaume de Hongrie, peu près parlent le magyar. Cette langue recule devant le serbe, le slovaque et le roumain, et ne peut pas empêcher le serbe³. Pour augmenter le nombre des individus parlant le magyar, le gouvernement hongrois recourt maintenant à des procédés qui rappellent la dime des enfants, prati-

1. L'université d'Odessa, par exemple, coûte au gouvernement 1600 roubles par an. Elle a 400 étudiants. L'instruction de chacun d'eux coûte à l'État 500 roubles par an, soit pour quatre ans 2000 roubles. Les étudiants payent seulement 100 roubles par an, soit 400 roubles pour le cours entier. C'est donc 1600 roubles que chaque étudiant contribue à payer.

2. La jalousie des Turcs fit abolir, plus tard, les privilèges des chrétiens. Puis enfin elle fit adopter le principe que la Turquie devait être une nation musulmane. Les grands visirs cessèrent d'être des chrétiens convertis. La Turquie ottomane s'en suivit.

3. Voir E. Reclus, *Nouv. Géogr. univ.*, t. III, p. 346, 349, 350.

LUTTES DANS LE PASSÉ ET LE PRÉSENT.

phelins slovaques sont enlevés du pays où on parle et transférés dans des comitats purement hongrois, ils apprennent la langue des dominateurs et, comme les régats parmi les Osmanlis, ils deviennent les pires ennemis de la nationalité de leurs pères¹.

En passant au socialisme d'État.

Le moyen d'une langue se fait par la conversation, la presse, le journal, le théâtre, le théâtre, le théâtre) et par l'école.

On ne se contente pas seulement de défendre expressément les publications dans la langue du vaincu (ce qui est une limitation des droits civils), on fait plus, on favorise la littérature des vainqueurs. Par exemple, on donne des subventions aux livres et des journaux dans la langue des dominants, on oblige le vaincu d'en payer les frais. Ainsi, en Autriche, les publications scientifiques de l'État se font en russe; en Russie, en russe; en Autriche, en allemand².

C'est aussi un moyen de propagation de la langue. L'État russe subventionne des troupes dramatiques dans les provinces Baltiques où certes, sans cet appui, ces troupes n'auraient jamais pu faire de recettes suffisantes pour

par l'école que le socialisme d'État agit de préférence. L'argent payé par les Polonais sert à soutenir les universités russes à Varsovie, à Kiew et ailleurs. Dans tous les pays, non seulement l'instruction supérieure, mais l'instruction moyenne et même l'instruction primaire par l'État dans la langue des dominateurs. Comme nous l'avons dit, l'enseignement dans la langue des vaincus est formellement ou tacitement défendue. Mais, même quand ce n'est pas si loin, le gouvernement a encore un moyen d'avantager les écoles des dominateurs. Il peut leur donner des grades aux écoles des vaincus. Alors que les écoles des vaincus ne donnent ces dernières, ne procurant aucun

pour, *Histoire de l'Autriche-Hongrie*, Paris, Hachette, 1889,

ces faveurs et ces subsides sont refusés aux vaincus. Le gouvernement hongrois a presque supprimé les subsides que l'Académie autrichienne accordait autrefois pour la publication des anciens textes de langue hongroise. (*Journal des Débats*, 11 déc. 1887.)

avantage, ne donnant le droit d'exercer aucune profession lucrative (médecine, barreau, génie civil, armée, marine, enseignement, etc.), est délaissée. Faute de trouver un contingent d'élèves suffisant, pour en payer les frais, ces écoles se ferment et celles du dominateur subsistent seules.

L'école peut devenir un moyen de dénationalisation encore plus puissant, quand l'État lui vient en aide par différentes mesures législatives. D'abord on peut décréter l'instruction obligatoire. Sans recourir à une mesure aussi complète, on peut accorder de nombreux privilèges à ceux qui ont reçu l'instruction, soit primaire, soit moyenne. En Russie, si un jeune homme peut subir un examen sur le programme des gymnases du gouvernement, il peut ne pas tirer à la conscription et s'engager comme volontaire. Alors il passe seulement une année sous le drapeau, au lieu de quatre. Mais ce programme d'examen comporte, naturellement, la connaissance approfondie de la langue russe. Les enfants qui ont suivi les cours complets de l'école primaire ne font que quatre ans de service au lieu de six. Or, comme l'administration seule a le droit d'autoriser la fondation des écoles primaires, cette mesure avantage ainsi les Russes au détriment des allogènes.

La langue berbère est encore parlée dans un grand nombre de districts de la Tunisie. Ainsi les Carthaginois, les Romains et les Arabes ont passé sur ce pays sans pouvoir en assimiler complètement les habitants. Il est clair, cependant, que si l'instruction obligatoire universelle, en français, pour les garçons et les filles était introduite en Tunisie par le gouvernement de la république, l'arabe et le berbère cesseraient d'être parlés en Tunisie en moins de deux ou trois générations.

Les Magyars ont parfaitement compris la valeur de l'instruction universelle obligatoire. Dernièrement, le gouvernement de Pesth a promulgué une loi en vertu de laquelle des salles d'asile doivent être ouvertes dans chaque commune rurale, aux frais de cette commune, pour les enfants de trois à six ans. La fréquentation de ces asiles est obligatoire. Les enfants qui reçoivent chez eux une éducation suffisante et une surveillance convenable en sont seuls dispensés. Les autorités locales sont chargées de déterminer si ces conditions sont remplies et si l'on peut avoir le droit de ne pas fréquenter les salles d'asile. Pendant les trois

LES LUTTES DANS LE PASSÉ ET LE PR

un idiome jouit de ces privilèges, le
besoin de s'adresser à l'administration
qui servent dans l'armée et la marin
re. Le nombre de ces individus es
combien la propagation de la langu
par toutes ces mesures.

quelle immense importance la po
t acquiert dans les luttes intellect
détient le pouvoir, peut limiter les
tiquier le socialisme d'État et enfin s
s et tous les privilèges.

monarchies absolues, la conquête de
les vaincues, ne peut s'opérer d'aucu
eur reste-t-il que la force. En 1830 et
essayé de couper violemment le lien
l'Italie, pour se libérer des Autrichie
recourir à la guerre.

and le régime constitutionnel est in
eut arriver au pouvoir d'une façon
majorité dans le Parlement. Dans u
utorité appartient au nombre. Con
rieuses composent parfois des mino
écouvrir des procédés pour leur con
asque des libertés constitutionnelles
procédés comportent la coercition à
isque c'est grâce à la possession de
rent être mis en pratique.

la Hongrie pour exemple. D'après

enus de répondre aux particuliers soit par é
es deux langues (allemande ou tchèque), de
l'administration. Toutes les publications officiel
x langues. Les dires des témoins doivent être
laquelle ils sont proférés. L'inscription sur l
ctuée dans celle des deux langues dont la par
tte inscription. Les affaires criminelles doive
l'accusé ; en matière civile, le jugement est ré
ion ; si les parties sont de langues différent
mes eule des deux langues, mais il est signifi
r J. Preux, *la Question des langues en Autr*
On sait que cet arrêté ministériel n'a pas
he. Malgré les bonnes intentions qu'avait eu
and garde encore des privilèges en Autrichi

LA DÉNATIONALISATION.

officielles du gouvernement magyar, la répartition, d'après les langues parlées, était la suivante recensement connu (1880) :

Le magyar.....	était parlé par	6 206 000 h
Le roumain.....	—	3 325 000
Le serbo-croate.....	—	2 325 000
L'allemand	—	1 882 000
Le slovaque	—	1 799 000
Le petit-russien.....	—	844 000
Les autres langues...	—	257 000
Enfants ne parlant pas encore.....		500 000
Total.....		15 642 000 h

Ces statistiques officielles sont loin d'être exactes. Elles tendent à désestimer le nombre de Magyars. Ainsi tous les habitants du pays sont considérés comme Magyars. En réalité les Magyars ne sont peut-être pas 3 500 000 hommes. Sans même les statistiques officielles, on voit que la Hongrie ne compose dans le royaume de Saint-Etienne que 40 pour 100 de la population totale. Comment parvient-elle à dominer la majorité des Slaves et des Roumains ? Ce résultat s'obtient d'abord par la répartition inégale des sièges électoraux (comme nous le montrerons plus loin en Roumanie), puis par une série d'autres mesures administratives. D'après la loi hongroise, tout individu qui n'a pas acquitté ses contributions dans les six mois précédant les élections, cesse d'être électeur. Les fonctionnaires ne demandent pas d'impôts aux Roumains et aux Slaves pendant cette période. Si les électeurs de ces deux nations ne paient pas eux-mêmes pour payer les contributions, afin de conserver leurs droits électoraux, ils trouvent les caisses fermées et les percepteurs absents. Si, au contraire, un contribuable hongrois n'a pas acquitté ses contributions, l'État les paye pour lui.

De plus, d'après la loi électorale hongroise, un individu n'est considéré comme député par dix électeurs seulement, tandis qu'un Roumain ou un Slave, pour être élu, s'il ne lui a pas été opposé de concurrent, doit avoir obtenu une demi-heure. Dans des bureaux placés sous la surveillance des autorités magyares, rien n'est plus facile que de falsifier les résultats. Aussi le candidat magyar triomphe-t-il presque toujours dans les circonscriptions où la majorité est allogène.

LUTTES DANS LE PASSÉ ET LE PRÉSENT.

... cela que toute loi en Autriche doit être approuvée par la Chambre des seigneurs. Or celle-ci est composée de représentants de la famille impériale, de 68 chefs de famille, la plupart allemandes ou germanisées, de 10 archevêques et de 121 membres nommés à vie par l'empereur, c'est-à-dire par un souverain allemand. On sait, par les statistiques officielles, que la Cisleithanie a 8 millions d'habitants sur 21 millions d'habitants. Les Allemands y forment une minorité. Mais la Chambre des seigneurs est composée uniquement par eux sans que les Slaves y aient une seule voix.

Les procédés politiques à l'aide desquels on s'empare d'un pays. Or, quand on a le pouvoir de l'empereur, la possibilité d'édicter toutes les mesures de législation que l'on juge utiles.

La langue, les belles-lettres et la littérature scientifique, c'est la manifestation la plus caractéristique de la civilisation. On n'a pas encore attribué une assez grande importance à proscrire celui du vaincu, au moyen de mesures légales. Mais naturellement le vainqueur a favorisé le sien par ses façons. Quand l'État accorde des subventions, les églises, pour la construction des églises de la religion dominante, les églises s'édifient de préférence dans le style de la religion dominante. Le plus, l'État construit de nombreux édifices pour l'administration, de l'armée, de l'instruction publique. Pour tous ces monuments les dominateurs se servent de leur style, de préférence à celui des vaincus. Ainsi les Grecs ont introduit l'art arabe aux Indes. Les Anglais ont introduit aujourd'hui les styles indigènes de ce pays (si supérieurs à nos pastiches gréco-romains) et construisent des églises gothiques, soit de grandes casernes dans nos styles classiques.

Enfin, si est de la musique, le dominateur apporte aussi la musique. Les orchestres militaires jouent des œuvres de la musique nationale dominante et, si le gouvernement donne des subventions dans des conservatoires, il ne prend pas comme enseignement la musique des peuples vaincus.

Enfin, la religion, la langue et les beaux-arts, il nous reste à considérer les mœurs et des sentiments, des mœurs et du droit.

LA DÉNATIONALISATION.

Les idées se manifestent dans la science et
Pour ce qui est de la science, elle a le moins p
tère national, puisque la vérité est une dans
monde. Les particularités psychiques des gr
manifestent seulement par les méthodes, et p
donnée à telle branche de recherche plutôt
Naturellement, un dominateur introduit dans
crée parmi ses sujets, ses méthodes et ses
Par là il façonne l'esprit des vaincus à l'image

Pour ce qui est de la philosophie, elle forme
connaissances humaines. Elle élabore cette
damentale de l'univers, qui sert de base, ensu
conceptions scientifiques, religieuses et juridi
quence à toutes les institutions sociales. Tout
losophie, tout en procède. L'importance de la
de premier ordre. Sous certains rapports, la
même supérieure à la religion, puisqu'elle l'en
ses généralisations. Cependant il n'est pas enc
les sociétés civilisées, qu'un système philosop
une reconnaissance universelle. Le mysticisme
l'idéalisme, le matérialisme, le panthéisme et l
eu tour à tour ou simultanément de nombreu
nombre même des systèmes philosophiques me
sont flottants. Les gouvernements sont moins in
temes philosophiques particuliers qu'à des re
n'y a peut-être pas encore d'exemple d'un
-systématiquement et consciemment travaillé
système philosophique à une autre. Dans ce
employé encore ni le procédé de la privation
de la privation des droits civils et politiques. Ceq
employé celui des faveurs. Certaines écoles de
la bienveillance des gouvernements et, par ext
enseignement supérieur, c'est une chance de su
l'essor le système à la mode.

Naturellement, quand un gouvernement ouvr
des lycées et des universités pour propager u
ciemment ou inconsciemment il introduit da
ments la philosophie qui lui est la plus sympath
il amène ainsi le peuple dénationalisé à s'imp

LES LUTTES DANS LE PASSÉ ET LE PRÉSENT.

l'homme désire monter les échelons de la hiérarchie sociale. Les mœurs des dominateurs s'imposent-elles peu à peu vaincus. L'indépendance dont jouit la femme française, par exemple, pourra exercer, à la longue, une influence sur les femmes de l'Algérie. Tôt ou tard il viendra un jour où celles-ci auront de se voiler la face et sortiront des gynécées, comme, sous l'influence des idées mahométanes, les femmes berbères, autrefois, y sont entrées autrefois.

Enfin, à part l'exemple, le dominateur peut avoir une grande influence sur les mœurs, par la législation. Selon les opinions des législateurs, certaines actions peuvent paraître inconvenantes ou indigne. Chez les Turcs, une femme sortant sans se couvrir la figure, serait arrêtée par la police, comme le serait sous le régime français une femme sortant à demi nue. Or, si des Européens gouvernant une société musulmane ne font pas arrêter une femme qui sort sans se couvrir la figure, cet acte sera rendu beaucoup plus facile et aura la possibilité de passer plus vite dans les mœurs. C'est là une mesure purement négative ; mais le dominateur peut édicter aussi des mesures positives. C'est lui qui organise le cérémonial. Il peut exiger, par exemple, que ses sujets, en présentant une supplique à certaines autorités, se prosternent à genoux, mais il peut établir aussi qu'ils restent debout. Les petits riens du cérémonial exercent, à la longue, une influence très considérable sur les mœurs et par contre coup sur les sentiments. Enfin le dominateur possède en ses mains une arme encore très puissante : ce sont les faveurs, les places, les distinctions honorifiques. Pierre I^{er} avait plus de bienveillance pour ceux de ses courtisans qui avaient adopté la façon de vivre des Occidentaux, qui consentaient à amener leurs femmes et leurs filles aux soirées mondaines, que pour ceux qui persévéraient dans les mœurs asiatiques. Les Anglais, aux Indes, pouvaient également décerner des titres et des dignités aux indigènes s'approchant le plus de leur manière de vivre et de penser. Par conséquent, ces faveurs ont une action fort puissante et tendent à modifier les mœurs, à rapprocher celles du vaincu de celles du dominateur.

Le droit semble constituer l'attribution même des gouvernements. Ils sont des machines à légiférer. Pour les mesures administratives d'une importance secondaire, le gouvernement peut,

LA DÉNATIONALISATION.

sans doute, beaucoup. Mais pour les pri
du droit, qui constituent précisément
société, la puissance du gouvernement est b
L'organisation de la famille et de la proprié
les peuples par des coutumes si invétérées
toutes les attaques, comme les rocs les p
la fureur des vagues. On pensait au XVIII^e
d'un législateur de bonne volonté pour m
l'organisation d'une société. Nous avons p
foi naïve. Nous savons qu'il ne suffit pas d
pour qu'elle soit appliquée; nous savons, d
dangereux de toucher à ces principes
droit, auxquels les populations s'attachent
sistible, parce qu'ils leur paraissent confort
choses. Dans les possessions asiatiques, les
obligés d'appliquer souvent une législation
mais qui est conforme aux idées de ces pe
modifier, à coup sûr; mais on sait que cela
grands ménagements et sans rien brusqu
grand courage à lord Bentinck pour abol
rible coutume de brûler les veuves¹. Nous
d'hui qu'une attaque de front contre le dr
peuple est une tactique des moins habiles. Il
tion, agir d'abord sur les idées qui se trar
et finalement en lois. Commencer par ces
perdue.

Telles sont, dans une esquisse très br
mesures qu'un gouvernement peut prendre
une société. Nous n'avons pas la prétentio
mérées toutes, car elles sont innombrables
instant selon les circonstances les plus
avons, peut-être, oublié de fort importantes
mesures est aussi très variable. Telle mes
faitement dans un pays, peut amener des r
dans un autre. Dans toute dénationalisatio
deux facteurs; le dominateur et le vaincu

1. On sait combien le gouvernement anglais éprou
Indes, pour combattre la pratique de l'infanticide
humains et d'autres coutumes barbares.

LE PASSÉ ET LE PRÉSENT.

faudra varier ses procédés. Ce qui se passe dans un milieu social, pourra provoquer des explosions les plus formidables. L'éducation est un des plus difficiles que se propose l'État. Or c'est à peine si on peut dire que cet art peut faire l'objet d'un enseignement et très complexes. Comme l'éducation est encore pratiquée sans système, dans toutes les circonstances et par les personnes les plus grossières.

État de la lutte intellectuelle, soit de la lutte que nous appelons l'assimilation. Les Français ont conquis l'Algérie par la force des armes, mais, que le gouvernement français ait terminé le jour où les derniers habitants de l'Algérie fusils? Non, le rôle du gouvernement français, que commencer ce jour où l'armée française qu'était dévolue au gouvernement français, comme nous le voyons aujourd'hui où tous les habitants des départements algériens de Constantine désireront aussi forte-ment l'assimilation française, que ceux de Seine-et-Marne. Il n'y aura plus de question de nationalité dans deux cas : dans celui de l'assimilation et celui de l'indépendance complète.

La dénationalisation se ramène à des injustices. Défendre à des individus le droit de posséder des propriétés, de cultiver leur culte, d'imprimer des livres, etc., sous prétexte qu'ils ne parlent pas la langue des Français. Obliger les gens à payer pour l'enseignement, ou d'entretenir des écoles où l'on enseigne des langues qui leur sont odieuses, l'ensemble des mesures de dénationalisation, être qualifiées autrement de despotisme. Si les gens ne veulent pas s'y soumettre, nous leur enlevons leur liberté. Les guerres dénom-

CHAPITRE VIII

LA PRÉSENCE SUCCESSIVE DES PHASES DE LA LUTTE A LA CONSCIENCE SOCIALE.

ious avons montré dans les chapitres précédents que les luttes re sociétés humaines avaient pour but d'abord la possession produits alimentaires, puis celle des richesses et enfin le ir de l'assimilation mentale. Toutes les guerres, à coup sûr, it pas été entreprises uniquement pour la réalisation d'un de trois objectifs. Hélas ! il est bien loin d'en être ainsi. Un nd nombre de guerres ont éclaté et éclateront encore proba- nent dans l'avenir pour les motifs les plus futiles. L'offense e à la dignité des souverains, ce qu'on appelle l'honneur onal, la pure gloriole, la simple routine, les satisfactions onnelles des chefs d'État ou quelquefois même l'amusement fait massacrer des millions de créatures humaines. « Les agnols, par exemple, pour se faire un passe-temps, lançaient bouledogues contre les indigènes de Saint-Domingue, qui déchiraient tout vivants ¹. » Au bout de quelques années de aimable régime, les premiers habitants de cette Ile périrent u'au dernier. Les Azlèques, au Mexique, entreprenaient des éditions pour se procurer les victimes nécessaires au culte guinaire de leurs dieux. Voilà un genre de guerres qui ne re directement dans aucune de nos catégories, à moins de ranger dans celle des guerres religieuses. En mars 1891, pératrice d'Allemagne est allée à Paris. Si quelque misérable ait injuriée dans la rue, au lieu d'exiger seulement la puni-

E. Reclus. *Nouv. Géogr. univ.*, t. XVII, p. 743.

LE PRÉSENT.

, et, au bout de moins
de ces malheureux
on des plus atroces,
entendu.
ble d'énumérer et de

, économiques, poli-
tendu, rien d'absolu.
trois éléments, dans
qu'en soit le motif)
entreprise militaire
lus ou moins considé-
chniques, en un mot
gique, économique et
résultats. Si les Rou-
enaient à se révolter
é de l'enseignement
s'ensuivait, elle serait
intellectuel, de mort
ncore qu'à la guerre
tysique des soldats,
ction de l'outillage
iefs, instruction des
la victoire. Ce que
lumière, c'est que le
ociale.

ent aussi par grada-
à quel moment exact
s alimentaires, parce
sont des richesses, et
ne pas d'enlever les
duits les plus divers.
le politique est aussi
In conquérant retire
de ses conquêtes.
tablir une distinction
ts ? Un tableau doit-
ou dans la seconde ?
ctions morales, mais

nations européennes se sont fait des guerres qui avaient des causes mentales (la religion) ; elles ont été suivies pourtant, au XVIII^e siècle, de guerres ayant des causes purement politiques, et même économiques dans certains cas. Cependant, en considérant les luttes humaines dans leurs traits généraux, on peut dire que leur évolution tend à parcourir successivement les phases que nous avons indiquées.

Les différents éléments de la lutte sont impliqués dans chaque guerre. Mais il y en a toujours un qui prédomine sur les autres. Cette prédominance est indiquée par les actions qui suivent la victoire. Si le vaincu est mangé, il est clair que la lutte a un caractère alimentaire. S'il est réduit à l'esclavage, si ses biens sont confisqués, le caractère économique prédomine. Enfin si le vainqueur s'empare seulement du gouvernement, nous sommes dans la phase politique. Quand les croisés ont pris Jérusalem, ils ont mis, sans doute, la main sur l'administration, de la Palestine ; cependant, le but de la guerre était la possession du tombeau du Christ. C'était donc une guerre religieuse. De même les chevaliers Porte-Glaives s'emparèrent des terres des Slaves de la Baltique et des Lithuaniens ; cependant ils fondèrent aussi des évêchés et christianisèrent les populations. Ici encore le motif religieux s'accusait dans une très forte mesure. Enfin les Habsbourgs ont toujours montré une grande soif de conquêtes et, bien qu'ils espérassent en faire pendant la guerre de Trente ans, cette terrible conflagration eut cependant pour cause des motifs religieux. Le but de l'Empereur était l'extermination de l'hérésie, du moins dans les premiers temps. Les guerres entre l'Europe et les Arabes, les Tartares et les Turcs n'ont pas seulement le caractère d'une lutte entre deux religions, mais encore celui d'une lutte entre deux civilisations ennemies.

Si les Espagnols, par exemple, avaient pu conquérir l'Angleterre au XVI^e siècle, ils auraient tâché, sans doute, d'en extirper l'hérésie, mais, de plus, ils auraient augmenté leur puissance politique et par contre-coup leur richesse. Les éléments économiques, politiques et intellectuels étaient entremêlés dans cette circonstance, comme dans beaucoup d'autres. Cette extrême complexité des phénomènes sociaux, ce mélange simultané de tant d'intérêts divers, fait que très souvent, en entreprenant une guerre, on ne perçoit pas bien nettement le but vers le-

rieures agissent dans certaines circonstances et n'agissent pas dans d'autres. Quand, pour une raison quelconque, notre attention est attirée par un phénomène donné, nous pouvons le percevoir ; si notre attention s'en détourne, il cesse d'être perceptible.

En un mot, le monde extérieur est pour nous un ensemble de mouvements encore non perceptibles à la conscience, puis actuellement perceptibles et enfin qui ont cessé d'être perceptibles.

Ce qui est vrai des sensations externes, est vrai des sensations internes. Au fur et à mesure qu'une fonction s'accomplit plus régulièrement, c'est-à-dire au fur et à mesure qu'elle cause moins de troubles, elle devient de plus en plus inconsciente. Le cerveau n'a même pas la notion de l'existence de certains organes et, en temps normal, la respiration, la digestion, la distribution du sang se font d'une manière absolument automatique.

Le point culminant de l'évolution vitale aboutit à une série d'organes, à fonctions purement végétatives, soumis à un cerveau qui possède seul la vie consciente. Les phénomènes psychologiques, eux, sont toujours présents à la conscience, pendant l'état de veille, et la perfection de l'individu est une raison directe de leur intensité.

L'analogie est complète entre la conscience individuelle et la conscience sociale.

Toute association comporte un certain ensemble de relations entre ses membres, donc une espèce d'équilibre. Les événements quotidiens qui ne troublent pas cet équilibre, n'arrivent pas à la conscience sociale. Ainsi les annalistes de l'antiquité, les chroniqueurs du moyen âge, même la plus grande partie des historiens des temps modernes, ne nous décrivent jamais les institutions au milieu desquelles ils ont vécu. Ils ne nous donnent presque pas de renseignements sur l'état économique de leurs pays. Les seuls événements qu'ils notent sont ceux qui ont troublé la société ou qui ont troublé les esprits : les guerres, les invasions, les famines, les épidémies, les comètes, les météores, ou bien encore les fêtes d'un éclat extraordinaire, les inventions surprenantes etc., etc. On parle, par exemple, d'une nouvelle machine, seulement si elle a produit des émeutes ou des souf-

NS LE PASSÉ ET LE PRÉSENT.

donc à étudier, la marche de certains de l'échange.

phénomènes encore non perceptibles à s des phénomènes actuellement perceptibles qui ont cessé d'être perceptibles. me chez les individus, dès qu'une fonction, elle cesse d'arriver à la consommation pouvait faire son devoir d'une ns ne se préoccuperaient jamais ni des le la manière dont ce pouvoir est organisé, jamais rien à faire dans un tribunal, se procédure civile ou criminelle. Mais tribunal, la rapidité ou la lenteur de d'équité, le préoccupent considérablement, où il n'y aurait pas d'impôts à du budget? Bref les fonctions sociales partir du moment où elles nous causent souffrances.

érieux de l'homme est la respiration. de quelques secondes sans respirer. soin est satisfait d'une façon complète se de nos poumons, en temps ordinaire, i à la conscience individuelle, ni à la

la nourriture passe au premier plan. and on est parvenu à attraper un égreffe dans tout le clan. On se réunit it ripaille, on danse, on fait fête. Ici c pleinement à la conscience sociale. es il n'en est plus ainsi. La question é résolue pour un très grand nombre inaire, la société ne se préoccupe plus complissant tous les jours sur les in- se vendent les denrées alimentaires. es famines ou des troubles (interruption , etc.), pour mettre de nouveau les à l'ordre du jour des préoccupations

de la majorité des hommes est loin

LES LUTTES DANS LE PASSÉ ET LE PRÉSENT.

se soucient assez peu de la politique. Et parmi les
ly ena des masses qui ne s'en occupent jamais. De plus,
'en occupent, y sont poussés par quelque intérêt indi-
s uns veulent arriver eux-mêmes au pouvoir et en
des rivaux, les autres sont lésés dans leurs intérêts
vernement (par exemple, quand on paye des impôts
et hors de proportion avec les services que nous rend
achent de remédier à une situation désastreuse. Bref
la politique parce qu'on souffre, soit dans sa fortune,
ses convictions. Si un gouvernement était plus ou
rable, les préoccupations politiques diminueraient dans
se mesure. En un mot, la lutte politique affecte encore la
e sociale dans une très forte mesure, mais cette mesure,
ogres, ira toujours en diminuant. Les fonctions poli-
lent à devenir inconscientes dans les sociétés, comme
ns régulatrices du cerveau sont devenues inconscientes
nme¹.

manifestations psychologiques constituent aujourd'hui
upation principale des sociétés civilisées. Ces mani-
sont le but de notre activité, parce qu'elles donnent les
s jouissances que nous puissions éprouver ici-bas. Les
s psychiques sont supérieures à toutes les autres. Les
d'ivresse, où tout notre être s'est concentré dans une
ction unique, où il nous a semblé abandonner la terre
r dans l'infini, les moments d'enthousiasme, où nous
ti notre âme soulevée par une puissance surhumaine,
uls qui comptent dans la vie. Qu'ils viennent de l'amour,
ie, de la religion, de l'âpre recherche de la vérité, ou
eu importe. L'aspiration la plus ardente de l'homme
d'éprouver les jouissances délicieuses provenant de
lation mentale.

riorité des jouissances psychiques vient aussi de ce
ont inépuisables, tandis que les jouissances matérielles
ent très vite par la satiété. Buvez tous les jours du

t que chaque organe tâche d'accaparer la plus grande somme
t substances alimentaires apportées par le sang. S'il y réussit, il
ophie d'une part et atrophie de l'autre, donc douleur. Alors le
r une série d'appareils qu'il possède, rétablit l'équilibre. Cette
pulatrice, qui s'exerce à chaque instant, est devenue inconsciente
organisme, parce qu'elle s'accomplit d'une façon satisfaisante.

UTTES DANS LE PASSÉ ET LE PRÉSENT.

e de jouissances psychiques? Et si le parvenu cultivé, lui-même, pour jouir des plaisirs de à dire que ses enfants, élevés dans d'autres aient incapables d'y atteindre?

ncore des peuples entiers ont vécu pendant des ir pu s'élever jusqu'aux jouissances mentales. it pas atteint encore le point culminant de l'évo- . Ils languissent dans une longue enfance. Des ont même disparu avant d'avoir eu des aspira- s représentent des avortons sociaux, qui ne mé- vivre. Les sociétés qui n'atteindront pas aux sen- , nobles et puissants, périront, parce qu'elles ux rangs inférieurs de l'humanité.

ain est un ensemble d'organes servant à la lu cerveau; la société est un ensemble d'insti- à la production intellectuelle. Cette production vie des sociétés et, naturellement, elle prend la dans la conscience nationale. Dans les sociétés vants, les philosophes, les initiateurs religieux, et les artistes sont au premier plan. Leur gloire oup celles des richards et des hommes d'État. me œuvre littéraire remarquable affecte un bien bre d'individus que les mesures législatives les s. Et la raison en est bien simple. Lire un beau ndre un bel opéra est une jouissance, lire un ou suivre une discussion parlementaire, sur des es, cause un profond ennui. Certaines œuvres publiées à des millions d'exemplaires, parce que me un très vif plaisir.

génie, dans un corps débile, peut marquer une e dans une société. Un athlète, au cerveau de i'en marque aucune '. De même une nation ne anité qu'en raison directe de sa production in- rtistique. Le génie des Sophocle, des Euripide, des Platon, des Archimède et des Aristote a nbreuses générations d'hommes, après que la cessé d'être une nation, après que ses institu- a perfection serait le corveau de génie sur le corps de

LES LUTTES DANS LE PASSÉ ET LE PRÉSENT.

croyait autrefois que, dans le commerce, ce que l'un gagne, l'autre le perd. Alors le commerce était considéré comme une lutte. On croyait autrefois qu'il y avait avantage à être riche et à avoir des voisins pauvres. Mais ces deux idées sont reconnues aujourd'hui des erreurs manifestes. La prospérité de nos voisins fait notre prospérité, parce qu'avec un voisin riche on peut faire plus d'affaires lucratives qu'avec un voisin pauvre. D'autre part, tout échange librement effectué n'a lieu que s'il est avantageux pour le vendeur comme pour l'acheteur.

Cette compréhension plus nette des conditions, produisant les richesses, diminuera encore plus la probabilité des guerres purement économiques. De même que la question de l'alimentation est résolue par l'agriculture et l'élevage des bestiaux, de la même façon plus parfaite que par le cannibalisme, de même l'acquisition du bien-être est résolue par la production et l'échange de la même façon plus parfaite que par le pillage. Aussi les guerres économiques, phase désormais dépassée par les nations civilisées, disparaîtront de plus en plus de la conscience sociale.

Nous avons montré, dans le chapitre précédent, que toute conquête politique a la dénationalisation pour corollaire inévitable. L'homogénéité de l'État est non seulement un avantage, mais une nécessité absolue. Former une langue unique, ne fût-ce que pour l'administration centrale et les institutions générales d'un État hétérogène. Aussi tous les gouvernements, consciemment ou inconsciemment, ont travaillé à produire cette homogénéité. Si la civilisation s'impose après une conquête, le résultat de toute conquête est donc une dénationalisation. A partir du moment où la civilisation a progressé, les préoccupations psychologiques ont pris la première place dans la conscience des sociétés, la lutte entre ces sociétés n'a pu être qu'intellectuelle.

C'est ce que l'on observe en effet. Actuellement l'Europe est en pleine phase de dénationalisation. Les Anglais assimilent les Gallois du pays de Galles, de l'Écosse et de l'Irlande; les Français assimilent les Flamands, les Bretons, les Provençaux et les Italiens. Les Allemands cherchent à germaniser les Danois, les Français et les Belges; les Autrichiens à germaniser les Tchèques et les Hongrois; les Hongrois à magyariser les Allemands, les Roumains, les Slovaques, et les Serbes; les Italiens à dénatio-

nombre de brochures sont consacrées tous les ans aux questions de la politique internationale¹.

Leurs auteurs ne parlent que de remaniements de la carte de l'Europe. Les uns trouvent les arrangements territoriaux actuels avantageux, les autres les trouvent détestables, mais il n'est pas question d'autre chose dans leurs écrits. Les conceptions des plus grands hommes d'État de notre temps et des publicistes les plus célèbres ne vont pas au delà. Ils ne conçoivent pas qu'il pourra jamais exister autre chose que des luttes politiques. Considérez d'autre part en quoi consiste la besogne de la diplomatie. Elle ne poursuit, elle aussi, que des remaniements territoriaux. Tous les traités d'alliance ont pour but de garantir la possession de certaines provinces (comme la triple alliance entre l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie), ou d'amener l'annexion de certaines provinces (comme l'alliance de la Prusse et de l'Italie en 1866) ou enfin d'empêcher que d'autres fassent certaines annexions (comme l'alliance de l'Angleterre et de la France, en 1854, pour le maintien de l'intégrité de l'empire ottoman). On le voit, toujours et partout, il s'agit d'arrangements territoriaux.

Les diplomates français s'imaginent que tout ira pour le mieux quand les Allemands seront rejetés derrière le Rhin; les diplomates allemands, que la meilleure des solutions est de maintenir les Français derrière les Vosges. Les diplomates pensent qu'on pourra trouver un jour quelque combinaison territoriale définitive, qui satisfera tout le monde et qui permettra enfin un désarmement général.

Les diplomates ne peuvent pas concevoir que la guerre politique, telle qu'on l'a pratiquée depuis des siècles, n'est qu'une phase de la lutte pour l'existence, aussi transitoire que la phase alimentaire et la phase économique. Ils ne comprennent pas que rien n'est immuable dans l'univers et que des conditions sociales nouvelles amènent aussi des conflits d'une nature nouvelle.

La science n'est guère plus avancée encore que la diplomatie. L'histoire, telle qu'on l'a écrite presque jusqu'à nos jours, n'est autre chose, en effet, que le récit de la lutte politique entre les

1. Citons-en quelques-uns, parus dans ces dernières années : *l'Europe en 1887*, de Ch. Dilke; *la France en 1889*, de Chaudordy; *la France, la Russie et l'Europe*, de P. Leroy-Beaulieu; *l'Europe en 1890*, de Wickersheimer, etc.

mum. Cela ne veut pas dire qu'ils n'existent pas du tout. Non, toute société contient un germe de vie mentale, représentée par la religion et l'art. Mais, nous le répétons, chez l'illettré, les besoins de l'intelligence sont médiocres. Si donc une conquête ne prive pas une population peu cultivée, du bien-être matériel, elle ne ressent pas le poids d'une domination étrangère. Tel est le cas aux Indes, par exemple où le nombre des gens instruits constitue une infime minorité¹. Le gouvernement anglais est un bienfait et non une charge pour les indigènes, aussi les Anglais maintiennent leur domination sur 292 millions d'hommes avec 50 000 soldats.

Les mêmes circonstances se présentaient autrefois en Europe et s'y présentent même encore aujourd'hui dans les parties les plus arriérées de ce continent. Autrefois, en Pologne, les paysans « ne se sentaient pas citoyens, dit M. A. Sorel²; la nation les repoussait, ils ne la connaissaient pas. Il leur importait peu que la domination changeât de nom, si elle conservait le même caractère; ils se félicitaient du changement si leur sort s'adoucissait. Ils ne s'éveillaient de leur torpeur que pour se livrer au plus aveugle fanatisme, et leur première fureur se tournait contre les seigneurs. »

Les hommes se groupent en société pour satisfaire leurs besoins. Il est clair que, parmi ces besoins, les plus impérieux (les besoins économiques) passent au premier plan. Si les institutions d'un pays sont si vicieuses qu'une grande partie de la population vive sous le coup d'injustices profondes causant une misère incurable, les besoins intellectuels ne peuvent pas se produire chez les masses. Alors celles-ci sont absolument indifférentes aux intérêts de la culture nationale, puisque ces intérêts n'existent pas encore pour elles. Aussi, pendant de longues périodes historiques, les annexions violentes n'ont provoqué aucune résistance de la part des masses populaires.

Que signifie d'autre part la connaissance d'un objet quelconque? C'est la possession interne de la représentation de cet objet. Connaître Paris, par exemple, signifie en avoir une repré-

1. On évalue à 25 000 le nombre des indigènes possédant une instruction européenne. Cela fait un individu sur 11 000. (Voir J. Strachey, *l'Inde*, p. 186.) Dans la même proportion, la France n'aurait que 3454 personnes instruites.

2. *L'Europe et la Révolution*, t. I, p. 509.

embarrassés de dire où étaient les frontières de leur nationalité¹.

Mais il n'en était plus ainsi en Italie après 1815. Un nombre immense d'Italiens avaient alors la représentation très nette d'une unité ethnographique s'étendant sur toute la péninsule des Apennins. Leur patrie était pour eux, comme dit le vers de Manzoni,

Questa terra.....
Che natura dall'altre ha divisa,
E ricinta con l'alpe e col mar.

Arndt formula tout aussi nettement ce qui était la patrie de l'Allemand :

So weit die deutsche Zunge klingt
Und Gott im Himmel Lieder singt,
Das soll es sein, das soll es sein,
Das wackrer Deutscher nenne dein !

Des millions de lèvres répétèrent ces vers célèbres et des millions de cœurs tressaillèrent en les répétant. De même les Alsaciens-Lorrains savent parfaitement ce qu'ils veulent. Ils l'ont exprimé mille fois par la voix de leurs députés. Ils l'ont affirmé par plus de vingt ans d'irréconciliable protestation. En un mot, plus l'instruction se répand, plus la conscience nationale prend de force, et quand arrive le moment où l'on comprend la puissance infinie de la culture intellectuelle², son développement devient la passion dominante des sociétés.

Dans les guerres entre les États, on a été amené souvent à faire la conquête de populations se trouvant à un degré très inférieur de culture. Alors ni les vaincus ni les vainqueurs ne voyaient se produire aucune lutte intellectuelle et, naturellement la lutte politique seule arrivait à la conscience sociale, tant pour le dominateur que pour le peuple soumis.

Pendant tout le moyen âge, le latin a été la langue de l'Église, de la science, de l'administration et de la justice dans presque

1. Les gens qui avaient une complète représentation de la patrie, composaient une infime minorité en Pologne. Ils n'étaient peut-être pas plus d'un individu sur cent. De là vient que le partage s'opéra si facilement.

2. Les chefs du parti socialiste allemand viennent de fonder à Berlin une espèce d'université pour les ouvriers (*Arbeiterbildungsschule*). Les meneurs lui attribuent une grande importance : l'éducation scientifique n'était jusqu'à présent que le privilège de quelques-uns, elle doit être accessible à tous. « La simple passion ne conduit qu'aux barricades, disent-ils, mais la science est invincible. » (*Revue des Deux Mondes* du 15 avril 1891, p. 908.)

Quand, vers 1848, les luttes intellectuelles (qu'on appelle la question des nationalités) ont passé au premier plan en Europe, un grand nombre d'esprits, même parmi les plus éclairés de notre temps, n'ont pas compris la nature de ces mouvements. Les différents procédés de dénationalisation n'étaient pas encore connus des hommes d'État et des publicistes de l'Europe occidentale. Un très savant professeur d'économie politique de l'université de Liège, M. de Laveleye, avoue même qu'il a été fort étonné, en 1866, quand il a vu pour la première fois une carte ethnographique de l'Autriche. Longtemps on a cru en France que les Magyars étaient des Allemands. Ces luttes sur le terrain intellectuel contrariaient beaucoup d'habitudes anciennes et, chose étrange, elles ont excité l'hostilité des esprits les plus libéraux. Encore de nos jours, malgré l'immense quantité de faits sociaux, qui ont été mis en lumière ¹, les questions nationales ne sont pas encore bien comprises en France. « On me montrait un jour à la bibliothèque de Pesth, dit un auteur français, qui garde l'anonyme, quelques-uns des rares volumes échappés au sac de la Corvina... Je demandai au bibliothécaire s'il existait un seul de ces volumes écrit en langue magyare; il me répondit qu'il n'en connaissait pas. « Eh quoi! lui dis-je, votre héros favori tenait si peu à cette langue maternelle, dont vous prétendez faire le palladium de votre nationalité?... La Hongrie était-elle moins écoutée dans les conseils de l'Europe lorsqu'elle contenait le Turc, gouvernait le Bohémien et tenait en échec l'empereur d'Allemagne ²? »

Oui, la Hongrie était grande au xv^e siècle sous Mathias Corvin; mais elle l'était seulement par les armes et la politique, et non par la culture intellectuelle, puisqu'il n'y avait pas alors un seul livre, écrit en magyar, dans la bibliothèque de son roi. L'auteur anonyme pense même qu'il y a une espèce de déchéance de la part des Magyars à vouloir aspirer à cette grandeur mentale. « Je les trouvais plus gracieux et, par conséquent, plus habiles lorsqu'ils parlaient un latin de cuisine, et criaient tout d'une voix : *Moriamur, pro rege nostro Maria-Theresa!* »

Si l'auteur pense que les Magyars avaient avantage à parler

1. Citons entre autres la *Géographie* de M. E. Reclus, où les relations nationales sont mises en lumière avec une netteté extrême.

2. *Revue des Deux Mondes* du 15 mai 1889, p. 330.

LES LUTTES DANS LE PASSÉ ET LE PRÉSENT.

attention! Qu'ils se servent donc du latin de cuisine! , ces jeunes nations n'en veulent pas de ce latin, ni langue étrangère. Elles veulent recevoir l'instruction dans leur langue maternelle, aussi facilement que nous, les Anglais et les Allemands. Elles ne veulent pas d'apprendre d'abord un idiome étranger pour études mathématiques, les sciences ou la philosophie. Elles ne veulent pas, parce qu'elles comprennent parfaitement l'usage d'une langue étrangère, comme moyen d'arriver à une instruction supérieure, est pour elles une perte de temps des plus inutiles. Cela les met dans une infériorité désastreuse par rapport aux sociétés où cette instruction supérieure se fait en langue maternelle, sans aucune étude préparatoire. Faut-il blâmer ces nations? Non certes, mille fois non. Cet âpre désir de maîtriser leur langue, pour arriver plus vite à avoir une instruction supérieure, est la meilleure preuve que ces nations sont progressistes, européennes, civilisées, et non pas asiatiques et barbares. Ne pas comprendre ces aspirations, ne pas les favoriser, ne pas leur montrer la plus ardente sympathie, c'est vouloir la stagnation de l'intelligence humaine, c'est vouloir la mort.

Les méthodes de dénationalisation qu'on emploie aujourd'hui, sont fautes et absurdes, puisqu'elles produisent des résultats diamétralement opposés à ceux que l'on poursuit. Mais le désir de l'expansion de sa nationalité est non seulement parfaitement légitime, mais encore digne des plus grands éloges. Une nationalité n'a pas de tendance à répandre sa culture dans les autres, à les envahir intellectuellement, à les assimiler, à les détruire. Si un peuple voit son nerf vital à péricliter, c'est qu'elle reconnaît elle-même sa mort, c'est qu'elle est morte.

Les groupes politiques, fondés en Europe par les grandes nations de souverains, n'est complètement homogène. En France, il y a 230 000 Flamands, 150 000 Basques, 270 000 Italiens, 1 350 000 Celtes (en Bretagne), et environ 12 700 000 qui parlent les différents dialectes languedociens¹. On compte en France 43 p. 100 d'allogènes. En Allemagne, il y a des Polonais du duché de Posen, des Lusaciens

¹ Levasseur, *la Population française*. Paris, Rousseau, 1889, t. 1,

PHASES SUCCESSIVES DE LA CONSCIENCE SOCIA

de la Saxe, des Danois du Slesvig, et des Français de l'il y a deux branches linguistiques aussi distinctes : le vençal et le français : le haut allemand et le bas allemand. Les deux langues ont de plus des quantités de dialectes. Les parlers régionaux sont aussi fort nombreux. Dans l'en il y a jusqu'à 53 populations diverses. Nous ne parlons États hétérogènes, comme la Belgique, la Suisse, l'Autriche, la Hongrie.

Ce ne sont pas les dialectes populaires, mais les littéraires qui constituent le véritable lien national; seulement, cela même qu'elles deviennent littéraires, on peut dire qu'elles passent, dans certaine mesure, à l'état de langues mortes. Le haut allemand, le français et l'italien littéraires, par exemple, ne sont parlés nulle part par les masses. La langue écrite et le dialecte populaire ne peuvent jamais être exactement identiques. L'ouvrier dit *Mamzelle*, les gens instruits disent *Mamselle*. *Mamzelle* est une forme plus parfaite que *Mamselle* puisqu'elle a deux syllabes de moins. Un jour viendra où l'on écrira *Mamzelle*, comme on a écrit successivement *es* et *école*. Mais comme la langue écrite est plus conservatrice que la langue parlée, la dernière sera toujours en avance.

Il n'y a donc pas (et peut-être pourrait-on ajouter jamais) d'État purement homogène, car les dialectes varient toujours et varient d'une façon différente dans différentes régions ¹. Comme langue écrite, la langue cultivée, forme le lien national, naturellement, plus elle se répandue, plus le lien est solide. Pendant de longtemps où l'on se souciait médiocrement d'instruire le peuple, la langue écrite se répandait lentement et ses progrès n'arrivaient pas à la conscience sociale. On attachait moins d'importance à l'homogénéité linguistique. Cependant elle s'est développée sensiblement, en vertu des lois naturelles. Dans le futur nous appelons homogènes aujourd'hui (comme la France)

1. Ce qui empêchera aussi l'homogénéité complète, c'est que les intérêts intellectuels ne déterminent pas seuls les groupements (des considérations géographiques, topographiques ou économiques jouent quelquefois le dessus), et ensuite c'est que les frontières linguistiques et les frontières politiques ne se modifieront jamais au même moment.

IS DANS LE PASSÉ ET LE PRÉSENT.

Allemagne), une langue littéraire s'est imposée
re, à un ensemble de populations ; voilà tout.
beaucoup que dans ces États, dits homogènes,
ou arrive à parler jamais exactement le même
ats hétérogènes, comme l'Autriche-Hongrie,
ne langue littéraire n'a pas pu s'imposer à tous
du groupe politique. Dans certaines sociétés,
dénationalisation est très avancée. Il s'est
la période inconsciente du moyen âge, et
de la prédominance du latin. Des nations
t l'Angleterre jouissent depuis si longtemps
littéraire qu'elles ne songent plus à ses bien-
n homme riche ne s'estime pas particulière-
se qu'il a son dîner tous les jours. Les sociétés
avantages de l'homogénéité nationale cher-
C'est naturel et légitime.

tentivement la question des nationalités, on y
démocratie et de justice. Donner l'instruc-
ns un idiome qui se rapproche autant que
des masses, c'est leur rendre plus facile
relons supérieurs de la hiérarchie sociale.
dances démocratiques s'accroissent de plus
tats civilisés, les efforts que l'on fera pour
littéraire dans le peuple iront toujours en

n a empêché les luttes intellectuelles d'ar-
ce sociale, c'est l'identification de l'idée de la
a violence et de l'effusion du sang. M. Mercier,
la province de Québec, s'est exprimé comme
que lui a offert l'Alliance française, en avril
840 le Canada a traversé un régime militaire,
nt le vaincu : régime de persécution, pros-
rançaise, fermant les écoles ; régime de cor-
esses, sous forme d'honneurs, de titres et de
, mis en force quand celui de la persécution
da a vu la loi martiale avec tous les injustices
aires sans jury... les paysans se battant avec
échafauds dressés sur les places publiques
défenseurs de nos droits qui moururent en

LES LUTTES DANS LE PASSÉ ET LE PRÉSENT.

ne se produire, non, mais ils cessent seulement de préoccuper la société dans une mesure aussi forte que les phénomènes psychologiques. A partir du moment où l'on comprit que la puissance, de la richesse et la richesse de l'intelligence et de la moralité, luttent entre les nations devint nécessairement intellectuelle. Ouvrez l'*Almanach de Gotha*, ce *vade mecum* des hommes d'état. Vous y verrez des chiffres relatifs à la population, à la production économique et aux armées. Chaque année, les nations comptent et comparent les ressources qu'elles possèdent pour la lutte politique. Elles savent combien elles ont de réarmements, de chevaux, de canons et de cuirassés. Elles savent ce qu'elles payent d'impôts et ce qu'elles produisent de richesses ; elles savent combien elles ont de dettes et dans quelle mesure elles pourront, à peu près, recourir encore à l'emprunt. Tous ces éléments de calcul servent à établir les présomptions de victoire ou de défaite en cas de guerre. Après que le sort des armes a prononcé, après la signature d'une paix heureuse ou triste, cette statistique est dressée de nouveau. Alors chaque nation analyse et comprend ce qu'il a gagné ou perdu de puissance politique.

mais aucune nation n'a dressé jusqu'à présent de statistique morale. Jamais on ne s'est préoccupé de savoir (c'est assez facile, d'ailleurs, il faut le reconnaître) combien on a de philosophes, de savants, de litterateurs, de peintres, de musiciens, etc. Il est évident, cependant, qu'on pourrait recueillir certaines données sur le mouvement des idées par la statistique de librairie, par exemple. Si tels ouvrages se vendent plus que d'autres, c'est que certaines opinions avancent ou reculent. Les données sur l'état mental d'une société fourniraient quelques notions sur ses chances d'assimiler ses voisins.

On ne se préoccupe aussi très peu des victoires ou des défaites sur le terrain national. Par exemple, on ne se dit pas : Il y a dix ans sur 4479 millions d'individus peuplant notre globe, 45 millions parlaient le français, et maintenant c'est 46 millions ou 44. L'annexion ou la perte d'une province produit une immense retentissement dans la conscience sociale. Qui n'a pas entendu parler de la France de l'annexion du Tonkin ? Mais l'expansion ou le recul national ne préoccupe personne. L'auteur a beaucoup étonné un jeune avocat français, professeur de droit à l'École libre des

LES LUTTES DANS LE PASSÉ ET LE PRÉSENT.

ation indigène très dense, comme l'Inde ou l'Indo-Chine. Le besoin d'expansion intellectuelle commence aussi à arriver en France. On commence à s'y intéresser à ce qui se passe au Canada. On commence à suivre avec une certaine émotion les péripéties de la lutte que les Français d'Amérique soutiennent contre les Anglo-Saxons. De l'intérêt, à un appui effectif, il y a encore assez loin. Le peu de Français qui quittent la France, au lieu de se rendre au Manitoba pour soutenir leurs frères canadiens, s'en vont de préférence dans l'Amérique méridionale où ils se perdent dans l'élément noir¹. Mais tout de même les Français d'Amérique ne sont pas si totalement négligés qu'ils l'ont été depuis plus d'un siècle en leur mère patrie. Pour ce qui est de l'Algérie, de l'Afrique tout entière, de l'Indo-Chine, le désir d'y répandre la langue et les idées de la France est devenu déjà une aspiration très ardente d'un grand nombre de patriotes².

En résumé, il se passe dans la conscience sociale les mêmes choses que dans la conscience individuelle. Dans l'une comme dans l'autre, certaines préoccupations apparaissent et disparaissent successivement. Dans les États civilisés, la lutte économique est déjà inconsciente, la lutte politique aussi dans une certaine mesure³, la lutte politique est maintenant au pre-

¹Après le recensement de 1881, il y avait au Canada 6376 individus nés en France, et seulement 4389 nés en France. Qui aurait pu dire que l'émigration française au Canada serait un jour plus forte que l'émigration française ? (voir *the Statssman's Year-Book* publié par J.-S. Keltie, Londres, Macmillan 1892, p. 200). Dans ces dernières années les Français ont fait des efforts énormes, ils ont prodigué leur sang et des milliards pour se créer un empire colonial. Chose étrange ! Le seul pays auquel ils n'ont jamais songé est le Canada. Ils avaient là pourtant une colonie toute prête, qui ne leur aurait coûté un centime. Les Français allant s'établir au Sénégal, trouvent un climat excellent, des populations de race très différentes de la sienne, enfin un lieu social absolument barbare. En allant à Québec ou à Montréal, ils trouvent un climat excellent, des gens parlant sa propre langue, appartenant à sa race et ayant presque ses mœurs. Cependant, très peu de Français vont au Canada. N'est-ce pas vraiment singulier ?

²Sur les articles de M. Aymonier dans la *Revue scientifique* du 7 et du 14 mars 1891.

³On entend pour la société en général. Si l'industriel A ruine l'industriel B, sa concurrence, ce dernier en souffre, donc il en est conscient. Mais la société dans son ensemble ne s'intéresse pas à l'infortune de B, en temps de prospérité. Les journaux publient dans quelques pays la liste des faillites. Mais, sur mille lecteurs, il n'y en a peut-être pas un qui perde son temps à parcourir.

vrai, toute l'étroitesse de leur esprit. Si l'Alsace-Lorraine avait
'' annexée à l'Allemagne en 1796 ou même en 1815, peut-être,
serait-elle assimilée aux conquérants. Mais en 1871, c'était
p tard ! L'instruction publique était trop répandue en Alsace-
rraine ; ce pays était trop prospère, les Alsaciens étaient trop
scients désormais de leur dignité d'hommes pour se laisser
iter comme un vil bétail. L'expérience de plus d'un demi-
cle n'a servi de rien aux Prussiens. L'exemple de la Lombardie
le la Vénétie ne leur a pas ouvert les yeux. Ils ne comprennent
s encore qu'à partir d'un certain degré de civilisation (et il
atteint depuis longtemps en Alsace), les conquêtes violentes
sont plus possibles et ne sont pas avantageuses au vain-
eur.

On entend souvent taxer d'utopistes ceux qui affirment que les
tes mentales remplaceront un jour les combats sanglants. On
rle de cette époque comme d'un millénium qu'il faudra
endre encore pendant de longs siècles. On parle des compé-
ons intellectuelles comme devant se produire dans un avenir
ointain, qu'il est impossible d'en prévoir l'avènement. Les faits
posés dans ce livre ont convaincu le lecteur, nous l'espé-
rs, que les luttes mentales sont déjà très vieilles. Elles ont une
ilité aussi absolument concrète que les chocs des armées et les
nexions de provinces. Non seulement les compétitions men-
es ne sont pas des phénomènes qui ne se produiront que dans
avenir lointain, mais, au contraire, ces compétitions ont été
cause d'un très grand nombre de guerres, dans notre siècle.
plupart des insurrections européennes, depuis 1815, avaient
ur but d'établir la *liberté*, c'est-à-dire, en dernière analyse,
rdre de choses qui favorise le plus développement intellectuel
s masses. Les événements de 1848, la lutte des nationalités,
i se produisit alors, la guerre de 1859, tous ces conflits avaient
s motifs d'ordre mental. On peut soutenir que les hommes
renonceront jamais, dans ces compétitions, à l'*ultima ratio*
massacre. C'est autre chose ; mais on ne peut pas affirmer
e les luttes intellectuelles n'existent encore que dans le domaine
l'utopie.

ients s'accomplissent le plus vite. Si A a la conception plus rompte que B, nous disons que A est plus intelligent. Or l'exercice développe le cerveau, comme les autres organes.

La loi d'accélération s'observe aussi dans l'évolution biologique. On sait que les couches des terrains primitifs ont 25 kilomètres d'épaisseur, celles des terrains primaires 15 kilomètres, les couches secondaires 5 kilomètres et enfin les couches tertiaires un seul. Les espèces les plus anciennes ont évolué le plus lentement. Moins il y avait de concurrence entre les êtres vivants, moins rapides étaient les variations. C'est la concurrence qui produit les divergences, et les divergences sont toujours allées en s'accélération.

Si nous considérons, dans une vaste généralisation, le monde organique d'une part et le monde inorganique de l'autre, nous pouvons nous représenter leur action réciproque comme une lutte ayant pour résultante une équilibration plus ou moins complète. L'être vivant est influencé par son milieu et, à son tour, en disposant les matériaux extérieurs selon ses besoins, il influence son milieu. Plus les différences entre le macrocosme et le microcosme vont en s'atténuant (ou, en d'autres termes, plus les images internes correspondent avec le monde externe), plus les résistances à l'équilibration diminuent et plus l'adaptation au milieu s'accélère. Or comme adaptation est synonyme d'intelligence, on voit que c'est en vertu des lois universelles de la nature, que l'intelligence va toujours en s'accroissant. Cet accroissement s'appelle le progrès.

La lutte pour l'existence a pour résultat d'éliminer les moins adaptés au milieu cosmique; mais le milieu cosmique n'est perçu que par le cerveau. Tous les autres organes sont des instruments servant à la vie psychique. Les êtres possédant un cerveau l'ont emporté sur tous ceux qui n'en avaient pas. À partir du moment où des animaux pourvus d'un système nerveux ont paru sur le globe, ils se sont formé une conception quelconque de l'univers. On peut donc dire que la lutte entre les espèces n'est, au fond, qu'une lutte entre diverses conceptions de l'univers.

Plus les espèces se perfectionnent, plus les individus qui les composent se multiplient (les hommes, par exemple, sont bien plus nombreux que les autres mammifères), et plus la con-

quatre siècles, de Cimabué à l'école de Bologne, il a accompli le cycle presque entier de son évolution.

Les rythmes sociaux va aussi en s'accroissant. Aux périodes primitives les ondes progressives et régressives ont des périodes fort longues. Dans les sociétés les plus avancées (comme la Russie, par exemple), la révolution et la réaction en arrière peuvent durer tout au plus à quarante ans). Dès que le régime parlementaire s'enracine dans un pays, les alternances se précipitent : elles ne durent généralement pas une législature.

Le cerveau le plus parfait est celui où les mouvements s'accomplissent avec le plus de rapidité, de même une société plus avancée qu'elle offre une plus grande rapidité. Les chemins de fer anglais, par exemple, ont transporté en 1899, 775 millions de voyageurs ; les chemins de fer français en ont transporté 38 millions. Chaque Anglais a donc pris le train en moyenne vingt fois par an, chaque Russe une fois. De plus les express anglais marchent à raison de 40 kilomètres à l'heure, stations comprises ; les trains français sont moins organisés, à raison de 43 kilomètres et demi. L'industrie sociale continue l'évolution biologique, et toutes les conditions résultant de cette accélération de la vie mentale. Le cerveau primitif et lourd est fermé à toute idée nouvelle. Il oppose une résistance très forte à l'action du milieu. Par l'élimination des plus stupides et par l'exercice, les cerveaux deviennent plus souples ; ils opposent donc une résistance de moins en moins aux idées du dehors et le développement de l'intelligence s'accroît. La preuve en est que la science a fait de grands progrès depuis un demi-siècle que depuis Thalès de

Les animaux les plus peu d'intelligence pour se jeter sur un animal ou être dévoré par lui. La force musculaire est aussi peu d'intelligence pour se dérober à un ennemi ; il suffit d'avoir des jambes agiles. Aussi les animaux les plus stupides sont-ils capables de lutter par ces moyens. Les animaux les plus d'intelligence pour fabriquer un objet, pour mieux que le voisin et pour lui enlever l'objet, pour s'associer pour piller des voisins, demande une intelligence plus grande, donc un plus grand développement

La suppression de ces deux obstacles est une production. De même le globe terrestre est peuplé d'une masse d'espèces nuisibles. Détruire les lions et les serpents, et les remplacer par des bœufs et des moutons, est une production. Sur 1479 millions d'hommes qui habitent la terre, il y en a peut-être un milliard qui créent à peine la dixième partie de la richesse qu'ils pourraient produire dans des circonstances plus favorables. Établir la paix sur le continent africain, par exemple, amener les nègres à travailler et à échanger leurs denrées contre nos marchandises, c'est accroître la production du globe¹. Enfin, même parmi les nations les plus civilisées, l'ignorance, la superstition, les préjugés des masses font gaspiller inutilement des forces incalculables. Répandre parmi ces peuples des notions plus scientifiques, c'est augmenter la production.

Maintenant la perfection de toute production est en raison inverse du temps employé à la transformation de la matière. Si on pouvait creuser le canal de Nicaragua en trois ans au lieu de dix, si on pouvait construire le transsibérien en trois ans au lieu de douze, si enfin on pouvait produire tous les objets manufacturés deux fois plus vite, l'humanité adapterait plus rapidement le milieu à ses besoins.

Nous appelons économie toute diminution du temps nécessaire à la production et nous disons qu'un procédé est d'autant plus parfait, qu'il est plus économique. Imperfection et gaspillage sont les deux termes opposés à perfection et économie. Donc le procédé de la lutte pour l'existence est d'autant plus parfait qu'il est plus rapide. Dans la lutte, le procédé économique sera donc plus parfait que le procédé alimentaire, le procédé politique plus parfait que le procédé économique et ainsi de suite. Et pourquoi? Parce que chacun des procédés subséquents amène un moindre gaspillage que le procédé précédent. Si on tue un homme pour le manger, il y a un animal intelligent de moins sur la terre. Le travail qu'il aurait pu produire n'est plus produit; la part qu'il aurait pu prendre à l'arrangement de la planète selon les besoins de l'homme, est perdue. Cet arrangement est donc reculé.

1. On estime à 500 000 par an le nombre des individus massacrés en Afrique dans les guerres de tribus. C'est une perte sèche pour l'Europe; elle aurait pu trouver des consommateurs dans les malheureux qui périssent si misérablement.

PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE.

é une sensible réduction du prix des voyages. Les Saxons de la Transylvanie, les Roumains, les Serbes et les Croates bénéficieront de cette mesure que les Magyars. De même l'établissement d'une loi parfaite sur l'organisation des compagnies par actions¹, profiterait aux Polonais autant qu'aux

coercition intellectuelle, en faisant perdre temps, diminue la somme de puissance mentale. Le Polonais est obligé d'apprendre le russe pour l'école supérieure, les heures employées à étudier le russe doivent être retranchées de l'actif de ses études scientifiques, qui seront moindres par conséquent. Le procédé spontané est toujours plus rapide que le procédé forcé. Un jeune homme aime le latin et désire le connaître, il l'apprendra beaucoup plus vite que s'il l'apprend par force. Dans le procédé spontané, le moteur est le ressort mental est-il alors infiniment plus

rapide, d'ailleurs, cessons-nous de sentir la coercition, à partir de celui où nous comprenons qu'une mesure nous est vraiment utile. Tant que cette mesure n'est pas entrée dans notre esprit, nous tenons la chose pour inutile, donc pour nuisible, car travailler sans utilité est de tous les maux; c'est le supplice de Sisyphe. Les deux cas sont assis sur le même banc. Le premier est le cas du Polonais qui comprend parfaitement le professeur et apprend sa langue maternelle. Le second est de la nation qui ne comprend mal. Plus tard, quand il faudra subir la loi, le premier aura seulement besoin de connaître son droit, le second aura besoin encore de former sa langue qui lui est peu familière. Le sentiment d'injustice attisera des haines qui, certes, ne peuvent accélérer l'assimilation du vaincu.

celui qui veut imposer sa langue, sera tenté d'empê-

cher jusqu'à présent cette législation est des plus lentes et des plus coûteuses, qu'il faut l'autorisation du ministre des finances pour former des sociétés d'actionnaires en Russie. Cela arrête beaucoup le développement de la Russie.

est l'assimilation intellectuelle qui est le but. Mais toutes les fois qu'on prend ce moyen détourné de la conquête, pour arriver à l'assimilation, il se produit un gaspillage de force physiologique, économique et intellectuelle, ou, si l'on veut encore, une perte de temps.

Nous avons montré (livre I, chap. vi) que la déformation objective qui nous empêche de concevoir l'univers tel qu'il est en réalité, est notre conception de l'espace et du temps. Par conséquent, plus nous supprimons l'un et l'autre, plus nous nous rapprochons de l'équilibre entre le sujet et l'objet. Toute compression de l'espace et du temps étant un progrès, tout procédé qui produit l'adaptation au milieu *le plus vite possible*, est le plus *parfait* possible. La loi de l'accélération est un résultat de la loi d'équilibre.

D'une façon générale, l'accélération de l'adaptation s'opère par substitution, dans les luttes pour l'existence, du procédé économique au procédé alimentaire, du procédé politique au procédé économique, etc. Mais dans les limites mêmes de chaque classe, il y a encore des degrés nombreux d'accélération.

Nous avons exposé dans le livre précédent les procédés de lutte pour l'existence, tels qu'ils se pratiquent de nos jours et tels qu'ils se sont pratiqués dans le passé. Nous allons montrer maintenant que ces procédés réalisent, avec une extrême lenteur, le but qu'ils poursuivent et qu'on pourrait leur substituer des procédés plus rapides, donc plus parfaits.

LUTTE.

absolument, mais
puissance a decru

situation relative
lés : 1° empêcher
aires ; 2° augmen-
eux.

(car les modifica-
sité dans ce
il y a un excédent
n ; la population
par l'excédent des

res, nous pouvons
de multiplier. Ce
appauvrissons, car
mortalité et pousse
synonyme d'affai-
étruire tel a été, en
hommes d'État les
M. Thiers soutenait
faiblesse des autres
de guerres ont eu
s jusqu'au dernier
açon considérable.

milliards de francs.
ations sont moins
a richesse est éva-
s sociétés très civi-
exemple, qui sont
ur la France, si on
ays entre tous ses
1 francs par famille
1030 francs de re-

Die Bevoetkerung der

Paris, Larose et Forcel,
value la richesse privée

A son tour cette croissance peut s'opérer de deux façons : par l'excédent des naissances sur les décès et par l'immigration.

Les femmes françaises sont extrêmement fécondes au Canada. Il n'est pas rare de voir des familles composées de vingt enfants. La moyenne pour les Canadiens français est de 5 à 6 enfants, pour les Anglais seulement de 2 ou 3¹ ; si cette même proportion se maintenait et si les Anglais n'étaient pas soutenus par une immigration considérable de leurs compatriotes, les Français formeraient, en peu de temps, la majorité de la population dans le Dominion. De cette façon ils obtiendraient la puissance et la prépondérance sans porter aucune atteinte au bien-être matériel, sans causer aucun recul de la civilisation.

Les causes qui poussent à une forte natalité sont extrêmement nombreuses et fort complexes. Elles sont d'ordre physiologique, économique, juridique et moral. Il nous paraît impossible de ne pas reconnaître, cependant, qu'à toutes ces causes il faudrait encore ajouter le sentiment national. Chaque époque amène des problèmes qu'une société doit résoudre sous peine de périr. Les penseurs les signalent les premiers, puis ces préoccupations se répandent de plus en plus dans le public ; elles sont pour un temps au premier plan de la conscience sociale, enfin elles deviennent comme instinctives. Alors la société considère comme respectables les gens qui agissent conformément à cet intérêt national, comme peu respectables ceux qui s'y soustraient. Les premiers ont la considération et la sympathie du public, les seconds sa réprobation et sa haine. Quoi qu'on en dise, cette pression de l'opinion est une très grande force. Peu de personnes osent s'y soustraire. En Angleterre, par exemple, il est respectable d'aller à l'église. L'auteur connaît plusieurs libres penseurs anglais qui vont à l'office tous les dimanches, pour ne pas choquer l'opinion. Chez les Canadiens français, la femme qui a beaucoup d'enfants, est entourée de l'estime et de l'admiration générale. Sans doute, elle ne tâche pas de créer une nombreuse famille pour lutter plus avantageusement contre les Anglais. Ce but n'est pas consciemment poursuivi par chaque Française du Canada. Mais il est poursuivi par la

1. E. Reclus, *Nouv. Géogr. univ.*, t. XV, p. 494. De 1881 à 1891, l'accroissement des Français au Canada a été de 14 p. 100, celui des Anglo-Saxons est tombé à 5 p. 100. Voy. E. Levasseur, *la Population française*, t. III, p. 338.

seulement pour peupler plus rapidement leurs solitudes, mais encore pour empêcher la dégénérescence de leur population. Quand une femelle voit des mâles parader devant elle et choisit celui qui lui paraît le plus beau, elle assure une amélioration de sa descendance, puisque le père transmet ses qualités à sa progéniture. Quand un homme s'éprend d'une femme ou une femme d'un homme, c'est parce que l'un des individus trouve dans l'autre des qualités physiques ou morales. Ces qualités se transmettent à l'enfant. Or ce qui attire un sexe vers l'autre, ce sont certaines ressemblances, mais aussi certaines différences. Une femme qui nous comprend, chez qui notre âme trouve un écho toujours vibrant, nous devient particulièrement chère. Mais, d'autre part, un homme chez qui les caractères de la masculinité sont très accusés s'éprendra de préférence d'une femme chez qui les caractères de la féminité prédomineront. L'accumulation des ressemblances produit le résultat que poursuivent les éleveurs, c'est-à-dire la prédominance d'une qualité spéciale ; la conjugaison des différences produit un type moyen, réunissant les facultés des deux parents. Dans l'un comme dans l'autre cas, il y a amélioration de la race. L'instinct nous guide dans cette direction. On éprouve de l'antipathie à l'égard d'un type trop différent de nous, de la sympathie à l'égard d'un type peu différent. Un blanc s'éprendra rarement d'une négresse, mais un blond s'éprendra souvent d'une brune et vice versa, parce que ces dernières variétés, quoique différentes, sont assez voisines. L'amour est la sélection sexuelle parmi les hommes. La lutte physiologique continue au sein des sociétés humaines, puisque les femmes les plus jolies et les plus aimables et les hommes, qui ont le plus de qualités, trouvent plus facilement à se marier. Pousser aux mariages d'inclination, c'est donc hâter l'amélioration de l'espèce humaine. Sans doute, la contrainte légale n'est pas applicable à ce cas, mais la contrainte de l'opinion peut exercer une grande influence. Déjà maintenant les mariages d'argent ne sont pas considérés comme très honorables dans presque aucun des pays civilisés ; dans l'aristocratie anglaise ils sont même fort rares ; presque tous les lords se marient par amour. Sans doute, avec le progrès de la civilisation, la contrainte sociale deviendra plus forte dans cette direction. D'autres circonstances y pousseront aussi. La femme, après avoir

qui a plongé ces sociétés dans une stagnation complète et a amené leur décadence si prompte. Jusqu'à nos jours, les grands croisements de races se sont produits au hasard des événements historiques. Les Espagnols qui ont envahi l'Amérique, se sont croisés avec les indigènes; les nègres amenés aux Antilles comme simple bétail humain, se sont parfois croisés avec les blancs et ont produit des races nouvelles. Peut-être que l'avenir nous réserve sur ce terrain une prédominance de l'action consciente sur l'action inconsciente. Peut-être étudiera-t-on d'une façon scientifique les croisements les plus avantageux entre les races humaines et colonisera-t-on de préférence les régions où les croisements seraient les plus favorables. Ainsi, s'il était prouvé que le croisement entre nègre et hindou donne des rejets plus parfaits que le croisement entre blanc et nègre, nous trouverions plus d'avantage à faire coloniser certaines régions de l'Afrique par les Hindous, qu'à les coloniser nous-mêmes. Ce sont là des hypothèses. Ce qui est certain, c'est que les croisements sont d'une utilité si incontestable qu'il faudra les favoriser le plus possible. De nos jours encore, nombre de sociétés non seulement barbares, mais même civilisées, tâchent d'entraver les croisements. Elles se causent à elles-mêmes le plus grand de tous les maux : l'abâtardissement de la race.

Aux îles Norfolk, le nombre des mariages diminue d'année en année. En effet, quand il n'y a pas entre les habitants d'un pays des différences qui poussent à l'amour, les unions deviennent de plus en plus rares. De là vient que la pénétration d'un peuple par des éléments ethniques étrangers est non seulement avantageuse par rapport à l'amélioration de la race, mais même par rapport à l'augmentation de la natalité.

En résumé, pour conserver sa prepondérance dans le monde, il faut qu'une société croisse plus vite que ses voisines ou au moins aussi vite. Cette croissance est produite par l'ensemble des avantages économiques, par les qualités morales, qui augmentent la natalité, puis par la puissance d'attirer l'étranger. Le procédé qui consiste à diminuer le nombre de ses ennemis, pour garder une prééminence relative, a l'inconvénient de diminuer en même temps le nombre de vainqueurs par les massacres des champs de bataille. Il a de plus l'inconvénient de faire baisser les profits par l'appauvrissement des voisins, d'amoindrir le bien

CHAPITRE III

LES PROCÉDÉS ÉCONOMIQUES.

« Il n'y a que deux manières d'acquérir, a dit Bastiat : produire ou ravir. » Mais pour ravir, il faut nécessairement que quelqu'un ait d'abord produit. La production passe donc en premier lieu dans l'ordre des temps.

Les procédés du *ravir* peuvent se ramener à trois formes principales : tuer ou menacer de tuer pour enlever des biens meubles ou immeubles, c'est le brigandage ; enlever des objets mobiliers par ruse, c'est le vol ; dans ces deux cas on prend sans rien donner, c'est une confiscation totale. Enfin la dernière forme du ravir est le monopole. Par ce dernier procédé on prend sans donner une valeur correspondante : c'est une confiscation partielle.

Toutes les formes de la spoliation ont un défaut capital. Non seulement elles n'augmentent pas la masse de la richesse, mais elles la diminuent. Or, à partir du moment où la richesse devient point de mire, *détruire* de la richesse, c'est marcher vers le but diamétralement opposé à celui qu'on veut atteindre.

Quand on prend à Paul pour donner à Jean, on n'augmente pas la quantité des utilités qui se trouvent sur la terre, on les distribue autrement, voilà tout. Si cette confiscation est accomplie par les procédés du brigandage, Jean n'aura jamais la totalité des objets précédemment possédés par Paul, donc il y aura, non seulement déplacement, mais encore destruction de richesse. D'autre part, quand on est constamment sous la menace d'être massacré et pillé, on prend des précautions pour se préserver de ces malheurs. On fait des cachettes, des coffres-forts, des serrures, etc. On prend des gardiens, on organise un service de sûreté. Tout cet appareil de défense est une perte absolue

LES PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE.

onopole: elle fleurit encore avec vigueur sous le nom de système protecteur. Ce système a même maintenant un grand air de popularité. L'Amérique, l'Allemagne, la France, l'Italie, la Russie, l'Autriche se sont livrées, dans ces dernières années, à de véritables frénésies de protectionnisme.

Un Russe pourrait acheter de la houille anglaise à 12 copecs le quintal; on l'oblige à l'acheter d'un autre Russe à 18 copecs. C'est-à-dire que le propriétaire de la mine de houille russe fait payer son compatriote 18 copecs un produit qui n'en vaut que 12. Si le Russe lui volait directement les 6 copecs, il serait condamné par son pays; mais, au moyen de cette opération commerciale, il le vole indirectement. Cependant, non seulement il n'est pas puni, mais il est même récompensé, parfois, pour avoir développé, soi-disant, la production nationale. Supposons que A et B aient conclu un contrat: A s'engage à livrer un quintal d'un kilogramme d'or fin et B à lui donner en échange 137 quintaux de blé¹. Mais, au lieu de 137 quintaux, B n'en livre que 111. De là procès. Il est évident que tout tribunal condamnera B à parfaire la différence au profit d'A et à lui livrer encore 26 quintaux de blé, comme il a été convenu. Or cette différence de B est tout simplement l'opération qu'accomplissent les douaniers, en imposant le blé étranger à 5 francs le quintal.

Le système protecteur est une spoliation mutuelle, autorisée par la loi. Et cette spoliation atteint des chiffres formidables. On a calculé que les droits de douane constituaient pour le peuple français un surcroît de charges montant à 4 milliard 500 millions de francs par an. Quel gouvernement aurait osé, aujourd'hui, en France, augmenter les impôts dans une pareille proportion, sans aucune raison absolument impérieuse, et porter du jour au lendemain le budget de l'État de 3 776 millions à 8 276 millions? Il a fallu environ 600 millions d'impôts nouveaux pendant la guerre de 1870, et on sait avec quelle difficulté ils ont été établis.

Un homme dont la cote foncière était de 100 francs l'année précédente, consentira difficilement à payer 140 francs l'année suivante, surtout si son pays a été en paix pendant l'intervalle, s'il n'a subi aucune de ces catastrophes qui justifierait cet énorme

¹ C'était le rapport naturel entre ces deux marchandises au moment où ces lignes ont été écrites.

LES PROCÉDÉS ÉCONOMIQUES.

impôt? Si ce contribuable apprenait de p
nent a été fait, non pour augmenter les r
mais pour le bénéfice de quelques particu
ndrait invincible. Jamais, certes, le gouv
aurait osé demander un accroissement d'im
ix quatre contributions directes¹. Cela au
it à renverser des ministères, mais peut-ê
même. Mais avec les droits de douane on p
endre une contribution de cette importan
rie souvent de 25 p. 100 et même plus, d'
elon la récolte. Les populations savent qu
utile de se révolter contre des variations p
naturelles; elles supportent aussi facilem
venant de causes artificielles, et se laiss
l'homme digne d'admiration. Grâce aux dro
vernement peut prélever un énorme tril
ques privilégiés, sans qu'il s'élève une p

t-on, des questions intérieures qui ne reg
ns internationales. C'est une profonde erre
le moins de blé à la Russie, c'est une pe
a Russie achète moins de soieries à la Fran
ir la France. Tout gaspillage dans les fr
nue la masse des richesses existantes et, p
sse du bien-être général.

es régions admirables, comme la Californ
tants par kilomètre carré. Pourquoi? Par
me protecteur adopté par les États-Unis, i
ntageux d'y produire du fer que d'y produ
ins, avec cette combinaison enfantine, paye
et les Européens leur blé plus cher. Il y
s. Sans le système protecteur, les Américai
leur leur superbe territoire beaucoup pl
le but suprême. La masse totale des richess
nité est encore fort restreinte parce que les r
s du globe sont trop faibles. Et elles sont tr
la moitié des terres fertiles n'a pas enco

comme le surcroît de charges qui pèse tous les
grâce aux droits de douane sur le blé.

été mise en valeur. Voilà ce qu'il s'agit de bien comprendre. L'Amérique, l'Afrique, l'Australie et une grande partie de l'Asie et même de l'Europe sont encore des déserts. Les peupler, les cultiver, voilà ce qui devrait être le but de tous nos efforts. Or, pour mettre en valeur tous ces territoires immenses, il faut un outillage industriel gigantesque. Toute augmentation artificielle du prix de cet outillage est une perte sèche pour l'humanité. Prendre partout ce qui est le meilleur marché, acheter son fer chez le voisin, si le voisin peut le produire à meilleur compte, voilà l'économie politique rationnelle qui permet de s'enrichir le plus vite possible. Tout les pays souffrent également quand les marchandises se font plus rares sur les marchés. Sans doute, les droits sur le blé, établis en France, sont un droit accordé à certains *Français* de spolier d'autres *Français*, mais c'est aussi un moyen de spolier des Anglais, des Américains et des Russes. Cela les prive des bénéfices qu'ils auraient pu réaliser en France, si ce pays avait quelques milliards de plus à consacrer à ses achats. Le système protecteur est non seulement une spoliation mutuelle des citoyens d'un même pays, mais aussi une spoliation mutuelle des citoyens de tous les pays. A ce dernier point de vue, le système protecteur devient une affaire internationale. Il l'est tant et si bien, que tous cherchent à conclure des traités de commerce pour obtenir de leurs voisins l'entrée en franchise des produits nationaux ou au moins des diminutions de droits. Mais, par un aveuglement vraiment incompréhensible, on refuse toujours d'accorder aux autres ce libre-échange qu'on désire pour soi-même.

L'impôt est la cotisation personnelle que chaque citoyen verse pour les services de l'État. Les droits protecteurs sont autre chose, ils diminuent les ressources de l'État. Dans beaucoup de pays on a pratiqué longtemps la prohibition absolue; alors l'État renonçait tout simplement aux revenus qu'il aurait pu tirer des marchandises étrangères, pour le bénéfice de certains producteurs. Tout droit de douane dépassant 20 p. 100 de la valeur du produit peut être considéré comme une prohibition partielle, qui diminue le revenu du Trésor. Or la majorité de nos tarifs modernes dépassent ce taux.

Quand un citoyen paye un impôt ou un droit fiscal, il rentre, pour ainsi dire, dans son argent, puisque les services que peut

LES PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE.

liances et même c'est, de toutes les branches de l'activité ne, celle qui noue le plus de liens entre les particuliers et tats. Le commerce travaille constamment à détruire l'œuvre guerre. Tandis que cette dernière pousse à l'isolement, le erce pousse à la solidarité. Guerre et commerce sont deux onistes irréconciliables.

s observons, malgré cela, des luttes économiques perpé- qui arrivent parfois à un degré de tension très considé- D'où vient cette contradiction? Du phénomène de l'échange. Chaque opération commerciale le vendeur veut donner le possible et obtenir le plus possible. Il y a solidarité entre mangeurs, puisqu'ils ne peuvent se passer l'un de l'autre; dans cette solidarité même, il y a une lutte qui se règle ent par des concessions mutuelles. Une fois le prix établi, bat se transforme en alliance et, en général, on peut dire opposition entre les intérêts des vendeurs et ceux des rs se règlent assez vite à leur satisfaction mutuelle. Quand d'un objet paraît raisonnable à celui qui veut l'acquérir, e disparaît même complètement. Alors on ne *marchande* comme on dit, et on achète de suite. Voilà pourquoi le rce unit si vite les individus et les nations.

il n'en est pas de même des relations entre les producteurs. e monde veut vendre le plus possible. Les individus qui nt des industries similaires se disputent donc les ache- première cause d'antagonisme. Pour attirer le client et cher d'aller chez le voisin, il faut lui offrir un produit r et à un prix inférieur. Or l'intérêt individuel pousse, au re, à donner le produit le moins parfait pour le prix le évé. Le voisin force à faire le contraire. Seconde cause onisme.

industriel, lésé dans ses intérêts par l'existence d'une sine, va la brûler ou la détruire, ou s'il obtient du gouver- qu'elle soit fermée, il devient un monopoliste. Le mono- peut être obtenu que par la violence, soit exercée direc- entre individus, soit indirectement par l'autorité de loi ¹.

eurs, aux États-Unis, sont la fine fleur du panier de la société améri-

effet, si l'individu, dont l'usine est fermée par les gendarmes, pour e à son voisin, ne reçoit aucune compensation, il subit une confisca-

LES PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE.

e : « Ce n'est pas ma mission de travailler à l'appau-
du pays. Forcer le peuple français de manger un
, quand il peut manger du sucre bon marché, c'est
jeter chaque année quelques centaines de millions
En serre, on pourrait produire du café en France,
mment il coûterait plus que celui de Java ou du
est de même du sucre de betterave. Cessez donc de
». Si vous avez perdu de l'argent dans cette affaire,
ur vous. Malheureusement, un gouvernement ne peut
omber des trésors du ciel. Pour augmenter vos béné-
elque manière que ce soit : par des subsides, des primes
its d'importation, je devrai les prendre sur le revenu
patriotes. Or prendre à Jean pour donner à Paul, c'est
l au profit de Jean. La fonction du gouvernement con-
cer la justice, non à pratiquer le vol, ou à l'autoriser.
venez, par votre intelligence, à faire du sucre de belle-
leur marché que le sucre de canne, tant mieux, mais
parvenez pas, cessez de faire du sucre de betterave. »
eurs de coton le gouvernement aurait pu dire : « Il est
oir d'enlever tous les obstacles qui gênent votre indus-
e ne puis pas faire autre chose. Le charbon d'Anzin
as plus cher que le charbon de Newcastle ; il ne faut
dépense pour faire venir du coton de Savannah à
l'en faut pour le faire venir de Savannah à Manches-
nt de vue matériel rien ne vous empêche donc de
les fils de coton au même prix que les Anglais.
lrmes néanmoins que vous ne le pouvez pas, c'est
vous affirmiez que vous êtes moins intelligents que
s. Je ne vois pas vraiment comment vous pourriez
cette proposition. Ni dans la philosophie, ni dans
ni dans les lettres, ni dans les arts le peuple fran-
sa longue histoire, ne s'est montré inférieur au
lais. Au contraire, bien souvent et dans beaucoup
s, il a montré une supériorité incontestable. Il est donc
e d'admettre, qu'au point de vue mental, le peuple
t supérieur au peuple français¹. Mais quand bien

avons ajouter que les industriels français seraient les premiers
i la question était nettement formulée de cette façon, et à bon
a peu de races mieux douées que la race française.

vendre un produit national. Nous n'avons aucun moyen de forcer les étrangers à prendre nos produits ; ils ne le font que si cela leur est avantageux. Par conséquent, ou bien un pays n'aura aucun commerce étranger, ou bien il aura des marchandises qui lui seront achetées de plein gré, c'est-à-dire qui pourront supporter la concurrence étrangère. Dans tous les pays du monde, en effet, les producteurs se divisent en deux catégories : ceux qui ont besoin de protection et ceux qui n'en ont pas besoin. Ainsi, en Russie, il est absolument inutile de mettre des droits de douane sur le blé ou le pétrole, parce que la Russie possède ces produits en quantité surabondante et les exporte elle-même. Personne ne s'avisera d'envoyer du blé ou du pétrole en Russie (en temps ordinaire). Ce serait porter de l'eau à la rivière. Considérons maintenant les producteurs qui ont besoin de protection. Supposons que 10 millions de tonnes de fonte par an soient nécessaires pour la consommation de la France. Mettons que la fonte anglaise, rendue en France, vaille 60 francs la tonne et la fonte française 80 francs (on prend des chiffres approximatifs). En s'approvisionnant de fonte anglaise, les Français payeraient donc pour cet article 600 millions de francs par an ; en s'approvisionnant de fonte nationale, 800 millions. Mais grâce à cette différence de 200 millions, supposons que 100 000 Français puissent gagner 2000 francs par an. « Sans les droits de douane ces 100 000 hommes n'auraient pas eu un sou, disent les protectionnistes : vous le voyez, notre système enrichit le pays. » Mais d'où viennent ces 200 millions ? Ils ne tombent pas du ciel, malheureusement. Ils sont tout simplement soustraits aux revenus des autres Français, mais par doses si infinitésimales, pour chacun d'eux, qu'on ne s'en aperçoit pas. En réalité les 100 000 individus qui fabriquent la fonte ne sont autre chose que des parasites, vivant au détriment de leurs compatriotes. Si les droits de douane n'existaient pas, ces 100 000 hommes auraient vécu sur le produit de leur propre travail, non sur le produit du travail des autres et la France aurait eu 100 000 producteurs de plus. En effet, on ne peut donner le nom de *producteur*, dans le sens économique de ce mot, qu'à l'individu se soutenant par lui-même. Par conséquent, tout industriel protégé est un parasite. Et, chose étrange, tandis qu'on considère le parasitisme comme un

conomique érigé en système de gouvernement. Il a la prétention d'enrichir la société, il n'a d'autre résultat, en réalité, que d'arrêter le développement de la richesse,

La concurrence n'est autre chose que la loi darwinienne de lutte pour l'existence dans le domaine économique, la survie des producteurs les plus intelligents, l'élimination des autres incapables. Or le système protecteur est juste le contraire. C'est une récompense donnée à l'imbécillité, au désordre, à l'inertie et une punition infligée à la capacité, à l'économie, à l'intelligence. Dans chaque pays, il y a des producteurs qui ont besoin d'aucune protection; ce sont ceux qui exportent, ceux qui, par leur habileté, se sont rendus capables de soutenir victorieusement la concurrence étrangère. Un agriculteur russe ne pourrait pas vendre son blé plus cher à Londres, quel que soit le droit d'entrée qui frappe le blé en Russie. Mais cet agriculteur paye son fer plus cher pour le bénéfice de son compatriote, le maître de forges. Par conséquent c'est sur lui, en dernière analyse, que tombe toute la charge du système protecteur. Ce système est donc diamétralement opposé à la loi naturelle : au lieu d'éliminer les incapables, il a pour but de les faire prospérer au détriment des mieux doués.

Selon le calcul de M. Léon Say, l'ensemble des droits de douane représente pour le peuple français une surcharge annuelle de 500 millions de francs¹. Le droit sur le blé, à lui seul, coûte environ 693 millions de francs par an. D'après les évaluations de M. Muhall, le revenu général de la France serait de 4 milliards de francs². Sur 100 francs de revenu, chaque Français donne 6 francs pour favoriser, soi-disant, le développement de l'agriculture et de l'industrie.

Dans aucun pays du monde on n'oserait établir un impôt sur le revenu, montant à 6 p. 100, pour tous les citoyens indistinctement, sans en excepter les plus pauvres. C'est avec peine qu'on est parvenu à faire voter dernièrement en Prusse un impôt de 4 p. 100 et encore les petites fortunes sont-elles exclues. Si, au moins, ce lourd impôt pouvait accroître la production nationale. Mais ce n'est pas le cas, il ne peut que la diminuer. En effet, tout ce qu'un pays peut tirer de l'étranger tombe sous la caté-

1. Discours prononcé à la Chambre des députés, le 11 mai 1891.

2. Voir A. de Foville, *la France économique*. Paris, Colin, 1890, p. 524.

à l'incurie, au gaspillage, à l'absence d'esprit d'entreprise et à la routine.

Hélas ! tous les pays civilisés, sauf l'Angleterre, la Belgique, la Hollande et la Suisse font aujourd'hui la même folie.

Le système protecteur se ramène, en dernière analyse, à ceci : « Si vous travaillez mieux que moi, je vous tue. » En effet, chaque individu produit pour vendre. Quand il veut placer son article à l'étranger, on l'arrête à la frontière : « Combien vendez-vous cela ? » lui dit-on. « Tel prix, » répond-il. Alors le gouvernement examine le cas. S'il estime que l'article étranger est meilleur et meilleur marché que l'article national, il le taxe pour le rendre plus cher et pour mettre l'étranger dans l'impossibilité de l'importer. Si l'étranger veut passer outre, c'est-à-dire ne pas payer le droit de douane, le gendarme qui garde la frontière tire sur lui.

Il faut avouer que cette manière d'agir est un médiocre encouragement à bien travailler. Tuer les capables, faire vivre les incapables, pratiquer la sélection à rebours, aller dans le sens diamétralement opposé aux lois naturelles, tel est le résultat définitif du système protecteur.

Un homme peut s'imaginer qu'il faut cesser de manger pour se bien porter. S'il se soumet à ce régime, il tombe malade au bout de quelques jours. Faute de connaître les lois de la physiologie, cet homme arrive au résultat opposé à celui qu'il désire atteindre. Tels sont les gouvernements. Tous veulent enrichir leur pays. Mais, faute de connaître les lois de l'économie politique, ou faute de les appliquer en les connaissant, ils introduisent le système protecteur. Ce régime, qui devrait créer la richesse, crée la misère. Le maximum de bien-être ne peut être obtenu que par l'application de la loi naturelle. C'est à partir du moment où les gouvernements cesseront de prendre l'argent de Paul pour le donner à Jean, c'est à partir du moment où ils mettront fin à toute violence dans la lutte économique, à partir du moment où ils laisseront le champ libre à la plus entière concurrence, que l'accélération dans la production de la richesse atteindra son point culminant.

Comme nous l'avons montré plus haut (chapitres VI et VII du livre I^{er}), la richesse n'est autre chose qu'une adaptation du milieu aux besoins de l'homme. Si un objet extérieur peut

ips, on dit en langage économique e façon générale, le prix d'un objet mps qui a été nécessaire à sa confec- ment les prix, c'est donc retarder le us complètement adapté aux besoins

idamentaux, l'absurdité du système e. Par malheur, on pousse rarement a connaissance des lois de la nature lue dans le public. En faveur de cette sans nombre obscurcissent les ques- tème protecteur est la plus colossale rci l'esprit humain. Le paysan s'ima- é plus cher, il aura plus de bien-être. us les autres objets montent de prix rien ne sera modifié. Un air reste vu que les intervalles entre les notes e soit la hauteur ou la gravité du ton lodie s'appelle en musique modifier es prix varient dans une proportion ent une transposition².

roportion différente, la loi crée une favorise de cette façon les capitalistes tats-Unis, en France, en Russie, en atique une politique des plus iniques, res pour donner aux riches. Si on ne en France), en leur donnant par échanger leur blé contre une plus

i parle toujours de l'individu qui se baisse i peut le vendre des millions. Mais combien l'hommes un bonheur pareil peut-il arriver? ces de ce genre pour vivre, des milliards Quand on exploite les mines d'or et de dia- , on ne gagne pas plus qu'en exploitant les carrières. Les Compagnies diamantifères de p. 100 à leurs actionnaires.

, dit M. Cernouschi, 500 mètres cubes d'or... esurer la valeur des marchandises. » Que les prix doubleront aussi, mais la quantité e bien-être), ne changera pas pour cela. Cela ion.

grande quantité de produits manufacturés, on fait un 1789 à rebours. L'ancien régime avait établi la spoliation au profit des grands; on cherche à l'établir aujourd'hui au profit du paysan. Cette seconde spoliation n'est pas plus juste ni plus démocratique que la première. On ne voit pas la raison qui peut pousser un gouvernement à favoriser les habitants des villes au détriment de ceux des campagnes, ou ceux des campagnes au détriment de ceux des villes. Ou tous les citoyens sont égaux devant la loi, ou la démocratie n'est qu'un vain mot.

Mais, même si la transposition des fortunes s'opère d'une façon parfaitement parallèle, elle n'est pas moins funeste, si elle a lieu dans le sens de l'élévation des prix. Parce que le prix du blé (grâce au droit de douane), est en France d'un cinquième plus élevé qu'en Angleterre, un ouvrier français doit faire autant d'efforts pour entretenir une famille de quatre personnes qu'un ouvrier anglais pour une de cinq. On voit quel immense désavantage en ressort, pour la France, au point de vue démographique. Mais c'est en généralisant cette observation qu'on peut en montrer toute l'importance.

Le dénûment absolu est la possession de zéro objets nécessaires à la vie. Supposons que l'aisance commence à partir du moment où l'on possède cent objets. Dans un pays où, grâce aux droits de douane, les produits coûtent cher, il faudra, par exemple, un mois de travail pour acquérir chacun de ces objets. Pour arriver à l'aisance, il faudra donc travailler cent mois. Dans un autre pays où, grâce au libre-échange, les produits sont bon marché, il ne faudra travailler que vingt jours pour acquérir chacun d'eux. Il suffira donc de 70 mois pour arriver à l'aisance. En un mot, plus les tarifs de douane sont élevés, plus le bien-être est placé à un échelon supérieur, c'est-à-dire est de moins en moins accessible. Il est donc évident que les pays de bon marché auront toujours une avance sur les pays de cherté. Or, comme la prospérité économique est la base de la puissance politique et mentale, les pays qui pratiquent le libre-échange l'emporteront, dans la lutte pour l'existence, sur ceux qui pratiquent le système protecteur.

LES PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE.

vingt-trois États de l'Europe entretiennent actuellement armes 3 206 600 soldats et 293 700 marins, soit en tout 3 500 300 hommes environ, sans compter les réserves. Cet appa-
tail coûte tous les ans, d'après les budgets officiels, la
somme de 4 milliards 782 millions de francs. Une certaine force
est indispensable pour le maintien de l'ordre intérieur.
Quel est le chiffre de cette force ? Les États-Unis peuvent nous
donner une approximation assez exacte. La grande république
américaine entretient en tout 357 700 hommes sous les armes,
250 000 soldats, que comme marins. Il y a aux États-Unis
une population de 100 millions d'habitants, dont une partie est
entièrement refractaire (les Indiens sauvages) qu'il faut contenir
par la force. Nous n'avons rien de pareil en Europe. Prenons
donc le chiffre des États-Unis. On y trouve un militaire
pour 138 habitants. En Europe on trouve un militaire par 108 ha-
bitants, soit dix-sept fois plus. Si notre continent avait la même
proportion militaire que les États-Unis, il aurait 200 000 hommes sous
les armes. Cette quantité suffirait complètement, selon toute
probabilité, à maintenir l'ordre intérieur. Par conséquent le
besoin de faire des conquêtes et la nécessité de se préserver
contre ce désir, existant chez les voisins, pousse les nations
européennes à entretenir des armées de 3 300 000 d'hommes.
Le coût de ces militaires coûte en moyenne 1370 francs. Sans
faire de conquête nous aurions donc pu réaliser tous les ans
10 millions de francs d'économies sur nos budgets de la guerre
et de la marine. Si de plus les 3 200 000 hommes, qui sont
aujourd'hui sous les drapeaux, pouvaient se livrer à des besognes
civiles et, en admettant que chacun d'eux ne gagnât que
2 francs par an, ce qui est très modeste, cela ferait une
économie totale et annuelle de 7800 millions. Ajoutons les réserves
qui sont appelés à faire leurs vingt-huit jours dans tous
les pays et estimons cette seconde perte au chiffre modeste de
10 millions. La paix armée revient donc à 8 milliards de francs
par an. Pas de mot ! 8 milliards ! Sait-on ce que représente ce chiffre
en fait ? Dans les pays de plaine comme la Russie, où l'on
peut construire des chemins de fer à 150 000 francs le kilomètre,
les 8 milliards représentent 53 000 kilomètres. Le transsibérien
n'en fait que 100 kilomètres¹. Avec ces 8 milliards on ferait donc

le transcaucasien est revenu à 39 000 roubles la verste. On met 50 000 roubles
pour le transsibérien. La verste a 1066 mètres.

huit fois le transsibérien ! Une ligne, partant de Mexico et aboutissant à Buenos-Ayres, à travers tout le haut plateau des deux Amériques, n'aurait guère plus de 10 000 kilomètres. En comptant 300 000 francs le kilomètre, avec 8 milliards on pourrait construire cette ligne deux fois et demie. Or cette ligne traverserait quelques-unes des plus riches et des plus belles régions de la terre. Le canal de Suez avait coûté jusqu'en 1885, 488 millions de francs. Avec 8 milliards on ferait donc seize fois le canal de Suez. Celui de Panama aurait certainement pu être terminé, si on avait pu jeter 3 milliards dans cette entreprise. Avec 8 milliards on ferait donc plus de deux fois le canal de Panama.

Les guerres entre les tribus sauvages de l'Afrique coûtent la vie tous les ans à un demi-million d'hommes, à peu près. C'est un épouvantable gaspillage de force productrice. Ces massacres causent des pertes considérables à l'Europe, car elle perd une masse énorme de consommateurs de ses produits ; son activité industrielle en est diminuée en proportion. Or on a calculé que, pour pacifier tout l'intérieur de l'Afrique, il faudrait une dépense de 200 millions de francs. Cette œuvre pourrait donc s'accomplir quarante fois avec les 8 milliards de la paix armée. Non seulement ils suffiraient pour pacifier l'Afrique, mais encore pour y construire une ligne de chemin de fer allant d'Alexandrie au Cap, et une autre de Saint-Louis à Massaouah.

Le Caucase avait 17 millions d'habitants avant la grande invasion des Mongols. Aujourd'hui il en a à peine six millions. Ce pays avait pu nourrir autrefois une population si dense, grâce à un admirable système d'irrigation, établi dans la vallée de la Koura. Les traces des anciens canaux existent encore. On a calculé qu'il faudrait un demi-milliard de francs pour les remettre dans leur état primitif. Avec l'argent gaspillé en armements, on aurait pu faire cette œuvre seize fois ! Si ce système d'irrigation avait fait vivre 17 millions d'individus, on peut dire qu'avec les 8 milliards on aurait assuré la vie à 176 millions d'hommes, en pratiquant les mêmes irrigations dans les vastes régions où elles sont possibles. Il y a en Russie environ 24 000 écoles primaires, contenant près de 1 263 000 élèves, ce qui fait un élève par 90 habitants. Or, pour que l'instruction fût donnée à tous les enfants, il faudrait qu'il y eût un élève par 5 habitants, soit pour l'empire russe 22 millions d'élèves. En

LES PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE.

ptant une école pour 100 personnes, il faudrait 220 000 écoles. peut facilement construire une très belle école primaire en sie pour 23 000 francs. Avec 8 milliards la Russie pourrait c, non seulement, bâtir tous les édifices scolaires, indispen- es pour organiser l'instruction primaire absolument uni- elle, mais encore il lui resterait un reliquat de 2 milliards millions, qui suffirait à l'instruction moyenne et supérieure.

encore ce gaspillage annuel de 8 milliards était le seul. s, hélas ! il s'en faut de beaucoup qu'il en soit ainsi et on t poursuivre plus loin la formidable addition de la folie mili- 31

n 1869 M. Laroque avait évalué à 19 milliards de francs la ur, en Europe, des propriétés immobilières et mobilières clés au service de la guerre (forteresses, casernes, artillerie, es, etc., etc.)¹. Si nous augmentons ce chiffre de moitié, r la période qui va de 1869 à 1893, nous serons bien en deçà a vérité. C'est donc à 30 milliards qu'on peut évaluer au- d'hui le matériel de guerre des nations européennes. Les réts de 30 milliards à 4 p. 100 représentent 1 milliard millions. D'autre part, les dettes des États de notre continent vent au capital nominal de 121 milliards 178 millions de francs ron. Elles demandent un service d'intérêts annuels de 5 mil- ds 467 millions. La plus grande partie de ces dettes ont été lues pour faire la guerre. Mais, pour être modeste, évaluons ement aux deux tiers de cette somme la part qui provient dépenses militaires. Cela nous fait toujours un capital de illiards 600 millions et 3 milliards 224 millions d'intérêts². joutons les intérêts des dettes et ceux du capital engagé dans atériel de guerre, aux sommes dépensées annuellement pour née et la marine, nous arrivons à un total de 12 milliards millions par an. Ce chiffre colossal est, malheureusement,

Voir *la Guerre et les Armées permanentes*. Paris, Calmann Lévy, 1870, 17.

En 1869, M. Laroque évaluait l'intérêt des dettes publiques, causées par erre à 2 milliards 716 millions de francs. On voit que notre évaluation ien modeste, puisque la seule guerre de 1870 a causé à la France un oût d' dépenses annuelles de 632 millions de francs. La guerre de 1877 à la Russie plus de 150 millions de francs d'intérêts annuels. Encore ce capital ne sont pas comptées les dépenses militaires qui ont été es par les ressources courantes des États.

POLITI

une sté
r aux
réalise
nent, c
ne déj

si se so
celles
et la g
civilisa
r prof
Allema
de 18
e, en 1
et au
Elle a
illions
es par
tévolu
n qui
donn
rance
souffr
guerres

uerres

ds de fi
d'Atlas
3.) Cette
de la
s cas. 1
était évi
nent à 4
illions
inçais t
poraine
00 hom
785 000
tes direc
ce derni
nsidéral

LES PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE.

e aurait 20 millions d'habitants de plus qu'aujourd'hui¹.
guerre ont coûté la vie à près de 3 millions de Français.
prend la même proportion pour les autres pays (et il faut
prendre une proportion plus forte, parce que la natalité est
grande en Russie, en Allemagne et en Angleterre), on peut
dire, sans les guerres énumérées ci-dessus, la population de
l'Europe serait supérieure à celle d'aujourd'hui, de 45 millions
d'habitants. La moitié seraient des femmes, 40 p. 100 des enfants ;
il y aurait donc 13 300 000 hommes adultes. En supposant
un milliard de production pour chacun d'eux, cela ferait encore
un milliard 300 millions de francs à ajouter à toutes les autres
pertes causées par la guerre², ce qui porte le total à 26 mil-
liards par an !

Est-ce tout ? Hélas ! non, pas encore ! On sait que la richesse
ne croît pas par progression arithmétique, mais par progres-
sion géométrique. Les capitaux sont productifs de capitaux
nouveaux. Nous avons dit que les dettes des États européens,
y compris des dépenses occasionnées par la guerre, montaient
à un milliard 600 millions, et le coût du matériel militaire à
un milliard. Ces 140 milliards 600 millions de francs sont tota-
lement perdus. S'ils avaient été employés à des œuvres pro-
ductives, ils auraient créé des capitaux nouveaux. Il en est de
même des 8 milliards absorbés pour les dépenses annuelles.
Ils ne produisent que les richesses qu'aurait pu produire
la circulation du réseau ferré. Les plus magnifiques régions
du monde restent aujourd'hui absolument improductives, faute
d'agents de communication. Or, si on avait construit tous
les 52000 kilomètres de chemin de fer de plus sur notre
continent seulement depuis 1852, cela aurait fait deux millions de
francs de plus. Le réseau actuel aurait pu être quadruplé. L'Amé-
rique, l'Asie, l'Afrique et l'Australie auraient pu avoir presque
autant de chemins de fer que l'Europe !

La perte totale produite par l'esprit de conquête dépasse tout

Mais, certes, c'est par dizaines de milliards de francs
qu'il faut la chiffrer. Telle est la carte à payer de l'igno-
rance et de la folie humaines ! Un esprit borné aux conceptions

¹ *Revue scientifique* du 25 avril 1891.

² Nous supposons que les femmes ne produiraient rien, ce qui est bien
exagéré, et puis la somme de 1000 francs est aussi bien modeste.

gales, le dixième aura aussi l'estomac vide. Par malheur, cela ne rassasiera pas les neuf autres.

M. Neumann-Spallart évalue la production totale des céréales sur notre globe, pour l'année 1884, à 3 milliards d'hectolitres, valant à peu près 27 milliards de francs. Soit en moyenne 9 francs hectolitre¹. Si, la population restant la même, cette proportion pouvait doubler, on serait mieux nourri qu'aujourd'hui. Le blé coûte maintenant à Paris environ 20 francs les 100 kilos, mais si le Canada et les États-Unis pouvaient produire 350 millions d'hectolitres au lieu de 158, le prix du blé tomberait sensiblement. Les Américains donneraient une plus grande quantité de ce produit en échange des marchandises qu'ils tirent de l'Europe, chaque famille européenne dépenserait pour son pain une somme inférieure à celle qu'elle dépense maintenant. Elle pourrait employer le surplus économisé à se donner d'autres satisfactions ; elle serait donc plus riche.

Quand A choisit pour métier la fabrication d'un article quelconque et que B choisit pour métier la spoliation violente de A, A et B s'appauvrissent également, puisqu'il y a un seul producteur au lieu de deux. C'est ce que les nations n'ont pas compris. Elles s'imaginent qu'elles peuvent s'enrichir au détriment de leurs voisines. Les faits donnent le plus puissant démenti à cette opinion. « Si nous faisons le compte des guerres modernes, nous en excepter une seule, dit M. de Molinari², nous trouvons qu'elles ont invariablement coûté au vainqueur plus qu'elles ne lui ont rapporté ; qu'elles se soldent des deux côtés par une perte, en un mot que la guerre a cessé d'être productive. » Donnons quelques exemples. En 1792 la dette de la Grande-Bretagne montait à 5 milliards 991 millions de francs. En 1815 elle avait atteint 21 milliards 525 millions³. Cela fait une différence de 15 milliards 500 millions de francs. Il s'en faut de beaucoup, cependant, que cette somme représente, pour l'Angleterre, les frais des guerres de la Révolution et de l'Empire, parce que, pendant vingt-trois ans, le budget annuel de l'Angleterre en défrayé un grand nombre. D'après la *London Weekly Review*,

1. *Uebersichten der Weltwirthschaft*. Stuttgart, Maier, 1887, p. 183 et 189.

2. *Les lois naturelles de l'économie politique*, p. 229.

3. En 1792, £ 239 850 000, en 1815 £ 861 000 000. (Voy. Walpole, *History of England*, t. I, p. 24).

les dépenses de l'Angleterre seraient montées à 28 milliards 975 millions de francs.

Pour tout cela, l'Angleterre reçut de la France en 1815 121 millions de francs d'indemnité. Les guerres de 1792 à 1815 se soldèrent donc par une perte de 28 milliards 850 millions de francs. L'Angleterre acquit, il est vrai, Malte, les îles Ioniennes, le Cap, la Guyane, l'île de France, Tabago et quelques autres Petites-Antilles. Il est clair, cependant, que les revenus de tous ces pays, les dépenses d'administration locale une fois payés, ne pouvaient pas fournir un surplus de 1 milliard 645 millions de francs nécessaires au paiement des intérêts des 29 milliards dépensés pour les acquérir. Les pays annexés à la Grande-Bretagne, par les traités de Vienne, ne lui apportèrent pas un penny. Quant à l'expansion de la nation anglaise, elle avait devant elle, en 1792, tout le Canada jusqu'au Pacifique, l'Australie et la plus grande partie de l'Afrique alors encore inoccupée. Ce n'est donc pas la place qui manquait aux Anglais. Ils auraient pu se passer du Cap, de l'île de France et de Tabago sans la moindre difficulté.

De même, la dernière guerre d'Orient a coûté plus de 3 milliards de francs à la Russie. Elle lui a rapporté 300 000 sujets nouveaux. Il est manifeste que cet accroissement ne peut compenser en aucune façon les pertes subies, car 300 000 hommes ne seront jamais capables de payer les 150 millions de francs d'intérêts des dettes conclues pour les conquérir. Considérée au point de vue des seules acquisitions territoriales, la guerre de 1877-1878 a été pour la Russie la plus ruineuse des spéculations.

Dans une seule circonstance, la guerre a donné un bénéfice apparent. Ce sont les fameux milliards de la France. D'après les comptes présentés au Reichstag allemand, toute dépense payée, la guerre de 1870 laissait un surplus de 3 896 250 000 fr. Cela paraît une belle affaire. Cependant, ce n'est qu'une illusion. L'Allemagne entretenait en temps de paix, en 1870, 397 000 hommes de troupes. Or il a fallu lever pour la guerre de France 529 000 hommes en plus. En évaluant la perte de leurs bénéfices pendant neuf mois et leurs dépenses personnelles pendant ce temps à 1000 francs par tête, ce qui est bien modeste, cela fait 529 millions de francs ; 40 000 Allemands sont morts pendant la campagne, 88 000 ont été blessés. En supposant seulement

LES PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE.

a ait péri, avant l'âge, des suites des blessures et des (encore une évaluation modérée), cela fait une perte hommes. Admettons que chacun d'eux eût gagné es par an. En capitalisant ce revenu à 5 p. 100, ces eprésentent une valeur de 1 milliard 380 millions de ostilité de la France a obligé l'Allemagne à augmenter f, en temps de paix, de plus de 100 000 hommes. Avec militaire moderne, chaque soldat revient, comme ns établi, à 1370 francs en moyenne. Cela fait 137 mil- ancs par an, soit pendant vingt ans 2 milliards 740 mil- ancs. Sans compter les pertes subies par la perturba- ffaires qui a été la suite de la guerre, sans prendre en ion que les 69 000 Allemands qui ont péri, auraient des enfants, on peut dire, en résumé, qu'en 1891 la 1870 a coûté à l'Allemagne 4 milliards 649 millions au plus bas mot. Elle a rapporté 3 milliards 896 mil- e perte sèche 763 millions. Tel est le bilan de la plus lucrative que l'histoire ait jamais enregistrée annales, car les 5 milliards de l'indemnité française é le monde par leur énormité. Notez d'abord que ces sont loin d'être complets. Ils représentent seulement qui se laissent chiffrer d'une façon quelconque, mais e les pertes causées à l'Allemagne par la guerre de plus, les dépenses improductives de l'Allemagne, pro- l'hostilité française, vont s'accumulant d'année en omme compensation, il y a, il est vrai, l'Alsace-Lorraine. ays verse seulement 12 309 000 francs de part matricu- e le budget de l'empire, tandis qu'il coûte en réalité e de 100 000 soldats de plus, maintenus sous les armes, illions de francs par an.

oit, les conquêtes violentes sont des spéculations dé- e pour les peuples. Le produit net de l'indemnité fran- tagé également entre tous les Allemands, aurait donné par tête, soit 388 francs par famille de quatre person- à 5 p. 100, 19 fr. 40 d'intérêt annuel. Or, la charge de

valuation des plus modérées porte à une soixantaine de milliards de ficit direct en produit de travail humain causé par la guerre civile depuis 1861 jusqu'à 1891. » (E. Reclus, *Nouv. Géogr. univ.*, t. XVI, ci peut servir de terme de comparaison.

LES PROCÉDÉS POLITIQUES.

100 000 hommes de plus, entretenus sous les drapeaux, 137 millions de francs de dépenses et 100 millions de p 20 fr. 80 par famille. On voit que les Allemands au d'une part, 19 fr. 40 de revenu en plus, mais de l'autre 20 fr. 80 de dépense. L'opération se solde en perte.

L'indemnité française n'a pas été partagée entre tous les Allemands. Elle n'a même pas été partagée également entre les soldats. Les chefs ont eu naturellement la plus grande part.

Les gouvernements peuvent mettre leurs intérêts au-dessus de ceux de leur peuple. Ainsi l'Espagne tirait un gros profit de Cuba, grâce à une exploitation impitoyable des habitants de cette île. Les Cubains, mécontents, désiraient s'annexer aux États-Unis. L'Union offrit à l'Espagne, en 1858, un milliard de francs pour cette île. Le gouvernement espagnol refusa. Une insurrection éclata. Pour la vaincre, l'Espagne dépensa le même million que lui avaient offert les Américains. Par le fait de cette insurrection le peuple espagnol supportera une nouvelle charge de 70 millions par an. Mais le gouvernement espagnol gardera les 100 millions que rapporte Cuba. Ceux qui payent les 70 millions d'impôts nouveaux, ne sont pas les mêmes individus que ceux qui paient les 100 millions provenant de Cuba ; l'opération est donc avantageuse pour ces derniers. Telle est la conduite des gouvernements dirigeants dans beaucoup de pays. On fait des guerres, le peuple paye plus d'impôts pour en solder la dépense, et les gouvernements s'enrichissent.

On admet volontiers que les guerres sont désastreuses pour les peuples en général, mais on s'imagine encore qu'elles sont avantageuses pour les gouvernants en particulier. Quand Masséna entra en possession de ses 683 000 livres de rentes, Davout de ses 728 000 livres, Bessières de ses 910 000 livres et Bonaparte de son million, ces hommes pouvaient se dire que, sans les guerres, ils n'auraient jamais acquis ces fortunes. Ils pouvaient aussi se dire que, peut-être, les désastres causés par les batailles, mais la guerre, bien ordonnée commence par soi. Cependant ils faisaient un faux calcul. Ajoutez de plus que Masséna, Ney, Davout ont sacrifié cent fois leur vie pour acquérir cette fortune. Combien d'autres ont succombé et parmi les plus dignes. Rappelons d'abord

1. En comptant qu'un homme gagnerait 1000 francs par an.

2 Voir page 86.

LES PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE.

distribuer 32 463 000 francs de rentes annuelles, Napoléon cra 1 700 000 Français. Quand un vil assassin tue un seul du pour le voler, la société le fait décapiter. Elle a parfait raison. Mais combien est plus infâme l'action des pers qui font périr *des centaines de milliers de leurs compatriotes* (nous comptons les étrangers), pour s'enrichir. Le code de la le vraie, non de la morale conventionnelle de nos sociétés rnes, devrait punir ce crime d'une façon pour le moins sévère que l'assassinat individuel. Les hommes qui pous la guerre pour s'enrichir, en volant l'État ou en volant nemis, devraient être considérés comme les pires des criss. Ils devraient non seulement porter leur tête sur l'échamais encore être mis au pilori de l'histoire. Laissons, ceunt, les considérations morales. Passons aux considérations nent économiques. Pour distribuer 32 463 000 francs de à 4970 individus, Napoléon massacre 1 700 000 Français à 1000 francs, auraient produit 1 milliard 700 millions de s par an. En leur prenant seulement 5 p. 100 sur ce revenu forme d'impôt, Napoléon aurait obtenu 85 millions de s, soit plus du double de ce qu'il a acquis par la guerre. us, pour distribuer 32 463 000 de francs, Napoléon a dé de 1802 à 1815, 5 milliards 479 millions¹. Sans la guerre somme aurait pu être économisée. Or elle représente, à 00 seulement, un revenu de 217 millions de francs, somme pt fois supérieure à celle que Napoléon distribua à ses favoris.

us avons montré que, sans l'esprit de conquête, les nations éennnes auraient eu aujourd'hui pour le moins 52 milliards anc de revenu de plus². En prenant seulement 5 p. 100 ette somme sous forme d'impôt, cela ferait 2 milliards nillions de francs par an que pourraient s'adjuger les gouvements! C'est un joli denier. Jamais la guerre n'en pourra er de pareil. La guerre la plus fructueuse que connaisse oire n'a donné comme on l'a vu, que 3 milliards 896 milde francs, soit même à 5 p. 100, seulement 194 800 000 francs venu annuel. En répartissant les 2 milliards 600 millions anc de revenu, que les gouvernements européens auraient

aroque, *op. cit.*, p. 203.

oy, page 229.

somme de beaucoup supérieure, comme on le voit, à celle de l'indemnité française.

Où il n'y a rien, le roi perd ses droits, dit le proverbe. Les gouvernements devraient comprendre que pour percevoir de gros bénéfices, ils doivent autant que possible laisser aux peuples la faculté de s'enrichir. Il ne faut pas, dans leur seul intérêt égoïste, les appauvrir, comme ils le font aujourd'hui par un gaspillage militaire insensé.

En résumé, ni les peuples, ni les gouvernements ne peuvent s'enrichir par la guerre. Quelle étrange aberration, d'ailleurs, de croire qu'on puisse créer de la richesse en la détruisant !

Une autre erreur universellement répandue est celle d'imaginer que la richesse d'une dynastie régnante ou d'un gouvernement est en raison directe de l'étendue du territoire. Autrefois il a pu en être ainsi, mais, depuis longtemps, ce n'est plus le cas. On sait que, malgré leurs vastes possessions, Charles-Quint et Philippe II ont été des monarques fort besogneux. A la fin du xviii^e siècle « la cour d'Espagne était si pauvre que l'argent manquait pour payer les gages des domestiques privés du roi et pour faire face aux dépenses journalières¹ ». Cependant le soleil ne se couchait alors jamais sur les domaines du roi d'Espagne. Et il ne peut pas en être autrement. Plus l'appareil militaire se perfectionne, plus la puissance agressive des États augmente. Par conséquent, plus les frontières d'un pays sont étendues, plus il faut d'argent pour les défendre. Déjà en 1725 les finances de l'Autriche, par exemple, étaient complètement épuisées, « les revenus qu'elle tirait du royaume de Naples, de la Sicile, du Milanais et des Pays-Bas suffisaient à peine à l'entretien des troupes nécessaires pour la garde de ces pays² ». Par conséquent, quand la maison de Habsbourg fit des guerres longues, sanglantes et coûteuses pour acquérir ces possessions, elle subissait simplement l'impulsion d'une routine ancienne, qui n'était plus justifiée par les faits.

1. Buckle, *Histoire de la civilisation en Angleterre*, t. IV, p. 89.

2. *Recueil d'instructions aux ambassadeurs de France. Autriche*. Introduction de M. Sorel. Paris, Alcan, 1884, p. 15.

Il s'en faut de beaucoup que l'étendue seule du territoire soit une cause de richesse. A ce compte, la Russie d'Europe étant dix fois plus grande que la France, serait dix fois plus riche. Tout le monde sait que ce n'est pas le cas. Non seulement l'étendue du territoire n'est pas toujours une cause de richesse, mais au contraire, quand ce territoire est peu productif, c'est même une cause d'appauvrissement.

On a fait des conquêtes de l'ordre défensif, si nous pouvons nous exprimer ainsi : par exemple, quand on a annexé des territoires pour garantir les droits de ses sujets. Il sera question plus loin de ce genre de guerres et l'on verra qu'elles s'imposent parfois d'une façon inévitable. Mais, entre nations civilisées, la majorité des conquêtes ont été entreprises pour augmenter la richesse (donc la puissance) de l'État. Or c'est là la plus naïve de toutes les illusions.

II

Qu'est-ce qui découle de ces prémisses ? C'est que la politique a été jusqu'à présent dans une voie fausse. C'est que, faute de connaître les lois de la nature, les hommes d'État, loin d'arriver au but poursuivi (la richesse, la puissance) arrivent au but diamétralement opposé. Si les procédés anciens sont faux, il faut les abandonner, il faut en adopter de nouveaux. Quel est le procédé rationnel de la lutte politique ?

Tout le monde comprend que, toutes choses égales d'ailleurs, l'État le plus homogène, sera le plus riche, donc le plus puissant. En effet, si un État contient des éléments réfractaires et inassimilables, il faut, pour les comprimer, un déploiement de force militaire qui cause des dépenses considérables. Nous avons montré que toute guerre de conquête se solde par une perte. Mais si, après la paix, il faut défendre une province annexée, non seulement contre l'ennemi du dehors, mais contre l'ennemi du dedans, cette annexion devient tout simplement désastreuse. Tel a été le cas, en effet, de la Lombardie et de la Vénétie pour l'Autriche; de l'Alsace-Lorraine pour l'Allemagne, de la Pologne pour la Russie. Les gouvernements comprennent si bien l'avantage de cette homogénéité, que leurs plus grands

plusieurs mâles et de femelles plus ou moins nombreuses. Il y eut entre les membres d'une horde animale une parenté réelle. Ce fut aussi cette parenté qui forma le premier lien entre les hordes humaines. Tout individu (même le plus infime infusoire) occupe un certain lieu dans l'espace et se meut dans un certain périmètre. Tout individu, toute société possède aussi un certain territoire. Mais le lien social n'était pas d'abord formé par le territoire, mais par la parenté¹. Quand plus tard, les hordes guerrières s'organisèrent et soumirent des tribus humaines à leur domination, les choses changèrent. L'État se fonda sur le droit de propriété d'une certaine région déterminée. Par conséquent le lien formé par l'État, sans exclure le lien de la parenté, lui superposa encore celui du territoire.

Dire que telle région est à moi, est un vain son. Pour lui donner une sanction, il faut pouvoir soutenir sa prétention contre ceux qui peuvent la contester. Comme l'individu défend son bien, les gouvernements défendent leur territoire. L'État est donc, par la force des choses, une certaine région du globe plus ou moins bien délimitée, composée d'un maître individuel ou collectif, peu importe) et de sujets. L'État est un groupe d'individus possédant une certaine organisation spéciale et un certain outillage, en vue de défendre un territoire contre les ennemis du dehors. Quand on s'aperçut que cette organisation et cet outillage pouvaient devenir d'autant plus parfaits que la lutte entre les sujets d'un même gouvernement cessait de se régler par les procédés physiologiques, on fut amené à s'occuper non seulement de la sécurité extérieure, mais encore de la sécurité intérieure; on fut amené à garantir la vie et la propriété des citoyens. A partir de ce moment la solidarité s'établit entre les gouvernants et les gouvernés. Les uns tirent les bénéfices de la protection, les autres payent cette protection. Mais en retirent, à leur tour, de nombreux avantages. Grâce à la sécurité produite par l'État, les richesses se développent; peu à peu, aux besoins matériels s'ajoutèrent les

1. Les conséquences de ce fait originel se voient encore dans les sociétés plus civilisées. Les lois de la naturalisation peuvent être plus ou moins orales, mais aucun étranger ayant pénétré dans les limites d'un État, n'est considéré par cela seul comme citoyen de cet État.

LES PROCÉDÉS POLIT

besoins intellectuels et moraux. Ces (tour, une organisation spéciale (e ébauchée, même dans les sociétés l outillage spécial. Certains individus s' lièrement de produire des idées et des les philosophes, les prêtres, les artis lage de plus en plus complexe pour des instruments scientifiques) et pou gues littéraires, les livres, les journa bleaux, etc.).

L'État pourrait être défini : une société de richesses matérielles ainsi que l'o nécessaires pour les défendre. Une i définie : une société possédant, ou rielles, un ensemble de richesses men

Ce qu'on n'a pas bien compris jusqu et la nationalité sont des modes spécial des phases particulières dans l'évo question de l'État et de la nationalité : au point de vue de l'espace et du te Pologne n'existe plus comme État. cependant, que les Polonais aient cess tique, qu'ils soient livrés à l'invasion Pologne il n'y ait plus de tribunaux po assassins, que les propriétés mobilié soient pas garanties. Les Polonais ne dans les forêts en petites hordes uni lien de parenté. Le maître peut chan société possède une organisation politiqu l'ennemi du dehors et du dedans, elle de l'évolution sociale qui est celle de l

On peut se demander si les Provenç non. C'est la question de savoir où se nationalité française dans l'espace. O Italiens modernes sont des Romains ou savoir où se trouvent les limites de la le temps. Mais on peut se demander a une nationalité. Dans ce dernier cas, Les Hottentots ne possèdent pas au

sociale nécessaire pour créer une culture intellectuelle originale¹.

Toutes les sociétés humaines ne sont pas arrivées à la phase nationale. Il faut, pour y atteindre, un grand développement de la richesse publique, l'apparition des besoins intellectuels et leur prédominance dans la conscience sociale. Bref la nationalité est le produit de la civilisation, et on peut dire indistinctement la civilisation française pour la nationalité française.

Le lien qui forme la société est d'abord physiologique, puis territorial et enfin intellectuel. Une nationalité est un ensemble d'individus possédant en commun un certain trésor mental.

Ce mot de trésor mental est un peu vague. Aussi a-t-on essayé de définir d'une façon plus exacte ce qui constitue une nation. L'unité de territoire, de race, de langue, de religion, de droit, la similitude des mœurs et des usages et enfin la similitude des destinées historiques ont été données, tour à tour, comme formant les éléments fondamentaux du lien national.

Examinons rapidement chacun de ces indices caractéristiques. L'unité de territoire est une pure chimère. Sur quel critérium peut-on s'appuyer pour affirmer que le duché de Bade et l'Alsace ne forment pas un seul territoire? La vallée d'un fleuve constitue une unité géographique. Un fleuve ne sépare pas, il unit les populations riveraines. Un fleuve est comme une rue. Est-ce à dire qu'un côté d'un boulevard puisse être considéré comme une région différente de l'autre côté? Au contraire, ce sont les deux rangées de maisons qui constituent l'unité du boulevard. Les montagnes sont des frontières plus réelles. Mais, elles aussi, ne sont pas infranchissables. Les Alpes semblent une barrière assez haute. Cependant, les populations françaises débordent sur le revers méridional de cette chaîne, dans les hautes vallées du Piémont. Les dialectes languedociens enjambent les Pyrénées et arrivent jusqu'à Alicante. Les mers elles-mêmes ne sont pas toujours des frontières. Les Grecs de l'Asie Mineure se sentent absolument frères de ceux de l'Attique et du Péloponèse.

1. Ils possèdent une vie mentale embryonnaire dans leur religion. Tout homme adulte se forme une philosophie particulière, c'est-à-dire une conception quelconque de l'univers. Parce que l'enfant de deux ans possède d'une façon embryonnaire les facultés mentales, d'où se développeront plus tard sa philosophie, on ne peut pas dire, cependant, sans abuser des termes, qu'il a une philosophie originale.

LES PROCÉDÉS POLITIQUES.

Par delà les Océans, aux antipodes, les Anglais et la Zélande se sentent de la même nationalité que la Grande-Bretagne. Que dire de plus des frontières conventionnelles? Comment affirmer que l'Artois ne constituent pas une même aire géographique?

L'unité de race est presque aussi chimérique territoire. Il n'y a pas un seul pays au monde qui ait une race autochtone et pure. « Six ou sept races nationales françaises, autant l'Allemagne, plus en dit M. Laumonier ¹. En Europe le mélange est extrême. Depuis la fin de l'époque tertiaire (c'est toute probabilité que l'homme est apparu sur la terre), les races se sont superposées, dans nos pays aussi nombreuses que les terrains géologiques. Comment dire que les Allemands soient d'une autre race que les Français? Cela dépend de ce qu'on prendra comme la race. Mais comme toutes les races ont évolué, procèdent les unes des autres, il n'y a pas de continuité dans les formes intermédiaires. Par conséquent pas de signe *scientifiquement* distinctif des races que purement subjectif, donc arbitraire et sans valeur. Pour tour on a pris pour caractériser la race : la couleur, la forme de la tête, même la section des cheveux. Ces indices s'entre-mêlent. Il y a des hommes noirs et des traits absolument caucasiens : les mâchoires sans aucun prognatisme.

D'ailleurs, même avec les distinctions et les plus accusées, la race n'est pas une cause sociale. Les nègres de la Jamaïque ont infiniment plus en commun aujourd'hui avec les Anglais qu'avec les nègres. Aux Antilles, les nègres parlent français, anglais ou espagnol selon qu'ils proviennent des colonies françaises, anglaises ou espagnoles. Les nègres français appellent compatriotes les Français et non les nègres anglais. C'est tout à fait évident qu'ils ne peuvent pas comprendre ces derniers.

La langue est, certainement, la caractéristique la plus importante de l'unité nationale. Il est évident que, si

1. *La Nationalité française*. Paris, Bourloton, 1889, p. 11.
Novicow.

LES PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE.

Comprendre, aucun lien national ne peut s'établir. Cependant il est impossible d'identifier absolument la nationalité avec la langue, pour deux raisons : d'abord parce que les dialectes passent par des nuances intermédiaires innombrables et qu'on ne peut pas trouver un critérium pour déterminer, par exemple, si les Flamands sont une nationalité séparée ou une branche de la nationalité hollandaise, et ensuite parce que beaucoup d'hommes parlent plus d'une langue. Nous avons déjà montré comment la langue littéraire d'un pays ne pouvait jamais être absolument identique aux dialectes populaires. Tout paysan qui veut s'élever à une culture intellectuelle doit donc parler deux langues, au moins pendant quelques temps : son patois et la langue littéraire. Les Allemands, pour justifier l'annexion de l'Alsace-Lorraine, soutiennent aujourd'hui l'identité du patois et de la nationalité. Renan ayant contesté cette identité, un auteur allemand de renom, M. Kremer, le prend à partie en ces termes¹ : « Il est étonnant qu'un penseur aussi profond que M. Renan se soit laissé égarer d'une façon si complète. C'est une preuve nouvelle que l'aveuglement causé par la passion nationale peut ravaler la science à la condition d'esclave de la politique. » Cependant, M. Kremer ne peut pas ignorer qu'en connaissant parfaitement l'allemand littéraire, on ne peut pas comprendre le dialecte parlé, même dans la ville de Vienne; il ne peut pas ignorer qu'un individu parlant le *Platt-Deutsch* ne comprend aucun des dialectes du *Hoch-Deutsch*. Si donc on prend comme caractéristique de la nationalité, les parlers populaires, il faudra partager l'Allemagne, la France et l'Italie (pour ne mentionner que de ces pays) en un grand nombre de nationalités. Alors on aura une nationalité alémannique, souabe, franconienne, saxonne, thuringienne, frisonne, poméranienne, normande, bourguignonne, provençale, dauphinoise, catalane, vénitienne, ligure, tusco-romaine, samnite, sicilienne, sarde, etc., etc.². C'est

¹ Voir *Die Nationalitätsidee und der Staat*. Vienne, Konegen, 1885.

² Il y a en Allemagne près de 23 dialectes principaux, offrant encore de nombreuses sous-divisions (ainsi dans la Prusse Rhénane : la province de Cologne, le Luxembourg oriental, la région de l'Eifel et la province d'Aix-la-Chapelle ont des dialectes spéciaux). Voir Vivien de Saint-Martin, *Dictionnaire de Géographie universelle*. Paris, Hachette, 1879, t. I, p. 87 ; sur les dialectes français, t. II, p. 347 ; sur les dialectes italiens, t. II, p. 911. Ce der-

LES PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE.

Il n'est donc plus nahua par la nationalité¹, mais Espagnols. D'une part, la langue littéraire d'un pays peut changer. Le latin a été longtemps la langue littéraire de l'Italie. Il fut de plus abandonné à partir du xiii^e siècle. Saint François de Sales commença à prêcher en patois populaire, tandis qu'à cette époque d'autres prédicateurs se servaient encore du latin dans leurs sermons; puis Dante, Pétrarque, Boccace et même des historiens comme Giovanni Villani, écrivirent en italien. Les humanistes de la Renaissance, le latin revint à la mode et devint presque uniquement la langue littéraire de l'Italie. Puis la situation se fit de nouveau. On reprit l'italien. Un pays peut avoir une langue littéraire et une langue scientifique différentes. C'est ce qui est arrivé à l'Allemagne, par exemple. Jusqu'au xvi^e siècle la langue scientifique des Allemands était le latin, la langue littéraire une branche du *Hoch-Deutsch*, le dialecte rhénan². Or quelle est la limite exacte entre la science et la littérature? Elle n'existe pas évidemment. De plus, non seulement un homme instruit parle souvent deux langues : le dialecte local et l'idiome littéraire, mais il y a certaines régions où les masses parlent même deux langues littéraires. Comment décider alors de leur nationalité?

On voit, la question de la langue est fort complexe. Il est impossible de la trancher par un décret péremptoire. M. Kremer et ses compatriotes viennent nous dire : le bas peuple en Alsace parle un dialecte alémannique³, donc les Alsaciens sont des Allemands; ils ajoutent : « Quiconque n'est pas de cet avis, ravale sa langue à la condition d'esclave de la politique. » Ils ne s'aperçoivent pas que ce sont eux précisément que la passion aveugle, qu'ils tombent dans les contradictions les plus manifestes.

D'une part ils affirment que la langue littéraire fait la nationalité, de l'autre que c'est le patois local.

Dans la langue on a donné souvent la religion comme signe caractéristique de la nationalité. Cette opinion ne soutient pas l'examen le plus superficiel. Des nationalités différentes, comme

¹ La nationalité n'existe pas, puisqu'il n'y a pas aujourd'hui une culture nahua.

² On a été de même en Italie. Le latin a été langue scientifique, le toscan langue littéraire.

³ Près le *Grenzboten*, sur 100 habitants de l'Alsace, 77 parlent seul le dialecte germanique, 12 le français pur et 10 une langue mêlée.

LES PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE.

épendent de la marche générale de l'histoire, puisque d'elles ne forme pas une planète séparée. Une grande l'Europe a eu des destinées fort semblables : la con- naine, le gouvernement des dynasties germaniques, la la formation des grandes monarchies territoriales, la re l'islam, etc., etc. Ajoutons, de plus, que les destinées ion sont influencées par les destinées des autres. Sans ation française, sans Napoléon, la situation de l'Alle- erait aujourd'hui toute différente de ce qu'elle est. On ; que le lien formé par la prétendue unité des destinées es s'évanouit comme un fantôme, sitôt qu'on serre les plus près.

e territoire, la race, la langue, la religion, le droit, es et les mœurs, la destinée historique ne constituent ment, ni même pris ensemble l'essence de la nationalité. te, chacun de ces éléments entré dans une mesure quel- comme facteur de l'unité nationale, mais il y a un supérieur qui les englobe et les domine tous, c'est l'in- abord matériel, puis mental, des unités composantes. tats ont été formés par des bandes de guerriers qui ent des avantages personnels, et nullement le bien de ets. Aussi, dans les premières années qui suivaient une e, l'antagonisme et la haine étaient très grands entre queurs et les vaincus. Si cet antagonisme était resté iliable, l'État se serait disloqué. Mais l'État a subsisté r'il est devenu, après une longue évolution, une agence ité; il a donc subsisté parce qu'il est devenu utile aux s composant le groupe politique. Toute association a t de satisfaire les besoins des unités dont elle est formée, nalité comme les autres. Si l'on peut s'exprimer ainsi, ionalité est une agence chargée de fournir des idées antiments.

dérons, par exemple, ce qui s'est passé en Gaule. A la e la paix romaine, la richesse s'est développée dans ce e désir des jouissances mentales s'est produit alors dans ciété. Mais elle ne possédait pas encore, dans son sein, ources nécessaires pour les satisfaire. Les Gaulois les tèrent donc à leurs dominateurs. Pendant quelques Rome a subvenu aux besoins intellectuels de la Gaule.

LES PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE.

cette forme typique dans leur cabinet. » Les naturalistes voulaient tracer d'une façon immuable les cadres catégories imaginaires. Mais la nature se jouait de nos efforts et venait les briser à chaque instant. Mieux nous connaissons un phénomène de la nature, mieux nous sommes à l'aise avec la masse de petits changements qui s'accomplissent dans sa durée. Or nous ne pouvons rien connaître aussi bien de la propre vie psychique. Là, nous observons les nuances infinies les plus subtiles qui échappent parfois à toute analyse et ne sont perçues que par intuition. Or, la nature, en analysant un phénomène d'ordre psychique, elle est insaisissable comme ces phénomènes. Voilà pourquoi elle ne se peut définir d'une façon précise. Comment décrire les subtilités fugaces du sentiment ? Et pourtant ce que la parole est incapable de faire, est, justement, ce qui remue en nous avec la plus puissante intensité. Si un lien très fort est établi par les similitudes mentales, un lien bien plus fort est établi par les similitudes dans la manière de sentir. On ne parle pas la même langue, sans se ressembler complètement de vue du sentiment. Ainsi les Wallons, en Belgique, parlant le français comme langue littéraire, ne sentent pas absolument comme les Français. Il y a de nos jours une peinture belge, qui n'est pas identique à l'école française. Cette différence de sentiment pourrait s'opposer à une similitude entre la France et la Belgique. Si les Belges étaient appelés à se prononcer librement sur cette question, on ne doute pas qu'ils ne voteraient pas leur annexion à leur grande patrie. À part les considérations purement matérielles (poids de la population en France, etc., etc.), il y a une nuance qui sépare le Français. Quoi ? On ne peut pas le dire. Une manière de sentir qui ne se laisse pas préciser par des mots.

La nationalité est le couronnement d'une longue évolution, le fruit est le produit du développement de la plante. Les intérêts se sont d'abord associés par le lien politique. Ce lien fut établi au sein des groupes une somme de justice sociale suffisante, ces individus commencèrent à sentir une solidarité matérielle. Plus tard, par la satisfaction mutuelle des intérêts psychiques, une solidarité mentale se superposa à la solidarité matérielle.

Tout échange de services produit à la longue de la sympathie, parce que nous sommes entraînés à vouloir du bien à ceux qui nous font du bien, et à vouloir du mal à ceux qui nous font du mal.

Ce sont donc l'affinité psychique et la sympathie qui sont les traits les plus distinctifs de la nationalité. Des gens ont beau parler la même langue, ils ont beau avoir le même code, ils ont beau porter le même costume et manger les mêmes plats, s'ils se détestent, ils ne forment pas une même nationalité. Cela ne veut pas dire que les groupes parlant des langues différentes, appartiennent à une même nationalité, s'ils ont des sympathies mutuelles. Cela ne veut pas dire que les Français et les Russes, rapprochés aujourd'hui par leurs intérêts politiques et éprouvant les uns à l'égard des autres de vives sympathies, forment une même nation. Cela veut dire simplement qu'à tous les éléments de la nationalité s'*ajoute la sympathie*. Elle couronne l'édifice, elle lui donne ce ciment inébranlable sans lequel il ne peut pas subsister. Or qui dit sympathie, dit *volonté* d'être associé et de vivre ensemble. Si les Alsaciens ne veulent pas être Allemands, c'est qu'ils ne se sentent pas Allemands; donc, malgré tous les sophismes du militarisme prussien, ils ne sont pas Allemands. Leur patois populaire n'y fait rien.

Où il n'y a pas de sympathie, il n'y a pas de lien national dans le sens le plus complet de ce mot. Cependant, cette même proposition peut être attaquée. Comment, dira-t-on, parce que les Bavares, par exemple, n'ont pas de grandes sympathies pour les Prussiens, Bavares et Prussiens ne sont pas de la même nationalité ?

Il est très difficile de donner une réponse catégorique à ce genre de questions, car, nous le répétons, c'est affaire de nuances. D'abord, en admettant même que les Bavares n'aiment pas les Prussiens, ils les aiment toujours plus que les autres nations, puisqu'en présence des étrangers, Bavares et Prussiens font cause commune. Et puis la froideur entre Bavares et Prussiens provient plutôt de causes politiques. On devrait dire plus exactement que les Bavares n'aiment pas les institutions prussiennes.

Schiller, Goethe, Uhland et tant d'autres grands poètes allemands étaient des Méridionaux. Cela n'empêche pas qu'ils

exercent le même prestige et inspirent les mêmes sympathies en Prusse qu'en Souabe ou à Francfort. Enfin le lien national ne se forme pas en un jour et comme par un coup de baguette magique; ce lien comporte de nombreux degrés d'intensité. Il n'est peut-être pas possible de considérer aujourd'hui les Belges méridionaux comme des Français. Les Yankees ne sont peut-être plus tout à fait des Anglais. Les différenciations nationales se font d'une façon lente et imperceptible. Si les Bavarois et les Prussiens se détestent cordialement¹, eh bien, alors, le lien national n'est pas aussi intime entre eux que s'ils avaient de l'affection les uns pour les autres. Si Bavarois et Prussiens se détestent, c'est qu'il y a dans leurs rapports un fonds d'injustice, un grief qui, s'il n'est pas supprimé, tendra à les diviser de plus en plus. Il est naturel que les Hanovriens n'aiment pas les Prussiens, puisque ceux-ci les ont traités, en 1866, comme un vil troupeau, en décidant de leur destinée sans même daigner les consulter. L'ensemble de liens intellectuels, qui dominant en Allemagne les jalousies de clocher, font des Allemands une nationalité. Mais sans ces jalousies et ces animosités, la nationalité allemande serait plus compacte, plus unie. On peut donc affirmer que, sans la sympathie, le lien national n'atteint pas son maximum de puissance.

Sans doute, la sympathie est une notion un peu vague. Par malheur, dans les sciences sociales qui ont affaire à des êtres changeants par excellence, les définitions mathématiquement rigoureuses sont impossibles, parce que les phénomènes psychologiques sont d'une instabilité extrême. Les sympathies et les antipathies varient très rapidement. Aujourd'hui les Bavarois n'aiment peut-être pas les Prussiens; que l'attitude de la Prusse se modifie, il n'en sera plus ainsi. Mais si la sympathie est une notion un peu vague, la volonté est beaucoup plus catégorique. « De quoi vous plaignez-vous, disait-on aux Lombards avant 1859, votre pays est mieux gouverné par les Autrichiens qu'aucune autre partie de l'Italie? — C'est vrai, répondaient les Lombards, mais nous ne *voulons* pas des Autrichiens, quand bien même ils seraient des anges. » C'était catégorique. Cela ne prêtait à aucune équivoque. Aux élections de

1. L'auteur n'affirme ni ne conteste ce fait; il le prend comme exemple.

leur incorporation à l'Allemagne, alors on aurait pu dire que l'annexion s'est faite en vertu du principe des nationalités. Mais les Prussiens n'ont rien fait de pareil et pour cause : ils étaient fiers de la réponse.

L'association politique devrait être basée non pas uniquement sur des données linguistiques, mais sur le libre consentement des individus. Le jour où les hommes pourront disposer à leur gré de leurs destinées, ils auront tendance à se grouper selon leurs affinités mentales et à faire coïncider les limites de l'État avec celles de la nationalité, mais dans ce sens large, non dans le sens étroit de ce mot.

En effet, si un groupe d'hommes met un obstacle au développement intellectuel d'un autre groupe (ce que font actuellement les Allemands en Alsace-Lorraine, dans le duché de Posen et en Bohême, les Hongrois en Croatie, les Russes en Pologne), leur union devient antisociale, puisque le but de toute association est l'accroissement de bien-être pour les individus qui la composent. Aussi ces groupes tendent-ils forcément à se disloquer. C'est la force brutale qui seule les tient unis. Supprimez cette force de groupement par nationalités se fera immédiatement. Voici pourquoi. Il est clair que la suppression de la coercition internationale ne supprimera pas les violences individuelles qu'on appelle crimes. Une société aura toujours besoin de protéger, même à l'intérieur, les personnes et les biens. Sans cette protection, ce sera l'anarchie. C'est seulement par le fonctionnement de l'État qu'on peut assurer la production des richesses économiques et par conséquent des richesses mentales. Tous les produits intellectuels s'incorporent dans quelque objet matériel. L'organe chargé de la protection des biens physiques a charge aussi de la protection des biens psychiques. Le même tribunal qui protège la propriété immobilière peut seul aussi protéger la propriété littéraire. L'État est le bras séculier de la nationalité, comme il a été autrefois celui de l'Église. La limite entre l'outillage matériel et l'outillage mental est impossible à établir. L'un est la continuation insensible de l'autre. Si donc les organes qui protègent les intérêts matériels sont différents de ceux qui protègent les intérêts moraux, l'unité dans la ligne de conduite est impossible. La société devient comme un corps où les organes n'obéissent pas aux ordres du cerveau.

C'est ce qui arrive, en effet, dans certains États mixtes. Ainsi les Croates veulent faire une loi qui leur est avantageuse. Mettons même qu'ils la votent. Mais, pour la mettre à exécution, il faut un gendarme. Or le gendarme n'obéit pas à la Diète de Croatie, mais au Parlement de Pesth. — Les Croates sont donc lésés. A partir de quel moment cesseront-ils de l'être ? A partir du moment où le gendarme exécutera en Croatie les ordres des législateurs ; or, à partir de ce moment, les Croates formeront un État indépendant.

Mais, si chaque État a tendance à ne comprendre qu'une seule nationalité, cela ne veut pas dire qu'une seule et même nationalité ne pourra pas se fractionner en plusieurs États. Subir un joug étranger est une cause de déchéance sociale, mais ne pas grouper tous les individus de la même nation sous un gouvernement unique, peut, non seulement, ne présenter aucun inconvénient, mais, au contraire, présenter parfois de nombreux avantages. Ainsi les Australiens qui font partie maintenant de l'empire britannique, peuvent trouver avantage à former un État indépendant. Pour les Mexicains, les Chiliens, les Argentins, les Péruviens, qui sont des Espagnols, c'est un immense bienfait de ne pas dépendre du gouvernement de Madrid. On peut aller plus loin. Si les Hispano-Américains, depuis la Californie jusqu'au détroit de Magellan, se sont fractionnés en quinze États, c'est évidemment pour leur avantage. Un gouvernement centralisé, comprenant cet immense territoire, eût été d'un fonctionnement bien lent et bien difficile.

Les intérêts intellectuels priment tous les autres, parce que c'est le développement mental qui crée la richesse publique et l'organisation sociale la plus parfaite. Mais, quand les intérêts intellectuels sont hors de cause, d'autres peuvent occuper la première place dans les préoccupations des hommes. En somme, toutes les questions de groupement politique sont, dans une certaine mesure, des questions de décentralisation administrative. Il est clair que si, pour obtenir l'autorisation de fonder la moindre Compagnie par actions, les habitants de Vancouver devaient s'adresser au Parlement anglais, la prospérité de la Colombie britannique serait bien diminuée. Aussi, pour éviter ces inconvénients à leurs compatriotes, les Anglais ont accordé au Canada et à l'Australie une autonomie si complète,

qu'à vrai dire elle égale l'indépendance presque entière.

Si l'on supprimait la force, les sociétés humaines se grouperaient aux mieux de leurs intérêts, et les frontières des États s'adaptent aussi parfaitement que faire se peut aux besoins matériels et intellectuels de leurs citoyens.

Laisser les peuples libres de modifier à leur gré les frontières politiques, paraîtra, nous le savons, une monstruosité à un grand nombre de personnes. Comment ! A la suite du vote d'une assemblée ou d'un plébiscite, la population d'une province aurait la possibilité de rompre l'union séculaire qui la lie à la mère patrie ? Elle pourrait constituer un État séparé ? Elle pourrait s'annexer à un État voisin et déplacer l'équilibre à son profit ? Y songez-vous sérieusement ? Mais cela serait d'abord un émiettement universel. Chaque commune pourrait demander à former un État séparé. Puis ce serait l'anarchie universelle, le désordre complet. Une province serait mécontente d'un gouverneur, immédiatement elle se proclamerait indépendante. Comment une administration quelconque pourrait-elle exister dans un pareil chaos ? Cela serait la fin de toute vie civilisée, ce serait la sauvagerie ! On reviendrait à l'état de nature, etc., etc. Tel est le langage des conservateurs, qui n'imaginent jamais la possibilité de modifier les institutions du passé, qui s'imaginent le monde immuable et leurs routines éternelles.

Ces conservateurs devraient se rappeler, tout d'abord, que les désastres dont ils nous menacent dans l'avenir, si le principe du libre groupement était admis, se sont produits dans le passé, par causes différentes, il est vrai.

Au moyen âge, l'Italie était divisée en un nombre très considérable de petits États. Chaque ville importante en formait presque un. Cela n'a pas empêché l'admirable floraison de la culture italienne, cela n'a pas empêché l'Italie de marcher pendant plus de trois siècles à la tête de la civilisation. L'auteur visitait dernièrement à Mantoue le *palazzo del Te*, ancienne résidence des ducs de Gonzague. Après une série de salles immenses où l'on admire les magnifiques fresques de Jules Romain, représentant l'*Histoire de Psyché* et les chefs d'œuvre du Primatice, on passe dans une *loggia* ouverte, inondée d'air et de lumière. Comme il devait faire bon respirer ici ! On se figure les grands seigneurs de la Renaissance, vêtus de simarres

magnifiques, se réunissant sous ces portiques pour prendre le frais et discourir sur Aristote ou le divin Platon. Comme leur vie devait être ample, fastueuse et belle. Aujourd'hui, hélas ! le silence et la solitude remplacent ce luxe et cette animation. Sans doute, les petits États sont une phase peut-être à jamais dépassée dans l'histoire de l'humanité ; les grandes unités nationales s'imposent d'une façon inéluctable. Mais il faut avouer que nos vastes États modernes ont tari bien des sources, modestes, il est vrai, mais qui donnaient autrefois une eau vive, fraîche, cristalline et pure.

En Allemagne, le hasard des successions a produit, vers la fin du XVIII^e siècle, 354 États. Nous sommes loin d'affirmer que cet émiettement exagéré était profitable à ce pays ; jamais, probablement, si les populations avaient agi selon leur convenance, on ne serait arrivé à cette poussière politique ; cependant, elle n'a pas empêché une brillante éclosion de la littérature, de la science, de la philosophie et de l'art. Elle n'a pas empêché Goethe, Schiller, Lessing, Leibnitz, Kant, Hændel, Bach, Haydn, Mozart et Beethoven de produire des chefs-d'œuvre dont l'Allemagne s'enorgueillit encore, et que, hélas ! elle ne sait plus enfanter.

Voilà pour l'émiettement. Quant aux provinces qui, passant d'un État à un autre, dérangent l'équilibre européen, nous avons vu ce genre d'événements se produire une quantité innombrable de fois. Marié de Bourgogne épouse Maximilien d'Autriche ; les États de Charles le Téméraire, qui faisaient partie autrefois du royaume de France, passent à un souverain étranger, demeurant dans un pays lointain. Nous sommes loin d'affirmer que cette combinaison était heureuse (au contraire), mais enfin la civilisation de l'Europe n'a pas péri dans cette circonstance, pas plus que dans cent autres circonstances semblables.

Si donc l'émiettement et les remaniements territoriaux n'ont pas amené la fin du monde, quand ils sont provenus du droit de propriété des princes, pourquoi amèneraient-ils des désastres irréparables, le jour où ils proviendront de la volonté des peuples ? Les Franks-Comtois ont passé en 1477 sous la souveraineté de la maison de Habsbourg ; tout le monde trouve cela naturel. Mais si les Franks-Comtois avaient voté leur annexion

à la France ou à la république des cantons helvétiques, on proclame que nulle société internationale n'eût plus été possible.

On trouve monstrueux que les peuples disposent de leur destinée. Mais, nous le demandons, en quoi la politique du passé est-elle plus bienfaisante? Parce que Marie de Bourgogne a épousé Maximilien d'Autriche, une rivalité trois fois séculaire s'établit entre la maison de France et celle de Habsbourg. Qui pourrait compter, hélas! le nombre de guerres et le nombre de victimes qu'a produit cette rivalité? Des millions d'hommes jeunes, beaux, intelligents, ont été massacrés pendant des siècles à cause de ce mariage. N'est-ce pas cela qui est une horrible monstruosité? N'est-ce pas cet indigne traitement de l'espèce humaine qu'on donne en dot, comme un vil troupeau de bêtes, qui devrait soulever toutes les indignations?

« Le mariage de Maximilien d'Autriche et de Marie de Bourgogne, disait Bayle à la fin du xvii^e siècle, fut la naissance d'une guerre qui a duré plus de deux cents ans et qui fait mine de durer encore beaucoup. Elle a été quelquefois interrompue par l'épuisement des combattants, mais cela n'a été que pour revenir, à la manière des fièvres intermittentes, dès que la matière dissipée a pu être renouvelée¹. » Rien ne montre mieux combien le principe des nationalités est supérieur à celui de la politique ancienne. S'il avait triomphé, au xv^e siècle, tout ce flot de sang n'aurait pas coulé en Europe.

L'État cesse de plus en plus d'être considéré comme une propriété privée. On ne peut pas léguer des provinces ni les donner en dot, on ne peut plus les partager entre les fils du souverain; le principe que les gouvernements existent pour les peuples, et non les peuples pour les gouvernements, s'impose dans les sociétés civilisées. Mais ce principe est loin encore d'avoir été poussé à ses conséquences les plus légitimes. N'est-il pas illogique, en effet, que dans beaucoup de pays le peuple soit souverain en toute chose, sauf en ce qui regarde les changements territoriaux? Si chaque citoyen a le droit de changer individuellement de sujétion, pourquoi un grand nombre d'individus ne l'auraient-ils pas collectivement? Non, quoi qu'on en dise, deux principes sont seuls possibles en cette manière : ou le droit divin, ou

1. Cité par M. Sorel, *Recueil des instructions aux ambassadeurs de France. Autriche*, p. 2.

e. A mesure qu'on s'affranchit du premier, par sciences naturelles, le second s'impose de plus en plus hors du consentement des populations, dit y a pas, dans les pays civilisés, de cause rationnelle du lien national. Tous les autres motifs de disjonction, qu'ils soient ethnographiques, historiques sans détour sur l'utilité de la partie précaire, coercitifs et comme tels immoraux en l'application féconds en conséquences funestes. »

Le congrès interparlementaire qui s'est tenu à Rome en 1891, une vingtaine de députés italiens, ont présenté et fait discuter la proposition du respect des nationalités dans leurs droits et libertés peut seul assurer la paix ; que, quel que soit le sort des peuples hors de leur volonté et de leur droit, ce pacte est déclaré contraire au droit international. Cette proposition a été adoptée à l'unanimité. Cette proposition a rencontré une grande hostilité de la part des nationalistes. Ses promoteurs ont dû déployer une grande énergie pour faire admettre qu'elle sera portée à l'ordre du jour du prochain congrès.

Les Niçois et les Savoyards, derniers venus parmi les nationalistes, comme d'Avenel¹, voulaient quitter la maison nationale. Nous trouverions tout légitime de les en empêcher aussi bien que si la Flandre voulait s'annexer à la Belgique ou le Roussillon à l'Espagne. » Comment des Français ne voient-ils pas le danger de pareils principes ? En effet, ils ne peuvent que les retourner contre eux. Les Allemands ont fait exactement la même chose : « Si les Alsaciens-Lorrains venus parmi nous, voulaient quitter la maison nationale, nous trouverions tout légitime de les en empêcher. » Admettre que le principe du groupement national n'est-ce pas perdre toute base logique pour la cession de l'Alsace-Lorraine ? Si la force prime le droit, les Allemands ont raison et les Français ont tort. D'ail-

¹ *Alsace*. Paris, Hachette, 1889, p. 228.

² *Le Monde* : et de la partie perdante.

³ *Le Monde* du 12 novembre 1891.

⁴ *Le Monde*, du 15 octobre 1888, p. 827.

leurs, on peut calmer facilement les alarmes patriotiques de M. le vicomte d'Avenel : Nice, la Savoie, la Flandre et le Roussillon ne témoignent aucun désir de s'annexer à l'Italie, à la Belgique ou à l'Espagne. La fidélité même de l'Alsace-Lorraine qui, après vingt et un ans de deuil et de douleur, languit toujours après son ancienne patrie, témoigne mieux que toute autre chose combien la cohésion nationale des Français a cessé d'être purement mécanique et combien elle est profondément ancrée dans les cœurs des enfants de ce pays.

En Amérique, la question du groupement politique s'est posée très nettement en 1861. Les États du Sud proclamaient que, n'étant librement groupés en fédération avec les États du Nord en 1774 et en 1787, ils avaient le droit incontestable de rompre cette même union à partir du moment où elle cessait d'être conforme à leurs intérêts. Leur argumentation était inattaquable. Par malheur, les principes du despotisme européen ont triomphé en Amérique. Des flots de sang ont été versés pour empêcher les hommes de disposer de leurs destinées. Les confédérés étaient peu sympathiques à cause de l'esclavage. Ils désiraient former une union séparée, pour maintenir cette abjecte institution. Mais leur droit était évident. Affirmer qu'un groupe d'individus a le droit d'entrer dans une confédération, mais non d'en sortir ; affirmer qu'un groupe a le droit de s'annexer à un État, mais non de s'en détacher est, en effet, la plus formelle des contradictions.

Si le principe, que les peuples n'ont pas le droit de disposer de leur destinée, est juste, alors l'annexion de la Savoie, par exemple, est nulle et non avenue. Pour se réunir à un État, il faut forcément en quitter un autre, et si ce second acte est contraire au droit, le premier doit l'être forcément aussi.

On ne peut pas se débarrasser encore de l'idée qu'un territoire est une propriété. Cela se comprend parfaitement pour les souverains, mais ne se comprend pas du tout pour les peuples. Supposons que les Corses veuillent s'annexer à l'Italie. De quel droit les Angevins ou les Normands voudraient-ils les en empêcher ? Si les Angevins ont vraiment ce droit, alors les Corses deviennent la propriété des Angevins ; ils cessent d'être libres. Mais pourquoi les Corses sont-ils les sujets des Angevins et pas les Angevins les sujets des Corses ? Les rois sont parfaite-

ment logiques. Ils disent : les hommes sont des serfs de la glèbe qui vont avec le territoire. Le territoire est à nous, donc les hommes aussi. Mais affirmer que les citoyens d'un pays sont libres et affirmer en même temps qu'ils ne sont pas libres de disposer de leurs destinées politiques est une contradiction manifeste. A partir du moment où les peuples cessent d'être la chose de leurs souverains, un droit international nouveau doit s'introduire dans le monde. Mais les idées se modifient lentement. Nous vivons dans une période de transition entre les principes du droit divin, qui gardent encore beaucoup d'adhérents, et les principes de la liberté qui, étant récents, n'ont pas encore pris une profonde racine.

Cependant, le principe de la souveraineté du peuple pour la formation territoriale des États commence à passer du domaine des théories à celui de la réalité. C'est l'Italie qui a eu l'honneur d'inaugurer une ère nouvelle dans les annales de l'humanité. Victor-Emmanuel lança, en entrant à Naples, en octobre 1860, une proclamation qui contenait entre autres les paroles suivantes : « Je ne viens pas pour vous imposer ma volonté, mais pour faire respecter la vôtre. Vous pouvez librement manifester. La Providence, qui protège les causes justes, inspirera le vote que vous déposerez dans l'urne ¹. » C'était un langage nouveau qu'on n'avait jamais entendu auparavant. Pourquoi faut-il, hélas ! que l'Italie ait si vite renié les principes glorieux sur lesquels elle fondait son unité nationale ? Pourquoi faut-il qu'elle aide aujourd'hui à maintenir sous le joug allemand une partie de ces Français qui l'ont aidée, en 1859, à secouer le joug autrichien ?

Mais la semence est jetée. Les plébiscites, dont la première apparition dans l'histoire a eu lieu de notre temps, produiront des conséquences inévitables, parce que la folie humaine a beau résister, la logique finit toujours par l'emporter à la longue.

En 1860, en 1866 et en 1870 il a convenu aux Italiens de se réunir en un seul État. C'est en vertu d'un vote, en vertu de la souveraineté populaire, que cet État s'est constitué. Si demain les Ita-

1. L'Émilie vota son annexion au Piémont par 426 000 oui contre 756 non, la Toscane par 366 000 contre 15 000 ; Naples par 1 300 000 contre 10 000 ; la Sicile par 430 000 contre 700 ; les Marches et l'Ombrie donnèrent 230 000 oui et 1660 non ; Venise 640 000 oui et 69 non ; Rome 133 000 oui et 1650 non. Nous arrondissons les centaines.

liens désirent se fractionner de nouveau en plusieurs États séparés¹, on ne voit pas en vertu de quel principe on pourrait les en empêcher. Pourquoi, quand on se prononce pour un arrangement politique (l'unité par exemple), les votes seraient-ils effectifs et légaux, tandis que si on se prononce pour un autre arrangement politique, ils seraient nuls et illégaux? Quelle autorité décidera que certaines volontés sont légales et que d'autres ne le sont pas? Si cette autorité existe et si elle est sans appel, alors la souveraineté du peuple est annulée. On peut affirmer que le peuple ne gouverne pas par lui-même, mais par une délégation de ses élus. Alors ce seraient les assemblées législatives qui auraient le droit de modifier les frontières politiques, voilà tout. Si les délégués des États de Bohême, en 1526, ont voté l'union avec la monarchie de Habsbourg, pourquoi d'autres délégués du peuple tchèque n'auraient-ils pas le droit, de nos jours, de voter la fin de cette union? Cela ne convient pas, dira-t-on, à l'ensemble de l'empire d'Autriche. Cependant ce n'est pas la partie qui existe pour le tout, mais le tout pour la partie. Une fédération n'existe que dans l'intérêt des États particuliers, comme un État particulier n'existe que dans l'intérêt des citoyens qui le composent.

C'est par la force qu'ont été formés les États. Mais où réside cette force aujourd'hui? Dans le nombre, évidemment. Le nombre des individus à qui l'existence de l'empire d'Autriche est utile aujourd'hui ne dépasse peut-être pas quarante ou cinquante mille. C'est la dynastie des Habsbourg, quelques hauts fonctionnaires et leurs familles. Il est clair que 50 000 personnes sont absolument impuissantes contre 43 millions. Cependant, les gouvernants parviennent à imposer leur autorité à ces masses, à faire prédominer leurs intérêts particuliers sur les intérêts généraux de ces millions. Napoléon I^{er} a fait prédominer aussi ses caprices individuels sur l'intérêt de tous les Français. D'où provient ce singulier résultat? De l'ignorance des masses. Le peuple n'est encore accessible, même de nos jours, qu'à certaines idées extrêmement simples. Des expériences, répétées pendant des siècles, ont montré que les États anar-

1. L'auteur ne veut affirmer en aucune façon que les Italiens soient las de l'unité. Il s'agit ici simplement d'une question de droit, non d'une question de fait.

IS PR

i. Au
stine
qu'a
erne
profit
exéc
: touj
a for
it re
rt du
is, a
popu
scienc
tionr
son t
sion
ntre,
décr
princ
oins
bles.

s qui
res;
sés o
s le r
s poli
l'em
irent
L'en
. Aus

ni-slèc
due c
: aujo
ontre
ue noi

LES PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE.

strature. Les conquêtes et les bénéfices de la guerre part du groupe entier. Les entreprises qui se font sur les débris de l'empire romain portèrent davantage sur le particulier. Ce furent des particuliers qui en prirent le commandement, groupant autour d'eux des compagnons de leur race).

La conception du pouvoir suprême toute différente de la Rome antique. Au v^e siècle la royauté n'est plus considérée comme une magistrature, mais comme une propriété. Aussi elle n'est plus considérée comme toute propriété privée. D'abord elle devient héréditaire, ce qu'elle n'a jamais été, en droit, ni à Rome, ni à Carthage. Ensuite, non seulement les enfants héritent, mais ils se partagent les biens possédés par leurs pères. Ainsi déjà les rois de France eurent chacun une partie de la Gaule¹. Les successeurs de Clovis, l'indépendance acquise, de l'autre, par les autochtones, les villes et les communes et mille autres causes qu'il n'est pas possible d'énumérer ici, produisirent au moyen âge et à nos jours, un grand émiettement politique. En 1648 l'Europe était composée de 373 États indépendants.

Les forces d'attraction nouveaux se formèrent dans cette Europe morcelée. Les États les mieux gouvernés l'emportèrent sur les moins bien gouvernés; les monarchies modérées se formèrent à se former. Partout où une dynastie donnait, par son habileté, une suite de souverains capables, il se produisit une immense supériorité sur les entreprises politiques. Le heureux hasard n'avait pas eu lieu. Les souverains capables avaient une bonne armée, ils remplissaient leur devoir, administraient leurs sujets d'une façon plus ou moins sage, augmentaient la richesse du peuple et, par conséquent, le prestige du souverain. Bref, quand le gouvernement fonctionnait d'une façon plus ou moins convenable, le pays prospérait, l'État augmentait. Les souverains capables laissaient à leurs successeurs un territoire, une administration et un personnel, qui s'imposaient parfois à

l'Europe que l'Europe a connue la monarchie absolue héritée des Germains que des millions de créatures généreuses et magnifiques de notre globe ont été dégradées au point de ne plus être que d'une fille ou l'apanage d'un garçon. Par quelle aberration a-t-on dit que la liberté est sortie des forêts de la Germanie? C'est incompréhensible. Non, ce qui est sorti de ces forêts, est la servitude!

MOYENS POLITIQUES

bien doués. L'organisation de l'État

organisés de
tions entières.
orat de Brand
lemagne, la S
Moscou en Rus
les différentes
ps modernes fu
considérable
rganisation mi
s les yeux. Les
itages person
tration. Ils co
ropriété, mais
bligations à l
rques les plu
ettes : « Le p
onheur de se
r le cœur de s
e a eu aussi d
s, parce que la
s de l'humani
idu est de don
rande somme
gique universa
le plaisir. C
e produit enti

Cet antagonis
lu, s'il veut ol
e plus petite s
onomisent la p
issi, dès qu'il
gnation et la

ne depuis Leibnit
ouvrage très remar
, Reinwald, 1884)

diminution de vie, un retour vers le monde inorganique.

Un gouvernement est composé d'hommes, donc il obéit aux lois physiologiques : nous voyons, en effet, que les gouvernants cherchent à obtenir la plus grande somme de jouissances (les plus gros impôts), en donnant la moindre somme possible de travail, c'est-à-dire en rendant aux peuples le moins possible de services¹. Par conséquent, il y a un antagonisme naturel entre les gouvernants et les gouvernés. Que peuvent faire les peuples, pour se soustraire à l'exploitation de leurs administrateurs? Une seule chose : supprimer le monopole du gouvernement, provoquer la concurrence, c'est-à-dire mettre à chaque instant les personnes qui administrent mal en danger de perdre leurs charges. En théorie, dans les gouvernements absolus, ce devoir incombe au souverain. C'est à lui qu'il appartient de renvoyer les ministres ou les fonctionnaires qui abusent de leurs prérogatives dans un intérêt personnel. La crainte oblige ces individus à gouverner d'une façon plus ou moins convenable, car la concurrence entre les gens en place et ceux qui désirent occuper leurs postes est très forte, même dans les monarchies les plus despotiques. De là, les mille intrigues de cour, où les dignitaires et les fonctionnaires visent constamment à se renverser les uns les autres.

Dans les États constitutionnels, la concurrence entre les gouvernants devient la base même du régime parlementaire. Celui-ci ne peut fonctionner, d'une façon parfaite, que s'il existe deux partis qui se fassent une guerre sans trêve et sans pitié et qui soient toujours prêts à se renverser mutuellement. En Angleterre l'opposition prend la dénomination de *Her Majesty's opposition*. Elle est un rouage indispensable de la machine gouvernementale. Le Parlement anglais ne pourrait pas fonctionner aujourd'hui s'il n'y avait pas d'opposition, parce que tout minis-

1. De nos jours nous voyons, au contraire, l'État envahir de plus en plus une masse de fonctions qui auraient pu être mieux remplies par des particuliers. Il semble que ce soit en contradiction avec ce que nous disons dans le texte. Cependant, nous ferons remarquer que ces services sont loin d'être gratuits. Les fonctionnaires ont tendance à s'immiscer dans un nombre de besognes de plus en plus considérable. Mais ils se font payer et même payer fort cher. Nous ne voyons jamais chez eux la tendance à travailler dix heures par jour au lieu de cinq, par exemple, pour rendre plus de services au pays.

LES PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE.

de conquête s'affaiblira aussi, par la force des

les principales ont fait considérer jusqu'à nos jours
e de diminuer l'étendue de l'État comme un crime
ison, généralement puni de mort. D'abord l'État
iété d'une dynastie régnante, enlever une province
ie, c'était commettre une violation de son droit.
t à abandonner de plein de gré, sans compensa-
t de son domaine à un voisin. Si donc les habi-
rovince quittent la sujétion d'un prince, ils dimi-
l considère comme son patrimoine. Cet ordre
era de plus en plus chez les nations civilisées,
se regarderont de moins en moins comme la
eur gouvernement.

u gouvernement dépendent fort souvent de l'impor-
ociation politique. Si riches que soient les Belges,
pas payer une liste civile aussi considérable que
parce que les premiers sont 6 millions et les
ussi la tendance, qui pousse les chefs des entre-
es à augmenter l'étendue de leurs domaines, est
aturelle et très logique. Mais il s'en faut de beau-
lérêt des peuples soit identique, dans ce cas, à
ernements. Au contraire, ces deux intérêts sont
ralement opposés, car les plus vastes dominations
urer le maximum de bonheur et de prospérité

cause qui ait fait considérer toute tentative de
ndue de l'État comme un crime des plus haïssa-
curité internationale. Chaque société peut être
ut moment par ses voisines et elle ne peut
sur ses propres forces pour se défendre. Or,
choses égales d'ailleurs, la société la plus nom-
plus puissante¹, les peuples ont considéré la
association comme le bien suprême ici-bas, puisque
en raison directe de cette grandeur. Toute tenta-
on devait donc être punie de la façon la plus sévère.

sie, en cas de guerre, peut mettre sur pied près de 5 millions
que la Roumanie n'a d'habitants. Il est clair qu'en cas
ces deux pays, le plus petit serait battu.

LES PROCÉDÉS POLITIQUES

Il y a eu, sans doute, une période de l'histoire où la puissance pouvait s'identifier, dans une mesure, à l'étendue du territoire. Cette période est à jauger sur les pays civilisés. L'Angleterre serait aujourd'hui impuissante sans l'Irlande, l'Allemagne sans la Pologne, la Russie sans la Pologne, l'Union sans les anciens États confédérés. Le progrès technique a apporté de nouvelles puissances, mais en politique les vieilles traditions et les survivances sont restées. On continue à mesurer la puissance avec l'étendue et avec la seule crainte que toute sécession porte atteinte aux intérêts nationaux et on s'y oppose en vertu de ces intérêts. On décapite ou fusille les individus qui prennent l'initiative des sécessions. Si des provinces se détachent, on s'efforce de les faire rentrer dans le giron de l'État.

C'est une erreur de croire que la puissance est en raison directe du nombre ; c'est une erreur de croire que la seule manière de se défendre contre une agression soit de lui résister directement par la force. Les faits donnent le plus violent démenti à cette thèse. Nous voyons subsister en Europe des États faibles, la république d'Andorre, celle de Saint-Marin, Monaco. Le Danemark, la Suède, la Roumanie, la Grèce, la Belgique, la Hollande, la France, sont des bouchées pour des colosses comme l'Allemagne et la Russie. Cependant, ces colosses ne mangent pas ces petites mouches. Preuve que ce n'est pas seulement de l'armement que gît la possibilité de présider à la danse. Elle gît encore et surtout dans l'ensemble des relations historiques. Les relations entre États créent, par la force même des choses, un cadre très grossier sans doute, mais néanmoins assés solide. C'est lui seul qui a assuré jusqu'à présent la sécurité des petits États, en Europe, dont les forces sont faibles comparées à celles des grandes puissances. Quand on voit, d'une part, que le nombre seul ne fait pas la puissance, et d'autre part, que la sécurité peut être assurée uniquement par le droit public international, la sécession ne sera plus

LES PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE.

ors le principe de la libre agglomération politique (celui des nationalités) triomphera.

Encore attirer l'attention du lecteur sur ce fait très que les sécessions politiques s'opèrent de deux manières brusque et d'un seul coup, que nous appelons

l'autre lente, que nous appelons décentralisation.

Le procédé a moins attiré l'attention des historiens, mais il est insensible et légal. Il ne produit pas ces grands événements

qui frappent les imaginations, mais, comme les révolutions violentes, il a pour résultat de former de nouveaux mouvements politiques.

En effet, la décentralisation s'étend jusqu'à ses dernières limites, c'est l'indépendance. Or entre la décentralisation la plus extrême, qui est parfois le plus lourd

des, et la décentralisation la plus complète, on trouve des degrés intermédiaires si nombreux et si insensibles qu'ils échappent parfois à l'attention de l'histoire.

C'est à croire que les citoyens seuls poussent à la décentralisation. On a vu des gouvernements qui, par la com-

plaisance des véritables intérêts sociaux, l'ont établie eux-mêmes sur leurs possessions.

Ce sera un éternel honneur à la Grande-Bretagne d'avoir inauguré la première cette politique.

Les Anglais, éclairés par l'expérience de 1774, ne se sont pas corrigés sur leurs fautes (comme tant d'autres nations, l'Espagne, la France, etc.)

La révolte des colonies américaines leur a fait connaître deux choses : d'abord que s'ils avaient respecté les

droits des colons, les États-Unis feraient encore partie de l'empire britannique (ce qui, selon nous, eût été un très grand avantage pour les États-Unis) et ensuite que les frontières politiques n'ont qu'une importance extrêmement médiocre.

Les États-Unis aujourd'hui 63 millions d'habitants, qui parlent ou qui écrivent bientôt l'anglais. C'est donc un gigantesque empire qui se détache de la nationalité anglaise.

Ces 63 millions d'habitants ont une immense quantité de richesses qu'ils échan- gent avec les Anglais. (Près du cinquième du commerce de la Grande-Bretagne se fait avec les États-Unis.)

Le sol de la Grande-Bretagne peut fournir en produits agricoles que la moitié à peine de ce que les États-Unis fournissent.

Le Canada s'est ainsi détaché de l'Espagne en 1640, les colonies de la France de l'Angleterre, en 1774, etc. C'est aussi par ce moyen que les États-Unis ont voulu sortir de l'Union en 1861.

Le Canada s'est ainsi détaché de l'Espagne en 1640, les colonies de la France de l'Angleterre, en 1774, etc. C'est aussi par ce moyen que les États-Unis ont voulu sortir de l'Union en 1861.

Le Canada s'est ainsi détaché de l'Espagne en 1640, les colonies de la France de l'Angleterre, en 1774, etc. C'est aussi par ce moyen que les États-Unis ont voulu sortir de l'Union en 1861.

Le Canada s'est ainsi détaché de l'Espagne en 1640, les colonies de la France de l'Angleterre, en 1774, etc. C'est aussi par ce moyen que les États-Unis ont voulu sortir de l'Union en 1861.

LES PROCÉDÉS POLITIQUES

peu près de ce qui est nécessaire à l'alimentation. Si donc les Anglais ne pouvaient pas tirer du dehors et s'ils ne pouvaient pas vendre des produits suffisants pour payer ces subsistances, ils ne pourraient guère être plus de 19 millions d'hommes à partir de maintenant, grâce aux États-Unis que ce résultat porte alors aux Anglais que les États-Unis sont de la couronne d'Angleterre ou une république, de chaque individu en ce bas monde n'est pas une question politique, mais le bien-être. C'est ce que le gouvernement anglais a fait avant tous les autres peuples du continent. C'est la centralisation à leurs colonies actuelles du gouvernement de la métropole qui pousse le gouvernement. Dès qu'il le croit possible, il organise le gouvernement dans les colonies; il remet aux habitants le gouvernement de leurs affaires. Les Anglais vont encore plus loin dans leurs colonies à s'unir en fédérations. C'est le cas du Canada et ce qu'ils cherchent à faire en Australie. Ils jouissent actuellement de l'indépendance, mais le seul lien qui les rattache à l'Angleterre, c'est que le gouverneur de ces républiques est nommé par la reine. Si le Canada ou l'Australie viennent à briser ce dernier lien et proclamer leur indépendance, que l'Angleterre n'entreprendrait pas une guerre sanglante pour conserver un droit presque inutile. L'avantage de donner un gouverneur à ces colonies n'est pas le sacrifice d'un seul *horse-guard*. Les Anglais accordent tous les droits aux colonies et à leurs compatriotes¹. Cela n'est pas précisé

1. Dans les bonnes années l'agriculture donne du blé, dans les mauvaises pour quatre. La viande suffit seulement pour quatre. (*Reign of Queen Victoria*, t. I, p. 446.)

2. Ajoutons de plus que le Canada ou l'Australie ne peuvent pas se détacher de l'Angleterre, précisément à cause de son

3. Ce n'est pas le cas dans d'autres pays cependant peuplés de Russes, comme le gouvernement de Moscou. Or, il faut six mois pour envoyer une lettre à Saint-Petersbourg. Aussi les moindres affaires y durent des années. La centralisation est au plus haut degré extrême. Tandis que les États-Unis ont passé de 3 millions d'habitants à 63, la Sibirie possède à peine une popula

ne toutes les possessions britanniques ne sont pas peuplées par des Anglais. Il y a des Hollandais au Cap, des Français au Canada. On ne restreint pas leur autonomie, cependant. Mais il y a mieux. En 1862 l'Angleterre a cédé les îles Ioniennes à la Grèce. Par là elle a inauguré la première une politique nouvelle risant complètement avec les routines du passé. En ce jour, qui marquera dans les annales de l'humanité, les Anglais ont renversé la néfaste idole de la *grandeur* de l'État. Ils savaient que les habitants des îles Ioniennes désiraient s'annexer à leur véritable patrie. Ils y ont consenti. Ils ont réalisé les désirs de cette population. Or qui pourrait affirmer que les citoyens anglais sont moins heureux et moins riches en 1892, parce que les îles Ioniennes ont été cédées à la Grèce en 1862? Nous le répétons, gloire à l'Angleterre! Elle s'est débarrassée la première d'une des *survivances* qui oppose les plus grands obstacles à la prospérité des nations civilisées¹. Même aux Indes, les Anglais poussent à la décentralisation. Ils ont organisé dernièrement dans les villes des municipalités électives.

On voit donc que le système du libre groupement est loin d'être une utopie, puisqu'une grande nation européenne le pratique sur une large échelle sous le nom de décentralisation².

Un pays fort riche, cependant, et qui, avec une large autonomie administrative, aurait pu se développer dix ou vingt fois plus rapidement.

1. Par une contradiction dont l'histoire offre de nombreux exemples (ainsi la Russie opprime les Polonais et va délivrer les Bulgares), ces Anglais, si libéraux, refusent l'autonomie aux Irlandais. Un petit fait montrera combien peu les souverains du continent imitent la conduite des Anglais aux îles Ioniennes. En mars 1891, une députation de l'Alsace-Lorraine alla demander à l'empereur Guillaume II l'abolition de la formalité des passe-ports. L'empereur refusa, mais il exprima l'espoir que le sort des Alsaciens deviendrait quand ils seraient convaincus « de l'indissolubilité des liens qui unissent à l'empire allemand et quand ils montreraient plus catégoriquement qu'ils sont résolus à faire toujours preuve d'une fidélité inébranlable envers lui et l'empire ». Ainsi ce souverain, qui prétend vouloir résoudre la question sociale, ce souverain reste encore plongé en plein dans l'idolâtrie de la grandeur de l'État. Et puis quelle singulière logique! Les Alsaciens disent : « Nous vous détestons, parce que vous nous opprimez. » Les Allemands répondent : « Cessez de nous détester, nous ne vous opprimerons plus. » L'affection ne s'impose pas par décret.

Il est difficile de considérer la décentralisation comme un mal, quelles qu'aient été, d'ailleurs, les doctrines politiques que l'on professe. Elle a pour but de donner une meilleure organisation à l'État. Il y a des pays où la décentralisation est devenue une vraie passion populaire pendant certaines périodes. En ce moment, en France, la décentralisation est considérée comme

LES PROCÉDÉS P

Le jour où le droit de sécession des nationalités, formera la base d'une importance capitale pour humaines seront réalisés ici-bas. Iliques se feront conformément au arriveront donc avec une rapidité jourd'hui à s'adapter aux circonstances et autres. L'immense gaspillage aujourd'hui la centralisation étroiternements, cessera. L'accroissement en seront grandement accélérera atteint le jour où les hommes groupe politique, et pourront s'en

très désirable. Si, au lieu de 87 départements ou 20 provinces, ayant chacune de 18 à 20 d'une large autonomie, la prospérité de beaucoup supérieure. Il en est de même phis, l'ethnographie même ont créé dans (Piémont, Ligurie, Lombardie, Vénétie, Latium, Abruzzes et Molise, Campanie, P Sardaigne) qu'il aurait fallu laisser subsister au lieu de créer, à l'imitation de la France officielles. L'Allemagne a eu la bonne fortune régionale. Sans doute, les petits États de ce pays, le Mecklembourg, le Reuss-Schle la Saxe-Meiningen, les Anhalt, etc., sont Mais si l'Allemagne était divisée en huit Reuss, Thuringe, Saxe, Souabe, Bavière et organisation plus conforme aux véritables niment supérieure à celle qu'elle a au même des dynasties souveraines à la tête venons d'énumérer, elle jouirait d'un avantage auraient lieu de lui envier. Comparez aujourd'hui Stald, comme Munich, Stuttgart ou Dresde Lyon, de Rouen ou de Tours. Nous ne y États secondaires auraient dû affaiblir la contraire, ils auraient dû lui laisser tout ne pas lui marchander les ressources nécessaires. Vous pensons même que la plus large dé la formation de ces immenses centres de Berlin et Vienne. Mais, tout en favorisant rayonnement si nécessaire des grandes capitales les moyens pour conserver aussi aux colonies somme possible de vitalité. C'est grâce à cains ont pu réaliser des progrès si extraordinaires colonies espagnoles, les États-Unis seraient complète.

PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE.

ir. Alors, comme les sociétés se grouperont selon leurs aptitudes naturelles, les dépenses nécessaires pour maintenir l'État seront réduites au minimum. Les troupes qu'il faut entretenir aujourd'hui pour opprimer le peuple, pourraient se livrer à des besognes productives augmentant le capital social.

Le résultat du droit de sécession sera encore plus important. Pour le jour où il sera admis, la lutte politique changera de nature. Elle prendra une intensité que nous pouvons difficilement représenter. De nos jours, pour triompher dans la lutte, il faut avoir l'armée la plus puissante et la plus nombreuse. Mais le jour où la lutte politique se fera passer par l'intermédiaire des massacres, elle sera beaucoup plus vive, parce qu'elle sera directe¹. Pour accroître le territoire de l'État, *il faudra bien gou-*

vernir ce qui se passe à l'intérieur de l'État. Supposons une couronne qui confère le pouvoir et qui punisse de mort toute tentative faite pour le perdre. (C'est ainsi que sont constitués les gouvernements monarchiques.) Dans ces circonstances, pour arriver au pouvoir, il faudra risquer sa tête, qui auront ce courage, entreront en lice; donc le nombre de compétiteurs sera moindre, puisque tous les timides seront exclus. Dans les gouvernements parlementaires, on peut arriver au pouvoir sans risquer sa tête, immédiatement le nombre des compétiteurs augmente, la concurrence devient plus forte! D'autre part, si l'État le mieux organisé sera celui qui sera gouverné par les plus capables. Mais les plus hardis, les plus aptes à risquer leur tête seront les plus intelligents. Aussi, dès que la compétition politique a un caractère physiologique, l'arrivée au pouvoir des gens les plus capables est grandement accélérée. Or toutes les fois que l'État est gouverné par les plus hardis, mais non les plus capables, il y aura recul, arrêt.

Le plus puissant est le plus complet. C'est celui qui joint la supériorité intellectuelle (vues élevées, faculté de comprendre les besoins d'une nation, habileté de conception) à la supériorité physique (corps endurci par l'habitude aux exercices athlétiques, courage personnel). Des hommes de ce genre ont été le plus souvent les fondateurs des grandes nations. Les soldats heureux dont parle Voltaire. Quand les États sont gouvernés par les plus capables, on a compris les avantages de l'hérédité du pouvoir au lieu de l'hérédité du sang. Mais les commotions les plus périlleuses. Mais les avantages, elle avait aussi de nombreux inconvénients. Un homme fort capable, Honorius était un imbécile. Le fils d'un homme capable pouvait toujours être un idiot. Par les institutions parlementaires, on essayait d'obtenir les avantages de la stabilité, tout en poussant les plus capables et les plus intelligents. Le gouvernement continuait à marcher vers la transformation des procédés physiologiques en procédés intellectuels.

LES PROCÉDÉS PO

verner. Comme les chefs des entrepr
la superficie sur laquelle s'étend leu
les populations seront libres de se
nistrer mal, la concurrence entre cel
forte qu'aujourd'hui. De nos jours,
parer, on envoie des soldats, on mas
citoyens et on peut gouverner auss
rébellion (souvent même plus mal
États-Unis après 1863), qu'on gouve
sécession, on n'aura plus cette ress
gouverner le mieux possible. Or que
C'est rendre à la société les services
le minimum *de dépenses*. Pressés pa
ni pitié, qu'assurera le droit de sécess
politiques seront obligés d'inventer
gouvernement les plus économiques
peuples, ils possèdent maintenant ur
comme tous les monopolistes. Auss
publiques atteint de nos jours des p
calculé ce que le prix du gouvernem
heure. Sous Napoléon I^{er}, c'était 1150
119000; sous Louis-Philippe, 151
249000. En 1878, 403000 et en 18
que les dépenses aient augmenté ap
l'accroissement de 1878 à 1882 n'
États-Unis d'Amérique le gaspillage
Quant aux travaux publics complètes
en France des milliards et des millie

Comparez l'action d'un industriel
Le premier pense nuit et jour à dim
génie de toutes les façons possibles
pour le prix le plus bas. Les gouv
font que pousser au gaspillage. Pou

1. *Journal des Débats* du 5 novembre 18
née par l'Assemblée nationale, constatant qu
l'É et ne travaillaient pas plus de deux heu
partie de ce travail consistait-il en une pap
penses relatives au personnel et au matériel
France figuraient au budget pour 10 050 000
Elles avaient donc presque doublé en onze

Novicow.

RATIONNELS DE LA LUTTE.

À ce stade, tous les industriels sont fonctionnaires? Nullement. C'est que l'aiguillon de la concurrence, tandis qu'ils ne le ressentent point. Le droit de leur donner cet aiguillon pour eux. Devant la limite étendue de leur juridiction, ils seront industriels, d'améliorer leurs procédés

les populations seront libres de disposer des frontières politiques seront d'une façon bien, si même elles changeaient de mal? Les frontières sont faites par les hommes pour les frontières. C'en est un) est lui-même chimérique liberté d'association étant proclamée les états se disloqueraient fort probablement (la Grèce et la Turquie, par exemple), les frontières se modifieraient dans une forte mesure verraient le jour. Mais, après une révolution générale, les frontières ne varieraient sans le consentement des populations, qu'elles seraient le régime de la force. Que le lecteur parcourre un atlas historique; il verra sans que les frontières des États changent. Les grands intérêts économiques ont une cohésion suffisante entre les États est pas sans un grand déchirement de la France à un groupe dont elle a fait partie de la Lorraine, si fidèle à la France après la révolution, le démontre surabondamment. L'unité de la Suisse, où il y a des cantons différents, dont l'un (l'italien) est gouvernée d'une façon extrêmement dure. L'association, que sous le régime de la libre concurrence sera plus forte qu'aujourd'hui : la concurrence produisant un meilleur gouvernement, ceux administrés, auront une moindre concurrence; ensuite parce que l'association internationale des citoyens, elle sera conforme

CHAPITRE V

LES PROCÉDÉS INTELLECTUELS.

I

La lutte entre les hommes a été successivement physiologique, économique et intellectuelle. Les procédés rationnels, dans l'une de ces phases, ne le sont plus dans l'autre. On aura beau prêcher la mansuétude et la charité à un lion, il ne vous dévorera pas moins, s'il a faim. Mais, d'autre part, on aura beau tuer un homme, on ne pourra pas lui faire reconnaître pour vrai ce qui lui paraît faux. Dans ce cas, le meurtre d'un homme est aussi absurde que le sermon fait au lion. Quand le but de la lutte change, les procédés doivent changer aussi. Si on a faim, tuer un autre être (son semblable même, à la rigueur), pour le manger, est une action rationnelle. Mais si le but de la lutte est la richesse, tuer un producteur devient une absurdité. Dans la lutte intellectuelle le but consiste à faire adopter certaines idées à un autre individu. A discute avec B; B ne consent pas à être de son avis, A tue B. Le but de A n'est pas atteint. En effet, il y a un homme mort, mais pas un homme convaincu. Par cela seul que la pensée est un acte psychologique, la lutte intellectuelle est impossible sur le terrain physiologique. Il est aussi insensé de vouloir convaincre à coups de canon que de vouloir rendre de l'air dans un tamis.

Cette grossière erreur a été commise et est encore commise, cependant, par presque toutes les nations civilisées. Les procédés qu'elles emploient dans la lutte intellectuelle sont, dans la majorité des cas, d'ordre physiologique, économique ou politique. Ils consistent soit dans le massacre général ou individuel, mise à mort des novateurs de la pensée, inquisition, etc.),

LES PROCÉDÉS INTELLECTUELS.

soit dans l'application des peines les plus variées qui produisent une diminution de vie (privation de la liberté, nourriture insalubre donnée dans les prisons), soit dans un amoindrissement du bien-être (amendes, confiscations, restriction de l'habitat des métiers), soit enfin dans la privation des droits politiques.

Toutes ces mesures proviennent de l'ignorance des lois de nature. Elles ont pour source une erreur générale : la confusion des actes psychiques avec les actes physiologiques. chose étrange, ce sont surtout les partisans de la spiritualité l'âme et de son immortalité qui la commettent le plus souvent. Les gens religieux, pour qui l'âme de l'homme est une partie de celle de Dieu, devraient la respecter davantage, puisque la violentant, ils violentent Dieu lui-même. C'est le contraire qui se produit, cependant, dans la plupart des cas : les gouvernements les plus théocratiques sont aussi les plus intolérants.

Toutes les fois que l'homme a méconnu les lois de la nature et a édicté des mesures en contradiction avec elles, il est arrivé à un résultat diamétralement opposé au but poursuivi.

Une expérience plusieurs fois séculaire a démontré, par exemple, que jamais aucune persécution religieuse n'a réussi. Quand une croyance se défend contre une autre par les procédés physiologiques, c'est toujours la croyance persécutrice qui perd du terrain. Les empereurs de Rome ont envoyé les chrétiens aux bêtes : le christianisme a supplanté le culte des dieux de l'Olympe. Les jacobins ont persécuté le catholicisme : le catholicisme a eu un renouveau de vie. Vers la fin du XVIII^e siècle, le peuple français était devenu assez indifférent à la matière de religion. Au commencement du XIX^e tout changea. Non seulement les basses classes, mais de grands esprits comme Chateaubriand, redevinrent chrétiens très fervents. Qui a produit cette transformation ? Les jacobins¹. Il suffit de persécuter une secte religieuse pour lui donner une grande puissance d'expansion. Sitôt qu'on fait des martyrs on décuple les forces d'une propagande, parce qu'on agit sur les sentiments des hommes. L'humanité n'est pas encore d

1. Il nous est impossible de nous étendre sur ce terrain. Le lecteur trouvera dans l'ouvrage de M. Taine, *les Origines de la France contemporaine* (le Régime moderne), t. I, la démonstration la plus complète de nos affirmations.

cendue au degré d'abaissement qui cesse de faire considérer comme beau le sacrifice de la vie pour une idée. Le martyr est toujours admiré. De l'admiration à la sympathie il n'y a qu'un pas. Faire pénétrer une idée dans la foule, par déduction logique, est assez malaisé. Les hommes sont si peu logiques ! La tâche est de beaucoup facilitée quand on peut se faire aimer. Alors l'action devient bien plus rapide, parce qu'elle se fait directement par le sentiment, par la foi. On adopte l'idée de l'homme qu'on aime, sans même chercher à analyser la justesse de cette idée et uniquement parce qu'on admire et qu'on aime cet homme. Les sectes religieuses en Russie sont la meilleure démonstration de ce fait. Tant que le gouvernement les laisse tranquilles, elles font des progrès assez lents ; dès qu'il les persécute, leurs progrès deviennent plus rapides.

Les persécutions religieuses au xvi^e siècle n'ont pas pu extirper le protestantisme. L'Irlandais a gardé sa foi, malgré les Anglais ; la Petite-Russie est restée orthodoxe, malgré les Polonais ; les Polonais restent catholiques, malgré les Russes ; les non-conformistes anglais n'ont pu être ralliés à l'Église dominante, malgré la législation la plus oppressive. On pourrait multiplier ces exemples à l'infini. Cependant, dira-t-on, il y a des persécutions qui ont réussi. N'est-ce pas par la force que la Belgique, une partie de la France, l'Italie, l'Espagne, l'Autriche ont été retenues dans le giron de l'Église catholique ? Dans le giron de l'Église catholique, peut-être, mais dans l'esprit religieux, non certes.

La force ne peut pas faire qu'une chose fausse paraisse vraie, elle ne peut faire davantage qu'une chose désagréable paraisse agréable. Aussi, toutes les fois que l'État tâche de soutenir une religion, il l'affaiblit. On ne fait pas des lois pour nous obliger à croire que la terre tourne autour du soleil ou qu'Auguste a été le premier empereur de Rome. Si la première de ces propositions est vraie, toutes les observations astronomiques ne feront que la confirmer ; alors son évidence deviendra à tel point manifeste, qu'il sera absurde de ne pas l'admettre. Si la seconde de ces propositions est vraie, tous les documents historiques la confirmeront ; alors il sera ridicule de la contester. Mais supposons qu'un astronome puisse nous démontrer demain, par des preuves irréfutables, que la terre

INT

deil,
re pi
histo
ome
s ab
le. L
ellen
rech
n de
rtir
par
tte
rnen
te q
, pa
tuen
gion
ne, c
relig
'et p
ontre
Les
e. A
intér
en
nesu
les

c'est
sont c
pays
emon
que l
tante
r le u
iqué
holici
me, u
vast
e au
n soi
rel d'i
e un

LES PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE.

1, les plus dégradés. Tels ont été les effets de la persécution du duc d'Albe aux Pays-Bas, celle des dissidents anglais, la révocation de l'édit de Nantes, les vexations sans nombre qu'on infligea en ce moment aux Israélites en Russie. C'est toujours la même chose qui émigre. Les ouvriers flamands qui sont allés en Angleterre au XVI^e siècle, y ont fondé les industries les plus prospères. À partir de cette époque que l'Angleterre cesse d'exporter ses produits et commence à la travailler dans le pays. Nous n'avons pas besoin de rappeler ce que les huguenots français ont fait en Angleterre.

Passant du domaine religieux à celui des idées, nous verrons les mêmes conséquences identiques : toute coercition amène un résultat exactement opposé à celui que l'on désire atteindre.

La lutte intellectuelle consiste à éliminer certaines idées au profit d'autres idées. Pour faire triompher ses idées, il faut tout d'abord les faire connaître. Toute lutte intellectuelle se fait donc par la propagande. La grande erreur des gouvernements consiste à ne pas comprendre qu'une propagande ne peut pas être maintenue par des mesures coercitives, par des défenses accompagnées de pénalités.

Nous voyons déjà l'absolue inefficacité de ce système, dans les lois économiques. Une loi civile ou politique ne peut être efficace que si elle est conforme aux lois de la nature. Dans tous les autres cas, elle n'est jamais appliquée et elle amène le résultat exactement opposé à celui qu'on avait en vue en la promulguant.

Ainsi on a défendu l'usure pour que le taux de l'intérêt fût bas. Par suite de cette défense le taux de l'intérêt est devenu élevé. On a défendu la traite des nègres pour diminuer les souffrances des malheureux esclaves africains. Depuis que les lois ont été établies contre les négriers, les souffrances des malheureux esclaves ont augmenté dans une mesure inouïe. La traite a été abolie en Angleterre en 1809. Les croisières ont été envoyées à partir de 1819. D'après les rapports de la British and Foreign Antislavery Society, on voit que de 1808 à 1819 on a transporté 2290000 nègres en Amérique; 433000, soit 19 pour 100 périrent pendant la traversée. De 1819 à 1847 on en a transporté

Toute défense, non accompagnée d'une sanction, c'est-à-dire d'une pénalité, est un simple son, sans aucune valeur.

LES PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE.

ulpole¹, qui sans cette circonstance n'auraient pas eu mille lecteurs, furent lus par des millions d'hommes ». On sait que la Russie en est encore au régime des avertissements, qui existait en France sous Napoléon III. Quand les journaux sont réprimés pour certains articles désignés spécialement, le public jette dessus avec avidité. Souvent on les avait passés sans y faire attention. Mais, quand l'avertissement du gouvernement est publié, on recherche les vieux numéros, on se les arrache, on se les transmet de main en main. D'autre part, quand un écrit n'a pas reçu l'autorisation d'être publié, il acquiert une célébrité qui lui attire une masse de lecteurs infiniment supérieure à celle qu'il aurait eue, s'il avait été librement imprimé. Les gouvernements considèrent certaines idées comme mauvaises, et défendent de les répandre. Eh bien, cette défense même favorise leur propagande. Nombre de gouvernements exercent encore la censure intellectuelle et politique². Dans certains pays elle est préventive, dans d'autres simplement pénale. La censure fait un très grand mal aux sociétés, parce qu'elle arrête, par une forte mesure, la rapidité de leur développement mental, mais on peut affirmer, à coup sûr, qu'elle n'atteint jamais le but poursuivi par les gouvernements. D'abord les écrits défendus sont ceux qui sont les plus lus. Mais ce n'est pas tout. Les écrits défendus sont aussi ceux qui jouissent le plus de la confiance et de la sympathie du public, même s'ils sont malsains. Avec la liberté de la presse, on favorise les plantes saines et saines. Avec la presse bâillonnée, les moisissures putrides pullulent. Un grand journal, comme le *Times*, se respectera trop pour publier d'infâmes libelles. Mais un grand journal comme le *Times* est une entreprise qui exige une énorme mise de fonds.

Le *Times* ne peut pas exister dans un pays où la presse, et par conséquent les capitaux engagés dans cette affaire, dépendent du caprice d'un ministre.

Les gouvernements ne peuvent donc pas supprimer, par de faibles défenses, les idées qu'ils croient mauvaises. Et puis, considération plus grave encore, les gouvernements ont-ils vraiment le don de l'omniscience ? Ont-ils reçu du ciel par un miracle

¹ *History of England*, t. 1, p. 378.

² Nous ne parlons pas des écrits pornographiques. Leur poursuite est une simple mesure de police, qui regarde les mœurs, et non la pensée humaine.

LES PROCÉDÉS

ou par une grâce spéciale, la vue, le vrai du faux ? Comment certaines théories tenues pour seront pas proclamées, à la Toute l'histoire de l'humanité contre l'erreur. Certaines propositions comme des axiomes indiscutablement fausses. Ce qui fait perdre de la presse, c'est qu'elle s'efforce plus forte possible. Plus cette effroyable y a de chance que les idées erronées c'est précisément ce que l'ingénuité du domaine de la pensée empêche la propagande des idées fausses. Des mesures à cet effet, il peut arrêter celle des idées vraies. Et l'erreur (si c'était possible par des mesures encore que la moitié de la tâche de la vérité. C'est là le but suprême. Ces moyens sont absolument impuissants. Les idées fausses, la propagande orale ou écrite. Il est trop facile à aller entendre un discours, Mais, même si on les y force à admettre la véracité et la justice, ils pourront être terrorisés et au bout ils pourront applaudir bruyamment l'orateur, mais rien ne démontrera vaincus. Le fort intérieur échappera l'étoile à la portée de la main. Lire un livre, s'il ne le désire dans chaque maison ? Et même comment parvenir à faire admettre ? Si un gouvernement procède de la sorte dans les pays de régime parlementaire, la réaction du gouvernement. Le gouvernement, au contraire, c'est elle (comme dans les monarchies) l'opinion publique, il agira contre elle, ou contrairement à ses vœux.

PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE.

comme déjà formulé. S'il agit contrairement, il n'intérêt particulier, contre l'intérêt général. Le langage du gouvernement ne pourra exercer aucune influence, elle sera reçue avec une défiance universelle. L'écrit officiel pour faux. On ne le lira pas. Les agents les idées du gouvernement sont toujours les écrits faits pour une rémunération pécuniairement du papier d'emballage. Le panégyriste, mettre tout son art à dissimuler cette qualité, devient apparente, son écrit tombe dans le complet et n'a plus d'accès dans le public. On procédés coercitifs sont absolument inapplicables des idées.

En tenant le domaine de la dénationalisation on l'a déjà montré, elle a surtout pour but de changer la population la langue d'une autre.

On juge utile d'apprendre une langue étrangère, le grec. On dit que le savant sinologue français, s'était mis à étudier le russe dans les dernières années, pour lire un ouvrage du père Wassilief sur la langue toujours une langue étrangère, soit pour des besoins intellectuels, soit pour se donner certains, comme par exemple d'apprendre l'italien pour lire la *Comédie* dans l'original.

On impose l'étude d'une langue, en attachant des avantages à son ignorance ou certaines faveurs à sa maîtrise. On sait que les populations, soumises à ce régime, ne peuvent pas faire cette étude de plein gré.

Quels sont les résultats de cette contrainte? Du temps perdu, une perte de temps toujours. Dans ces derniers temps, en France, les élèves scolaires font une part immense au grec dans l'éducation publique en Russie est absolument contradictoire, nous dirons même de la barbarie de cette méthode avant de raisonner, s'imprègne, déjà dans sa jeunesse, contre le grec et le latin. Quand il peut penser à l'âge d'environ de 16 à 18 ans), il comprend que son apprentissage de haïr le latin, il comprend, lui aussi, que son apprentissage est absolument inutile. Que fait-il donc? Il apprend le grec et le latin de ne pas le savoir. La plupart des jeunes

donner d'abord la peine d'étudier un idiome étranger. Ces derniers seront dans une très grande et très injuste infériorité. Les parents sentiront amèrement cette inégalité. Ils tâcheront de fonder des écoles où l'enseignement aura lieu dans l'idiome des vaincus ; ils tâcheront de soustraire leurs enfants à l'obligation de fréquenter l'école des vainqueurs. Même s'ils n'y réussissent pas, mordus au cœur par le privilège des dominateurs, ils donneront à leurs enfants des leçons de langue nationale à domicile. Bref, la réaction de la minorité sera en raison directe du despotisme des dominateurs. « Plus les Magyars se mettent sur le terrain national, plus les Croates résistent », dit M. de Kremer¹.

Les Magyars (nous les prenons comme exemple), veulent répandre leur langue en Croatie ; ils provoquent l'étude plus passionnée du croate, le développement littéraire de cet idiome. Les politiciens de Pesth veulent faire avancer l'aire géographique du magyar, ils la font reculer. Ils veulent augmenter l'homogénéité de la Hongrie, ils lui portent les coups les plus funestes, en attirant des haines inextinguibles. Qu'importe, de savoir parler une langue ? C'est dans le cœur et non sur les lèvres que se fait l'homogénéité nationale. Il y a des Polonais qui parlent russe comme des Moscovites. Cela ne les empêche pas de haïr la Russie de toutes les forces de leur âme. Aussi longtemps qu'ils portent cette haine en eux, leur connaissance du russe est même plutôt dangereuse pour leurs oppresseurs.

On impose la langue du vainqueur, non seulement dans les écoles, mais encore de mille autres façons. Par exemple, sur toute enseigne, à Varsovie, l'inscription polonaise doit être surmontée d'une inscription russe. Il y a à peine 10 p. 100 de Russes à Varsovie. Abandonnés à la seule direction de leur intérêt, les boutiquiers de Varsovie n'auraient pas mis d'enseignes en russe. Un petit nombre l'auraient peut-être fait pour les besoins d'une clientèle spéciale. Mais cette mesure est imposée par la police. C'est une vétille, dira-t-on. Eh bien, nous croyons que c'est par l'ensemble de ces petites vétilles que le gouvernement russe travaille de la manière la plus efficace à la résurrection de la Pologne. Toute injustice engendre la haine ; toute haine la résistance. Or, toutes les fois qu'un Polo-

1. *Die Nationalitätsidee und der Stadt.* p. 125.

nais voit cette enseigne bilingue, il en ressent la cuisante injustice. Sa haine s'attise, sa résistance augmente.

Les Allemands ne sont pas plus habiles que les Russes. En Alsace-Lorraine, ils poussent la germanisation jusqu'à la monomanie. Ils prennent tout un ensemble de mesures coercitives pour obliger les habitants à se servir de l'allemand. Toute mesure coercitive est forcément une mesure d'exception. Le gouvernement impérial *oblige* les Alsaciens à sentir qu'ils ne sont pas Allemands; il les force donc à se sentir Français. A coup sûr, ce n'est pas le but qu'il pourvuit.

Comme l'a dit spirituellement Macaulay, mettez tous les roux hors la loi, ils ne se sentiront plus solidaires des gens qui les environnent. Ils formeront un État dans l'État. Ce sont les gouvernements *eux-mêmes* qui créent les séparatismes au moyen des mesures d'exception.

Que dirait-on d'un général dont la préoccupation principale serait d'augmenter le nombre des soldats qu'il a à combattre ? Or la plupart des gouvernements se créent des ennemis eux-mêmes, en accumulant des haines par leurs mesures exclusives. Ce qu'il faut faire, au contraire, c'est désarmer ses ennemis. Or, en accumulant les haines, on arrive au résultat opposé; on pousse aux vengeances privées, aux assassinats politiques, et on amène tôt ou tard des explosions formidables, des massacres sans quartier. Or, dans ces insurrections du désespoir, même quand elles sont réprimées, s'il périt beaucoup de révoltés, il périt aussi beaucoup de dominateurs. Même au point de vue de ces derniers, la politique de la haine se solde donc en perte.

II

L'homme a commencé par vivre des produits de la chasse et de la pêche. Il a donc commencé par consommer des substances alimentaires produites par d'autres créatures. Son action a été d'abord prédatrice. De là provient l'erreur que le moyen le plus rapide pour acquérir, c'est de *ravir*. C'était vrai dans une certaine période. Mais, quand l'homme a produit lui-même, la production et non le vol est devenu le procédé le plus rapide pour accroître le bien-être. Longtemps après que le brigandage

est devenu funeste, les hommes ont continué à le pratiquer par effet des traditions acquises et par l'incapacité de comprendre les phénomènes nouveaux se produisant sous leurs yeux.

Nous sommes maintenant dans une situation analogue pour les luttes intellectuelles. Comme les luttes politiques se sont faites par coercition, durant une longue série de siècles, on croit que le procédé est aussi le plus rapide pour produire les dénationalisations. Or, de même que le brigandage amène la diminution de la richesse, de même la coercition retarde, au lieu de l'accélérer, le processus des assimilations sociales.

Tout mouvement suit la ligne de la moindre résistance. Cette loi est universelle dans la nature ; elle s'applique aussi bien à l'arche des astres qu'aux phénomènes géologiques, physiologiques, psychologiques, linguistiques et économiques. C'est cette loi de la nature qui fera abolir l'état de guerre dans les sociétés civilisées. En effet, considérons ce qui se passe chez un homme adulte. Penser et sentir sont les plus hautes jouissances ; toutes les autres fonctions physiologiques du corps humain sont subordonnées aux fonctions mentales. Au fur et à mesure que la richesse d'un homme s'accroît, la nourriture occupe une place de plus en plus faible dans son budget. On paye parfois pour un seul tableau une somme supérieure à celle qui suffit pour se nourrir pendant toute son existence. Il en est de même dans le domaine social. Pour les nationalités, les produits intellectuels passent au premier plan. Or toute nationalité, pendant sa phase de croissance, a tendance à empiéter sur ses voisines, c'est-à-dire leur imposer ses idées, sa langue, ses sentiments. Une discussion se fait d'autant plus facilement qu'on a moins à craindre les conséquences matérielles de ses paroles. Si on peut être pendu pour un discours, on le fera moins facilement que si l'on ne risque rien pour l'avoir prononcé. La loi de la moindre résistance pour la propagation de la pensée, c'est la possibilité de faire porter les discussions sur le terrain exclusivement mental, c'est-à-dire de remplacer les procédés coercitifs par les procédés spontanés, dans les luttes intellectuelles.

La première condition pour assimiler une société, avec le maximum de vitesse possible, c'est de bannir toute violence et de pratiquer la justice.

Sans justice, aucune assimilation nationale n'est possible.

LES PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE.

nt, autant que possible, les profits du gouvernement aux

Tchèques, par exemple, ne trouvent pas de traitement e dans leur propre pays, ils éprouvent des souffrances. les épargner, ils tâchent de se faire accorder une justice. Mais si l'équité la plus parfaite était établie dans le nt de leur langue, les Tchèques éprouveraient une concurrence; ils cesseraient de souffrir et leur passion pour ure nationale s'assoupirait. Ils s'adonneraient à l'étude mand, qui leur offre un outillage mental plus commun dénationaliser la Bohême avec le maximum de rapidité, les Allemands devraient donc (dans leur propre établir une égalité complète entre les Tchèques et eux. les mesures maladroites du gouvernement allemand de ne qui accroissent la vitalité de la nationalité tchèque.

une injustice suprême à vouloir forcer des gens à faire ,une association politique contre leur gré. Par conséquent l'on veut dénationaliser avec le maximum de rapidité , la première chose à faire, c'est de porter la lutte intellectuelle sur le terrain intellectuel, c'est de bannir la lutte politique, en un mot, de renoncer aux conquêtes violentes.

nationalités ne peuvent pas se trouver au même moment veau intellectuel absolument semblable. Il faudrait pour miracle qui ne se produit jamais dans la nature. Il y a toujours des inégalités. Une nationalité aura une activité mentale plus forte, l'autre une activité mentale plus faible. La plus forte est celle qui aura la plus grande puissance d'assimilation.

it deux pays que nous appelons X et Z. A X il y a plus de gens qu'à Z. Les élèves sont plus nombreux, ils y sont plus intelligents, plus travailleurs, plus persévérants. Il y aura donc sans à X un plus grand nombre de jeunes gens munis de diplômes, qui chercheront des carrières. Les ingénieurs (prenons une spécialité, comme exemple), de Z n'auront aucune tendance à venir à X, puisque la carrière y est plus encombrée et que la supériorité mentale plus grande. Ils ne réussiraient pas. Inversement, les ingénieurs de X auront tendance à aller à Z, s'il y a moins de concurrence, et puisqu'étant supérieurs que les ingénieurs indigènes, ils pourront supplanter ces derniers et

La forme la plus efficace de la propagande orale est le missionnarisme. « Les missionnaires catholiques accomplissent des œuvres colossales à peu de frais, parce qu'ils attendent une récompense dans l'autre monde¹. » On sait que les jésuites étaient parvenus à hispaniser de vastes territoires dans l'Amérique méridionale. Mais les missionnaires qui vont avec l'intention expresse de répandre des idées, ne font pas seuls de la propagande. On peut dire que tout émigrant, consciemment ou inconsciemment, travaille à dénationaliser les gens qui l'entourent, au profit de sa patrie. Enfin dans les pays limitrophes, où deux nationalités sont en contact, chaque habitant contribue, dans une mesure quelconque à assurer la prépondérance d'un type sur un autre.

Quand une société en assimile une autre sans aucune coercition, c'est qu'elle possède une supériorité mentale. Cette supériorité est un avantage considérable, mais ce n'est pas le seul, ni le plus puissant. S'adresser à l'esprit est bien, mais s'adresser au cœur vaut mieux. On domine plus vite les hommes quand on les prend par ce dernier côté. Aussi le propagandiste doit-il tout d'abord se faire aimer. La grâce, l'urbanité, la séduction, sont les armes les plus puissantes dans les luttes mentales, elles sont aussi les plus efficaces dans le travail de la dénationalisation. Quand on aura compris que la sympathie est l'arme la plus terrible dans le combat intellectuel, on mettra autant d'ardeur à se faire aimer qu'on en met aujourd'hui à se faire craindre et par conséquent haïr².

Par l'infiltration des hommes, des livres, des œuvres d'art, des produits industriels, une nation peut envahir peu à peu le territoire d'une autre, même sans union politique. Elle peut, à la longue, déplacer les frontières linguistiques à son profit.

L'histoire offre de nombreux exemples d'assimilation de pays étrangers. Dans l'antiquité on peut citer la Macédoine. Elle s'est hellénisée fort rapidement, sans avoir jamais été soumise à aucun État grec. Au xiv^e siècle, la Bohême était fortement

1. *Revue scientifique* du 14 mars 1891, p. 330.

2. C'est ce qu'on comprend si mal à Berlin en ce moment. « Nous autres Prussiens, a dit un jour le prince de Bismarck, nous n'avons pas le talent de nous faire aimer. » L'aveu est précieux. Cette puissance d'inspirer l'antipathie est le côté faible de la Prusse.

Parmi les autres exemples d'assimilation, produite en dehors des frontières politiques, on peut citer encore la Lorraine. Au moyen âge, l'allemand était parlé dans toute l'étendue de ce pays. Avant d'avoir été annexée au royaume des Capétiens, la Lorraine était devenue complètement française. Il en est de même de la Belgique. La frontière linguistique du flamand a commencé à se déplacer au profit du français, dès le moyen âge.

En Allemagne, au commencement au xvii^e siècle, le latin était la langue de l'érudition et le français la langue de la bonne société. Comme Marc-Aurèle écrivait en grec, Frédéric II écrivait en français. Si le mouvement de réaction du génie allemand ne se fût pas produit, le déplacement de la frontière linguistique aurait continué à s'opérer au delà du Rhin, comme elle s'opérait en deçà, en Lorraine.

Nous ne voulons pas affirmer que la dénationalisation coercitive ne réussit jamais. Nous voulons dire seulement qu'elle est plus lente que l'assimilation par les procédés purement intellectuels. Certes, si on massacre ou si on expulse tous les allogènes, un territoire qui était peuplé précédemment par une nationalité, est occupé ensuite par une autre. Tel a été le cas pour les Maures d'Espagne. Même sans recourir à des mesures si radicales, en exerçant une forte oppression, on peut amener à la longue une population à changer de nationalité ; on peut mater le vaincu à force de souffrances. Toute résistance peut être brisée quand on possède des forces suffisantes pour y parvenir. Seulement, nous le répétons, ce procédé est extrêmement lent. La rapidité de l'assimilation est en raison inverse de la somme d'injustice. Ainsi en Russie, les populations ouralo-altaïques du Volga s'assimilent très vite, parce qu'elles sont traitées sur un pied d'égalité avec les dominateurs. Si demain on les soumettait à un régime d'exception dur et tyrannique, l'assimilation serait ralentie.

Et puis, il faut prendre en considération la *vis medicatrix naturae*, cette puissante vitalité de la race humaine, dont les plus fortes aberrations de l'empirisme politique ne peuvent venir

vernement russe n'a admis que tuer un Polonais ne constituait pas un crime, comme les Anglais ont proclamé que : « It is no felony to kill an Irishman. » Néanmoins la politique de la Russie est encore beaucoup trop oppressive en Pologne pour rendre possible la russification de ce pays.

LES PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE.

Une société produit moins d'idées que ses voisines, influencée par le courant extérieur. Quelle tactique doit-elle adopter pour ne pas être absorbée, pour conserver son indépendance mentale, sa nationalité? Une seule est efficace. Elle doit imiter et se assimiler aussi vite que possible les idées venant du dehors. Elle doit tâcher de maintenir l'équilibre mental, entre elle-même et son milieu, car si l'équilibre est rompu à son détriment, son individualité se perd sur le terrain. Voici comment se produit ce phénomène. Supposons qu'un Anglais vienne s'établir en France. Pour s'expliquer avec les gens du pays, il devra naturellement apprendre à parler le français. Il parlera donc deux langues : la sienne et celle du pays où il s'est établi. Ces deux langues vont entrer en lutte dans son cerveau ; à la longue l'une finira par l'emporter sur l'autre, c'est-à-dire qu'il *pensera* en anglais ou en français. Dans le premier cas, la nationalité anglaise avance, dans le second il se produira le contraire.

Qu'est-ce qui décidera de la victoire? Voici. Notre Anglais a des besoins intellectuels, tant au point de vue scientifique qu'esthétique. Industriel, il aura besoin de livres de physique, de chimie, de mathématiques, etc. S'il trouve dans la littérature française toutes les ressources nécessaires à ses plaisirs intellectuels, il sera amené à lire cette littérature et non dans l'anglaise, car les livres français seront plus à portée de sa main, il devra se donner moins de peine pour les avoir. Alors le français l'emportera à peu près. De plus, si la littérature française offre plus de ressources que la littérature anglaise, il n'y aura aucune raison pour notre Anglais à devenir Français, car, par la transformation, son trésor mental ne sera pas diminué, il ne devra pas descendre d'un ou de plusieurs échelons de sa hiérarchie mentale.

Voilà la situation d'un Anglais, établi par exemple en France.

Il ne pourra pas trouver dans la littérature anglaise la nouveauté de physique, de chimie ou de mécanique, mis au jour par les dernières découvertes scientifiques. Or les livres de physique, de chimie, de mécanique sont de simples instruments de travail pour un ingénieur, un agronome. Si notre Anglais est historien, disons

LES PROCÉDÉS INTE

même plus, indianiste, c'est encore tirer ses matériaux, car l'historiographie n'est que la répétition d'une réalité navrante. Enfin, quant aux hindous, l'Inde en hindou est si enfantin, si malade, qu'il n'y aura guère trouver de plaisir à en prendre connaissance pour se méprendre. On ne peut en faire rien fait chez les indigènes, mais il n'y a pas les émotions artistiques qui font un poème ou d'un roman. L'Anglais ne peut pas tous ses aliments intellectuels de la difficulté de le faire. Il ne cessera pas, il ne s'indianisera pas. S'il le faisait, ce serait une perte immense. Il devrait perdre sa culture européenne; il devrait descendre par la voie mentale; il perdrait une part considérable de la science que la science donne sur la nature, par exemple, de bâtir un pont en fer, car il faut des formules mathématiques pour aucun livre hindou. Encore une conclusion : les indigènes sont d'une nature si différente des Anglais, ces derniers n'auront aucun plaisir à ceux qui sont les plus agréables. Ils ne se méprendront pas entre eux et ils ne chercheront pas à s'assimiler à eux.

Si donc une société veut préserver sa culture, en tout premier lieu, de s'assimiler à tous les éléments de culture intellectuelle de ses voisins. C'est ce que la Russie a accompli pendant deux derniers siècles avec le plus grand succès. La Russie était bien en arrière de cette époque elle n'avait, pour ainsi dire, rien de scientifique. Les traités de physique, d'astronomie, d'histoire, d'imprimerie en Russie, n'auraient pu être imprimés en France, un Anglais ou un Italien n'aurait pu les lire. La Russie n'avait pas de théâtre. Elle n'avait pas de musique, ne connaissait ni la danse, ni l'opéra. La sculpture n'était guère que la peinture était purement hiératique. On

toire, ni le genre, ni le paysage. D'ailleurs, les procédés même de la peinture étaient dans l'enfance. La Russie se jeta avec ardeur sur toutes ces nouveautés. Depuis Pierre I^{er}, on créa un nouveau type de caractères d'imprimerie pour les usages de la vie civile. On commença à publier des ouvrages scientifiques et historiques. On construisit des théâtres. On apporta tous les instruments de l'orchestre moderne. On fit venir des acteurs, des musiciens étrangers. On joua des drames, des opéras, des symphonies, des quatuors, etc. On appela des architectes, des sculpteurs et des peintres étrangers, pour bâtir et décorer des églises, des palais et des demeures privées. On étudia des langues étrangères. on fonda des écoles, on envoya des jeunes gens terminer leurs études en Occident. On fit venir des cargaisons entières de livres anglais, français et allemands. On en traduisit un très grand nombre en russe. Bref, pendant plus d'un siècle, la Russie se mit à l'école et tâcha de s'assimiler la culture de l'Occident avec une ardeur qui témoigne de ses puissantes facultés mentales. Peu à peu les Russes s'essayèrent à imiter leurs maîtres étrangers. Ils commencèrent à écrire des poèmes, des comédies, des romans, des drames dans leur propre langue. Ils commencèrent à peindre l'histoire et le paysage, à composer des opéras, de la musique de chambre, des symphonies, etc. Leurs savants se livrèrent à des recherches personnelles. Aujourd'hui la Russie possède déjà une science, une littérature et un art *sui generis*. La période de défensive pure est terminée. La Russie commence à prendre l'offensive. Pendant de longues années, elle faisait venir des cantatrices étrangères; maintenant des cantatrices russes commencent à paraître sur les scènes de l'Europe occidentale. Pendant des années les Russes ont traduit et imité les romans étrangers; maintenant on commence à traduire et à imiter des romans russes. Pendant des années toutes les découvertes scientifiques allaient de l'Occident en Russie, maintenant quelques-unes vont de la Russie en Occident. De même les tableaux russes pénètrent dans les collections étrangères; les symphonies et les opéras russes sont exécutés en Allemagne, en France et en Angleterre, etc.

Comme on l'a vu, la science est une espèce de nourriture, la vie est un état d'équilibre instable. C'est la nutrition qui produit cette instabilité. Toute idée nouvelle rompt l'équilibre pré-

LES PROCÉDÉS INTELLECTUELS.

cédemment établi dans le cerveau, donc elle augmente la de mouvements, ou, si l'on veut, de vie dans cet org donc une société veut conserver son type, elle doit p une somme d'activité mentale égale à celle de toutes e currentes, c'est-à-dire qu'elle doit s'assimiler toutes les ses voisines.

Silôt qu'une société n'est pas capable de cet effort, s tionalisation est inévitable, son type est condamné. La pour les choses étrangères est donc un signe spécial, au peut reconnaître qu'une nation est encore dans sa pér croissance. Le gourmet intellectuel, à l'affût de toute pr exotique sentant le goût du terroir, préserve sa natio stagnation et de la somnolence. Tout comprendre, tou voilà ce qui fait la grandeur des nations comme celle d vidus. Cette sympathie ardente, qui pousse à vouloir s'i avec les manières de penser les plus diverses, est ce qu la puissance des sociétés. En somme, prospérité veut d sibilité de jouissance. En les prenant partout, on augn nombre de ses jouissances intellectuelles, comme en les produits alimentaires de toutes les régions du gl augmente les jouissances de son palais. Combien de s'enthousiasment aujourd'hui des tragédies de Shakesp *la Divine Comédie* ou des symphonies de Beethoven. S'il restés ce qu'étaient leurs ancêtres, il y a deux siècles ils n'auraient pas connu toutes ces jouissances.

Ceux qui seraient venus s'établir dans leur pays, en été privés aussi, et la puissance d'assimilation des Ru été beaucoup moindre, parce que la puissance d'assi d'une société est en raison directe des jouissances qu' procurer à ses membres¹.

Le don de sympathie n'est pas moins important défense que dans l'attaque. Si l'étranger vit au milie société rogne, hautaine, parcimonieuse, calculatrice; s des maisons indigènes est difficile à cause de tous ces

1. Jouissance sous toutes les formes. Le pays où l'on s'amuse l celui qui possède la plus grande force d'absorption. Les théâtres, le concerts, les réunions mondaines brillantes, la large hospitalité, des mœurs, l'éclat des fêtes, la beauté des costumes, l'animation même la bonne cuisine, sont des instruments d'assimilation.

l'étranger reste isolé, et ne s'assimile pas. Au contraire, l'aménité, la politesse, la facilité de se lier, l'intimité qui vient prompte et cordiale, des maisons ouvertes et hospitalières attirent l'étranger et l'assimilent facilement.

La femme joue naturellement un rôle très important dans la lutte intellectuelle. En somme c'est la femme qui fait la société. Si elle est élégante, bien mise, coquette, si elle joint à un esprit éclairé la grâce des manières et la séduction suprême, l'étranger est désarmé, vaincu, conquis. Il aime, il se marie dans le pays, et les enfants, adoptant généralement la langue maternelle, la famille entière se fond dans la nationalité locale¹.

Les sociétés, où l'esprit conservateur l'emporte périssent. Considérez la Turquie, la Perse, l'Inde, la Chine, l'Algérie. Si elles perséverent dans leur haine de tout changement, la disproportion entre la somme des connaissances qu'elles possèdent et celles que possèdent les Européens ira toujours en grandissant. Or science c'est puissance. Déjà aujourd'hui la disproportion de forces est frappante. La Turquie ne se soutient plus que par la rivalité des puissances européennes. Quelques régiments russes ont suffi pour conquérir l'Asie centrale. Aux Indes, 53 000 soldats anglais dominent 292 millions d'indigènes. La Chine, avec ses 360 millions d'habitants, est impuissante contre une seule nation européenne, comme la France ou l'Angleterre dont la population est dix fois inférieure à la sienne. En Algérie, enfin, la victoire de la culture française sur la culture arabe n'est plus qu'une question de sagesse et de temps. Exclusivisme et conservatisme sont synonymes de mort, comme largeur d'esprit, ardente sympathie et progrès sont synonymes de vie.

En résumé, la propagande mentale est le procédé le plus rapide, donc le plus rationnel, de la lutte intellectuelle, au point de vue de l'attaque; l'imitation est le procédé rationnel au point de vue de la défense². Ces procédés acquièrent le maximum

1. Citons à ce propos un très joli mot d'une Polonaise. Un officier prussien, en garnison à Posen, était l'amant d'une dame de cette ville. Des difficultés s'étant produites entre le gouvernement prussien et les Polonais : « J'aurais résolu toutes ces difficultés d'une façon très simple, dit l'officier à sa maîtresse, j'aurais envoyé tous vos maris sur le Rhin, et je les aurais remplacés par des Allemands. — Cela n'aurait rien résolu, répondit la dame, car les enfants seraient restés Polonais. »

2. Voy. l'ouvrage de M. G. Tarde : *les Lois de l'imitation*, Paris,

LES PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE.

est nettement poursuivi, bref, quand elle sera devenue constante.

C'est d'abord une profonde erreur de croire que l'avènement de la lutte intellectuelle amènera une période de calme et de repos. Cela sera juste le contraire. On peut formuler comme loi de biologie que « la lutte pour l'existence est d'autant plus ardente entre deux organismes que ces organismes sont plus fins et plus analogues ¹ ». Il en sera de même des sociétés. Plus elles seront arrivées à un degré de civilisation semblable, plus la concurrence mentale sera forte entre elles².

Les frontières politiques se modifient brusquement après assez longues périodes de repos. De 1815 à 1829 la carte de l'Europe reste sans changement. En 1829 la Grèce se détache de la Turquie, en 1830 la Belgique de la Hollande. Nouvelle phase de repos jusqu'en 1848. Après les agitations de deux années révolutionnaires, on revient au *statu quo ante*. Les événements de 1849, ceux de 1866, de 1870 et de 1878 modifient de nouveau la carte de l'Europe, mais on peut dire que, pendant près d'un demi-siècle, les divisions territoriales, établies par les traités de Vienne, demeurent sans changements bien importants.

Il n'en est pas de même des frontières linguistiques. Elles se déplacent par doses infinitésimales, mais elles se déplacent sans trêve et sans arrêt, tous les jours, on pourrait même dire toutes les heures. Supposons que, dans une commune limitrophe, où il y a des Tchèques et des Allemands, c'est l'assemblée des pères de famille qui choisit par un vote la langue dans laquelle sera donné l'enseignement. Naturellement qui dit vote, entend partage entre une majorité dont la décision l'emporte, et une minorité qui doit se soumettre à cette décision, bien qu'elle soit contraire à ses désirs. Eh bien, chaque année un vote de ce genre peut produire des résultats différents et une nationalité peut gagner du terrain, une autre le perdre. Le travail cérébral est incessant. A chaque heure du

¹ E. Haeckel, *Histoire de la création naturelle*. Paris, Reinwald, 1884, 197.

² La même chose se passe au sein de l'État. Ainsi, quand la réforme de 1832 eut augmenté le nombre des électeurs anglais, l'accès du Parlement devint beaucoup plus difficile et plus coûteuse pour les députés. La concurrence étant plus forte, il fallut faire plus d'efforts pour être élu.

plus parfaites, l'emporte sur le champ de bataille ¹. L'armée n'est qu'un organe particulier du corps social. Pour posséder des avantages, elle doit les tirer de la nation. Si une société est ignorante et très conservatrice, elle ne pourra pas se donner aussi vite que les sociétés concurrentes une bonne organisation et un puissant outillage. Aussi son armée, émanation de son individualité tout entière, sera-t-elle inférieure aux armées rivales. Dans la lutte intellectuelle, l'armée sera l'ensemble des individus qui produisent des idées et des sentiments et qui les propagent dans les masses populaires. Selon que ces individus seront mieux organisés et posséderont un outillage plus parfait que les sociétés concurrentes, ils l'emporteront sur les nationalités voisines.

Par les temps de barbarie, où l'humanité a vécu jusqu'à ce jour, la défense contre l'ennemi extérieur a été la fonction la plus importante des sociétés humaines. Aussi l'armée a-t-elle été l'organe principal des sociétés. Ce n'est pas en vain que les chefs d'État en font la première de leurs préoccupations. Les grandes armées modernes offrent l'organisation la plus parfaite que les hommes aient encore réalisé ici-bas. Au point de vue biologique, l'organisme le plus parfait est celui où tous les parties sont en communication la plus rapide les unes avec les autres. Or dans nos armées modernes, des millions d'hommes peuvent recevoir des communications en moins de vingt-quatre heures. En moins de quinze jours, les ordres reçus sont exécutés et on passe du pied de paix au pied de guerre. Ensuite, quand les armées se mettent à manœuvrer, en moins de quelques heures (avec les télé-

1. On s'étonnera, sans doute, que nous ne mentionnions pas ici deux autres éléments très importants : la vaillance et la capacité des chefs. Pour ce qui est du courage individuel, il joue et jouera toujours un rôle très important. Mais il est difficile d'affirmer que les Français sont moins vaillants que les Allemands ou que les Russes. Toutes les nations de l'Europe ont fait leurs preuves. Partout il y a eu de l'héroïsme sans borne et des paniques honteuses. Le courage des soldats est, d'ailleurs, affaire de discipline. (Ainsi les cipayes indiens font d'excellentes troupes, dès qu'ils sont instruits à l'européenne.) Toute armée, bien disciplinée, obéit à ses chefs. Cela rentre donc dans la catégorie de l'organisation. Quant à la capacité des chefs, on peut en dire la même chose que du courage. Il est impossible d'affirmer que, pris en masse, les Anglais soient plus intelligents que les Allemands ou que les Français. Toutes les nations européennes ont produit de grands capitaines. Maintenant, si l'on donne les premières places aux incapables, par favoritisme, c'est encore affaire d'organisation.

ES PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE.

la production psychique. Il faut que ces gens se les autres citoyens comme les militaires se distinguent d'hui de l'élément civil. Il faut qu'ils aient certains devoirs, mais aussi certains devoirs particuliers, bref qu'ils aient une organisation conforme à leur fonction.

La production psychique ne possède encore dans nos sociétés modernes d'organisation. Les Académies, les sociétés savantes, les associations, les congrès internationaux et certaines écoles de hautes études, les laboratoires scientifiques et les observatoires sont des embryons producteurs de la pensée. Mais combien faibles et limitées sont encore ces institutions ! Tous les pays de l'Europe n'ont peut-être pas coûté ce que coûte un cuirassé. La production mentale n'est pas encore à la phase de l'association et de la division des tâches si puissants de l'activité humaine. La production est encore, en majeure partie, par des efforts

à un état-major, mais pas encore de soldats. Les plus distingués sont obligés parfois de gaspiller dans des recherches purement matérielles. Dans beaucoup de pays, il y a une aristocratie militaire, c'est-à-dire des gens dans l'armée, non pas en vue d'une paye, considérable par rapport à leurs revenus, mais pour l'honneur. On n'a pas encore des institutions analogues pour la science. Il faut former une hiérarchie de subordonnés, grouper un savant distingué, pour accomplir des recherches scientifiques, sans rémunération aucune. Le travail serait basé sur les capacités et il y aurait un avancement scientifique comme il y a maintenant un avancement militaire ou

La lutte mentale deviendra ardente entre les nations, nous en avons besoin, pour la mener avantageusement, d'un état-major et d'une puissante armée. Le premier résultat de la phase politique à la phase intellectuelle est l'obligation d'enrôler la femme dans les rangs combattants de la pensée. Par sa faiblesse physique, elle est inapte à combattre sur les champs de bataille. Il n'est pas de même des luttes psychiques. Il est diffi-

aise fortune du groupe dont il fait partie). Comme les conditions de la vie humaine se modifient, la morale se modifie aussi. Les actions, utiles dans certaines circonstances historiques, deviennent nuisibles dans d'autres, par conséquent immorales. C'est aux philosophes et aux sociologistes qu'il appartient d'élaborer le code de morale correspondant à une phase donnée de l'évolution. C'est à eux de déterminer successivement quelles actions sont respectables, louables (*gentlemen like*, comme disent les Anglais), et quelles autres ne le sont pas. Prenons un seul exemple. Il y a des états sociaux où le duel est honorable, où refuser de se battre est dégradant. Il y en a d'autres (ou il peut y avoir d'autres), où le duel est considéré comme peu honorable, où accepter de se battre est honteux. La théorie de la morale est celle de l'intérêt bien entendu. Cependant, la morale n'est pas seulement une science, c'est quelque chose de plus. La morale s'adresse à l'intelligence sans doute, mais surtout au sentiment. L'homme moral est celui qui s'abstient d'une mauvaise action, non par intérêt, mais par instinct. L'avantage de la morale, c'est de supprimer la réflexion (c'est-à-dire une instance), et par conséquent une perte de temps. C'est justement pour cela que la morale ne se communique pas tant par la prédication que par l'exemple, et ne s'assimile pas tant par réflexion que par imitation. Ainsi les juges indigènes, aux Indes, vivant parmi des magistrats anglais dont la probité est hors de tout soupçon, sont devenus eux-mêmes d'une honorabilité très remarquable. Nulle part cependant, le niveau moral n'était aussi bas que dans la société hindoue¹. Dans chaque société, il se forme un groupe de gens que la fortune met hors de pair, dont la vie, par son faste même, est apparente à tous les yeux; c'est l'aristocratie, l'élite sociale. Dans la société civilisée la plus démocratique qui existe au monde, quant à ses institutions politiques, aux États-Unis, ce groupe s'est déjà différencié d'une façon très nette. Les journaux du dimanche, en Amérique, sont remplis de comptes rendus de la vie du grand monde. On donne des détails si nombreux qu'ils paraîtraient même fastidieux à un lecteur européen. Mais ils doivent intéresser les Américains, car sans cela les rédac-

1. Voy. Strachey, *l'Inde*, p. 262.

teurs de journaux, toujours à l'affût des goûts du public, ne leur donneraient pas une place si considérable dans leurs publications.

L'élite qui se forme dans toute société, en vertu des lois sociales, élabore les sentiments. C'est elle qui décide ce qui est *gentlemen like* et ce qui ne l'est pas. Le reste du peuple suit cette élite par imitation. Les individus possédant les plus grandes fortunes d'un pays, peuvent ne pas remplir convenablement la fonction qui leur est dévolue. Alors la société tombe dans un état pathologique. Mais ce n'est pas dire qu'une société civilisée puisse se passer de cet organe spécial, qui est l'élite intellectuelle. Les sociétés où l'aristocratie n'accomplira pas son devoir périront plus vite que celles où elle l'accomplira. Quand la concurrence mentale atteindra une tension plus forte, l'obligation d'accomplir son devoir s'imposera à l'élite d'une façon plus impérieuse. Peut-être que les sociétés futures, comme la société romaine, arriveront à organiser cette élite, c'est-à-dire à lui donner certains privilèges spéciaux, en échange de certains services spéciaux, qu'elle exigera d'elle¹. En dehors de l'élite, c'est le clergé qui élabore les sentiments d'une société, mais plus par le culte et par l'exemple que par la prédication directe. Le peuple a les yeux fixés sur son clergé, comme sur son aristocratie. Selon que le niveau moral du prêtre sera plus ou moins élevé, le niveau social aura tendance à monter ou à descendre. Quant au culte selon qu'il sera plus pur ou plus basement naturaliste, il exercera une action bienfaisante ou malfaisante. Dans ce domaine comme dans tous les autres, c'est la concurrence qui éliminera les religions inférieures. Comme la lutte intellectuelle ne sera possible que par la liberté politique, elle entraînera naturellement la liberté religieuse, c'est-à-dire qu'elle soumettra le

1. Mieux l'aristocratie sera organisée, plus parfaites seront les sociétés. La première condition pour qu'une aristocratie accomplisse son devoir, c'est d'être ouverte, c'est d'admettre toutes les capacités nouvelles, mais aussi de rejeter impitoyablement de son sein tous les individus qui n'accomplissent pas la fonction spéciale dévolue à l'organe. Sans doute, l'indépendance économique est un des premiers éléments nécessaires pour faire partie d'une élite ; mais cette indépendance est le résultat des goûts individuels. Telle personne, contente de posséder une petite fortune, s'adonnera aux besoins purement intellectuels, quand une autre, avec une fortune décuple, voudra encore l'augmenter et s'occupera de besoins économiques.

cultes à une concurrence plus forte. C'est elle qui forcera enfin le prêtre à ne plus compter sur l'appui du gouvernement, mais seulement sur ses propres mérites.

En dernier lieu, les sentiments sont élaborés par les artistes. L'art étant par essence une manifestation interne de l'âme humaine, ne se prête à aucune organisation. L'artiste ne peut créer que par son impulsion individuelle ; il doit obéir seulement à cette voix, si impérieuse parfois, qui s'appelle l'inspiration. Toute tentative de réglementation de l'art a amené sa rapide décadence. Seulement, dans une société où la lutte intellectuelle sera au premier plan, les artistes et les littérateurs gagneront une telle importance que leur nombre se multipliera. Alors la concurrence qu'ils se feront entre eux deviendra plus vive. Si beaucoup sont appelés, il y aura moins d'élus. Il est bien plus difficile aujourd'hui de se faire une place hors de pair dans l'école française, par exemple, que dans l'école russe. Dans ce dernier pays, 300 ou 400 toiles à peine figurent dans les salons annuels. On peut plus facilement se faire remarquer que s'il y en a 4000 comme à Paris. Plus les rivaux sont faibles, plus le triomphe est facile. Ajoutons encore que tout progrès de l'élite sociale a son contre-coup sur l'art. C'est dans l'aristocratie mentale d'une société que l'artiste puise ses pensées et ses sentiments, c'est en vue de cette aristocratie qu'il travaille le plus particulièrement. Par conséquent, l'art se ressentira de toutes les modifications que la lutte mentale exercera sur l'élite intellectuelle.

D'après une loi générale de la biologie, la fonction développe l'organe. Quand la lutte mentale prendra la place la plus importante dans les sociétés humaines, l'organe de la production mentale recevra autant de perfectionnements que les armées en reçoivent de nos jours.

Si la production de la pensée est encore dans une phase embryonnaire, que dire de sa distribution ? Cette dernière fonction est encore plus imparfaite. Il y a bien des académies, des écoles, des sociétés savantes, qui sont des embryons d'une organisation de la science, mais dans aucun pays civilisé il ne s'est formé encore de société de propagande pour tenir les citoyens au courant des découvertes scientifiques et des généralisations les plus probables auxquelles chaque science aboutit constamment.

apportent un article sur Marie-Thérèse, le lendemain c'est une étude sur la marine de la Grèce, etc., etc. Or une revue devrait remplir une fonction toute différente. Il n'est pas très difficile de lire 200 pages par quinzaine. Il faudrait, qu'en se donnant cette peine, on eût été mis au courant du travail de l'espèce humaine dans toutes les branches de son activité. Les *Années* qui se multiplient de plus en plus (*Années scientifique, littéraire, politique*, etc.), vont au-devant de ce besoin de plus en plus impérieusement ressenti. Mais, sans parler de leur imperfection vraiment navrante¹, elles ont l'inconvénient d'être trop nombreuses, trop spéciales et de se vendre au hasard, c'est-à-dire de ne pas aller chercher le lecteur à son domicile, comme les publications périodiques. La plus haute autorité, à laquelle nous puissions faire appel ici-bas, est le dernier mot de la science. Chaque homme cultivé devrait être mis constamment au courant de la théorie générale la plus probable dans chaque science. Comme toutes les sciences se tiennent et n'en font qu'une seule, à proprement parler, chaque homme se trouverait posséder alors la conception la plus exacte de l'univers.

Les informations que l'on cherche à donner maintenant par les différentes *Années* devraient être condensées dans un recueil périodique, qui seul mériterait vraiment le nom de *Revue*. Malheureusement, dans aucun pays du monde, on n'a encore rien tenté de pareil².

Ajoutons de plus que les journaux et les revues sont rédigées non pas au profit du lecteur, mais au profit des rédacteurs. Ceux-ci se disputent la place et les honoraires. Ils ne sont pas du tout disposés, nous ne dirons pas à partager leurs bénéfices avec des intrus, mais même à renoncer à une part quelconque de leurs bénéfices. De là vient qu'on a parfois la plus grande difficulté à placer un article dans un journal, même si on le donne pour rien. Toutes les publications périodiques sont des églises fermées, des monopoles exploités d'une façon jalouse par quel-

1. Ainsi la prétendue *Année scientifique* de M. Louis Figuier est tout simplement un recueil de fait divers scientifiques, rédigé sans aucun système.

2. La *Revue encyclopédique*, que publie la maison Larousse à Paris, semble répondre à cet ordre d'idée. Malheureusement, les articles y sont trop courts et ils sont disséminés sur un trop grand nombre de numéros. De plus cette revue est remplie d'une masse de petites notices qu'on oublie après les avoir lues, et qui la font trop ressembler à un journal quotidien.

ques privilégiés. Mais le public a si bon dos ! Il se laisse faire !

Les instruments de travail les plus élémentaires manquent encore dans presque toutes les littératures. On sait l'immense service que peut rendre une encyclopédie bien rédigée, pour faciliter les recherches. Par malheur, dans tous les pays, les encyclopédies paraissent à des intervalles extrêmement éloignés. Elles sont presque toujours hors d'usage, dès qu'elles sont terminées. Il faudrait publier une encyclopédie permanente, c'est-à-dire organiser comme un abonnement remplaçant, chaque année, les volumes vieillis par des éditions nouvelles, mises au courant des dernières découvertes scientifiques¹.

Quant aux livres, ils paraissent au hasard. Les éditeurs publient ce qui leur plaît. Il ne leur est pas encore venu à l'esprit de s'organiser en syndicat, de dresser une liste des ouvrages dont une nation civilisée ne peut pas se passer, de se partager la besogne, de publier chaque année pour chaque science des manuels grands, moyens et petits, mis au courant des dernières recherches et des dernières théories. Bref, l'organisation de l'information scientifique n'existe presque pas encore pour les adultes.

La nation la mieux informée pourra réaliser plus vite que ses rivales toutes les améliorations de son organisation sociale et de son outillage matériel, en sorte que, toutes choses égales d'ailleurs, la nation la mieux informée l'emportera dans la lutte pour l'existence. Aujourd'hui les gouvernements entretiennent un grand personnel diplomatique pour être toujours informés de la situation de chaque pays, pour pouvoir profiter de chaque circonstance favorable. Quand la lutte sera transportée sur le terrain intellectuel, les nations seront obligées d'organiser et de perfectionner aussi leur appareil d'informations scientifiques.

On peut considérer l'école comme un appareil d'information

1. Aucune nation ne possède encore de bibliographie raisonnée, tenue constamment au courant des dernières publications. Quand on veut s'informer sur des ouvrages consacrés à un sujet quelconque, on est absolument sans guide. De là tant d'efforts gaspillés, de là tant de tâches à recommencer. Il y a bien des catalogues de librairies. Mais ils donnent des titres sans aucune indication. On fait venir un livre ; il se trouve qu'il est écrit à un point de vue complètement différent de celui que le travailleur demande. Il n'est bon qu'à jeter au panier.

pour la jeunesse. L'école est une institution qui fournit des idées aux générations, avant le moment où elles entrent dans la vie publique. Toute lutte ressemble à une course de chevaux. Celui qui est arrivé le plus vite est le vainqueur. Dans la lutte intellectuelle, la victoire appartiendra à la nation qui donnera à la jeunesse, dans le temps le plus court possible, la masse la plus grande possible de connaissances utiles, sans nuire à la santé des élèves. La question de l'enseignement a deux faces : les programmes et les méthodes. Il ne nous appartient, dans cet ouvrage, d'aborder l'examen d'un sujet aussi vaste et aussi complexe. Nous devons nous borner à quelques remarques. La lutte mentale mettra forcément la science au premier plan. Or les sciences, enseignées séparément, donnent seulement une masse de faits confus sans cohésion aucune. Certes il est d'une grande importance, pour un médecin, de connaître la physiologie, pour un agronome de connaître la botanique et la chimie. Mais ce sont là des spécialités qui servent à chaque individu séparé. Au point de vue de la société prise en bloc, la science n'est importante que par ses généralisations dernières, c'est-à-dire par la conception de l'univers qu'elle procure à l'homme. Il est probable que la concurrence mentale des sociétés poussera les programmes de l'instruction moyenne vers cette direction : donner à l'individu la représentation la plus exacte possible de l'univers. Il est évident que cette nécessité modifiera les programmes d'instruction d'une façon radicale¹. La concurrence mentale, en forçant d'économiser le

1. On peut prévoir que ce qu'on considère aujourd'hui comme indispensable à tous sera le lot du petit nombre et que ce qui est le lot du petit nombre, sera considéré comme indispensable à tous. Ainsi un bachelier sortant de nos lycées, serait bien honteux de ne pas savoir que l'*Énéide* a été écrite par Virgile et non par Horace. Ce fait, cependant, a une importance bien mince pour le bonheur de l'humanité. Or il n'y a pas peut-être un homme sur cent qui possède aujourd'hui des notions élémentaires de psychologie, qui sache par exemple, qu'il n'y a pas de corrélation absolue entre les objets extérieurs et les images que nous en possédons dans notre cerveau. Or cette vérité est d'une importance capitale pour le bonheur de l'humanité, car c'est sur elle qu'est fondée l'organisation rationnelle des sociétés. En effet, si la corrélation entre l'objet et l'image n'est pas absolue, l'homme ne connaîtra jamais qu'une vérité relative. Les individus qui forment le gouvernement sont des hommes, donc eux aussi ne connaîtront jamais qu'une vérité relative. Aujourd'hui ils croient juste le contraire. Ils s'imaginent que leurs idées sont la vérité absolue et, par conséquent, ils considèrent comme des malfaiteurs tous ceux qui

LES PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE.

tisme philologique ; elle deviendra la simple servante de
role. Les Français n'éprouvent aucun inconvénient au-
hui à écrire *son* (*suus*), *son* (*sonus*), *son* (*furfur*) de la
manière. Cela ne les empêche pas de comprendre quel
ont ces trois lettres dans chaque cas donné. Pourquoi
nent-ils donc à écrire *sain*, *saint*, *sein*, *ceint*, sous prétexte
i tous ces mots s'écrivaient *sin* on ne pourrait plus com-
re le sens de la phrase ? On la comprend, quand elle est
e vive voix, pourquoi ne la comprendrait-on pas, quand
rait écrite ? On ne confond pas *son*, *son* et *son*, pourquoi
ndrait-on *sin* (*sanus*), *sin* (*sanctus*), *sin* (*sinus*) et *sin*
is) ? La concurrence mentale forcera à abandonner toutes
ibilités. Il viendra un jour où ce ne seront pas les en-
qui écrivent de la façon la plus conforme à la tradition,
ceux qui notent le plus exactement la prononciation
e, qui seront récompensés. Il viendra un jour où il sera
able et non pas honteux de faire certaines fautes d'ortho-
e, parce que, très souvent, ces prétendues fautes ne sont
e notation plus parfaite¹.

ne voit pourquoi les Français deviendront plus barbares
r où ils écriront *catare* au lieu de *catarrhe*, et *ortograse*
u d'*orthographe* ? Les lettres inutiles forment le cinquième
près de l'écriture française. Avec une réforme de l'ortho-
e, tout livre dont l'impression coûte aujourd'hui 1000 francs,
ôterait plus que 800. Ces deux cents francs (et par com-
aut-il les multiplier ? il se publie près de 25 000 volumes
1 en France, sans compter les journaux et les recueils
liques²), comme les huit milliards des armées perma-

us sommes heureux de signaler que ces idées gagnent du terrain en
Une circulaire du ministre de l'instruction publique prescrit derniè-
aux recteurs des collèges de rompre avec le « fétichisme de l'ortho-
».

empez encore le temps perdu pour écrire ces lettres inutiles. Avant
ion des allumettes chimiques, chaque individu devait consacrer, en
ie, 90 heures par an pour faire du feu. Avec les allumettes, il n'en
is que douze. En comptant la journée de travail seulement deux francs,
t pour la population civilisée du globe (400 millions d'adultes environ)
nomie de 2400 millions de francs. Un joli denier ! Quand on fait des
de ce genre, on apprécie le temps à sa juste valeur. Avec l'argent
en chinoïseries orthographiques sur toute la surface de la terre, on
t peut-être tirer de la misère les pauvres d'un pays grand comme la

rieures (conscientes) excitations pré¹ ». Que signifie ce charabias, grands dieux ! Voyons si cela sera plus clair en allemand : « Als psychische Elementarthaten stellen sich eigenthümliche mit physischen Nervenmolekularbewegungen zwar zusammen vorkommende, aber diese doch unvergleichliche innere (bewusste) Erregungen dar. » Il faut penser pendant quelques secondes pour trouver le sens de cette phrase, tant le sujet est placé loin du verbe. Tout ce temps est perdu. Les nations qui auront un style clair, en feront l'économie. Elles prendront donc de l'avance sur celles qui se serviront de ce style sibyllin. Pour ne pas se laisser distancer, ces dernières devront bien écrire. Nous voyons déjà une tendance de ce genre se produire en Allemagne. Non seulement on a simplifié l'orthographe, mais, de plus, les auteurs nouveaux ont un style infiniment plus clair et plus nerveux que leurs devanciers.

IV

Nous avons examiné dans ce chapitre quelles modifications la lutte intellectuelle, quand elle aura passé au premier plan de la conscience sociale, produira dans la structure des sociétés humaines. En premier lieu, elle tendra à différencier plus complètement l'organe produisant la pensée et les sentiments. Puis elle poussera à de nombreux perfectionnements dans la distribution des idées et dans l'outillage mental.

Quelle sera la conséquence dernière de toutes ces améliorations ? C'est qu'une organisation plus parfaite produira un travail plus parfait. Or, la résultante de la lutte pour l'existence est, comme nous l'avons montré, une adaptation plus complète au milieu ou, ce qui revient au même, une conception plus exacte de l'univers. Reprenons l'exemple donné au chapitre vi du livre I^{er}. Supposons deux animaux en tout semblables, mais différant seulement par l'intensité de la vision : l'un pouvant distinguer des objets à mille mètres, l'autre seulement à cent. Il est clair que le premier, informé plus tôt des dangers qui le menacent, aura plus de temps pour s'en préserver et, toutes

1. *Bau und Leben des socialen Koerpers*. Tübingen, Laup, 1875, p. 99.

générale d'une représentation scientifique du monde, qui, à son tour, modifiera complètement la structure des sociétés. Dans les groupes collectifs, comme dans les organismes individuels, l'interdépendance des fonctions est complète. La modification d'un organe entraîne celle de tous les autres.

V

Nous devons considérer, en terminant ce chapitre, quelques autres résultats de la lutte mentale.

En premier lieu elle amènera une plus forte individualisation nationale.

Comme la concurrence politique pousse aujourd'hui les sociétés à se donner l'armée la mieux outillée et la mieux organisée, la concurrence intellectuelle les poussera à se donner un trésor mental aussi vaste que possible et un outillage scientifique aussi complet que possible. Comme on veut avoir aujourd'hui le plus grand nombre de soldats, on voudra avoir alors le plus grand nombre d'idées. On voudra avoir une science, une littérature, une philosophie aussi développées que faire se peut. Un grand nombre de littératures nationales sont encore d'une pauvreté désolante. Ainsi, en Russie, le domaine des recherches philosophiques, celui de l'exégèse religieuse sont à peine entamés. La censure s'y oppose d'ailleurs. Un jour on comprendra que cette décapitation de l'esprit national est tout simplement un suicide, et les Russes voudront couronner leur édifice mental par une philosophie *sui generis*. Recevoir l'instruction dans sa langue maternelle, constitue une immense économie de temps. Aucune société ne voudra se priver de cet avantage. Il est plus facile de lire un ouvrage écrit dans un idiome familier depuis l'enfance, que dans un idiome étranger. A égalité de valeur chacun achètera plus volontiers un livre écrit dans sa propre langue. Mais l'idiome n'est pas tout. Chaque nation a une façon spéciale de raisonner et de penser, chaque nation applique de préférence une méthode d'exposition et de déduction particulière. Un ouvrage, écrit selon la méthode qui nous est la plus familière, est bien plus accessible à l'esprit, bien plus démonstratif; il pénètre plus facilement dans l'enten-

ces professions, que leur réunion est désormais impossible. C'est une première cause de différenciation. Il y en a une seconde : la masse d'idées répandues dans une société. Les résultantes produites par les combinaisons des idées sont en raison directe de leur nombre. De là une extrême variété de points de vue, car chacun adopte celui qui est produit par ses connaissances spéciales.

Ce qui se passe pour les individus au sein des sociétés, se passera pour les sociétés au sein de l'humanité. Après une période, où chacune d'elles tâchera de produire, par son propre effort, tout son capital mental, de cultiver dans une même mesure l'ensemble de connaissances humaines, il en viendra une autre, où il n'en sera peut-être plus ainsi. Certaines nations qui ont plus d'aptitudes pour les sciences naturelles, par exemple, pourront les cultiver de préférence aux sciences sociales. Une division du travail pourra s'établir entre les nations et alors leur individualité s'accusera encore davantage.

Est-ce à dire que, même dans la période où chaque nation désirera posséder un capital mental aussi complet que possible, elle s'enfermera dans une muraille de la Chine intellectuelle. Est-ce à dire, par exemple, que si une société possède une très riche littérature scientifique et esthétique, elle cessera d'acheter des livres étrangers? Nullement. L'acuité de la lutte intellectuelle exigera, au contraire, qu'on soit pourvu de tous les avantages possédés par l'adversaire. On fera donc venir le plus grand nombre possible de livres étrangers, afin de ne pas rester en arrière de ses concurrents.

En France, on lit actuellement assez peu de livres allemands. Il n'y a pas de librairies allemandes dans les grandes villes de province et il n'en existe que peu à Paris, pour une population de 2344000 âmes. Mais le jour où la cruelle nécessité obligera de lutter corps à corps avec l'esprit allemand, on voudra lui emprunter toutes ses armes et on devra connaître les produits de la pensée germanique. Alors les livres allemands se répandront davantage en France.

Les ouvrages exotiques serviront, pour ainsi dire, de matériel mental. Les idées étrangères seront assimilées. On les adaptera aux besoins du pays, en leur donnant cette façon *sui generis*, qui, dans les produits de la pensée comme dans ceux de l'industrie, est la marque distinctive de la nationalité.

elle est pourtant complètement fausse. C'est même l'idée contraire qui est vraie. Quand les luttes politiques auront passé au second plan et les luttes nationales au premier, les préoccupations mentales acquerront une importance infiniment supérieure à celle qu'elles ont aujourd'hui. Or la culture intellectuelle n'est possible que par le travail collectif d'une nationalité. On ne peut rien produire dans le domaine de la pensée et du sentiment, sans une langue. L'internationalisme absolu est une pure abstraction. Comment un individu pourra-t-il ne pas être actuellement Français, Anglais, Allemand ou Russe ? Il n'existe pas, à l'heure présente, une langue paneuropéenne ou une langue universelle. Pour une autre raison, l'opinion de M. Treitschke est loin d'être conforme à la réalité des faits. L'État n'est pas la seule forme possible de groupement pour les sociétés humaines. Au-dessus de lui, il y a une autre association, la nationalité, qui est d'une importance infiniment plus grande, parce qu'elle satisfait des besoins d'un ordre beaucoup plus élevé. Or cette association aura toujours aux yeux des hommes (même si les guerres venaient à cesser), une si haute valeur, qu'ils seront amenés à faire les sacrifices les plus considérables pour en assurer la prospérité.

On a tort de se représenter l'époque qui suivra la suppression de la guerre, comme une période de stagnation et de repos : On a tort de penser que, dès le moment où les hommes civilisés cesseront de se massacrer comme des animaux sauvages, ils tomberont dans une torpeur sénile et une décadence irrémédiable. Cette opinion est tirée de la comparaison du passé. C'est la grande paix romaine qui nous sert toujours d'exemple. Que les partisans des tueries se rassurent ! Les circonstances sont tout autres aujourd'hui. La question de la nationalité ne pouvait pas se poser du temps d'Auguste avec la puissance qu'elle a acquise de nos jours. Si la concurrence politique pouvait être, à cette époque, le seul ressort de l'activité sociale, aujourd'hui ce n'est plus le cas.

Nous voyons Florence, Venise, le Portugal, l'Espagne s'endormir successivement d'un lourd sommeil. Nous attribuons cette décadence au fait que ces nations ont cessé de jouer un rôle politique. Nous prenons ici l'effet pour la cause. L'esprit conservateur ayant triomphé dans ces pays, ils ont été saisis

ent de sa propre vie, mais de celle de toute l'espèce. Cette conscience générale devient consciente pour lui. Ce que les classes moyennes ont déjà réalisé aujourd'hui dans les pays civilisés, tous les hommes le réaliseront un jour. Tous, parce que les races, qui ne seront pas susceptibles de ce progrès, seront éliminées impitoyablement de la surface du globe, comme l'ont été les Tasmaniens de l'Australie et les Indiens d'Amérique. Les vitesses que nous observons aujourd'hui dans les phénomènes sociaux, seront bien modifiées, quand ce jour sera venu. Les Égyptiens nous paraissent bien conservateurs; nous paraîtrons tout aussi conservateurs à nos arrière-neveux. De notre temps, il faut, par exemple, des siècles pour changer la langue d'un pays. Quand on appliquera les méthodes de propagande modernes parfaites, quelques décades y suffiront peut-être.

Or, comme nous l'avons vu, c'est la concurrence mentale qui poussera à donner l'instruction scientifique à tous les citoyens. De plus, la lutte intellectuelle modifiera complètement l'idéal des gouvernements. Les souverains de l'ancien régime avaient pour devise : une foi, une loi, une langue. Une foi ! Un idéaliste rêve ! Un véritable homme d'État devait désirer juste le contraire. En effet, si chaque individu se composait une religion particulière, la société arriverait au point culminant de la civilisation mentale. Sortie de la trame la plus intime de son être, cette religion serait individuelle, donc vivante. Dès qu'un homme adopte machinalement les idées d'un autre, il réduit le travail de son cerveau à un minimum. Vouloir imposer une religion à des millions d'hommes, c'est se contenter de leur offrir d'un formalisme hypocrite et purement extérieur. Une lugubre symétrie s'étendant sur des empires entiers, voilà l'idéal poursuivi par les gouvernements anciens ! On dirait vraiment que leur ambition unique était de régner sur des êtres ayant d'humain que l'apparence ! On dirait vraiment qu'ils avaient une haine atroce de la vie, que leur rêve le plus cher était le néant et la mort. Car vivre signifie penser, sentir, vouloir, agir. Et, plus vibrante est la pensée, plus profond le sentiment, plus ardente la volonté, plus rapide l'action et plus concret le changement, plus intense est la vie.

La matière organisée est plus instable que la matière brute, elle contient donc une somme supérieure de mouvement. La

CHAPITRE VI

LE RÔLE DE L'ÉTAT DANS LES LUTTES MENTALES.

I

Il nous reste à parler maintenant de la conséquence la plus importante de la lutte mentale, dans sa période consciente. Elle aura pour résultat de différencier entièrement l'organe produisant les idées, et le sentiment de l'organe remplissant les fonctions régulatrices de la société. En d'autres termes, elle aura pour résultat de supprimer complètement le socialisme d'État.

Pour élucider cette question, il faut analyser très exactement le processus de la lutte mentale.

Un homme peut s'imaginer que l'arsenic est un aliment hygiénique. Si, poussé par cette erreur, il prend une assez forte dose de ce poison, il tombe malade ; s'il en prend une plus forte, il meurt. En un mot, la souffrance est en raison directe de l'erreur, la jouissance en raison directe de la vérité que l'homme peut connaître ici-bas.

Quand un homme vit au milieu d'institutions qui lui paraissent conformes aux lois de la nature, le bien semble triompher et il est content. Si les institutions ne lui paraissent pas conformes aux lois de la nature (ou, ce qui revient au même, à la raison), le mal semble triompher et notre homme éprouve du malaise. Dans le premier cas, le milieu est adapté aux idées de cet individu, d'où jouissance ; dans le second cas, il ne l'est pas, d'où souffrance. Si tous ses semblables pouvaient penser comme lui, ils se donneraient, d'un commun accord, les institutions qui paraissent rationnelles à notre homme et celui-ci serait plus heureux. Pour se débarrasser de sa souffrance, il sera poussé, naturelle-

Selon qu'une propagande est mieux organisée, plus active, plus habile que la propagande de l'idée contraire, elle l'emporte sur sa rivale.

La ligue de Manchester est un très remarquable exemple de lutte intellectuelle. En 1838, quelques négociants anglais s'associent pour combattre les droits de douane sur les céréales. Pourquoi se forme cette association? Parce que la cherté du blé cause des souffrances à un grand nombre d'Anglais. Quelques-uns d'entre eux acquièrent la conviction que cette cherté n'est pas conforme aux lois de la nature, qu'elle est purement artificielle. A partir du moment où ils font cette découverte, ils ne consentent plus à accepter les souffrances provenant du haut prix du pain; ils passent à l'action et organisent une propagande pour combattre les erreurs du système protecteur. La ligue de Manchester poursuit deux buts : démontrer à la majorité des Anglais que la cherté du blé est un mal (car beaucoup de personnes la considéraient comme un avantage pour la société dans son entier), démontrer que cette cherté est artificielle. Pour lutter contre les libre-échangistes, les protectionnistes s'organisent aussi en association de propagande. Pourquoi la ligue de Manchester a-t-elle triomphé? Parce qu'elle est parvenue à convaincre la majorité des Anglais que ses idées étaient justes. Si les protectionnistes, en 1846, étaient parvenus à faire adopter une opinion contraire, les droits sur les céréales n'auraient pas été abolis.

Pour vaincre une idée, il faut donc lui opposer une autre idée. Pour vaincre une propagande, il faut lui opposer une autre propagande plus active et mieux organisée.

Si une idée n'a pas la puissance de s'incorporer dans une propagande, c'est qu'elle est tenue pour fausse par ceux-là mêmes, qui font mine de la tenir pour vraie.

Considérons ce qui se passe actuellement en Allemagne. Il y a dans ce pays (en négligeant les nuances intermédiaires) deux partis en présence : les socialistes et les *Junkers* prussiens conservateurs. Les premiers soutiennent que les gouvernements existent pour les peuples, les seconds que les peuples existent pour les gouvernements; les premiers se basent sur la science moderne, les seconds sur le droit divin, c'est-à-dire la Bible. Les socialistes ont organisé une propagande des plus actives et se

ROLE DE L'ÉTAT

sont donné une organisation. Les *Junkers* ne font-ils pas de la propagande à propagande simplement parce qu'ils croient en leur théorie. Ils se fondent sur des temps où cette théologie a créé l'Église chrétienne qui n'aurait jamais existé. Or, longtemps qu'elle a pu servir aussi convaincus que les socialistes, la propagande aussi puissante est conforme à leur intérêt personnel et à l'intérêt général de travailler pour le bien comme les socialistes.

Un autre exemple. Un *stunde*, se répand en ce moment. Le clergé orthodoxe est très nombreux, mais il n'organise aucune secte. Qu'est-ce que l'orthodoxe est médiocrement utile et que son triomphe est la victoire de l'État. Car, si la victoire de l'État du clergé russe, il descend les sectes et propager que les *stundistes*.

Quelle conclusion tirer de tout cela. Ceux qui croient en leur propre initiative. A partir de maintenant pour combattre une idée ou pour lui opposer. S'adresser à la propagande l'erreur en vue de la vérité quand ils s'adressent à la vérité, le clergé orthodoxe pour combattre les sectes, les adversaires ont raison et les hobereaux prussiens. Jusqu'au moment où la vérité l'emporte sur les idées que les hobereaux

travaillent donc à maintenir le peuple allemand dans les ténèbres et dans l'erreur. Or l'erreur mène à la souffrance, puis à la décomposition et à la mort. L'intérêt des hobereaux est donc antisocial, puisqu'il a pour résultat l'affaiblissement de leur propre patrie.

Les hommes ne posséderont jamais la vérité absolue. Les individus qui forment un gouvernement sont aussi des hommes ; donc eux aussi ne seront pas infailibles. L'idée qui paraîtra relativement la plus vraie au plus grand nombre d'hommes, dans un temps et un lieu donnés, est celle qui triomphera dans la lutte contre l'idée opposée. Les propagandistes recourent aux moyens violents et à la terreur, juste à partir du moment où ils comprennent l'impossibilité de faire triompher leurs idées par la persuasion. Mais comme la violence est inefficace dans la lutte des idées, aucun terrorisme n'a jamais réussi à réaliser ses fins.

Quand la lutte mentale sera devenue le procédé prédominant parmi les hommes, on sera amené à en étudier le mécanisme avec la plus scrupuleuse attention. De même qu'il y a aujourd'hui des bibliothèques entières consacrées à la tactique et à la stratégie militaires on écrira des milliers de traités sur l'art de la propagande mentale.

Quand l'impuissance de la force brutale, dans ce domaine, sera devenue absolument évidente pour tous, il s'opérera une transformation radicale dans les institutions des sociétés : la différenciation complète de la fonction régulatrice et de la fonction de la production mentale.

Par la nature même des choses, l'État ne peut rien dans la lutte intellectuelle. En effet, la propagande ne peut être combattue que par une autre propagande. Or toute propagande, pour être efficace, doit être spontanée. Si l'État paye des fonctionnaires pour faire une propagande, ce sera simplement de l'argent jeté à la rivière. En effet, des deux choses l'une : ou les fonctionnaires sont convaincus de la vérité qu'ils vont prêcher, ou ils ne le sont pas. S'ils le sont, ils iront la prêcher d'eux-mêmes, alors l'État n'a pas besoin de les payer pour cela. Évidemment l'État devra les payer seulement à partir du moment où il saura que ces fonctionnaires *ne sont pas convaincus*. Tout d'abord des hommes, prêchant des idées qui leur parais-

ROLE DE L'ÉTAT D.

sent fausses, seront des mi
même à l'immoralité. Il au
régulatrice, c'est-à-dire de
tice et morale sont deux
juste est moral, et ce qui e
prédication de ces fonctio
parce que leur but ne sera
leurs émoluments seuls. En v
politique, ils tâcheront de c
contre la plus grande rému
ront mal. Et puis leurs s
caces, parce que tout le m
de l'argent. Qui lit, un jou
opinions?

Quand on aura soigneus
lutte mentale, l'État devra
Alors un immense progrès e
La monstrueuse alliance de
division des fonctions sera p
de le faire. L'État sera confi
tection des personnes et de
sociétés humaines deviendro
sont aujourd'hui, qu'un hor
primitifs où une seule ca
fonctions.

Au point de vue internatio
deux phases : l'une imparfai
l'autre parfaite, celle de la r

Qu'on nous permette de l
concrète par un exemple.

Soit une commune aux en
Avant 1870 cette commune
Arrivent les Allemands. Ils
gouvernement ferme l'école
mande. Première injustice.
des maîtres sans aucune util
à quelques Allemands étab

1. C'est la phase dans laquelle

conquête. On prend donc l'argent de tous au profit de quelques privilégiés. C'est du socialisme d'État ou, disons le mot net et vrai, du vol.

Cependant les Français, tout en supportant la charge de l'école allemande, ne veulent pas y envoyer leurs enfants; ils consentent à supporter une charge nouvelle et ouvrent une école française libre. Alors le gouvernement allemand, pour attirer dans son école, lui accorde des privilèges : par exemple la gratuité complète de l'enseignement, la gratuité des fournitures scolaires; puis la faculté aux enfants sortis de l'école allemande, de servir une année de moins sous les drapeaux, d'entrer sans examen dans les institutions d'instruction moyenne, d'embrasser les carrières administratives, etc., etc. Seconde injustice. Certains citoyens du même pays sont revêtus de privilèges refusés aux autres, quand les charges restent les mêmes pour tous. Supposons néanmoins que les Français persistent dans leur opposition. Malgré toutes ces faveurs, ils ne consentent pas à envoyer leurs enfants à l'école allemande. Le gouvernement fait un pas de plus : il fait fermer les écoles françaises. Nouvelle injustice. Les enfants allemands ont toutes les libertés, les enfants français n'en ont aucune. Néanmoins cette mesure brutale ne réussit pas. Les Français font instruire leurs enfants, clandestinement, dans leurs maisons ou aux bords des routes, comme cela s'est pratiqué (en Irlande, ou en France, sous la Terreur) pour l'enseignement catholique. Les Allemands poursuivent ces institutions condamnent les maîtres à des peines plus ou moins sévères ¹. Nouvelle injustice pour les Français; ils sont punis pour avoir voulu faire le bien, car donner l'instruction aux enfants est une action louable et non blâmable.

Mais les écoles clandestines ne disparaissent pas; elles se cachent mieux. Le gouvernement allemand, se voyant impuissant à découvrir les instituteurs et les élèves, se décide à frapper un

1. L'instruction clandestine est punie par la législation de plusieurs pays. Il est question en ce moment, en Russie, de frapper de 500 roubles d'amende ou de trois mois de prison les individus qui, dans les provinces occidentales, auront pratiqué l'enseignement non autorisé, même s'il est donné dans les maisons privées, aux enfants de plusieurs familles à la fois. Cette législation a pour but, comme dit le considérant, de donner une éducation dans l'esprit russe à la jeunesse des provinces occidentales. Le gouvernement de Saint-Petersbourg oublie seulement que Voltaire a été élevé aux jésuites.

ROLE DE L'ÉTAT DANS LES LI

grand coup. Il édicte que tous les suj
pas terminé leurs études dans les écol
ne savent pas l'allemand, sont privés
tiques.

Cette dernière mesure dépasse la p
parents français. Pour ne pas faire
parias, ils les envoient à l'école allem
çais étant exclue, les jeunes Lorrain
L'injustice et la violence sont à leur
ressentent cruellement. Alors, dans l
autrement, ils tâchent de faire enseig
langue française si honnie, qui leur de
qu'elle est plus persécutée.

Ce tableau n'est pas conforme à c
aujourd'hui en Lorraine; c'est une
sont concentrées toutes les mesures
ments, et à différentes époques, ont p
un pays. Mais il n'y en a pas un seul
à la réalité.

Notez que chaque injustice nouvelle
de haine entre vainqueurs et vaincus.
des conquérants est arrivée à son comb
droit civil et politique aux sujets
la haine du vaincu arrive au parox
l'allemand à l'école (nous continuon
exemple) et finit par le parler à la p
dans sa famille à exécrer ses oppres
de son âme. Le jour où les Lorrain
vent tous parler l'allemand, est le jou
puissamment l'Allemagne, où ils sont c
liables ennemis. On peut forcer les gen
mais ce qui est absolument impossible
dans cette langue. Or c'est seulemen
que l'assimilation est réalisée. Les mes
précisément ce phénomène de s'accom
sures prises par les gouvernements, au
généité d'un pays, poussent à l'hété

Nous ne cesserons de le répéter : l
fondé uniquement sur la langue; il e

Novicow.

thies. L'Irlande en est la meilleure preuve. Dans ce pays, les lois naturelles travaillent pour les Anglais. La littérature anglaise (scientifique et d'imagination) est tellement supérieure à la littérature erse que l'immense majorité des Irlandais ont spontanément adopté l'anglais. Non seulement ils le savent, mais encore ils pensent dans cette langue. Cependant, les Irlandais anglophones ne détestent pas moins les Saxons et les orangistes que les Irlandais ersophones. L'opposition de l'Irlande est loin d'être affaiblie par l'assimilation linguistique. On pourrait dire que c'est l'opposition religieuse qui entretient la division. Ce ne serait même pas vrai, puisque, dans ces dernières années, toute distinction entre catholiques romains et protestants a été abolie dans le Royaume-Uni. L'Eglise anglaise d'Irlande a perdu tous ses privilèges. Cependant la haine subsiste toujours entre le Saxon et l'Irlandais, et tant que cette haine subsistera aussi vivace qu'aujourd'hui, ils ne formeront jamais une nation. D'où vient cette haine ? D'une série d'injustices séculaires que les Anglais ont exercées à l'égard des Irlandais. Le plus grand nombre en est aujourd'hui aboli, mais le souvenir des injustices anciennes subsiste toujours.

II

Comme on le voit, l'État est absolument impuissant dans le domaine mental. D'une part, par la nature des choses, une propagande ne peut se combattre que par une contre-propagande ; de l'autre, toute intervention de l'État, ayant pour but de créer l'homogénéité, produit l'hétérogénéité. L'assimilation ne peut provenir que de la sympathie ; or toute faveur accordée à une nationalité dominante au détriment d'une nationalité vaincue, ne peut engendrer que la haine.

Mais, dira-t-on, un gouvernement doit-il souffrir que, dans la limite de sa juridiction, une nationalité étrangère gagne du terrain ? Un gouvernement allemand doit-il souffrir, par exemple, la francisation de ses sujets ? Sans aucune hésitation, nous répondons par l'affirmative. Oui, un gouvernement doit se désintéresser complètement de la lutte mentale, parce que son intervention ne peut être que funeste à la nationalité qu'il désire soutenir.

La dénationalisation coercitive est une arme à double tranchant. Elle est aussi fatale aux dominateurs qu'aux vaincus. Et il ne peut pas en être autrement.

Qu'on nous permette de revenir un instant sur le terrain économique, pour élucider notre pensée.

L'État ne peut pas créer la richesse, puisque, malheureusement, les miracles ne sont pas de ce monde. Tout ce que le gouvernement peut faire pour « protéger la production nationale », consiste à prendre l'argent gagné par un citoyen, pour le donner à un autre citoyen. Or, c'est une vaine chimère d'imaginer qu'on pourra jamais augmenter le bien-être d'un pays, en frustrant ses habitants du produit de leur travail. Aussi, toutes les fois que le gouvernement interviendra pour hâter le taux d'accroissement de la richesse, il ne pourra que diminuer ce taux. Le gouvernement n'a que deux armes entre les mains : les restrictions à l'égard des uns, les privilèges à l'égard des autres. Et ces deux armes n'en font, à proprement parler, qu'une seule, puisque ce qui est privilège pour l'un, est restriction pour l'autre. Or, on ne peut pas accroître la richesse, en posant des restrictions à son accroissement. Favoriser également tout le monde (c'est-à-dire pratiquer la justice), est synonyme de ne favoriser personne. Une faveur, pour être effective, doit être un droit accordé à quelques individus de dépouiller l'immense majorité de leurs compatriotes.

Il en est des restrictions comme des privilèges. Il est impossible d'appauvrir des individus particuliers, sans appauvrir la masse de la population. Ainsi le gouvernement russe cherche à opposer des entraves au développement de la richesse des propriétaires polonais, dans les provinces occidentales. Mais un propriétaire polonais qui aura moins de revenu, fera aussi une moindre dépense ; alors les artisans, les serviteurs, les fournisseurs, les boutiquiers du pays, qui sont Russes, auront moins de bénéfices. Ruiner les allogènes, c'est ruiner en même temps les dominateurs, puisque, entre deux populations vivant sur le même territoire, les relations économiques forment des liens innombrables. Ainsi en Podolie, grâce aux mesures d'exception qui sont appliquées dans cette province, la terre coûte la moitié de ce qu'elle vaut en Galicie, quoique les conditions topographiques et autres soient les mêmes des deux côtés d'une fron-

tière purement conventionnelle. Le gouvernement russe, pour assimiler la Podolie, commence d'abord par la ruiner. Par là il se fait un tort positif, puisqu'il diminue les ressources du trésor de l'empire.

Il en est de même au point de vue mental. Quand on cherche à contrecarrer le développement de la culture des allogènes, on est obligé aussi de contrecarrer le développement de la culture des dominateurs. Les mesures d'exception doivent s'exercer naturellement sur l'ensemble du territoire peuplé par une population mixte. Ces mesures gênent alors le dominateur autant que le vaincu. Si les allogènes, par exemple, ne peuvent pas ouvrir une école sans l'autorisation du gouvernement, les dominateurs doivent aussi la demander, pour qu'il soit possible de constater qu'ils sont de la race des vainqueurs. Bref, les fers qu'on forge pour le vaincu, on se les met soi-même aux pieds. La dénationalisation coercitive entrave le vainqueur autant que le vaincu, parce que toute limitation de la liberté de penser revient à un ensemble de mesures ayant pour but d'arrêter le développement de l'ensemble des citoyens d'un pays. Un gouvernement n'a pas d'action hors de ses frontières. La Russie ne peut pas entraver, par exemple, le développement mental de l'Allemagne. Mais, par les mesures d'exception qu'elle prend à l'égard des allogènes, elle entrave le développement mental des Russes. Cela revient donc à lier les mains des soldats qu'on envoie combattre des ennemis ayant les mains libres ! Et cela dans le but de s'assurer une victoire plus facile ! Comment les gouvernements n'ont-ils pas encore compris que par cette politique ils procurent *eux-mêmes* des avantages à leurs *adversaires*¹ ? Dès qu'on soutient une nationalité par les baïonnettes, on vient troubler le jeu des lois naturelles, on vient donc retarder le taux d'accélération de l'adaptation au milieu, c'est-à-dire l'intelligence. Soutenir une religion par les baïonnettes, c'est la tuer ; soutenir une nationalité par les baïonnettes, c'est miner ses forces vitales, c'est donc hâter le moment de sa mort.

1. Comme le protectionnisme, la coercition mentale est une sélection à rebours. Les douanes sont une prime donnée à l'incapacité ; les faveurs données à une nationalité dominante, une prime donnée à l'imbécillité, car la supériorité réelle prend la première place en vertu des lois de la nature, et aucune intervention de l'État n'est nécessaire pour que ces lois de la nature suivent leur cours régulier.

LES PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE.

Brités, sans doute, auront beaucoup de peine à s'imposer comme d'État. Quand la lutte intellectuelle sera devenue vite, nous verrons une longue période pendant laquelle se ruineront en écoles, en subventions à toutes les formes de propagande mentale, comme ils se ruinent aujourd'hui en canons, en fusils et en cuirassés. Mais la concurrence pitoyable balayera toutes ces erreurs, comme elle en a tant d'autres.

Le domaine mental, comme dans le domaine économique, le l'État doit consister à activer la concurrence, non pas la réinduire.

Prenez de nouveau la Lorraine comme exemple. Le gouvernement allemand devrait dire à quelques-uns de ses sujets : « désirez germaniser la Lorraine. C'est une entreprise qui a mes sympathies. Allez dans ce pays, ouvrez des écoles des à vos frais, tâchez qu'elles soient supérieures aux françaises, que les parents français préfèrent vous envoyer leurs enfants. Chaque élève que vous aurez attiré et retenu par votre sympathie deviendra un pionnier de la *Deutschekultur*. Si votre zèle ne se refroidissent pas, nous aurons l'action suprême de voir la frontière linguistique se déplacer à votre profit. Mais n'attendez aucun secours de ma part, à partir du moment où je viendrai à votre aide, votre action sera ralentie ; or, comme je désire juste le contraire, je m'abstiens de toute intervention. Je m'en abstiens non par amour pour les Français, mais par amour pour les Allemands. » Tel langage conforme aux lois naturelles de la lutte mentale. L'État ne peut pas protéger la production nationale, sans diminuer la richesse nationale. De même il ne peut pas favoriser le développement mental, sans produire un arrêt du développement mental. L'instruction publique pourra nous servir d'exemple. Avec les meilleures intentions du monde les gouvernements imaginés qu'en prenant en mains cette fonction importante ils lui feraient réaliser de grands progrès. C'est le contraire qui en est résulté cependant.

Dans la nature des choses, un gouvernement ne peut pas avoir l'initiative et de rapidité dans l'action que les particuliers. Prenez, par exemple, nos méthodes d'instruction. Pourquoi ne les ont-elles jusqu'à présent si prodigieusement routinières ?

LES PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE

a peut-être un jour où tous les citoyens d'un pays auront l'instruction moyenne, ou du moins les éléments d'une conception scientifique de l'univers. Une nation de cette espèce possède une supériorité formidable sur les sociétés qui seront attardées dans les conceptions bibliques. Mais pour l'instruction moyenne à tous les individus composant une nation, il faut des milliards et des milliards. Quand la concurrence mentale obligera d'accomplir cette œuvre, sous peine de périr comme nationalité, les sociétés obligées d'éviter tout gaspillage dans leurs dépenses, afin de produire les plus grands résultats au moyen des moindres dépenses. Les sociétés qui se seront débarrassées des services si coûteux de l'État, prendront l'avance que les autres seront obligées de les imiter. Aujourd'hui, quand on invente une poudre plus parfaite quelque part, les nations veulent l'avoir. Dans l'avenir, quand on trouvera quelque procédé plus efficace pour donner le maximum de résultats avec le minimum de frais, toutes les nations essaieront d'adopter ce procédé plus parfait. Comme nous l'avons dit, le système protecteur se ramène, par une analyse, à cette proposition : — Si vous travaillez que moi, je vous tue¹.

Le système de dénationalisation se ramène également à une proposition analogue, qui peut se formuler ainsi : — Si vous, allogènes, cherchez à devenir plus intelligents, à devenir dominateurs, on vous tuera. La déduction est facile à faire. Les dominateurs édictent une série de mesures pour arrêter le développement de la culture des nations soumises. La sanction de ces mesures est rarement la peine de mort. Mais si les allogènes veulent passer outre (comme les producteurs, qui cherchent à faire la contrebande), il arrive un moment où ils mettent, comme on dit, en révolte ouverte. Alors, pour avoir transgressé les lois fondamentales de l'État, ils sont frappés de la peine de mort. On arrive donc très vite à la conclusion : si vous voulez être plus intelligents, vous serez tués, et cela y arrive par l'intermédiaire d'un fait de l'ordre politique qui masque le fait de l'ordre intellectuel. Malheureusement

LES PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE.

jours découvertes sur découvertes, idées sur idées, œuvre sur chefs-d'œuvre, les gouvernements ont beau d'autre part leur incapacité la plus évidente à remplir les plus élémentaires, toujours on s' imagine que la nationalité doit périr.

Et de nouveau l'instruction publique pour exemple. Les actionnaires des gouvernements ont-ils jamais élaboré des méthodes plus rationnelles, des programmes plus conformes aux nécessités du jour? Jamais! Ils n'ont fait qu'entraver les progrès par leur misérable esprit de routine, par leur conservatisme infantin.

Enfin, dans l'outillage scolaire, peut-on comparer l'œuvre, l'initiative privée à celle des gouvernements? Le Collège à Boston possède un capital de 36 millions de francs. Le Collège à New-Haven (Connecticut) a 4 500 000 francs de capital. Quel gouvernement a jamais fait de pareilles libéralités budgétaires de l'État? On pourrait multiplier les exemples à l'infini. Dans tous les pays du monde, l'initiative privée a enfanté des œuvres les plus magnifiques, non seulement quand l'homme est poussé par l'aiguillon actif de l'intérêt personnel, mais quand il était mû par l'amour du prochain. On sait que la France de l'ancien régime, le tiers du territoire avait été défriché par le clergé pour des œuvres de charité ou pour des constructions de l'ordre purement mental (écoles, édifices du culte, etc.).

Cela démontre surabondamment que les sociétés modernes sont toujours à faire d'immenses sacrifices pour leurs besoins matériels et esthétiques. Il n'est pas nécessaire de leur extorquer l'argent par l'intermédiaire des gendarmes, pour en assurer l'usage. Eh bien, malgré les preuves du contraire, multipliées à mesure immense, l'opinion publique persiste à penser que sans l'intervention de l'État, l'instruction publique sera à zéro, qu'il n'y aura pas une école primaire, pas une université, pas une université. C'est le contraire qui est vrai. Si on retirait sa lourde main de la fonction de l'instruction publique, celle-ci prendrait un élan magnifique, comme ces régions équatoriales, dont une sève débordante fait pousser des milliers de boutons.

Les sociétés modernes s'enrichissent, non pas grâce à l'inter-

arrivant à l'aisance devait être peu considérable, et la puissance mentale de la société bien médiocre¹.

Si un gouvernement veut favoriser le développement national, il doit, en premier lieu, ne pas prélever de prix trop excessif pour les services qu'il rend, afin de laisser aux citoyens la possibilité de consacrer de plus grandes ressources à leurs besoins intellectuels².

Pour arriver à ce résultat, l'État doit se débarrasser d'un grand nombre de services que l'initiative privée rendrait mieux et à meilleur marché que lui.

Par malheur les gouvernements contemporains font juste le contraire. Ils accomplissent leur fonction réelle de la façon la plus détestable : ils procurent aux citoyens le minimum de sécurité avec le maximum de dépense, mais ils se mêlent de mille besognes qui sont absolument en dehors de leur compétence. Ils touchent à tout, pour tout contrecarrer, pour tout désorganiser, pour arrêter l'initiative et le mouvement. L'Angleterre est peut-être le seul pays du monde où le citoyen possède

1. Il pleut suffisamment dans certaines années, insuffisamment dans d'autres. Il nous paraît absolument inutile et vain de nous révolter contre ces événements. Nous nous disons que telles sont les conditions naturelles de notre globe. Eh bien, il est probable que, pour la compréhension mentale d'un ryot indien, la nécessité de payer à l'État les trois quarts du produit de son travail lui paraît aussi conforme, aux lois de la nature. Depuis des milliers d'années il en est ainsi aux Indes. L'idée que l'État est une agence de sécurité et qu'il faut tâcher de diminuer autant que possible la prime que nous lui payons, n'est probablement pas encore entrée dans la tête d'un ryot indien. Pour lui l'État doit être un mal, comme le choléra, la petite vérole ou la sécheresse. C'est seulement à partir du jour où l'idée que le gouvernement existe pour les gouvernés sera devenue familière à un nombre considérable de cultivateurs indigènes, qu'il pourra être question de mouvements nationaux aux Indes. Disons à l'honneur du gouvernement anglais, qu'il a sensiblement diminué la quotité de l'impôt foncier dans les pays placés directement sous sa juridiction.

2. En Europe les prix des services des gouvernements sont encore excessifs. Nous estimons que bon nombre de citoyens doivent abandonner à l'État sous forme d'impôts directs, indirects, et sous forme de dîme « aux producteurs protégés », du cinquième au sixième de leur revenu. En Galicie, certains propriétaires fonciers abandonnent la moitié de leur revenu à l'État, à la province et à la commune. A l'époque du servage, les paysans en Russie étaient obligés de travailler deux jours par semaine pour le seigneur. On trouvait cela oppressif et révoltant. Or, abandonner à l'État la moitié de son revenu ou travailler pour lui trois jours sur six, revient exactement au même. En réalité, un grand nombre d'Européens, sous le régime actuel, sont des serfs de l'État. La prime d'assurance payée pour la sécurité ne devrait pas dépasser 5 p. 100 du revenu ; de nos jours elle est souvent quintuple ou sextuple.

nationalité et lui procurera une avance sur les Allemands. Mais qui songe à ce genre de progrès? On sait combien sont longues, fatigantes et innombrables (sans parler de leur prix excessif) les formalités nécessaires pour le transfert des propriétés foncières. Un administrateur australien a découvert un procédé pour opérer ce transfert aussi vite que celui d'une lettre de change. Ce système fonctionne depuis 1858 dans l'Australie méridionale, sous le nom d'*Act Torrens*. Cependant, aucun gouvernement européen n'a encore adopté cette législation si parfaite.

Non seulement les gouvernements ne se donnent pas la peine d'introduire les procédés les plus rapides dans l'organisation des services publics, mais, au contraire, ils se donnent pour unique mission de tout contrecarrer. Dans un très grand nombre de pays, pour obtenir la moindre concession d'une ligne de chemin de fer, il faut des démarches qui durent des années et qui coûtent des sommes considérables. Il en est de même pour les besoins intellectuels. Pour ouvrir la moindre école primaire, pour fonder un journal, il faut, par exemple, en Russie, une autorisation du gouvernement, qui exige de longues et de fastidieuses démarches. Comment le peuple russe pourra-t-il lutter contre le peuple anglais, comment pourra-t-il lui disputer la prééminence commerciale et politique, quand le peuple anglais possède des facilités que le peuple russe n'a pas? Ni pour ouvrir une école, ni pour fonder un journal, ni pour constituer une compagnie par actions, l'Anglais n'a besoin de se donner aucune peine. Il gagnera donc toujours les Russes de vitesse et l'emportera dans la lutte pour l'existence. Opposer la moindre entrave au développement mental d'une société est un suicide national.

Pendant que les États posent partout les obstacles les plus désastreux, ils accomplissent rarement leurs devoirs d'une façon satisfaisante, dans les limites de leurs attributions véritables. Citons un exemple entre mille. On sait l'immense importance d'une bonne monnaie pour la sécurité des transactions commerciales. Aussi a-t-on compris depuis longtemps que l'État devait procurer à la société le bienfait d'une monnaie de bon aloi. Depuis des siècles, l'État a poursuivi les faux monnayeurs. Mais de nos jours, par l'introduction du papier-monnaie, les gouver-

ROLE DE L'ÉTAT DANS LES LUTTES MENTAL

nements font cent fois plus de mal à la société que les monnayeurs de la terre. Ces derniers peuvent à peine dans la circulation quelques milliers de pièces fausses, quelques dupes assez peu nombreuses. Tandis qu'avec la monnaie, des variations de 10 p. 100 en moins d'un ou même d'un jour, sont des phénomènes habituels. On prend l'épouvantable anarchie économique qu'un papier-monnaie introduit dans une société. Le commerce et les finances deviennent de véritables loteries. De plus, l'esprit de spéculation le plus véreux empoisonne une masse de gens qui, sans le papier-monnaie, seraient occupés d'opérations vraiment productives. La monnaie porte la plus grave atteinte au droit de propriété. Dans ce système, on ne peut jamais savoir ni ce qu'on a, ni ce qu'on doit, ni ce qu'on doit soi-même. Un négociant voit qu'il a gagné 10 p. 100 de son capital pendant le courant de l'année, la valeur du papier-monnaie tombe de 15 p. 100. Ce négociant est-il plus riche ou plus pauvre qu'auparavant ? En introduisant le papier-monnaie, les gouvernements n'accomplissent pas la fonction véritable, mais ils accomplissent la fonction diamétralement opposée. Non seulement ils ne maintiennent pas la légalité, mais, au contraire, ils sont les plus puissants perturbateurs de la société. Essayez de retirer de la circulation dix ou huit milliards d'or pour en abaisser le titre de 10 p. 100 : cela exigera de longues années, une série d'efforts et de dépenses énormes. Avec le papier-monnaie, les variations arrivent à produire des variations bien plus rapides du stock entier de l'étalon de valeur, en quelques semaines, d'un jour, ou même d'une heure.

Qui obligera les gouvernements à modifier leurs vieilles habitudes, à sortir des ornières profondes de la routine, à faire la seule chose : l'évolution naturelle des procédés de la vie ? L'existence. Nous avons déjà montré les conséquences de la lutte politique, quand elle aura aboli les procédés coercitifs, mais les résultats de la lutte morale seront encore plus considérables.

Nous le répétons, la pression de la lutte intellectuelle est formidable. Les dépenses de notre outillage armé d'enfant en comparaison de celles qu'exigera l'outil

Or ces dépenses ne pourront être défrayées que par la production économique. C'est la lutte intellectuelle qui supprimera probablement le socialisme d'État, non seulement du domaine scolaire, mais de tous les domaines. Par le système protecteur l'État prend l'argent des consommateurs pour le donner aux producteurs. Par les subventions aux Compagnies de chemins de fer et aux compagnies de bateaux à vapeur, il prend l'argent de ceux qui ne transportent aucune marchandise, pour le donner à ceux qui transportent des marchandises. Par les subventions aux théâtres, l'État prend l'argent des provinciaux pour donner la possibilité aux habitants des capitales de s'amuser mieux et de s'amuser avec une moindre dépense. Par les travaux publics, on prend l'argent de ceux qui ne profiteront jamais d'un port, pour le donner à ceux qui en profiteront. Enfin, par les assurances ouvrières, l'État va prendre l'argent des travailleurs économes, laborieux et rangés, pour le donner aux gaspilleurs, aux fainéants et aux désordonnés. Encore si l'État ne prenait que l'argent nécessaire pour tout cela, le mal serait moindre. Mais il prend souvent le double, le triple, le quadruple. D'abord, parce qu'il paye un immense personnel administratif, non seulement inutile, mais même nuisible ; puis il procure aux hauts fonctionnaires des gratifications illégales et coupables. Ajoutez à cela le gaspillage en travaux publics absolument inutiles. Combien n'a-t-on pas construit de ports où il n'entre jamais de navires, de chemins de fer qui n'auront jamais de trafic, de canaux qui ne pourront jamais payer leurs frais d'établissement¹ ? Tous ces travaux publics n'auraient pas été entrepris par l'initiative privée. Tout ce gaspillage insensé de milliards, ces vols, ces concussions, ces abus, ces injustices n'auraient jamais existé, si l'État n'était pas sorti de son attribution naturelle et unique : assurer la sécurité des personnes et des biens.

Eh bien, les dépenses énormes qu'exigera la lutte intellec-

1. « Certain canal de l'Est a été entrepris pour amener de la houille à une localité industrielle déjà desservie par le chemin de fer. Rendue aux usines, la houille coûtait jusqu'alors 25 francs la tonne. L'intérêt de la dépense d'établissement de ce canal atteindra 28 francs par tonne. Il en résulte que si, au lieu de construire le canal, l'État achetait la houille sur le carreau de la mine, payait son transport par chemin de fer et la livrait gratuitement aux usiniers, il gagnerait encore 3 francs par tonne. » (Vicomte d'Avenel, *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} mars 1888, p. 102.)

LES PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE.

que le vol. Toutes les fois que l'État accomplit une fonction qu'il aurait pu être accomplie par les citoyens eux-mêmes, il fait grader l'organisme social d'un degré dans l'échelle de la décadence. Naturellement tout gouvernement qui marche dans cette voie prend des mesures pour que la nationalité, dont il est le régulateur, succombe plus rapidement dans la lutte pour l'existence.

Examinons. Notre époque, encore plongée en entier dans l'esprit métaphysique, a la foi aux miracles. On s' imagine qu'un gouvernement peut tout faire; on s' imagine que par des lois on peut guérir tous les maux de la société. Un gouvernement peut-il décréter que toute famille ait au moins cinq enfants, que tous les hommes soient actifs, laborieux, honnêtes et entreprenants? peut-il décréter la naissance de poètes, de peintres, et de musiciens de génie; peut-il décréter l'apparition de ces puissants génies qui font faire à la science des bonds prodigieux? Non. Rien, il faut tout cela pour produire l'expansion d'une nationalité.

Que fait l'État? Pour augmenter le taux d'accroissement de la richesse, il produit le parasitisme, donc il ralentit le taux de l'accroissement. Pour favoriser une nationalité, il crée un amas confus et confus de restrictions incohérentes; il enserme les individus dans les mailles d'un réseau si serré de réglementations, qu'ils ne peuvent à peine bouger et sont comme paralysés. Le résultat par cette immobilité est cent fois supérieur aux légers avantages que la réglementation avait pour but d'écarter. Elle arrête donc le développement mental de la société qu'elle prétend favoriser. D'autre part, en prodiguant des faveurs à une nationalité, il crée les privilèges, produisant la routine, la décadence de l'esprit, la bassesse des caractères et l'immobilité.

La conclusion se dégage de toute cette analyse : conclusion évidente et inéluctable : *l'expansion nationale atteindra son maximum de puissance, quand l'État cessera de s'immiscer dans le domaine économique et intellectuel.* La perfection de tout organisme provient de la division du travail et de la spécialisation des fonctions. La société la plus saine, donc celle qui aura la plus grande somme de vitalité, sera celle où chaque organe accomplira sa fonction spéciale et n'empiètera pas sur la fonc-

CHAPITRE VII

CROISSANCE ET DÉCROISSANCE DES SOCIÉTÉS

I

Dans les chapitres précédents, nous avons exposé les différents procédés de la lutte entre sociétés humaines. Nous devons considérer maintenant leurs effets d'ensemble.

La quantité de la matière est immuable dans l'univers. La lutte a pour effet des groupements nouveaux. Elle détruit un système, en totalité ou en partie, au bénéfice d'un autre système. Nous appelons vainqueur le système qui survit ou qui s'accroît, vaincu le système qui périt ou qui décroît.

C'est ici l'occasion d'appeler l'attention du lecteur sur une erreur qui a causé et qui cause encore des souffrances incommensurables à l'humanité. On s'imagine que la croissance d'un système n'est possible que par la destruction d'un système *similaire*. Cette déduction est tirée de certaines analogies superficielles. Elle provient de ce que les faits n'ont pas été observés avec une attention suffisante.

On a pensé, par exemple, que si l'habitat d'une espèce s'étend au détriment d'une autre, le nombre des individus, composant l'espèce qui recule, doit forcément diminuer. On a pensé que si les capitalistes deviennent plus riches, c'est seulement parce que les ouvriers deviennent plus pauvres. On affirmait autrefois que si un pays s'enrichit, c'est uniquement parce que ceux avec lesquels il fait le commerce s'appauvrissent. De là le système protecteur. On s'imagine que la quantité de richesse est immuable et que, pour la donner aux uns, il faut forcément la prendre aux autres. On s'imaginait également que le nombre des hommes reste invariable. Comme la puissance politique pro-

LES PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE.

La concurrence militaire peut le forcer à se donner une organisation plus parfaite. Immédiatement l'activité des richesses et la natalité s'accroissent. Le gouvernement ne perd pas de profits, sans que les profits des gouvernements soient baissés. De ce que la population d'un pays augmente, il ne s'ensuit pas toujours que la population des pays voisins diminue, bien que ce cas puisse se produire. Si les Français s'enrichissent par le commerce avec la France, il ne s'ensuit pas nécessairement que les Français doivent s'appauvrir par le commerce avec l'Angleterre. Si la civilisation devient plus perfectionnée en Allemagne, il ne s'ensuit pas qu'elle doive diminuer

la quantité de matière est immuable, c'est vrai, mais ses formes ne le sont pas. Il se peut que, sur le globe terrestre, la somme de la vie entre les systèmes inorganiques et organiques ne change pas, mais que ce qu'elle est aujourd'hui¹. Il se peut que, le système organique devienne plus grand. Mais en même temps que la somme de vie soit immuable sur la terre, les lois physiques soutiennent aujourd'hui, l'équilibre se modifier sensiblement au profit de l'humanité. Les végétaux et animaux détruits seront simplement remplacés par d'autres. En un mot, un système peut s'accroître, mais il ne s'agit que d'un système similaire, mais d'un système

II

maintenant au phénomène de la croissance. Tout peut augmenter de deux façons : en masse ou en étendue. En fait, ces deux croissances sont corrélatives. Un système qui augmente en masse, occupe aussi plus d'espace. Dans le domaine de la chimie et surtout dans celui de la biologie, cette distinction a son importance. La masse peut augmenter parfois, sans qu'il occupe un plus grand espace. Alors les distances entre les atomes qui le com-

posent chimiques on peut quadrupler la production d'une terre. Ce n'est qu'une transformation de système minéraux en systèmes par contre-coup, en systèmes animaux et humains.

ES PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE.

ntation de la richesse d'un lieu donné. Ainsi le e produisant auparavant 15 hectolitres de blé, aire 30, grâce à une culture plus perfectionnée. nt par l'aire consiste dans la mise en œuvre d'un ombre de richesses naturelles. Ainsi la culture de au lieu d'un seul, la mise en exploitation de rés s incultes. Au point de vue politique, l'accrois- . masse consiste à tirer un plus gros revenu d'un re; l'accroissement par l'aire à étendre les fron- t. Enfin, au point de vue mental, l'accroissement consiste à posséder un plus grand nombre d'idées tion plus brillante et plus raffinée; la croissance tendre les limites de certaines idées ou d'un cer- ulture.

lire que tous ces phénomènes se reproduisent en our la décroissance.

e, d'une façon générale, que tout accroissement arque une victoire sur la nature inorganique, le et animal. Comment un champ peut-il donner its qu'auparavant? Quand il est débarrassé, par ierres qui entravent la culture, c'est-à-dire quand on géologique défavorable à l'homme est rem- e combinaison géologique favorable à l'homme. produits augmentent quand le champ est mieux à-dire quand certaines substances chimiques con- e sol, auparavant perdues pour l'homme, sont omme. Les récoltes sont encore plus abondantes p est bien engraisé, c'est-à-dire quand certains raux sont décomposés au profit de systèmes vé- est vrai d'un champ particulier, se reproduit, ande échelle, pour un pays tout entier. Si, aupa- a territoire était livré à la culture et que postérieu- x tiers, sont mis en valeur, il y a accroissement de même territoire; donc par la masse. C'est une éléments inorganiques, puis sur le monde végétal es précédemment occupées par les plantes inutiles minuent au profit de plantes alimentaires), enfin, animal qui est rendu inoffensif ou qui est dompté. s grande quantité de matières alimentaires, la

n'avons pas lieu de nous arrêter sur ces considérations qui sont du domaine de l'histoire naturelle.

L'accroissement de l'aire économique s'appelle la conquête des marchés. Elle a deux formes : elle peut être coercitive ou libre. Dans le premier cas, elle a le nom de monopole. Sous cette forme, elle enlève seulement la richesse à un groupe d'individus, pour la transmettre à un autre groupe. L'accroissement s'obtient ici par la destruction de systèmes similaires. Quand la conquête des marchés se fait sans coercition, l'accroissement s'obtient au détriment de la matière minérale, végétale et animale.

On peut dire que les luttes économiques commencent à partir du moment où les hommes cessent de se manger entre eux. Non seulement la destruction des hommes n'est pas une condition indispensable de la lutte économique, mais, au contraire, elle est même un obstacle à ce genre de lutte. En effet, qu'un marché soit monopolisé ou qu'il soit exploité librement, sa valeur sera en raison directe de la quantité des consommateurs. On a donc tout intérêt, non pas à les détruire, mais à les avoir aussi nombreux que possible.

L'extension de l'aire politique a de profondes analogies avec la conquête des marchés. Une entreprise militaire se forme. Elle soumet des territoire à son autorité. Elle tâche d'agrandir son domaine autant que possible, pour obtenir des revenus plus nombreux, en ayant une plus grande quantité de contribuables. Encore ici les tueries sont un moyen et non un but. Tout conquérant a un intérêt incontestable à avoir le plus grand nombre possible de sujets.

Les idées font aussi des conquêtes. Prenons pour exemple la théorie de Copernic. Déjà deux siècles avant notre ère, Aristarque de Samos avait enseigné que la terre tourne autour du soleil. Mais il avait été vaincu par Ptolémée, et la théorie de cet astronome conserva un empire universel pendant de longs siècles. Peu à peu, cependant, les objections se présentèrent et enfin, en 1542, Copernic publia son fameux ouvrage : *De Revolutionibus Orbium cœlestium*. Ce livre fit des adeptes. Galilée fut un des plus illustres. L'idée du mouvement de la terre gagna du terrain. Elle annexa successivement tous les États de l'Europe, puis ceux de l'Amérique et de l'Australie. Maintenant elle commence à étendre sa domination sur l'Asie et l'Afrique. En un

CROISSANCE ET DÉCROISSANCE DES

mot, depuis trois siècles, l'aire de la thémis minue constamment, l'aire de celle de Copernic. Quand le mouvement de la terre les peuples, Ptolémée sera complètement éliminée.

Les civilisations se répandent de la même façon. Étant donné que le globe contient un certain nombre d'individus, ces individus peuvent se partager d'égalité entre les divers types de culture. Aujourd'hui le globe a 110 millions d'Anglais et 65 millions d'Allemands parvenaient à dénationaliser les peuples. L'aire de la langue anglaise se restreindrait au minimum¹. Il pourrait arriver un jour où les deux civilisations seraient différentes, sans que l'homme ait changé. Ce serait une pure et simple guerre de tranchées et on croit encore que, dans une société, il faut la dompter politiquement. On a produit des massacres épouvantables. Mais c'est toujours une perte pour le vainqueur. Toute civilisation est composée du plus grand nombre possible

1. Il s'est formé des centres, aux États-Unis, où les hommes habitent en rangs assez serrés. Aujourd'hui ils s'arrangent si ce n'était pas le cas, s'ils savaient résister, ils seraient les Anglo-Saxons.

2. Le nombre n'a pas moins d'importance dans les luttes armées. En chiffres approximatifs, les Anglais ont 110 millions, les Russes 79 millions (75 en Russie), les Allemands 65 millions, les Français 45 millions, les Italiens 32 millions. À égalité de développement, il y a plus de capacités hors ligne dans une population de 110 millions que dans une population de 32 millions. Les nations auront donc une production mentale plus considérable. Un Anglais a aujourd'hui 110 millions d'hommes qui ont un développement mental, tandis qu'un Italien n'en a que 32 millions. La production mentale est donc partie d'une association beaucoup plus faible. Les bénéfices de chaque associé sont en raison directe de la production, la situation de l'Anglais dans le monde est donc préférable à celle de l'Italien. Le nombre a encore une importance non seulement pour la production des idées, mais aussi pour la diffusion. Pour gagner quelque chose, un auteur doit vendre un certain nombre d'exemplaires d'un livre. Or sur ce nombre d'acheteurs, dix ou vingt qui produiront un bénéfice direct pour l'auteur, les autres profiteront des idées contenues dans le livre, mais ne le feront que par écrits nouveaux. Les 1990 autres le liront simplement personnel. Mais pour que les dix producteurs de per-

sacrer un homme, qui pourrait être dénationalisé, c'est se faire à soi-même un tort incontestable.

Toute croissance par la masse ou par l'aire se réduit en dernière analyse à une série de mouvements. Une société produit davantage, quand elle travaille davantage. Alors un plus grand nombre de systèmes minéraux et animaux sont détruits dans le temps le plus court au profit des hommes. Plus cette transformation est rapide, plus il y a accélération de mouvement. Toute croissance par la masse se réduit donc à une plus grande activité, c'est-à-dire à une intensité plus forte des mouvements de la population à l'intérieur d'une société. S'il était permis de s'exprimer ainsi, on dirait que, dans ce cas, les trajectoires des mouvements sociaux n'ont pas augmenté d'amplitude (puisque le territoire ne s'est pas étendu), mais de vitesse.

Toute croissance par l'aire amène aussi une série de mouvements, mais cette fois d'une plus grande amplitude. Si une plante envahit une région nouvelle, c'est que la semence de cette plante y a été transportée par des moyens naturels ou artificiels. Si une espèce animale étend son habitat, c'est que les individus de cette espèce se sont transportés dans des régions qu'ils ne fréquentaient pas auparavant. Si un pays conquiert des marchés, c'est que les négociants de ce pays pénètrent dans des contrées qu'ils n'avaient pas visitées jusqu'alors. Pour faire

volume, il faut qu'il se trouve 1990 consommateurs de pensée, qui veuillent l'acheter, autrement sa publication est impossible. Ce qui empêche aujourd'hui la fondation de grandes entreprises d'information (comme l'*Encyclopédie périodique* dont nous parlions plus haut), c'est qu'elles ne sont pas lucratives. Et elles ne le sont pas, parce qu'il y a encore trop peu de consommateurs des produits de la pensée. Maintenant, à égalité de développement, il y en aura un plus grand nombre parmi 110 millions d'hommes que parmi 32. En sorte que des publications, qui rapporteront de l'argent en Angleterre, n'en rapporteront pas en Italie. Jupiter attire plus d'aérolithes que la terre, parce que Jupiter, étant plus gros, a une force d'attraction plus considérable. Et parce que Jupiter est plus gros que la terre, il s'accroît aussi plus rapidement. Il en est de même des nationalités. Celles qui ont pris les plus fortes avances, ont aussi les plus grandes chances de s'accroître le plus rapidement dans l'avenir, et de vaincre leurs rivales. On peut dire que la vitesse d'expansion d'une nationalité est proportionnelle, toutes choses égales d'ailleurs (et cette restriction est très importante), au carré de la masse, c'est-à-dire que 60 millions d'hommes auront une puissance d'expansion non pas double, mais quadruple, par rapport à 30 millions. Cette proportion est, peut-être, trop forte. Mais, en exagérant notre pensée nous voulons montrer, seulement, que la progression n'est pas arithmétique, mais géométrique.

Mais il en est tout autrement de la mort sociale. Le type social est produit par les institutions. Si demain l'Angleterre devenait une monarchie absolue dans le sens asiatique, les électeurs anglais cesseraient de se réunir à certaines périodes déterminées, le Parlement cesserait de siéger, les ministres accompliraient leurs fonctions par des procédés nouveaux. Bref le type social de l'Angleterre serait modifié. L'Angleterre actuelle, au point de vue politique, n'existerait plus. S'il y avait des classifications sociales aussi exactes que les classifications biologiques, cette Angleterre nouvelle serait considérée comme un organisme politique d'une espèce différente de l'Angleterre ancienne. Il en est de même au point de vue mental. Une nationalité est un type de culture *sui generis*. Si son individualité mentale vient à être radicalement modifiée, le type ancien aura péri. Supposez que demain tous les Espagnols se mettent à parler français, qu'ils adoptent les idées, les sentiments, les arts, les mœurs et l'organisation politique de la France. La nationalité française s'étendra alors de Dunkerque à Cadix et la nationalité espagnole sera morte, même sans qu'un seul habitant de la péninsule ibérique ait été tué.

La destruction des types nationaux est un phénomène universel et perpétuel. Toujours et partout il y a des nationalités qui avancent, d'autres qui reculent et qui finissent par être complètement éliminées, c'est-à-dire par mourir.

Bien des types nationaux ont péri dans l'antiquité. Récemment on a retrouvé la civilisation des Hittites. Les Phrygiens, comme on a tout lieu de le croire, ont eu aussi une culture originale. Combien d'autres nations ont peut-être existé encore, dont on ne connaîtra jamais les noms. Le type étrusque a été détruit par Rome, le type égyptien par la Grèce, Rome et les Arabes. De même, la civilisation ou le type punique a été complètement éliminé, bien qu'un très grand nombre de Tunisiens modernes soient probablement les descendants des vaincus de Zama. Les arrière-petits-fils des Aztèques et des Incas existent encore au Mexique et au Pérou, mais les nationalités aztèque et péruvienne ont péri. Il n'y a plus aucune manifestation mentale sur le plateau de l'Anahuac ou sur celui de Cuzco qui porte les traces d'une inspiration indigène. Tout, dans ces pays, a revêtu maintenant le cachet du conquérant espagnol.

blir, elle entraîne à la longue la mort de tout l'organisme.

Dans les sociétés, l'activité mentale est le moteur de la philosophie, de la religion et de la science qui, à leur tour, exercent une influence décisive sur les institutions et la production des richesses. Quand une nation possède moins d'idées que ses voisines, elle finit par produire moins de richesses, puis, naturellement, la natalité y diminue puisqu'un homme ne peut naître et vivre que s'il peut se nourrir.

A la longue, le pays habité par cette nation reste improductif dans une très forte mesure. Alors des voisins plus actifs peuvent trouver plus de bénéfice à exploiter ce pays qu'à travailler dans le leur, où une plus grande concurrence diminue les profits. Le pays de la nation moins intelligente se trouve donc envahi par des individus des nations plus intelligentes. Ces envahisseurs apportent leur langue et leur civilisation. Si la nation envahie, secouée par cette impulsion violente, se réveille de la léthargie, si elle s'assimile les éléments apportés du dehors, elle peut former un type de culture nouvelle, où son individualité se marquera dans une mesure plus ou moins forte. Mais si la nation envahie n'est pas capable de cet effort, son type individuel s'efface de plus en plus. Les arts, les institutions, les mœurs, les costumes de l'étranger remplacent ses arts, ses institutions, ses costumes, ses mœurs, et elle cesse d'exister comme individualité nationale distincte, comme type de civilisation particulier. A la longue, la langue même de l'envahisseur remplace la langue indigène.

La mort d'une nation peut s'accomplir sans aucune violence, sans qu'il soit nécessaire de massacrer des hommes. Ce qui fait qu'une nation se distingue d'une autre, c'est qu'elle offre un ensemble de manifestations psychologiques originales; si cet ensemble est transformé, l'individualité psychologique l'est aussi.

On a souvent confondu la perte de l'indépendance politique avec la mort des sociétés. Ainsi, on entend répéter que la Pologne est morte. Il y a là une confusion évidente. La perte de l'indépendance ne produit pas toujours la destruction de l'individualité nationale. La Grèce n'était pas morte en l'an 140 avant notre ère. Au contraire, après cette date, elle fournit encore une très belle carrière et elle assimila une bonne partie

CROISSANCE ET DÉCROISSANCE D

de l'Asie Mineure. La Pologne non plus n
Sous le régime russe, elle continua à as
de l'ancien grand-duché de Lithuanie. L
le jour où le polonais cessera d'être parl

On a souvent attribué la décadence de
On a prétendu qu'elle amène le relâch
mollesse et enfin la décomposition social

Depuis la plus haute antiquité, les philo
se sont acharnés contre la richesse e
richesse est l'adaptation du milieu aux
on ne voit pas comment elle peut être
tions contre la richesse ont une signifi
comprise par les moralistes eux-mêmes.
que si les jouissances corporelles l'emport
intellectuelles, l'homme devient une bru
une généralisation encore plus vaste et c
nance exclusive d'une fonction sur les a
thologique. L'ascète et le libertin sont
juste équilibre qui constitue la santé : l'un
de l'esprit, l'autre l'esprit au profit du co
il y a des extrêmes funestes à la santé
contre-coup, à la santé du groupe social

L'homme peut faire trois usages de la
se donner des jouissances matérielles, se
mentales. L'excès d'économie s'appelle
social, puisque des forces économiques à
à l'état improductif. Si la fortune est s
aux jouissances matérielles, elle produ
elle est uniquement consacrée aux jouis
produit une destruction de la santé, q
prompt abâtardissement de la race avec s
Le mal est égal dans tous les extrêmes. I
consiste à croire qu'un homme est dé
riche. Sans doute, la fortune donne des
aux débordements ; cependant on n'est pas
est riche, mais parce qu'on n'éprouve pas
ces de l'ordre mental. On a souvent vu le

1. Le luxe est le bien-être doublé de la beauté. S
ment du beau démoralise, alors le luxe est démor

Novicow.

licence et, comme les actions des gens riches attirent les yeux par l'éclat même la fortune, on en a conclu que la richesse est la cause de la licence. Cependant il y a des pauvres qui sont aussi débauchés, comme il y en a qui ne le sont pas. Seulement la vie du pauvre étant moins en vue, ses dérèglements frappent moins les yeux. Quand on a pris la richesse pour cause de la licence, on a été naturellement amené à lui chercher un remède dans la pauvreté. Mais la vraie cause de la licence étant l'absence des besoins intellectuels, le remède se trouve dans l'intensité de ces besoins. C'est la lutte intellectuelle qui amènera ce résultat, de la façon la plus certaine. De même que la lutte biologique a éliminé les espèces les plus imparfaites, la lutte mentale éliminera les sociétés où les symptômes pathologiques prendront le dessus, c'est-à-dire celles qui verseront dans le libertinage et celles qui verseront dans l'ascétisme. Nous observons dans les nations des périodes où les besoins intellectuels sont très vifs, et d'autres où ils s'affaiblissent. Alors une société n'est plus avide d'idées nouvelles, elle se contente de son fonds mental; elle ne veut plus l'augmenter, elle se complait dans les traditions du passé, bref elle devient conservatrice. C'est le tournant à partir duquel commence le mouvement régressif, qui cause la stagnation et à la fin la mort. Quelle est la cause de ce triomphe du conservatisme? Il a pour analogue, en biologie, l'arrêt de croissance, puis la vieillesse. Pourquoi les organes ont-ils la faculté de grandir pendant une période de la vie et pourquoi la perdent-ils ensuite? Pourquoi les tissus se renouvellent-ils d'abord en excédent, puis en équilibre et enfin en déficit? Nous ne le savons pas. Pour le déficit, on l'attribue à l'usure des organes. C'est dire que les narcotiques endorment grâce à leur vertu dormitive. C'est là un simple changement de termes. Il faut confesser notre ignorance. Nous ne connaissons pas la cause de l'arrêt de croissance ni en biologie, ni en sociologie. La seule chose que nous puissions dire, c'est que cet arrêt commence pour les organismes collectifs, à partir du moment où le conservatisme l'emporte définitivement.

A égalité de facultés mentales et d'avantages physiques, la nation la plus nombreuse sera la plus puissante. Or l'accroissement d'une nation provient de trois causes : l'excédent des nais-

PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE.

1. Or ce rayonnement a une grande importance, que. Les livres, les œuvres d'art, les produits tout genre, que vend une nation, augmentent et sa richesse matérielle. Le lien qui s'établit entre la langue, facilite les relations commerciales qui savent le français et ignorent l'anglais, et de faire venir des étoffes ou des machines de Grande-Bretagne (même si les machines et les étoffes sont meilleures et moins chères), parce qu'ils facilitent pour faire leurs commandes. Pour les entrepreneurs, les instructeurs, les professeurs aussi, de préférence, à la nation dont on parle. Or si une société sait inspirer de la sympathie aux proches ou éloignées, sa langue se répand plus et la sympathie n'existe pas.

Considérer maintenant le phénomène de la croissance, en examinant simultanément les aspects démographiques, économiques, politiques et intellectuels.

La natalité l'emporte sur la mortalité, l'immigration, où l'expansion colonisatrice et politique en même temps, une société de cette espèce connaît un possible de croissance.

Un degré de rapidité dans la croissance comporte un excédent de la natalité sur la mortalité, un excédent de l'immigration, sans extension de l'aire.

Un excédent des naissances, sans excédent de l'immigration, sans extension.

Il pourrait être la parité entre les naissances et les décès, sans excédent de l'immigration, sans extension de

la parité démographique, la parité de l'immigration, sans extension de l'aire. Ce serait un état irréalisable dans la nature.

Un degré suivant commence la décroissance.

Elle est marquée par un excédent des décès sur les naissances, la parité entre l'émigration et l'immigration et l'aire.

Un degré comporterait un excédent de mortalité et de l'immigration, sans extension de l'aire.

LES PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE.

phénomènes que nous avons classés sous le premier de ces pays, les naissances l'emportaient sur les décès, l'immigration sur l'émigration. Non seulement la population augmentait de densité dans les anciens États atlantiques, non seulement de nouvelles régions étaient mises en culture dans le Nord-Ouest, mais encore de nouveaux territoires étaient annexés à la grande république : la Louisiane en 1802, la Floride en 1819, le Nouveau-Mexique et la Californie en 1848, l'Alaska en 1867. Aussi la croissance des États-Unis s'est-elle produite avec une rapidité prodigieuse. Ce pays avait 3 929 000 habitants en 1790 et 62 480 000 en 1890. La population a augmenté de 16 fois en un siècle. Il semble, malheureusement, que ce formidable accroissement va un peu s'arrêter. D'une part les yankees ne se soucient plus d'avoir de nombreux voisins, et de l'autre l'exclusivisme national étroit et stupide a disparu aux États-Unis. On y a défendu à l'immigration chinoise et on commence à gêner l'immigration japonaise.

En Russie, mêmes circonstances qu'aux États-Unis : grand accroissement de la natalité, immigration considérable, expansion des limites du territoire ancien, conquêtes de nombreux territoires nouveaux. La Russie avait 36 millions d'habitants en 1880 et en aura probablement 130 millions un siècle après. La population aura presque quadruplé.

La croissance de la Russie est loin d'être aussi rapide que celle des États-Unis, parce que, malheureusement, ce pays est entré dans une centralisation qui l'étouffe. Malheureusement les symptômes d'exclusivisme national se font aussi sentir en Russie avec une force de plus en plus croissante.

En Canada les familles anglaises s'accroissent moins vite que les françaises. Pour les premières, le taux d'accroissement annuel est de 16 pour 1000, pour les secondes de 14 pour 1000. (Voir *Revue scientifique* du 15 mars 1891, p. 762.)

L'accroissement de la population par le fait des annexions est compris dans les chiffres ci-dessus.

En Russie, qu'elle augmente tous les ans de 2 millions d'hommes environ, un projet de loi soumis maintenant à l'examen du conseil de colonisation étrangère sera prohibé dans les gouvernements de Pologne, dans la Nouvelle-Russie et dans les provinces de la Vistule. Dans ces provinces, les étrangers ne pourront pas s'établir en dehors des villes urbaines, ils ne pourront pas posséder de domaines fonciers, ni même prendre des terres en fermage.

quant à la superficie ¹, et le quatrième quant à la population ².

La parité absolue entre la natalité et la mortalité, l'émigration et l'immigration et l'invariabilité du territoire, est un état abstrait qui ne se présente jamais. Toute société qui cesse de croître, commence à décroître, en premier lieu par l'affaiblissement de la natalité. La Grèce et l'Italie, dans les premiers siècles de notre ère, semblent avoir eu une natalité très faible. Les lois des empereurs de Rome pour favoriser l'accroissement des familles, démontrent qu'elles augmentaient très peu. De plus, l'émigration des Grecs vers l'Orient, à l'époque d'Alexandre, et vers l'Occident après l'établissement de la domination romaine, semble avoir surpassé beaucoup l'immigration qui se faisait vers ce pays. S'il a commencé à être fortement colonisé par les Albanais et par les Slaves à partir du v^e et du vi^e siècle de notre ère, c'est qu'il devait y avoir de grands vides à remplir. Par malheur, nous sommes très mal informés sur tous ces événements. Les phénomènes de la décroissance sociale sont moins bien connus que ceux de la croissance. Les peuples qui tombent en décomposition, deviennent trop barbares pour observer scientifiquement les faits démographiques; les documents positifs manquent absolument chez eux. La Turquie et la Perse offrent de nos jours les mêmes circonstances que la Grèce vers les derniers siècles de l'empire d'Occident. Dans ces deux pays la natalité semble assez faible. Peut-être y a-t-il excédent de la mortalité. De plus pour la Perse, par exemple, l'immigration paraît nulle, tandis que l'émigration est plus considérable. Nombre de Persans s'établissent au Caucase, bien peu de Caucasiens vont s'établir en Perse. Quand les sociétés sont arrivées à un tel état de décomposition, elles offrent une proie facile à leurs voisines. Aussi voyons-nous l'empire turc diminuer constamment depuis 1739³. La Perse

1. Environ 7 150 000 kilomètres carrés. Empire britannique 25 050 900. Empire russe 21 866 000. Empire chinois 11 115 000. États-Unis 9 212 000. Brésil 8 327 000.

2. L'empire français a près de 75 ou 80 millions d'habitants, en comptant la métropole, bien entendu. Il suit l'empire britannique (378 millions d'habitants), la Chine (361 500 000), l'empire russe (123 000 000).

3. Le traité de Belgrade est le dernier que la Turquie ait conclu à son avantage, c'est-à-dire qui lui ait procuré un accroissement de territoire. Et encore, pendant qu'elle a regagné du terrain sur sa frontière autrichienne, elle en a perdu vers la frontière russe par la même convention diplomatique. Si

Times fut établie clandestinement. L'éditeur de ce journal avait peur de la voir détruite par ses ouvriers. Les travailleurs qui s'opposent à l'introduction des machines n'ont pas absolument tort. Avec les anciens métiers à la main, un ouvrier pouvait tisser quarante-huit yards de toile par semaine ; avec les métiers automatiques, mus par la vapeur, il peut en tisser quinze cents. Un ouvrier peut donc faire maintenant le travail que trente et un hommes faisaient auparavant. Mais, pour que cette réduction de travail puisse créer de la richesse, il faut que les trente individus, devenus inutiles pour le tissage, puissent trouver une autre occupation (dans le même métier ou dans un métier différent, peu importe).

Or, si l'esprit d'entreprise n'existe pas dans la société, ce cas ne se produira pas. C'est précisément ce qui fait la misère épouvantable des sociétés asiatiques. Aux Indes, les salaires descendent jusqu'à vingt, jusqu'à dix centimes par jour. C'est que la société indienne, figée dans son conservatisme séculaire, manque absolument d'esprit d'entreprise. Des ressources immenses restent improductives aux Indes (les mines de charbon, par exemple, n'ont été mises en exploitation que par les Anglais) et tous les bras se portent vers les occupations traditionnelles. De là un encombrement dans les mêmes métiers, qui abaisse le prix de la main-d'œuvre à un taux presque dérisoire¹.

1. Malgré cela, la population augmente aux Indes, dira-t-on. C'est parfaitement juste. Mais elle aurait augmenté encore plus vite, si l'esprit d'initiative eût été plus considérable. On a estimé le revenu moyen de chaque Indien à 46 francs par tête et par an, tandis que celui de chaque Anglais s'élève à 875 francs. (Voir Jeans, *la Suprématie de l'Angleterre*. Paris, Guillaumin 1887, p. 383 et 384). Aux Indes, la religion enferme chaque individu dans sa caste. Elle condamne les hommes à une immobilité presque complète. Mille prescriptions enfantines viennent mettre des entraves à l'organisation de nouvelles industries. Ainsi « le radjah de Vizianagram, un des princes les plus éclairés de l'Inde, ne voulait pas laisser fabriquer de l'indigo dans ses États, ni employer du fer dans la construction de son palais, de peur d'attirer sur son peuple la petite vérole ou toute autre épidémie. » (E. Reclus, *op. cit.*, VIII, p. 696). *Ab uno disce omnes*. Si tels sont les princes « les plus éclairés », qu'on juge ce que doivent être les autres. La pratique de certains métiers est considérée comme un péché par beaucoup d'Indiens. Quelques-uns regardent les voyages par mer, comme une impiété qui peut faire perdre la faveur des dieux. Des idées de ce genre favorisent peu le développement de la production. Aussi l'immense majorité des Indiens s'adonnent-ils à l'agriculture, et la concurrence des ouvriers dans une seule branche fait

pour entretenir une famille. Chez l'homme, la santé provient d'un juste équilibre entre tous les organes. Or, à mesure que la richesse augmente, la préoccupation de cette richesse devient de plus en plus forte. Dès qu'elle devient dominante, l'équilibre est rompu au profit du cerveau et l'état pathologique apparaît. Alors on fait moins d'enfants, pour se priver des ennuis de la paternité, de la maternité, et pour assurer à ses enfants une somme de richesse plus considérable. Si toutes les classes sociales agissent de la même façon, si une forte natalité dans l'une d'elles ne compense pas la faible natalité dans les autres, le mal cesse d'être individuel, il devient général.

Alors la décroissance de la société commence. Une faible natalité peut être accompagnée d'un développement considérable de l'intelligence. Les désirs de l'âme humaine sont infinis. On peut se sentir pauvre avec 100 000 livres de rente et travailler comme un nègre pour augmenter sa fortune. C'est le cas de la société américaine. Là les hommes les plus actifs, les plus entreprenants, sont ceux qui ont le moins d'enfants¹. Dans nos sociétés modernes le nombre des enfants est parfois en raison inverse de la richesse. Ce sont les prolétaires qui en ont le plus grand nombre². Mais la diminution de la natalité peut provenir aussi de la stagnation mentale. En effet, quand l'esprit conservateur prend le dessus, les individus ont tendance à faire la même chose que leurs parents. Alors il se crée peu d'entreprises nouvelles. Peu à peu les carrières se ferment et les parents, pour ne pas condamner leurs enfants à la misère, tâchent d'en avoir le moins possible. Alors les hommes ne veulent plus se donner la peine d'augmenter leur fortune : ils se contentent de ce qu'ils ont. Les métiers et les professions tendent à devenir héréditaires ; on désire laisser à ses enfants ce qu'on a possédé, on désire leur assurer une vie exempte d'efforts, parce qu'on n'a pas voulu en faire soi-même. Alors on tâche d'avoir une progéniture aussi

1. « C'est un fait établi, que la population américaine d'origine diminue ; dans les familles autochtones, le nombre de morts excède celui des naissances. Sans l'appoint d'immigrants pauvres, qui sont prolifiques et qui le demeurent aussi longtemps qu'ils restent pauvres, la population des États-Unis irait en décroissant. » (*Journal des Débats* du 14 juin 1891.)

2. Voy. A. Dumont, *Civilisation et Dépopulation*. Les causes de l'oliganthropie, comme l'appelle l'auteur, y sont analysées avec une grande pénétration.

État de la terre¹. Or non seulement l'empereur de Chine n'est pas le plus puissant monarque de la terre : il est parmi les plus faibles. En 1861 *huit mille* Anglo-Français ont pénétré jusqu'à sa capitale, ont brûlé son palais et se sont embarqués sur leurs navires sans avoir éprouvé aucun dommage. Une pareille expédition n'eut pas été possible contre la Suède qui a près de cent fois moins d'habitants que la Chine. La société indienne n'a opposé aussi aucune résistance victorieuse aux conquérants qui ont pénétré dans ce pays par terre ou par la mer. Aujourd'hui la Perse pourrait être conquise par deux divisions de l'armée russe.

Mens agitat molem. Tant que le développement mental est en progrès, une société peut combattre les effets funestes d'un affaiblissement de la natalité. Mais si la stagnation intellectuelle se produit, si l'esprit conservateur l'emporte, la somme de mouvements qui anime la société diminue, et la décomposition finale devient inévitable. L'exclusivisme est un arrêt de mort inexorable. Par malheur, nous voyons quelques sociétés européennes rouler sur cette pente fatale. L'agitation anti-sémite que nous observons en Allemagne, en Autriche et en Russie, les persécutions contre les dissidents dans ce dernier pays, prouvent que l'esprit d'exclusivisme étroit commence à l'emporter. Si une réaction salutaire ne se produit pas, si ces nations ne réagissent pas contre ces phénomènes pathologiques, elles rouleront de plus en plus vers une décadence dont la Chine leur offre le séduisant spectacle!

IV

Nous avons dit que la croissance et de la décroissance des sociétés se ramène, en dernière analyse, à des mouvements de population. Nous devons les examiner maintenant d'une façon plus particulière.

On peut les classer sous les catégories principales suivantes :

1. La population de l'empire britannique n'a dépassé celle de l'empire chinois que dans ces dernières années.

grations libres ont pris des proportions sans aucune comparaison avec ce qui se faisait dans le passé. De très fortes migrations se produisent aussi en Europe. Les Belges, les Suisses, les Allemands, les Italiens, les Anglais vont s'établir en France. Les Allemands envahissent la Russie où ils ont créé de véritables colonies germaniques, favorisées autrefois par le gouvernement russe.

Ces envahissements individuels peuvent produire parfois une véritable conquête pacifique. Ainsi, dans le Transvaal, la découverte des mines d'or a attiré un flot d'immigrants anglais. Les anciens possesseurs d'origine hollandaise y sont actuellement près de 60 000, tandis que les Anglais sont déjà de 65 à 70 000. On le voit, les envahisseurs ont désormais la majorité. De plus, leur nombre s'accroît constamment, tandis que celui des Hollandais reste stationnaire, parce qu'il ne leur vient aucune émigration de la mère patrie ou du Cap. Sans aucune violence, la république Sud-Africaine pourra se transformer d'État hollandais en État anglais ¹.

Les émigrations spontanées sont la face opposée des immigrations. Il y a de nombreux exemples de populations entières qui ont abandonné un pays pour s'établir dans un autre. Tout récemment, en 1889, on a assisté à un exode pareil de la part des Tcherkesses. Ces populations n'avaient éprouvé aucune pression de la part du gouvernement russe. Après l'annexion de la Thessalie à la Grèce, en 1882, le gouvernement hellénique a accordé aux musulmans les mêmes droits qu'aux chrétiens : il a pratiqué la tolérance la plus absolue en matière de religion ; il avait même le plus grand désir de retenir les Turcs. Rien n'y a fait. Ceux-ci ont vendu leurs terres et ils ont émigré en Asie Mineure dans les États du sultan.

Nous ne parlons pas des émigrations des individus qualifiés

1. Ces violences, par malheur, commencent à s'exercer déjà. Le président Krüger a fait passer une loi qui impose l'usage du hollandais aux étrangers établis au Transvaal. On prend aussi des mesures pour les empêcher d'entrer au Parlement de ce pays. Comme les Anglais sont les plus forts (ils sont 110 millions contre 5 millions de Hollandais), ils ne souffriront pas longtemps une pareille injustice. Tôt ou tard, si les Hollandais leur refusent par force l'exercice de leurs droits légitimes, ils l'exigeront par force. Les Hollandais seront vaincus et, par mesure de représailles, les Anglais pourront exclure la langue hollandaise, comme on exclut aujourd'hui l'usage de l'anglais. Pour les uns et pour les autres, et à tour de rôle, il y aura surcroît de souffrance.

mais une fois que l'engagé a mis le pied sur le navire qui doit effectuer son transport, sa condition ne diffère guère de celle de l'esclave.

Les gouvernements ont pratiqué depuis l'antiquité et pratiquent encore, sur une vaste échelle, un système d'immigration qui n'est coercitif que par rapport à l'indigène et non par rapport à l'immigrant. C'est ce qu'on peut appeler la fondation des colonies, dans le sens romain de ce mot. Le vainqueur confère aux membres de sa communauté des privilèges de toute nature, pour les amener à s'établir sur le territoire du vaincu. Ici l'immigrant agit de plein gré. C'est de sa propre volonté qu'il accepte ces privilèges. Nul ne l'oblige à le faire. La coercition s'exerce seulement au détriment des indigènes. Le privilège qu'on accorde le plus généralement au colon, est la possession de la terre. Les gouvernements confisquent les propriétés de vaincus, en totalité ou en partie, et les distribuent aux vainqueurs. Les Romains, les Anglais en Irlande, les Polonais en Lithuanie, les Russes, dans le même pays, ont pratiqué ce procédé sur une échelle plus ou moins vaste.

Il est un peu mitigé quand, au lieu de confisquer les terres des vaincus, on les achète. Le gouvernement français procède de cette façon en Algérie; le gouvernement prussien dans le Posen; le gouvernement russe a créé une banque pour avancer de l'argent aux orthodoxes qui achètent des terres dans les anciennes provinces polonaises.

Les expulsions forcées offrent les phases corrélatives des transplantations forcées. Des peuples entiers ont été souvent obligés de quitter leur patrie.

Un autre genre d'expulsion, moins cruel, consiste dans l'achat des terres. Ainsi le gouvernement des États-Unis, pour décider les Indiens Creeks à émigrer au delà du Mississipi, leur offrit 22 millions de dollars. Les Chactas consentirent aussi à abandonner leur habitat primitif pour 23 millions¹.

Les expulsions des individus spécialement qualifiés se pra-

1. « Les sommes versées pour l'achat des terres indiennes, par le gouvernement des États-Unis, se sont élevées de 1789 à 1840 à 440 millions de francs environ; c'est beaucoup plus que ce que la vente de la Louisiane et de tout le Trans-Mississipi n'a rapporté à la France. » (E. Reclus, *Nouv. Géogr. univ.*, t. XVI, p. 682.)

CROISSANCE ET DÉCROISSANCE DES SOC

tiquent encore plus souvent que les expulsions et tout récemment, M. de Bismarck a fait expulser polonais du duché de Posen. Ce même procédé est appliqué en Russie à l'égard des Israélites. Ce droit légal de vivre dans les provinces de cet empire pas fait partie autrefois du royaume de Pologne inique ne peut pas ne pas tomber en désuétude presque constamment éludée. Quand les recrudes sivismes étroits se produisent en Russie, on se rappelle et on l'applique avec rigueur. De là des expulsions Israélites qui, à la faveur des périodes de tolérance établies au delà de la limite que leur assigne la

Les expulsions d'individus qualifiés ont été autrefois faites par les gouvernements. Après les masses des mesures qui paraissent la plus efficace contre Parfois, l'ordre de quitter le pays n'est pas direct, mais les conditions d'existence faites à d'individus sont tellement horribles que leur départ est inévitable. De même, quand on condamnait autrefois des coups de fouet, on savait qu'il est impossible de résister à pareille torture. C'était en réalité un arrêt de mort qui n'était pas prononcé. La conscience semblait se faire à cette supercherie. Il en est de même des expulsions. On n'a pas ordonné officiellement le départ des personnes, mais les mesures qu'il a édictées à leur égard équivalent à l'exil. Aussi un très grand nombre d'entre eux ont préféré l'exil. C'est l'expulsion des individus qualifiés, la dégradation de l'arme de combat dans les luttes politiques, qui acquiert un haut degré d'intensité.

L'expulsion par l'achat des terres est un procédé brutal et aussi d'un usage très fréquent. On connaît au gouvernement russe d'acheter les terres pour les pousser à s'expatrier¹.

C'est également par ce procédé que le gouvernement pense maintenant pacifier l'Irlande. Par un coup de choses d'ici-bas, il veut défaire au XIX^e siècle l'œuvre faite par lui au XVII^e. Cromwell a distribué les terres

1. Voir un article de M. Isaac dans les *Novosti* du 31

des Anglais. Maintenant le gouvernement britannique veut racheter ces terres aux descendants des compagnons de Cromwell, pour les engager à quitter l'Irlande.

Enfin, quant aux expulsions d'individus isolés, elles sont tellement habituelles que nul n'y fait attention. A l'égard des nationaux, elle est inscrite dans plusieurs codes. Elle fonctionne, pour les délits politiques, sous le nom de déportation. Pour ce qui est des étrangers, le droit d'expulsion est inscrit dans tous les codes. Si un journaliste publie un article qui déplaît à un ministre, immédiatement le journaliste est expulsé.

Toutes les mesures que nous venons d'énumérer : les transplantations forcées et les expulsions forcées ont un caractère actif. Mais les gouvernements prennent aussi à l'égard des déplacements des populations d'autres mesures d'un caractère passif.

Par rapport aux immigrations, il y a la défense pure et simple. Par exemple, depuis 1882, il est défendu aux Chinois de s'établir aux États-Unis. Au lieu d'une défense absolue, on établit parfois des restrictions de droits. Ainsi on interdit aux étrangers d'acheter des terres dans certaines régions, ou bien d'acheter des terres au delà d'une certaine proportion par rapport aux terres des indigènes, ou bien encore on interdit certains métiers aux étrangers. En Russie, un étranger ne peut pas être directeur d'une fabrique de sucre dans les provinces ayant fait autrefois partie du royaume de Pologne.

Pour les émigrations, les gouvernements les ont souvent interdites ou restreintes.

Après avoir énuméré les différentes catégories des mouvements de la population, occupons-nous de leur cause. Pour les mouvements spontanés, comme pour les mouvements coercitifs, ces causes sont aussi physiologiques, économiques, politiques et intellectuelles.

Considérons d'abord les mouvements spontanés.

Les couches atmosphériques de notre globe sont inégalement chauffées par les rayons du soleil. Les couches les plus lourdes tendent à envahir les plus légères ; de là des ruptures d'équilibre qui produisent les vents et les tempêtes.

Un phénomène analogue a lieu dans les sociétés humaines. La population croît plus vite dans certaines régions que dans d'autres, soit parce qu'elle trouve un habitat plus favorable

Nous avons dit, qu'à *égalité de sécurité*, la population des pays les plus avancés envahit les moins avancés. Quand cette condition n'existe pas, il peut se produire des mouvements en sens inverse. Ainsi des populations entières ont quitté, à plusieurs reprises, le territoire turc pour venir s'établir en Autriche, parce que le régime turc offrait moins de sécurité que le régime autrichien, bien que la Turquie fût moins avancée en civilisation que l'Autriche. Les Autrichiens, au contraire, étaient peu tentés d'aller s'établir en Turquie à cause du peu de sécurité qu'ils y auraient trouvé.

La cause principale de toutes les migrations est, avant tout, l'espoir de pouvoir jouir d'une plus grande somme de bien-être dans la patrie nouvelle que dans l'ancienne, par conséquent les mouvements spontanés se ramènent plus particulièrement dans la catégorie des faits économiques. Quant aux mouvements politiques spontanés, ils prennent surtout l'aspect des expéditions de conquêtes. Nous en avons parlé dans un chapitre précédent.

Mais l'homme met toujours les biens intellectuels au-dessus des biens matériels. Aussi sacrifie-t-il les derniers pour atteindre les premiers. Dans ces dernières années, les Tcherkesses, par exemple, ont abandonné spontanément les montagnes du Caucase pour aller s'établir en Asie Mineure. Le gouvernement turc leur a distribué des terres dans des régions malsaines où un grand nombre de ces malheureux ont péri par les privations et les maladies. Dans ces dernières années, la Russie ne molestait en aucune façon les Tcherkesses. Qu'est-ce qui les a donc forcé de partir ? L'esprit conservateur ! Les anciens trouvaient que les conditions sociales avaient changé, qu'ils ne pourraient plus conserver les mœurs et les traditions de leurs ancêtres, en vivant au milieu des Russes. Ils ont poussé à un exode général. Les jeunes gens n'avaient aucun désir de quitter leurs foyers, mais ils ont dû subir la volonté des anciens. Les Tcherkesses sont partis, parce qu'ils ont été incapables de s'accommoder à un milieu nouveau. Ce n'est pas le dernier

densité de la population est relative aux ressources d'un pays. Les ressources du Bengale, par exemple, sont loin d'être toutes mises en valeur. Aussi l'émigration de l'Angleterre dans le Bengale est-elle encore possible pour les individus qui viennent exploiter des richesses négligées par les indigènes.

CROISSANCE ET DÉ

exemple d'un peuple qui
tisme. C'est la même raison
des pays qui sont annexés
la Bulgarie, etc.). C'est aus
ramener l'émigration des d
On pourrait multiplier ces e

Les mouvements coercitif
ments, en vue d'atteindre
ramènent à des causes éc
tuelles. Les transplanta
dividus séparés, sous les
but de procurer une plus
pays; ils peuvent se classer
économiques.

La distribution des terre
conférés à ceux-ci dans les
d'ordre politique.

Pour ce qui est des exp
diminuer la concurrence que
ger l'État d'éléments politiq
l'homogénéité mentale d'ur
dents. Les mesures que ne
suivent les mêmes fins. Qu
exemple, les Chinois de dé
ne pas subir une diminution
venus. Quand les gouverner
par les étrangers, ils veule
sation possible de leur pays

Voyons maintenant ce qu
citives.

Nous ne parlerons pas de
sont une phase désormais d
civilisées. Reste l'immigrati
appelle la traite. C'est un
paraît en bénéficier. Toute
prospéré que celles de travail
mal l'économie politique a

1. Il sera parlé de cette questio

été plus avancée à cette époque, jamais les Européens n'auraient établi la traite. L'esclavage a arrêté le développement des pays les plus favorisés par la nature, qui auraient atteint une prospérité inouïe sans cette néfaste institution (nous disons *néfaste* pour le maître). Aujourd'hui l'esclavage est partout aboli, en droit, mais il subsiste, en fait, sous le nom d'engagement volontaire. L'Europe renouvelle, dans une plus faible mesure, l'erreur commise au xvi^e siècle, et cette faute est aujourd'hui plus impardonnable qu'alors, pour deux raisons : d'abord nous connaissons mieux les lois de l'économie politique, puis nous connaissons mieux les ressources de notre globe. Il a trois immenses réservoirs d'hommes : la Chine, les Indes et l'Europe. Il a trois foyers d'appel pour cette population surabondante : l'Amérique, l'Australie avec l'Isulinde ¹, et l'Afrique Centrale. Le courant de l'émigration européenne est parfaitement organisé. Plus d'un demi-million d'hommes, par an, quittent nos rivages, sans aucune contrainte, pour peupler les solitudes des mondes nouveaux. Au lieu de recourir à des mesures coercitives, il faudrait organiser d'une façon aussi parfaite le courant de l'émigration indienne et chinoise. Les Célestes, tout particulièrement, ne demandent pas mieux que d'émigrer. Par malheur, au lieu de leur faciliter la chose, on tâche de contrecarrer leur expansion autant que possible. On ramasse à grands frais, des travailleurs à demi esclaves, quand les Chinois, spontanément et à *leurs propres frais*, ne demanderaient pas mieux que de peupler les pays déserts. Or le Chinois, outre qu'il est arrivé déjà à une civilisation assez avancée, ce qui est un avantage incommensurable, le Chinois est encore un ouvrier possédant les qualités les plus précieuses. Pour peupler les régions désertes de notre globe, le plus vite possible et à moins de frais possibles, il faudrait absolument bannir tous les procédés coercitifs et organiser seulement l'immigration indienne et chinoise, aussi bien qu'on a organisé l'émigration européenne. Il faudrait ne pas pratiquer une politique étroite et jalouse. Si toute l'Afrique

1. On appelle de ce nom les îles qui se trouvent entre l'Asie et le continent australien, Sumatra, Java, Bornéo, Célèbes, la Nouvelle-Guinée, etc. Ce sont des pays magnifiques, dont quelques-uns sont presque déserts. Célèbes est un vrai paradis terrestre ; cette île a, cependant, à peine 8 habitants par kilomètre carré.

pures et simples d'individus qualifiés, on peut dire aussi que c'est une mesure absolument néfaste pour le dominateur. En ce moment, en Russie, on peut apprécier tous les défauts de pareilles mesures. Un petit exemple entre mille. Dans le gouvernement d'Orel, le prix du chanvre a baissé après expulsion des négociants israélites. Ce sont donc des *Russes* qui perdent à cette mesure. Le gouvernement *russe* fait tort à ses propres sujets. Ce cas peut être généralisé. L'insécurité des personnes cause une stagnation générale des affaires. Nul n'est sûr du lendemain. En ce moment, les israélites du gouvernement de Kher-son, par exemple, n'osent rien entreprendre, car ils ne sont pas assurés de n'être pas expulsés de cette province, comme ils l'ont été des autres. Toutes les relations sociales sont profondément troublées et la prospérité des provinces de la *Russie* est diminuée par les mesures du gouvernement *russe*.

Les différentes mesures passives que prennent les gouvernements, amènent des résultats tout aussi funestes que leurs mesures actives. La défense aux étrangers de s'établir sur un territoire ou d'y acheter des terres, a pour premier résultat d'appauvrir le pays. Les Marocains empêchent les Français de s'établir sur leur territoire. Aussi une masse de ressources, que ce pays possède, ne sont pas exploitées, et le Maroc reste dans la misère.

La défense d'acheter des terres dans un pays produit des conséquences identiques. Si B achète la terre de C, cela veut dire que B compte tirer un revenu supérieur à celui qu'en tire C, ou qu'il se contentera d'un placement à un moindre taux d'intérêt. Défendre aux étrangers d'acheter des terres, équivaut à obliger de mal cultiver les terres du pays. Défendre de se contenter d'un petit taux d'intérêt, c'est ordonner que l'argent coûte cher. Dans les deux cas, cela signifie décréter la misère. Toutes les mesures restrictives ont ces résultats néfastes.

On le voit, toutes les mesures coercitives des gouvernements qui prétendent régler les mouvements de la population, ont un grave et irrémédiable défaut. Elles ralentissent le taux d'accroissement de la richesse. Or, comme le développement économique est la base du développement mental, toutes ces mesures affaiblissent la nationalité qui les édicte.

Le principal intérêt de l'individu est de croître. C'est aussi le

but de toutes les sociétés. Des dizaines de millions d'hommes, massacrés dans des milliers de guerres, ont péri pour un but unique : accroître la puissance de l'État. Faire des conquêtes, c'est-à-dire s'agrandir, a été le rêve constant de tous les gouvernements. Étant donné cet ordre d'idées, on peut comprendre toutes les mesures coercitives, qui ont pour but d'augmenter la population d'un pays. La puissance est en raison directe de la population, et toutes les immigrations peuvent être considérées comme un bénéfice. Près de seize millions d'hommes se sont établis aux États-Unis, de 1820 à 1891. Sans parler des capitaux qu'ils ont apportés, leur présence seule augmente considérablement la puissance des États-Unis¹. Jamais, depuis 1815, aucun État européen, après les guerres les plus coûteuses et les massacres les plus horribles, n'est parvenu à augmenter le nombre de ses sujets dans une mesure aussi prodigieuse².

Il semblerait, que tous les États faiblement peuplés (comme la France, la Russie et l'Espagne, par exemple), devraient envier le sort des États-Unis. Il semblerait qu'ils devraient se disputer ces immigrants qui, en moins de dix années, équivalent à la plus brillante des conquêtes. Il semblerait que ces nouveaux sujets, acquis sans guerre, sans peine et sans dépense, ces immigrants qui apportent encore leurs capitaux, seraient accueillis à bras ouverts, que chaque État se féliciterait de leur invasion, que chaque État tâcherait de les disputer aux voisins, d'attirer sur son territoire ce flot fécondant. D'où vient qu'il n'en est pas ainsi ; que parfois, au lieu de faciliter l'immigration, on lui oppose les obstacles les plus insurmontables ? D'où vient cette étrange contradiction qui fait considérer comme un bien l'acquisition de nouveaux sujets par la guerre (comme les Alsaciens-Lorrains pour l'Allemagne) et comme un mal l'acquisition de nouveaux sujets par la paix³ ? D'où vient

1. « Si on estime à 4000 francs (moyenne de plusieurs évaluations données par des auteurs américains), la valeur moyenne d'un immigrant adulte et si l'on suppose que le nombre de ces adultes ait été de 15 millions, les États-Unis auraient reçu au XIX^e siècle, un capital humain équivalent à 60 milliards. » (Levasseur, *Populat. françaises*, t. III, p. 369.)

2. Sauf le Piémont. Mais en Italie il y a eu fusion, non conquête dans le sens brutal de ce mot. Les pays annexés par la Prusse, en 1866, avaient seulement 4 273 000 d'habitants.

3. Ou, en d'autres termes, qui fait considérer comme un bien un revenu

LES PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE.

dans tant de pays, les lois de naturalisation sont si peu rationnelles ? Les raisons de cette conduite qui semble un suicide national, tiennent à des causes fort multiples, de l'ordre économique, politique et intellectuel. Par exemple, 1 222 000 Anglais ont actuellement pris possession de la Nouvelle-Galles du Sud.

Ils disent que si un plus grand nombre d'individus venaient aller dans ce même pays, la part de chaque possesseur en serait diminuée. C'est une grossière erreur. La Nouvelle-Galles du Sud a actuellement un habitant et demi par hectare carré. Une population, même cinquante fois supérieure, ne serait pas encore capable de prendre entièrement possession des ressources que peut offrir ce sol. Or le bien-être individuel ne dépend pas seulement de la fortune personnelle qu'on peut acquérir, mais surtout de la richesse de la société dans laquelle on vit. Un pays a beau offrir les ressources les plus merveilleuses, tant qu'elles n'ont pas été exploitées par le travail de l'homme, elles n'ont pas plus de valeur que les richesses de la lune. Beaucoup de nations n'ont pas pu comprendre encore cette vérité. De là les entraves à l'immigration, et une politique qui semble avoir pour objectif unique de contrecarrer le développement de la prospérité des peuples.

Il est difficile d'imaginer une conduite plus aveugle que celle de certaines nations européennes. Elles ressemblent à un être dans la gueule duquel les aliments viendraient se précipiter d'eux-mêmes et qui leur dirait : non, je ne veux pas vous dévorer ; je veux me nourrir uniquement de ma propre substance. C'est très beau ! Seulement, en pratiquant cette intelligente conduite, l'être dépérit et l'on meurt inévitablement d'inanition. Si l'on veut vivre, il faut avaler le plus d'aliments possible. Quand donc les nations comprendront-elles que les êtres les plus voraces sont ceux qui grandissent le plus vite ?

Nous avons montré que les immigrations forcées produisent des résultats assez néfastes, mais enfin on pourrait comprendre, dans leur ignorance, les gouvernements y aient poussé.

Comment comprendre qu'ils pratiquent les expulsions sur une si grande échelle ? Dans beaucoup de pays, toute tentative

pour obtenir un résultat au moyen d'une énorme destruction de capitaux, et comme un mal, est venu obtenu sans aucune destruction de capitaux.

maux en vue d'un bien supérieur : l'unité de la foi. Aujourd'hui les questions religieuses passent au second plan dans la plupart des pays civilisés¹ et les questions nationales au premier. Les gouvernements entravent les immigrations, favorisent les émigrations ou pratiquent les expulsions les plus brutales pour empêcher la dénationalisation de leurs sujets. Seulement ces mesures ont un défaut capital : elles diminuent le nombre des citoyens, leur moralité, leur richesse. Faire le désert et la misère pour ne pas se laisser dénationaliser, c'est toujours s'affaiblir, c'est quelquefois se suicider. Expliquons-nous. En Russie d'Europe (sans la Pologne et la Finlande) l'excédent des naissances sur les décès est de 1 502 388 hommes; supposons que l'excédent des immigrations sur les émigrations fût de 300 000 individus, le taux d'accroissement de la Russie serait alors de 1 800 000 âmes. Supprimez l'immigration, le taux tombe à 1 500 000. Pratiquez l'expulsion de 100 000 hommes par an, le taux tombe à 1 400 000.

Or il est de toute évidence qu'il vaut mieux croître à raison de 1 800 000 hommes par an, qu'à raison de 1 400 000. Mais, dira-t-on, les 300 000 immigrants, s'ils ne sont pas assimilés par la Russie, seront un danger et non une force. Sans doute. Mais s'ils sont assimilés? Alors incontestablement, ils deviennent une force. La vie n'est autre chose que l'assimilation de la matière ambiante. L'être qui a la plus grande puissance de vitalité, a la plus grande puissance d'assimilation. Quand les sociétés comme les individus perdent cette puissance, ils commencent à rouler sur la pente régressive qui les mène à la décomposition et à la mort. Un gouvernement empêchant l'immigration, proclame à la face du monde que sa nation est moribonde.

Quand un gouvernement entrave l'immigration, il décrète la mort de la nationalité qu'il prétend défendre. La plupart du

1. Pas dans tous, cependant. Ainsi la Russie est encore un État confessionnel, comme l'était la France avant la Révolution et l'Angleterre jusque vers 1840. Dans ce dernier pays, les membres de l'Église anglicane jouissaient seuls de la plénitude des droits civils et politiques. C'est seulement en 1836 que l'État, en Angleterre, a reconnu le mariage des dissidents. On ne pouvait pas être membre du Parlement ou occuper aucune charge publique, si l'on n'était pas anglican. En Russie, les choses ne sont pas poussées si loin, mais ce pays garde encore trop de traces d'État confessionnel pour pouvoir prospérer rapidement.

temps, les sociétés ont une vitalité beaucoup plus puissante que ne le supposent leurs administrateurs. Composés de bureaucrates timorés, routiniers et à courte vue, les gouvernements s'imaginent que la moindre petite maladie emportera des nations qui ont résisté aux plus épouvantables catastrophes pendant des milliers d'années. Ce sont des craintes bien puériles et bien chimériques. Des nations comme l'Angleterre, l'Allemagne, la France, ont une vitalité des plus considérables. Pour ce qui est de la Russie, en particulier, sa puissance d'assimilation est très grande, et elle ira encore en augmentant au fur et à mesure que ce pays se civilisera.

En résumé, les nations qui n'entraveront en aucune façon les mouvements spontanés des populations, celles qui renonceront absolument à toutes les mesures coercitives, tant par rapport à l'immigration que par rapport à l'émigration, sont celles qui auront la croissance la plus rapide¹.

La guerre et les entraves au libre mouvement des populations, sont des causes perturbatrices qui viennent troubler le jeu naturel des lois sociales. Supposons-les complètement écartées pour un moment. Alors l'ensemble des migrations humaines pourront se représenter schématiquement dans l'ordre suivant. Un courant perpétuel d'infiltration plus ou moins rapide se portera des pays les plus avancés dans les moins avancés. Les

1. Signalons, en passant, les résultats néfastes des mesures coercitives contre les émigrations. Ces émigrations sont temporelles (voyages) ou définitives. On sait qu'en Russie, par exemple, le gouvernement tâche de contrecarrer les voyages à l'étranger, par la formalité vexatoire des passeports. Toute entrave aux voyages dans les pays étrangers, est une mesure tendant à l'abrutissement des citoyens. Or les nations les moins intelligentes sont toujours vaincues dans la lutte pour l'existence. Empêcher les voyages, c'est donc travailler à la mort de sa nationalité. Si l'émigration est définitive, elle produit une puissante expansion de la race. Sans doute, les Anglais ne seraient pas devenus 110 millions, de 30 qu'ils étaient en 1815, si le gouvernement anglais avait empêché l'émigration de ses sujets. D'ailleurs, cette émigration est loin de diminuer le nombre des indigènes. On sait que, dans les départements français qui fournissent la plus grande quantité d'émigrants, la population croît, au lieu de décroître, tandis que dans les départements qui n'ont pas d'émigrants, la population reste stationnaire ou décroît. Il en est des pays entiers, comme des départements français. L'émigration anglaise atteint près de 320 000 individus par an, l'émigration française, à peine 30 000; soit dix fois moins qu'en Angleterre. Malgré cela, de 1881 à 1891, l'accroissement annuel de la population du Royaume-Uni a été de 264 700 personnes et celui de la France de 67 100 personnes.

LES PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE.

seurs étant supérieurs aux indigènes, s'enrichiront plus que ces derniers. Ayant la fortune, ils occuperont les plus belles situations dans l'État. Les indigènes, eux, descendront dans les rangs inférieurs de la hiérarchie sociale. Comme la lutte est plus forte dans les classes pauvres que dans les riches, les autochtones seront éliminés, et la race occupée ira en s'améliorant. Plus cette ascension de la classe moyenne sera rapide, plus accélérée aussi sera la marche du perfectionnement physiologique de la société. De plus, les conditions pacifiques étant constantes, cette marche serait sans arrêt et sans trêve.

Les sociétés ont le plus grand intérêt à ce que la descente des fonctions les plus capables dans les rangs inférieurs des fonctions sociales se accomplisse aussi vite que possible, parce qu'il est démontrable, pour la prospérité générale, que tous les échelons de la hiérarchie soient occupés. Ainsi les Yankees ont tendance à abandonner l'agriculture dans les États de la Nouvelle-Angleterre pour chercher des occupations, plus lucratives dans le Sud. Les fermes abandonnées par les Yankees sont occupées par les Canadiens français. Évidemment c'est à l'avantage des États-Unis. Les indigènes, eux aussi, ont tout à gagner de l'invasion d'une race supérieure. Sans doute, ils perdent les premières places qu'ils occupaient autrefois dans les fonctions administratives, mais ce malheur ne touche que quelques individus, les masses populaires profitent toujours, et le gouvernement est occupé par des gens plus capables et plus honnêtes, même s'ils sont étrangers (en ce moment, du moins, les indigènes sont dix fois plus heureux sous la domination britannique que sous leurs anciens princes). Si les autochtones ont le talent d'imiter les envahisseurs, ils économisent tout le temps nécessaire pour inventer et pour trouver des améliorations qu'apporte l'étranger. D'où l'on peut conclure que la liberté complète laissée aux migrations humaines, est la seule qui assurera le plus rapidement le maximum de bien-être, tant pour les envahisseurs que pour les populations indigènes. La liberté complète des migrations est aussi le procédé qui assurera le plus rapide perfectionnement de l'espèce humaine.

La cause qui pousse les gouvernements à mettre des en-

français, pour la même cause. Qui trompe-t-on ici ? comme dit Figaro. Deux nations ne peuvent pas être en même temps supérieures l'une à l'autre. Le mot supérieur implique un degré de comparaison. Si les Allemands sont inférieurs aux Français au point de vue mental, on comprend, à la rigueur, qu'ils prennent des précautions contre eux, mais alors on ne comprend plus que les Français en prennent contre les Allemands. C'est ce qui a lieu, cependant, si on empêche les voisins de l'Est de venir s'engloutir dans le flot français.

Quant l'esprit conservateur prend le dessus dans une société, elle commence à se décomposer. Alors elle est envahie par des sociétés plus vivaces. Les éléments nouveaux donnent une impulsion libérale et progressiste qui fait reparaître la vie. Puis, si cette société tombe encore dans un équilibre trop stable, il faut un nouveau flot d'invasion pour la tirer de sa torpeur, et ainsi de suite. Il n'y aura jamais deux sociétés possédant un développement égal, par conséquent il y aura toujours tendance à des infiltrations pacifiques : flux, d'une part, reflux de l'autre.

On peut ramener la vie des sociétés aux principes universels de la nature : trop de mouvement produit une existence incoordonnée et anarchique, donc précaire ; le mouvement à un plus faible degré, amène le maximum d'exubérance ; trop peu de mouvement donne la stagnation, puis la décomposition et enfin la mort. Mais la vraie difficulté consiste à trouver une mesure vraiment scientifique pour déterminer ces doses. C'est ce qu'il est encore, malheureusement, impossible de faire dans l'état actuel de la sociologie.

TABLEAU DE LA LU

MODES.	BUT.	
Par absorption.....	Tuer son semblable pour le manger.....	
Par élimination {	Alimentation.....	Substances.....
Éventuel..... {		Biens mobiliers privé
Permanent.... {	Tuer ou menacer de tuer pour s'emparer des :	Biens immobiliers p vés.....
Éventuel..... {	Richesse.....	Richesses mobilièr publiques.....
		Richesses immobilièr publiques.....
Permanent.... {	Tuer ou menacer de tuer ou me- nacer de peines pour s'emparer des :	Profits directs du go vernement.....
	Richesse et satis- faction d'amour- propre.....	Profits indirects du go vernement.....
Eventuel..... {	Satisfactions men- tales.....	Des idées....
Permanent.....	Tuer ou menacer de tuer ou me- nacer de peines ou accorder des faveurs pour im- poser :	Un type de civilisat

emploient naturellement aussi sous la forme défensive. On tue pour ne pas être mangé et indirects de son gouvernement, pour avoir le droit de parler et d'écrire, etc. Quand il s'agit de la civilisation, les indications données entre parenthèses sont l'appellation de l'action correspondante. Les indications données entre parenthèses sont l'appellation de l'action correspondante. Les indications données entre parenthèses sont l'appellation de l'action correspondante.

1. — Tableau en face de la page 403.

aussi un fait très fréquent, et, comme on l'a vu au chapitre précédent, on peut citer quelques cas d'assimilation opérés sans aucune mesure coercitive (l'Écosse anglicisée, la Lorraine francisée avant leur annexion à l'Angleterre et à la France, etc.).

Le progrès consiste simplement à abandonner les procédés les plus lents de l'adaptation au milieu, pour adopter les plus rapides. Il s'en faut, malheureusement, de beaucoup, qu'on agisse de la sorte. Néanmoins les sociétés civilisées ont déjà parcouru un chemin assez considérable, puisque les sept premières phases de notre tableau sont presque complètement dépassées.

Avant d'aller plus loin, nous devons faire une réserve qui nous paraît fort importante. Nous avons dit que la lutte pour l'existence a pour résultat l'élimination des faibles d'esprit. Nous ne voulons pas dire que toujours et partout l'être le plus intelligent l'emporte sur ceux qui le sont moins, ni les sociétés les plus cultivées sur les plus barbares. Il est évident que l'animal le plus stupide peut, dans certains cas, amener la mort d'un homme de génie, et qu'une société de sauvages peut détruire des centres brillants de civilisation. Mille facteurs agissent dans les luttes individuelles, comme dans les luttes collectives. Pour ces dernières, le nombre en tout premier lieu. Il est clair que dix millions d'hommes peuvent l'emporter sur cent mille, quelle que soit d'ailleurs la supériorité mentale de ces derniers. Il faut considérer de plus la moralité d'une société autant que son développement intellectuel. Nous le répétons, les facteurs sont innombrables. Mais, en général, et à la longue, les plus intelligents l'emportent toujours sur les moins intelligents. L'homme a triomphé sur tous les animaux, les sociétés civilisées sur les sociétés barbares.

De plus, il faut comprendre le principe de l'adaptation au milieu dans le sens large, qui considère autant le point de vue relatif que le point de vue absolu. Une société pacifique est supérieure à une société déprédatrice au point de vue absolu, mais elle peut lui être inférieure au point de vue relatif. Dans un milieu international livré à l'anarchie guerrière, un peuple qui pratiquera la politique de la mansuétude sera bientôt détruit par ses voisins. Autre chose est, d'ailleurs, l'offensive et la défensive. Il n'est ni rationnel, ni conforme à l'intérêt bien

LES PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE.

brement au profit du vainqueur, les services payés précédemment par ces impôts, doivent l'être par des taxes nouvelles, ils doivent cesser d'être rendus aux populations ¹. Quand le vainqueur ne prend que les places, le vaincu ne paye pas plus auparavant. Seulement les fonctionnaires, au lieu d'être des patriotes, sont des étrangers. Parfois ces derniers gouvernent mieux que les premiers (c'est le cas aux Indes, par exemple, les fonctionnaires anglais sont infiniment supérieurs aux fonctionnaires indigènes); alors il y a même bénéfice pour le vaincu. Enfin, passant à la lutte intellectuelle, il vaut mieux perdre les injustices, en ce qui regarde les intérêts de la culture nationale, que de perdre ses droits politiques. En effet, tant qu'on reste en possession de ceux-ci, on a toujours l'espoir et la possibilité d'obtenir la majorité dans les corps électoraux législatifs, et de modifier les lois à son profit.

On le voit, l'évolution de la lutte amène des résultats de plus en plus avantageux pour le faible et le vaincu, mais *jamais* ces faits n'ont été opérés dans son intérêt, *toujours* ils l'ont été uniquement dans l'intérêt du vainqueur. *Vae victis!* est la loi universelle de la nature.

Qu'est-ce qui a amené l'adoucissement du sort du vaincu? C'est d'abord la force des choses. Pendant la guerre du Péloponèse, les Athéniens assiégèrent et prirent Mélos. Tous les citoyens en état de porter les armes furent passés au fil de l'épée; les enfants et les femmes furent réduits en esclavage et transportés à Athènes avec tous leurs biens mobiliers. Mélos resta une île déserte. Pourquoi une victoire si complète était-elle possible? C'est simplement parce que Mélos avait seulement 22 000 habitants. Tant que les unités entrant en lutte étaient petites, la lutte pouvait se terminer par une extermination générale. Aujourd'hui ces pratiques ne sont plus réalisables. Les unités nationales sont devenues trop grandes. Il y en a qui comprennent jusqu'à 50 millions d'hommes. Naturellement il est impossible de massacrer 15 millions d'adultes et d'emmener en esclavage 15 millions de femmes et 20 millions d'enfants. Il faudrait massacrer systématiquement pendant des années entières, et,

Ainsi pour entretenir leur culte, les Irlandais devaient le payer en plus d'un dîme, qu'ils acquittaient au profit de l'Eglise anglicane, ou bien se passer de cérémonies religieuses.

pitié à part, il faudrait pour cela, de la part du vainqueur, un déploiement de force qui absorberait toutes ses ressources économiques. Quelle formidable armée ne devrait-on pas entretenir dans un pays, si l'on voulait fusiller tous ses citoyens adultes ? Il en est de même de la servitude. Quel effort ne faudrait-il pas accomplir pour transplanter 35 millions d'hommes sur le territoire du vainqueur et quel épouvantable trouble économique l'arrivée d'une si grande masse d'individus ne causerait-elle pas dans le pays du conquérant. C'est également vrai des confiscations de la propriété foncière. Songez à la difficulté de prendre possession effective de 52 887 612 hectares de terres¹. C'est donc la force des choses, la constitution de vastes unités politiques, qui a amené l'abandon des procédés économiques dans les luttes internationales et qui leur fait substituer les procédés politiques.

A un autre point de vue, on peut dire que la transformation des procédés de la lutte pour l'existence est la conséquence de la loi universelle de la biologie : tout être vivant fuit la douleur et recherche la jouissance. Les adoucissements du droit international ont été réalisés simplement pour diminuer la peine du vainqueur ou, si l'on veut, pour augmenter son plaisir.

Nous avons déjà dit ce qui a fait abandonner le cannibalisme, si tant est que ce procédé ait été pratiqué à une époque quelconque par toutes les sociétés humaines, affirmation qui paraît bien douteuse. D'abord l'homme était le gibier le plus difficile à tuer, ensuite on s'est vite aperçu que l'homme, grâce à son intelligence, était un bétail incomparablement supérieur à tous les autres. Au lieu de massacrer les vaincus, on a donc préféré en faire des esclaves. La pitié ou l'amour du prochain n'ont eu rien à voir dans cette conduite. Elle a été uniquement dictée par l'intérêt du vainqueur. C'est également cet intérêt qui transforma l'esclavage en servage et qui, dans une très forte mesure, conduisit même à la suppression totale de la servitude. Dans la société romaine, par exemple, toute la

1. C'est la superficie de la France. On dira peut-être qu'on l'a fait après la conquête romaine et sur une plus grande échelle. Nous ferons remarquer qu'à cette époque la superficie des terrains appropriés et mis en valeur était beaucoup moindre que de nos jours.

1 LES PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE.

hesse était constituée par la terre. Les citoyens les plus puissants voulurent s'approprier, naturellement, des domaines aussi vastes que possible. Mais quand ce but fut réalisé, ils se trouvèrent dans l'impossibilité de les cultiver eux-mêmes en entier. Ils en firent donc deux parts : l'une, qu'ils exploitèrent directement par leurs esclaves domestiques ; l'autre, qu'ils abandonnèrent aux colons, moyennant des redevances variant dans des mesures les plus diverses¹. La situation des serfs fut infiniment supérieure à celle des esclaves domestiques, mais l'amélioration de leur sort provint uniquement de l'intérêt des maîtres. Pendant tout le moyen âge les serfs rachetèrent parfois leur liberté pleine et entière. Cette évolution s'opéra en Angleterre dès tôt que dans les autres pays. Elle y était presque définitivement accomplie au xiv^e siècle. Mais quand les maîtres vendent la liberté à leurs serfs, ils le firent aussi pour leur propre bénéfice et non pour celui des vilains.

Une autre cause, à une époque plus récente, poussa à la suppression de l'esclavage. On s'aperçut que les pays où cette institution avait été introduite, prospéraient beaucoup moins que ceux où elle n'existait pas.

L'esclavage est surtout désastreux pour les maîtres. « En 1638 la première cargaison d'esclaves noirs, dit M. E. Reclus², arrivait dans la rade du Cap. Bientôt le nombre des asservis passa dans les plantations celui des hommes libres. Les conséquences de cet état de choses ont été les mêmes dans l'Afrique méridionale que dans les autres contrées tropicales : de grands domaines se sont constitués aux dépens des petits propriétaires ; les blancs ont appris à considérer le travail comme un déshonneur, l'immigration des hommes libres ne s'est faite que lentement et la prospérité de la colonie a été souvent entravée par le manque d'initiative et d'industrie³. » Si les colons hollandais avaient bien compris leur propre intérêt, ils n'auraient jamais permis l'introduction de l'esclavage au Cap.

Ajoutons de plus que l'esclavage démoralise rapidement les

1. Voy. Fustel de Coulanges, *l'Alleu et le domaine rural*, p. 43, 52, 362, 363 et 444.

2. *Nouv. Géogr. univ.*, t. XIII, p. 482.

3. « Une des causes de la prospérité de Puerto-Rico, c'est qu'elle a toujours eu peu d'esclaves, » dit le même auteur. (*Ib.*, t. XVII, p. 789).

présence des Africains cause aujourd'hui aux États-Unis. Certes, si on avait pu les prévoir, on se serait bien gardé d'introduire l'esclavage des nègres dans ce pays¹.

Quand les bandes déprédatrices furent mieux organisées, elles ne se contentèrent plus d'enlever les biens mobiliers, elles préférèrent s'emparer des biens immobiliers des vaincus : les terres, les maisons, et s'établir sur leur territoire. Cette nouvelle forme de la lutte fut aussi uniquement adoptée dans l'intérêt des vainqueurs. Beaucoup de richesses étaient d'un transport difficile. Ne pas rester sur place, pour en jouir, était donc une privation. De plus, les biens immobiliers représentent plus de valeur. En tout premier lieu, la terre qui, dans la période purement agricole, est la principale source de revenu. Puis, en s'emparant des terres, on s'emparait aussi des hommes qui les habitaient. Par l'esclavage, le servage, le colonat, le métayage ou le salariat, les cultivateurs d'un pays tombaient toujours sous la dépendance du maître de la terre, qui percevait les plus gros profits avec la moindre somme du travail. Cette transformation de la lutte, qui fut si profitable au vaincu, se fit aussi uniquement dans l'intérêt du vainqueur.

Le passage des procédés purement économiques aux procédés politiques s'opéra du moment où les unités sociales devinrent plus grandes et mieux organisées. Ce qui poussa à substituer la contribution de guerre au pillage direct des habitants d'un pays, ce fut encore l'intérêt du vainqueur. En 1871, les Allemands imposèrent à la France une contribution de 5 milliards de francs. Cela faisait 555 francs par famille française, si on prend, en moyenne, quatre personnes par famille. Il est évident que, si le gouvernement prussien avait voulu percevoir cette contribution directement de chaque famille française, il aurait éprouvé de grandes difficultés. D'abord chaque chef de famille aurait été matériellement incapable de déboursier 555 francs. Il aurait fallu faire une répartition au prorata de la fortune de chacun, ce qui aurait exigé un immense travail. Cette répartition une fois

inspirations purement philanthropiques. Ainsi Clarkson, Wilberforce, Granville, Sharp, Zacharie, Macaulay, Thomas Buxton et Stanley ne mettaient certes pas au premier plan les intérêts utilitaires. Ce qui les poussait à l'action, ce qui a fait abolir l'esclavage dans les colonies anglaises, c'est la pitié et l'amour du prochain.

1. Voy. E. Reclus, *Nouv. Géogr. univ.*, t. XVI, ch. VII.

VUE D'ENSEMBLE

accomplie, la perception des so
aurait créé encore des difficultés
eussent été grandes. Il aurait
complète, des plus complexes et
voir directement la contribution
tèrent tous ces embarras et tou
peut-être pas été couvertes pa
dans le système de la percept
gouvernement français, au lie
tribuable. Cette combinaison fi
pour le vaincu. Elle lui don
charge des cinq milliards sur u
terminé, et les hommes vivant
que 300 millions d'impôts pour
2 milliards 200 millions, n'était
pas du tout pour l'avantage d
traitèrent avec le gouvernemen
c'était pour l'avantage de l'Alle
tribution de guerre au tribut pe
du vainqueur. Dans ce cas, il s'
lui-même le capital qu'il a acc
cette charge sur le vaincu. Ains
tribut annuel de 17 237 000 fra
Supposez que les Turcs eussent
cette somme, soit, en capitalisan
De deux choses l'une : ou ils a
jours le même revenu, placer ce
ou ils l'auraient gaspillé. Dans l
donner des fatigues et des souci
la contribution une fois gaspi
plus aucun bénéfice. La combi
donc plus avantageuse. Et puis
un gros intérêt qu'un gros cap
de sujétion internationale plus
guerre. C'est donc une preuve c
vainqueur¹.

Au lieu de percevoir une p

1. Au point de vue économique il
surtout à une époque ancienne où le

est plus avantageux de les percevoir tous. Quand la résistance du vaincu est faible, quand sa soumission est facile, quand l'occupation permanente exige par conséquent peu de frais, la spéculation semble excellente¹. Aussi les conquérants ont-ils toujours préféré l'occupation directe au tribut permanent, toutes les fois qu'ils ont cru la première combinaison réalisable. Dans les années qui suivent la conquête, le gouvernement direct est plus cruel pour les vaincus que le tribut. C'est beaucoup plus tard, quand les intérêts des envahisseurs et des indigènes commencent à se solidariser qu'il leur devient plus avantageux. Mais les forts adoptent le gouvernement direct, sans se soucier ni des souffrances actuelles des faibles, ni de leurs avantages futurs. Ils l'adoptent simplement, parce qu'ils croient y trouver plus de bénéfice.

Voilà donc un pays livré à ses nouveaux maîtres. Quel est l'intérêt de ceux-ci ? Faire rendre à l'impôt la plus grande somme d'argent possible et en restituer au vaincu la plus faible part possible, sous forme de services publics et d'outillage national. Le vainqueur se souciera donc peu de la police ; il ne daignera pas de se préoccuper des faibles : *de minimis non curat prætor*. Les routes, les ports, les canaux, à quoi bon ?... Le vaincu transportera les produits sur son dos ; les sentiers suffiront. Pour charger des navires, au lieu d'un ouvrier, qui suffirait avec un bon quai, on en prendra dix parmi les populations vaincues. On leur donnera à tous les dix le salaire qu'aurait exigé un seul homme libre, et le navire sera chargé. Mais, même avec ce régime, les impôts ne donnent pas assez au gré du conquérant ; alors on leur superpose les privilèges et les monopoles. Les dominateurs seuls auront le droit de trafiquer dans le pays conquis, eux seuls auront le droit d'y exploiter les mines, d'y vendre certains produits, etc., etc.².

Malheureusement pour le conquérant, un pays ainsi gouverné rapporte très peu. Il n'y a pas de police : on vole sur les grandes

1. Elle se ramène, en dernière analyse, à un simple calcul commercial. Si les charges militaires que le vainqueur s'impose pour gouverner un pays l'emportent sur les revenus qu'il tire de ce pays, l'affaire est mauvaise ; si les revenus l'emportent, l'affaire est bonne. Mais les charges militaires sont en raison directe de la résistance des vaincus.

2. Le régime que nous décrivons ici est presque exactement celui que les Espagnols ont imposé à l'Amérique.

es plus frappants. Autrefois les Espagnols s'étaient réservé le monopole du commerce de Cuba. A la faveur des guerres napoléoniennes, les Anglais séparèrent la métropole de la colonie et, en moins de dix mois, la Havane fut visitée par mille bâtiments. En 1815, on essaya de rétablir le monopole, mais l'absurdité de cette mesure devint évidente, même pour des esprits aussi étroits que les Espagnols. La liberté du commerce fut rétablie en 1818. Il est manifeste qu'on peut percevoir plus de droits d'importation et d'exportation sur la charge de mille navires que sur celle de douze¹. Telles sont les circonstances qui ont amené la transformation de la lutte politique et qui ont fait abandonner les profits directs pour les profits indirects. Cette dernière forme est évidemment de beaucoup plus avantageuse pour le vaincu que la forme précédente, mais, elle aussi, est uniquement adoptée dans l'intérêt du vainqueur.

Nous avons déjà exposé comment les luttes politiques se sont transformées en luttes intellectuelles, comment les efforts tentés pour dénationaliser les sociétés, sont devenus la préoccupation principale des gouvernements. Encore ici on a compris un jour que l'homogénéité de l'État constitue un immense avantage, mais c'est toujours au profit de la nationalité du vainqueur qu'on a entrepris la lutte intellectuelle. L'homogénéité sociale s'entend toujours comme un accroissement de la nationalité des dominateurs. Les procédés coercitifs, qui sont généralement employés aujourd'hui, loin de hâter le travail de l'assimilation au profit des nationalités les plus puissantes, le retardent au contraire. Un jour on comprendra cette vérité et on abandonnera des procédés plus imparfaits, pour en adopter de plus parfaits. Les vaincus en bénéficieront évidemment, parce qu'ils seront débarrassés du despotisme politique, source de maux considérables. Mais ce n'est certes pas par humanité, par amour du prochain ou pour le bénéfice des faibles, qu'on abandonnera les procédés coercitifs. Les nationalités les plus fortes ont l'expansion la plus puissante. Elles imposeront aux plus faibles l'obligation de ne

1. C'est le nombre de navires qui abordaient tous les ans dans cette île à l'époque du monopole espagnol. Aujourd'hui l'île de Cuba rapporte près de 50 millions de francs à l'Espagne. Il est évident que s'ils s'étaient réservé le monopole du commerce, jamais ils n'auraient pu obtenir de si gros bénéfices. (Voy. Reclus, *Op. cit.*, t. XVII, p. 701-702).

d'être, hélas ! des massacreurs aussi impitoyables que les croyants de tout autre dogme.

III

Une autre conclusion se dégage de l'examen des faits : c'est l'inefficacité des procédés inférieurs dans la phase postérieure. Nous en avons incidemment parlé dans différents chapitres de cet ouvrage. Ici nous pouvons considérer ce sujet dans son ensemble.

Si l'on veut manger une plante, un animal ou un homme, il faut le tuer. Dans la phase alimentaire, la mort du vaincu est le procédé rationnel. Mais, dès que la lutte entre dans la phase économique, tout homicide, loin de mener au résultat désiré, mène au résultat contraire. Tout homicide détruit un producteur, donc la production. Donc le procédé de la lutte alimentaire n'est plus efficace dans la lutte économique. Un homme va chez un usurier. Il lui demande un prêt à 5 p. 100. L'usurier en demande cinquante. L'homme se fâche et tue l'usurier. L'usurier est mort, mais pour peu qu'il ait caché ses trésors, le but de l'emprunteur n'est pas atteint, puisqu'il n'a pas eu son argent à 5 p. 100. Si tous les usuriers de la terre craignaient d'être massacrés, le taux de l'intérêt ne serait pas 5 p. 100, mais 5000 p. 100. On ne peut pas abaisser le taux de l'intérêt avec des baïonnettes, par la raison toute simple qu'on ne peut pas produire de la richesse en la détruisant.

De même, les procédés économiques ne sont pas efficaces dans la lutte politique. Celle-ci a pour but de procurer à un certain groupe d'hommes les profits directs ou indirects du gouvernement d'un pays conquis. Or il est évident que toute diminution de la richesse du vaincu amène une diminution des profits du dominateur. Si l'on confisque les propriétés mobilières ou immobilières des habitants d'une région annexée, on amène une telle perturbation économique qu'immédiatement la production de la richesse (donc la possibilité de payer des impôts), diminue dans une proportion immense. Cette vérité a été comprise depuis quelque temps par les gouvernements des peuples civilisés. Ils ont presque complètement abandonné les procédés économiques dans les luttes politiques. Quand les Allemands ont

aussi, les centres de forces prépondérantes attirent la matière ambiante. Quand un État a acquis une grande puissance il soumet les sociétés qui l'environnent. Cette soumission ne se fait pas uniquement par force, mais aussi, parfois, de gré. Tel a été l'empire romain dans l'antiquité. Il a conquis un grand nombre d'États du bassin de la Méditerranée, mais plusieurs cités (Rhodes par exemple) et des pays entiers (la Thrace, entre autres) se sont librement fondus dans l'association romaine. De même les plus brillantes civilisations rayonnent avec une puissance irrésistible et leur puissance d'attraction est en rapport direct avec la splendeur de leur développement. Les nations les plus avancées ont fait de nombreuses acquisitions par la force des armes, mais si elles renonçaient à ce procédé imparfait, elles en feraient de plus rapides encore par leur puissance de rayonnement. La civilisation européenne fait des conquêtes pacifiques fort importantes sans verser une goutte de sang : le Japon, par exemple. A Sana, en Arabie (dans un pays, où jamais aucune puissance européenne n'a exercé de domination), il y a un hôpital entièrement dirigé par des médecins français.

« Les planètes, dit encore M. du Prel¹, étant parvenues à un état d'équilibre, sont conservatrices, les comètes ne l'ayant pas acquis, sont anarchiques. » C'est encore exactement ce qui se passe au sein des sociétés. Libres de disposer de leurs destinées, les nations se seraient groupées en vertu des lois naturelles de leur affinité réciproque. Elles seraient devenues conservatrices, comme les planètes. Cela ne veut dire qu'elles auraient renoncé au mouvement (pas plus que les planètes ne s'arrêtent dans leur course vertigineuse); cela veut dire seulement qu'elles auraient remplacé les mouvements anarchiques internationaux par des mouvements coordonnés. Elles seraient devenues conservatrices, quant aux procédés de la lutte, en se tenant aux plus parfaits. Comme les comètes dans le ciel, les grands conquérants sont des perturbateurs, des anarchistes dans les sociétés. Ils mettent toute leur énergie à contrecarrer l'évolution rapide de l'humanité.

Dans le domaine purement mental, comme dans le domaine

1. Du Prel, *Op. cit.*, p. 166.

VUE D'ENSEMBLE

politique, il y a aussi une gr
nes astronomiques. Quand une
sidéral, elle suit d'abord une
peu elle est obligée de se soum
conforme aux lois du système
née. La marche de l'esprit h
Il arrive à la connaissance
blissement d'un ordre réguli
de l'erreur. « Quand il fut rec
sont inexplicables, si l'on a
système de Ptolémée fut aba
cial de l'opinion. Elle se form
siologique que l'erreur. Mais
conformité avec le monde e
la conserve, tandis que l'erre
qu'elle ne s'adapte pas aux

Tout le processus biologique
êtres non adaptés au milieu
adaptés au milieu. L'être l
celui qui a la conception la
l'on veut, celui qui possède la
lutte, après s'être opérée ent
célestes et entre espèces ani
tions, c'est-à-dire, en définit
de l'univers, puis chaque nat
individuelles. La lutte entre de
à la lutte entre deux civilisa
espèce? Une équilibration par
tité de matière vivante et le
civilisation? Une équilibration
térieurs et leur image intern
d'hommes déterminé. L'hom
célestes jusqu'aux amas stella
d'une espèce différente de l'
en dehors de son village. Un
ception scientifique de l'unive
se produit une conception con

1. Du Prel, *Op. cit.*, p. 222.

cerveaux deviennent très dissemblables. Si nous pouvions les observer avec des grossissements de plusieurs milliards, nous apercevriions des différences de structure très considérables. Déjà on en voit quelques-unes. « La troisième circonvolution frontale, dit M. Crichton Browne¹, est grande et complexe chez les hommes de puissance mentale supérieure, petite et simple chez ceux de capacité médiocre. » Il y a peut-être autant de distance entre un cerveau scientifique et un cerveau théologique qu'entre le cerveau d'un homme et celui d'un gorille. Le cerveau d'un homme qui pense beaucoup, absorbe plus de sang. L'organe, plus nourri, s'accroît. Bientôt la boîte osseuse est obligée de s'accroître à son tour². L'épine dorsale change aussi de forme pour supporter un poids plus lourd, et ainsi une modification psychologique amène peu à peu une transformation physiologique ou morphologique, c'est-à-dire l'apparition d'une variété, puis, à la longue, d'une espèce nouvelle. C'est par ces procédés que l'homme s'est différencié de son ancêtre animal. C'est par ce procédé qu'il se différenciera encore. La lutte intellectuelle est une continuation du processus biologique, un des moments de la lutte entre espèces. Seulement, grâce aux documents historiques, nous pouvons observer les plus petites péripéties de ce combat, chose que nous ne pouvons pas faire pour la lutte entre les animaux. faute de renseignements. Supposons que l'espèce panthère succombe un jour sous les coups de l'espèce tigre. Qu'est-ce que cela voudra dire ? Simplement ceci : qu'à un certain moment l'espèce tigre a été mieux adaptée aux conditions du milieu que l'espèce panthère. Quand nous voyons les Indiens de l'Amérique succomber sous les coups des Européens, cela veut dire également qu'à une certaine époque l'Européen était mieux adapté aux conditions du milieu social que l'Indien. Les espèces les mieux adaptés ont survécu, les autres ont péri. C'est ce que nous observons aussi dans l'humanité : les sociétés progressistes gagnent constamment du terrain sur les sociétés conservatrices. Les Européens ont presque triplé en moins d'un siècle. Ils étaient 174 millions

1. *Revue scientifique* du 6 février 1892.

2. On sait, par les mensurations de Broca, que la capacité crânienne des Parisiens du XIV^e siècle est inférieure à la moyenne de la capacité crânienne des Parisiens actuels.

VUE D'ENSEMBLE SUR LES L

en 1788. Ils sont plus de 450 millions et considérons l'aire, leur extension est encore. Il y a juste quatre siècles (1492), sur 135 millions de carrés, superficie des continents de notre époque en occupaient 8230 000, aujourd'hui ils en occupent 135 millions. Ils possédaient alors les six centièmes de la superficie actuelle, ils ont aujourd'hui les sept dixièmes.

L'évolution biologique n'est qu'un effort de temps. Les organismes les plus simples sont les plus isolés. Chacune d'elles était obligée de faire tout compte toute la série des actes nécessaires à la vie, produisant un gaspillage de temps énorme. Dans un organisme comme le corail, la coordination de milliards de cellules est assurée en quelques minutes¹. Le gain est immense. C'est la tendance à l'économie du temps qui a permis le travail dans les êtres vivants. Par cela même, les fonctions s'accomplissent simultanément, permettant un immense accroissement d'intensité vitale. L'homme ne pouvait plus penser, pendant que s'opéraient ces opérations, nombre d'heures, que nous pourrions consacrer à autre chose. Il serait sensiblement diminué et les connaissances que nous pourrions acquérir pendant notre vie, deviendraient de moins en moins.

La même chose se répète dans les phénomènes sociaux. Si, pour bâtir une maison, le même homme devait être tour à tour terrassier, maçon, charpentier, vitrier, peintre, etc., il devrait employer beaucoup plus de travail que les ouvriers de ces différents métiers concurremment. Si chaque atelier mécanicien devait fabriquer tous les genres de machines, il faudrait beaucoup plus de travail pour produire une quantité donnée de machines que si on partageait la besogne entre des ateliers spécialisés. L'individu était tour à tour agriculteur, marin, artisan, ministre, etc., l'intensité de la vie sociale était de beaucoup inférieure à celle que produit la spécialisation de ces fonctions. « Le problème en mécanique sociale

1. Voir Levassieur, *la Population franç.*, t. III, p. 100.

2. E. Hermann, *Sein und Werden in Raum und Zeit*.

nique industrielle, dit M. P. Laffitte ¹, est de réduire la perte de force au minimum possible », c'est-à-dire de supprimer le temps. « Le monde, dit encore M. Delbœuf ², se meut vers la pensée... qui élabore ses conceptions de jour en jour avec moins de mécomptes, avec plus d'économie et d'épargne. » C'est en vertu de cette loi générale de l'économie du temps dans l'évolution biologique, que la guerre sera supprimée. Le plus fort a d'abord mangé le plus faible ; plus tard le plus fort a fait travailler le plus faible ; plus tard encore le plus intelligent a exploité le plus bête ; enfin le plus intelligent s'attribuera les fonctions les mieux rétribuées et forcera le moins intelligent de se contenter des fonctions les moins bien rétribuées. Tous ces changements se sont accomplis et s'accompliront dans l'avenir pour économiser le temps. Quand on comprendra que la dénationalisation coercitive est plus lente que l'assimilation spontanée, on ne voudra plus gaspiller le temps exigé par le premier procédé. On voudra gagner ses concurrents en vitesse et on renoncera aux guerres de conquête par *intérêt* et non par charité.

Le travail de l'assimilation s'accélérera quand la civilisation sera plus répandue sur notre globe, à mesure que les nations se ressembleront davantage.

Pour porter l'eau à l'ébullition, il faut lui faire traverser successivement tous les degrés de chaleur intermédiaire entre sa température et 100 degrés. Plus sa température sera élevée, plus l'ébullition sera rapide. Pour faire passer une peuplade d'anthropophages à une civilisation supérieure, il faut lui faire traverser successivement tous les stades de l'évolution sociale. En tout premier lieu, il faut supprimer le cannibalisme, établir la sécurité, faire naître la richesse qui, à la longue, produira les besoins intellectuels et leur assurera une prédominance sur tous les autres ³. Il faut donc un temps très long pour imposer une civilisation à une peuplade sauvage. Si, au contraire, on a affaire à une société plus avancée, la besogne est moins lourde. D'où l'on peut déduire que les civilisations se pénètrent

1. *Le paradoxe de l'égalité*. Paris, Hachette, 1886, p. 86.

2. *La matière brute et la matière vivante*. Paris, Alcan, 1887, p. 175.

3. C'est ce que les missionnaires ne comprennent pas. Ils commencent par la fin. Ce que le civilisé doit tout d'abord assurer au sauvage, c'est la sécurité, pour transformer la lutte alimentaire en lutte économique, puis en lutte intellectuelle.

VUE D'ENSEMBLE SUR I

d'autant plus facilement qu'elles se
entendu quand on supprime toute co

Considérons d'une part l'Angleterre
la Chine et la France. Comme les
ressemblent beaucoup, les idées, les
plaisanteries même des Français se
Angleterre. Donc le rayonnement de l
ici avec une très grande économie de

Au contraire, pour amener des Ch
françaises, il faut un temps infinimen
France une plus grande perte d'éner
l'expansion des idées françaises (je p
un exemple qui s'applique à toutes le
tageux que toutes les nations soient
terre, plutôt que barbares comme la C

Il n'est pas avantageux, dans le co
recevoir la contre-valeur d'une marc
avantageux de recevoir une autre ma
la sienne, parce que, dans ce cas, on fi
même temps qu'en exigerait une seul
Il en est de même dans l'échange inte
des idées à l'Angleterre, mais elle en
Un Français qui a été en Angleterre,
nouvelles, y a aussi reçu des idées noi
opérations à la fois, c'est-à-dire réalisa
Le Français en Chine ne peut exercer
car la mécanique chinoise, par ex
directe pour un ingénieur sorti de l'l
donc gaspillage d'énergie mentale po

Tout ce qui précède nous fait ent
d'assimilation sera accéléré quand la
remplacé la phase politique, bref, q
primée entre sociétés civilisées.

1. Autre choses, si le Français veut étudier
elle-même, au point de vue sociologique, pour
lution de l'esprit humain. Dans ce cas le Chir
elon pour le Français. C'est un autre point de

V

Que faut-il entendre, cependant, par la suppression de la guerre? On doit se garder ici des utopies et des chimères. Il faut pas abandonner le terrain solide des réalités. Pas plus que le meurtre, la guerre ne sera jamais supprimée complètement sur notre globe. Mais l'état de guerre perpétuel entre nations civilisées sera supprimé en vertu de lois naturelles, auxquelles peuvent se soustraire ni les souverains les plus despotiques, ni les chefs de parti les plus puissants. Quand se produira cet événement? Nul ne peut le dire. Napoléon I^{er} affirmait qu'en moins de cinquante ans l'Europe serait républicaine ou cosaque. Malgré les chemins de fer et les télégraphes, que Napoléon ne pouvait pas prévoir, les idées ne marchent pas aussi vite, dans le monde, qu'il l'avait imaginé. Cet exemple doit nous prémunir contre toute prédiction hasardée, quant à l'époque où l'ordre nouveau remplacera l'ancien. Mais quant à l'inévitabilité de l'événement lui-même, il faut être absolument aveugle pour ne pas la voir.

La distinction entre la guerre et l'état de guerre est facile à saisir. En 1793 la France et la Vendée ont combattu de la façon la plus atroce. Cependant, après la fin des hostilités, on n'a pas mis de fortifications entre ces deux pays. On n'a pas levé des armements plus nombreux qu'avant la rupture de la paix. On n'a pas vu alors, la Touraine, l'Anjou et le Poitou s'armer jusqu'aux dents pour résister à une nouvelle invasion de la Vendée. De même en Amérique. La guerre de Sécession a coûté la vie à deux millions d'hommes; elle a amené un gaspillage de capitaux épouvantable. C'est une des guerres les plus acharnées et les plus sanglantes, non seulement de notre siècle, mais de tous les siècles. Néanmoins, après la capitulation de Lee, les troupes fédérales furent complètement licenciées. Les forces des États-Unis furent immédiatement réduites de 2 millions à 100 000 hommes. Aucune fortification ne se dresse aujourd'hui sur les frontières qui séparaient autrefois les États du Nord de ceux du Sud. Bref, en France comme aux États-Unis, les citoyens font la guerre, mais ils ne vivent pas à l'état de guerre.

Un homme quitte sa maison et sort dans la rue. Il peut parfaitement arriver qu'un individu se jette sur lui et le tue, soit pour le voler, soit pour se venger de lui. La police la plus vigilante n'empêchera jamais les assassinats. Les hommes ne deviendront jamais parfaits ; il y aura toujours parmi eux des cas pathologiques produisant des crimes et des délits. Malgré cela, en sortant, aucun de nous ne s'arme de sabres ni de revolvers. Des assassinats s'accomplissent de nos jours dans les villes les plus peuplées et les mieux administrées, mais ils sont des exceptions et non la règle. Ainsi les différentes provinces d'un État se font parfois la guerre, les différents citoyens d'une ville aussi, mais, en temps normal, leurs rapports sont juridiques et non anarchiques : ils vivent à *l'état de paix*, non à *l'état de guerre*.

Il en est autrement dans les rapports internationaux. En droit, chaque État indépendant est *souverain*, c'est-à-dire libre de déclarer la guerre à chaque instant, à son gré et pour des motifs dont il est seul juge. Il en découle que, dans les relations internationales, *l'état de guerre est la règle*. Les nations sont comme des animaux sauvages, toujours prêts à se jeter les uns sur les autres pour se dévorer. Si la paix subsiste pendant quelques années, c'est un accident, voilà tout. Dans les rapports juridiques la guerre est un cas pathologique, dans les rapports anarchiques la paix est une chance heureuse. Mais la paix n'amène jamais de désarmement, précisément parce qu'elle n'est pas considérée comme l'état normal.

Eh bien, cette situation ne pourra pas durer éternellement. La guerre ne sera jamais complètement supprimée sur la terre, pour deux raisons principales. Si les hommes étaient capables d'établir la justice parfaite, ils pourraient encore rêver la paix perpétuelle. Mais jamais la justice des hommes ne sera parfaite, parce que jamais ils ne connaîtront la vérité absolue. Il arrivera donc toujours que des individus ou des groupes d'individus préféreront mourir, plutôt que de se soumettre à des sentences qu'ils considéreront comme injustes : de là des guerres. La seconde raison, c'est que l'homme ne sera jamais absolument sain ni au physique, ni au moral. Les cas pathologiques sont inévitables, les cas de folie se produiront toujours. Dans les sociétés les plus civilisées, il y a des fous qui se jettent sur les passants et qui en

tuent quelques-uns. Il y a des aberrations collectives, comme des aberrations individuelles. Il y aura donc toujours des crimes internationaux, c'est-à-dire des guerres. Mais, comme les assassinats dans nos sociétés civilisées, elles deviendront des anomalies.

Voilà ce qu'un grand nombre de personnes ne veulent pas admettre. Les esprits attardés dans la conception biblique de l'univers, le considèrent comme immuable. Ils ont beau constater les changements qui s'opèrent dans leur propre personne, de l'enfance à la vieillesse ; ils ont beau constater des transformations perpétuelles dans le milieu physique : voir le granit le plus dur désagréé par les agents atmosphériques, les chaînes de montagnes rongées par les torrents, les vallées comblées par les alluvions ; ils ont beau constater l'instabilité de toutes les institutions humaines, par les annales de l'histoire, tout cela ne parvient pas à leur ouvrir les yeux. Ils croient que les temps sont révolus, que l'état social dans lequel nous vivons aujourd'hui, ne subira plus, à l'avenir, aucune modification. Ces hommes ont beau avoir conscience de ne pas penser comme leurs pères, ils s'imaginent que leurs enfants penseront toujours comme eux.

Eh bien, ces hommes se trompent grossièrement. La matière ne connaît ni trêve ni repos, car matière et mouvement sont deux conceptions identiques que nous scindons seulement par une aberration de notre esprit. L'univers est un perpétuel devenir et les temps ne sont pas plus révolus en 1893, qu'ils ne l'ont été à aucune époque de la durée. Nos institutions se modifieront dans l'avenir, comme elles se sont toujours modifiées dans le passé.

Dans quel sens ? Voilà ce que la science nous permet d'entrevoir. La matière tend constamment à l'équilibre. L'équilibre biologique, c'est l'adaptation au milieu. L'adaptation au milieu est une corrélation entre les objets extérieurs et leur image intérieure, c'est-à-dire la vérité. La vérité est la suppression de la notion de l'espace et du temps. L'économie du temps pousse à l'association. L'association, composée d'abord de quelques cellules, est arrivée à comprendre des centaines de millions d'hommes. Il y a un véritable aveuglement à s'imaginer que le jeu des lois universelles cessera en 1893. Il faut faire preuve d'une ignorance vraiment infantine, pour affirmer que le processus biologique s'arrêtera dans son cours. Or, ce cours,

c'est la survivance des plus aptes, c'est-à-dire des plus intelligents. C'est en vertu de cette loi que les luttes entre sociétés humaines ont passé de la phase physiologique à la phase économique, puis politique et enfin intellectuelle. Or, la lutte intellectuelle ne pourra s'exercer avec le maximum d'intensité que par la suppression de l'état de guerre. Cet état sera donc supprimé, parce que le mouvement ne s'arrêtera jamais dans l'univers.

Nul ne pourra contester que la guerre est un moyen et non un but. L'être animé désire vivre et non mourir. Même les hordes les plus sauvages, les Huns d'Attila, les Tartares de Gengis-Khan, auraient préféré ne pas combattre, si les peuples avec lesquels ils se trouvaient en contact, eussent exécuté leurs ordres sans hésiter. Les Allemands désiraient, en 1870, l'unité de leur pays et l'Alsace-Lorraine. Si les Français s'étaient rendus à ces vœux, il est évident que les Allemands eussent été enchantés de ne pas faire la guerre et de rester tranquillement chez eux.

Quand bien même il y aurait des hommes pour qui massacrer leurs semblables constituerait un plaisir (ce n'est plus le cas chez les nations civilisées, heureusement), ces hommes ne considéreraient pas leur propre massacre comme une jouissance. Or, dans chaque guerre, s'il y a beaucoup de morts parmi les vaincus, il y en a toujours un certain nombre parmi les vainqueurs.

Les grands carnages que signale l'histoire, proviennent soit de la fureur engendrée par la résistance, soit du désir de terrifier le vaincu pour rendre sa soumission plus complète. Sans doute, l'homme s'est parfois enivré de sang et a tué pour le plaisir de tuer, mais ces cas ne peuvent se produire que dans des conditions assez exceptionnelles et par conséquent rares. Ce que l'homme cherche ici-bas, c'est son bien personnel, non le mal de son semblable, et cela nullement par philanthropie, mais par égoïsme. Faire du mal aux autres, uniquement en vue de ce motif, c'est perdre le temps qu'on pourrait employer à améliorer sa propre condition.

L'homme n'hésite jamais à sacrifier son semblable, quand il y va de son intérêt; mais l'intérêt est la cause, le sacrifice n'est que l'effet. La guerre n'est qu'un moyen d'obtenir certains avantages et un moyen bien désagréable, même pour les

LES PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE.

rts. Tout le monde n'est pas de cet avis. La guerre a des ns qui lui attribuent la puissance d'améliorer les races es, physiquement et mentalement.

partisans de la guerre peuvent, cependant, se diviser en amps. Les premiers admettent qu'elle a été un bien- is le passé, mais qu'elle est une nuisance dans le présent ; res, qu'elle est un bienfait encore aujourd'hui.

nous élevons de toutes nos forces contre l'idée que la a pu être utile à n'importe quelle époque de l'histoire. r du moment où l'homme n'a plus eu besoin de tuer son ble pour le manger, la guerre est devenue une nuisance, elle l'est aujourd'hui. M. de Molinari, dans de nombreux es sur l'évolution économique¹, affirme à plusieurs s que la guerre a été utile dans le passé, parce qu'elle a é la civilisation des attaques de la barbarie.

isonnement pêche par la base. Il néglige de prendre sidération que, dans chaque guerre, il y a forcément aillant. Nous ne disons pas que les peuples civilisés tort de se défendre, nous disons que les barbares ont de les attaquer. Mais, dira-t-on, les barbares n'avaient développement mental suffisant pour comprendre leurs bien entendus. C'est précisément ce que nous affirmons lieux les hommes comprendront leurs intérêts véritables, and sera leur bien-être. C'est parce que les barbares guerre, qu'ils sont pauvres et misérables.

l'attaque est-elle toujours venue de la barbarie ? Est-ce Romains, qui ont envahi la Gaule sous César, n'étaient s civilisés que les Gaulois ? Combien ne pourrait-on pas d'exemples de ce genre ! D'ailleurs, la question se pose 'hui d'une façon toute différente. La barbarie est vaincue ptée ; elle n'est plus à craindre. C'est entre nations s que se font les guerres les plus atroces. Si on ne peut ander à un Mousselekatsi, à un chef des sauvages Ma-, la connaissance des lois de l'économie politique, on est , il nous semble, de la demander à un « génie », comme bismarck. Actuellement, il n'y a plus de barbares en ; il y a toujours des guerres et plus terribles que

évolution économique au XIX^e siècle, l'Évolution politique et la a, la Morale économique, le Programme économique.

jamais. Aujourd'hui encore les sociétés ont parfaitement raison de se défendre, mais elles ont tort d'attaquer. Or tout ce que nous écrivons ici, ne s'adresse qu'aux assaillants.

Le nombre de personnes qui considèrent la guerre comme un bienfait, va toujours en diminuant. Elle est tenue pour une nuisance par l'immense majorité des hommes civilisés. Les plus pessimistes affirment qu'elle ne pourra pas être supprimée de sitôt, mais ils pensent tout de même que sa suppression marquerait l'âge d'or de l'humanité. La paix universelle est considérée comme un paradis irréalisable, mais comme un paradis, cependant. Supposez que l'heure de l'abolition de la guerre eût sonné, il y a trois mille ans. Nous, les hommes du xix^e siècle, nous aurions bénéficié d'un long passé de progrès et de bien-être. Nous avons montré, au chapitre iv, que, sans les dépenses militaires d'un seul siècle (et seulement celles qui *peuvent être calculées*) chaque habitant de l'Europe aurait moitié plus de revenu qu'aujourd'hui¹. Mais si on pouvait compter les pertes causées par les guerres depuis trente siècles ! Sans la destruction de richesses qu'elles ont produites, la face du globe serait entièrement différente. Les guerres ont été nuisibles dans le passé, comme elles sont nuisibles dans le présent et comme elles seront nuisibles dans l'avenir. Soutenir que la destruction de la richesse a été un *bien* au x^e siècle avant notre ère, au xv^e siècle après Jésus-Christ, mais un *mal* au xix^e, est la plus singulière des contradictions. Elle provient, nous le répétons encore, de ce qu'on ne songe qu'à la défense (qui est un bien), mais non à l'attaque (qui est un mal).

Les partisans de la guerre affirment tout d'abord qu'elle a une grande importance au point de vue physiologique, parce qu'elle produit une sélection de l'espèce humaine, par l'extermination des races inférieures.

Nous sommes loin de contester que la disparition des races

1. Exactement 474 francs au lieu de 1000 (Voy. p. 229). On ne pourra pas être taxé d'exagération, sans doute, en évaluant les pertes produites par la guerre depuis trois mille ans, au décuple de cette somme. Si chaque famille européenne avait aujourd'hui 6000 francs de revenu, cela serait sinon la richesse, du moins l'aisance. Avec 6000 francs de revenu par famille, il n'y aurait plus de question sociale. Beaucoup produire, ne pas gaspiller, telle est la véritable marche à suivre pour arriver au bien-être universel. Toutes les autres solutions sont des utopies et des chimères.

inférieures ne soit un bienfait, mais nous nions absolument que la guerre soit le procédé le plus rapide pour arriver à ce résultat.

Tout d'abord, si la guerre est une sélection, elle est une sélection à rebours. « Chaque race, dit Hellenbach ¹, a des qualités, mais aussi des défauts qui ne sont pas supprimés par la guerre. D'après les opinions de M. Hartmann, le vainqueur devrait éliminer le vaincu et épouser ses femmes. De nos jours, cela n'arrive jamais ² ; l'unique résultat de la guerre est un changement de frontière et quelques milliards de dettes. » Non seulement les guerres entre nations civilisées n'opèrent aucune sélection favorable, mais elles sont, au contraire, un des agents les plus efficaces de l'abâtardissement de notre espèce. En effet, « le canon décime aveuglément l'élite de l'humanité ; les individus mal constitués survivent et transmettent leurs défauts à leurs descendants ³ ». Et il en a été toujours ainsi dans le passé comme il en est dans le présent. Jamais on n'a envoyé combattre les estropiés ni les incurables.

Et puis, il y a un autre ordre de considérations encore plus important. Nous avons montré le véritable processus de la sélection naturelle dans les sociétés humaines, provenant des migrations spontanées ⁴. D'une part le fait économique : les plus capables montant aux échelons supérieurs de la hiérarchie et faisant descendre les plus incapables aux échelons inférieurs. Ces derniers individus, ayant une plus forte mortalité, sont éliminés peu à peu. D'autre part le fait physiologique des croisements : les plus beaux trouvant plus facilement à se marier et assurant leur descendance ⁵. Or la guerre a toujours empêché les migrations et les croisements. L'hostilité, provenant des massacres, élevait entre les groupes humains des murailles de Chine qui arrêtaient, dans une très forte mesure, l'effet bienfaisant de la sélection produite par des causes physiologiques et économiques.

La guerre a produit aussi une sélection à rebours au point de

1. *Die Vorurtheile der Menschheit*. Vienne, Braumüller, t. I, p. 186.

2. On peut même dire, qu'il arrive juste le contraire. Ainsi il y eu a certainement moins de mariages entre Allemands et Français, après 1870 qu'avant cette année.

3. Hellenbach, *Die Vorurtheile der Menschheit*, p. 189.

4. Voir le chapitre *la Croissance et de la Décroissance*.

5. Voir le chapitre *Procédés physiologiques*.

vue international. Les nations, adonnées plus particulièrement au perfectionnement de leur outillage mental qu'au perfectionnement de leur outillage militaire, ont péri. Dans un milieu anarchique, l'outillage militaire était, en effet, la nécessité dominante. Mais on ne peut pas dire que la destruction des sociétés pacifiques soit à inscrire de l'actif de l'humanité. Le contraire est la vérité. Il faut, sans doute, beaucoup d'intelligence pour créer une organisation militaire parfaite, mais il en faut encore davantage pour créer une organisation scientifique parfaite. Quand les sociétés sont distraites de la seconde besogne par la nécessité de s'occuper de la première, il y a un recul général de l'humanité. La guerre n'a donc jamais hâté la sélection dans notre espèce, ni au point de vue individuel, ni au point de vue collectif; elle l'a toujours retardée.

Un autre bienfait attribué à la guerre, est d'avoir formé, en un temps relativement court, ces grandes agglomérations politiques qui sont devenues de puissants foyers de civilisation. C'est encore une erreur manifeste, selon nous. Les besoins économiques auraient toujours poussé les sociétés à entrer en relations juridiques les unes avec les autres. Le commerce nous en donne une preuve. Les nécessités du trafic ont créé des codes internationaux qui ont été appliqués pendant de longues périodes, et dans les régions les plus éloignées, sans aucune sanction gouvernementale. Ces relations juridiques devenant plus nombreuses, auraient fini par former des liens politiques et de vastes fédérations. Évidemment, la guerre n'a jamais hâté ce mouvement, elle l'a toujours retardé. Sans l'effet perturbateur des massacres, les grandes agglomérations humaines se seraient organisées beaucoup plus tôt. La fédération de peuples civilisés serait un fait accompli depuis de nombreux siècles, sans les haines et les animosités provenant de la guerre.

Mais c'est par rapport à la sélection mentale que la guerre a eu les effets les plus funestes. Ici encore, les idées de notre temps sont entachées de l'erreur la plus complète.

Comme le sacrifice de sa vie est le plus grand que puisse faire un homme, on s' imagine que la guerre porte la tension de l'esprit au plus haut degré possible. Ce n'est pas le cas, cependant. Par la nature même des choses, les batailles ne peuvent pas durer longtemps. La guerre sera toujours un

paroxysme, une crise, jamais un état normal de la vie quotidienne. Par cela, la tension produite par la guerre, quoique très forte, est de courte durée. La tension produite par la concurrence économique et mentale est, au contraire, perpétuelle. Voilà pourquoi elle exige, en dernière analyse, une dépense infiniment supérieure de fluide nerveux.

Or la guerre empêche la concurrence économique et mentale d'arriver au maximum de puissance. C'est parce que nous sommes en état de guerre avec l'étranger, que nous le traitons sur un pied différent que nos compatriotes. On ne cherche pas à garantir Paris de la concurrence de Lyon, mais on croit indispensable de le garantir de la concurrence de Londres. Or si Paris et Londres ne pouvaient jamais se faire la guerre (c'est-à-dire s'ils faisaient partie d'une même unité politique), Paris aurait été soumis à la concurrence de Londres dans une mesure aussi forte qu'il subit aujourd'hui celle de Lyon. Avec deux concurrents, au lieu d'un seul, la tension économique serait plus forte. Il en est de même de la lutte mentale. La guerre crée l'hostilité entre les États. A cause de cette hostilité, on refuse à l'étranger la plénitude des droits de citoyen. Cela rend l'émigration plus difficile, cela empêche les membres des sociétés les plus capables d'occuper partout les premières places. Les indigènes sont mis ainsi à l'abri de la concurrence mentale et, naturellement, la tension de leur cerveau diminue. Or cette tension, c'est la vie, c'est le progrès, c'est le seul espoir de triompher dans la lutte pour l'existence, de conserver l'individualité nationale. Loin de tâcher de l'affaiblir, il faut tâcher de la fortifier par tous les moyens possibles. C'est parce que la guerre diminue la tension mentale qu'elle est si funeste.

L'histoire offre de nombreux exemples de nations qui, jouissant d'une paix profonde, se sont endormies dans un sommeil léthargique. Par contre, celles qui étaient toujours à l'action, celles qui étaient toujours à batailler quelque part, conservaient la vigueur et l'exubérance. Alors on a attribué cette santé, cette puissance d'expansion à la guerre. Ici encore on a pris l'effet pour la cause. Les nations ne sont pas vivantes parce qu'elles sont belliqueuses, elles sont belliqueuses parce qu'elles sont vivantes.

de M. de Moltke : « La paix perpétuelle est un rêve, mais n'est pas toujours un beau rêve. La guerre fait partie de l'ordre de choses établi par Dieu. Elle développe les plus nobles vertus de l'homme : le courage, l'abnégation, l'esprit de sacrifice. Le soldat fait fi de la vie. Sans les guerres, le monde tomberait en pourriture et se perdrait dans le matérialisme. » On pourrait d'abord demander à M. de Moltke s'il a assisté au conseil de Dieu à l'époque, où selon lui, il méditait de créer les mondes. Vraiment le feld-maréchal traite un peu Dieu de compère et compagnon. M. de Moltke se disait chrétien. Qu'il nous montre la page de l'Évangile où Dieu sanctifie la guerre. Mais laissons le terrain religieux. La guerre, prétend le feld-maréchal prussien, développe les sentiments généreux. C'est possible. Mais elle ne développe pas moins les instincts sauvages que nous avons tant de peine à comprimer en nous. Est-ce qu'elle ne fait pas de l'homme un animal sanguinaire, débridé et sans frein ? Est-ce qu'elle ne le ravale pas, de plus, à l'état de la brute, puisque la guerre est absolument sans aucun résultat utile quatre fois sur cinq ? Le soldat fait fi de sa vie. C'est vrai, mais, hélas ! il fait aussi fi de celle des autres ! M. de Moltke rangerait-il parmi les plus nobles vertus de l'homme ce levain de haine et de brutalité, que la guerre laisse après elle pendant de si longues années, quelquefois pendant des siècles ? Cette haine, à son tour, produit l'exclusivisme national, c'est-à-dire l'agent le plus efficace de la stagnation de la pensée humaine. La suppression de la guerre doit amener la pourriture. Alors les Huns ont été au point culminant de l'élévation morale et les Suisses sont tombés, de nos jours, au dernier degré de la décomposition. Qui oserait soutenir un pareil paradoxe ?

Enfin, selon M. de Moltke, la guerre doit produire le matérialisme. Tuer le plus grand nombre de créatures raisonnables dans le moins de temps possible, c'est de l'idéalisme ; tâcher de les faire vivre aussi heureuses et prospères que le comportent les conditions de notre planète, c'est du matérialisme. M. de Moltke nous fera difficilement accepter des affirmations aussi singulières. D'ailleurs, nous comprenons parfaitement ce qu'il entend par matérialisme. C'est la destruction des fables enfantines servant à étayer la puissance de petites minorités ; c'est la reconnaissance universelle du principe que le gouverne-

ment existe pour le peuple et non le peuple pour le gouvernement. Selon M. de Moltke, l'ordre établi par Dieu, consiste à obliger des millions d'hommes à se couper la gorge, afin de procurer à quelques privilégiés des titres, des honneurs et de gros apanages.

Le feld-maréchal prussien a seulement raison dans un seul cas. Sans doute, l'homme qui défend son droit ou ses idées, même au péril de sa vie, est admirable. Mais le bourreau qui le tue est hideux. S'il n'y avait plus de bourreaux, il n'y aurait plus de héros, dirait M. de Moltke. Mais il oublie qu'il y a un courage moral, comme un courage physique. Le premier est même infiniment plus rare. Dire la vérité et rien que la vérité est un héroïsme bien plus profitable à notre espèce que consentir à se faire massacrer.

On n'a jamais considéré les habitants d'une ville, où l'on peut se promener impunément dans les rues, sans risquer d'être assassiné à chaque instant, comme corrompus et stupides. Au contraire, la population d'une ville où ces assassinats se produiraient, serait considérée comme arrivée au dernier degré de l'immoralité et de la dégradation. Mais on affirme que nous tomberons dans la plus basse abjection et dans la plus honteuse décrépitude, le jour où les États cesseront de pratiquer cet assassinat collectif qui s'appelle la guerre. Quelle étrange contradiction ! Non, en réalité, il est aussi dégradant de se massacrer entre concitoyens d'une ville qu'entre nations civilisées. On le voit, les gens qui attribuent des vertus morales à la guerre se trompent grossièrement.

La lutte pour l'existence durera aussi longtemps que la vie subsistera sur notre globe. Mais il ne s'ensuit, en aucune façon, que les procédés imparfaits par lesquels elle s'opère aujourd'hui entre les sociétés humaines, seront éternels. C'est ce qu'un esprit gothique et borné, comme M. de Moltke, ne pouvait pas comprendre.

VI

Il ne viendra jamais de jour où la terre sera complètement adaptée aux besoins de l'homme, parce que l'esprit humain

pourra toujours concevoir un état de choses plus parfait que l'état présent. On n'inventera pas d'instrument non susceptible d'amélioration. Par conséquent la lutte entre le monde inorganique et l'homme ne finira jamais. Nous ne pourrons jamais nous passer de nourriture. Le combat contre le règne végétal et animal sera donc éternel. Nul ne préférera être pauvre plutôt que riche. On sera toujours poussé à faire la concurrence à son voisin, pour avoir plus de bénéfices. Les entrepreneurs voudront payer moins de salaires, les ouvriers recevoir plus de salaires. Même si le salariat était remplacé par la participation aux bénéfices, on se disputerait sur la grandeur des parts. Il y aura donc toujours des luttes économiques. Jamais l'organisation des États n'atteindra partout la même perfection ; des sociétés mal gouvernées auront intérêt à s'associer à des sociétés bien gouvernées. Les conditions du milieu se transformant constamment, tel groupement territorial, précédemment avantageux, cessera d'être avantageux. On sera amené à vouloir le modifier. Il y aura donc toujours des luttes politiques. Cinq cent mille Allemands se sont établis en Pensylvanie. Ceux d'entre eux qui parlent encore leur idiome originel, se servent d'une masse de mots anglais. Il s'est formé ainsi un dialecte qui possède aujourd'hui une littérature et peut être considérée comme une langue nouvelle ¹. Comme en Pensylvanie, les langues se différencieront à l'avenir et il naîtra de nouveaux dialectes, les uns vivaces, les autres éphémères. Ces dialectes se combattront ; les uns gagneront, les autres perdront du terrain. Les fluctuations des frontières linguistiques dureront encore fort longtemps et avec elles les luttes nationales ². Jamais l'homme ne connaîtra la

1. Voy. Stoecklin, *les Colonies et l'émigration allemande*. Paris, Westhauser, 1888, p. 167.

2. Peut-être pas toujours. On peut supposer que, par éliminations successives, une langue finira par l'emporter sur toutes les autres. Comme les moyens de communication vont toujours en se perfectionnant, il sera peut-être possible de ramener constamment cette langue à l'unité ; d'une part, en donnant constamment le droit de cité à des termes nouveaux, de l'autre, en ne consacrant pas certains provincialismes, ce qui pousserait peut-être à leur abandon. Chez les sauvages d'Amérique, des groupes de quelques milliers d'individus parlent des langues particulières, tandis que 110 millions d'hommes sur notre globe parlent l'anglais. Plus la civilisation avance, plus l'universalité des langues pourra être grande. Il est possible que l'une d'elles triomphe sur toutes les autres. Dans tous les cas ce triomphe exigera un temps

vérité absolue. Sa conception de l'univers se modifiera constamment, et les luttes entre ces différentes conceptions seront éternelles.

Quand une religion ne fait pas de propagande, on fait de la propagande sur son domaine. Ainsi la Bulgarie est envahie par des missionnaires protestants et catholiques. Si un système philosophique ne gagne pas du terrain, un autre gagne du terrain à son détriment, donc il en perd. Supposons que, dans une société, il y ait 60 p. 100 d'idéalistes et 40 p. 100 de matérialistes. Si tous les jeunes gens, arrivant à l'âge de raison, adoptent le matérialisme, bientôt la proportion précédemment établie, sera modifiée. Pour ne pas perdre du terrain, il faut donc faire constamment de nouveaux adeptes.

Tout est relatif en ce monde. Les Français sont actuellement près de 45 millions. C'est la trente-neuvième partie de la population du globe. D'après des calculs probables, notre planète aura 5 milliards d'habitants en 2072. Si les Français sont aussi 45 millions à cette époque, ils ne formeront que la cent onzième partie de la population de la terre¹. Leur nombre absolu sera resté le même, leur nombre relatif et leur puissance d'assimilation auront sensiblement diminué. Donc, pour ne pas perdre du terrain, une nationalité doit en gagner. Elle sera toujours poussée à répandre son type à l'extérieur, donc à continuer le combat intellectuel.

Oui, les luttes seront éternelles. Mais il ne s'ensuit pas qu'on trouvera plus avantageux de diminuer le nombre de producteurs pour augmenter, soi-disant, la richesse; de diminuer le nombre des êtres pensants pour augmenter, soi-disant, l'idéalisme. La lutte sera éternelle et la victoire appartiendra toujours aux plus intelligents, mais les procédés changeront. Ce qui établit aujourd'hui la prééminence mentale, c'est la possibilité d'opérer sur une plus grande échelle que ses concurrents, un massacre sans pitié et une tuerie féroce. Eh bien, il viendra un jour où l'on découvrira un critérium moins ruineux pour déterminer la supériorité intellectuelle des sociétés.

très long. Voilà pourquoi nous n'avons cependant pas employé le mot *toujours*, dans ce passage de notre texte.

1. C'est la proportion qui existe aujourd'hui entre le grand-duché de Saxe-Weimar et l'Europe entière.

VII

Ce qui empêche un grand nombre d'hommes d'admettre ces conclusions, c'est qu'on identifie l'idée de la lutte avec l'idée du massacre.

Il s'en faut de beaucoup, cependant, que, même dans l'état de barbarie actuelle, toutes les luttes soient sanglantes dans nos sociétés. Les grèves sont un combat entre le travail et le capital. Cependant, fort souvent, elles sont pacifiques. Il y a même plus. Quelques ouvriers ont déjà compris que le combat économique ne peut réussir qu'à condition d'être pacifique. « La violence, disait un travailleur des docks de Liverpool, en 1890 (à l'époque d'une grève générale), nous ferait perdre le fruit de bien des années d'efforts ; nous ne sommes pas assez riches pour y recourir ¹. » Ces paroles sont très remarquables. Elles démontrent que, dans l'opinion de cet ouvrier, les luttes pacifiques sont *plus avantageuses* que les luttes sanglantes. N'est-il pas étrange que les ouvriers soient arrivés à cette conception exacte des lois de la nature, plus tôt que les hautes classes ?

Le langage tenu par les chefs du parti socialiste allemand, est identique à celui de cet ouvrier anglais. MM. Bebel et Liebknecht ont déclaré, à plusieurs reprises, qu'ils ne commettraient pas la sottise de descendre dans la rue, pour servir de cibles aux nouveaux fusils à petit calibre. En effet, à quoi leur servirait une émeute ? A se rendre odieux à la majorité des gens tranquilles et à renforcer le militarisme ? Désormais le bulletin de vote est une arme plus efficace. Les socialistes le comprennent parfaitement en Allemagne. Quand ils formeront la majorité au Reichstag, l'Allemagne changera de face et bien *plus vite* que par dix révolutions sanglantes.

Depuis longtemps on a une intuition de la vérité que nous cherchons à démontrer dans ce travail. Le langage usuel emploie souvent les termes de la stratégie militaire en des circonstances où il ne coule pas une goutte de sang. « X, dit M. Walpole ², avait été opposé à Z du consentement universel ; X avait fait ses

1. *Revue des Deux Mondes* du 15 avril 1890, p. 801.

2. *History of England*, t. IV, p. 23.

preuves. C'était un ennemi que Z lui-même ne pouvait pas dédaigner. Forcé, par les fautes de ses partisans, de livrer bataille sur un terrain mal choisi, mal soutenu par ses collègues, il avait remporté une victoire décisive presque par ses seuls efforts. » Le lecteur pense, sans doute, qu'il s'agit dans ce passage de quelque engagement militaire. Du tout, il est question d'une séance du Parlement anglais. X n'est pas un général, mais un ministre, Russell, et Z, un chef de l'opposition, R. Peel¹. On dit : *les batailles parlementaires, la lutte des avocats, le combat des partis*. A propos de discussions dans les assemblées législatives, on dit *l'engagement a été vif* ; un tel a fait *une violente sortie* ; un autre une *défense vigoureuse*. Enfin le ministère a été *attaqué dans les derniers retranchements, il a été forcé de capituler* ; sa *défaite a été une déroute*, etc. Ce n'est pas en vain qu'on emploie ces expressions, car la stratégie et la tactique des luttes mentales sont basées sur les mêmes principes que celles des luttes armées. Les gros bataillons, l'organisation parfaite, le courage, l'abnégation, la discipline, l'élan, la constance, la fermeté, l'activité infatigable, le talent des chefs et enfin les circonstances favorables sont aussi utiles dans les campagnes intellectuelles que dans les campagnes militaires.

Dans la tactique, les analogies sont très grandes également. Les mouvements tournants servent autant dans les discussions que dans les batailles. L'attaque de front réussit rarement. Dites à un catholique fervent que le pape n'est pas infailible. Il se signera et se dérobera pour ne pas entendre ces blasphèmes. Ou, s'il est obligé de vous écouter, vos paroles n'entreront pas dans sa compréhension. Pour l'amener à admettre cette vérité, il faut un mouvement tournant. Il faut montrer que l'univers est

1. Un autre exemple. Voici un passage du *Journal des Débats*, où il est question de simple polémique, de la presse. « La campagne en faveur de la réduction du service militaire en Allemagne poursuit son cours régulier, et ses diverses « périodes » se succèdent dans l'ordre rigoureusement classique que nous nous sommes si souvent plu à signaler : 1^o engagements courts, mais vifs et répétés, des tirailleurs de la presse politique ; 2^o entrée en ligne des soutiens officieux et intervention aux bons endroits de l'artillerie de corps et de position (presse technique) ; on rétablit l'ordre dans le combat d'abord un peu confusément mené et le tir est soigneusement rectifié ; 3^o jonction et concentration de toutes les forces, assaut général et enlèvement de la position..., c'est-à-dire des augmentations de crédits indispensables. » On le voit, rien que des expressions militaires.

régi par des lois absolues : qu'il n'y a jamais eu de miracles, jamais de révélation, etc. Par cette voie indirecte, on peut réussir beaucoup plus vite. Les feintes, les surprises, les ruses s'emploient dans les discussions, comme dans les batailles.

L'organisation des propagandes est toujours calquée sur l'organisation de nos armées permanentes, parce que l'organisation de ces dernières est la plus parfaite que les hommes aient inventée ici-bas. On prend, même parfois, les noms de la hiérarchie militaire pour les appliquer aux propagandes pacifiques : *l'armée du Salut* a, par exemple, ses maréchaux, ses généraux, ses capitaines, etc.

VIII

Si la suppression des massacres stupides est désirable, il n'en est pas de même des autres formes de la lutte entre sociétés humaines. La lutte économique, sous forme de concurrence, est le nerf, la raison même du développement de la richesse publique. Sans la concurrence, aucun progrès ne sera possible dans l'outillage industriel, aucune diminution dans le prix des produits. C'est à juste titre que les économistes considèrent le laissez-faire, le laissez-passer (c'est-à-dire la concurrence universelle), comme l'alpha et l'oméga de leur science.

Quant aux luttes intellectuelles, elles sont peut-être encore plus désirables que les luttes économiques. Considérez les petites villes de province. Les industriels et les boutiquiers s'y font encore une certaine concurrence; mais les discussions intellectuelles y sont très rares. Rien n'agite la calme somnolence de ces villes, qui semblent presque endormies dans le tombeau. Jetez un trouble au milieu de cette mare stagnante. Faites-y arriver, par exemple, un prédicateur qui prêche une religion nouvelle. Donnez-lui la liberté de soutenir ses opinions. Ne le faites pas appréhender au corps par le premier sergent de ville venu. Immédiatement l'agitation se met dans les esprits; des assemblées se réunissent, des discussions s'engagent, des passions se réveillent, des antagonismes s'affirment, des partis se forment; on organise la propagande; les conservateurs forment une contre-propagande; bref, au lieu de la stagnation somnolente,

apparaissent la vie et le mouvement. On attribue la décadence profonde des provinces romaines à la perte de l'indépendance politique, à la suppression des guerres que les petits États se faisaient entre eux. Ce n'est pas tout à fait juste. Cette décadence provient non pas de la suppression d'un genre de lutte particulière (la lutte politique), mais de la suppression des luttes en général. A l'époque de la conquête romaine, le développement intellectuel était encore très faible dans l'occident de l'Europe. La lutte politique entre les cités entretenait vraiment l'ardeur des citoyens et la vie dans les sociétés. Quand le ressort du patriotisme local fut brisé, sans être remplacé par aucun autre, la stagnation et la mort devaient s'ensuivre naturellement. En Italie, au xvi^e siècle, la vraie cause de la décadence ne fut pas autant la conquête espagnole que la réaction catholique. Les Espagnols occupèrent Naples et le Milanais. Une portion assez considérable de l'Italie resta indépendante. Quand même Charles-Quint eût conquis toute la péninsule, son développement intellectuel et économique n'eût pas été arrêté, si, malheureusement, la liberté de penser n'avait été détruite en même temps que la liberté politique.

Si abjecte que soit la guerre, elle doit être encore préférée à la paix, si elle est l'unique moyen d'assurer la vitalité des sociétés. Depuis longtemps, heureusement, il n'en est plus ainsi en Europe. De nos jours, les questions de nationalité sont au premier plan ; bientôt elles absorberont toutes les préoccupations populaires et arriveront à la conscience sociale. De plus, les luttes économiques prennent une importance qui est en raison directe du développement de la richesse. Craindre que la stagnation puisse se produire aujourd'hui par la suppression de la guerre, c'est craindre de vains fantômes.

Avec les progrès de la civilisation, les luttes augmentent en nombre et en acuité. Les grèves monstres se produisent de nos jours dans les pays libres. Dans les pays despotiques, le gendarme et la troupe y mettent promptement bon ordre. Les coalitions étaient défendues en France jusqu'en 1864. De même les luttes politiques ne sont possibles, sur une vaste échelle, qu'avec la liberté. Enfin, dans le domaine intellectuel, nous rappellerons seulement au lecteur les passions soulevées par le romantisme. A la première représentation d'*Hernani*, il y eut presque un

combat corps à corps. Certes, les luttes de ce genre ne se seraient pas produites au Maroc ou en Turquie. Plus une école de peinture est vivace, plus elle donne de talents individuels. Entre ces personnalités hors ligne, l'intransigeance est en raison directe du mérite. Quand Delacroix exposa sa *Barque de Dante*, en 1822, ce fut une explosion de colère et d'indignation. Cependant Delacroix a triomphé. Non seulement il est placé aujourd'hui au premier rang des maîtres, mais, de plus, l'école française a suivi, dans une certaine mesure, la voie qu'il a indiquée et a abandonné les routines classiques de David et de ses élèves. Dans un pays où il n'y aurait pas de peinture, des luttes entre écoles ne pourraient naturellement pas se produire.

Combien M. Zola n'a-t-il pas d'ennemis aujourd'hui? Pourquoi? Parce que son genre est nouveau. Si tous les écrivains d'un pays adoptaient la même formule, il n'y aurait plus de lutte, mais il n'y aurait plus de littérature. L'architecture moderne a été tuée par l'adoption universelle de certains procédés. Cet art, le premier de tous, a cessé de faire vibrer nos cœurs, parce qu'à proprement parler les architectes, en imitant toujours les Grecs et les Romains, ont cessé d'être des artistes et sont devenus de simples artisans¹. Que faut-il pour ressusciter l'architecture : un audacieux qui brise les anciennes formules, qui détruit l'idole gréco-romaine. Certes, il rencontrerait une formidable opposition. Ce qu'il faut donc pour infuser une vie nouvelle au premier de tous les arts, c'est la lutte des écoles². Cette lutte existe dans une certaine mesure en sculpture, dans une mesure un peu plus forte en peinture et en musique. La vie qui circule dans ces arts est en raison directe de l'ardeur batailleuse qui les agite.

Il est évident également, que plus la production scientifique d'un pays sera considérable, plus la masse d'idées versées dans le public sera grande, plus le choc de ces différentes idées et

1. Qui va voir les œuvres d'architecture exposées aux Salons annuels? Qui les discute? M. Zola, Wagner ont suscité des haines féroces. Quel architecte moderne a eu une pareille fortune?...

2. Elle s'est affirmée en architecture depuis que Viollet-le-Duc et ses émules ont montré la valeur de l'art ogival. Par malheur, elle est encore confinée dans les livres; on continue toujours à bâtir selon les vieilles traditions pseudo-classiques.

de ces différentes théories sera violent. Qu'un système de philosophie triomphe dans un pays tout entier, immédiatement il devient un pur formalisme sans ressort intérieur, une routine, comme notre architecture moderne.

Ainsi le nombre des luttes ira en augmentant¹. C'est non seulement inévitable, mais, nous dirons plus, souverainement désirable, tant qu'elles se feront par les procédés rationnels.

Comparez la Russie et l'Angleterre. Dans le premier pays, une torpeur somnolente. Des millions d'hommes uniquement occupés de leurs petites affaires individuelles, de leurs intrigues de clocher. En Angleterre, au-dessus de ces mouvements, nous en voyons une quantité d'autres. Des milliers de journaux se livrent à des polémiques furieuses; les questions politiques passionnent jusqu'aux couches les plus profondes de la société. Périodiquement, les élections au Parlement produisent des luttes d'une vivacité extrême. Des meetings monstres se réunissent à toute occasion. Pour peu qu'une question intéresse vivement le pays, les discussions y entretiennent la fièvre la plus intense. Enfin, pendant la session législative, la Chambre des communes et la Chambre des lords sont des arènes où se livrent les joutes oratoires les plus émouvantes et des combats acharnés finissant à coup de vote. Quel mouvement, quelle activité! La Russie fait l'effet d'une nécropole en comparaison de l'Angleterre.

1. C'est ce que M. Paul Leroy-Beaulieu affirme aussi dans le passage suivant : « On peut dire que les différences des conceptions et les rivalités des ambitions parmi les hommes maintiendront toujours un état de lutte dans l'humanité et que cette lutte est l'essence même du genre humain. La lutte prendra suivant le temps des aspects divers : aujourd'hui les guerres internationales sont devenues moins fréquentes; elles tendent à être remplacées par des discordes intestines, des luttes industrielles, des conflits fréquents entre patrons et ouvriers; c'est à tout prendre un moindre mal : le sang humain du moins n'y coule pas à flot; s'il en résulte des souffrances, des privations, des déperditions de richesse, elles ont moins d'intensité, de généralité et de durée. » (*Économiste français* du 4 avril 1891, p. 418.) Les grèves d'ouvriers sont nuisibles les trois quarts du temps. Elles ne produisent qu'un gaspillage de richesse. Elles ruinent l'ouvrier autant que le patron, sinon plus. Elles sont un procédé de lutte fort imparfait. Les ouvriers ont aujourd'hui d'autres moyens, plus économiques, pour faire valoir leurs droits. Mais si ce n'était pas le cas, si les ouvriers n'avaient pas d'autres moyens, il faudrait reconnaître que les grèves sont utiles, malgré les pertes qu'elles causent. Les grèves remplaçant les émeutes, les chambres syndicales remplaceront probablement les grèves; la lutte emploiera des procédés de plus en plus parfaits, mais elle existera toujours.

Songez à ce qui se passera sur la terre le jour où chaque société aura le droit de disposer de ses destinées politiques, c'est-à-dire le droit de se détacher d'un État pour s'annexer à un autre. Tous les citoyens n'auront certes pas le même désir au même moment. Quelle propagande, quelles campagnes, quelles agitations électorales il faudra faire alors pour réaliser ces aspirations ! Ce sera vraiment le mouvement perpétuel. Les gouvernements seront constamment sur le qui-vive, les alertes seront continuelles. Aujourd'hui comme les choses sont simples ! Si une province veut se séparer, on envoie quelques régiments contre les « rebelles », on massacre quelques milliers d'individus et tout rentre dans le repos et la léthargie. Sûrs qu'ils seront massacrés à la première tentative d'améliorer leur sort, les hommes vivent dans une inertie somnolente, voisine du fatalisme oriental. Les gouvernements, au lieu de travailler à entretenir la puissance du ressort humain (ce qui serait leur véritable devoir), tendent partout à le briser.

La paix c'est la mort, la lutte c'est la vie. Plus le nombre des états augmentera dans les sociétés, plus les intérêts économiques, politiques et intellectuels s'organiseront pour livrer des combats incessants, plus les sociétés seront parfaites, plus haut l'homme s'élèvera sur l'échelle des êtres. Si, un jour, tous les hommes faisaient la même chose, ils deviendraient des automates vivants. Ce n'est pas l'odieuse et fade monotonie, l'impitoyable symétrie, qui doivent constituer le but de nos aspirations les plus ardentes. Non, c'est la diversité, l'agitation, le mouvement... en un mot la lutte, en un mot la vie !

Le maximum de développement de l'espèce humaine sera atteint le jour où le dernier des ouvriers s'intéressera aux choses de l'esprit, le jour où il pourra se former des opinions personnelles sur la politique, la religion et la philosophie, le jour enfin où il sera un homme dans la véritable acception de ce mot. Certes, cet idéal sera difficile à atteindre, mais il faut y tendre de toutes nos forces. Nous nous y acheminons lentement, mais inévitablement. Déjà, dans les pays très civilisés, tous les citoyens savent lire et écrire ; bientôt ils auront de plus quelques idées scientifiques. Le jour n'est pas bien loin où chaque famille, dans les pays cultivés, recevra un journal, si modeste qu'il soit.

LES PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE.

rs arrivent au pouvoir, ils profitent des améliorations réalisées par leurs devanciers, comme Philippe II a profité de la ~~mirable~~ expansion du peuple espagnol. Mais, au lieu d'apporter aussi leur pierre à l'édifice merveilleux du progrès, ces hommes néfastes ne rêvent que stagnation et immobilité. Dans la haine de tout ce qui est changement, expansion, activité, dans la haine, de tout ce qui est exubérance, bonheur et joie, dans la haine, enfin, de tout ce qui vit, ils voudraient étouffer tout mouvement, ils voudraient l'immobilité lugubre et sombre de la mort. S'ils réussissaient dans leur œuvre funeste, s'ils parvenaient à étouffer la pensée humaine, des nations jeunes, pleines d'éblouissantes espérances et de généreuses aspirations, se couvriraient dans le tombeau avant le temps, comme de pâles jeunes filles que la mort a touché de son aile.

Quelle espérance peuvent avoir les nations d'éviter un si triste avenir? Quelle puissance pourra vaincre l'esprit meurtrier du conservatisme? L'acuité de la lutte mentale. Considérons ce qui se passe aujourd'hui dans le domaine politique. On sait que la Prusse a adopté dernièrement le fusil à répétition. La Russie conserve encore le fusil ancien, à tir coup pour coup. Si la guerre venait aujourd'hui entre les Allemands et les Russes, ces derniers se trouveraient dans une condition d'infériorité qui rendrait leur défaite plus probable. Le gouvernement russe comprend parfaitement, par une cruelle expérience, renouvelée en 1854 et 1877, que cette infériorité est d'une gravité extrême¹. Il sait de plus que, de nos jours, les luttes politiques sont devenues impitoyables. Autrefois on combattait des années pour s'enlever une petite province². Aujourd'hui le vaincu peut perdre la moitié

des provinces. Mais tandis que ces dernières ont avancé, les premières sont restées stationnaires. Les sauvages sont, en dernière analyse, des conservateurs invincibles.

1. C'est à l'infériorité de son outillage militaire national que la Russie doit sa défaite pendant la guerre de Crimée. En 1857, la ligne était armée, en Russie, d'un très mauvais fusil. Seule la garde avait déjà reçu le fusil Berdan qui était pas inférieur au fusil Henry Martiny, des Turcs. Si la garde n'avait pas été amenée sur le champ de bataille, en 1857, la victoire eût été peut-être indouteuse pour les Russes. Dans tous les cas elle leur aurait coûté des sacrifices énormes d'hommes et d'argent.

2. La guerre de Sept ans ne fit que consacrer pour l'Autriche la perte de la Silésie. Or la Silésie ne composait qu'une bien petite partie du territoire autrichien, en 1758. La guerre de 1788-1792, entre la Russie et la Turquie, valut à la dernière puissance la perte d'une trentaine de milliers de kilomètres

de son territoire. Il n'y a donc plus à plaisanter. La question de l'armement est devenue d'une importance si grave, que toute considération de conservatisme et de nationalisme doivent être mises de côté. Aussi tous les gouvernements, même ceux qui sont le plus profondément imbus des principes du droit divin, sont absolument radicaux dans les questions militaires. Toute organisation, tout armement inférieur à celui de l'ennemi est immédiatement abandonné sans regret et sans pitié.

Il n'en a pas été toujours ainsi. Quand Solim III voulut imposer le fusil et la baïonnette aux janissaires, ceux-ci se révoltèrent et le détrônèrent. Ils déclarèrent qu'ils voulaient vivre et combattre avec les armes de leurs pères.

L'esprit conservateur l'emportait dans une question d'armement. Le malheur des Turcs c'est que, sur le champ de bataille, ils étaient égorgés comme des moutons par des ennemis possédant des armes plus parfaites que le *yatagan* de leurs pères. La démonstration de l'ineptie du conservatisme était si évidente qu'elle s'imposait d'une façon irrésistible. Mahemoud II, voyant qu'il ne pourrait pas briser l'opposition des janissaires, prit le parti de les faire massacrer.

Les nations européennes ne montrent plus aucun conservatisme dans les affaires militaires. Ainsi on a proposé dernièrement à la Russie le fusil Lebel perfectionné. Les expériences ont donné les résultats les plus brillants. La nouvelle arme est une merveille. Sans aucune hésitation la Russie l'a adoptée. Si on lui donne seulement deux années de temps, son armement sera transformé. C'est avec une activité fébrile qu'on pousse la fabrication du nouveau fusil.

On le voit, le gouvernement russe n'a pas hésité un seul instant à adopter une arme plus parfaite que l'ancienne. Il ne s'est pas soucié de savoir si l'inventeur était un Russe ou un étranger. Il comprend que la nationalité de l'inventeur n'a rien à voir en cette affaire. Le gouvernement russe ne s'est pas soucié non plus, en aucune façon, de savoir si cette arme allait modifier des habitudes anciennes. Le soldat s'était accoutumé au fusil Berdan. Eh bien, il s'accoutumera au fusil Lebel, et le plus

carrez entre le Boug et le Dniestr, pays qui était alors presque désert et sans valeur. Tandis qu'en 1878 la Turquie perdit la moitié de son territoire européen, et si on avait laissé faire la Russie, elle en aurait perdu les trois quarts.

tôt sera le mieux. Les officiers instructeurs mettront leur zèle à déraciner les anciennes habitudes dans le temps le plus court possible.

Est-ce par amour du progrès que le gouvernement russe adopte le fusil nouveau? Hélas! non. Engagé en ce moment dans une réaction aveugle, le gouvernement russe est rien moins qu'ami des nouveautés. Quel est donc le mobile qui le fait agir? Un seul : la cruelle nécessité.

Mais ce fusil Lebel, qui paraît une merveille aujourd'hui, sera une vieillerie démodée, en moins de quelques années. Il y a quinze ans, le fusil Berdan paraissait aussi le *nec plus ultra* de l'art. On parle d'une nouvelle invention de M. Giffard, qui remplace la poudre par des gouttelettes de gaz condensé. Quel que soit l'avenir de cette invention, on peut affirmer une chose certaine : l'esprit humain ne s'arrêtera pas plus en 1893 qu'il ne s'est arrêté en 1876. On a beau se bercer éternellement de la douce illusion que le fusil fabriqué est le dernier, cette illusion est toujours démentie par la réalité des faits.

Pour renouveler son armement tous les dix ou quinze ans, il faut beaucoup d'argent. Pour qu'une société ait beaucoup d'argent, elle doit beaucoup produire ; pour produire beaucoup elle doit avoir les meilleures institutions religieuses et politiques. Or pour avoir les meilleures institutions, il faut constamment améliorer celles que l'on possède, donc être libéral et non conservateur. L'important pour une nation n'est pas de garder l'arme *de ses pères*, l'important est de posséder à chaque moment donné l'arme la plus parfaite. L'important pour une nation n'est pas de garder la religion ou les institutions de ses pères, mais d'avoir à chaque moment la religion et les institutions les plus parfaites. Par exemple, l'Église orthodoxe, en Russie, est tombée dans une profonde décadence. Figée dans un dogme immuable depuis des siècles, ayant renoncé à toute liberté¹, elle se confine dans un ritualisme purement extérieur et n'exerce aucune action sur les âmes. Le clergé est ignorant et corrompu. Comme les microbes se jettent sur un corps en décomposition, une infinité de sectes attaquent l'Église ortho-

1. Ainsi, quand un prêtre orthodoxe veut faire un sermon (ce qui est très rare), il doit l'écrire auparavant et le soumettre à la censure de ses supérieurs hiérarchiques. On comprend combien ce sermon peut être vivant.

VUE D'ENSEMBLE SUR

doxe. Le peuple russe a des aspirations très profondes. Son Église officie d'aucune façon. Il se jette dans les bras en Allemagne au xvi^e siècle se l'Attaquée dans sa quiétude séculière, l'Église suprématie et ses revenus, l'Église fendre. Malheureusement, la pléthore qu'elle propose contre les sectes matériel : prison, exil, privation (comme entre autre, celui d'être en défense de s'assembler pour prier, Cependant quelques prêtres plus douter de l'efficacité de pareille même l'aveu suivant : « Le curé grande des *stundistes* commence à la conduite la plus sévère dans l'idéal de vertu pour ses ouailles russe, il faudrait donc que la possible entre l'orthodoxie et le seulement l'Église serait soumise rieuse, qui devra ou la réformer paraître de la face du globe.

Les sciences sociales ne végètent leur infériorité actuelle. Elles ferment les yeux, la solidarité qui unit les gouvernements les plus rétrogrades que le choc de deux armées surduit, en dernière analyse, au chapitre apercevra le jeu des forces de la politique, élimine impitoyablement les plus corrompues.

La cruelle nécessité oblige les armes de *leurs pères*. Ils le font sans regret. Peut-être abandonneront-ils la religion, les institutions d'instruction, et, qui sait même, la pression extérieure sera forte sur

1. *Novorossiiskî Têlêgraphe*, du 3 juin.
Novicow.

mations seront rapides et plus l'esprit libéral l'emportera sur l'esprit conservateur. Or cette pression sera produite par la lutte pour l'existence. On voit donc que, loin d'être un mal, elle est, au contraire, le ressort suprême qui pousse au développement de l'intelligence et de la moralité.

La lutte est comme une course¹. Les nations qui vivent le plus vite arrivent les premières. Les conservateurs ne comprennent pas l'intérêt véritable de leurs pays; ils sont des naïfs, des innocents.

Il serait temps d'employer la méthode expérimentale en sociologie, ou plutôt il serait temps de ne pas fermer les yeux à l'évidence. L'histoire constate que les sociétés conservatrices périssent plus vite que les sociétés libérales. Considérez l'Angleterre. Après quatorze siècles de vie nationale, elle jouit encore de la plus admirable puissance, de la jeunesse la plus exubérante. Par contre, les Arabes étaient déjà en complète décadence, moins de neuf siècles après leur exode de l'Arabie. Les Turcs ont renversé, comme des châteaux de cartes, les États fondés par les Arabes en Mésopotamie, en Syrie, en Égypte et en Algérie. Si une société pouvait posséder une somme d'idées égales à celles de toutes les sociétés environnantes, elle pourrait durer aussi longtemps que l'humanité. Mais pour avoir toujours cette somme d'idées, il est clair qu'il ne faut pas tenir à celles de ses pères.

Conservatisme, en dernière analyse, signifie absence de changement: absence de changement signifie absence de mouvement et absence de mouvement est synonyme d'absence de vie².

X

Ainsi l'avenir nous réserve des luttes en nombre toujours croissant, qui exigeront une tension nerveuse toujours plus

1. Et toute course est une lutte de vitesse.

2. Le conservatisme c'est la mort. Donnons un petit exemple. L'alphabet arabe n'a pas de voyelles. Il s'est conservé sans changement depuis une époque ancienne, où l'invention de la voyelle n'avait pas encore eu lieu. Si les Arabes ne modifient pas leur alphabet, s'ils ne l'améliorent pas, il sera un instrument tellement inférieur à l'alphabet européen qu'il sera abandonné pour ce dernier. Ainsi l'adaptation au milieu par l'imitation est une mesure de préservation. Si l'alphabet arabe avait su se transformer à temps, il aurait eu la chance de durer. S'il ne se transforme pas, il périra.

forte. Est-ce à dire que nos descendants seront pour cela plus malheureux que nous ? C'est peu probable. D'abord, parce qu'ils ne sentiraient pas cette tension ; ensuite, parce que la lutte n'est pas toujours une souffrance ; mais parfois même une jouissance.

Quand l'habitant d'une petite ville de province est transporté d'emblée à Londres, il vit pendant quelque temps dans une espèce d'ahurissement. Le pouls de la vie londonienne bat plus vite que celui de sa vie ; il se sent débordé, mal à son aise. Mais pour peu qu'il séjourne à Londres, il commence s'habituer au train qu'on y mène, il commence à s'adapter à son milieu. Au bout de quelques années, la transformation est opérée. Il trouve tout à fait naturel alors de faire toujours en chemin de fer 78 kilomètres à l'heure et non pas 30. Désormais cette lenteur lui serait désagréable. Si le provincial rentrait maintenant dans sa petite ville natale, sa vie plus intense serait en avance sur la vie ambiante, et cette discordance le ferait souffrir. Les Londoniens se sont accommodés lentement à leur existence ; ils n'en ressentent plus les effets. L'état de choses dans lequel ils vivent, leur paraît normal et naturel. Ils subissent une tension mentale plus forte que les provinciaux, mais ils n'en sont pas plus accablés que par la colonne d'air qui pèse sur leurs épaules.

Ainsi adaptés à un milieu plus mouvementé, les hommes de l'avenir ne souffriront pas plus que nous. Si l'on compare notre existence à celle des hommes du siècle dernier, on reconnaît que le rythme de notre vie est grandement accéléré. Cependant nul de nous ne s'en plaint. Au contraire, le but de nos efforts est d'augmenter le nombre de nos plaisirs, c'est-à-dire l'activité de nos organes.

Il en est de la lutte comme du travail. Le travail est une peine, mais l'inaction en est une autre. Dans les prisons cellulaires on aggrave la condition des détenus en les obligeant à ne rien faire. Pour peu que ce régime se prolonge, il mène toujours à l'idiotisme et souvent à la folie.

En réalité le travail, comme la lutte, peut donner des souffrances ou des jouissances. C'est une affaire de degré. Un travail modéré cause du plaisir ; un travail excessif, de la douleur. Sans doute, 90 hommes sur 100 accomplissent, malheureuse-

LES PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE.

es travaux qui leur sont complètement antipathiques et abandonneraient avec joie. Ce n'est pas à dire, cependant, travail soit pénible. Il y en a, au contraire, de si agréables ; l'homme sacrifie parfois sa fortune, sa santé et même sa vie pour s'y adonner. Le savant qui s'efforce d'arracher secrets à la nature, se livre parfois au labeur le plus dur, mais il y trouve des délices qui vont jusqu'à l'ennemi.

Prenez un missionnaire courant le risque d'être brûlé vif pour répandre certaines idées ; toujours sous le coup de terrible supplice qu'il attend, cet homme, en faisant sa profession, éprouvera de grandes souffrances. Supposez ce même homme dépouillé de toute crainte quant à sa vie, sa réputation, sa fortune, et parlant, sans contrainte, devant une assemblée d'hommes intelligents et convenables. Alors le discours qu'il fera peut, non seulement, ne pas lui causer de souffrance, mais au contraire être une source de jouissances. Si cet homme sait s'élever jusqu'à l'enthousiasme, s'il sent son auditoire se soulever comme une feuille, si le fluide électrique de toutes les passions humaines vient se déverser dans la sienne pour en augmenter l'intensité vitale, cet homme goûtera des émotions qui lui paraîtront les plus délicieuses de la terre. Cependant, son discours sera une lutte, parce qu'il le fait en vue d'inculquer ses idées à son auditoire, c'est-à-dire en vue de l'amener à penser, à agir, à penser lui-même.

Tout l'orateur peut être brisé, après avoir prononcé ses discours. Mais il considérera toujours son effort comme un effort et non comme une peine. En somme, un grand nombre de choses sont ardemment poursuivies par les hommes et considérées par eux comme un bien très désirable. Même la lutte passionnée excite certains individus. Les batailles les grisent. Ils aiment l'exubérance de vie qu'elles procurent, des gens sont prêts à courir le risque d'une mort immédiate ou de toutes les souffrances des hôpitaux militaires. La chasse (la lutte contre les animaux) est encore considérée de nos jours comme un des plus grands plaisirs de l'homme, même quand elle est dangereuse. Les luttes politiques passionnent au point qu'on consent à faire de très grandes dépenses pour devenir député. Les mouvements, dans les Parlements, grisent comme

LES PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE.

nes sociétés politiques, scientifiques, etc. Plus la civilisation se développe, plus les contacts entre les hommes se multiplient et plus les chances qu'ils ont de coopérer à quelque chose de commun augmentent. Cette coopération amortit les effets que l'antagonisme économique aurait pu faire naître. Dans les assemblées délibérantes, dès que les intérêts se présentent, les députés échangent entre eux des mots les plus durs et semblent des ennemis irréconciliables. Rentrés dans leurs foyers, ces mêmes hommes, qui s'étaient attaqués quelques jours auparavant, dînent, boivent et causent ensemble, de véritables camarades. Il arrive même souvent que de véritables amis se trouvent dans des camps opposés. Dans les discussions publiques, ils cherchent à se porter les coups mortels. Comment expliquer ces faits ? D'une façon bien simple. Ces hommes sont divisés sur un seul point, mais, sur tous les autres, ils peuvent avoir une masse d'intérêts communs. Si leurs intérêts étaient antagonistes, ils se haïraient à coup sûr, mais ce n'est pas le cas, et la sympathie peut s'établir entre eux. Quoi de plus irréconciliable à première vue que les intérêts économiques. Pourtant, même les luttes entre classes sociales peuvent se produire, parfois, sans engendrer des hostilités. On se rappelle la grande grève des ouvriers des docks qui a eu lieu à Londres et à Liverpool en 1890. Elle mit l'Angleterre dans le plus grand péril. Cependant, quand elle fut terminée, « les dons, les cadeaux en argent et en nature pleuvirent de toute part pour soulager les misères qu'elle avait créées ». Ceux qui, la veille encore discutaient, et combattaient avec le plus d'acharnement les prétentions des ouvriers, n'ont pas été les moins empressés, la paix faite, à tendre à leurs adversaires une main secourable ¹. » On peut donc se battre sans se haïr. Hélas ! on ne le voit que trop souvent. Pendant la guerre de Crimée, en 1855, quand on suspendait les hostilités pour aller chercher les morts et ramasser les blessés, Russes et Français se réunissaient sur le champ de carnage. Les officiers de deux camps, qui peu de minutes auparavant s'étaient massacrés, se réunissaient comme des animaux féroces, fraternisaient entre eux, causaient avec le plus extrême plaisir et se témoignaient les uns

¹ *Revue des Deux Mondes* du 15 août 1890, p. 801.

aux autres la plus profonde estime et les plus grandes prévenances. On a même remarqué que les relations étaient plus cordiales entre les Français et leurs ennemis, les Russes, qu'entre les Français et leurs alliés, les Anglais. Ces faits se sont répétés bien souvent dans les guerres entre nations civilisées. N'est-ce pas la preuve irréfutable que la plus grande partie de ces tueries sauvages étaient complètement inutiles ?

Si, en haïssant l'étranger, on se faisait toujours du bien à soi-même, il faudrait toujours haïr l'étranger. Mais les trois quarts du temps cette haine arrête notre propre développement économique et intellectuel. Cette haine nous cause donc à nous-mêmes le mal le plus positif, donc elle est absurde. La haine est parfois utile. Il faut haïr ses ennemis. C'est dans ce sentiment qu'on puise la passion ardente qui pousse à redresser les injustices. Tant que l'Alsace-Lorraine ne sera pas rendue à la France, les Français feront bien de haïr l'Allemagne. Tant que l'indépendance de la Pologne, dans ses limites ethnographiques, ne sera pas réalisée, les Polonais feront bien de haïr les Russes et les Allemands. Mais les haines internationales qui n'ont plus d'objet (par exemple entre la France et l'Angleterre) sont positivement ineptes. C'est un legs du passé, dont il faudrait savoir se débarrasser. C'est le poids des morts qui pèse sur les vivants et qui les empêche de jouir même de la faible somme de bonheur permise à la misérable humanité.

Quand le résultat d'un vote électoral est proclamé en Angleterre, il est d'usage « que l'heureux élu se lève et propose des remerciements au *returning officer*, en ajoutant quelques paroles aimables à l'adresse de son rival et de la femme du dernier, si elle est présente. Le vaincu prend la parole à son tour et, tout en avouant qu'il aurait préféré réussir, reconnaît néanmoins que la lutte a été courtoise et conduite avec loyauté et bonne humeur ; il joint ses remerciements à ceux que son concurrent adresse au *returning officer* et termine également par un compliment à la femme du nouveau député. Souvent, alors, les deux rivaux se serrent la main et le *returning officer* fait, à son tour, un petit discours ¹ ». Si acharnée que soit une lutte, elle peut se faire à armes loyales. Au XVIII^e siècle, des gentilshommes de bonne

1. Voy. Franqueville, *le Gouvernement et le Parlement britanniques*. Paris, Rothchild, 1887, t. II, p. 445.

maison commandaient généralement les armées. La guerre avait pris un caractère chevaleresque. Même dans les engagements les plus meurtriers, les combattants auraient cru forfaire à l'honneur, en employant certaines pratiques réprouvées par l'opinion. Le fameux « Tirez les premiers, messieurs les Anglais ! » est une preuve que la politesse est possible, même sur les champs de bataille. C'est également vrai pour les autres formes de la lutte. Nulle part les compétitions politiques n'ont plus d'importance que dans la Grande-Bretagne. Les élections sont plus disputées dans ce pays que dans tous les autres. Cependant l'acharnement des luttes n'exclut pas, comme on vient de le voir, les procédés loyaux et même les bonnes manières.

La lutte à armes loyales, la lutte qui n'exclut ni le respect de ses adversaires, ni la bienséance et l'urbanité, voilà l'idéal qu'il s'agit d'atteindre. Il est presque réalisé en Angleterre. Les Anglais ne sont pas des êtres en dehors de l'humanité. Ils ont des passions, des imperfections, des misères, comme tous les autres hommes. Ce qui s'est fait en Angleterre pourra se faire ailleurs, pourra même devenir la règle générale.

La lutte n'exclut pas la sympathie, pour une autre raison encore. Tout combat est corrélatif d'une alliance. On hait ses ennemis, mais on éprouve de l'affection pour ses alliés. S'il y a pertè d'une part, il y a gain de l'autre. Toute lutte peut causer en même temps une explosion de haine (force déformatrice des systèmes), et en même temps une explosion de sympathie (force formatrice d'un nouveau système).

Bien loin de nous les idées utopiques. Nous ne pensons pas, comme Fourier, que les fleuves rouleront un jour du lait et que les baleines remorqueront les navires. Non, hélas ! ce bas monde n'est pas une idylle ! Mais s'il faut se garder de tout optimisme enfantin, il n'est pas raisonnable non plus de s'abandonner à un pessimisme maladif. Non, les hommes ne seront jamais des perfections. Jamais ne luira le jour où il n'y aura ni crimes, ni passions, ni colères ; tous ces phénomènes sont des cas de pathologie mentale qui ne disparaîtront pas plus que les maladies du corps. Cependant la vie moyenne, qui était de vingt-cinq ans au siècle dernier en Angleterre, y est aujourd'hui de quarante ans. Avec les progrès de la médecine et de la civilisation, on guérira ou on préviendra plus de maladies qu'au-

paravant. Il en sera de même des cas de pathologie mentale. Chez le sauvage, la passion s'allume immédiatement. Il déraisonne tout de suite comme un enfant et se livre d'emblée aux éclats les plus extrêmes. Chez le civilisé, la raison est plus ferme. Il délibère plus longuement avec lui-même, il prend une décision plus mûrie. Aujourd'hui c'est encore la passion qui règle, dans une large mesure, les relations internationales. Mais, d'une part, les appareils régulateurs (le cerveau) se développent de plus en plus dans l'individu; de l'autre, ils se développent dans les sociétés. Les assemblées délibératives composées de deux Chambres, parfois le recours aux électeurs eux-mêmes, l'intervention des neutres, pourront ralentir les effets de certaines passions. Combien de guerres auraient pu être évitées, si l'on avait seulement réfléchi ! Certes, si Napoléon I^{er} chaque fois, avant d'entrer en campagne, avait loyalement consulté le peuple français, il n'aurait pas fait massacrer un million sept cent mille de ses compatriotes et deux millions d'étrangers.

Ce qu'aucun pessimiste ne pourra contester, c'est l'adoucissement général des mœurs parmi les nations civilisées. Cet adoucissement provient non pas des vertus humaines, mais du progrès général. Les gouvernements, en se perfectionnant, ont de mieux en mieux assuré la sécurité des citoyens. Ils ont affranchi, de plus en plus, ceux-ci de la nécessité de défendre leur vie eux-mêmes, donc de faire usage des armes. Dans certaines petites villes d'Europe, il n'y a pas d'assassinat pendant des dizaines d'années; on se déshabitue de voir verser le sang et les mœurs deviennent plus douces. Il en est de même de la guerre. Plus les unités sociales deviendront puissantes, plus les guerres deviendront dangereuses et par conséquent rares. Mais cette rareté même en fera de plus en plus une anomalie, un cas pathologique. Autrefois pour un rien (quelquefois pour s'amuser un peu) un roi déclarait la guerre à son voisin; aussi la guerre était-elle presque permanente. Ces faits se répéteront de moins en moins, et moins les tueries sauvages paraîtront normales, mieux on trouvera moyen de les éviter. Alors les haines s'assoupiront de plus en plus et les dénationalisations se pratiqueront à armes loyales, comme se pratiquent aujourd'hui les luttes politiques en Angleterre.

Le principal ressort du gouvernement était autrefois la contrainte et la terreur. On affirmait que la nature humaine était foncièrement mauvaise, que le gendarme seul empêchait les citoyens de s'assassiner au coin des rues et de se piller continuellement. On citait comme preuve la Révolution française. Sitôt le gendarme disparu, le peuple s'est livré à tous les excès. Nous ferons d'abord remarquer que le gendarme n'a pas disparu sous la Révolution ; seulement celui du roi a été remplacé par celui de la Commune de Paris, qui était cent fois plus sévère et qui guillotinaient sur un simple soupçon. Selon nous, la Révolution française ne prouve qu'une chose. C'est que dans toute nation il y a des éléments pathologiques, des êtres vicieux et corrompus que le gendarme a réellement pour mission de contenir et de punir. Quand on donne le pouvoir à ces énergumènes, ils commettent tous les excès. Dire que l'immense majorité des Français approuvait les agissements du Comité de salut public, c'est avancer, il nous semble, une opinion diamétralement opposée à la réalité des faits.

En 1793, la majorité des Français était composée de gens tranquilles et doux qui ont eu la faiblesse de se soumettre à l'infâme gouvernement des terroristes. Ils en ont été les premières victimes ; ils ont subi de la part de cette poignée d'énergumènes les plus cruelles souffrances que jamais peuple ait endurées. L'immense majorité des hommes se rapproche de la moyenne : les monstruosité sont des exceptions, comme les vertus hors ligne. La terreur n'est donc pas l'unique moyen de gouvernement.

Deux choses ont permis jusqu'à nos jours l'exploitation des majorités au profit de petites minorités conquérantes : l'ignorance des masses populaires et les terreurs religieuses. L'humanité a tremblé pendant des siècles devant des fantômes créés par sa propre imagination. Mais le développement des sciences va saper ces deux bases. Les peuples, de plus en plus éclairés, finiront par comprendre que les gouvernements existent pour les citoyens et non les citoyens pour les gouvernements : ils comprendront qu'on ne peut pas trouver dans le ciel la justification de toutes les injustices qui se commettent sur la terre. Plus les lumières se répandront et plus les erreurs religieuses se dissiperont, moins les gouvernements pourront s'appuyer sur la terreur. Ils devront recourir à d'autres moyens. Or, pour se

LIVRE IV

L'ALLIANCE.

CHAPITRE PREMIER

LA SÉCURITÉ.

I

Comme on l'a vu¹, le combat et l'alliance parallèles et simultanés. Nous avons parlé, livres précédents, des phénomènes d'antagonie parler, dans celui-ci, des phénomènes de solid

Un État, dans le sens juridique qu'on donne mot, est une collectivité dont les membres ont entre eux par les procédés lents pour lutter | rapides. Si le lecteur veut bien se reporter à page 403, il verra que les procédés de la pr pratiqués entre citoyens d'un même État, se r tous à des actes qualifiés crimes ou délits.

Cependant, comme il y a dans les rapports certaines circonstances qui ne se reproduisent absolument corrélatives dans les rapports inter croyons utile de mettre un nouveau tableau s lecteur².

1. Livre I^{er}, ch. 1^{er}.

2. Voir page suivante.

TABEAU DE LA LUTTE POUR L'EXISTENCE ENTRE INDIVIDUS.

PROCÉDÉS	LUTTE	APPELLATIONS EN TERMES JURIDIQUES ET USUELS.	
		MOYENS	
Lents et irrationnels.	Physiologique...	{ A peut tuer B pour le manger. Cannibalisme.....	Homicide.
		{ A peut tuer ou menacer de tuer B pour lui enlever des subsistances.....	Brigandage.
	Économique.....	{ A peut tuer ou menacer de tuer B pour lui enlever, en totalité ou en partie, le fruit de son travail.....	Brigandage.
		{ A peut tuer ou menacer de tuer B pour lui enlever constamment, en totalité ou en partie, le fruit de son travail.....	Esclavage.
		{ A peut tromper B pour lui enlever une partie ou la totalité des fruits de son travail.....	Vol, dol.
		{ A peut tromper constamment B pour lui enlever une partie des fruits de son travail.....	Monopole.
	Intellectuelle 1...	{ A peut tuer B parce qu'il ne pense pas comme lui.....	Persécution.
		{ A peut menacer de tuer B ou lui infliger des peines diverses s'il ne consent pas à penser comme lui.....	Intolérance.
		{ A peut accorder différentes faveurs à B pour l'amener à confesser ses opinions.....	Corruption.
		{ A peut priver par force B des moyens de penser autrement que lui.....	Censure.
Rapides et rationnels.	Intellectuelle.....	{ A peut constamment tromper B pour l'amener à penser comme lui.....	Imposture.
		{ A peut tromper B pour l'amener à penser comme lui.....	Mensonge.
	Économique...	{ A peut faire une partie ou la totalité du travail de B et priver B d'une partie ou de la totalité de son profit	Concurrence.
		{ A peut discuter avec B et l'amener à adopter ses idées.....	Conversion.

1. On passe directement des luttes économiques aux luttes intellectuelles, puisque, naturellement, il ne peut pas y avoir de luttes politiques entre deux individus.

Ce qu'on appelle le droit consiste à ne pas user de procédés lents, mais uniquement des procédés rapides. Les gouvernements, en tant qu'organes juridiques, proscrirent les uns et prescrivent les autres.

Nous les passons rapidement en revue.

Il y a longtemps que, l'alimentation étant assurée d'une façon parfaite par d'autres moyens, le cannibalisme est devenu inutile dans les sociétés civilisées. Cependant il se produit encore quelquefois dans des cas exceptionnels. Il y a quelques années, des matelots anglais naufragés sur une banque, ont tué un jeune mousse pour le manger. Quand ces matelots sont arrivés en Angleterre et que le fait a été connu, ils ont été mis en jugement pour homicide. Les accusés faisaient valoir que, sans la mort violente du mousse, douze hommes auraient péri au lieu d'un seul. Cette raison n'a pas ébranlé le tribunal. Les matelots ont été condamnés¹. Les juges établirent que s'il fallait mourir de faim, tous les naufragés devaient subir le même sort, mais qu'ils n'avaient pas le droit de tuer un de leurs semblables pour le manger. Comme on le voit, la lutte alimentaire, même dans le cas de force majeure, est proscrire dans les sociétés civilisées.

Passant sur le terrain économique, nous rencontrons la mort ou la menace de mort pour enlever les subsistances ou les richesses, c'est-à-dire le brigandage. Ce procédé de lutte est puni de la peine capitale dans un grand nombre de pays, même s'il n'y a pas eu d'homicide. Enlever constamment et contre son gré les fruits du travail quelqu'un, c'est le réduire en esclavage. Non seulement cette forme de lutte n'est plus tolérée par les législations modernes, mais elles sont allées encore plus loin : elles défendent même la servitude volontaire. Si un individu aliénait sa liberté de plein gré, ce contrat serait nul et non avenu.

Tromper un homme, pour lui enlever ses richesses, est un acte qualifié de vol. Le vol est une forme transitoire entre les procédés coercitifs et ceux qui ne le sont pas. Le voleur n'emploie plus la menace. C'est un immense progrès. Aussi les législations antiques ont-toléré le vol, longtemps après qu'elles

1. C'est affaire de l'équipage de la *Mignonnette*.

ont défendu l'homicide. Elles semblaient dire au citoyen : vous ne savez pas garder votre bien, tant pis pour vous, qu'il appartienne aux plus habiles. De plus, l'élément intellectuel entre pour une plus forte part dans le vol et que dans le brigandage. Le voleur, pour exercer fructueusement son métier, n'a pas autant besoin de force que de ruse. Cependant, le vol a fini par être défendu. Pourquoi? Parce que les hommes comprirent que la richesse (c'est-à-dire l'adaptation du milieu inorganique à leurs besoins) augmentait leur jouissance d'une façon très sensible. Ils comprirent que si A produisait des utilités et que si B lui dérobait le fruit de son labeur, il y aurait seulement un travailleur au lieu de deux, par conséquent moins de bien-être¹. A partir du moment, où on fit cette observation, le vol fut considéré comme un délit ; il fut défendu est puni².

Tromper un homme pour le faire travailler à notre profit, est la forme de la lutte économique qui se rapproche le plus de la phase intellectuelle. Elle se confond avec elle.

Les hommes ont cru d'abord que le procédé le plus rapide pour accroître leur bien-être était l'emploi exclusif de la force brutale, c'est à-dire le brigandage à main armée. Puis ils ont vu que l'emploi de la ruse avait aussi des avantages, et ils ont pratiqué le vol, action où la violence est mêlée, dans une mesure plus ou moins forte, avec la mise en jeu de la puissance mentale³. Enfin les hommes ont découvert que l'emploi de la

1. Le parasitisme est un phénomène analogue au vol. Le parasite prend des substances alimentaires à un corps, sans rien lui donner en échange. Par là il amène à une époque quelconque la mort de l'organisme nourricier, et, par contre-coup, la sienne propre. On pourrait dire qu'il fait un mauvais calcul, car il abrège lui-même son existence. De même le voleur fait un très mauvais calcul en diminuant la richesse sociale, puisque c'est du bien-être général que vient la plus grande somme des jouissances individuelles. L'antagonisme entre l'intérêt public et l'intérêt privé n'existe pas. Il y a antagonisme entre ce qui paraît être l'intérêt privé et ce qui est l'intérêt social.

2. Il va sans dire que le vol, qui suppose généralement une action clandestine, n'est pas possible dans les rapports internationaux. Les actions collectives mettent beaucoup de monde en mouvement et peuvent difficilement être tenues secrètes pendant un temps plus ou moins long. Quant au dol (la tromperie), il était une des armes favorites de la diplomatie ancienne. Mais il a dû être presque abandonné, car tous les États ont su bien vite se pourvoir d'un personnel diplomatique possédant un niveau intellectuel à peu près semblable. Voilà pourquoi le vol et le dol, qui figurent dans notre tableau de la lutte individuelle, ne figurent pas dans notre tableau des luttes sociales.

3. Le vol se pratique aussi avec effraction ; or effraction veut dire emploi de la force physique.

violence, à n'importe quel degré, n'était pas profitable et ils ont passé aux procédés que le code pénal qualifie d'escroquerie de friponnerie. Le brigandage et le vol ne sont plus pratiqués par les gens les plus intelligents ; ils donnent désormais de très maigres profits. Les procédés les plus en faveur à notre époque sont uniquement basés sur la ruse. Quantité d'individus tâchent de s'enrichir de nos jours par des actions peu délicates frisant la cour d'assises, mais sans violer le code pénal d'une façon absolument directe.

Un grand nombre de spéculations véreuses flottent sur les limites indécises de la bonne foi et de l'escroquerie pure, échappent, malheureusement, à l'action de la loi. Les mœurs seules peuvent y mettre un terme. Si on cessait de recevoir dans le monde, si on mettait au ban de la société les individus dont les opérations n'ont rien de commun avec la délicatesse, on pourrait restreindre le mal. Mais, hélas ! nous sommes encore bien loin de cet état de choses ! Pour un grand nombre d'hommes le brigandage lui-même, pourvu qu'il s'exerce à l'égard de l'étranger, sous le nom de conquête, considéré comme une action, non seulement honorable, mais même glorieuse. Les grands massacreurs sont tenus pour « génies » politiques. Il est évident que, dans un niveau moral si peu élevé, le spéculateur véreux, mais qui a réussi, est tenu en très haute estime et occupe les rangs les plus élevés de la hiérarchie. Non seulement les honnêtes gens lui serrent la main, mais souvent les pouvoirs publics le comblent d'honneurs et de récompenses.

Cependant le procédé qui consiste à s'enrichir par la ruse seule est bien lent. Si on possède une marchandise en quantité aussi considérable qu'on le suppose, elle n'est d'aucun avantage, tant qu'on ne peut l'échanger contre d'autres produits, faute de l'existence de ces produits. La possession d'immeubles les plus splendides n'est d'aucun profit tant qu'on ne peut pas les louer. La possession de millions d'hectares n'est d'aucune utilité tant qu'on ne peut pas les affermer. La richesse des uns est donc le produit de la richesse des autres. Le bien-être est la résultante du travail de tous.

C'est ce qu'on ne comprend pas encore très bien. Le spéculateur véreux ne peut pas créer la richesse. Il peut seule-

la distribuer d'une façon différente. Il peut faire passer dans ses mains l'épargne du petit bourgeois. Mais la somme générale de l'épargne n'aura pas grandi pour cela. Or, c'est cette somme générale qui fait le bonheur de chaque individu. Mais quand A travaille et que B s'occupe de lui escroquer ses économies, il n'y a qu'un producteur dans la société, au lieu de deux ; il y a donc une moindre somme de richesse. Voler son prochain, c'est se voler soi-même.

Il faut, malheureusement, une longue analyse pour comprendre le mécanisme de la formation de la richesse. Peu de personnes sont capables de la faire. De plus, il en est des spéculations véreuses comme du système protecteur. Elles enlèvent parfois une si petite part du bénéfice de chacun, que les gens volés ne s'en aperçoivent même pas ¹.

Aussi longtemps que les procédés de la ruse ne seront pas proscrits dans une mesure aussi forte que les procédés de la force, aussi longtemps que le fameux dicton *honesty best policy*, ne sera pas entré dans la conscience universelle, les sociétés ne pourront pas atteindre le plus haut degré de prospérité que comportent les conditions matérielles de notre planète.

L'État peut faire beaucoup pour remplacer les procédés lents par les procédés rapides, mais il ne peut pas tout. En poursuivant la fraude, l'escroquerie et le vol, les gouvernements travaillent dans ce but, mais le remplacement définitif de la ruse par l'intelligence ne pourra être obtenu que par la pression de l'opinion publique.

Arrivons aux procédés intellectuels. Tuer un individu, parce qu'il ne pense pas comme nous, est un homicide. Comme tel, il est généralement puni de mort. Même, quand les gouvernements pratiquent pour leur compte la plus cruelle intolérance, ils n'admettent pas qu'un citoyen puisse en tuer un autre, parce qu'il a des opinions différentes en matière de religion. Les gouvernements vont encore plus loin ; ils proscrivent toute violence, en général, sur le terrain mental.

Blessar un homme, l'emprisonner ou lui enlever une part de sa fortune, parce qu'il pense autrement qu'un autre, est toujours considéré comme condamnable. Même en Espagne, sous

1. Ou ils mettent cela sur le compte des circonstances naturelles, auxquelles il ne nous est pas donné de nous dérober.

Philippe II, on n'aurait pas admis l'action judiciaire d'un citoyen demandant une indemnité à un autre, parce que cet autre avait des opinions différentes de celles du demandeur. Quel rire aurait soulevé un individu, présentant à un tribunal la requête suivante : « Mon voisin B est un spiritualiste, je suis matérialiste. Cela me contrarie ; je demande que B me paye 1000 francs de dommages-intérêts, ou qu'il passe trois mois en prison. — Si B est spiritualiste et si cela vous contrarie, dirait chaque juge, tâchez de persuader à B que le spiritualisme est une philosophie fausse. »

Accorder des faveurs à un homme pour lui faire professer certaines opinions est un délit qualifié corruption. Acheter un électeur peut avoir quelquefois pour but de faire triompher une idée généreuse. Néanmoins, un grand nombre de législations (en Angleterre, entre autres) punissent cette action. Il est très difficile de prouver ce que pense un homme dans son for intérieur, s'il fait une propagande par conviction ou par corruption. Aussi ce genre de délit échappe-t-il généralement à l'action de la loi. Mais la société considère cet acte comme infamant, et un journaliste recevant de l'argent pour soutenir une cause, même purement spéculative, est considéré comme un malhonnête homme.

Priver un homme du moyen de penser autrement qu'on le désire, est l'action que les gouvernements commettent, en établissant la censure. Par cette institution, ils empêchent la circulation des écrits qui sont contraires à leurs opinions ¹. Cependant, si les gouvernements usent de ce procédé de lutte intellectuelle, ils ne permettent pas aux citoyens d'en user entre eux. Supposez qu'un individu, pour empêcher son voisin de devenir matérialiste, entre chez lui et lui enlève de force tous les ouvrages de Moleschott, de Büchner, de Vogt et de leurs émules. Cet homme sera puni, quelle que soit la pureté de ses intentions. Encore ici la justice lui dira : Vous ne voulez pas que votre voisin soit matérialiste : tâchez de le convertir à une autre philosophie.

1. On ne parle pas ici bien entendu de la censure pratiquée honnêtement, qui a pour but d'arrêter des écrits contraires aux bonnes mœurs. La plupart du temps, la censure administrative a pour but d'empêcher la propagation d'écrits qui pourraient porter atteinte soit directement, soit indirectement, aux intérêts purement matériels de certains individus ou de certaines classes.

Enfin, tromper constamment un homme pour l'amener à penser comme soi-même ou le tromper dans un cas spécial, sont des actes qualifiés d'imposture et de mensonge. Jamais ces actes ne sont considérés comme honorables; mais ils tombent difficilement sous le coup de loi, à cause de leur nature insaisissable. Cependant, quand ils peuvent l'être, ils sont punis. Par exemple, la propagation, par la voie de la presse, de nouvelles sciemment fausses est considérée comme délictueuse dans presque tous les pays.

La vérité est une corrélation entre les objets extérieurs et leur image intérieure, donc l'adaptation au milieu. Tout individu qui propage sciemment une erreur, c'est-à-dire qui trompe ses semblables, retarde l'adaptation. Longtemps avant de pouvoir envisager cette question sous son aspect réel, les hommes ont compris, par instinct, que l'imposture était un mal, et ils ont cherché à la punir, quand c'était possible. Mais c'est très difficile, car il n'est pas aisé de savoir ce que pense un homme. Prenons comme exemple la question du libre-échange. Il y a des individus qui, tout en étant absolument convaincus de la fausseté du système protecteur, le soutiennent néanmoins et tâchent de le faire admettre pour vrai, afin d'obtenir certains avantages individuels. Quand ces hommes font de la propagande protectionniste, ils commettent d'une façon active le délit qualifié de propagation de fausses nouvelles. Mais cette propagation peut se faire aussi d'une façon passive. Si on dérobe à la connaissance du public certains faits et certaines vérités, qui peuvent être utiles à la communauté, mais qui sont nuisibles à des intérêts privés, on commet aussi un délit¹. L'imposture est difficile à constater, tant sous sa forme active que sous sa forme passive. Il y a des hommes à l'esprit assez étroit et

1. Quand les gouvernements empêchent la publication de certains écrits ayant une tendance déterminée, ils éliminent ou tâchent d'éliminer cette tendance, par conséquent ils font triompher ou tâchent de faire triompher la tendance contraire. Prenons un exemple. La Genèse affirme que le monde a été créé en six jours par Iahveh. La science affirme que l'univers n'a jamais été créé et que notre globe existe sous forme de planète depuis des millions d'années. Ces deux idées sont en présence. Quelle est celle qui a besoin de l'appui des gouvernements? Évidemment celle qui est fausse. Car celle qui est vraie se passe de protection. Si le monde a été créé en six jours par Iahveh, toutes les notions scientifiques, que l'homme pourra jamais acquérir, tendront à démontrer ce fait. Quand on enseigne dans les écoles que le

assez ignorant de l'économie politique pour croire sincèrement que le système protecteur peut enrichir les nations. S'ils ont cette conviction, on ne peut pas les blâmer de vouloir la répandre. Il est donc très difficile de poursuivre l'imposture. On se trouve ici sur un terrain des plus délicats. Souvent, en voulant punir le mensonge, on tombe dans l'intolérance, ce qui est le pire de tous les maux. Il nous suffit, d'ailleurs, d'avoir établi que l'imposture est punissable, quand elle est absolument avérée.

Si tous les citoyens étaient parfaits, si tous leurs actes étaient toujours d'une rectitude absolue, le code pénal serait inutile. Mais ce n'est pas le cas. Tous les citoyens d'un pays n'agissent pas d'une façon correcte. Alors on établit des lois qui défendent telle ou telle action, qui punissent ceux qui l'ont commise, pour les amener à ne plus la commettre. Or, comme on vient de le voir, le code pénal défend précisément tous les procédés de la lutte, que nous avons qualifiés de lents. Si donc le but poursuivi par le gouvernement pouvait être complètement atteint, les citoyens d'un État ne se combattraient jamais par ces procédés.

Considérons maintenant les procédés que nous avons qualifiés de rapides. Il est facile de démontrer qu'ils ne sont jamais punis et qu'ils sont considérés, non seulement, comme entièrement licites, mais même comme hautement honorables et par le gouvernement et par l'opinion publique.

Prenons un exemple. Soient A et B deux industriels voisins, fabriquant le même produit. A s'introduit un jour clandestinement dans la maison de B et lui vole tout son argent. B s'appauvrit; cependant, il lui reste encore ses biens immobiliers, qui ne peuvent pas être dérobés. L'État intervient : condamne A à restituer l'argent et à aller en prison. Voyons maintenant les procédés rapides. Par une invention nouvelle, A réalise 50 p. 100 d'économie sur sa production. B n'a pas assez d'intelligence pour l'imiter. La concurrence le ruine, il perd tout son capital, il vend son usine et se tue de désespoir. Dans ce cas, A a enlevé à B non pas seulement une somme d'argent déterminée, mais toute sa fortune mobilière et immobi-

monde a été créé en six jours par Iahveh, on commet le délit qui s'appelle propagation de fausses nouvelles. Toute la censure n'est pas autre chose. C'est une organisation de l'imposture par l'autorité de l'État.

L'ALLIANCE.

; il l'a encore poussé à se suicider; en définitive, il lui a enlevé la vie. Cependant, non seulement A n'est pas puni, souvent il est récompensé par l'État qui lui décerne des médailles ou des décorations. L'opinion publique peut aussi honorer d'une estime particulière. La loi punit A quand il vole de l'argent à B et le récompense alors que, par la concurrence, il amène la ruine complète de B et même sa mort. Est-ce que cela prouve? Que l'État considère le premier comme mauvais et le second comme bon. Ramenons, en économie, la lutte économique, rationnelle, à ses éléments primordiaux. En quoi consiste-t-elle? A produire mieux et plus vite que son voisin, donc à rendre le travail de ce dernier inutile, si la quantité de produits que demandent les consommateurs, n'est pas susceptible d'augmentation. Il y a en ce moment près de 100 000 kilomètres de chemins de fer sur le globe, qui ont coûté des milliards de francs environ. De plus il y a une flotte commerciale composée de 45 500 bâtiments, dont 33 800 voiliers et 11 700 bateaux à vapeur. Cela représente aussi un capital immense. Supposez un homme arrivant à inventer un appareil pour voler dans les airs, qui transporte les produits plus vite et plus facilement que les chemins de fer et les navires. Tout l'outillage ancien sera mis au rebut, et l'immense capital qu'il représente sera entièrement perdu. Ni Gengis-Khan, ni Tamerlan, ni Napoléon I^{er} n'auront jamais détruit le dixième de la dépense que détruira l'inventeur du navire aérien. Les souffrances que causera son invention seront immenses. Cependant il ne sera pas puni de son vivant, et, après sa mort, son nom, au lieu d'être exécré comme celui des massacreurs que nous venons de nommer, brillera de la gloire la plus éblouissante et la plus pure.

Autre exemple. Soient A et B deux individus désirant obtenir la même chaire. Ils écrivent une thèse et la soumettent à une commission publique. A est proclamé plus capable et obtient la chaire; B se retire. Supposons que, faute de trouver un autre emploi, B périsse d'inanition. A aura donc causé sa mort. Pour ce résultat est le même que si A l'avait tué.

Autre cas. Supposons que les appointements attachés à la chaire soient de 5000 francs. A 5 p. 100 ils représentent un capital de 100 000 francs. B n'ayant pas pu obtenir la chaire ne meurt

pas, mais au lieu de gagner 5000 francs par an, il ne peut en gagner que 2000. Pour B, le résultat est le même que si A lui avait enlevé 60 000 francs. Dans le cas de l'homicide ou du vol, la société aurait puni A, mais dans le cas de la compétition mentale, non seulement elle ne lui inflige aucun châtiment, aucun blâme, mais au contraire, elle n'a pour lui que du respect, de la sympathie et de l'admiration.

La lutte pour l'existence étant éternelle, il y aura toujours des vainqueurs et des vaincus : des individus dont les jouissances diminueront, d'autres dont les jouissances augmenteront. L'industriel volé, l'industriel ruiné, les gens qui ont englouti leur capital dans des entreprises que le progrès a rendues improductives, les candidats n'ayant pas obtenu les places désirées, sont les vaincus. Ils doivent subir des souffrances. Il est cruel qu'il en soit ainsi, mais, malheureusement, il en est ainsi. On peut se révolter et maudire un monde basé sur des lois aussi impitoyables, mais, hélas ! ni la révolte ni les malédictions ne peuvent les modifier.

Discuter avec un homme et l'amener à adopter des idées nouvelles n'a jamais passé pour illicite. Certaines idées peuvent être considérées comme subversives, et leur propagande peut être tenue pour criminelle. Mais, dans ce cas, c'est l'idée propagée et non le *procédé de la libre discussion* qui est en cause. Non seulement l'homme qui a le don de persuader, n'est pas puni, mais il est récompensé et honoré. Un avocat qui parvient à faire acquitter même des criminels avérés est considéré comme un grand homme. Un orateur qui, dans les Parlements, tient les assemblées sous le charme de sa parole et fait adopter toutes ses propositions, excite l'enthousiasme et la sympathie des populations entières. Cependant les facultés hors ligne de cet homme causent de nombreuses souffrances à ses adversaires. Leurs opinions perdent du terrain, leur parti peut être renversé. Toute une classe, toute une nation peut subir une sensible diminution de bien-être, par le fait de cette éloquence et de ces capacités. Mais tant qu'un homme fait des conversions sans employer d'autres armes que son intelligence, il est absolument inattaquable au point de vue du droit.

Nous avons montré que la propagation des fausses nouvelles est punie parfois par le code pénal, toujours par l'opinion

publique. Mais il ne suffit pas de ne pas mentir. Pour que la prospérité sociale puisse atteindre son point culminant, il faut encore que tout homme dise la vérité et la propage dans la mesure de ses forces. Or l'intolérance des gouvernements rend parfois cette propagande extrêmement dangereuse. Il y va de la vie, de la santé, de la liberté et de la fortune. La crainte de tous ces maux pousse les hommes à dissimuler et à ne pas propager ce qu'ils croient être la vérité. Mais l'obligation de taire sa pensée est une cruelle souffrance, puisque l'adaptation du milieu social est la jouissance suprême. De plus, la crainte de subir des peines allant parfois jusqu'à la mort, pour un mot échappé par hasard, n'est pas faite précisément pour rendre la vie très agréable.

Ne pas risquer d'être tué dans sa maison ou en sortant dans la rue, jouir de la totalité des fruits de son travail, être sûr que nul ne pourra nous priver de nos propriétés, se procurer sans obstacle tout ce qui est nécessaire à notre développement mental, exercer la propagande de nos idées par les réunions publiques, l'école, la presse, et le livre, sans craindre aucune conséquence désagréable, tout cela s'appelle jouir de la sécurité. Or cette sécurité n'est autre chose que l'abandon des procédés lents de la lutte pour l'existence et leur remplacement par les procédés rapides. Quand les citoyens ne consentent pas à cet abandon de plein gré, un organe spécial, appelé gouvernement, le leur impose par force.

Par malheur, les gouvernements imposent les procédés rapides aux citoyens entre eux, mais ils ne se les imposent généralement pas à eux-mêmes, par rapport aux citoyens. Ainsi ils défendent l'homicide, mais ils pratiquent l'homicide. Dès qu'il y va de l'intérêt des gouvernements, on applique parfois la peine de mort pour des délits qui vaudraient au plus quelques semaines de prison. Le brigandage et le vol sont défendus aux citoyens, mais ils sont pratiqués par l'État, au détriment des citoyens, sous le nom de confiscation. La loi défend à un homme de réduire un autre en esclavage, c'est-à-dire de lui enlever constamment une partie du produit de son travail, mais elle établit des monopoles au profit de certains producteurs. Or, quand on oblige un Français à payer son blé 25 francs au lieu de 20, on lui confisque 5 francs pour les donner à un privilégié.

LA SÉCURITÉ.

Les gouvernements n'admettent pas que l'on tue Paul, parce que Paul pense autrement. Ils pratiquent ce régime sous le nom d'inquiétude, mais ils pratiquent eux-mêmes ce délire, la surenchère, etc.

L'abandon forcé ou volontaire des procédés de lutte s'appelle sécurité, leur abandon d'un rapport aux citoyens, s'appelle *liberté*. L'État faite et l'État le plus parfait seront donc les lents de la lutte pour l'existence seront remplacés par les procédés rapides.

Pour procurer aux citoyens la sécurité, l'État, les gouvernements établissent la police et les tribunaux. Toutes ces institutions substituer les procédés intellectuels à la lutte brutale. Les différends entre les citoyens se plaidoyers des avocats et les discours de propagande politiques, par les discussions dans les meetings et les Parlements. C'est la loi du plus fort, qui décide de tout¹.

II

Mais les devoirs des gouvernements ne s'arrêtent pas à la frontière. Les hommes ne sont pas de simples animaux. Ils quittent souvent le territoire de la patrie pour plus ou moins long, soit pour toujours. Ils abandonner ses sujets aussitôt qu'ils on

1. Un exemple curieux montre combien la peur est considérable aux hommes. En France, en pleine Terreur, ils se baient comme des épis, c'est encore sur la parole qu'ils se baient les hommes. Le 9 Thermidor, Robespierre avait prononcé le discours qu'il devait prononcer à la Convention pour obtenir la victoire. Quand les choses se compliquèrent, il cramponna toujours à l'idée que, s'il était écouté, il gagnerait. Son fameux cri : « Président d'assassins, me donnez-vous la preuve que je suis un assassin ? » en est une preuve.

sa juridiction; il est tenu de leur assurer la sécurité partout où il leur plaît d'aller s'établir.

Les différentes sociétés humaines n'ont pas, au même moment, des idées identiques sur le droit. Entre pays de législation semblable la tâche est facile. Par exemple, le gouvernement anglais protège les droits d'un Français établi à Londres, à l'égal des droits de ses propres sujets. Le gouvernement français n'a donc aucune préoccupation, ni aucune difficulté.

Cependant l'établissement des nationaux, même dans les pays de civilisation égale, fait naître une masse d'intérêts qu'il faut régulariser et codifier. C'est l'ensemble de la législation qui s'appelle le *droit international privé*. Non seulement les stipulations de ce droit sont déjà fort nombreuses et, dans la plupart des cas, assez équitables, mais de plus, on a été même amené à créer un personnel spécial pour les mettre en exécution : c'est le corps consulaire.

La besogne des gouvernements devient plus complexe, quand leurs sujets se rendent dans des pays où les notions de droit sont différentes de celle de leur patrie. On dit alors que ces pays ne présentent pas assez de garanties pour les résidents étrangers. Telle est, par exemple, la Turquie. Dans ce cas, les gouvernements civilisés sont obligés d'adopter une autre conduite. D'abord ils essayent d'amener les pays moins civilisés à admettre les principes de droit des plus civilisés, et tâchent de négocier des conventions spéciales à cet effet. Ainsi, en France, on admet parfaitement qu'un Turc puisse acquérir des propriétés foncières. Mais, il y a quelques années, la Turquie n'accordait pas ce droit aux étrangers. L'impossibilité d'acheter des propriétés foncières était une atteinte portée aux droits des Français et leur gouvernement a négocié avec la Sublime-Porte pour obtenir la suppression de cette restriction.

De plus, quand la législation et les tribunaux d'un pays n'offrent pas assez de garanties, les gouvernements ne peuvent pas leur abandonner leurs sujets. De là l'organisation des tribunaux internationaux, comme en Égypte, ou des tribunaux consulaires réglés par les capitulations, comme en Turquie.

Il y a des gouvernements qui ne le peuvent pas protéger les étrangers, d'autres qui le peuvent, mais qui ne veulent pas. Il y enfin des pays peuplés de sauvages qui n'ont aucun gouvernement.

LA SÉCURITÉ.

Ces circonstances créent des relations internationales diverses.

Si un gouvernement est obéi par ses sujets, mais ne tolère pas la présence des étrangers, on entre en négociation avec lui et, s'il refuse de traiter, on lui déclare la guerre. Après la victoire, on lui impose l'obligation d'admettre les étrangers. Telles ont été les circonstances au Japon.

Quand un gouvernement, après avoir autorisé les étrangers, commence à violer leurs droits, ils viennent à leur secours. Ainsi, en 1831, don Miguel se livra à des cruels outrages à l'égard des Français établis dans son royaume. La France et l'Angleterre firent des expéditions pour obtenir le redressement des droits faits à leurs sujets.

Souvent des gouvernements désirent protéger leurs nationaux mais sont trop faibles pour pouvoir le faire. C'est actuellement en Turquie, en Perse et en Chine. Dans ces derniers cas, les étrangers sont obligés aussi d'appeler à leur secours ; de là naissent des expéditions guerrières, des conquêtes de points stratégiques ou de territoires entiers.

Quand les Anglais sont allés aux Indes, ils n'avaient pour but que le commerce. Si la personne et la propriété des Anglais avaient été complètement garanties par les gouvernements indiens, jamais l'Angleterre n'aurait songé à des conquêtes. Ne pas procurer la sécurité aux Anglais dans l'Inde, empêcher de faire le commerce aux Indes, c'était porter atteinte à leurs droits. La conquête d'un pays barbare par un pays civilisé n'a pas d'autre cause, parfois, que la nécessité d'assurer la sécurité. Quand un gouvernement ne peut se faire respecter, qu'il est faible. Alors son renversement est chose à laquelle on offre un appât considérable aux conquérants. C'est ce qui est arrivé aux Indes. Les États indigènes n'offraient aucune sécurité aux étrangers, mais ils étaient aussi une proie pour les Anglais s'en saisirent. Ce n'est pas à dire, à coup sûr, que le motif de domination et des motifs politiques n'aient pas joué, mais la formation de l'empire des Indes, dans tous les cas, a été de cette domination a été la nécessité d'assurer la sécurité aux nationaux. D'autres conquêtes sont venues aussi et ont pour but d'assurer la sécurité aux indigènes tyrannisés par leurs

Pour ce qui est des peuples sauvages, la conquête directe s'impose presque généralement. D'ailleurs, les sauvages ou les barbares ne se contentent pas d'attaquer les étrangers qui vont dans leurs pays ; ils prennent souvent l'initiative des hostilités et vont massacrer et piller dans les pays limitrophes. Les gouvernements civilisés tâchent de protéger leurs frontières par des mesures défensives, des fortifications comme la Grande Muraille de la Chine, le Vallum Hadriani et le Vallum Trajani des Romains. Mais ces défenses sont facilement renversées. Les barbares continuent leurs incursions. Pour y mettre fin, il faut les attaquer sur leur propre territoire « et infliger un chatiment aux perturbateurs de la paix. Rien n'est plus facile. Mais si le coup frappé vous retournez sur vos pas, tout sera à recommencer. Vous gardez donc une partie du territoire des voisins pour l'annexer au vôtre, vous avancez vos frontières. Mais les mêmes faits se reproduisent et entraînent les mêmes conséquences. C'est l'histoire de l'Asie Centrale, de l'Inde, de l'Afrique australe¹. » Le besoin de sécurité amènera peu à peu les peuples policés à s'emparer des territoires entiers, appartenant aux barbares et aux sauvages. Il y a une grande différence entre ce genre de conquêtes et celles qui se font entre nations civilisées. Les premières sont dictées par la nécessité de procurer la sécurité aux nationaux, les secondes sont dictées par des motifs tout à fait autres. Il y a une grande différence, par exemple, entre la conquête de l'Alsace-Lorraine par les Allemands et la conquête de l'Afrique par les Européens. Dans le premier cas, il y a seulement destruction de richesses matérielles et mentales ; dans le second cas, les sacrifices nécessaires pour la prise de possession du territoire sont compensés plus tard par un accroissement colossal de bien-être et de prospérité. Si nous attendons que les nègres se civilisent par leur propre initiative, nous attendrons peut-être des milliers d'années. Sans doute, il faudra beaucoup de sang pour faire la conquête de l'Afrique entière, mais ce n'est rien en comparaison de celui qui s'y verse aujourd'hui dans les guerres de tribus et les massacres des tyranneaux indigènes. La traite seule cause la mort d'un million d'Africains tous les ans. Si même l'occupa-

1. Le comte de Hübner, *A travers l'empire britannique*, t. I, p. 148.

tion de l'Afrique coûtait la vie à 200 000 hommes, ce serait une immense économie. Il y a tout lieu de croire que des sacrifices si considérables ne seront pas nécessaires. Le Congo belge a été occupé sans grande effusion de sang. Dans tous les cas, la seule bataille d'Eylau a fait plus de victimes que n'en a fait jusqu'à présent la conquête de l'Afrique.

Dans les rapports entre civilisés et sauvages, les procédés coercitifs sont les plus rapides. Comparez l'Algérie au Maroc. Dans le premier pays, les étrangers peuvent aller et venir dans tous les sens avec la sécurité la plus complète; dans le second, ils peuvent à peine dépasser les murs de Tanger sans risquer d'être tués. Sans l'occupation française, la sécurité n'aurait pas été plus grande aujourd'hui en Algérie qu'au Maroc, car les barbares ne se soumettent qu'à la force.

Les gouvernements ont pour mission de garantir la sécurité collective autant que la sécurité particulière de chaque citoyen ou de chaque groupe de citoyens. Ils organisent des armées et concluent des alliances pour conserver l'intégrité de leur territoire. Nous parlerons de ce genre de sécurité au livre suivant.

Revenons à la sécurité individuelle. Le maximum de bien-être sera réalisé sur notre globe, quand chaque habitant de la planète pourra s'installer, sans aucun danger, où il lui conviendra. En effet, l'endroit qu'il choisira de préférence sera celui où il pourra obtenir le maximum de richesse avec le minimum de travail. Le jour où tous les hommes produiront le plus possible, leur bien-être sera le plus grand possible.

Le problème dernier de la politique est d'établir la sécurité sur les mers comme sur les terres. Le premier but est presque atteint. En moins de quarante ans, quelques frégates européennes sont parvenues à extirper la piraterie de la surface des océans. En 1829, un navire ne pouvait pas aller de Marseille à Constantinople sans craindre d'être capturé par les pirates barbaresques. En 1869, les bateaux à vapeur pouvaient aller en Australie, à la Nouvelle-Zélande ou au Chili sans le moindre danger et sans prendre aucune précaution.

Il s'en faut de beaucoup, malheureusement, que la sécurité soit aussi grande sur la terre ferme. Elle est assez précaire, même en pays civilisés, car chaque État expulse aujourd'hui, sans

aucune forme de procès, les étrangers qui sont venus se fixer sur son territoire. S'il convient à un Français d'aller s'établir en Allemagne ou en Italie, et s'il n'enfreint en aucune façon les lois de ces pays, rien ne le garantit cependant qu'un beau matin il ne sera pas expulsé.

Quand une société accorde aux étrangers le même traitement qu'à ses nationaux, elle reconnaît l'identité du droit international privé et du droit civil. Or le code civil et le code criminel n'ont d'autre but que d'exclure, entre compatriotes, les procédés lents de la lutte pour l'existence. Le jour donc où une société procure la sécurité complète aux étrangers, elle place aussi la lutte internationale sur le terrain intellectuel.

Les assassins et les criminels, au sein d'une société, recourent aux procédés imparfaits de la lutte. En droit international, les sociétés qui pratiquent le massacre, le vol, le pillage, soit à l'égard des étrangers établis sur le territoire, soit à l'égard de leurs voisins, peuvent être assimilées à des assassins et à des criminels. Peu à peu, et en vertu des mêmes lois de la nature qui ont fait écarter les procédés imparfaits entre citoyens, les nations les plus puissantes seront amenées, par intérêt, à faire écarter ces procédés dans les luttes internationales.

Liberté pour chaque individu de s'établir où bon lui semble, voilà l'idéal. L'Europe tend à réaliser ce programme, en prenant possession des terres détenues encore par les barbares et les sauvages. Par malheur, si nous trouvons la sécurité utile pour nous-mêmes, nous la refusons aux autres. Ainsi nous avons forcé l'entrée de la Chine à coups de canon, mais nous empêchons les Chinois de s'établir sur nos domaines. Cette politique est absolument funeste pour les Européens. L'intérêt de chaque habitant de cette planète, c'est qu'elle soit peuplée le plus vite possible de travailleurs, produisant la plus grande quantité de richesses possible. L'Europe semble faire des réserves pour l'avenir, quand elle défend aux Chinois d'émigrer en Australie, en Amérique et en Sibérie. Nullement; c'est là un pur gaspillage et non une réserve. Supposez l'Australie envahie par les Chinois. Ce serait un bénéfice immense pour l'Europe, car la plus grande partie de l'Australie est maintenant déserte et ne produit rien; elle serait alors peuplée et produirait beaucoup. Mais, dira-t-on, les Chinois établis en Australie

en feraient une nouvelle Chine, et ce pays serait perdu pour la civilisation européenne. Cette affirmation montre une ignorance complète des lois de la nature. Il n'y a rien d'immuable dans l'univers. Tout se transforme, tout s'adapte aux conditions du milieu. Placés dans des conditions nouvelles, les Chinois se donneraient des institutions nouvelles. D'ailleurs les Chinois ne seraient pas complètement abandonnés à eux-mêmes en Australie. Les Européens pourraient se réserver, pendant un certain temps, le gouvernement de ce pays. Ils occuperaient les terres, les feraient cultiver par les Célestes. Puis, peu à peu, à mesure que ceux-ci s'élèveraient en richesse et en intelligence, ils leur accorderaient certains droits politiques. La montée de bas en haut se ferait conformément aux lois sociales. Nous irons même plus loin : nous pensons qu'un croisement de Chinois et d'Européens produirait une race nouvelle ayant de nombreuses qualités. Cette race mixte est peut-être appelée à peupler et à civiliser les régions tropicales de notre planète. Mais on dit qu'un Chinois ne se laisse jamais assimiler. C'est encore une erreur. Si l'homme n'était pas perfectible, il n'aurait jamais inventé le feu, le langage et les outils. Les grossiers sauvages de l'âge tertiaire ont avancé et on s'imagine que les Chinois ne pourront pas le faire ! On peut donner mille preuves de la perfectibilité de toutes les races humaines. Les nègres de la Jamaïque ont atteint un développement fort considérable en moins de cinquante ans, car il y a un demi-siècle ils étaient encore un bétail humain. Couper des têtes, telle était encore au commencement de ce siècle l'unique industrie des habitants du Minahassa, dans l'île de Célèbes. Maintenant ils sont devenus un des peuples les plus doux de la terre¹. Si les nègres et les Alfourou font des progrès si rapides, pourquoi les Chinois n'en feraient-ils pas ? Ils partent de bien plus haut, et la faculté de progresser rapidement est raison directe de la civilisation. En changeant, les Chinois se rapprocheront des Européens, donc ils s'assimileront à eux.

Non seulement les Européens refusent le partage de la terre avec les Asiatiques, mais ils tâchent de se le refuser les uns aux autres. On peut lire presque tous les jours dans les journaux

1. E. Reclus, *Nouv. Géogr. univ.*, t. XIV, p. 468.

L'ALLIANCE.

çais et allemands, que les annexions opérées par les Anglais en l'Afrique méridionale, peuvent causer de grands dangers aux autres nations. Il est difficile d'imaginer des craintes plus vaines. Au contraire, il y a tout lieu de se féliciter des progrès accomplis par les Anglais. La France exporte aujourd'hui pour 526 millions de francs de marchandises aux États-Unis. Sa production procure la nourriture à un grand nombre de Français qui n'auraient pas pu exister sans cela. Parce que les États-Unis ont 63 millions d'habitants civilisés au lieu d'en contenir quelques centaines de milliers de Séminoles et d'Iroquois à demi sauvages, la France aussi peut avoir la plus grande population. La colonisation des États-Unis par les Anglais a été donc avantageuse aux Français. Il en est exactement de même de l'Afrique. Le seul bassin du Zambèze pourrait nourrir 200 millions d'hommes. Que les Anglais s'en emparent le plus vite possible, qu'ils y introduisent la sécurité ; dans peu d'années le pays aura de 50 à 60 millions d'habitants et seront autant de consommateurs pour l'Europe. Les sociétés européennes doivent se réjouir de l'expansion de la Grande-Bretagne. Les Anglais auront toutes les fatigues et toutes les dépenses de l'exploration et du premier établissement. Les autres nations viendront s'asseoir, plus tard, à une table abondamment servie. Les Anglais auront tiré les marrons du feu. En résumé, le jour où l'on pourra voyager sur toute la surface du globe avec la même sécurité qu'en Allemagne ou en France, le jour où nul ne sera empêché de s'établir où bon lui semble, le jour où chaque étranger jouira partout des mêmes droits que les nationaux, la prospérité des sociétés humaines atteindra son point culminant, parce que la lutte se pratiquera rationnellement par les procédés rationnels.

CHAPITRE I

LA JUSTICE

I

Quand Darwin exposa sa théorie sur l'évolution, quelques-unes de ses opinions furent vivement contestées. Il affirma que les espèces sont immuables, que la sélection sexuelle ne peut pas rendre compte de toutes les variations morphologiques, etc., etc. Deux propositions soulevèrent presque pas d'objections : la lutte pour la survivance des plus aptes. Les combats entre animaux étaient des faits absolument incontestables. Au grand naturaliste anglais d'appeler l'attention sur ces faits pour en faire comprendre toute l'importance, comme aux gens du monde. La survivance donna lieu à quelques malentendus (la question de la justice) ; cependant elle ne fut non plus bien contestée que, dans une lutte entre deux animaux, le plus faible succombe et le plus fort triomphe.

Cette victoire constante des forts, érigée en loi, a vivement blessé les imaginations. Dans nos sociétés modernes, en hiver. Nous pouvons déplorer ce fait, mais nous ne pouvons y soumettre, parce qu'il est le résultat des lois de la nature. La victoire du plus fort est aussi une loi de la nature. Si nous nous révoltons, nous serons tout aussi vainement modifier qu'à déplacer l'axe de la terre. Si nous voulons que la force prime le droit. Alors l'assassin a tort. D'autre part, cependant, nous pouvons constater que l'évolution générale de l'humanité marche dans la même direction, tout à fait opposée. Plus la civilisation avance, plus la justice s'affaiblit.

Novicow.

est respecté dans ses droits, moins les forts exercent d'oppression.

Il y a donc comme une contradiction entre les lois biologiques et les lois sociales. Or les sociétés étant composées d'individus, comment admettre qu'une loi naturelle agisse tant qu'ils sont séparés et cesse d'agir aussitôt qu'ils se sont réunis ? Si la loi de Darwin est vraie, son action doit être universelle et embrasser les phénomènes sociaux aussi bien que les phénomènes biologiques ; si elle est fausse en sociologie, elle doit l'être aussi en biologie. Dans ce dernier domaine, cependant, elle n'est contestée par personne, donc elle paraît vraie. Comment expliquer cette contradiction ? En premier lieu elle vient de ce qu'on identifie l'idée de lutte avec l'idée de massacre. Si parmi les animaux la lutte prend *presque* uniquement cette forme, il s'en faut de beaucoup qu'il en soit ainsi dans l'humanité. Comme nous l'avons établi plus haut¹, dès qu'une compétition amène un accroissement de jouissance (ou une intensité de vie) pour un individu et une diminution de jouissance pour un autre, il y a lutte sociale. Du moment que la lutte n'a pas la mort pour but, le vainqueur n'est pas celui qui a tué. Si celui qui aurait eu la force de tuer, n'a pas réalisé son but, et si ce but a été réalisé par celui qui n'aurait pas eu la force de tuer, le vainqueur n'est pas celui qui est physiquement le plus fort, mais celui qui est intellectuellement le plus fort. La loi de Darwin est parfaitement vraie. Elle est d'une application universelle en biologie comme en sociologie. La victoire reste toujours aux *plus aptes*, seulement il faut comprendre que les *plus aptes* ne sont pas purement et simplement ceux qui possèdent la force physique. Autre remarque importante. Le plus apte est le mieux adapté à son milieu et non pas le plus parfait au point de vue absolu ; ce n'est pas toujours l'être le plus élevé sur l'échelle biologique. L'aptitude est relative au milieu et varie avec lui. Un tigre est, à coup sûr, un animal plus parfait qu'un amphioxus. Plongez un tigre dans l'eau, il mourra, cependant, au bout de quelques secondes, tandis que l'amphioxus y vit très bien. Une organisation élevée serait nuisible à des êtres se trouvant dans des conditions de

1. Voy. livre II, chap. 1.

milieu très simple. Une structure plus délicate pourrait même les faire périr. La nécessité de l'adaptation amène parfois des régressions qui sont un mal, dans le sens absolu, mais un bien dans le sens relatif. Le ténia a adopté un genre de vie parasitaire, qui lui offrait des avantages. Mais, par suite de ce mode d'existence il a perdu l'intestin, les vaisseaux sanguins, les organes de la respiration et les sens¹. C'est un animal informe, descendu aux degrés inférieurs de l'échelle des êtres, mais mieux adapté maintenant à son milieu.

Il en est des sociétés comme des individus. Une société pacifique, produisant de grandes richesses et adonnée à la culture des sciences et des lettres, est *absolument* plus parfaite qu'une société guerrière, spécialement organisée pour le pillage. Cependant, dans un milieu international, où règnent l'anarchie et la violence, la seconde société sera mieux adaptée au milieu et elle pourra facilement détruire la société pacifique.

D'une façon générale, on peut dire cependant que la victoire, dans la lutte pour l'existence, est à celui qui a l'organisation la plus élevée, donc, au meilleur². Or le meilleur est le plus intelligent.

Darwin a mis en évidence la loi de la survivance des plus aptes; mais il n'a jamais entendu par plus aptes ceux qui sont physiquement les plus forts. La force physique est bien peu de choses en comparaison de la puissance mentale. Voilà pourquoi les progrès de la civilisation peuvent parfaitement bien défendre l'homicide, sans que la loi de Darwin subisse la moindre atteinte. Voilà comment s'explique la contradiction que nous avons signalée³.

Non seulement la loi biologique, exposée par Darwin, n'est

1. Vianna de Lima, *Exposé des théories transformistes*, p. 489.

2. *Ibid* p. 497.

3. M. Alfred Fouillée exprime la même idée dans le passage suivant : « On parle beaucoup aujourd'hui de la lutte pour la vie. On se hâte de transporter au sein de l'humanité les lois formulées par Darwin pour le règne animal (disons contre M. Fouillée qu'on a parfaitement raison de le faire); on oublie les métamorphoses que subit la sélection, en passant du domaine des forces brutales dans le domaine des forces intellectuelles et morales. Toutes les conséquences plus ou moins scandaleuses qu'on a tirées du darwinisme tiennent à ce vice de raisonnement qui consiste à croire que le triomphe de la force la plus puissante est toujours celui de la force la plus brutale. » (*Revue des Deux Mondes* du 1^{er} juin 1890, p. 552.)

pas en contradiction avec les lois sociales, mais, au contraire, elle est en concordance complète avec elles.

Au fond, toute loi humaine n'est que l'expression formulée de la loi naturelle. Les mieux adaptés dans la lutte pour l'existence l'emportent : telle est la loi de la nature ; les mieux adaptés *doivent* l'emporter, telle est la loi civile. Un être non adapté à son milieu meurt, dit le naturaliste ; un être non adapté à son milieu *doit* mourir, dit le juriste. Le législateur formule d'une façon impérative ce que son esprit a conçu comme étant conforme aux lois naturelles. C'est ce qu'a exprimé Montesquieu par sa célèbre formule : *les lois sont des rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses*.

Les législateurs n'ont d'autre but que d'appliquer les lois naturelles. Fort souvent, par malheur, ils les connaissent mal ; parfois ils ne les comprennent pas du tout. Ils font alors des lois civiles en contradiction avec les lois naturelles et causent des troubles profonds dans les sociétés. Bien souvent les hommes, sans comprendre complètement une loi de la nature, en ont comme un vague instinct, comme une intuition. C'est ce qui est arrivé pour la loi de Darwin. Au fond, tous les législateurs des pays civilisés n'ont qu'un but : assurer la victoire des plus intelligents et éliminer les moins intelligents. Ce que nous appelons la justice n'est autre chose que l'application du principe de la survivance des plus aptes.

Considérons le but que poursuit le code pénal, puis le code civil.

Les hommes les plus forts ne sont pas toujours les plus intelligents. On peut même dire que ceux qui développent plus particulièrement leurs aptitudes physiques sont ceux qui peuvent le moins développer leurs aptitudes mentales. Or quel est le but du code pénal ? Assurer le triomphe des hommes moins forts, mais plus intelligents. Quel que soit le mal qu'un individu ait subi de la part d'un autre, nos législations n'admettent pas qu'il ait le droit d'en venir à des voies de fait. Elles punissent non seulement l'homicide, mais même les blessures et les coups. Un individu de complexion malingre peut donc réaliser la plus grande somme de bien-être possible dans une société civilisée. Il peut se procurer des richesses considérables, pour peu qu'il soit intelligent, tandis que, dans une société sauvage,

sa vie serait en danger à chaque instant, et il aurait neuf chances sur dix d'être tué. Donc il serait le vaincu dans la lutte, tandis que, dans une société civilisée, il peut être le vainqueur, il peut prendre le pas sur les individus le plus athlétiquement constitués.

Passons au domaine du code civil. Deux individus font un contrat. L'un d'eux veut le rompre, sous prétexte qu'il a été trompé. De là procès. Le tribunal dit : « Vous avez été trompé, tant pis pour vous, il fallait être clairvoyant ; mais vous avez signé un contrat ; nous, représentants de la justice, nous allons vous forcer à l'exécuter ». L'inviolabilité des contrats est la base du droit civil. Or, dans un contrat, une partie peut recevoir des avantages plus considérables que l'autre. Forcer à exécuter un contrat désavantageux, c'est tout simplement assurer le triomphe des plus intelligents.

Mais la justice ne consiste pas uniquement à assurer le triomphe des meilleurs ; elle a aussi pour but d'éliminer ceux qui sont mauvais. Tout homme qui tue ou qui vole, prouve qu'il n'est pas capable de gagner sa vie par son travail, c'est-à-dire qu'il ne peut pas supporter la concurrence de ses compatriotes, c'est-à-dire encore qu'il est leur inférieur sous le rapport psychique. Le code pénal, en exécutant les criminels et en emprisonnant les voleurs, pratique donc une espèce de sélection mentale, et élimine les citoyens les plus stupides ou les plus corrompus.

Il y a, dans toute société, des gens actifs, laborieux, entrepreneurs, honnêtes, intelligents ; il y a des paresseux, des routiniers, des malhonnêtes et des bornés. Ces derniers, évidemment, ont moins de probabilité de s'assurer une grande somme de bien-être. Mais si, par force ou par dol, ils voulaient enlever aux autres le produit de leur travail, la justice interviendrait. Elle semble dire aux paresseux et aux incapables : Puisque vous n'avez pas voulu ou n'avez pas su travailler, contentez-vous d'une maigre pitance. Or une maigre pitance abrège la vie.

La justice élimine donc les incapables et les vicieux, et plus elle est stricte, plus cette élimination est rapide. Les sociétés civilisées ont trouvé une combinaison fort habile pour combattre la misère provenant du malheur : c'est l'assurance mutuelle.

Votre maison brûle, votre navire périt, la grêle détruit votre récolte; si vous avez payé une faible cotisation annuelle, on vous indemnise. Le principe de l'assurance a même été étendu à l'homme. Le mécanisme de cette institution est fort simple. Les malheurs ne frappent pas tout le monde à la fois. Pendant que les uns éprouvent des désastres, d'autres peuvent se trouver dans la prospérité et venir au secours de leurs associés.

Mais les sociétés civilisées sont impuissantes, en présence de la misère qui provient de la faiblesse mentale et du vice. Or, si tous les vicieux et les faibles d'esprit pouvaient mourir aujourd'hui, la situation des sociétés serait infiniment meilleure demain. Pourquoi? Parce que, par la disparition des incapables, l'espèce humaine aurait monté un échelon de la perfection biologique.

La justice pousse à l'élimination des mauvais, donc à l'amélioration constante de notre espèce. Plus stricte elle sera, plus rapide sera le perfectionnement. On voit donc qu'elle continue seulement le processus universel de la biologie qui, lui aussi, a pour résultat la survivance des plus aptes. Seulement, tandis que, dans le processus naturel, la victoire reste souvent à ceux qui sont *relativement* les plus aptes, la justice a pour but de l'assurer toujours à ceux qui sont *absolument* les plus aptes, c'est-à-dire à ceux qui ont une conception plus parfaite de l'univers.

Alors, dira-t-on, en stricte justice, un homme incapable de subvenir à ses besoins devrait être tué? Il faudrait, pour réaliser l'idéal scientifique des sociétés, revenir à la législation d'Henri VIII d'Angleterre qui pendait les mendiants bien portants, après la troisième récidive.

Nous repoussons de toutes nos forces une conclusion aussi absurde. D'abord il est parfois extrêmement difficile de distinguer la misère qui provient de l'incapacité et du vice de celle qui provient du malheur. Pendre un indigent, c'est risquer fort souvent de commettre les méprises les plus révoltantes. Et puis, si même un homme incapable *doit* mourir, il ne s'ensuit pas qu'il *doit être tué*, ce qui est tout différent.

L'homme qui ne veut pas gagner son pain par un métier honorable, tâchera de le gagner, fort souvent, par un travail

malhonnête (mendicité, vol, escroquerie, abus de confiance, assassinat, etc.); il deviendra alors un parasite social, un criminel, c'est-à-dire un malade. Le devoir de la société n'est pas de le tuer, mais de le guérir, dans l'espoir qu'il pourra redevenir un travailleur utile. On ne peut conclure en aucune façon, de la loi de Darwin, qu'il faut exécuter les parasites sociaux ; mais on peut en conclure que, si un homme ne veut pas travailler de gré, la société a le droit de le faire travailler par force.

Pour se conformer aux lois de Darwin, il n'est pas nécessaire de condamner à mort les gens vicieux et les faibles d'esprit. D'ailleurs, dans nos sociétés, le problème de la justice ne se pose pas, tant au point de vue de l'alimentation qu'au point de vue du bien-être général. Un homme que la faim ferait tomber d'inanition, serait porté à l'hôpital et soigné comme un malade. En temps ordinaire, les hommes qui meurent littéralement de faim sont devenus, heureusement, assez rares dans les sociétés civilisées. Au sein de l'État la lutte n'a plus la vie pour enjeu, mais la fortune et le rang social. Aux plus intelligents, les grandes richesses et les hautes situations, au moins intelligents, les ressources médiocres et les positions modestes¹.

La durée de la vie moyenne dépend des subsistances. Mais il y a un niveau de revenu, où l'homme, plus ou moins assuré d'avoir son pain quotidien, ne voit pas sa vie abrégée faute de nourriture. Mais sa vie peut être plus ou moins agréable, c'est-à-dire son bien-être plus ou moins grand. Sur ce terrain la justice est inexorable : à chacun selon ses œuvres.

Tel est le but que tend à réaliser l'ensemble du droit civil, et plus vite il est atteint, plus la société est parfaite. Dès qu'un homme a obtenu une rémunération non en rapport avec ses mérites, il y a privilège et injustice.

Sans doute, il y a tout intérêt à venir au secours de ses semblables, quand le malheur les a frappés, pour leur donner la possibilité de devenir, de nouveau, des membres utiles à la

1. Mais, dira-t-on, pourquoi un crétin, fils d'un millionnaire devra-t-il jouir d'un immense bien-être ? Ceci soulève la question de l'héritage, qui est des plus complexes. Mais le fait de trouver inique qu'un homme faible d'esprit puisse posséder de grandes richesses confirme notre thèse : la fortune aux plus intelligents.

communauté. Toute famille qui ne peut pas se suffire à elle-même, constitue un cas de pathologie sociale. La charité vient lui offrir la possibilité de redevenir une unité économique indépendante, c'est-à-dire saine. La charité est une thérapeutique sociale, une fonction indispensable. Mais la charité n'a pas pour but de produire le parasitisme. Tout régime qui fait peser l'entretien des paresseux et des incapables sur les épaules des gens actifs et intelligents, est considéré, toujours et partout, comme une injustice suprême. Dites au plus socialiste des ouvriers que son camarade va rester toute la journée à ne rien faire et qu'il va travailler pour lui comme un nègre; l'ouvrier socialiste sera indigné. Il n'acceptera jamais cet aimable partage qui donne toutes les fatigues à l'un et toutes les jouissances à l'autre.

Faire peser l'entretien des fainéants sur les laborieux, c'est donner une prime à la paresse et frapper d'amende l'activité. Prendre des mesures gouvernementales [pour la réussite des mauvais, c'est en prendre pour la destruction des bons : c'est pratiquer la sélection à rebours. Car tout régime qui n'élimine pas les mauvais, élimine forcément les bons¹. Les sociétés pratiquant cette conduite, sous quelque forme que cela soit, subissent immédiatement un arrêt de croissance, une décadence inévitable². L'Espagne a persécuté pendant des siècles les capacités mentales. Tous les esprits plus ouverts, tous ceux qui voulaient penser, tous ceux pour qui la religion n'était pas un pur formalisme, qui se donnaient la peine de lire la Bible, étaient impitoyablement brûlés sur les bûchers de l'inquisition. Le résultat de ce régime, qui tuait les gens intelligents et laissait vivre les faibles d'esprit, ne se fit pas attendre. L'Espagne aurait pu avoir facilement 50 millions

1. M. Graham Sumner a soutenu cette thèse dans un petit ouvrage fort remarquable, intitulé *Devoirs respectifs de la société humaine* (traduction Courcelle-Seneuil, Paris, Guillaumin, 1886). L'école de sociologie anglaise s'élève aussi contre les tendances funestes du socialisme d'État, qui est une nouvelle forme de l'esclavage.

2. Le corps humain est composé de cellules qui se renouvellent incessamment. Elles se livrent des batailles sans pitié. Les plus faibles périssent et sont éliminées de notre organisme. Si les plus fortes périssaient et si elles étaient éliminées (cela est impossible, comme il est impossible qu'un corps plus lourd grave autour d'un plus léger), la longévité de notre personne serait sensiblement diminuée.

d'habitants. Elle en a 17. Les colonies espagnoles d'Amérique, empoisonnées par le virus de la mère patrie, languissent (sauf de rares exceptions) dans une anarchie presque perpétuelle, après soixante-dix ans d'indépendance. L'Espagne qui, à la fin du xv^e siècle, était une des nations les plus chevaleresques et les plus puissantes de l'Europe, est aujourd'hui une des plus corrompues et des plus faibles.

La justice a donc pour but d'assurer le triomphe des meilleurs. A un autre point de vue, on peut dire que la justice est l'ensemble des mesures servant à accélérer l'adaptation au milieu. Donnons quelques exemples. L'esclavage voulu ou forcé constitue un ensemble de rapports entre deux individus : en effet, le maître protège et nourrit l'esclave ; l'esclave travaille pour le maître. Mais il peut bien travailler aujourd'hui, mal demain ; cependant il reçoit la même rémunération. Pour l'ouvrier libre il en est autrement : s'il travaille bien, il peut immédiatement obtenir un salaire supérieur. S'il travaille mal, il en subit immédiatement une diminution de bien-être. Or d'où vient qu'un homme travaille bien ou mal ? D'une masse innombrable de facteurs de l'ordre physique, biologique et mental. Quand l'air est frais, on travaille mieux que s'il fait très chaud ; quand on a reçu une agréable nouvelle, on travaille mieux, que si on en a reçu une triste, etc., etc. L'homme libre subit immédiatement le contre-coup de cette action du milieu. Dès qu'il travaille mieux, il est plus riche. L'esclave, qu'il travaille bien ou mal, aura toujours le même sort ; on peut dire qu'il subit plus lentement les influences du milieu. L'esclavage est donc une institution sociale imparfaite, et, à cause de cela, elle est considérée comme injuste.

Après la servitude individuelle, passons à cette forme de servitude collective, qui s'appelle le système protecteur¹.

Les Anglais ont inventé une nouvelle machine plus parfaite. Pour s'adapter au milieu international, les Français devraient posséder la même machine. Mais le protectionnisme y oppose des obstacles directs et indirects. En frappant la machine

1. Ainsi en Russie 97 p. 100 de la population doit subir une augmentation de près d'un tiers sur les prix des produits manufacturés au profit d'une minorité de 3 p. 100 d'industriels. C'est tout simplement une confiscation perpétuelle, soit une forme particulière de la servitude.

d'un droit de douane, il en rend l'achat plus difficile au Français qu'à l'Anglais. En frappant le produit fabriqué par la nouvelle machine, le droit de douane en rend l'acquisition inutile au Français, puisque, avec son vieil outillage, celui-ci peut toujours gagner de l'argent. Mais, grâce au système protecteur, la France entière reste arriérée, c'est-à-dire inadaptée au niveau des progrès réalisés autour d'elle, c'est-à-dire faible et désarmée¹. Le système protecteur est donc injuste.

Enfin le socialisme permet encore moins l'application de la loi naturelle que l'esclavage, le privilège et les monopoles.

Si les socialistes rêvent une *plus équitable* distribution des richesses selon le mérite, il n'y a qu'à applaudir à leurs efforts ; alors ils sont les alliés des libéraux qui, eux aussi, désirent l'abolition des privilèges. Mais si les socialistes veulent une *égale* répartition des richesses, ils établissent simplement l'anarchie. Leur régime consistera alors à prendre à Jean pour donner à Paul, c'est-à-dire à pratiquer le vol. Mais ce régime (qu'on excuse cette expression familière), on sort d'en prendre ! Il a fleuri de temps immémorial. Il se pratique encore, hélas ! sur une immense échelle. Tous les peuples payent des impôts énormes au profit de minorités qui les exploitent. L'humanité a lutté pendant des milliers d'années pour mettre fin au brigandage et à la spoliation. Que ce beau régime s'exerce directement entre les citoyens, ou indirectement par l'entremise de l'État, cela revient exactement au même. Que le gendarme me prenne une partie de mon revenu pour la remettre à mon voisin, ou que ce soit le voisin qui me dépouille sans intermédiaire, où est la différence pour moi ? Dans le cas du gendarme, il y a cette aggravation que, non seulement, je dois donner mon bien au spoliateur, mais encore supporter de grosses dépenses d'administration pour être dépouillé. Le socialisme est donc une injustice à la seconde puissance, si l'on peut s'exprimer ainsi.

Plus la loi civile se rapproche de la loi naturelle, plus la société s'améliore ; mais les hommes ont eu beaucoup de peine

1. Ne pas posséder le meilleur outillage industriel en un temps donné est aussi funeste à une nation que de ne pas posséder le meilleur outillage militaire. Par malheur, si tous les gouvernements comprennent aujourd'hui la dernière nécessité, ils ne comprennent pas encore la première.

à découvrir ces lois naturelles. Chaque jour ils accumulaient leurs observations, chaque jour ils les condensaient en systèmes et chaque jour ils soulevaient un peu plus le voile qui leur cachait la vérité. Leur conception du droit se modifiait avec leur horizon mental. Ainsi l'esclavage voulu ou forcé a été considéré autrefois, non seulement comme une institution indispensable mais même équitable. Aujourd'hui le point de vue est entièrement changé. On considère l'esclavage comme une institution absolument mauvaise et *injuste*. D'où vient cette transformation? Simplement de ce que nous avons accumulé plus d'observations sociales. On a compris que le travail libre était plus productif que le travail servile. Cette institution a été condamnée à partir du moment où cette vérité a été rendue évidente. L'esclavage a été aboli entre Européens, mais il a été conservé plus longtemps à l'égard des nègres. Pourquoi? Sur la foi de la Bible, nous avons cru que l'ordre de choses établi par Iahveh, est immuable jusqu'à la fin des siècles. Le nègre est actuellement moins avancé que le blanc. Ce qui existe aujourd'hui devra exister toujours, pensait-on, en conformité avec l'ancienne conception de l'univers. Le nègre est à jamais imperfectible : il doit donc être assimilé non pas au blanc, mais au bétail. Alors sa servitude est aussi légitime que celle du bœuf. L'observation a fait bon marché de ces théories. Nous savons que la cosmogonie biblique n'est pas vraie. Nous savons que tous les hommes ont commencé par être aussi sauvages que les nègres. Tous les hommes sont perfectibles, les nègres comme les autres. L'observation directe a confirmé ces déductions *à priori*. Des nègres placés dans des conditions avantageuses, ont vite progressé. Par conséquent le nègre ne peut pas être assimilé au bétail. Donc l'esclavage des noirs, qui paraissait juste autrefois, paraît injuste aujourd'hui.

Des individus s'imaginent de bonne foi que le régime protecteur, c'est-à-dire la spoliation des capables au profit des incapables, peut augmenter le bien-être d'un pays. Les observations des économistes ont démontré que ce régime ne peut qu'arrêter le développement de la richesse. Quand on sera convaincu de l'évidence de cette vérité, ce régime, qui paraît juste aujourd'hui, paraîtra injuste.

Ainsi, par tâtonnements prolongés, les gouvernements et les sociétés arrivent à établir des institutions qui accélèrent de plus en plus l'adaptation au milieu, par l'élimination toujours plus active des éléments sociaux les moins intelligents, c'est-à-dire par l'établissement d'une somme de justice de plus en plus grande ¹.

La protection des incapables prend deux formes dans les sociétés humaines : elle s'appelle privilège quand il s'agit des individus placés aux échelons supérieurs de la hiérarchie sociale, tutelle quand il s'agit des individus placés aux échelons inférieurs.

Quelques économistes, M. de Molinari entre autres, font très grand cas de la tutelle. Ils essayent d'établir la nécessité de cette institution.

Qu'elle soit indispensable à l'égard des enfants, des vieillards et des malades (en comprenant sous cette dénomination les maladies mentales comme les maladies physiques), nul ne le contestera. Mais il en est tout autrement quand il s'agit des adultes sains d'esprit et de corps.

Que peut signifier la tutelle à l'égard de ces derniers, quand on l'examine sans réticence ? Elle se ramène à ceci : quelques individus qui se croient les plus intelligents, s'arrogent le droit de diriger les actions de ceux qu'ils estiment moins intelligents, et s'imaginent avoir même le devoir de soustraire ces derniers à la pression de la lutte pour l'existence.

D'abord, quel est le critérium auquel on reconnaîtra les plus intelligents ? Et puis, qui prouve que le *tuteur voudra* agir dans l'intérêt de ses protégés ? Un père fait cela, parce qu'il a pour ses enfants une affection provenant de causes physiologiques, auxquelles il ne peut pas se soustraire sans souffrance. Ce mobile n'existe pas dans la tutelle économique ou sociale. Aussi l'histoire nous démontre, par des exemples innombrables, que les tuteurs ont toujours exercé la tutelle à leur profit. Pour diriger la conduite d'un homme, il faut forcément limiter sa

1. Ainsi en Angleterre, sous Édouard VI, on coupait l'oreille à tout ouvrier convaincu de s'être associé pour la troisième fois à un camarade. Le délit de coalition ne disparut de la loi anglaise qu'en 1824, de la loi française qu'en 1864. Ainsi la coopération, l'instrument par excellence de l'amélioration sociale, était considéré comme funeste il y a vingt-neuf ans à peine.

liberté. Or jamais cette limitation, sous quelque forme qu'elle ait été établie (esclavage, servage, clientèle, etc.), n'a fonctionné que pour le bien des protecteurs. Ce n'est pas l'amour du prochain, c'est l'intérêt qui a produit toutes les institutions humaines¹.

Mais, en admettant même qu'un tuteur idéal désirât exercer sa tutelle uniquement au *profit* de ses protégés, pourra-t-il le faire? Certes, non. Comment un autre individu (le tuteur) parviendra-t-il à comprendre nos aspirations et nos désirs mieux que nous-mêmes? Il n'agira donc jamais (le voulût-il même très sincèrement) en conformité complète avec nos intérêts. Et puis il y a une autre difficulté insurmontable. Dans la famille, le père est toujours plus intelligent que l'enfant, jusqu'à un certain âge. Alors la tutelle est naturelle. Mais, entre adultes, comment produire ce miracle perpétuel que le tuteur soit constamment plus intelligent que le pupille? L'esprit souffle où il veut. Un esclave peut naître avec du génie et son maître peut être un imbécile. Alors le moins intelligent réglera la conduite du plus intelligent. Cela sera, de nouveau, contraire à l'ordre naturel des choses.

Admettons, cependant, qu'on trouve moyen de jauger les intelligences et de faire que les tuteurs soient toujours supérieurs aux pupilles, quel sera, même dans ces conditions idéales (et irréalisables, il faut bien l'avouer), le résultat de la tutelle? Celui de soustraire certains individus à la pression de la concurrence, c'est-à-dire de faire vivre sur la terre un plus grand nombre d'incapables. Comme, d'autre part, la tutelle empêchera toutes les initiatives, non seulement elle protégera l'incapacité, mais elle enfantera l'incapacité; elle fera reculer l'espèce humaine vers un niveau mental inférieur. Cela ne peut jamais constituer un bienfait. L'intérêt de la société, en

1. Peu de théories sont plus fausses que celle de considérer l'État comme amplification de la famille. D'abord la famille monogame, telle qu'elle existe aujourd'hui dans nos sociétés, n'est pas un fait primordial, mais le fruit tardif d'une longue évolution. La condition primitive des sociétés humaines a été la horde, où régnait la promiscuité, où nul, par conséquent, ne savait de qui il était fils. Mais l'État n'est même pas sorti de la horde. L'État a pour origine la conquête opérée soit par une tribu de consanguins, soit par un chef militaire aidé d'une bande recrutée librement. Le chef de l'État primitif n'a jamais considéré ses sujets comme ses enfants; mais, au contraire, comme une chose dont il usait et abusait dans la mesure de ses forces.

général, veut qu'elle soit constituée par des êtres aussi intelligents que possible.

Une sensibilité malade s'est emparée des gouvernements civilisés ; elle les pousse à ce qu'on appelle la protection des faibles. Par exemple, des mesures législatives fort nombreuses ont pour but de conserver la propriété foncière aux mains des incapables¹. Toutes ces mesures sont antisociales au plus haut degré. L'intérêt de la société veut, au contraire, que la propriété passe le plus vite possible aux mains de ceux qui sauront le mieux la faire valoir. L'intérêt de la société veut que les moins capables descendent aussi vite que possible aux échelons inférieurs de la hiérarchie, pour exercer des métiers en rapport avec leurs facultés plus restreintes.

La seule action de l'État qui soit vraiment utile, c'est la protection contre les violences. Il y a, dans les sociétés, une masse d'individus dont les forces physiques ne sont pas très développées. S'ils sont abandonnés à la concurrence des individus plus robustes, ils succomberont dans le combat.

Alors un certain nombre d'êtres intelligents, mais faibles de corps, périront sous les coups d'hommes stupides, mais athlétiquement constitués. Il y aura recul de l'intelligence humaine. Mais la défense des physiquement débiles n'est que l'établissement de la sécurité, le déplacement de la lutte sur le terrain mental, c'est-à-dire la justice.

L'État doit seulement protéger les personnes et les biens. Il doit empêcher l'assassinat et le vol. Mais la première condition pour que l'État accomplisse ce devoir, c'est qu'il ne pratique pas lui-même le brigandage (la conquête) et la spoliation (les privilèges). Or, tant que l'État s'occupera de l'instruction, de l'assistance, des travaux publics et de la « protection du travail national » il volera Paul pour enrichir Jean. Cela revient à dire que l'État ne pourra accomplir sa fonction qu'en abandonnant complètement la tutelle des citoyens, c'est-à-dire en les livrant à la pression la plus forte possible de la concurrence.

Est-ce à dire que l'idéal des sociétés humaines doit être un état d'insensibilité complète à l'égard de la souffrance du prochain. Est-ce à dire que l'idéal soit le fameux *homo homini*

1. Il est question en Russie de décréter l'inaliénabilité des lots des paysans.

lupus de Hobbes? Est-ce à dire que la charité soit un mal? Non, mille fois non.

Le triomphe des idées de Darwin et leur application complète au gouvernement des sociétés n'aura en aucune façon pour résultat la suppression de la charité.

La charité peut s'exercer à l'égard de deux catégories d'individus : ceux qui peuvent redevenir des membres utiles à la communauté, et ceux qui ne peuvent plus le devenir. A l'égard des premiers, la charité n'est qu'une avance de capital, avance qui peut rapporter, parfois, de gros intérêts et qui est, par conséquent, économiquement parlant, une excellente affaire. Un individu tombe dans le malheur : si on l'abandonne, il peut mourir. La société perd un producteur. Faites-lui une avance, il se rétablit, se remet au travail, et paye au delà de la somme qui lui a été prêtée.

Quant aux individus affectés de maux incurables¹, la charité s'exerce à leur égard, parce qu'elle constitue une jouissance pour certaines personnes. Quand l'homme peut se représenter vivement les douleurs de ses semblables, il en souffre lui-même. Pour se débarrasser de sa souffrance, il est porté à soulager celle des autres, c'est-à-dire à les secourir. Même quand on est convaincu qu'on ne pourra pas supprimer complètement l'infortune, on éprouve une satisfaction à l'atténuer. Au fur et à mesure que les facultés mentales de l'homme se perfectionneront, la représentation des émotions de ses semblables deviendra de plus en plus vive et le sentiment de la charité ira en se fortifiant. Le désir de soustraire le prochain à la souffrance, qui a enfanté tant d'institutions admirables, en enfantera de plus admirables encore. Le triomphe des idées darwiniennes et l'établissement de la justice la plus stricte n'empêcheront donc pas le développement de la charité. Le jour où elle cessera d'être exercée par l'État, marquera un pas immense accompli dans la perfection des institutions sociales. Précisément, quand l'État cessera de dépouiller les uns, sous prétexte de venir au secours des autres, la charité recevra son organisation la plus parfaite. Secourir le prochain est une jouissance. L'État ne doit pas avoir le droit d'en priver les citoyens.

1. Notons en passant qu'il est parfois très difficile de distinguer ces individus de ceux qui sont guérissables.

II

On a confondu parfois la justice avec l'égalité. Nous ne voulons pas parler, bien entendu, de l'égalité devant la loi : du droit de chacun d'être jugé par un tribunal impartial, de la suppression des castes fermées. Nous entendons l'égalité économique ou sociale. Eh bien, cette égalité est tout simplement synonyme non pas de justice, mais d'iniquité. Au point de vue économique, cela signifierait que tout individu, quel que soit son travail, aurait part aux mêmes jouissances. C'est révoltant ! Personne n'admettra jamais un pareil régime. C'est la confiscation pure, le plus brutal des despotismes.

Au point de vue politique, l'égalité signifierait que chaque individu aurait le droit d'exercer indistinctement toutes les fonctions sociales : qu'un musicien, quand il lui plairait, construirait des chemins de fer, et qu'un ingénieur, quand il lui plairait, irait chanter à l'Opéra. Cela voudrait dire que le dernier des paysans aurait le droit, d'emblée, sans préparation aucune, d'être ministre des finances. Cette égalité-là, il faut l'avouer, serait, tout simplement, l'anarchie. La loi universelle de la biologie affirme que l'organe doit être adapté à la fonction. Cette loi est également vraie pour les sociétés et les plus parfaites seront celles qui l'appliqueront avec le plus de rigueur.

D'ailleurs, l'égalité est une chimère. Elle n'existe pas dans la nature. Il y a dans le ciel des astres gigantesques, comme Sirius, auprès duquel notre soleil est un pygmée ; il y a des corps célestes qui ne sont pas plus gros que le poing. A côté d'animaux comme la baleine, vivent des microbes qui ont un dix-millième de millimètre. L'égalité n'existe pas plus au point de vue de la hiérarchie vitale qu'au point de vue de la taille. « Tout le monde sait, dit M. Richet, que les animaux soumis à l'inanition maigrissent. Cela est scientifiquement juste. La graisse diminue chez eux de 100 pour 100, les muscles de 50 pour 100. Mais le poids du cerveau des animaux morts d'inanition n'a pas sensiblement diminué¹. » Le cerveau reçoit

1. *Revue scientifique* du 25 mai 1889, p. 647.

une alimentation de beaucoup supérieure à celle des autres parties du corps. En temps de crise, les organes se dépouillent pour l'entretenir. Le cerveau accomplit la fonction la plus importante dans l'organisme, aussi reçoit-il un traitement privilégié. Il n'y a donc pas d'égalité entre les parties du corps vivant. Il ne peut pas y en avoir non plus entre les individus, composant une société humaine. Une armée pourrait-elle exister si les soldats n'obéissaient pas à leurs chefs, s'ils ne consentaient pas à ce que le général pensât seul pour 400 000 ou 500 000 hommes ? Qui dit organisation, dit subordination hiérarchique. Les sociétés humaines sortent de l'anarchie chaotique, par l'inégalité. Et cette inégalité est précisément la justice. Si on met les incapables aux postes les plus élevés et les capables aux postes inférieurs, on viole les règles les plus élémentaires de l'équité. Les intelligents *doivent occuper* les premières places, les hommes bornés les dernières.

Les législations les plus parfaites tâchent d'assurer aux hommes les avantages de leur supériorité, même quand ils s'obtiennent sans aucun travail. Elles tâchent encore de garantir l'appropriation de bénéfice ; provenant d'un simple hasard ou d'une chance heureuse. Un individu a inventé, il y a quelques années, un jouet appelé la question romaine. Cela ne lui a peut-être pas coûté une heure de travail. Néanmoins, cela lui a rapporté, dit-on, plus de deux millions, le centuple de ce qu'un grand nombre d'hommes pourront jamais obtenir par le travail le plus pénible et le plus obstiné. Mais comment l'inventeur de ce jouet a-t-il pu réaliser de si gros bénéfices ? Simplement, parce que les gouvernements ont établi la législation si parfaite des brevets d'invention.

Nous dirons même plus, la civilisation est impossible avec l'égalité. Supposons, que tous les Français aient un revenu de 10 000 francs. Mais, si tous les Français n'avaient pas plus de 10 000 francs de revenu, la France redeviendrait un pays barbare. Quel grand artiste pourrait y vivre ? Tel peintre, qui se fait payer 30 000 francs pour un seul portrait, devrait émigrer dans un autre pays. Ces merveilleux hôtels privés qui embellissent Paris, devraient être démolis, car leur loyer comporte une somme supérieure à 10 000 francs. Si tous les Français n'avaient que 10 000 francs de revenu, un Marcel Desprez n'au-

L'ALLIANCE.

Il n'a jamais pu tenter ses expériences. Elles ont coûté plus d'un million à MM. de Rothschild. Avec l'égalité, nul ne pourrait lancer une pareille somme, faute de la posséder. Les inventeurs devraient s'adresser à des compagnies d'actionnaires. On peut très difficilement convaincre plusieurs hommes qu'un seul : cela causerait donc de grands retards. Avec l'égalité des forces, le luxe privé deviendrait impossible et, par conséquent, toute l'activité dépensée pour l'acquérir, descendrait à zéro. Bref, les sociétés, comme des corps inertes, seraient alors plongées dans la torpeur et la somnolence. L'égalité est donc une mère et une suprême iniquité.

En résumé la justice est le triomphe des meilleurs. L'homme d'heureux hasard est digne de toutes les sympathies et de tous les secours, mais l'homme sain d'esprit et de corps, qui vit au-dessus de ses semblables, est un voleur. Aucun sophisme ne pourra prévaloir contre cette vérité. Karl Marx aura beau parler volume sur volume, il ne parviendra pas à démontrer qu'en abolissant le capital, c'est-à-dire en prenant le fruit du travail de Jean pour le donner à Paul ou aux enfants de Paul, on pourra ne pas pratiquer le vol et la confiscation.

Plus la somme de justice que comporte une société, sera grande, plus l'élimination des mauvais sera énergique ; la société sera composée alors d'éléments plus parfaits et sera plus heureuse, parce que nul ne sera frustré du fruit de son travail et parce que le parasitisme sera réduit au minimum ¹.

1. L'Angleterre, au commencement de ce siècle, est le meilleur exemple d'une société rongée par le parasitisme. Pendant que les hautes classes se faisaient accorder les sinécures les plus scandaleuses, les basses classes recevaient ce qu'on appelait alors *l'out door relief*. Le malheureux producteur portait de ce fait des charges écrasantes. Dans une paroisse du comté de Buckingham, la taxe des pauvres était montée de 1801 à 1832, de 10 £ 11 à 10 £. Les terres, dans cette paroisse, ne trouvaient plus de fermiers à un prix. On préférait les laisser en friche plutôt que de payer cet impôt assurant. Voilà pour le parasitisme d'en bas. Quant à celui d'en haut, il fleurit encore dans nos sociétés avec une vigueur des plus déplorables. Il y a bien des pays, en Europe, où l'on puisse obtenir la moindre concession de travaux publics (même quand on ne demande aucune faveur du gouvernement), sans dépenser au moins de 15 à 20 p. 100 de son capital. Les fonctionnaires se font allouer ces gratifications sont de malfaisants parasites. Une juste justice aurait mis fin à tous ces abus, et une immense économie aurait pu être obtenue dans les dépenses des outillages nationaux. Évidemment, la richesse augmenterait incomparablement plus vite qu'aujourd'hui, sans ces scandaleuses dilapidations.

Or une société, composée d'individus placés plus haut sur l'échelle des êtres, et possédant un outillage national plus complet, l'emportera toujours sur une société composée d'êtres inférieurs et mal outillés. D'où l'on peut conclure que la victoire, dans la lutte pour l'existence, appartiendra à la nation qui aura établi chez elle la plus grande somme de justice.

III

Il n'entre pas dans les limites de notre sujet de parler de la morale. Nous en dirons cependant quelques mots, pour mettre en évidence un fait d'une grande valeur.

La morale et la justice sont de nature identique, mais emploient des procédés différents. Être moral, c'est pratiquer la justice sans contrainte, seulement sans impulsion interne. Comme le processus interne est plus rapide que le processus externe, la morale est supérieure à la justice. La lutte pour l'existence n'assurera pas seulement la survivance des plus intelligents, mais encore des moins corrompus. La société la plus honnête, étant celle où les fonctions s'accomplissent le plus vite, est, par cela même, la plus parfaite. A son tour, la nécessité de gagner du temps produit l'honnêteté. Un exemple. Dans les petits magasins de Paris on vend souvent « au procédé », c'est-à-dire à un prix supérieur au prix réel. Dans ce cas, le commis qui a eu l'habileté de tromper l'acheteur, a la moitié de la différence entre le prix marqué et celui auquel il a pu placer l'article. Dans les grands magasins (comme le Louvre, le Bon Marché, etc.), on ne vend qu'au prix marqué. Ce n'est pas que les propriétaires des grandes maisons soient plus honnêtes que ceux des petites, mais le marchandage diminuerait le chiffre de leurs affaires et serait préjudiciable à leurs intérêts. On voit comment l'honnêteté s'impose par la force des choses. Ce que les propriétaires des grands magasins ont compris aujourd'hui, entrera un jour dans la conscience sociale, pour l'ensemble des fonctions publiques. C'est la cruelle nécessité qui poussera les États aux économies, c'est-à-dire à supprimer ces spoliations inombrables dont ils accablent encore les citoyens. Si tous les hommes étaient moraux, il ne faudrait ni police ni tribunaux.

Les forces vives exigées par ces institutions, seraient épargnées ; les sociétés seraient plus riches, donc plus cultivées, donc plus parfaites. Si l'homme moral est celui qui pratique la justice de son propre gré, la justice, à son tour, est un *moyen* qui a pour fin la moralité de la société.

La morale étant identique à la justice, elle n'est autre chose que l'abandon des procédés lents dans la lutte pour l'existence. En effet l'assassinat, le brigandage, le vol, le dol, le mensonge, sont des actes immoraux autant qu'injustes. Par contre, la supériorité mentale, l'activité, le don de persuader, la puissance d'inspirer de la sympathie, la faculté de soumettre les hommes à son ascendant, sont des qualités et non des défauts. L'homme, qui use seulement de moyens pareils pour acquérir la fortune, la gloire et la puissance, peut posséder la plus haute moralité et être le juste des justes.

C'est parce que la justice et la morale sont identiques, que toute loi injuste est immorale. Or, comme tous les procédés rationnels sont injustes, ils sont immoraux. Dès que les gouvernements emploient la coercition dans les luttes mentales, ils moralisent les peuples. On a beau faire, l'instinct social se rebelle contre l'injustice. Quand elle est pratiquée pendant une trop longue période, le ressort moral est brisé chez l'individu et la société tombe en pourriture et en décomposition. Une législation trop cruelle, appliquant la peine de mort pour les péchés les plus véniels, habitue les hommes à verser le sang avec indifférence. Elle les rend sauvages. Les confiscations, ce sont des vols gouvernementaux, habituent les hommes à ne pas respecter la propriété. Les persécutions religieuses abaissent les caractères, d'abord parce qu'elles détournent de la recherche de la vérité, qui devrait être l'aspiration la plus puissante de l'homme, ensuite parce que l'esprit ne pouvant pas être dompté par la force, l'homme pense toujours ce qui lui paraît vrai, mais cesse de le dire. Alors l'hypocrisie, le mensonge et la fausseté envahissent la société. L'Espagne est un triste exemple de ce beau régime. La société y est tombée dans une corruption telle, qu'un homme ne prend pas une pièce d'argent, de la main d'un autre, sans vérifier si elle n'est pas fausse.

En édictant des législations iniques à l'égard d'une catégorie de citoyens, les gouvernements démoralisent systématiquement

LA JUSTICE.

leurs sujets. Or, comme l'attribution principale est la justice, sa fonction véritable est donc masses. Les mesures d'exception que le g prend maintenant à l'égard de malheureux exemple très remarquable de démoralisation tout un peuple. D'abord elles poussent les l la force du poing comme l'arbitre suprême sures sont parfois si brutales que les font devant leur exécution littérale. Alors ils le gouvernement à se sentir d'honnêtes gens, par loi. Les juifs, acculés parfois à des difficultés n'ont d'autre ressource que d'acheter les fonctions c'est le gouvernement qui pousse systématiquement de ses agents ! Une loi, pour être conforme à la nature des choses. Si un homme doit de manger, il est clair que cette loi ne peut durer un seul jour. Or toute loi, ayant pour but de réguler par des procédés coercitifs, est contraire à l'humanité. Voilà pourquoi toutes les lois de cette espèce sont par conséquent immorales. Elles tendent à dé

Le développement mental à une extrême limite nous montre bien souvent que des sociétés ont vaincu des sociétés plus cultivées, mais l'extrême licence des mœurs qui a rendu le xvi^e siècle et qui en a fait une proie facile pour les despotes. Ce qui fait la force des collectivités, c'est le caractère des individus. Les gouvernements, en imposant des relations injustes, travaillent systématiquement à la dégradation sociale. Il faut vraiment que l'espèce humaine ait un fond de puissance morale, pour avoir résisté à toutes les attaques qu'on porte aux sentiments pour n'être pas encore tombée dans une pou

1. Les publicistes allemands, idolâtres de l'État, ont fait beaucoup de mal qu'il fait. L'État est parfois parmi les plus puissants agents qui aient jamais existé parmi les hommes. L'État ne peut rien faire de bon sans qu'il sorte de ses attributions véritables. Or combien aujourd'hui de protéger les personnes et les biens ? Hélas ! L'Angleterre se rapprochait de cet idéal, mais dans ces derniers temps nous la voyons rouler aussi, peu à peu, sur la pente de la spoliation.

CHAPITRE III

LA JUSTICE DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES.

I

La tâche d'un gouvernement n'est pas finie le jour où le citoyen a dépassé les limites de sa juridiction. Il ne suffit pas qu'il lui rende la justice lui-même, il doit encore s'efforcer d'obtenir que les autres États ne le lèsent pas dans ses droits. Si un gouvernement ne faisait aucun effort dans ce sens, il ne favoriserait en aucune façon l'expansion de la nationalité qu'il représente. Or toute nationalité qui n'avance pas, recule. Donc un gouvernement, en abandonnant ses nationaux hors de ses frontières, travaillerait d'une façon indirecte à la défaite de sa nationalité. Il pratiquerait la conduite du suicide.

Les gouvernements modernes semblent fort mal comprendre leur mission. Ils ne voient pas que le problème dernier consiste à assurer la justice, ou, si l'on veut, la sécurité universelle à leurs nationaux. Sitôt qu'un individu est empêché de s'établir dans un pays où il pourrait réaliser une plus grande somme de bien-être que dans le sien, sitôt que dans ce pays nouveau on lui refuse les droits civils et politiques, on lui fait un tort. Sa patrie a le devoir de le défendre. Jusqu'à présent les gouvernements semblent dire à l'émigré : « Du moment que vous avez quitté la limite de notre juridiction, nous nous lavons les mains. On vous confisque des biens gagnés péniblement par un rude labeur, on vous expulse sans jugement, comme un malfaiteur, on vous ruine, on restreint vos droits, on vous empêche de prier Dieu à votre guise, on vous force à oublier votre langue, tant pis pour vous. Nous reconnaissons que chaque État est souverain, c'est-à-dire libre de violer les droits les plus élémen-

taires. Il vous a plu d'aller vous établir à l'étranger : à vos risques et périls, cela ne nous regarde pas ! »

Pourquoi les gouvernements tiennent-ils ce langage ? Mais simplement parce que, jusqu'à nos jours, ils existent non pas au profit des masses, mais au profit de petites minorités. Qu'importait à M. de Bismarck que les Allemands fussent chassés de Russie ou de France ? Il considérait surtout l'État prussien comme une organisation propre à lui assurer certains avantages personnels, puis à en assurer à la dynastie des Hohenzollern et aux familles groupées autour d'elle. Ce petit nombre d'individus ne souffrait pas de l'expulsion des Allemands, donc M. de Bismarck trouvait que tout était pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Et puis les gouvernements sentent bien que s'ils négocient avec leurs voisins pour mettre fin au droit barbare de l'expulsion, ils devront accorder la réciprocité. Or les habitudes despotiques sont si invétérées dans notre chair et dans notre sang, qu'aucun gouvernement ne veut renoncer à ce droit. On passe de cœur léger sur les intérêts des nationaux, pour ne pas limiter sa propre liberté. Et puis, d'après nos idées modernes, le plus grand avantage consiste non pas à protéger ses compatriotes, mais à pouvoir faire du mal aux étrangers. Le mal que l'on fait aux autres, paraît plus doux que le bien qu'on se fait à soi-même. Pour ces raisons, aucun gouvernement moderne ne cherche à abolir les pratiques de l'expulsion et de la limitation des droits des étrangers.

Mais il n'en sera pas toujours ainsi. Plus les lumières se répandront, plus les peuples comprendront leurs intérêts, moins les États seront des fermes exploitées au profit de petites minorités. On exigera que les nationaux soient défendues à l'étranger. Poussés par la pression populaire, les gouvernements seront amenés à négocier des traités internationaux. Peu à peu le nombre de garanties stipulées ira en augmentant¹, et

1. Ce mouvement se dessine de plus en plus. Ainsi des stipulations internationales garantissent déjà, dans une certaine mesure, la propriété foncière, mobilière et immobilière des étrangers. Dans ces dernières années, plusieurs pays ont fait des conventions pour assurer aussi la propriété littéraire et artistique. Le nombre des intérêts, réglementés par des traités, devient de plus en plus grand. Voy. A. Rivier, *Programme d'un cours de droit des*

à la fin le droit privé international deviendra identique au droit civil.

L'homme a commencé par être nomade, par conséquent le lien de la première association n'a pu être qu'individuel. Les vestiges de cette période subsistent encore de nos jours. Par cela seul qu'un individu est établi dans un pays, il ne devient pas citoyen de ce pays. Les lois de naturalisation sont plus ou moins libérales, selon les États, mais toujours l'État garde encore son caractère d'association personnelle. Quand le droit privé international sera devenu identique au droit civil, chaque étranger jouira de la plénitude des droits des nationaux. Alors le lien social sera formé par le territoire, et les derniers vestiges de la sauvagerie ancienne seront effacés.

On n'arrivera pas en un jour à cet état de choses. Mais on y arrivera successivement par la force des choses. Malgré les haines basses et étroites, qui divisent encore les gouvernements européens, malgré le regain d'exclusivisme rogue et hargneux, qui a envahi l'Europe depuis l'avènement de M. de Bismarck, le droit international privé fait des progrès constants. Chaque jour les États sont obligés de conclure de nouvelles conventions pour régler les intérêts de leurs nationaux. Ce mouvement continuera, malgré toute la mauvaise volonté des gouvernements. Les passions peuvent l'emporter parfois sur les intérêts. Très souvent, pour avoir la jouissance de faire du mal à ses voisins, on consentira à supporter les souffrances les plus cruelles, mais cet état psychique ne pourra pas durer longtemps. La passion est un paroxysme. Or l'essence du paroxysme c'est d'être court. Les intérêts reprendront le dessus et le droit international privé, qui a déjà réalisé tant de progrès, en réalisera encore dans l'avenir.

Le jour de son triomphe définitif marquera le moment où les luttes internationales entre citoyens de différents pays cesseront de se faire par les procédés lents et se feront uniquement sur le terrain mental. Alors les nations, liées par des stipulations mutuelles, formeront une seule unité politique, puisque la base de l'association politique est précisément la suppression des procédés imparfaits dans la lutte pour l'existence. On pourra

gens. Paris, Rousseau, 1889. Les différentes conventions du droit international privé y sont énumérées au chapitre iv.

dire alors que la justice régnera entre tous les hommes qui composeront cette association internationale.

II

Si imparfaits que soient nos gouvernements modernes, ils ont cependant un vague intuition que la justice internationale doit être le but suprême de leurs aspirations.

Ce qu'on appelle les représailles est un moyen d'obtenir cette justice. Mais il faut avouer que ce moyen est bien imparfait. Il pêche par la base, car il punit toujours des innocents pour les coupables. Il y a quelques années, M. de Bismarck a fait expulser du duché de Posen 30000 sujets russes, malheureux n'ayant commis aucun méfait méritant une mesure aussi cruelle. Il a plu seulement au chancelier de fer d'avantager les ouvriers allemands, en les débarrassant de la concurrence des ouvriers polonais, sujets du tsar. Que la Russie, en présence de cet acte de brutalité, ait négocié pour faire rendre justice à ses sujets, qu'elle soit même allée jusqu'à déclarer la guerre (nous admettons les conséquences les plus extrêmes), rien de plus légitime et de plus logique. Mais la Russie n'a rien fait de tout cela. Elle s'est contentée, par mesure de représailles, d'expulser certains sujets prussiens qui se trouvaient sur son territoire. Or, en quoi ces malheureux étaient-ils responsables des mesures édictées par M. de Bismarck? Pouvait-on démontrer qu'ils avaient seulement pétitionné en leur faveur? Certes, non. Des innocents ont donc payé pour les coupables.

Cette monstruosité est la règle des rapports internationaux. Ainsi les Allemands affirment que la France se serait toujours opposée à la constitution de leur unité nationale, et qu'il a fallu lui passer sur le corps, pour la réaliser. Peu importe la vérité ou la fausseté de cette opinion. Acceptons-la pour vraie. Si telle a été la cause de la guerre de 1870, une fois la victoire obtenue, les Prussiens n'auraient dû exiger qu'une seule chose de la France : la reconnaissance de l'unité allemande. Mais non, la France avait causé un dommage à l'Allemagne, en contrecarrant l'établissement de son unité, il fallait aussi lui en causer un, en lui enlevant l'Alsace et la Lorraine. Un homme

lésé doit exiger le redressement des torts qui lui sont faits, mais cela ne l'autorise pas à causer des dommages à un tiers. On me vole mille francs. Pour réparer ce tort, je vais voler mille francs à mon voisin, honnête homme qui n'a jamais rien dérobé à personne.

Une pareille conduite paraîtrait monstrueuse. Elle ne serait pas tolérée, au sein de l'État. Eh bien, une conduite analogue paraît le comble de la justice internationale. Que les Prussiens, en 1871, aient exigé l'exécution de tous les députés et sénateurs, qui avaient voté la guerre, cela se comprendrait à la rigueur. Mais non, ce sont 1 400 000 Alsaciens-Lorrains qui doivent payer pour les coupables. A-t-on seulement fait une enquête pour savoir si les habitants de cette province voulaient la guerre et s'ils l'auraient votée à une majorité quelconque? D'ailleurs, en admettant même que la majorité des Alsaciens aurait voté la guerre, en 1870, en quoi leurs descendants sont-ils responsables de cette action? Pourquoi des générations entières, pendant de longues années, doivent-elles souffrir pour des méfaits qu'elles n'ont pas commis? C'est probablement en vertu de la morale biblique qui condamne les enfants jusqu'à la septième génération, pour les crimes de leurs pères. Il faut avouer que cette morale biblique est d'une immoralité révoltante¹.

« Le désir des représailles est profondément ancré dans l'âme humaine, dit M. Köttschau², et dans beaucoup de cas il est légitime. » D'où ce publiciste conclut que les Français ont parfaitement raison de vouloir prendre la revanche de 1871. Mais si les Allemands sont alors battus, ils auront aussi raison de prendre une revanche, à leur tour, et ainsi de suite jusqu'à la fin des siècles.

Tout homme sensé condamne les vendettas corses qui déciment les familles pendant des générations. La police française fait tout ce qu'elle peut pour extirper ces mœurs sauvages. Aucun gouvernement civilisé ne sanctionne plus les vengeances privées. L'idée que la société se venge d'un cou-

1. En droit civil on a cessé depuis longtemps d'appliquer cette morale barbare. Presque tous les codes modernes ont supprimé la confiscation qui accablait les innocents pour les coupables.

2. *West Europa Kosakisch oder Geeint*. Strasbourg, 1890, p. 7.

pable est même abandonnée. Tous les systèmes pénitentiaires modernes ont pour but unique l'amélioration, la guérison morale du délinquant.

Mais ce qui paraît absurde en droit civil, paraît raisonnable en droit international. Comment n'est-on pas encore parvenu à comprendre que la vie d'un individu au sein de l'État et celle des États au sein de l'humanité, doivent se régler sur des principes absolument identiques?

Violer les droits des autres, n'est pas redresser les torts qui nous sont faits. Par malheur, il faut l'avouer, dans l'état d'anarchie internationale où nous pataugeons aujourd'hui, les sociétés n'ont souvent pas d'autre arme.

C'est même la soif de justice qui les pousse parfois à en user avec le plus de rigueur. Si paradoxal que cela paraisse à première vue, on peut affirmer, par exemple, que le regain de rigueurs protectionnistes dont on abuse tant aujourd'hui, provient, en partie, d'un besoin de justice. Même en Angleterre on commence à prêcher la théorie du *fair trade*, c'est-à-dire de la réciprocité. D'après cette école, il faut accorder la franchise absolue des droits de douane, seulement aux nations qui l'accordent aussi aux produits anglais. Sans cela, l'Angleterre subit une injustice et devient une dupe. M. Luzzatti, ex-ministre des finances du royaume d'Italie, a exprimé la même idée. Ses paroles sont très remarquables, comme signe du temps. « Nous ne devons pas être prisonniers, dit-il, de doctrines qui sont utiles seulement si on les suit de part et d'autre, et qui ne le sont pas, quand on les invoque pour vendre en Italie les produits fabriqués à l'étranger, et qu'on les oublie quand on doit acheter à l'étranger les produits italiens. *Équité de part et d'autre*, ou *égalité de sévérité*¹ ». Dans beaucoup de pays on a surélevé

1. Cité dans l'*Économiste français* du 16 mai 1891. M. Luzzatti s'est beaucoup occupé de questions économiques. De plus, il est Israélite. Il appartient donc à une race qui a une rare compréhension des intérêts financiers. Comment ne s'aperçoit-il pas du défaut fondamental de son raisonnement? Supposons que, par le fait du droit de douane établi en France, un viticulteur italien perde 2000 francs par an. Si ce même individu est obligé, par le droit établi en Italie, de payer ses vêtements plus cher qu'auparavant et qu'il perde de ce fait encore 300 francs, sa perte totale est de 2300 francs. C'est-à-dire que les représailles exercées à l'égard des Français ont servi, en dernière analyse, à infliger une nouvelle perte à des Italiens. Si M. Luzzatti avait seulement médité le charmant pamphlet de Bastiat intitulé, *Stulta et Puera*, il ne

les tarifs généraux pour avoir plus d'avantages à offrir aux nations qui voudraient conclure des traités de commerce.

Cette politique est inique parce que, encore ici, ce sont les innocents qui payent pour les coupables. En effet, parce que les Français pratiquent une politique surannée, le gouvernement italien force ses sujets à payer plus cher des produits anglais ou allemands, c'est-à-dire à restreindre leur confort. Le mal que l'on fait aux autres ne produit pas nécessairement du bien pour soi-même. On n'est pas mieux logé, parce qu'on a brûlé la maison du voisin. Mais, si absurde que soit la politique des représailles, elle est dictée parfois, nous le répétons, par la soif de justice.

L'injustice internationale diminue le bien-être des sociétés. Celles qui sont fortes ne consentiront pas à supporter éternellement les dommages qui en proviennent. Elles pèseront d'abord sur les États les plus faibles et les amèneront à abolir les lois restrictives à l'égard des étrangers. Certes, les Danois n'oseraient pas expulser des sujets allemands avec la même désolvinture que M. de Bismarck employait à l'égard des sujets russes. Les faibles sentiront de plus en plus la valeur du fameux *Civis Romanus sum*. Les Anglais aussi, ne toléreraient pas qu'un petit État, comme le Portugal ou le Siam, puissent violer les droits de leurs compatriotes. Les faibles seront donc vite obligés de pratiquer la justice internationale.

Entre États de forces égales, la contrainte sera impossible. Ils seront amenés, précisément par l'égalité de leurs forces, à conclure des conventions bilatérales, car l'unique moyen d'assurer des droits à leurs nationaux, sera celui de les conférer aux étrangers.

Quand la justice internationale régnera sur le globe entier,

serait pas tombé dans cette grossière erreur. Avant la guerre de tarifs qu'elle a inauguré dernièrement, l'Italie exportait en France pour plus de 400 millions de marchandises. En 1889 cette exportation est tombée à 133 millions. En 1887 l'Italie exportait en France 2 703 000 hectolitres de vin ; en 1890 seulement 19 800 hectolitres. Le prix du vin est tombé en Sicile à 3 francs l'hectolitre. Vouloir faire du mal à la France en appauvrissant l'Italie, c'est un peu naïf pour le pays de Machiavel ! Cette politique se ramène à se couper un bras pour faire du mal au voisin. D'ailleurs, d'après la théorie de M. Luzzatti, l'Italie devrait admettre les produits anglais en franchise absolue, puisque les Anglais font de même pour les articles italiens. Il n'en est rien malheureusement.

les citoyens des sociétés entreprenantes et actives auront le maximum de facilité pour s'établir où bon leur semblera. De plus, comme on ne leur refusera aucun droit civil et politique, ils auront le maximum de facilité pour s'enrichir et pour arriver sans obstacle aux premiers postes de l'État. Les sociétés les plus fortes sont surtout intéressées à l'établissement de la justice internationale. Or, comme l'intérêt des forts l'a toujours emporté depuis que le monde existe¹, la justice internationale finira par être établie.

III

Passons maintenant sur le terrain du droit public.

De même que l'être le plus parfait l'emporte dans les luttes individuelles, la nation la plus parfaite l'emporte dans les luttes internationales. La loi de Darwin agit d'une façon aussi inexorable à l'égard des collectivités qu'à l'égard des individus. La résultante des luttes internationales est aussi le triomphe des meilleurs.

Mais, dira-t-on, l'histoire ne semble pas confirmer cette théorie. Est-ce à dire que les barbares étaient meilleurs que les Romains, les Turcs meilleurs que les Grecs, les Tartares meilleurs que les Russes? Que de civilisations brillantes ont succombé sous les coups de la sauvagerie! Peut-on appeler cela le triomphe des meilleurs?

Les phénomènes biologiques et sociaux sont extrêmement complexes. Il faut se livrer parfois à de longues analyses pour les bien comprendre.

On doit se souvenir, tout d'abord, que la survivance des plus aptes doit s'entendre au point de vue relatif. Dans l'état de barbarie où l'humanité a vécu jusqu'à ce jour, l'armée est le critérium le plus exact des supériorités sociales.

Dans tous les cas, cette supériorité est très difficile à établir pour des organismes aussi complexes que des grandes nations historiques. La perfection doit s'entendre, naturellement, pour la totalité des fonctions sociales; mais, selon les circonstances,

1. Comme nous l'avons montré, les sept dixièmes du globe appartiennent désormais aux nations européennes, c'est-à-dire aux plus forts.

chaque fonction peut acquérir une importance supérieure aux autres. De là de grandes difficultés d'appréciation. Les Byzantins, aux environs de l'an 1450, étaient *peut-être*¹ plus avancés que les Turcs, au point de vue intellectuel. Mais les Turcs pouvaient avoir d'autres avantages qui compensaient cette infériorité : plus de courage physique (ce qui était alors d'un avantage très considérable), plus d'activité, un esprit libéral², moins d'attachement aux routines du passé ; plus de dévouement à la chose publique, plus de sévérité dans les mœurs, plus de moralité. Il n'est pas facile de décerner la palme. Il faut se garder d'abord des illusions nationales. Chaque individu se croit plus parfait que son voisin, chaque nation se croit supérieure à ses voisines. Les illusions historiques pervertissent encore le jugement. Ainsi l'empire romain nous apparaît, à travers le prisme de notre ignorance et de notre imagination, comme un État idéal. Un examen plus attentif démontre, au contraire, que, vers le iv^e siècle, l'empire Romain était gouverné d'une façon détestable et était, par cela, extrêmement faible.

Si nous comparons les nations modernes de l'Europe, nous les voyons posséder des avantages assez différents. Dans les unes, le développement intellectuel est plus grand, mais la moralité plus faible ; dans d'autres, il y a une civilisation moins brillante, mais des qualités plus solides. Décider laquelle de ces nations est absolument supérieure aux autres, est une tâche bien ardue.

Au moyen âge, quand deux hommes avaient un procès, on les faisait combattre l'un contre l'autre. Le vainqueur avait raison, le vaincu avait tort.

1. Nous disons *peut-être* parce qu'il y a connaissance et connaissance. Quelques Byzantins lisaient, sans doute, encore Homère et Euripide au xv^e siècle, mais le traditionnalisme l'emportait de plus en plus chez eux. Leur instruction était surtout scolastique et pédantesque. Les Turcs pouvaient avoir moins de culture littéraire, mais plus de notions positives, plus de réalisme, moins de nuageuse métaphysique. Bref, ils voyaient peut-être plus les choses comme elles étaient. Lors du siège de Constantinople, les Byzantins étaient persuadés que la sainte Vierge descendrait du ciel pour les défendre. Les Turcs n'attendaient rien de Mahomet, mais de leurs canons plus perfectionnés.

2. Les Turcs ont été très progressistes à une certaine époque de leur histoire. Mahomet II a eu, avant tous les autres souverains de l'Occident, l'armée la mieux organisée et la meilleure artillerie de l'Europe.

Nous en sommes encore là au point de vue de l'appréciation des supériorités sociales. Jusqu'à présent, l'humanité n'a découvert d'autre procédé, pour les déterminer, que les massacres sur les champs de bataille. La nation qui peut tuer le plus d'ennemis, dans le temps le plus court, est proclamée la plus parfaite. On ne peut pas dire que cette base d'appréciation soit complètement fausse. Pour tuer plus vite que ses voisins, il faut avoir la meilleure armée. Cela exige une bonne organisation sociale. Cette organisation suppose, à son tour, une supériorité intellectuelle et morale¹. En définitive ce sont toujours des qualités de l'ordre mental qui assurent la victoire. La terre sera aux plus intelligents.

La guerre est une épreuve. Les tueries et les massacres sont comme les combats singuliers des tribunaux du moyen âge. Il faut avouer que c'est là une procédure bien cruelle et bien coûteuse. Les trois quarts du temps, les frais de cette singulière justice absorbent bien au delà de la valeur du litige. Au sein de l'État, on cherche à diminuer les dépenses judiciaires. Ne serait-il pas temps d'opérer la même réforme sur le terrain international ?

Puisque la victoire est aux plus intelligents, le massacre n'est qu'une instance. Il s'agirait de la supprimer et de trouver un autre critérium pour apprécier la supériorité sociale.

Il nous semble qu'il y en a un dont on peut difficilement contester la valeur : l'expansion nationale. Une société économiquement plus avancée aura toujours tendance à envahir le territoire d'une société plus pauvre. Une nationalité intellectuellement plus puissante absorbera les nationalités plus faibles.

1. Un exemple. La Roumanie en déclarant la guerre à la Russie ferait une vraie folie, parce que la Russie peut mettre en campagne autant de soldats que la Roumanie a d'habitants. Le pied de guerre des principales nations européennes comporte généralement un soldat sur dix habitants. L'empire chinois a une population de 361 millions. Au même taux que l'Europe, elle aurait donc pu avoir une armée de 36 millions d'hommes, à peu près ce que la France a d'habitants. On le voit, il y a la même proportion entre la Chine et la France, qu'entre la Russie et la Roumanie. Cependant, à l'heure actuelle, la Chine est incapable de lutter contre la France. Cela vient de son organisation sociale imparfaite. Le gouvernement central est à peine obéi dans les provinces. Les communications sont d'une extrême lenteur. Enfin, l'outillage mental des Chinois est encore dans l'enfance. Ils n'ont même pas été capables de se débarrasser du monosyllabisme dans la langue, ni de l'écriture idéographique.

Prenons un exemple. Certaines provinces de la Chine ont jusqu'à 210 habitants par kilomètre carré. Nourrir une population aussi dense, seulement par l'agriculture et la petite industrie, et cela sans exploiter les marchés étrangers, est un vrai prodige d'activité économique¹. De l'autre côté de l'océan Pacifique, aux États-Unis, il y a des régions d'une fertilité proverbiale ayant à peine 2 habitants par kilomètre carré. Les Chinois ont donc tout intérêt à aller s'établir en Californie. Si leur émigration n'avait pas été contrariée et si, en s'établissant en Amérique, ils ne se laissaient pas assimiler, la nationalité anglo-saxonne reculerait devant la nationalité chinoise. Si les Célestes étaient assimilés, la nationalité chinoise reculerait devant la nationalité anglo-saxonne². La nationalité qui gagnerait du terrain serait la plus parfaite, celle qui en perdrait, la moins parfaite. Cette seule épreuve devrait suffire et il serait inutile d'en appeler à l'instance ultérieure, qui est le massacre. La terre au plus intelligent, telle est la loi naturelle : telle devrait être la loi internationale.

Au sein de l'État, si deux hommes aspirent après un poste donné à l'examen, le plus intelligent obtient la place convoitée. Le vaincu se soumet à cet arrêt. Il ne va pas assassiner son rival heureux, et, s'il le fait, la société le punit pour homicide. Quand bien même la loi ne le frapperait pas, l'opinion publique serait contre lui. Attaquer un homme, parce qu'il est notre supérieur en intelligence, est déshonorant. Faire appel à la force

1. Le Lancashire, en Angleterre, a 707 habitants par kilomètre carré. Mais le Lancashire est un district de 4880 kilomètres carrés. C'est, à proprement parler, une immense agglomération urbaine. La province de Kiang-Sou, en Chine, qui a 210 habitants par kilomètre carré, a une superficie de 100 000 kilomètres carrés. Elle est plus grande que le Portugal (89 000 kilomètres carrés). Notez, de plus, que le Lancashire a le globe entier pour marché, tandis que le commerce international de la province de Kiang-Sou est une valeur presque négligeable. Tout le commerce de la Chine (importation et exportation) s'est élevé en 1889 à la somme de 1220 millions de francs.

2. La supériorité de la civilisation européenne sur la civilisation chinoise est tellement incommensurable que, pour nous, l'assimilation des Chinois paraît absolument inévitable. Ils seront obligés d'apprendre l'anglais, ils seront obligés de s'initier à nos arts et à nos sciences, pour peu qu'ils veuillent monter les échelons de la hiérarchie sociale. Rien ne nous paraît plus puéril que la crainte des Anglo-Saxons à l'égard des Chinois. Les Américains, en défendant l'immigration chinoise, diminuent le nombre des gens qu'ils auraient pu assimiler. Ils ralentissent donc, eux-mêmes, la croissance de leur nationalité.

brutale, nous paraît dégradant dans les rapports entre citoyens. Malheureusement, le point de vue diamétralement opposé domine encore dans les rapports internationaux. On y considère précisément comme un déshonneur la justice à l'égard de l'étranger. Cela provient en partie d'une confusion des plus funestes. Défendre ses droits au péril de sa vie, préférer mourir plutôt que souffrir l'iniquité, est beau, grand, noble et généreux. Toute nation qui laisse attenter à ses droits, sans consentir aux sacrifices les plus pénibles pour les défendre, descend dans la lie de l'humanité. Mais défendre ses droits ne signifie pas porter atteinte aux droits des autres. Malheureusement, ces deux choses sont absolument confondues dans les rapports internationaux. Si un Allemand s'empare par force de la terre d'un Russe, le Russe doit se défendre, son pays doit le soutenir et tous ses compatriotes ont raison de verser la dernière goutte de leur sang pour redresser le tort fait à l'un d'eux. Mais si l'Allemand offre au Russe de lui acheter sa terre, si le Russe y consent de plein gré, sans contrainte, parce qu'il y trouve un avantage, la scène change totalement. Empêcher l'Allemand d'accomplir un acte pareil n'est pas se défendre, c'est attaquer, c'est violer les droits de l'Allemand, c'est pratiquer l'injustice à son égard¹.

La lutte pour l'existence se ramène, en dernière analyse, à l'expansion des nationalités plus parfaites et à l'élimination des moins parfaites.

On peut donner un exemple très intéressant, où tous les phénomènes s'étant accomplis dans ces dernières années, l'évidence des faits est complète. L'État du Transvaal² a été fondé en 1852 par une émigration de colons hollandais. Aujourd'hui les descendants des premiers fondateurs sont 60 000 hommes. Ils ne reçoivent aucun renfort de compatriotes, ni du Cap, ni de l'Orange, ni de la Hollande. Dernièrement la découverte des mines d'or a appelé au Transvaal une forte immigration d'Anglais. Ceux-ci y sont déjà 50 000. Ils augmentent tous les jours. Dans peu de temps ils seront les plus nombreux. La ma-

1. Nous pouvons même ajouter à l'égard du Russe. Car empêcher un homme de disposer de sa propriété, c'est limiter son droit, c'est commettre une confiscation.

2. Officiellement la république Sud-Africaine.

jorité passera aux nouveaux venus. Ce jour-là, il sera juste que le Transvaal cesse d'être un État hollandais et devienne un État anglais. Mais, d'après les idées dominantes, une pareille transformation ne peut pas s'opérer sans passer par l'instance de la guerre, c'est-à-dire des massacres. Les Hollandais disent : « Le Transvaal est un État fondé par nos ancêtres. C'est notre bien. Nous l'avons conquis au prix de notre sang. Nous voulons le garder pour nos descendants. Nous avons le droit de disposer de notre État, comme on dispose de sa ferme. Nous ne tolérerons donc pas que les Anglais aient la haute main chez nous. Nous allons d'abord leur refuser les droits politiques, puis les droits civils, les empêcher d'acheter des terres, faire subir mille vexations à ceux qui sont dans notre pays, pour les forcer à s'en aller. Si tout cela ne suffit pas, nous les expulserons brutalement¹, puisque nous disposons de la force armée. » Naturellement les Anglais, lésés dans leurs droits les plus légitimes, feront appel au gouvernement de leur pays. La guerre éclatera entre l'Angleterre et le Transvaal. Comme les Hollandais sont à peine 6 millions sur le globe, tandis que les Anglais sont 110 millions², la victoire définitive des derniers ne fait pas l'ombre d'un doute. Le Transvaal sera conquis et annexé aux possessions britanniques. Les Anglais prendront en main le gouvernement de ce pays. Ils y promulgueront les lois qu'il leur plaira. Par mesure de représailles, les Anglais seront amenés à infliger aux Hollandais le traitement que les Hollandais infligeaient, avant la guerre, à leurs compatriotes : limitation des droits politiques, confiscations, etc. Peut-être même, si les résistances individuelles des Hollandais sont trop fortes, les Anglais seront amenés à les expulser totalement, en sorte que les Hollandais perdront le *patrimoine de leurs pères*.

Supposons, que cette dernière extrémité ne se produise pas. Avant comme après la conquête anglaise, la question restera identique : le Transvaal sera-t-il un État hollandais ou un État anglais ? La domination politique ne résout en aucune façon la

1. Ce discours, fictif en partie pour le Transvaal, est le résumé des mesures que les différents gouvernements soi-disant civilisés prennent à l'égard des étrangers, en Europe et en Amérique.

2. Nous entendons les nationalités hollandaise et anglaise, non les États formés par ces nationalités.

question de la nationalité. Quand les Anglais se sont emparés du Canada, en 1763, ils y ont trouvé 70 000 Français. Ils ont tout fait pour les angliciser. Mesures violentes, exécutions martiales, privations de droits, corruption, tous les procédés surannés de l'ancienne politique y ont passé. Rien n'y a fait. Les 70 000 Français de 1763 sont aujourd'hui près de 1 500 000. Non seulement ils ne se sont pas anglicisés, mais encore ils empiètent sur la nationalité anglaise. Mêmes circonstances au Cap. Les Hollandais ne se sont pas laissés entamer. Aujourd'hui ils reprennent le dessus. Si leur avance ne s'arrête pas, le Cap deviendra un pays hollandais sous la domination britannique.

De même au Transvaal, la guerre n'aura rien décidé. Mais qu'est-ce que cette instance, à laquelle les Hollandais auront appelé, leur aura rapporté? Rien que du mal. D'abord un certain nombre d'entre eux auront péri sur le champ de bataille, et par suite des maladies contractées à la guerre. Le nombre des Hollandais aura donc diminué et, par conséquent, leur disproportion par rapport aux Anglais sera devenue plus grande. Or, comme ils sont les moins nombreux, ils ont un intérêt majeur à ménager leurs forces. Les hommes morts ne font pas d'enfants. Par conséquent les pertes de la campagne iront se répercuter dans les générations futures en progression géométrique. Pour un Hollandais tué, il y en aura quatre de moins dans la première génération, seize dans la seconde et ainsi de suite. La guerre aura ralenti la production de la richesse. En passant sous la domination britannique, les Hollandais seront plus pauvres qu'avant les hostilités. Or la richesse est le nerf même du développement intellectuel. Enfin, la conquête britannique aura enlevé aux Hollandais la direction politique de l'État. De puissants efforts, pendant de nombreuses générations, seront peut-être nécessaires pour reconquérir cette égalité que les Anglais leur demandaient seulement de partager avec eux, avant les hostilités. On le voit, l'instance de la guerre n'aura fait qu'empirer la situation des Hollandais. Par conséquent, ils auraient eu mille fois plus d'intérêt à traiter les Anglais avec justice. S'ils avaient pu l'emporter dans la lutte intellectuelle, tant mieux; mais si la nationalité anglaise gagnait définitivement du terrain, les Hollandais auraient dû se sou-

être aux lois de la nature qui produit le triomphe des meilleurs. Ce qui se passe au Transvaal, se reproduit dans tous les États de la terre. Ainsi les Allemands sont à l'étroit dans leur pays. leur porte, en Russie, il y a des terrains immenses à peine habités¹. Les Allemands auraient intérêt à aller s'y établir plutôt qu'à émigrer à l'autre bout du monde, au Minnesota, au Manitoba, au Brésil ou en Australie. Mais la Russie oppose des obstacles de plus en plus considérables à leur migration². Supposons que l'empire d'Allemagne, fatigué un jour de tort fait à ses nationaux, déclare la guerre à la Russie. Si l'Allemagne a une organisation plus parfaite, elle remportera la victoire et s'annexera toute la Lithuanie. Dans ce cas, le résultat définitif sera le même pour la Russie que celui de l'invasion pacifique des Allemands. Telle province, auparavant slave, sera germanisée. Le plus intelligent aura gagné du terrain, le moins intelligent en aura perdu.

Si la Russie venait à perdre la Lithuanie après une guerre sanglante, elle chercherait naturellement à la reconquérir. Si elle n'y réussit pas, elle devra se soumettre finalement à ce que les chrétiens appellent la volonté de Dieu, les païens l'arrêt du destin, et la science les lois de la nature. L'Angleterre ne songe plus à reprendre la Normandie ou la Guyenne, l'Autriche la Silésie ou le royaume Lombardo-Vénitien.

Mais si on trouve rationnel de se soumettre à l'arrêt du destin, quand le dieu de la guerre a prononcé, on ne veut pas s'y soumettre quand la conquête a lieu par lente infiltration, quand c'est le fait de la supériorité mentale. Défaite pour défaite, celle qui se produit sur le terrain intellectuel est infiniment plus dure. Mais non, on trouve les souffrances d'autant plus intolérables qu'elles sont moins cruelles. Si on est vaincu dans la lutte mentale, on affirme ne pas pouvoir supporter cette situation humiliante. On se croit obligé d'en appeler au massacre. Mais pourquoi la situation du vaincu est-elle moins humiliante après une défaite politique qu'après une défaite mentale ? En quoi la position est-elle moins dure après une guerre sanglante qu'avant ?

¹. Ainsi la Podolie, une des régions les plus fertiles de la Russie, a 60 habitants par kilomètre carré, tandis que la Saxe en a 212.

². On parle maintenant, en Russie, de défendre absolument l'établissement d'étrangers dans les provinces occidentales de l'empire.

Ce point de vue est absurde et, nous le répétons, ce point d'honneur est absolument faux. Il n'est pas honorable, il est dégradant de ne pas respecter les droits d'autrui. C'est contre l'assimilation pacifique qu'il faut lutter de toutes ses forces. Il faut consentir aux sacrifices les plus extrêmes pour sauver son type national. Mais, si l'on est vaincu sur ce terrain, on doit se soumettre à la supériorité mentale, parce que le triomphe des meilleurs est la loi même de la nature.

Une nation qui, perdant du terrain dans la lutte intellectuelle, en appelle à la guerre, est semblable à un homme qui, n'ayant pu convaincre un interlocuteur, se jette sur lui pour le tuer. Cette action est considérée comme criminelle en droit civil. Elle est tout aussi criminelle en droit international. On le comprendra, sans doute, un jour.

« Nous ne laisserons pas l'étranger s'infiltrer dans notre pays, disent aujourd'hui les nations. S'il le faut, nous donnerons la dernière goutte de notre sang, mais nous n'abandonnerons pas un pouce de notre territoire. » Ce langage paraît héroïque et fier ; il fait vibrer les cœurs généreux. À quoi ramène-t-il, cependant, en dernière analyse ? À ceci : « Nous ne souffrirons pas que l'intelligence s'accroisse sur le globe. Détruisons les supériorités mentales ! Place à la bestialité ! Ravageons l'homme à la condition de la brute ! » Que devrait inspirer une pareille conduite ? La honte et non l'orgueil. « Vous êtes physiquement les plus forts, semblent dire les nations : nous nous soumettons. Vous êtes les plus intelligents : nous vous vainquons. » On trouve cela superbe ! Eh bien, très carrément, nous déclarons cela abject.

Les hommes croient commettre une action belle et noble en sacrifiant jusqu'à leur vie pour empêcher le recul de la frontière linguistique. Ils pensent qu'après avoir épuisé toutes les ressources mentales, si on fait encore appel à l'*ultima ratio* de la force brutale, c'est-à-dire au massacre, on est plus grand qu'en se tenant seulement aux procédés intellectuels. Les hommes se trompent : faire appel au massacre est vil et honteux.

Pour deux raisons. La première c'est que la force ne peut rien dans les questions mentales. On devrait rougir de ne pas comprendre cette vérité si évidente. La seconde, c'est qu'il est

L'ALLIANCE.

ut de violer le droit d'autrui, de commettre ce qui des crimes¹. Non. Le langage digne et noble, le langage devrait vraiment faire vibrer les cœurs généraux serait
« Nous nous inclinons devant la supériorité mentale. t, triomphe et honneur! Aux plus intelligents les pre-laces! »

étrange, aucun gouvernement ne songe aujourd'hui à ses nationaux ; tous s'imaginent que leur plus précieuse ive consiste surtout à faire impunément du mal aux s. Dernièrement, quand M. de Bismarck a expulsé ujets du tsar, le gouvernement russe n'a pas dit au ement prussien : « Ces malheureux ont-ils commis quel- ie? Ont-ils assassiné, pillé ou volé ? Ont-ils violé les lois pays? Si non, pourquoi les expulsez-vous? » Le gouver- usse n'a rien dit de pareil, il n'a pas même soulevé de , il n'a pas fait l'ombre d'une représentation à la Prusse. i? Parce que le gouvernement russe, qui pratique lui- s expulsions les plus injustes, trouve les procédés s parfaitement légitimes.

en, ce point de vue est absolument faux. Il faut res- s' droits des étrangers et faire respecter les droits de onaux.

IV

isons la justice internationale établie entre sociétés s. Au point de vue concret, cela veut dire que les États, série de traités et de conventions, garantiront aux s des droits identiques à ceux des nationaux. Un étran- ra posséder des biens mobiliers, immobiliers et fonciers, eu à sa guise, bâtir des chapelles et des églises aussi t même plus belles que celles des indigènes ; il pourra r de toute façon avec qui bon lui semblera, publier des x et des livres en sa langue, sans être soumis à au-

xols viennent fonder une école chez les Zédois. Les parents Zédois, ne contrainte, la préfèrent à l'école nationale. Sous prétexte de sa nationalité, tuer ou expulser ces Ixols, c'est attenter à leur droit, mettre un crime.

cune censure, propager son idiome et ses idées sans aucune restriction. Il sera accessible à toutes les charges municipales ou administratives auxquelles on voudra l'élire, depuis les plus modestes jusqu'aux plus hautes. En un mot l'étranger, ayant la garantie de n'être ni expulsé ni lésé dans ses droits, jouira de la pleine liberté civile et politique.

Si alors l'indigène n'a pas assez de puissance mentale pour absorber cet étranger (comme c'est le cas aux Indes, par rapport aux Anglais), il sera amené à apprendre la langue de l'envahisseur. Peu à peu le nombre de personnes qui auront le même intérêt, augmentera. La langue de l'envahisseur fera tache d'huile. Des îlots linguistiques se formeront autour de chaque immigrant : puis ils finiront par se souder, et l'assimilation sera accomplie au profit de l'envahisseur¹.

Quel sera le résultat d'un pareil état de chose ? Une dénationalisation extrêmement accélérée des sociétés les moins parfaites. Aujourd'hui un Français qui va au Maroc risque sa vie, à chaque instant. Le nombre de Français qui ont l'audace de s'y établir est donc très restreint. Un Français, en Italie, jouit d'une plus grande sécurité, mais il n'est pas à l'abri de l'expulsion, des mesures d'exception, de la privation des droits politiques. Cependant, comme la sécurité est plus grande en Italie qu'au Maroc, un plus grand nombre de Français s'y établissent. Enfin, avec une sécurité absolue, l'expansion des Français pourrait y acquérir le maximum d'intensité.

Le Maroc n'est pas aussi puissant que la France. Néanmoins, par sa barbarie, il porte atteinte aux intérêts des Français, puisqu'il les empêche de faire des affaires dans ce pays. Pour garantir les intérêts de ses citoyens, la France devrait conquérir le Maroc. Cela demanderait de bien grandes dépenses. Si le Maroc pratiquait la justice internationale, la possibilité de le franciser serait bien plus grande qu'aujourd'hui.

Les nationalités les plus vivaces sont donc le plus vivement intéressées à l'établissement de la justice internationale.

Elles ont aussi le plus grand intérêt à proscrire absolument

1. La population autochtone de l'Inde est de souche dravidienne. Les Ariens ont imposé leur langue dans tout le nord de la péninsule. Si les indigènes ne parviennent pas à se créer un outillage mental égal à celui des Anglais, dans un des idiomes du pays, toute l'Inde parlera un jour l'anglais.

la dénationalisation coercitive. Sitôt qu'on *force* un peuple à apprendre une langue étrangère, ce peuple se rebiffe. Pour peu qu'il ait la moindre dose de vitalité, il doit en être ainsi. Aujourd'hui, par exemple, les Allemands viennent dire aux Slaves : « Jamais vous ne serez capables de créer une culture originale. Pour atteindre le point culminant de l'évolution intellectuelle, adoptez la langue et la culture germaniques. — Qu'en savez-vous ? » répondent les Slaves. Toutes les sociétés ont eu des commencements modestes. Une civilisation ne sort pas toute formée du fond populaire, comme Minerve du cerveau de Jupiter. La culture des Romains était encore dans les langes, quand celle de la Grèce brillait déjà du plus vif éclat. Cela n'a pas empêché Rome de se développer à son tour. Vers 1750, la culture française était certainement supérieure à la culture allemande. Mais qui pouvait prévoir l'avenir ? Était-on en droit d'affirmer que les Allemands ne pourraient jamais avoir une brillante civilisation ? Les Français auraient pu aussi traiter alors les Allemands de *Kulturmaterial* et leur offrir charitablement de renoncer à leur idiome barbare, pour la langue des Corneille, des Racine et des Voltaire. Non. Toutes ces propositions sont inacceptables. Obliger un peuple à abandonner sa langue, sous prétexte d'infériorité, c'est le condamner à l'ilotisme, c'est attenter à ses droits les plus sacrés, puisque pour chaque nation, comme pour chaque individu, la jouissance suprême consiste dans le maximum de développement de l'originalité.

Sitôt que les mesures coercitives s'en mêlent, le combat cesse de se faire à armes loyales. La partie qui subit l'injustice se replie sur elle-même. Elle tâche de résister à ses oppresseurs. Elle commence à les haïr. Or, à partir de ce moment, l'assimilation devient impossible, et l'expansion des nationalités fortes se ralentit.

Les nationalités puissantes ont même un immense intérêt à hâter autant que possible le développement des nationalités faibles. Tant qu'un peuple reste barbare, il est, au point de vue mental, un client très médiocre. Les Bulgares, par exemple, sortent à peine de l'ignorance la plus épaisse. Toute leur littérature était composée naguère de quatre ou cinq cents volumes. Ayant peu de besoins intellectuels, ils n'achetaient presque pas de

livres étrangers. Que les Bulgares cultivent leur langue, qu'ils se créent une littérature très riche et deviennent un peuple très civilisé, leurs besoins littéraires augmenteront. Mais cinq millions de Bulgares ne pourront pas produire, par leur seul effort, l'outillage mental, si complexe, nécessaire de notre temps. Ils seront donc obligés de s'adresser à la littérature anglaise, allemande, française ou russe. Ces quatre nationalités trouveront des clients là où elles n'en ont presque pas aujourd'hui. De plus, les armements militaires absorbent maintenant une immense partie des ressources des sociétés européennes. Supposez les luttes politiques terminées. Toutes ces ressources iraient à l'outillage mental. Par conséquent les petites nations feraient de plus grands approvisionnements de livres, de matériel scolaire et de personnel enseignant, chez les possesseurs des grandes richesses mentales. Ceux-ci verraient augmenter leur débit, donc leur puissance de production.

De même que pour un peuple, faisant un grand commerce, il vaut mieux trouver les marchés étrangers bien fournis que mal fournis, de même pour les nationalités puissantes, il vaut mieux que toutes les sociétés soient aussi civilisées que possible. Loin de contrecarrer les efforts que font les petites nationalités pour acquérir une culture originale, il faudrait les favoriser de toute façon. En cultivant leur langue, elles accélèrent leur développement mental, elles hâtent le moment où elles devront forcément se perdre dans les flots d'une nationalité plus puissante.

Les nationalités fortes peuvent accorder la réciprocité la plus complète aux faibles, sans aucun danger. La France, à coup sûr, ne peut nourrir aucune crainte d'être un jour arabisée, même en reconnaissant tous les droits possibles et imaginables à ses sujets algériens.

On assimile par deux procédés : l'expansion et l'imitation. Ainsi les Anglais qui vont aux Indes portent leur langue dans ce pays. Ce sont des considérations d'ordre politique qui poussent d'abord les Indiens à apprendre l'anglais. Plus tard cette étude se fera aussi par suite de besoins d'ordre mental. Les sociétés plus avancées partent d'emblée du terrain intellectuel. Ainsi les Roumains étudient aujourd'hui le français, font venir les modes, les livres et les œuvres d'art de Paris, par impulsion

L'ALLIANCE.

c'est-à-dire par imitation. Les Allemands faisaient de u XVIII^e siècle.

ture nationale a une importance de premier ordre, mais, orce des choses, la civilisation a une importance plus encore. Les petites nationalités, qui ne pourront pas se a outillage mental complet, seront obligées de l'em- à des voisins plus riches et *insensiblement* (pourvu e violence soit bannie, car alors l'inconscience de ce is n'est plus possible), elles seront amenées à être absor- is les nationalités plus puissantes.

ut prévoir un temps où les quatre ou cinq mille langues arlent aujourd'hui sur le globe, seront peut-être réduites u cinq ¹.

ociétés mal adaptées au milieu sont fatalement con- , à disparaître. Ce qui se passe aux États-Unis est très f à cet égard. Le gouvernement de Washington vend les bliqués aux blancs. Il en laisse une partie aux Indiens, om de réserve, et il s'engage, de plus, à leur fournir une quantité d'approvisionnements. Les agents chargés de itures en détournent les fonds à leur profit, et laissent ns sans ressources. Ceux-ci vendent alors les terres de erve, pour avoir de quoi subsister. Quand ce dernier st épuisé, ils sont acculés à la misère la plus noire et ur reste d'autre alternative que mourir de faim ou de re. Chose étrange, il ne leur vient pas à l'esprit que simple moyen de ne pas périr d'inanition est de tra- Un peuple incapable de passer de la chasse à l'agricul- st pas adapté au milieu de la civilisation : *il doit périr*. endu, l'auteur ne veut pas dire qu'il faut le massacrer. olence est odieuse. Mais le jour où les Indiens attaquent, es doivent bien se défendre. Dans la guerre qui s'en- Indiens étant les plus faibles, meurent en plus grand et leur race diminue nécessairement.

le au sein de l'État l'assassin est éliminé par la peine de

riaquons *très timidement* la supposition que l'allemand, l'anglais, , le français et le russe surnageront seuls au bout d'un certain est très difficile de faire des prophéties. Le français a surtout de n Amérique. Si le taux actuel d'accroissement des Canadiens se ils seront plus nombreux que leurs compatriotes européens, vers ix^e siècle.

mort ou l'emprisonnement, au sein de l'humanité les sociétés violatrices du droit seront éliminées par la guerre. Celles qui combattront par le fer seront vaincues par le fer. L'humanité sera composée un jour de sociétés qui se combattront uniquement par les procédés intellectuels. Ces nations, comme les citoyens, jouissant de la plénitude de leurs droits, au sein de l'État, seront les membres égaux d'une future association internationale.

Quand l'humanité entière, par l'élimination successive des sociétés inférieures, sera composée de groupes qui tous seront capables de s'élever jusqu'à une conception scientifique de l'univers, le niveau général de notre espèce aura monté plusieurs degrés de l'échelle des êtres. Nous devons poursuivre ce résultat; nous devons tâcher de le réaliser le plus tôt possible. On a parlé souvent de l'élimination des races inférieures. Nous en avons vu périr sous nos yeux (les Australiens, les Indiens d'Amérique en partie). Cette élimination est désirable (pourvu qu'elle se fasse sans massacres venant de l'initiative des races supérieures), mais, pour nous, nous attachons peu d'importance à la race. Toutes sont perfectibles, puisque les ancêtres des blancs, qui eux aussi étaient d'une race inférieure, se sont perfectionnés. D'ailleurs les races ne sont pas immuables. Le milieu physique les modifie. Les Yankees ont déjà un type spécial. Chez les nègres américains, le crâne a changé de forme et la peau de couleur. De plus les croisements transforment constamment les races¹. Celles qui existent aujourd'hui changeront encore plus vite à l'avenir, quand les populations des différents pays de la terre se mélangeront plus rapidement².

1. Voy. Vianna de Lima, *Exposé des théories transformistes*, p. 408. « Les nègres américains ont cessé dans leur ensemble d'être des noirs purs, comme leurs ancêtres d'Afrique, et on peut les considérer en moyenne, comme ayant des trois quarts au sept huitièmes de sang européen. » (Reclus, *Nouv. Géogr. univ.*, t. XVI, p. 699.)

2. Déjà des Hindous vont s'établir à Zanzibar et dans les colonies anglaises et allemandes de l'Afrique. Il y a sur notre globe trois centres de réserve humaine : la Chine, l'Europe et l'Inde. Ces trois pays deviendront de grands foyers d'émigration. Celle des blancs est déjà organisée d'une façon très satisfaisante. Il y a des années où près d'un million d'Européens sont allés s'établir sur les terres vierges de l'Amérique et de l'Australie. L'émigration chinoise et indienne en est encore à ses débuts. Sans doute, elle finira par prendre les mêmes proportions que l'exode des Européens. Quelles sont les

Peu importe qu'un homme ait la peau blanche, jaune ou noire, pourvu que son cerveau soit capable des hautes conceptions scientifiques qui en font précisément un être supérieur. Or, au fur et à mesure que la somme de justice deviendra plus grande sur le globe, les sociétés incapables de s'élever au niveau atteint par l'espèce (c'est-à-dire de s'adapter au milieu mental), disparaîtront de plus en plus vite. Disparaîtront ne veut pas dire qu'elles devront être massacrées, mais qu'elles seront éliminées physiologiquement¹, économiquement et mentalement. Les types inférieurs iront se perdre dans les types supérieurs.

Quand la lutte s'accomplira par les procédés intellectuels, elle prendra le caractère humain dans le véritable sens de ce mot. L'auteur fait ici un jeu de mots involontaire, mais, par cela même très caractéristique. En effet, dans la plupart des langues européennes le mot *humain* a deux acceptions; il signifie *propre à l'homme et doux, non cruel*. Le sens commun, devançant encore ici les théoriciens les plus en renom, semble indiquer comme caractéristique de notre nature, la prédominance de la force mentale sur la force brutale.

En résumé, c'est la justice internationale qui hâtera le plus le triomphe des meilleurs. Or les meilleurs, au point de vue social, sont les nations plus avancées, donc les plus puissantes. Si on pouvait amener celles-ci à comprendre leur *véritable* intérêt, les luttes internationales seraient immédiatement transportées sur le terrain intellectuel. Par malheur, la connaissance des lois sociales est encore si peu répandue dans le public, surtout parmi les classes dirigeantes et gouvernantes, que cette ère nouvelle paraît encore bien éloignée.

combinaisons ethnographiques que donneront ces vastes émigrations? Nul ne peut le prévoir. Où se portera le courant chinois? L'Insulinde sera, sans doute, sa première conquête. Forcera-t-il aussi l'Amérique et l'Australie? On ne saurait le dire. Une chose est seulement certaine : l'ethnographie du globe terrestre, dans deux ou trois siècles, sera bien différente de celle de nos jours. Les cartes ethnographiques, en 2092, ne porteront pas les noms auxquels nous sommes habitués; les aires des différentes races y seront aussi tout autres.

1. Actuellement les mariages sont défendus entre blancs et nègres aux États-Unis. Quand cette injustice aura disparu, le croisement (donc la fusion) des deux races sera certainement accéléré.

V

Si la compréhension des intérêts véritables est si faible chez les plus policés, que dire des sociétés sauvages? Ici se pose la grave question des rapports entre la civilisation et la barbarie. Personne n'a jamais contesté le droit et le devoir des sociétés policées, de se défendre contre les attaques des barbares, mais on a souvent contesté le droit des civilisés d'envahir les territoires des peuples primitifs.

Les rapports entre la civilisation et la barbarie peuvent se ramener au dialogue suivant, que nous transportons par fiction aux États-Unis d'Amérique.

Le Blanc. — Je désire mettre en valeur des champs dont vous ne tirez pas un parti suffisant.

L'Indien. — Mais alors je ne pourrai plus chasser dessus et je devrai mourir de faim.

Le Blanc. — Non. Je vous enseignerai le moyen de vivre beaucoup plus à votre aise sur un terrain d'une superficie 7600 fois moindre que celle dont vous avez besoin aujourd'hui¹.

L'Indien. — Merci; je ne veux pas changer mes habitudes. Je veux vivre comme ont vécu mes pères². Je ne vous vends pas mes terres. Retirez-vous.

Le Blanc. — Eh bien, si l'un de nous deux doit mourir de faim, je préfère que ce soit vous. Vous ne voulez pas mon invasion pacifique... Alors, aux armes³!

1. Une population, pour vivre de la chasse, a besoin de 3800 hectares par tête. Avec une agriculture avancée, on peut nourrir deux individus par hectare. (Voy. Gide, *Principes d'économie politique*, p. 485.)

2. On le voit : le différend entre la civilisation et la sauvagerie se ramène au fond à une lutte entre l'esprit de progrès et l'esprit conservateur.

3. Cette conversation, juste en principe, a été cependant un peu idéalisée. Hélas! il faut l'avouer, l'initiative des massacres n'est pas toujours partie des peuples primitifs! On connaît, particulièrement, la lamentable destinée des Peaux-Rouges aux États-Unis. C'est une sombre page d'histoire. Les cruautés, les perfidies, les injustices des blancs ont été aussi innombrables que révoltantes. Oui, les civilisés se conduisent souvent d'une façon cruelle. Mais pourquoi, cependant, les Anglais qui vont s'établir en France, n'attaquent-ils pas les Français? Parce qu'ils jouissent dans ce pays d'une sécurité complète. Les émigrants, arrivant dans les pays nouveaux, seraient enchantés de n'avoir

Ici le **Blanc paraît l'agresseur**. Mais le véritable agresseur est l'Indien. En échange des terres, le **Blanc** offre d'abord de l'argent, puis la possibilité d'arriver à une condition **matérielle** beaucoup plus prospère. L'Indien aurait dû accueillir le **Blanc** comme un bienfaiteur¹. Mais l'Indien ne veut pas s'adapter à un milieu social nouveau. Il veut garder ses vieilles routines, il veut que le **Blanc** meure de faim pour lui complaire. Il veut donc diminuer le bien-être du **Blanc**. Celui-ci est dans un cas de légitime défense en attaquant l'Indien.

La conduite de l'Indien est absolument contraire à ses intérêts bien entendus, pour deux raisons. D'abord tout individu doit préférer le bien-être à la misère ; or l'Indien, en voulant continuer à vivre de chasse plutôt que d'agriculture, préfère la misère au bien-être ; en second lieu tout individu, avant de commencer une guerre, doit se demander s'il a quelque chance de victoire, c'est-à-dire si ses forces sont égales ou supérieures à celles de son adversaire. Or, comme l'Indien est le plus faible, il fait une véritable folie, en attaquant le **Blanc**. Il n'est pas étonnant après cela que des groupes sociaux, pratiquant une conduite aussi insensée, disparaissent avec une grande rapidité.

Les sauvages agissent donc contre leur intérêt en repoussant la civilisation. Mais ce n'est pas ce point de vue que nous examinons maintenant ; il s'agit de savoir si les civilisés agissent conformément à la justice en attaquant la barbarie. Le code civil peut encore venir à notre aide dans cette circonstance. Il établit en premier lieu que nul ne doit empêcher son semblable d'augmenter son bien-être par le travail. Or c'est ce que le sauvage fait certainement. Il maintient des continents entiers à l'état de non-valeur économique. Il n'en profite pas lui-même et n'en laisse pas profiter les autres. Le bon sens vulgaire proclame

pas de dangers à courir et de pouvoir se livrer au travail. Ce serait une immense économie de peine, car toute celle qu'ils se donnent pour se défendre est perdue pour leur bien-être.

1. Qu'un individu vienne dire à un industriel européen : « Je vous offre un nouveau générateur qui brûlera 7600 fois moins de charbon que votre générateur actuel », avec quel enthousiasme cet homme sera accueilli ! Si, au contraire, en réponse à cette offre, l'industriel disait : « Je ne veux pas changer le générateur de mes pères : retirez-vous, novateur, ou je vous tue ; » il agirait aussi raisonnablement que l'Indien, en repoussant l'invasion des blancs. Tout cela, bien entendu, dans le cas où les blancs ne commettent pas eux-mêmes des massacres sans pitié.

cette conduite injuste. Donc le sauvage est dans son tort, civilisé dans son droit. En second lieu, toute législation recon explicitement ou implicitement que tous les membres d société ne peuvent pas avoir une compréhension égale des réts généraux de la communauté. Aucun code n'édicte l'gation de manger tous les jours. Quand le législateur pre certaines actions ou défend certaines autres, il suppose q totalité des citoyens, à chaque instant de leur vie, n'accor ront pas ces actions ou ne s'en abstiendront pas. L'ense des mesures législatives (nous parlons au point de vue idé pour but d'assurer le bien général, qui est aussi le bien de ch individu en particulier. Si l'on agissait constamment d'une 1 conforme à son intérêt véritable, le code serait inutile. Il e parce que certains individus, à certains moments, agissent trairement à leur intérêt. Le législateur ayant la force entu mains, impose par la contrainte ce qui ne se fait pas de plein

Les civilisés doivent-ils attendre que les sauvages et les bar se soient convaincus eux-mêmes de la supériorité des pro intellectuels dans la lutte pour l'existence, pour aller s'établ leur territoire? Il faudra attendre longtemps¹. De même c sein de l'État, l'élite, quand elle le peut, impose ses volontés masses, de même dans l'humanité, les sociétés civilisées en droit d'imposer leur volonté aux sociétés barbares, pou forcer à accepter la lutte sur le terrain économique et me Pourvu seulement que le régime établi par les civilisés ne aucune atteinte aux intérêts des populations primitives, la trainte, pour les obliger à respecter les droits des civilisé légitime.

Toutes les fois qu'une société porte la lutte sur le terrai tueries, elle viole la justice. Or, comme dans chaque guerr a forcément un agresseur, c'est toujours lui qui a tort. Sans il est difficile, dans chaque cas particulier, de détermine défend ses droits et qui attaque ceux des autres. En 187 France déclare la guerre la première. Elle est donc l'agre apparent; on peut soutenir, cependant, que le véritable s seur était la Prusse. Étant données les idées, dominant à époque, sur les relations internationales, quand un État s'a

1. Le progrès social est grandement accéléré au sein de l'État, par que les moins intelligents consentent à obéir aux plus intelligents.

dissait par la force des armes, il devait trouver légitime un accroissement proportionnel de ses voisins. La Prusse venait de conquérir 4 273 000 sujets. Elle aurait dû faire quelques concessions à la France¹. Elle ne les fit pas. La France pouvait en dire qu'elle avait subi un dommage, et qu'elle prenait les armes pour défendre ses droits.

En s'adressant à un tribunal, deux parties peuvent être très facilement persuadées qu'elles ont raison toutes les deux. C'est l'usage de décider qui a tort, en se basant sur les principes faux de la justice. Ces principes varient constamment, selon la conception de l'univers que possèdent les législateurs. Même, dans les conflits internationaux, le fait de savoir qui a tort dans chaque cas spécial, l'agresseur véritable, variera avec la compréhension du véritable processus de la lutte pour l'existence. Mieux on comprendra que la justice est le triomphe des mieux adaptés au milieu cosmique, plus il sera facile, dans chaque cas spécial, de déterminer le véritable agresseur. De la façon générale, toute mesure, ayant pour résultat de retarder le développement de l'intelligence humaine, est injuste. Toute action qui l'édicte commet une agression. Une société pratiquant l'exclusivisme national, par exemple, attente, très certainement, aux droits de ses voisins. De même toute société incapable d'assurer la sécurité à l'étranger établi sur son territoire, cesse de posséder la plénitude des droits dans l'association internationale, comme le criminel cesse de posséder la plénitude des droits dans l'association politique.

VI

rien ne pourra arrêter les progrès du droit privé international. Il englobera une sphère d'intérêts de plus en plus considérable. Déjà il a envahi presque tout l'ensemble des intérêts économiques. Des arbitrages internationaux ont réglé, dans ces

Le Luxembourg, dont la France se serait probablement contentée, se voit, comme par une chance spéciale, prêt à servir de compensation. Si de Bismarck avait été clairvoyant (ou juste, ce qui revient au même), il aurait dû pousser de toutes ses forces à l'annexion de ce pays à la France. Malheur, il a fait précisément le contraire.

derniers temps, de nombreuses contestations de l'ordre purement matériel. L'arbitrage pour ces matières deviendra d'un usage de plus en plus fréquent, parce que les guerres deviendront de plus en plus coûteuses. La disproportion entre les dépenses d'une campagne et les avantages économiques que peut procurer la victoire, deviendra de plus en plus manifeste, et l'arbitrage de plus en plus habituel.

Mais l'arbitrage est inefficace sur le terrain psychique. Les Alsaciens veulent être Français, les Prussiens veulent qu'ils soient Allemands. Il n'y a ici aucun terrain pour l'arbitrage. C'est par d'autres procédés qu'on en viendra à régler ces questions sans guerre. On comprendra un jour que, non seulement, la domination politique n'est pas synonyme d'assimilation nationale, mais que souvent elle met le principal obstacle à cette assimilation. Alors les nationalités seront amenées à conclure un vaste ensemble d'arrangements qui formeront le code du droit public international. Le premier article de ce code sera que chaque groupe de population est libre de disposer de ses destinées politiques. On élaborera des règles nombreuses et très complexes pour déterminer comment la volonté d'un groupe se manifeste (suffrage universel ou autre mode); comment cette volonté s'exécute; quels sont les droits et les devoirs du groupe qui se détache, les droits et les devoirs de l'ancienne patrie. Le jour où ce code complexe sera élaboré et adopté par les nations civilisées, le droit international public sera devenu identique au droit constitutionnel.

Quand un tribunal prononce une sentence aujourd'hui, il y a toujours un vainqueur et un vaincu : un individu qui éprouve un accroissement de jouissance, un autre une diminution. Des milliers de jugements sont prononcés tous les jours par les tribunaux des pays civilisés. Toutes les luttes qu'ils représentent n'arrivent pas à la conscience sociale, parce qu'elles se terminent d'une façon plus ou moins équitable¹, c'est-à-dire d'une façon conforme aux lois de la nature. Quand le droit international aura réglé la procédure des changements territoriaux d'une façon aussi juste que celle d'après laquelle nos codes règlent la procédure des procès civils, ces changements continueront à s'accom-

1. C'est du moins le but poursuivi. Les magistrats cherchent à être équitables. Mais évidemment ils ne peuvent pas l'être toujours.

plir comme ils s'accomplissent aujourd'hui, mais ils cesseront d'attirer l'attention du public. En d'autres termes, le jour où les procédés de dénationalisation cesseront d'être coercitifs (donc anormaux), ils cesseront d'arriver à la conscience de l'ensemble de l'humanité. Pour qu'il y ait conscience il faut qu'il y ait discrimination. La discrimination, à son tour, provient de la peine ou du plaisir. Or, peine est une rupture entre l'équilibre interne et externe. Donc ce qui est conforme aux lois de la nature, ne produit pas d'anomalie. Si aujourd'hui, à Paris, X perd un procès et Z le gagne, cela touche évidemment ces deux individus, mais cela ne touche ni les Anglais ni les Russes. Avec la justice internationale, il en sera de même de la dénationalisation ; elle n'affectera que les intéressés. Un Anglais, par exemple, n'éprouve aucune jouissance grâce au progrès de la nationalité espagnole, donc ce progrès n'affecte pas sa conscience. Quand le recul de la nationalité espagnole s'effectuera sans violence, il n'affectera pas davantage la conscience de l'Anglais. Il n'en est pas de même aujourd'hui. Toute guerre européenne jette un trouble profond dans les affaires. La conquête de l'Alsace-Lorraine par les Allemands a diminué dans une certaine mesure la richesse des Anglais, donc elle leur a été sensible.

Avec la justice internationale on entrera dans une phase nouvelle : celle des compétitions purement mentales. La lutte des idées passera au premier plan. Or comme la propagande des idées, pour acquérir son maximum d'intensité, doit s'allier au sentiment, elle revêtira la forme religieuse. Les luttes religieuses, voilà probablement la dernière phase de la lutte pour l'existence. C'est là une confirmation de ce qu'on pourrait appeler la loi du mouvement hélicoïdal. Cette ligne se relève puis se rabaisse au même niveau qu'auparavant, mais en s'éloignant, en direction horizontale, de son point de départ. Nombre de phénomènes sociaux semblent suivre une courbe de cette nature. Ainsi les langues ont commencé par le monosyllabisme. Elles y seront ramenées dans l'avenir. Seulement, dans les langues monosyllabiques de l'avenir, les rapports s'exprimeront de la façon la plus parfaite. Les premières luttes purement intellectuelles ont été les guerres de religion, la dernière phase du combat sera peut-être encore la lutte religieuse. Seulement elle se fera sans guerre, sans violence, par des procédés intellectuels d'une per-

fection, d'une efficacité et d'une rapidité que nous pouvons difficilement nous représenter aujourd'hui.

Mais la lutte mentale elle-même est un moyen, le but est l'adaptation passive et active.

On peut prévoir un temps où la grande préoccupation de l'humanité sera le combat contre la nature animale et inorganique : la destruction des espèces nuisibles, la transformation physiologique des espèces utiles, l'adaptation complète de la planète à nos besoins. Comme toutes ces transformations ne pourront se faire que par la science, on peut prévoir le moment où les intérêts scientifiques primeront tous les autres dans l'humanité.

Les trois chapitres précédents peuvent se résumer comme il suit :

Domaine universel. — Les forces agissant les unes sur les autres produisent à la longue des mouvements rythmiques ou coordonnés (équilibre).

Domaine biologique. — La coordination entre le sujet et l'objet est l'adaptation au milieu

Domaine psychologique. — L'adaptation au milieu est la suppression de l'espace et du temps.

Domaine sociologique.

Branche économique. — Toute suppression de l'espace et du temps est économie.

Branche politique. — L'économie la plus entière est produite par la sécurité.

Branche juridique. — La sécurité est la lutte transportée sur le terrain mental, c'est-à-dire la justice.

D'où l'on peut conclure que la justice est un mode particulier de la loi universelle de l'équilibre des forces.

CHAPITRE IV

INTÉRÊTS DES UNITÉS COMPOSANT LES GROUPES SOCIAUX.

I

st par l'association des cellules que se sont formés les ismes les plus complexes. L'association a subsisté, parce e procurait des avantages aux unités composantes. Si ciation diminuait la puissance vitale de chaque unité par- ère, il serait arrivé deux choses : ou le groupe entier aurait sous les coups d'un autre organisme plus parfait, ou l'asso- n se serait disloquée. L'avantage des parties est le but, ociation n'est qu'un moyen. « Tout se fait pour l'élément ana- que, dit M. Ferrière¹, les appareils fondamentaux indis- ables aux organismes supérieurs agissent tous, le système aux y compris, pour procurer à la cellule les matériaux dont a besoin : à savoir les aliments ou la chaleur. » Ce n'est pas la partie qui existe pour le tout, dans le domaine gique, mais le tout pour la partie.

en est exactement de même dans le domaine de la socio-

Tous les groupements, depuis une horde composée de ues dizaines d'individus, jusqu'à une fédération embras- le globe entier, sont des moyens dont le but est la érité de l'unité composante, c'est-à-dire de l'individu in.

s quoi tend chaque individu ? Vers le maximum de jouis- s. La première condition pour y arriver, c'est d'adapter, bien que possible, la planète à nos besoins. Quand nous ns de la terre toutes les ressources qu'elle est capable de

¹ *La vie et l'âme*. Paris, Alcan, 1888, p. 118.

INTÉRÊT DES UNITÉS.

nous fournir, la richesse atteindra son point culminant, le développement mental suit le développement parce que le dernier produit l'outillage nécessaire. Le premier, la plus grande somme de richesse donnera la plus grande somme d'intelligence.

L'aménagement complet de la planète, tel est le principal auquel tous les autres doivent être subordonnés.

Les associations humaines : hordes, tribus, cités, nationalités, groupes de civilisation, ont créé des intérêts au sein de l'intérêt général. En classant ces intérêts en ordre descendant, on obtient la série suivante : 1° améliorer le mieux possible ; 2° faire partie de la société la plus avancée ; 3° occuper dans cette société le rang le plus élevé.

Tout homme, en cherchant le bien-être personnel (richesse, considération, honneurs), tend directement vers le premier. Tout citoyen ou tout ensemble de citoyens, en exerçant convenablement des fonctions publiques et en travaillant au bien de leur patrie, tendent vers le second. Les associations d'association s'occupant directement d'améliorer.

L'ordre dans lequel nous avons classé l'intérêt est l'ordre de l'importance ; par malheur il est inverse dans lequel il se présente à la conscience. L'individu veut son bien ; mais, dans son aveuglement, il y sacrifie la plupart du temps, l'intérêt de sa patrie. Les conflits, les fonctionnaires, le despotisme de l'immense majorité, les privilèges, le système protecteur, les spoliation, l'infinité de spoliations et d'injustices, qui accablent l'ensemble des contraventions à la loi citent combien il y a peu d'individus comprenant que l'État a plus d'importance pour le citoyen que l'individu.

Quant à la conception que l'intérêt de l'humanité est l'intérêt de chaque nation, les hommes d'État en ont une intuition vague et confuse, mais pas un principe sûr, n'y conforme sa conduite.

1. Aristote exprimait cette pensée en disant qu'il remerciait le Grec et non barbare.

Il n'y a pas lieu de s'en étonner, d'ailleurs. La compréhension de l'intérêt le plus général demande des conceptions très vastes et un large horizon mental. Or cet horizon est forcément en raison directe des connaissances existant dans une société donnée.

L'homme primitif vivait au sein de la horde. Sa conception n'allait pas alors au delà de ce genre d'association. Tout ce qui était en dehors de la horde était ennemi. Plus tard, et presque jusqu'à nos jours, on n'est pas allé au delà de la conception de l'État. L'accroissement de l'État était le seul but de l'activité des gouvernements. Peu leur importait qui habitait les provinces conquises. Tout récemment ces habitants cessant d'être un simple bétail humain, commencèrent à avoir quelque importance. On s'aperçut alors que toute conquête n'est pas bonne à faire ; que, parfois, loin d'accroître la puissance, elle la diminue. On comprit alors qu'il existe une association supérieure à l'État : la nationalité.

Mais si les circonstances ont changé, les routines sont restées et l'accroissement de l'État est encore le but suprême de la politique.

C'est à ce fantôme qu'on sacrifie une part immense de bonheur humain. Les siècles qui pèsent sur nos épaules, nous ont imprégnés, jusqu'à la moelle, de l'idolâtrie béate des kilomètres carrés. Or, le but de l'État n'est pas l'étendue, mais la félicité des citoyens. Un État procurera d'autant plus de bien-être que ses institutions seront plus parfaites. Et ce résultat sera atteint d'autant plus vite, que l'État sera plus homogène.

Aujourd'hui les législations de tous les pays punissent des peines les plus sévères ceux qui tentent de détacher une province d'un État (en Russie c'est la peine de mort), cependant on peut aimer passionnément sa nation et poursuivre ce but. Un Allemand qui voudrait débarrasser sa patrie de l'Alsace-Lorraine, un Russe de la Pologne, pourraient être d'excellents patriotes.

Mais on commence à sortir de ces ornières. Pour un grand nombre d'hommes aujourd'hui, le but suprême de l'activité politique, c'est le développement de la nationalité. C'est un immense progrès, car la nationalité est infiniment plus spiritualiste que l'État. La théorie de la souveraineté absolue de l'État ne

INTÉRÊT DES UNITÉS.

peut produire que l'anarchie, parce qu'elle est le contraire d'un ordre juridique international. C'est la conception de la nationalité comme forme de la sociation humaine, produit des maux très nombreux, et qui pèche par le défaut de voir un intérêt encore supérieur à celui de la civilisation.

Comme l'État, la nationalité n'est pas un but en soi. Si augustes, si importants, si graves que soient les intérêts nationaux, il ne faut pas oublier, cependant, qu'il y a qui domine encore : le développement mental de l'humanité. On a raison de vouloir favoriser de toutes ses forces le développement de sa nationalité. Mais quand on dit : périsse la nationalité, pourvu que notre nationalité se développe, on fait l'action la plus contraire à son propre intérêt.

Or c'est malheureusement la pente sur laquelle nous sommes en train de nous précipiter.

Parlons d'abord des besoins économiques. L'économie nationale donne entièrement à l'intérêt national. C'est elle qui pose les fondements d'un édifice pour en rendre les bases solides. Empêcher le développement de la richesse nationale, c'est empêcher le développement de l'intelligence. Or l'économie nationale produit ce résultat.

Très souvent les sociétés préfèrent voir une partie de leur domaine rester pauvre et inculte, plutôt que de voir mettre en valeur par des étrangers. C'est ce qui se passe en ce moment la Russie dans les provinces de son empire. Eh bien, nous oserons dire une chose qui paraîtra monstrueuse à un grand nombre de nos lecteurs : *plus d'intérêt à abandonner une province à l'étranger, qu'à la garder sous son joug*. C'est à cause de cela elle doit rester pauvre. Nos opinions de ce genre auront beaucoup de peine à être comprises à l'heure actuelle. Sans doute, elles seront considérées pour antipatriotiques. Cependant, à la réflexion, ou tard, se rendra à leur évidence.

Considérons ce qui se passe au sein de l'État. On a parfaitement raison de vouloir posséder la fortune possible, mais il commet la plus grande erreur de vouloir que ses compatriotes de s'enrichir, car toute

richesse sociale se traduit immédiatement par une diminution de jouissance individuelle.

De même que l'intérêt supérieur de chaque individu est de vivre dans la société la plus riche, l'intérêt supérieur de chaque nation est de vivre dans le milieu international le plus riche. Vouloir l'extension de sa nationalité est parfaitement légitime, mais dès que, pour atteindre ce but, on diminue la richesse générale, on commet une lourde faute par rapport à son propre intérêt bien entendu.

Passons maintenant sur le terrain politique. Aujourd'hui toutes les conquêtes ont la dénationalisation pour corollaire inévitable. Les Allemands veulent germaniser l'Alsace-Lorraine, les Russes russifier la Pologne, etc. On veut posséder l'autorité pour édicter des mesures législatives favorables au vainqueur. C'est pour cela que les légistes modernes accordent une si grande importance à la souveraineté de l'État. Grâce à elle, on a la possibilité de se jeter sur le voisin et de lui arracher une province. Puis, cet acte de brigandage accompli, on viole les droits des habitants de cette province, comme on veut. Si l'État prussien n'était pas souverain du grand-duché de Posen, les Polonais auraient quelques garanties ; comme il est souverain, ils n'en ont aucune. Le Parlement prussien légifère pour eux. Or, au Parlement prussien, les Polonais sont en minorité. Ils sont donc à la discrétion des Allemands.

C'est pour avoir le pouvoir de dénationaliser à sa guise qu'on tâche de maintenir l'anarchie internationale. Par malheur, le monde est arrangé d'une façon très bizarre : il n'y a pas moyen de violer le droit d'autrui sans se faire du tort à soi-même. Revenons au citoyen au sein de l'État. Son intérêt le plus immédiat le pousse à acquérir la plus grande somme possible de bien-être. Mais si, pour arriver à ce résultat, il va assassiner et voler son voisin, il commet la plus grande des sottises. En effet, si tout le monde assassine et vole, l'ordre juridique est remplacé par l'anarchie. Or c'est l'ordre juridique qui assure le plus rapide développement du bien-être ; son maintien est donc d'une importance de premier ordre pour l'individu ; par conséquent, l'homme doit faire, dans son propre intérêt, les plus grands sacrifices pour que l'assassinat et le vol ne se produisent pas dans la société où il vit.

L'analogie est complète dans le domaine international. Chaque État veut violer le droit. Il produit l'anarchie ou ce qu'on appelle la paix armée. Mais cette paix coûte 8 milliards de francs par an, seulement à l'Europe. Or cette charge écrasante met le plus grand obstacle au développement national. Le premier intérêt d'une nation, comme celui d'un individu, est de vivre dans un milieu juridique et non dans un milieu anarchique.

Le véritable intérêt mental est encore moins bien compris, de nos jours, que l'intérêt économique et politique.

Chaque homme a le devoir de soutenir son opinion, car celui qui n'a pas d'opinion personnelle est un idiot. Mais si l'on est vaincu dans une discussion (c'est-à-dire, si l'on reconnaît dans son for intérieur qu'on a tort), il faut immédiatement adopter l'opinion de son adversaire. S'il a raison, son opinion se rapproche plus de la vérité. Or la vérité est la puissance suprême ici-bas. L'homme qui possède la plus grande somme de vérité est le maître de monde.

Considérons deux nationalités qui luttent l'une contre l'autre. Supposons un combat sans aucune coercition. Celle qui l'emporte est la plus intelligente. Alors la nationalité vaincue a le plus grand intérêt à se fondre aussi vite que possible dans la nationalité victorieuse. Les Magyars ont parfaitement raison de lutter contre les Serbes ; mais si les Serbes l'emportent décidément, les Maygars, *dans leur propre intérêt*, devront tâcher de devenir Serbes. Le but de l'homme n'est pas de combattre avec l'arme de ses pères plutôt qu'avec une autre, son but est de posséder l'arme la plus parfaite possible¹ ; le but de l'homme n'est pas de se servir de l'alphabet de ses pères, mais de posséder l'alphabet le plus parfait possible ; de même il importe à une société d'avoir, à chaque moment, non pas une religion plus ou moins consacrée par les siècles mais la religion la plus pure, non pas les institutions politiques les plus antiques mais les plus parfaites. En effet, l'arme, l'alphabet, la religion, les institutions politiques ne sont pas des buts par eux-mêmes, mais des moyens. De même il importe peu à des Français ou à des Anglais de rester Français ou Anglais : il leur importe de faire

1. C'est ce que tous les gouvernements ont déjà compris. Aucun État ne se soucie plus de l'arme de ses pères ; aucun ne se soucie de combattre avec des pertuisanes ou des hallebardes.

L'ALLIANCE.

e de la nationalité la plus avancée et si, par exemple, cette nationalité était l'allemande, les Français et les Anglais devraient s'efforcer de toutes les façons possibles de devenir allemands.

Les idées, nous le savons, auront beaucoup de peine à être réalisées. Dans un article écrit à propos d'une œuvre précédente de l'auteur, M. A. Espinas s'exprime comme il suit : « notre élimination est inévitable, épargnez-nous l'injure de démontrer qu'elle est un bienfait. Nous tenons à nos institutions, à nos coutumes, à notre religion, à notre langue, non pas qu'elles sont parfaites, mais parce qu'elles sont nôtres, et il faut qu'elles soient à nous, qu'elles nous viennent de nous-mêmes, pour que nous les jugions et qu'elles soient, en effet, pour nous, les plus parfaites¹. »

L'opinion du savant professeur de la Faculté de Bordeaux est partagée par un très grand nombre de publicistes modernes.

En bien, nous l'affirmons catégoriquement, en dépit de toutes les oppositions : tenir aux institutions des ancêtres, non pas parce qu'on les juge meilleures, mais parce qu'elles viennent des ancêtres, c'est descendre de plein gré dans le tombeau. Toute nation où le conservatisme l'emporte définitivement, est moribonde. L'esprit conservateur étant l'inaptitude à s'accommoder aux circonstances nouvelles, doit causer la mort, puisque ce qui n'est pas adapté à son milieu périt. Si un peuple désire garder ses traditions, qu'il le fasse. Certes, à partir du moment où des procédés coercitifs sont mis en avant, un peuple doit s'attacher à ses traditions, parce qu'alors elles représentent son salut, et il doit s'y cramponner toutes ses forces.

Mais quand toute coercition est bannie, la situation change radicalement. Toute nation sera libre de garder ses traditions ; mais aura-t-elle intérêt à le faire ? Voilà la question véritable. Or, rien, un seul argument suffit pour démontrer que son intérêt lui dicte diamétralement le contraire : si les hommes ont toujours gardé les traditions de leurs pères, leur outillage n'aurait jamais dépassé la hache en pierre éclatée, et leur civilisation sociale la petite horde composée de quelques centaines d'individus².

¹ Voir le *Supplément de la Gironde* du 19 septembre 1886.

² M. Espinas nous permettra de lui signaler la contradiction qui existe

Nous nous heurterons probablement à une grande résistance de la part du lecteur, à un autre point de vue. Comment, dirait-on, renoncer à sa nationalité pour des avantages quelconques, mais c'est lâche, bas et dégradant !

Le contraire est la vérité. Il est dégradant de ne pas se subordonner à une supériorité mentale indiscutable. L'homme digne du commandement doit commander. Quand, dans la vie civile, un supérieur cède de son propre mouvement sa place à un inférieur, parce qu'il le considère comme plus intelligent, nous applaudissons et nous admirons cette action généreuse. La subordination des moins intelligents aux plus intelligents est le procédé par lequel se fait l'adaptation de l'organe à la fonction. C'est donc une loi de la nature. Se soumettre aux lois de la nature, c'est agir conformément à la raison, c'est agir d'une façon grande et belle. Ne pas se soumettre aux lois de la nature, c'est agir d'une façon folle, c'est-à-dire basse et dégradante.

De même que l'huile surnage au-dessus de l'eau, de même les hommes les plus intelligents montent aux premiers échelons de la hiérarchie sociale. Il doit en être ainsi, car ce sont les esprits les plus éclairés et les plus ouverts qui doivent gouverner un État, et non les plus ignorants et les plus stupides. La langue des plus intelligents devient donc peu à peu la langue de la bonne société, de la littérature et de l'administration. La langue de la nationalité la moins vivace passe à l'état de patois populaire. Chaque individu a une tendance à monter aux premiers rangs et il se rallie aux supériorités. Personnellement, nul ne montre de fidélité aux causes perdues. Cette fidélité est aussi funeste quand elle se produit collectivement, parce qu'elle est synonyme de stagnation et de mort. Si un individu vient dire : « Votre locomotive brûle moins de charbon que la mienne et marche beaucoup plus vite, mais je veux garder la locomo-

entre ses théories et ses actes. Esprit ouvert à toutes les nouveautés, il est constamment au courant des publications paraissant dans les deux mondes. Dans ses écrits il tâche d'informer ses compatriotes sur le mouvement des pays étrangers. Or toute idée nouvelle entrant en France, sape, démolit quelques-unes des *traditions* de ce pays. M. Espinas est chaud partisan des universités provinciales. Or ces institutions sont contraires à l'ordre de choses établi par Bonaparte, donc aussi aux traditions des Français vivant actuellement. On le voit, chez M. Espinas, il y a contradiction entre les théories et les actes.

tive de mes *pères*, » cet homme est un insensé. Il montre cependant de la fidélité aux causes perdues. Eh bien, la même conduite que nous traitons de stupide quand il s'agit de l'outillage technique, nous la traitons de raisonnable quand il s'agit de l'outillage mental. Cependant celui qui vient dire : « Votre religion est plus parfaite que la mienne, mais je garde la religion de mes pères », est aussi insensé que l'homme resté fidèle à la locomotive de ses pères. Il en est de la nationalité comme de la religion, elle aussi n'est qu'un *moyen*. Le développement mental est le but, et si notre nationalité n'offre pas les ressources nécessaires pour arriver au point culminant de l'évolution humaine, il y a tout avantage à passer à une nationalité plus parfaite.

L'histoire nous montre un grand nombre de sociétés qui ont compris cet avantage. Les populations de la Macédoine se sont hellénisées de plein gré sans être sous la domination de la Grèce. A partir du v^e siècle, la Gaule et l'Espagne avaient des gouvernements particuliers : cependant elles ont continué à se romaniser. Les dialectes indigènes étaient encore parlés sur les bords de la Loire, à l'époque de Grégoire de Tours. Devenus indépendants de Rome, les habitants de ce pays n'ont pas cherché, cependant, à faire du celtique la langue de l'administration. C'est de plein gré également que les Pictes et les Scots sont devenus Anglais, les Lorrains et les Belges, Français.

Quand nous empruntons des armes plus parfaites à notre voisin, c'est pour le combattre avec plus d'efficacité. Ce qui est vrai des armes, est vrai des institutions et de la langue. C'est seulement par l'instruction supérieure qu'un homme peut garder la prééminence ; s'il ne peut pas l'acquérir dans sa langue, il fait bien de la chercher dans une langue étrangère, même dans celles de ses compétiteurs, car s'il persévère à garder la sienne, il sera obligé de descendre aux rangs inférieurs de la hiérarchie sociale.

Ce qui est vrai des individus, est vrai des sociétés. Pour arriver plus vite au pinacle, nous les voyons se servir constamment de l'arme de l'imitation : Rome emprunte ses sciences et ses arts à la Grèce, Frédéric II ne parle que français, Pierre I^{er} en Russie. Kaméhaméha I^{er} aux Sandwich¹, Mutsuhito au Japon adoptent

1. En moins de trente ans, les habitants des Sandwich apprirent l'usage des vêtements, la lecture et l'écriture, les sciences européennes et l'anglais. Ils

INTÉRÊT DES UNITÉS.

les institutions européennes. Ils le font par impulsions et sans aucune coercition. A vrai dire ce processus est constant chez toutes les nations. Même en C¹⁸ siècle, on imitait l'architecture de Louis XIV. Les hommes sont vivants, ils ne peuvent pas ne pas recevoir des impressions du dehors, ils ne peuvent pas ne pas y répondre par des actes. Le degré de vitalité d'une société est en raison de la rapidité avec laquelle s'accomplit le processus.

La condition première indispensable pour que se produise, c'est qu'elle donne une jouissance en échange. On n'imité donc que ce qu'on trouve supérieur à ce que l'on possède. Mais comment démontrer, par exemple, la supériorité de la langue anglaise sur la langue française ou vice versa ? On ne le peut pas précisément, tant que cette preuve n'est pas faite, les deux langues française et anglaise restent irréductibles. A quel point de ces langues l'emportera-t-elle sur l'autre ? Si les Français cessent de parler le français sont plus nombreux que ceux désirant parler l'anglais, la nationalité française disparaît. Dans le cas contraire, la nationalité anglaise gagne. On abandonne la langue de ses pères par impulsion. Cet abandon s'accomplit individuellement. Il se fait avec une lenteur qui le rend imperceptible. Néanmoins il n'y a ni trêve ni arrêt, en vertu de la loi universelle que l'homme cherche la jouissance.

Actuellement le français est très répandu en Europe. La fusion s'est faite sans la moindre contrainte. Les gens parlent le français en Russie, en Pologne, en Roumanie, et ailleurs, le font parce que cela leur est agréable. On abandonne aussi la langue de ses pères, comme on donne les armes, les institutions et les coutumes quand on le jour où l'on y trouve profit, avantage et plaisir.

Nous ferons remarquer de plus, qu'aucune société n'a jamais parlé la *langue de ses pères*. Est-ce que les Français prennent aujourd'hui l'idiome de Guillaume de L.

qui ont remplacé la polygamie par la monogamie et adopté la constitutionnelle. Il n'y a pas d'exemple d'une transformation so-

1. Et quand ce résultat se produira-t-il ? Quand la littérature offrira plus de ressources pour la culture intellectuelle, c'est la nationalité française deviendra supérieure à la nationalité flamande. Elle est supérieure aujourd'hui à la nationalité flamande.

de Rabelais? Est-ce que les Italiens comprennent aujourd'hui Horace ou Cicéron, les Grecs, Euripide ou Pindare? Pourquoi toutes ces sociétés parlent-elles autrement que leurs ancêtres? Est-ce par coercition? Nullement, c'est en vertu de loi du moindre effort, ou autrement dit du maximum de jouissance. L'homme modifie constamment son idiome, parce qu'il y trouve un avantage. Vouloir obtenir l'immuable dans le domaine de la vie est une contradiction formelle, puisque la vie n'est possible que par l'instabilité.

Nous avons déjà montré que l'extension de la nationalité se fait par la masse et par l'aire. De ce qu'un État perdrait sans province, il ne s'ensuivrait pas nécessairement que le nombre de ses habitants diminuerait. L'accroissement de la population provient de l'organisation plus parfaite de la société. Et puis, qu'elles le veuillent ou non, les intérêts des nations sont solidaires. Tout accroissement de richesse dans un pays, amène forcément un accroissement dans l'autre. C'est parce que les Anglais ont perfectionné leur industrie et se sont ouvert des marchés sur tout le globe, c'est parce qu'ils ont d'immenses colonies, qu'ils peuvent être 39 millions d'hommes. Or, comme le sol du Royaume-Uni n'en peut nourrir que 19 millions, ils sont obligés de demander au dehors la moitié de leur approvisionnement en denrées alimentaires. Par cela ils augmentent la productivité des États-Unis et de la Russie.

La perte d'une province n'est pas toujours la cause efficiente d'une meilleure organisation sociale et mentale (bien que cela soit souvent le cas, comme pour la France après la guerre de 1870). Aussi nous n'associons pas ces deux phénomènes; nous voulons montrer seulement que toute diminution du territoire n'accompagne pas forcément une diminution de la nationalité, que le contraire peut se produire.

Nous avons déjà parlé de ce qui se passe aux États-Unis. Un grand nombre de Yankees abandonnent leurs fermes dans la Nouvelle-Angleterre pour des entreprises plus lucratives dans le Far-West. Ces fermes sont, généralement, occupées par des Canadiens français, et la frontière linguistique se déplace ainsi au profit de ces derniers. Si ce mouvement continue pendant un temps assez long, la Nouvelle-Angleterre pourra être un jour complètement francisée.

Supposons que le gouvernement des États-Unis, pour arrêter le recul de la nationalité anglo-saxonne, défende aux Yankees de vendre leurs terres aux Canadiens français, comme le gouvernement russe défend de vendre des terres aux Allemands dans les provinces lithuaniennes. Est-ce qu'il ne porterait pas la plus grave atteinte au droit de propriété et à la liberté des citoyens? A moins d'avoir commis un crime, nul ne doit subir cette *diminutio capitis* qui consiste à ne pas pouvoir disposer de son bien conformément à son intérêt. Cela serait une forme spéciale de la confiscation, aussi inique et aussi injuste que toutes les autres. On dira qu'il y a bien l'expropriation pour cause d'utilité publique. Mais quand on exproprie un immeuble pour ce motif, on en paye la valeur entière, on ne le confisque pas. En droit, il n'y a pas de confiscation pour cause d'utilité publique. Et puis, si un habitant de la Nouvelle-Angleterre doit renoncer à ses droits pour le bénéfice de la nationalité anglo-saxonne, pourquoi un habitant de l'Ohio ou du Kentucky n'a-t-il rien sacrifier pour la même cause? On crée de cette façon des privilégiés, on viole la justice, puisque tous les citoyens doivent être égaux devant la loi.

C'est le point de vue du droit; mais, de plus, la défense de vendre des terres aux Canadiens, loin de mettre un terme au recul de la nationalité anglo-saxonne, mettrait un terme à son expansion. Les Yankees, obligés de garder leurs fermes dans la Nouvelle-Angleterre, ne pourraient pas aller s'établir sur le Mississippi ou sur le Pacifique. Ils seraient forcés d'exercer un métier moins lucratif au lieu d'un métier plus lucratif. L'essor de la richesse se serait arrêté et, par contre-coup, celui de la nationalité.

Ce qui fait la force d'une nationalité, c'est le nombre, la valeur des individus qui la composent et la perfection de leur outillage matériel et mental; ce n'est pas le degré de longitude ou de latitude de la frontière linguistique. Qu'importe que les Anglo-Saxons, par exemple, perdent du terrain dans la Nouvelle-Angleterre si, par cette perte, ils augmentent en nombre, en richesse et en puissance mentale.

On peut perdre du terrain sur une frontière et en gagner avec une autre. Vouloir se maintenir *per fas et nefas* là où on a contre soi les lois de la nature, c'est lâcher un

L'ALLIANCE.

ageuse pour persévérer dans une entreprise qui abandonnant du terrain aux plus dignes sur un un plus rapide essor de la civilisation générale. plus grande expansion à chaque nationalité pour piétement sur les nationalités plus faibles. and un déplacement de la frontière linguistique des lois de la nature, il est absolument vain de tant vaudrait chercher à mettre des obstacles à la terre. Ce mouvement social ne doit être con-gouvernement, car il y a avantage pour toutes conformer aux lois de la nature. D'abord le al sera augmenté, quand on aura supprimé gaspillage de nos armées modernes; toutes les ont de l'accroissement de richesse produit par . Les nationalités qui reculeront, monteront res en s'assimilant un type supérieur, les na-euses deviendront encore plus puissantes.

en comprendre, c'est que le bonheur des hommes aucune façon des limites géographiques de leur

ons slaves s'étendaient autrefois jusqu'à l'Elbe. s ont reculé jusqu'à l'Oder. Des historiens, des éprouver de ce fait des regrets archéologiques, stance influe bien peu, aujourd'hui, sur la situa-les habitants de l'Europe. Il ne suffirait pas de te ancienne frontière pour augmenter, par r-être des habitants de la Russie. Ce résultat ne u que par un perfectionnement des organes olitiques et intellectuels de leur pays. Cela seul, ment de la frontière linguistique, peut augmenter la Russie.

analyse ce sont les hommes qui constituent le nier des sociétés. Vivre le mieux possible, tel aque membre de l'association humaine.

INTÉRÊT DES UNITÉS.

II

Le bonheur humain provient de deux causes : l'état d'international et la perfection de l'organisation sociale. Français, en se réveillant le matin, ne se sent privé des l de jouir de la vie, parce que la nationalité française ne pas jusqu'au détroit de Gibraltar. Mais chaque Français, de payer sa part des huit milliards que coûte aujourd'hui état militaire, souffre par suite de l'anarchie internation

De plus cette anarchie exerce un contre-coup sur l' sation intérieure des sociétés.

Tant que l'insécurité actuelle n'aura pas disparu, l'arm l'organe principal des sociétés. Par conséquent, les insti issues de la bande de pillage, resteront en vigueur. La produit forcément la prédominance des aristocraties. L démocratie, c'est-à-dire le gouvernement dans l'intér masses, est impossible aussi longtemps que subsiste l'es conquête¹. Tant que durera l'anarchie internationale, l vernements seront des entreprises militaires et les peup république comme en monarchie, seront un domaine e par un chef et ses compagnons. La logique domine le nul ne peut s'y soustraire. Si les Hanovriens, les Hess Nassoviens et les Francfortois approuvent l'annexion de l'Alsace-Lorraine², comment peuvent-ils ne pas app la conduite que la Prusse a tenue à leur égard en 1866 baïonnette est le juge suprême, elle doit l'être par rapp Hanovriens aussi légitimement que par rapport aux Als Si les Hanovriens veulent que les Prussiens respecter droits, il faut qu'ils travaillent à établir un état de ch les droits de tous seront respectés.

Le gouvernement d'un État bien organisé ne doit pas occuper de la manière dont la richesse est partagée e citoyens. Si un homme dilapide une grande fortune en

1. Le seul pays en Europe qui s'achemine vers la démocratie Suisse, est précisément le pays qui a renoncé à la guerre.

2. Les députés de ces différentes provinces n'ont pas protesté contre l'annexion.

L'ALLIANCE.

en prodigalités, l'État n'a pas à intervenir. Tant pis pour le qui se ruine. L'État peut même considérer sa déconfiture et mort prématurée, d'un œil sympathique. Il est juste, il est digne que les plus actifs, les plus économes et les plus âgés soient les plus riches. Moins une société contiendra de fous, plus elle sera parfaite. La sélection économique et sociale, l'élimination aussi prompte que possible des incapables, voilà ce qu'exige l'intérêt général de l'État.

L'élimination aussi prompte que possible des nationalités non utiles, voilà ce qu'exige l'intérêt général de l'humanité. Or que faut-il pour obtenir ce résultat dans le temps le plus court ? Il faut que le droit international devienne identique au droit national.

Supposons qu'un certain nombre de Provençaux aillent s'établir dans le département de l'Eure. Supposons que cette émigration se maintienne longtemps, que l'excédent de la natalité sur la mortalité soit plus fort chez ces Provençaux que chez les indigènes normands. Peu à peu un pays où se parlait un dialecte de la langue d'oïl, parlera un dialecte de la langue d'oc. Le gouvernement français est un gouvernement de langue d'oïl. Il fait tout ce qu'il peut pour éliminer la langue d'oc, et les progrès de ce dialecte, dans le département de l'Eure, lui seraient indifférents. Cependant il ne s'opposerait pas à l'émigration des Provençaux qui, comme les Normands, sont également des citoyens français possédant des droits civils et politiques exactement semblables. Le gouvernement français, quelles que soient d'ailleurs ses sympathies pour la langue d'oïl, ne se croira pas en droit d'intervenir ; il laissera s'accomplir une lutte menée sur un terrain mental, sans y mêler aucun élément de coercition.

La conduite des nations les unes à l'égard des autres, devrait être identique à celle que tiendrait, dans ce cas, le gouvernement français. Les Allemands qui vont par centaines de mille aux États-Unis, s'établissent sporadiquement sur tout le territoire de l'Union et se fondent bientôt dans la population anglo-saxonne. Supposez qu'ils préfèrent tous s'établir dans le Texas, en masses serrées. Il y aura alors un *État allemand* en Amérique. Où serait vraiment le mal, même pour les Anglo-Américains ? Il y a bien en ce moment un État français en Amérique

(la province de Québec), cela n'arrête pas les progrès de la nationalité anglaise. Cela n'empêche pas le travail littéraire et scientifique d'être aussi brillant que jamais sur les bords de la Tamise. Il y a bien dix-neuf nationalités en Europe; cela n'a pas été un obstacle à la civilisation de ce continent. De même un pays allemand en Amérique ne produira pas la barbarie; au contraire. De nos jours, en Roumanie, les classes élevées parlent le français. Que demain tous les habitants de ce pays fassent de même, la nationalité roumaine aura disparu et la nationalité française s'étendra des Karpates au Danube. Où sera le mal? Est-ce que cela sera vraiment la fin du monde? Est-ce que les ténèbres envahiront l'Europe, parce qu'elle contiendra dix-huit nationalités, au lieu de dix-neuf? Les sociétés s'imaginent qu'en reculant sur le terrain linguistique elles perdent tout. C'est une profonde erreur: la langue est un moyen et non un but. Il y a avantage à cultiver les idiomes maternels, parce que, par eux, on arrive plus vite à acquérir l'instruction. Mais si, en changeant de langue, on peut monter l'échelle de la civilisation, on a tout intérêt à le faire. En somme, de même que l'État ne s'occupe pas de la manière dont la richesse se partage entre les citoyens, l'humanité ne doit pas s'occuper de la manière dont le globe terrestre se partage entre les diverses nationalités. Que les Anglais occupent 34 millions de kilomètres carrés et les Français seulement 7 millions ou vice versa, cela importe peu aux autres nations.

Comment le globe terrestre est partagé entre les différents groupes politiques, a aussi peu d'importance, au point de vue de la civilisation générale, que les divisions administratives au sein de l'État. Que la France ait 87 départements ou 32 provinces, cela importe peu à la Russie ou à la Grande-Bretagne. La seule chose qui intéresse ces pays, c'est que la France ait les divisions les plus favorables à son développement économique et mental.

Que ces divisions territoriales soient modifiées d'une façon ou d'une autre, la communauté internationale n'aura rien à y voir. Elle n'a à se préoccuper que la manière dont s'accomplira cette division. Si elle ne peut se produire qu'après une guerre civile, où périront des centaines de milliers de Français et où des milliards seront détruits, cela importe immensément aux Anglais,

L'ALLIANCE.

et aux Russes, car toute diminution de la richesse amènera une diminution correspondante de nations qui sont en relation d'affaires avec eux. des divisions politiques, est vrai des frontières que l'allemand l'emporte sur le français ou le allemand, cela est indifférent aux autres nations. l'allemande ou française, l'Europe s'en souciera Deux choses seulement lui importent dans une : que le domaine général de la civilisation ne nt et que la dénationalisation se fasse par les es. Si l'annexion de l'Alsace à l'Allemagne se olonté des Alsaciens, l'Europe n'a qu'à se croiser si cette annexion ne peut s'opérer qu'après le 10000 hommes et la dépense de 13 milliards, les res nations sont profondément affectés. Si les és sous un régime oppressif, produisent moins térielle et mentale, les autres nations en sup-e-coup.

était pas puni, on ne pourrait pas sortir de sa guer d'être assassiné. Sous la menace perpétuelle ie deviendrait un épouvantable cauchemar¹. La ie aujourd'hui, d'aller de Lisbonne à Orenbourg et Tiflis, sans éprouver la moindre crainte pour son s avoir besoin de se munir de la moindre arme ifensive, a certes procuré un immense accrois-heur aux habitants de l'Europe. Comment ce té réalisé ? Par la défense des droits de chaque re les droits de mon voisin n'est donc qu'une se de mes propres droits. Si les droits de per-violés, nous obtiendrions la sécurité la plus e dépense réduite à zéro. Certes, ce serait l'état is avantageux. Notre intérêt est donc de réaliser oses où les droits de chacun soient également ne devons pas le faire par philanthropie ou par lissant la sécurité, nous ne travaillons pas pour travaillons pour nous-mêmes.

ai de l'association politique, est vrai de l'asso-

s lequel vivent les sociétés sauvages.

ciation internationale. Chaque nation doit faire les plus puissants efforts pour remplacer l'anarchie par l'ordre juridique, non pas par amour du voisin, mais par amour de soi.

Pour pratiquer la justice internationale, il n'est pas nécessaire d'aimer l'humanité plus que son pays. La justice n'exclut pas le patriotisme. Même, quand on aura cessé de se massacrer, les joies et les douleurs de la patrie viendront se répercuter dans les cœurs. Ce n'est pas sans une profonde angoisse qu'on verra la dépopulation de son pays et le recul de sa nationalité. Ce n'est pas sans une joie intense qu'on en verra la croissance et l'expansion. Quand la patrie commencera à rétrograder, on se sentira mourir avec elle, et la somme des jouissances individuelles sera sensiblement diminuée. Aussi tout citoyen (dans son propre intérêt) doit-il faire les plus puissants efforts pour assurer la supériorité de sa patrie. Mais cette supériorité ne se mesure pas au nombre de kilomètres carrés que notre pays laisse en friche et sans culture. Elle se mesure par la puissance mentale et par l'expansion nationale. Le bonheur provient non pas du mal qu'on fait aux autres, mais du bien qu'on fait à soi-même.

Nous dirons même plus : il provient aussi du bien qu'on fait aux autres. On estime le revenu des habitants de l'Inde à 46 francs par tête et celui des Anglais à 875 francs¹. Si les Indiens produisaient autant que les Anglais, le bonheur de ces derniers serait accru, parce que la masse de produits offerts sur les marchés, serait plus grande. Or les Indiens produiraient autant que les Anglais, s'ils étaient en tout semblables aux Anglais. Travailler à ce résultat, c'est donc travailler au bonheur des Anglais, c'est pratiquer la politique la plus réaliste et la plus égoïste.

Cet exemple peut s'appliquer aux rapports de tous les peuples très avancés à l'égard de peuples restés dans la barbarie. L'intérêt des forts doit les pousser à établir un ordre de choses plus parfait chez les faibles. Nul n'a mieux compris cela que les Anglais. « Le gouvernement de l'Inde, dit M. Chailley-Bert², veille avec la plus extrême sollicitude sur la conduite de ses fonctionnaires, même dans les matières les plus insignifiantes, sachant bien que la durée de la puissance britannique dans

1. Voir la note de la page 378.

2. *Revue des Deux Mondes*, n° du 1^{er} janvier 1892, p. 75.

L'ALLIANCE.

dépend de la sagesse et de la justice de ses fonctionnaires que toute autre chose. »

point de vue économique, l'intérêt des nations riches les pousse à établir la sécurité sur tous les continents, afin de faire passer de gros chiffres d'affaires. Il y a tout autant d'avantage pour les nationalités très cultivées, à être entourées de sociétés moins avancées à un développement mental aussi élevé que possible, que pour les autres (comme nous l'avons montré) l'échange des idées est plus facile et l'assimilation plus rapide.

Enfin, d'une part, chaque société a intérêt à devenir plus civilisée ; de l'autre, toute société plus avancée a intérêt à améliorer les sociétés les moins avancées. N'est-il pas légitime de conclure de là que cela qu'il n'y a pas d'antagonisme entre l'intérêt national

et l'intérêt de l'humanité, comme il n'y a pas d'antagonisme entre l'intérêt de l'individu et celui de la communauté au sein de l'État. L'État n'existe que pour l'individu, l'association internationale, quand elle se formera, n'existera aussi que dans l'intérêt de chaque nation particulière. L'antagonisme n'est pas entre l'intérêt national et l'intérêt international, mais entre ce qui paraît être l'intérêt national et l'intérêt général.

Alors, dira-t-on, espérez-vous que ces idées pourront jamais être comprises par la majorité des hommes? Oui, certes, car, à

l'instaurer l'établissement de la sécurité en Afrique sera surtout un immense bien pour les Africains. Nous frémissons d'horreur, en lisant les rapports sur les guerres européennes. Quand on nous apprend que la guerre de Crimée a coûté la vie à 785 000 hommes, nous nous sentons saisis d'une profonde tristesse, en songeant combien ces épouvantables hécatombes ont été inutiles. Eh bien, en Afrique, les guerres entre tribus emportent les ans un nombre presque égal de victimes. A proprement parler, l'Afrique est maintenant un vaste charnier. Les rêveries de Rousseau ont servi à quelques naïfs et à quelques pessimistes que la sauvagerie est une condition pleine de délices et de bonheur. C'est une profonde erreur. La condition des sauvages est horrible. Leur vie est menacée perpétuellement par la misère et par les attaques de leurs semblables. Au Canada, par exemple, les Peaux-Rouges restent parfois dix jours sans manger. Des tribus entières meurent de faim. Que dirait-on en Europe d'un homme qui n'aurait rien mangé pendant dix jours, et combien ne plaindrait-on pas son sort? Des Indiens se livraient, avant l'arrivée des Européens, à des guerres de extermination sans pitié. (Voy. Reclus, *Nouv. Géogr. univ.*, t. XV, p. 395 et suiv.) La barbarie est synonyme de misère. Or nul ne pourra affirmer que la sauvagerie soit un bien. Les efforts séculaires de l'humanité ont eu pour but de vaincre la sauvagerie. Quelques rhéteurs seuls peuvent s'imaginer qu'elle mène à un état de béatitude absolu.

proprement parler, il n'y a rien à *comprendre* mais à *étendre*. On sait, depuis des siècles, que l'ordre est préférable à l'anarchie. Les Anglais, les Français, les Italiens comprennent parfaitement qu'ils n'ont aucun intérêt à se massacrer entre compatriotes. La seule conviction qu'il faudrait encore faire entrer dans les esprits, c'est qu'il est tout aussi funeste de se massacrer entre Européens qu'entre Français, Anglais ou Italiens.

Ce chapitre peut être condensé dans la formule suivante :

1° Chaque organisme individuel et collectif a intérêt à devenir aussi parfait que possible (c'est-à-dire à s'adapter à son milieu dans le temps le plus court) ;

2° Chaque organisme a intérêt à rendre les autres aussi parfaits que possible (c'est-à-dire à adapter le milieu à soi).

CHAPITRE V

ANTAGONISME ET SOLIDARITÉ.

I

Comme le combat et l'alliance, l'antagonisme et la solidarité sont deux phénomènes simultanés et parallèles. Tout individu veut s'enrichir. Quand, pour atteindre ce but, il lui faut sacrifier les intérêts de ses semblables, il est porté à le faire ; de là combat, antagonisme. Mais être le plus riche dans une tribu d'Esquimaux, où tout l'avoir se borne à quelques vêtements, une hutte et un cadavre de phoque, procure un médiocre bien-être. Tout individu a intérêt à être le plus riche, mais dans la *société la plus riche*. A partir du moment où notre prospérité augmente, grâce à la prospérité de nos semblables, nous sommes portés à désirer cette dernière ; alors apparaît la solidarité. Tout individu a intérêt à être riche, mais il n'a aucun intérêt à ce que les autres soient pauvres.

Arriver à occuper la plus haute situation dans la société, est une jouissance. Quand nos semblables aspirent au même but, ils se mettent en travers de notre chemin : nous avons tendance à écarter des compétiteurs ; de là combat, antagonisme. Mais être le premier dans une tribu d'Esquimaux composée de quelques centaines d'individus, est un médiocre plaisir. Pour augmenter notre jouissance, nous avons intérêt à être les premiers dans une société qui, elle aussi, est la première parmi ses rivales. Du moment où nous sommes poussés à augmenter la puissance du groupe dont nous faisons partie, la solidarité se produit entre les membres de ce groupe et nous.

Quand notre nationalité gagne du terrain sur les nationalités voisines, nous éprouvons de la jouissance. Par conséquent,

ANTAGONISME ET SOLIDARITÉ.

comme nous voulons le recul des nationalités étrangères s'établit entre celles-ci et la nôtre un combat, un antagonisme. Mais notre type de culture pourra se répandre d'autant plus que les types de culture voisins sont plus semblables au nôtre. Nous avons donc intérêt à ce que les nationalités étrangères soient non pas inférieures à la nôtre, mais autant que possible égales à la nôtre. A partir du moment où nous voyons un intérêt dans l'élévation des types de culture étrangers, la solidarité apparaît entre ces types et le nôtre.

L'échelle des intérêts est la suivante : être le plus riche de la société la plus riche ; être le premier dans la société la plus puissante ; faire partie de la nationalité la plus civilisée. C'est le point de vue individuel. En considérant chaque nation comme une unité d'un ordre plus élevé, on obtient ce résultat : chaque société a intérêt à être la plus riche parmi les sociétés les plus riches, la mieux organisée (la plus parfaite) parmi les mieux organisées, la plus civilisée parmi les plus civilisées.

Monter l'échelle des êtres constitue l'intérêt de toute créature vivante, depuis le microbe le plus infime jusqu'aux plus grandes nations.

Être l'animal le plus intelligent, assure la victoire sur les autres animaux. Être riche, donne la possibilité de cultiver les facultés mentales ; être riche et intelligent, donne la possibilité d'occuper les premières situations dans l'État, ce qui donne la faculté, à son tour, d'adapter le plus rapidement le milieu social à ses fins. Faire partie de la société la plus riche, permet de profiter d'un outillage matériel et mental plus complet. L'outillage donne la puissance politique et la puissance politique à son tour, assure la plus rapide extension de la nationalité. On le voit, le processus social est le prolongement, sans solution de continuité, du processus biologique.

Or comment peut-on s'enrichir, sans appauvrir la société dans laquelle on vit ? En produisant plus de richesse dans le moins de temps le plus court. Comment peut-on surpasser les autres par son intelligence, sans diminuer le développement de la société ? En imposant ses idées seulement par persuasion. En un mot, la solidarité s'établit entre un groupe d'hommes à partir du moment où ils abandonnent dans leurs luttes les procédés lents pour adopter les procédés rapides.

Comme les individus, les sociétés ont tout intérêt à transporter les luttes sociales uniquement sur le terrain intellectuel. Toutes trouveront profit en abandonnant les procédés coercitifs¹.

C'est ce qu'elles ne comprennent pas encore, hélas ! Les sociétés modernes luttent toujours par les procédés violents. Sans parler des guerres, même en temps de paix elles expulsent l'étranger de leur territoire, elles lui défendent de s'y établir, ou, s'il y est fixé, elles limitent ses droits de mille façons. En langage usuel, cette conduite brutale à l'égard des étrangers s'appelle l'*exclusivisme national*. Cette triste aberration a toujours sévi dans l'humanité, mais elle a pris, dans ces dernières années, des proportions vraiment inquiétantes. Le dernier tiers du XIX^e siècle sera considéré par les historiens futurs, comme une période d'assauvagement relatif. Il marquera une forte recrudescence des passions haineuses, basses et étroites. Le dernier tiers du XIX^e siècle fera une tache sombre et triste au milieu des périodes plus brillantes de l'histoire de l'humanité.

La guerre et les massacres sont des procédés qui peuvent se placer dans la catégorie de l'absorption biologique. (Voy. le tableau de la page 403.) L'expulsion de l'étranger et les entraves posées à son immigration se ramènent à l'élimination biologique. En effet, en dernière analyse, elles signifient ceci : Si vous ne vous contentez pas d'un habitat moins favorable, nous vous tuons². La limitation des droits est une élimination par-

1. On peut montrer, par un exemple, la supériorité des procédés non coercitifs, dans toutes les branches de l'activité gouvernementale. Forcez les musulmans algériens à abandonner leur justice religieuse, obligez-les à aller exclusivement devant le juge français, vous portez atteinte à leur droit. Alors ils se raidiront, ils se révolteront, peut-être. Mais établissez en Algérie des tribunaux français avec une justice prompte, peu coûteuse, équitable, incorruptible, humaine. Laissez l'Algérien musulman libre de s'adresser à ce tribunal, si bon lui semble. Il sera porté, par l'intérêt, à chercher le tribunal le plus parfait. Il considérera d'abord comme un privilège des plus enviables d'être jugé par le magistrat français ; plus tard, il réclamera comme un droit de ne plus ressortir d'un tribunal de qualité inférieure, qui est le tribunal musulman. L'introduction de la justice française sera réalisée de cette façon plus facilement et plus rapidement que par les procédés coercitifs. Pourquoi ? Parce qu'on appliquera, dans ce cas, le principe du triomphe des meilleurs. Le tribunal français attirera du monde, en rendant une justice plus parfaite.

2. Toutes ces mesures se pratiquent aujourd'hui sans violence ; mais si la partie lésée voulait passer outre, c'est-à-dire se révolter contre la législation de l'État, alors ce serait la mort.

tielle. Elle peut ainsi se traduire : Si, au sein de notre État, vous ne vous contentez pas des situations inférieures, nous vous tuons. Toutes ces formes marquent donc une rétrogradation vers les procédés biologiques.

Nous allons passer en revue les différents procédés de l'exclusivisme national. Nous ne nous placerons pas au point de vue des faibles, qui subissent les violences, mais des forts qui les commettent. Nous tâcherons de montrer combien l'exclusivisme national est funeste à ces derniers.

II

Commençons par les phénomènes économiques.

Soit un ébéniste allemand qui vienne s'établir à Paris. Il fait concurrence aux ouvriers de cette ville. Supposons qu'on l'expulse. Quel sera le résultat pour la France ?

Si l'ébéniste allemand travaille moins bien et plus cher que les indigènes, personne ne lui donnera de commandes. Il faudra donc qu'il meure de faim ou qu'il parte. Mais s'il travaille mieux, par son expulsion, tous les Français qui auraient pu lui acheter des meubles de bonne qualité et à bas prix, sont privés de cet avantage. On leur fait donc un tort. De plus, l'ébéniste allemand aurait loué une maison, acheté des vivres, des vêtements, des instruments. Ceux qui lui auraient procuré tout cela seront frustrés de leurs bénéfices. Par l'expulsion de cet Allemand, le gouvernement français aura établi une classe de privilégiés : les ébénistes parisiens. Ces derniers auront acquis le droit de vendre de mauvais meubles à des prix élevés ; ils causeront un détriment à leurs compatriotes ; ils seront devenus des parasites sociaux. Le gouvernement français n'a aucune raison de favoriser les ébénistes, plutôt que les propriétaires d'immeubles, les producteurs de denrées alimentaires, de vêtements, etc. Mais sitôt qu'on expulse les étrangers, on produit le parasitisme, donc l'appauvrissement social. Les gouvernements doivent protéger le droit de propriété, non y porter atteinte. Ils doivent établir l'ordre et non l'anarchie. Quand ils pratiquent l'expulsion, ils confisquent la propriété de

quelques citoyens au profit d'autres citoyens, donc ils pratiquent la spoliation, donc l'anarchie ¹.

Les entraves à l'immigration sont aussi funestes que les expulsions.

Sans l'immigration européenne du xix^e siècle, les États-Unis d'Amérique auraient 14 millions d'habitants, tandis que leur population monte aujourd'hui à 63 millions. Naturellement, une forte immigration n'est possible que dans les pays très faiblement peuplés. Cependant il est bien difficile de déterminer le maximum de densité qui ne saurait être dépassé sans danger. L'Angleterre a maintenant 124 habitants par kilomètre carré. Est-ce à dire que ce chiffre ne puisse pas croître encore ? La Belgique en a 207. Est-ce le dernier mot ? La densité kilométrique du Bengale est de 171, supérieure à celle de l'Angleterre. Cependant de nombreux Anglais vont s'établir dans ce pays pour y faire le commerce, pour y diriger des entreprises industrielles et agricoles, et pour y donner l'instruction aux indigènes. Certes, la présence de ces individus est avantageuse aux Bengalais. En Chine, les agglomérations humaines atteignent des chiffres très élevés. La province de Kiang-Sou a 210 habitants par kilomètre carré. L'agriculture est arrivée en Chine à un degré de perfection qu'il semble difficile de dépasser. Mais la Chine est encore loin d'avoir mis à profit toutes ses ressources naturelles. D'immenses mines de houille, par exemple, y sont à peine exploitées. L'industrie pourrait grandement se développer en Chine, et, en augmentant la richesse de ce pays, pousser encore à l'accroissement de la population. Enfin un pays peut être habité par un grand nombre de rentiers (les environs de Londres, par exemple, sont le rendez-vous de tous les Anglais qui ont fait fortune à l'étranger), alors il peut avoir une population sans aucune proportion avec ses ressources. Nul ne peut dire où s'arrêtera le développement de l'esprit humain, nul ne peut donc dire combien d'hommes au maximum pourra nourrir la terre.

La majorité des pays, même relativement civilisés, contiennent aujourd'hui une population extrêmement clairsemée (0,3 par

1. Quand nos législateurs font des lois, ils ne songent malheureusement qu'à ceux qui doivent en profiter, jamais à ceux qui doivent en souffrir. Ces derniers sont « les hommes oubliés », comme dit si bien M. Graham Sumner.

kilomètre carré en Sibérie, 0,5 au Canada, 0,5 en Australie, 1,2 dans la république Argentine, 7 aux Etats-Unis, 6 dans l'Amérique Centrale et au Mexique, 18 en Russie, 32 en Turquie d'Europe; ce sont presque des déserts). Même la France est très faiblement peuplée ¹. On estime aujourd'hui la population du globe à 1480 millions d'habitants (11 par kil. car.). Or, d'après les calculs de M. Ravenstein, il pourrait facilement nourrir jusqu'à 6 milliards d'individus ².

Non seulement la population du globe est encore trop faible, ce qui est un mal, mais elle est surtout trop inégalement répartie, ce qui est un mal encore plus grand. Dans certains pays, il y a des agglomérations trop fortes qui produisent le paupérisme; dans d'autres, la misère provient du manque de bras. Il y aurait le plus grand intérêt à mettre fin à cette inégalité si funeste. Dans les pays faiblement peuplés et dans ceux (comme la France) où la natalité est faible, la principale préoccupation devrait être d'attirer les immigrants. Malheureusement, il n'en est pas ainsi. Dans les pays barbares, l'étranger est encore considéré comme un ennemi. C'est au péril de leur vie que de hardis voyageurs ont traversé certaines régions de l'Afrique. Combien, hélas! ont même payé cette audace de leur vie! Quant à aller s'établir à demeure dans ces pays, il ne faut pas y songer dans l'état actuel de leur développement social. Ainsi, de magnifiques régions qui pourraient produire des masses énormes de

1. Déjà l'on se plaint en Europe de l'encombrement des carrières et l'on dit que si ce continent était plus peuplé, ses habitants se sentiraient dans une gêne plus forte. Hélas! ce qui encombre les carrières, ce n'est pas le manque de ressources d'un continent aussi admirablement favorisé que l'Europe, mais le manque d'esprit d'entreprise de ses habitants. Bien entendu, si tout le monde se précipite vers les fonctions de l'État, les carrières seront encombrées. Mais un immense champ est encore réservé aux Européens dans... l'agriculture! On sait que la moyenne du rendement de l'hectare en France est de 15 hectolitres de blé, tandis qu'il est de 28 dans le département du Nord, de 25 à 30 en Belgique, en Hollande et en Angleterre. De même, la pomme de terre donne en Allemagne de 25 à 28000 kilogrammes par hectare, en France seulement 7200. Si le rendement de l'agriculture en Europe était partout le même, la population pourrait tripler très facilement. D'après les recherches de M. G. Ville, le froment donne avec un engrais complet 9570 kilogrammes par hectare, sans engrais seulement 3542; les chiffres correspondants pour le chanvre sont de 11 150 et 2175, pour la pomme de terre 36000 et 7500. Ce n'est pas sans doute, le dernier mot de la chimie agricole, mais on voit quelle marge reste encore pour les progrès de la culture.

2. Voy. *l'Économiste français*, du 27 septembre 1890.

richesses, sont aujourd'hui des non-valeurs presque complètes.

Les sociétés asiatiques, plongées dans leur incurable conservatisme, n'offrent aucune ressource à l'émigration, faute de sécurité; la Perse, la Chine ne sont pas accessibles aux Européens. Mais, hélas! les civilisés ne comprennent pas mieux leurs intérêts que les barbares! Déjà les États-Unis ont pris certaines mesures pour arrêter l'immigration européenne¹. On parle d'autres entraves encore plus importantes. Mêmes circonstances dans les démocraties australiennes. Les Chinois en sont presque exclus, et les ouvriers de la Nouvelle-Galles du Sud et de Victoria demandent les mêmes mesures contre les Européens. Comme ils sont les maîtres du gouvernement, par le suffrage universel, ils réussiront fort probablement à les obtenir. Le principal grief contre les Chinois, en Californie et en Australie, c'est qu'ils constituent un élément réfractaire et inassimilable. Ce grief est-il légitime? Certes, non. La nation, comme l'espèce, se modifie à chaque changement de milieu. De plus, les Américains et les Australiens prétendent qu'un croisement entre Chinois et Européens n'est pas possible, vu la répugnance que ces deux races éprouvent l'une à l'égard de l'autre. Cette affirmation nous paraît fort sujette à caution. Des croisements nombreux se sont opérés aux Antilles entre nègres et blancs². Ces croisements ont produit une race nouvelle possédant de très fortes qualités. La distance entre les Chinois et les Européens est bien plus faible, au point de vue ethnographique, que la distance entre les nègres et les blancs. Pourquoi donc Chinois et Européens ne pourraient-ils pas se croiser? Nous ne le comprenons pas. Mais ces objections ethnographiques n'existent pas à l'égard des Européens. Pourquoi donc les Américains et les Australiens prétendent-ils les exclure aussi? La raison est très simple. Tout nouvel immigrant fait baisser le prix de la main-d'œuvre. Les ouvriers de la Nouvelle-Galles du Sud et de Victoria forment maintenant une aristocratie qui veut conserver le monopole du travail. Ils ne comprennent malheureusement pas que le principal intérêt de chaque individu est de vivre dans la société la plus riche possible, ils ne comprennent pas que la

1. Nous ne parlons pas des repris de justice et des impotents. Les États-Unis les repoussent très légitimement.

2. Voy. Reclus, *Nouv. Geogr. univ.*, t. XVII, p. 645 et passim.

richesse générale procure une somme de jouissance, infiniment plus forte que la richesse particulière. A quoi sert d'avoir des millions, si on vit dans un désert ou dans un pays misérable, sans routes, sans monuments, sans civilisation. Or tout ce qui est richesse publique vient des impôts. Tout ce qui vient des impôts est pris sur le producteur. Diminuez le nombre de ces producteurs et vous diminuez, en même temps, la somme de bien-être que peut offrir la société, somme qui sera toujours supérieure à celle que peut procurer la richesse individuelle. Quel milliardaire pourra jamais se créer un centre de jouissances comme Paris? Mais toutes ces considérations sont inaccessibles aux ouvriers australiens; ils ne voient qu'une chose : la baisse immédiate des salaires¹. Ils ne comprennent pas que l'intérêt principal de chaque individu est de monter le plus rapidement possible l'échelle des positions sociales. Les ouvriers australiens pourraient faire aujourd'hui sans aucune violence (donc sans aucune peine) ce que les planteurs ont tenté autrefois par l'établissement de la traite et par l'esclavage des nègres. Ils pourraient abandonner aux Chinois tous les travaux pénibles et se réserver la direction de toutes les entreprises. Mais, grâce à leur exclusivisme aveugle, les Anglais en Australie réclament comme un privilège de rester confinés aux besognes sociales les plus inférieures. Leurs votes signifient en dernière analyse : nous ne voulons pas devenir contremaîtres, intendants, fermiers, propriétaires, entrepreneurs, rentiers; nous voulons rester simples manœuvres et ouvriers.

La limitation des droits produit des résultats aussi désastreux que les entraves mises à l'immigration.

Il est défendu aux Polonais d'acheter des terres dans les provinces occidentales de l'empire russe. Il est même question d'étendre cette défense à tous les étrangers en général. Un Polonais ne peut pas prendre de terres en ferme, etc., etc. L'ensemble de ces mesures d'exception amène un état économique des plus déplorables². Les Allemands, toujours sous le coup de

1. Une des illusions les plus persistantes de l'humanité consiste à identifier la richesse avec l'or. A quoi sert le salaire d'une livre sterling par jour si tous les objets coûtent en proportion ou manquent totalement. Dans ce cas, quelle que soit l'élévation du salaire, elle ne se traduira jamais par une augmentation de jouissance.

2. Disons, en passant, que toutes ces mesures d'exception n'atteignent pas

mesures d'exception qu'on peut prendre contre eux ¹, ne risquent pas de s'établir en Russie. Les capitaux, les nouveaux procédés agricoles, les connaissances techniques qu'ils auraient pu apporter, sont perdus pour la Russie. La moitié occidentale de ce pays reste pauvre et inculte, parce qu'elle est considérée comme domaine exclusif du peuple conquérant.

Après avoir parlé des hommes, passons aux capitaux. Nous pouvons citer un très curieux exemple d'exclusivisme national sur ce terrain.

Quelques capitalistes français se rendirent dernièrement à Saint-Petersbourg pour proposer au gouvernement russe la construction du chemin de fer Transsibérien. Leurs propositions ne furent pas acceptées. Il leur fut répondu que le Transsibérien serait construit exclusivement par des ingénieurs russes, avec des capitaux russes et des matériaux russes. Dans ces conditions la construction du Transsibérien pourra durer douze ou quinze ans. L'entreprise libre l'aurait, certes, terminé en trois ou quatre. Aux États-Unis, on construit 18000 kilomètres de chemins de fer par an, on pourrait bien en construire 8000 en Russie (c'est la longueur du Transsibérien) en trois ou quatre. Or, pour avantager certains individus, ce chemin de fer, au lieu d'être prêt en 1897, sera prêt en 1903 ou en 1908. Il faut avouer que ce n'est pas là *hâter* l'accroissement de la richesse en Sibérie, mais *retarder* cet accroissement. Or les quatre millions et demi de Sibériens sont aussi bien des Russes que les ingénieurs, les capitalistes et les industriels à qui l'on réserve les bénéfices de la construction du chemin de fer. On ne voit pas pourquoi les intérêts de cette population ² doivent moins tenir à cœur au gou-

le but désiré. Justement parce que ces pays sont placés sous des lois d'exception, justement parce que le gouverneur général de Kief a des pouvoirs discrétionnaires vraiment excessifs, les propriétaires russes ne vont pas s'établir volontiers dans les provinces occidentales. La mesure qui empêche les Polonais et les Israélites d'y prendre des terres en ferme, est aussi désastreuse au point de vue de la russification. Quel attrait peut avoir une terre qu'on ne peut pas donner à bail ? Les Russes battent souvent en retraite devant toutes ces difficultés et ne vont pas s'établir volontiers en Podolie et en Volhynie, ce qu'ils auraient fait sans ces restrictions.

1. On parle encore maintenant d'en expulser 25 000 des provinces du Sud-Ouest, d'après de nouveaux règlements promulgués par le gouverneur général de Kief, de Podolie et de Volhynie.

2. Et ajoutons : de toute la Russie ; certes, la famine de 1891 n'aurait pas pris des proportions si calamiteuses si le Transsibérien avait existé à cette époque.

vernement de Saint-Petersbourg que les intérêts de quelques individus.

Repousser les capitaux étrangers, c'est décréter la misère de son propre pays¹.

En un mot, tout exclusivisme sur le terrain économique se ramène à accorder le droit à quelques privilégiés de spolier la grande majorité de leurs compatriotes, c'est-à-dire, en dernière analyse, à la suppression de la propriété, donc à l'anarchie.

Une autre erreur capitale des sociétés consiste à se préparer des réserves pour l'avenir. Ainsi les Américains ne permettent pas l'immigration des Chinois. Ils disent qu'il y a plus d'avantages à laisser les régions du Pacifique et du Far-West à l'état de solitude pendant de longues années qu'à les peupler de Célestes, parce qu'elles serviront aux besoins des générations futures de Yankees. Cette conduite est des plus désastreuses, pour plusieurs raisons. D'abord l'expansion nationale ne se fait pas seulement par le peuplement, mais encore par l'assimilation. Si dix ou vingt millions de Chinois vont en Amérique et adoptent l'anglais comme langue maternelle, la culture anglo-saxonne aura un nombre d'adhérents plus considérable, dans un temps plus court que par la méthode du peuplement direct par les seuls Yankees. Mais il y a une considération plus importante encore. La nationalité est un moyen et non un but. Le maximum de bonheur individuel provient non pas de la manière dont le globe terrestre est partagé entre les différents types de culture, mais de son adaptation aussi rapide que possible aux besoins de l'homme. Or toute minute perdue dans l'œuvre de cette adaptation est perdue pour l'éternité. Cela peut se démontrer de la façon suivante. Prenons le chiffre

1. Encore un petit exemple. On sait que, d'après les statuts de certaines banques russes, le gérant doit être absolument chrétien. Cette mesure a pour but de favoriser les orthodoxes (c'est-à-dire les Russes). Si les orthodoxes avaient le plus d'aptitudes pour les affaires de banque, les actionnaires les auraient choisis de leur propre initiative et cette clause eût été inutile. Mais si les chrétiens ont moins d'aptitudes, ils géreront moins bien les affaires des banques et donneront moins de dividendes. Ou bien, si les gérants chrétiens capables, sont moins nombreux, ils demanderont une plus grande rémunération pour leurs services. Les gérants chrétiens bénéficieront sans doute de cette clause, mais au détriment des actionnaires qui peuvent être aussi des Russes. On le voit, cela revient toujours au même ; toute faveur de l'État a pour résultat la confiscation de l'argent de Paul au profit de Jean.

de 100, comme représentant l'ensemble des richesses réalisables sur notre terre, quand toutes ses ressources seront mises en exploitation. Supposons que les richesses actuelles montent au chiffre de 10^1 . Si l'accroissement de la richesse est de 20 par siècle, le maximum de bien-être sera atteint en 2343; s'il est de 10 par siècle, il sera atteint en 2793. Toute entrave mise à l'accélération de la richesse retarde seulement le moment où elle atteindra son point culminant; jamais on ne pourra arriver plus vite, en marchant plus lentement.

Mais notre calcul n'est pas exact. Les capitaux sont productifs de capitaux. La richesse augmente par progression géométrique. Toute entrave diminue la raison de cette progression. Soit 3 la richesse actuelle et 2 la raison de sa progression par quart de siècle; en 1993 la richesse sera 24. Mais supprimez les entraves, portez la raison de la progression à 3, la richesse sera de 81 en 1993. Ainsi, grâce à notre exclusivisme, nos arrière-neveux seront huit fois plus riches que nous, au lieu d'être vingt-sept fois plus riches¹.

Mais la raison de la progression ne regarde pas seulement nos descendants, elle nous regarde nous-mêmes. Un homme peut vivre soixante-quinze ans. Avec une raison de 3, il pourra voir la richesse arriver de 3 à 27; avec une raison de 2, il ne pourra la voir arriver que de 3 à 12. Il est évident qu'il aura plus de jouissances dans le premier cas que dans le second.

On le voit, les réserves sont une illusion des plus aveugles. Il n'y a rien de plus contraire aux intérêts de la génération actuelle, comme aux intérêts des générations futures. D'ailleurs, quand bien même ces réserves seraient utiles à nos descendants, on ne voit pas pourquoi la génération de 1893 doit se sacrifier au profit de la génération de 1993. Cela serait injuste en principe. Mais de plus la génération de 1893 souffre de l'imperfection actuelle, tandis que la génération de 1993 ne souffre pas, par la toute simple raison qu'elle n'existe pas encore.

1. Évidemment nous exagérons. Nous pensons que la mise en valeur de toutes les ressources de la planète ne décuplera pas, mais centuplera, au moins, nos richesses actuelles.

2. La première progression est 3, 6, 12, 24. La seconde 3, 9, 27, 81.

III

Sur le terrain politique, l'exclusivisme consiste à réserver les fonctions et les places aux nationaux. Il n'y a que deux moyens d'obtenir les fonctions gouvernementales : l'élection ou la nomination. Si les citoyens trouvent qu'un étranger remplira mieux certaines charges qu'un indigène, empêcher les citoyens d'élire cet étranger, c'est les obliger à choisir des incapables, donc à être mal gouvernés. C'est causer aux indigènes un mal positif. Le même raisonnement s'applique à la nomination. Les sultans pensaient, au XVII^e siècle, que des renégats chrétiens gouverneraient mieux les Turcs que les individus de souche musulmane. Empêcher les sultans de prendre des renégats, c'était les obliger à mal gouverner leur empire. C'était causer à la majorité des Turcs le dommage le plus positif, c'était pousser à la décadence de leur pays.

Les gouvernements existent pour les gouvernés et non vice versa. Il y a bien plus d'avantage à être bien gouverné par des étrangers que mal par des compatriotes. Les populations de l'Inde en savent quelque chose. Elles respirent, pour la première fois, après une anarchie plusieurs fois séculaire, grâce aux Anglais. Rien n'est plus favorable aux intérêts des malheureux ryots que le gouvernement des fils d'Albion.

Si un étranger est plus actif et plus intelligent qu'un indigène, il faut lui donner la première place, dans l'intérêt du peuple. Les masses ne doivent pas travailler pour engraisser quelques fonctionnaires bornés et peu scrupuleux. Aucun chef d'entreprise privée ne préfère des employés stupides, mais qui sont ses compatriotes, à des employés intelligents, mais d'origine étrangère. Il serait juste de donner autant de soin aux entreprises publiques qu'aux entreprises privées. Si un peuple n'est pas gouverné par les plus intelligents, il sera gouverné par les plus stupides, il tombera dans une rapide décadence.

Traduite en langue pratique, l'expression « la France aux Français, la Russie aux Russes », revient simplement à ceci : quelques politiciens habiles ou quelques fonctionnaires en faveur se réserveront les privilèges et les profits directs et

indirects du gouvernement, c'est-à-dire les places, les dotations, les subventions de tout genre, les concessions des travaux publics, etc., etc.

Comme l'exclusivisme économique, l'exclusivisme politique est un droit accordé à quelques-uns, de dépouiller l'immense majorité des citoyens; c'est un droit donné aux incapables d'occuper les plus hautes situations de l'État. Par la spoliation l'exclusivisme est anarchique; par les privilèges il est anti-social¹.

On dit qu'en donnant des fonctions aux étrangers, on introduit des traîtres qui livrent le pays à ses ennemis. C'est parfaitement juste parfois. Les Russes, aujourd'hui, feront bien de ne pas confier leurs secrets d'État aux Polonais. Ces derniers subissent une combinaison politique contraire à leurs aspirations; ils ne peuvent pas vouloir la prospérité de leur oppresseurs. Mais si toute coercition était bannie, il n'en serait plus ainsi. Quand on viendrait s'établir de plein gré dans un pays, on n'aurait aucune raison de le trahir.

IV

C'est sur le terrain intellectuel que l'exclusivisme national produit, naturellement, ses plus funestes effets, parce que le développement mental est la base de la prospérité économique et de la puissance politique.

Tuer un étranger, parce qu'il est supérieur, c'est se condamner à une infériorité incurable. C'est vouloir rester éternellement aux échelons les plus bas de l'évolution sociale. Comme la tendance de toute créature est de monter, les sociétés qui tuent les étrangers les plus intelligents, pratiquent la conduite qui mène à la décomposition et à la mort. En Europe, on ne tue plus les étrangers, mais on les expulse encore très souvent. Or cette mesure est peut-être encore plus funeste que l'autre. En effet, l'expulsé va porter ses capacités à l'ennemi. Ainsi, non seulement, on s'est privé des avantages de sa présence, non seulement, on a diminué sa propre puissance, mais on a encore

1. En effet, il empêche l'adaptation à la fonction et pousse l'organisme à descendre l'échelle de la perfection vitale.

augmenté celle de ses concurrents. Ce n'est pas un moyen à coup sûr, de vaincre dans la lutte pour l'existence. On comprendra sans doute, un jour, l'ineptie manifeste de cette conduite, et l'on fera autant d'efforts pour attirer les capacités qu'on en fait aujourd'hui pour les repousser.

Dans ces dernières années, l'exclusivisme est arrivé jusqu'au délire. Nous en pouvons donner un exemple frappant. Un plan a été combiné tout récemment entre le gouvernement russe et le baron de Hirsch pour faire émigrer 3 millions d'Israélites en Amérique. Tout d'abord, expulser des hommes d'un pays qui a à peine 18 habitants par kilomètre carré est une absurdité au point de vue économique. Mais voici qui est encore plus fort. Les États américains ont édicté, dans ces derniers temps, différentes mesures, réglant l'immigration. Pour s'y conformer « le gouvernement russe a consenti (nous citons textuellement) à ce que l'émigration ne comprenne pas les individus affaiblis par l'âge, les débiles, les estropiés, les individus affectés de maladies chroniques, les repris de justice, les gens incapables d'exercer un métier honnête, enfin les individus ayant une famille de plus de six enfants ». Il est difficile de pousser plus loin l'aveuglement et le fanatisme. On le voit, le gouvernement russe *consent lui-même* à ce qu'on pratique parmi ses sujets une sélection, à rebours, à ce qu'on lui enlève tous les Israélites qui sont un élément sain, et qu'on lui laisse tous ceux qui sont un élément pathologique. Et le fonctionnaire qui a négocié cette convention n'est pas mis en jugement pour avoir vendu sa patrie !

Les entraves opposées à l'immigration ont des conséquences aussi néfastes que les expulsions. Si un Anglais va s'établir en Espagne, la société espagnole montera dans l'échelle des êtres, parce que cet étranger apporte une activité supérieure à celle des indigènes.

Il en est des limitations de droit, comme des entraves à l'immigration. Ainsi en Russie, dans les gymnases du gouvernement, le nombre des élèves *non-chrétiens* (euphémisme hypocrite sous lequel on désigne maintenant les Israélites) ne peut pas dépasser 5 p. 100. Comme, d'autre part, le gouvernement russe ne tolère pas la création de gymnases purement israélites, fondés par l'initiative privée, il pousse un certain nombre de ses sujets

à rester ignorants. Il abaisse donc systématiquement le niveau mental de la nation. Encore ici, il se désarme lui-même, parce que la supériorité mentale est le principal atout dans la lutte pour l'existence.

Les restrictions légales sont surtout désastreuses au point de vue de l'homogénéité nationale. Mettre une population hors la loi ou hors du droit commun, c'est *l'obliger* à s'isoler, à devenir réfractaire¹. Toute injustice amène une réaction. Ce qui fait aujourd'hui, par exemple, la force du réveil national en Bohême, ce sont les mesures maladroites du gouvernement viennois. Par ses tracasseries continuelles, il blesse l'amour-propre des Tchèques, il excite leur colère, il pousse à la résistance. Si le gouvernement viennois était plus habile, il pratiquerait la justice la plus stricte et, par là, accélérerait la germanisation de la Bohême.

Nous sommes complètement opposés à ceux qui font peu de cas des aspirations nationales. La nationalité, selon nous, est un chaînon inévitable dans l'organisation des sociétés. L'expansion, l'exubérance, la splendeur de sa nationalité doit être la préoccupation principale de chaque être civilisé. C'est parce que nous sommes nationalistes que nous combattons l'exclusivisme de toutes nos forces. L'exclusivisme est la plus forte entrave opposée à l'expansion nationale, il est une diminution systématique de la vitalité d'une société.

Cette funeste aberration provient de nos routines et de notre ignorance. En politique, on peut dire que nous n'avons pas

1. Ainsi les Israélites ne deviennent pas Russes, parce que les Russes ne le veulent pas. C'est aux Russes qu'il plaît d'identifier leur nationalité avec l'orthodoxie, non aux Israélites. Il suffirait au gouvernement de Saint-Petersbourg de considérer les Israélites comme Russes et ceux-là le deviendraient. Il y a quelques années, à la faveur d'une tolérance relative, les Israélites commençaient à s'assimiler assez rapidement et commençaient à éprouver des sentiments patriotiques. Ils se prenaient à aimer le pays où la destinée les avait jetés. Peu à peu, ils négligeaient la synagogue et devenaient indifférents en matière de religion hébraïque. L'intolérance actuelle a changé tout cela. Les Israélites, privés d'un grand nombre de droits civils et politiques, traqués et pourchassés de toutes parts, se replient au sein de leurs communautés. La synagogue leur redevient chère depuis qu'elle est tant persécutée. Ils recommencent à la fréquenter. Ils se serrent davantage les uns contre les autres. Dans le temps, nombre d'Israélites devenaient chrétiens. Maintenant ceux qui se respectent ne le deviennent plus. Les conversions sont plus rares. Ainsi c'est le gouvernement russe lui-même qui met des obstacles à la russification de ses propres sujets.

dépassé Machiavel. Nous concevons toujours l'État comme une œuvre artificielle, comme un joujou d'une extrême fragilité, que la moindre conspiration peut briser.

Les conditions de l'Italie, à l'époque du célèbre secrétaire florentin, étaient différentes de celles que présente l'Europe contemporaine. La péninsule apennine était fractionnée, au xv^e siècle, en États minuscules dont on pouvait s'emparer par une seule marche militaire ou par un coup de main hardi. Aucun de ces États n'avait alors d'armée nationale. Et puis Machiavel ne se place jamais au point de vue des peuples, mais toujours à celui des chefs des entreprises politiques. Que le duché du Milan appartint aux Sforza ou aux rois de France, la condition des Milanais n'en était guère modifiée. Mais Machiavel ne s'intéresse pas aux Milanais. Il ne songe qu'aux Sforza et aux rois de France.

Les circonstances sont toutes différentes, de nos jours. Les États modernes couvrent des milliers de kilomètres carrés, ils ont des millions de soldats citoyens ; ils offrent donc une résistance qui les met à l'abri d'un coup de main. Mais ce qui est encore plus important, et ce que Machiavel n'a pas pu prendre en considération, c'est que, de nos jours, la lutte porte sur le terrain national et non sur le terrain politique. Quel que soit le partage accompli par la force, il ne décide rien. La Pologne, par exemple, n'est pas morte après avoir perdu son indépendance ; elle sera morte le jour où le polonais cessera d'être parlé sur la terre. On aura beau partager la Russie comme on voudra, on ne pourra éliminer la nationalité russe qu'en amenant 79 millions d'hommes à parler une langue nouvelle. Or cela ne peut pas se faire du jour au lendemain. Cette transformation exigera des siècles ; d'autant plus que 1 500 000 hommes s'ajoutent aux 79 millions existant aujourd'hui et que, dans l'avenir, cet accroissement augmentera encore en progression géométrique.

Les nationalités modernes ne sont donc plus des joujoux fragiles, et toutes les mesures qu'on prend pour les sauvegarder sont des puérilités se maintenant par pure survivance.

Du temps de Machiavel, un complot, une conspiration, renversaient un prince et changeaient le personnel gouvernemental d'un État microscopique. Mais quelle conspiration, quel complot

peut amener 79 millions de Russes à parler l'allemand ? Aussi les terreurs que nous inspirent les traîtres étrangers sont-elles maintenant des enfantillages dont les gens sérieux devraient rire. On peut impunément ouvrir ses frontières à l'étranger. La crainte des individus est une pure chimère dans les conditions actuelles. Et puis l'étranger s'attache d'autant plus à sa nouvelle patrie qu'il y trouve plus de bien-être. D'ailleurs, quand bien même l'étranger garderait plus d'affection pour sa patrie d'origine, qu'importe ? Son fils s'attachera à la patrie nouvelle ; si ce n'est pas le fils, ce sera le petit-fils. Les nations ont la vie longue, elles peuvent attendre.

Quand on songe à toutes ces circonstances nouvelles, comme la politique des gouvernements, basée sur les principes du *Prince* de Machiavel, paraît vraiment ridicule. C'est la politique de petits moyens, des craintes puériles et des terreurs imaginaires.

Le gouvernement de Saint-Pétersbourg cherche à opposer des obstacles à l'immigration des Allemands, par crainte de voir reculer les limites de la nationalité russe devant la nationalité allemande. Qui démontre qu'il en sera ainsi ? C'est là une pure présomption. Rien ne prouve que, dans la lutte intellectuelle, les Russes perdront du terrain. Ni au point de vue physiologique, ni au point de vue psychologique, l'infériorité des Russes n'est évidente. La civilisation allemande est plus avancée *en ce moment* que la civilisation russe. Mais cette supériorité, les Allemands ne la doivent pas à une grâce du ciel¹. Ils la doivent

1. L'ancienne conception biblique de l'univers nous empêche de bien comprendre les véritables lois de la nature. Les Anglais marchent aujourd'hui à la tête de la civilisation, grâce à des circonstances plus favorables. Tous les hommes proviennent d'une forme ancestrale inférieure, toutes les races ont commencé par être sauvages. Il n'y a pas eu de peuple élu par l'Éternel, ou de peuple maudit par lui. Puisque les peuples sauvages ont progressé, tous les peuples peuvent progresser. Ces mêmes Anglais, si complètement libérés aujourd'hui de tant d'absurdités qui pèsent encore sur les nations continentales, partageaient toutes nos erreurs il y a un demi-siècle à peine. Leur intolérance religieuse était des plus étroites ; les Anglais étaient des protectionnistes féroces. Leur législation était d'une cruauté sans pareille. L'ivrognerie faisait d'affreux rivages dans le peuple et même dans l'aristocratie. La dégradation de la classe ouvrière, sa misère et ses vices frappaient tous les regards. Les Anglais ont avancé très vite. Voilà tout. L'intelligence est comme le courage. On peut dire que tous les soldats européens sont également courageux, quand ils sont disciplinés. De même le progrès des sociétés

à une organisation sociale plus parfaite. A égalité d'organisation, la victoire mentale des Allemands nous paraît, quant à nous, bien sujette à caution. Nous pensons, au contraire, que si le peuple russe n'était pas enserré aujourd'hui dans une centralisation qui l'étouffe, il pourrait lutter sur le terrain mental avec les Allemands, sans aucune difficulté. Sa puissance d'assimilation est très forte et il serait capable d'absorber tous les ans deux ou trois cent mille Allemands avec autant de facilité que les Yankees d'Amérique les absorbent. Or empêcher 200 000 Allemands de s'établir tous les ans en Russie, c'est leur faire du tort, à coup sûr, mais c'est empêcher également la Russie de croître tous les ans de 200 000 hommes. Et quels hommes ! Ceux qui apportent le plus d'initiative, le plus d'activité au travail, le plus de connaissances scientifiques et techniques. Dans une ou deux générations, quand ces individus seraient assimilés, quelle admirable sélection humaine ils auraient produite.

Le gouvernement russe n'a aucune preuve que, dans la lutte mentale, les Allemands devront l'emporter : il se fonde sur une pure présomption. Pour préserver son peuple d'un danger imaginaire, il le prive des avantages les plus positifs.

Une autre cause de l'exclusivisme national est la funeste habitude du raisonnement *in abstracto*. Combien de fois l'auteur n'a-t-il pas entendu dire : « Nous persécutons les juifs parce que *jamais* ils ne s'assimileront à nous. Un juif ne deviendra jamais un Russe. » Les personnes qui parlent de la sorte ne se donnent pas la peine de réfléchir à des faits concrets. Elles ne se demandent pas pourquoi un homme s'assimile à son milieu ? Or la raison en est bien simple. On s'adapte à son milieu parce que cette adaptation est une jouissance. Un juif, comme tout autre homme, préfère le bien-être à la misère, les honneurs et les situations les plus élevées à l'opprobre et à la médiocrité. Les Israélites qui se trouvent actuellement en Russie, qui ont des attaches matérielles et morales dans ce pays, aimeraient y être

dépend en partie de leur organisation et du milieu mental. Les Russes ne sont pas condamnés à une infériorité perpétuelle par un arrêt du destin, une malédiction d'un dieu méchant et cruel. Les Russes ont aujourd'hui une organisation sociale moins parfaite. Donnez-leur l'égalité d'organisation avec les Allemands, et ils soutiendront le choc intellectuel de ces derniers, sans aucun désavantage.

L'ALLIANCE.

échaux, ministres et chambellans, non pas par vertu, mais plement par intérêt. Quand on dit que le Juif ne s'assimile ais, c'est comme si l'on disait : « Tout être fuit la douleur recherche le plaisir, mais les Juifs font exception à la loi verselle de la biologie; ils recherchent la douleur et fuient plaisir ». Pour ce qui est des conditions économiques, on ne t guère observer cette tendance chez les Juifs. Au contraire, i seulement ils font tout ce qu'ils peuvent pour s'enrichir, is, de plus, sitôt qu'ils ont de la fortune, ils se donnent immédiatement les jouissances du bien-être et du luxe. Par quels uments pourra-t-on démontrer que la tendance universelle tous les êtres à améliorer leur condition s'arrête pour l'Israë- à la limite des phénomènes politiques? Cette prétendue aver- n des Juifs à s'assimiler aux chrétiens est donc une pure traction.

fais il y a un point de vue qui domine l'intérêt économique ntellectuel, c'est le point de vue physiologique. « Chaque éricain compte au moins un ancêtre qui a eu la volonté et la ce de s'arracher à son groupe naturel en Europe pour cher- r des aventures en Amérique. » Les États-Unis ont donc ré les éléments les plus énergiques de l'ancien continent. st un avantage, dans la lutte pour l'existence, de posséder plus de richesse, l'outillage militaire et intellectuel le plus fait; mais ce qui est un avantage cent fois plus considérable, st de posséder la population la plus parfaite. Or l'exclusi- me national s'y oppose avec la plus grande puissance.

En résumé, l'exclusivisme économique produit la pauvreté, l'exclusivisme mental la stupidité et tous les deux ensemble atardissement de la population. On le voit, l'exclusivisme un suicide national. En effet, il doit en être ainsi. L'exclu- sme est une incapacité à s'adapter au milieu international; tout être qui ne s'adapte à son milieu périt. Telle est oi.

La forme la plus parfaite de la lutte pour l'existence, est la ordination des moins intelligents aux plus intelligents. Toutes fonctions sont indispensables dans l'organisme collectif. Si s les hommes étaient des philosophes, la société ne pourrait durer un jour. Au point de vue international, la subordi- ion revient à ceci : les plus intelligents ont intérêt à envahir

le territoire de moins intelligents et à occuper les situations les plus hautes. Or c'est aussi l'intérêt des moins intelligents d'être envahis et gouvernés par les plus intelligents. On le voit, la solidarité internationale est complète à ce point de vue.

V

La solidarité internationale peut encore se prouver par une autre série d'arguments. L'être vivant voudra toujours réagir sur son milieu, donc subordonner ses semblables à ses fins : de là des luttes perpétuelles. Mais l'homme acceptera toujours une subordination plus faible pour ne pas se soumettre à une subordination plus forte, de là des alliances perpétuelles. Les Bavarois ne désirent pas se soumettre à l'autorité de la Prusse, mais ils préfèrent cependant cette autorité à celle de la France. Bavarois et Prussiens sont donc en antagonisme, mais vienne l'étranger, aussitôt ils sont solidaires.

Pour éviter une souffrance plus grande, nous acceptons une souffrance plus petite. En présence d'un ennemi plus dangereux, nous oublions les ennemis moins dangereux. Les sociétés européennes, très divisées entre elles, se sont unies parfois pour combattre les Turcs. C'est donc l'ennemi qui fait l'allié.

Une cruelle famine a sévi sur les bords de la Volga en 1891. Pendant la même année il y a eu une superbe récolte dans le gouvernement de Tomsk, en Sibérie. Le blé s'y vendait 2 fr. 60 le quintal¹. Par malheur, les moyens de communication manquaient, pendant l'hiver, pour transporter ce blé. Si une mer ouverte en toute saison eût existé dans ces régions, les famines ne s'y seraient jamais produites. Un chemin de fer en Sibérie aurait pu remplacer la mer absente. Or ce qui empêche la réalisation de cette entreprise ce sont, d'une part, les dépenses militaires que la Russie est obligée de faire pour se défendre contre les États étrangers, de l'autre, l'esprit d'exclusivisme, fruit de l'antagonisme international.

Ce qui cause les souffrances de l'humanité, c'est que la planète est mal adaptée à nos besoins. Quand les hommes compren-

1. A peu près dix fois meilleur marché qu'à la même époque en France.

ront que l'ennemi véritable est le milieu inorganique, ils se sentiront tous solidaires. Les différends qui les divisent sont des jeux d'enfant en présence des dangers terribles venant de la nature, maître dure et inexorable, qui condamne des millions de créatures humaines à la misère et à la faim. Incapables de voir, grâce à l'étroitesse de leur esprit, quel est leur ennemi véritable, les hommes, divisés entre eux, succombent par millions sous les coups de la nature.

En réalité tous les travailleurs, tous ceux qui font des efforts pour adapter la planète à nos besoins, sont des alliés. Ils ont pour ennemis les frelons de la ruche : les voleurs, les spoliauteurs, les monopoleurs (tous parasites qui vivent au compte d'autrui), les massacreurs et les conquérants. Peu importe le pays où demeurent ces individus malfaisants. L'industriel français « protégé » est l'ennemi du producteur véritable en Russie, comme en Amérique et au Japon.

L'antagonisme national sur le terrain économique est un pur fantôme de notre esprit, sans aucune réalité objective. Ainsi les négociants de Saint-Petersbourg font beaucoup plus d'affaires avec Londres qu'avec Odessa. Odessa et Saint-Petersbourg sont sous la domination du même souverain : leurs habitants se considèrent comme alliés. Saint-Petersbourg et Londres sont sous la domination de souverains différents : leurs habitants se considèrent comme ennemis. C'est là une pure convention. Il suffirait d'un changement dans les *idées et non dans les conditions économiques actuelles* pour faire comprendre aux Petersbourgeois, qu'ils sont beaucoup plus solidaires des Londoniens que des Odessois. Il en est de même sur le terrain mental. Un Londonien s'intéresse beaucoup plus à ce qui se fait à Paris qu'à ce qui se fait à Glasgow. La solidarité mentale est beaucoup plus grande entre Paris et Londres qu'entre Londres et Glasgow.

Mais il y a, de plus, un fait d'une très haute importance, auquel on n'a pas fait attention jusqu'ici. Les *limites* de la nationalité sont purement subjectives et conventionnelles. Comme on ne peut pas marquer les bornes de l'espèce, on ne peut pas marquer les bornes de la nationalité, parce que les formes animales, comme les formes linguistiques, passent par des transitions insensibles. Peut-on considérer les différences entre le

dialecte limousin et le français littéraire comme atteignant les limites qui séparent deux nationalités, ou non ? Le Parisien et le Limousin ne se comprennent pas plus que le Parisien et l'Italien. Si la différence entre le français et le limousin ne constitue pas deux nationalités distinctes, pourquoi la différence entre l'italien et le français la constitue-t-elle ? C'est là une affaire de pure convention. Cela dépend d'un point de vue subjectif. Les Parisiens et les Turinois se considèrent comme étrangers, parce que tel est leur bon plaisir. Ils pourraient tout aussi bien se considérer comme compatriotes. Tel est le cas des Parisiens et des Limousins ; cependant, le dialecte piémontais ne diffère pas plus du français littéraire que le limousin ne diffère du français littéraire. Dans les limites du même rameau linguistique, nul ne pourra préciser le degré de différence qui scinde les populations en nationalités distinctes. C'est impossible, parce que les nuances intermédiaires sont infinies. Dans la nature, il n'y a pas de solution de continuité. C'est l'homme qui, par une opération subjective de son esprit, trace les limites conventionnelles de ses propres catégories.

Mais quand bien même les langues seraient entièrement différentes, ce n'est pas encore une raison pour créer des antagonismes. Ainsi un Zurichois, qui est un Allemand, se sent solidaire d'un Genevois, qui est un Français. Remontez à quelques lieues vers le Nord, un Badois, qui est un Allemand exactement semblable au Zurichois, se sent ennemi d'un Lorrain, qui est un Français exactement semblable au Genevois¹. Il suffirait d'un changement *dans les idées* et non dans les *conditions linguistiques actuelles*, pour que les Badois et les Lorrains se sentissent aussi solidaires que les Zurichois et les Genevois. Si les Européens établissaient entre eux les mêmes rapports politiques que les cantons de la république helvétique, ils se sentiraient aussi solidaires les uns des autres que les Suisses se sentent solidaires aujourd'hui. On le voit, l'antagonisme international ne provient pas de nécessités inhérentes à la nature des choses, mais d'erreurs inhérentes à nos esprits.

Nous n'avons pas su nous débarrasser encore de l'antique conception qui fait considérer l'étranger comme un ennemi.

1. Nous entendons ici les individus des hautes classes, parlant les langues littéraires.

Ainsi on entend répéter souvent : Tel droit de douane ne fera pas de mal, parce que ce sont les étrangers qui le payeront ¹.

L'étranger ! Quand on a prononcé ce mot, on croit avoir tout dit. L'étranger, c'est le diable, l'étranger est une bête immonde à l'égard de laquelle on se croit tout permis. Quelle profonde erreur ! L'étranger nous achète les produits qui surabondent chez nous, il nous fournit les produits qui nous manquent ; il augmente donc ~~notre~~ richesse et notre bien-être. L'étranger nous apporte des idées nouvelles ; il empêche donc la stagnation mentale, qui produit la décomposition et la mort de la nationalité. Cet odieux étranger nous apporte enfin quelque chose de plus précieux que tous ces biens : la beauté de la race. Par le croisement, il nous empêche de nous abâtardir. Et ce bienfaiteur est haï et détesté ! O aveuglement ! ô routine !

Les nations oublient de plus que leur existence ne finit pas à l'heure actuelle. Cet étranger que vous tuez et expulsez aujourd'hui, sera votre compatriote dans dix ans, dans un an, dans un mois, si vous savez vous y prendre.

Quand on se décidera à regarder les phénomènes sociaux comme ils sont en réalité, on comprendra que toutes les nations de la terre sont solidaires, parce que toutes ont un ennemi commun : le milieu inorganique. Mais, hélas ! nos fatales survivances nous empêchent de voir la lumière.

1. Disons par parenthèse que c'est une profonde erreur. Ce sont toujours les nationaux qui payent les droits de douane.

CHAPITRE VI

LE GROUPE DE CIVILISATION.

I

Nous avons montré que l'État, dans le sens juridique de ce mot, est un groupe d'individus, pratiquant entre eux les procédés rapides de la lutte pour l'existence. L'accord, tacite ou conscient, pour exclure les procédés lents, constitue précisément le lien politique. Une autorité spéciale qui exerce la justice, le gouvernement, impose au besoin l'obligation de porter la lutte sur le terrain mental. Les rapports des citoyens, au sein de l'État, cessent d'être incoordonnés et anarchiques et deviennent coordonnés et juridiques. En un mot, le corps social se donne une organisation.

L'État est-il le dernier terme de l'association humaine ? Les rapports entre les États resteront-ils toujours anarchiques comme ils le sont aujourd'hui ? Peut-on prévoir un moment où les groupes politiques abandonneront les procédés lents, pour lutter par les procédés rapides ? En un mot peut-on espérer qu'il se formera un jour une association plus vaste que l'État, et que cette association pourra acquérir une organisation complète ? C'est ce que nous allons examiner maintenant.

On a vu au chapitre II de notre livre I, qu'on ne peut poser aucune limite à l'association. Tous les corps de l'univers exercent une action les uns sur les autres. Cette action produit des mouvements. Les trajectoires de ces mouvements, d'abord incoordonnées et anarchiques, deviennent coordonnées et rythmiques. Tout groupe, dont les unités composantes se trouvent dans des rapports constants, peut être considéré comme formant une alliance. Plus l'action mutuelle des unités est rapide et puissante,

plus l'alliance est intime. Croire que l'action des corps les uns sur les autres cessera jamais de s'exercer, c'est croire que le mouvement s'arrêtera dans l'univers, c'est-à-dire que l'univers cessera d'exister, ce qui est absurde.

Les lois naturelles qui ont groupé les atomes en molécules, les molécules en cellules, les cellules en organismes, les organismes individuels en organismes collectifs, appelés sociétés, ces lois de la nature ne s'arrêteront pas devant les divisions politiques qu'il a plu aux diplomates d'établir au congrès de Vienne ou à celui de Berlin. Les États modernes ne peuvent pas ne pas subir les actions du dehors. Or, si une action s'exerce, elle amène d'abord des rapports anarchiques (c'est la phase dans laquelle nous nous trouvons), puis les mouvements désordonnés vont en se coordonnant et finissent par devenir des rapports juridiques.

C'est ce que l'histoire nous démontre, en effet. Non seulement l'État n'est pas la dernière forme possible de l'association humaine, mais, au contraire, on peut dire qu'il est une forme transitoire. A vrai dire, un État absolument indépendant est une pure chimère. L'État abandonne une part de sa souveraineté toutes les fois qu'il fait une convention quelconque avec un autre État et toutes les fois qu'il conclut une alliance. Or tous les États ont fait des conventions et ont conclu des alliances, depuis qu'il existe une organisation politique des sociétés.

Quand ces alliances deviennent plus ou moins permanentes, elles se transforment en fédérations. La Ligue achéenne, la Ligue des cantons suisses, l'Union des provinces hollandaises, l'Union des colonies anglaises d'Amérique en sont des exemples les plus célèbres.

Inutile de nous arrêter sur des faits connus. Nous appellerons seulement l'attention du lecteur sur un autre point très important. C'est que les nationalités sont aussi amenées, par la force des choses, à se grouper en associations. La loi naturelle qui produit ce résultat est tout simplement la recherche du plaisir. Si, dans un pays, tous les édifices sont dans le style national, si grande que soit l'invention des architectes, ces édifices porteront un cachet uniforme qui les rendra plus ou moins monotones, et engendrera l'ennui. Si on emprunte le style du voisin, on introduit plus de variété, partant plus de plaisir. Ce qui est

vrai de l'architecture est vrai de la sculpture, de la peinture, de tous les arts et de toutes les manifestations de la pensée. Nous nous sommes épris dernièrement des productions du Japon, parce qu'elles offraient un cachet original qui nous charmait par sa nouveauté. C'est donc tout simplement le désir de la jouissance qui pousse au cosmopolitisme. Or, comme le but de la vie est la jouissance, le cosmopolitisme est une tendance qu'on n'arrachera jamais de l'âme humaine.

Mais plus les nations s'empruntent des idées et des sentiments (c'est-à-dire des notions scientifiques, des conceptions philosophiques et religieuses, des cultes, des productions littéraires et artistiques), plus l'interdépendance devient puissante entre elles. Un jour arrive où un ensemble de nationalités ne peuvent plus se passer les unes des autres, pour les besoins psychiques, et elles constituent alors ce qu'on appelle un groupe de civilisation. Quatre grands groupes de ce genre existent aujourd'hui sur notre globe : le groupe européen, qui embrasse l'Europe, une partie de l'Asie et de l'Afrique, l'Amérique et l'Australie ; le groupe chinois, qui est formé de la Chine, de l'Indo-Chine, de la Corée et du Japon ; le groupe indien qui comprend l'Inde et les îles de la Sonde¹, enfin le groupe musulman qui s'étend sur une partie de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique. Dans chacun de ces groupes, il y a des nationalités qui ont un cachet individuel, mais qui possèdent, de plus, quelques traits communs : la religion, le système d'écriture, un style artistique, etc. Une nationalité peut être composée de plusieurs États. Au XVIII^e siècle, la nationalité allemande en comprenait 350. La nationalité est déjà une association qui englobe l'État. Comme les nationalités s'unissent, elles aussi, en groupes de civilisation, on voit que, non seulement l'État, mais encore la nationalité, n'est plus, à l'heure actuelle, le dernier terme de l'association humaine.

Les agrégats politiques, existant actuellement sur notre globe, pourront-ils se fusionner un jour en un seul organisme social ? Pourront-ils former un ensemble d'unités vivantes entre

1. Celui-ci est déjà arrivé à l'unité politique. Il y a de nombreux groupes linguistiques aux Indes, partagés en 117 États formant une espèce de fédération sous la souveraineté de l'Angleterre : 292 millions d'hommes (un peu moins que la population de l'Europe) y vivent désormais à l'état de paix. Sous ce rapport, le groupe indien a devancé le groupe européen où l'état de guerre n'a pas encore pris fin.

lesquelles l'interdépendance sera devenue si complète que les souffrances et les jouissances, les affectant, se répercuteront sur toutes les autres ?

L'interdépendance est le produit de deux facteurs : l'organisation et l'outillage.

Tout être vivant est composé de cellules protoplasmiques qui adaptent une certaine quantité de matière inorganique à leurs besoins. Ainsi une association de plusieurs billions de cellules, comme le corps humain, n'aurait jamais pu se former sans le squelette. C'est lui qui donne la cohésion à nos différents organes. Le squelette est élaboré par des cellules vivantes, mais il est, lui-même, un composé de matière inorganique.

L'outillage et l'organisation exercent constamment l'un sur l'autre une action réciproque. Pour créer un certain outillage, il faut une organisation donnée et l'outillage, à son tour, modifie l'organisation. Ainsi la poudre à canon a produit des conséquences d'une importance extrême. Elle a grandement accéléré la formation des grands États modernes. D'autre part, en transportant le centre de gravité des armées dans l'infanterie, elle a contribué à la démocratisation des sociétés. Donnons un autre exemple. Si la photochromie est un jour perfectionnée, on pourra reproduire avec une fidélité complète les billets circulant comme papier-monnaie. Il n'y aura plus moyen de distinguer les billets faux des vrais. Cette découverte amènera la suppression du papier-monnaie. Elle empêchera les gouvernements d'accabler les peuples des maux innombrables produits par cette funeste invention. Tous les errements financiers des États modernes en seront modifiés.

Un organisme ne peut exister qu'en échappant aux dangers extérieurs. Il faut que la réaction interne qui pare les coups, se fasse avec une certaine rapidité, sans quoi l'organisme succombe. Plus cette réaction est prompte, plus le triomphe dans la lutte pour l'existence, est probable. Cette circonstance pose une limite infranchissable à la dimension des organismes. Mais d'autre part, plus la rapidité de la transmission des ordres du cerveau augmente, plus la taille peut devenir considérable. Il en est exactement de même des organismes sociaux. Si les dispositions nécessaires pour défendre un territoire, se prennent

trop lentement, l'ennemi peut impunément détacher d'un État ses provinces extérieures. Les dimensions de l'État sont donc en rapport avec la rapidité des communications et ces dernières, à leur tour, proviennent du perfectionnement de l'outillage.

L'Afrique actuelle peut nous donner l'idée de la rapidité des voyages dans les temps primitifs : « Encore en 1880 on évaluait à six mois le temps à employer par une caravane pour aller de la côte de Zanzibar au Tanganyika ¹. » Sitôt qu'un peu de sécurité s'établit sur les routes, même sans aucune amélioration matérielle de l'outillage, la vitesse augmente sensiblement. Maintenant il faut quarante-cinq jours pour franchir la même distance. Elle est de 1000 kilomètres. Cela fait donc une vitesse de 1 kilomètre par heure environ.

L'Europe n'était guère plus avancée au moyen âge. Au xiv^e siècle, on mettait vingt-deux jours pour aller de Florence à Paris, trente pour aller à Londres. Vers 1690, il fallait sept jours pour aller de Paris à Dijon. En 1740, le coche mettait douze jours de Paris à Strasbourg, autant de Londres à Édimbourg. En 1789, il fallait treize jours pour aller de Paris à Marseille.

Maintenant les grands transatlantiques font jusqu'à 37 kilomètres à l'heure; les trains les mieux organisés, jusqu'à 83 kilomètres en moyenne ². La locomotive à vapeur a déjà atteint la vitesse de 144 kilomètres, la locomotive électrique, 190. Il n'y a plus maintenant un seul point de l'Angleterre qui soit à plus de douze heures de Londres. Il n'y a plus un seul centre important de civilisation sur le globe, qui soit à plus de trente jours de Londres. Si l'Amérique du Sud, l'Australie, l'Afrique et l'Asie étaient traversées par de grandes lignes transcontinentales, comme les États-Unis et le Canada, si les lignes étaient desservies par des trains faisant en moyenne 80 kilomètres à l'heure, aucun point du globe ne serait à plus de dix ou douze jours de Londres. On le voit, même avec l'outillage actuel, le globe tout entier se trouve pour ainsi dire rapetissé aux dimensions que l'Angleterre avait au milieu du xviii^e siècle.

Il est clair, cependant, que les progrès de l'outillage ne vont

1. Reclus, *Nouv. Géogr. univ.*, t. XIII, p. 228.

2. Voy. sur la vitesse des trains, la *Revue scientifique* des 18 mai et 1^{er} juin 1889.

L'ALLIANCE.

éter. Les premiers bateaux à vapeur mettaient quinze jours pour aller de Liverpool à New-York, — maintenant ils mettent cinq¹. Évidemment ce n'est pas le dernier mot. Par les innombrables progrès techniques qu'on réalise dans la construction des moteurs, il se produira bientôt une transformation radicale : la substitution du naphte au charbon dans la production de la vapeur. La rapidité des voyages sera encore augmentée². Mais les chemins de fer et les bateaux à vapeur vont aussi être détrônés un jour et un jour peut-être prochain. Il n'y a pas de doute, rien à attendre des ballons. La direction de ces ballons, qui présentent une si grande surface à l'action du vent, paraît une chimère. C'est dans une autre voie que le problème sera résolu. La théorie du vol de l'homme est maintenant connue; c'est en construisant des machines basées sur elle, qu'on prendra possession de l'air. L'aéroplane ou l'aéronef, et non le ballon remplacera un jour les locomotives et les bateaux à vapeur. La question sera bientôt résolue avant la fin de notre siècle³. Pour se soulever dans l'air, l'aéroplane devra faire en moyenne 200 kilomètres à l'heure et plus la vitesse sera grande, plus les poids pourront être considérables. Arrêtons-nous cependant à cette vitesse moyenne (qui sera certainement dépassée). Elle permettra de faire le tour entier de l'équateur terrestre en quelques jours. Avec l'aéronef, il n'y aura donc pas de point sur le

Les fantaisies de M. Jules Verne sont déjà dépassées. Il ne faut plus maintenant que soixante-neuf jours pour faire le tour du monde, par la ligne de Yokohama et Suez. On met maintenant vingt jours pour aller de l'Angleterre, par l'Amérique. C'est juste le temps qu'on mettait, il y a quelques années, pour la seule traversée du Pacifique.

Les améliorations des bateaux à vapeur portent simultanément sur toutes les parties : la chaudière, le moteur, la carène, etc., etc. Voici un exemple. « L'acier mêlé de 3 à 5 p. 100 de nickel a une force double de l'acier ordinaire; de plus, il ne subit aucune corrosion de l'eau de mer et ne couvre pas de coquillages. Les carènes construites avec ce métal n'auront donc plus besoin de nettoyage. D'un autre côté, comme l'acier nickelé est plus fort, les navires pourront être construits plus légers pour une même force motrice, ainsi que la consommation de charbon, sera moindre pour la même vitesse. » (*Revue scientifique* du 9 janvier 1892, p. 63.)

Un article de M. S. Drzewiecki, dans la *Revue générale des sciences* d'octobre 1891. L'histoire de l'aviation y est résumée d'une façon très concise et claire. On sait que M. H. Maxim est en train de construire en ce moment un aéronef basé sur l'étude scientifique du vol des

globe qui sera à plus de quatre jours de Londres. La vitesse moyenne du service des voitures publiques était de 2^h11,2 par heure au xvii^e siècle, de 3^h11,4 à la fin du xviii^e, de 4^h11,3 en 1815, de 6^h11,5 vers 1830 et enfin de 9^h11,5 vers 1848¹. Il fallait donc à cette époque 90 heures, soit près de quatre jours, pour aller de Paris à Marseille. Avec l'aéronef, le globe tout entier sera donc *ramené aux dimensions relatives qu'avait la France en 1848*.

Il s'agit ici du transport des hommes et des marchandises². Quant aux communications de la pensée, l'électricité met les points les plus éloignés du globe à quelques minutes les uns des autres. Quand le télégraphe sera abandonné comme une vieillerie et remplacé par le téléphone, l'homme aura supprimé la distance pour la transmission des idées, parce que des personnes, habitant aux antipodes, pourront causer entre elles, comme si elles étaient dans la même chambre. Ce sont là des faits sans précédents dans l'histoire du monde.

Les conséquences de ce perfectionnement de l'outillage sont innombrables. La France a pu former, dès Louis XIV, un organisme social très individualisé. Or le globe entier, au point de vue des communications, est devenu aussi petit que la France l'était au xvii^e siècle. Si l'abbé de Saint-Pierre avait proposé l'établissement d'un pouvoir central, régissant l'ensemble des sociétés humaines, on aurait eu raison de le traiter de fou. A l'époque où vivait l'abbé de Saint-Pierre, il y avait des continents entiers dont l'Europe ne recevait aucune nouvelle pendant des siècles.

1. Voy. A. de Foville, *la Transformation des moyens de transport*, Paris, Guillaumin, 1880, p. 9). Voy. aussi son excellent article dans le *Nouveau Dictionnaire d'économie politique*.

2. Par chemin de fer, la moyenne du prix de transport des marchandises est en France de 6 centimes par tonne et par kilomètre (*Nouv. Dict. d'économie politique*, t. II, p. 1062). Par bateaux à vapeur, ces prix descendent à 2 dixièmes de centime. On voit donc que les transports maritimes coûtent trente fois moins que les transports terrestres, simplement parce que pour les premiers il n'y a aucune dépense d'établissement ni d'entretien de la voie. L'aéronef se trouvera dans les mêmes conditions que le bateau à vapeur. Il produira probablement des transports aussi économiques. Il ne pourra, sans doute, pas soulever des poids aussi considérables que les steamers, mais sa vitesse, de 7 ou 8 fois plus grande, lui permettra de compenser la différence par le nombre des voyages. Tout cela peut paraître utopique, mais nous ferons remarquer que les marins les plus instruits affirmaient, en 1836, que vouloir traverser l'Atlantique à la vapeur était une pure folie.

Une action extérieure se communiquant si lentement aux centres moteurs ne pouvait certes pas amener de réaction en temps voulu. Mais il n'en est plus de même aujourd'hui. Les événements, accomplis sur un point quelconque de la terre, pourraient être connus en quelques minutes par un pouvoir central dont les ordres pourraient être également transmis instantanément aux extrémités du globe. Une autorité générale pour notre planète cesse d'être une utopie, et la fusion de toutes les sociétés humaines en une vaste fédération, possédant quelques institutions communes, rentre dans le domaine des choses matériellement réalisables. Toutes les spéculations que nous faisons sur les progrès de l'outillage, sont basées sur nos connaissances actuelles de la nature. Mais il ne faut pas oublier que ces connaissances mêmes augmentent constamment. Si l'on avait dit à Christophe Colomb qu'un jour on pourrait se parler de l'Espagne à Hispaniola, il aurait traité ce propos de pure folie, car Christophe Colomb n'avait aucune notion de la force naturelle (l'électricité) à l'aide de laquelle cette conversation peut se faire. Certes, nous ne pouvons pas avoir la prétention de connaître toutes les forces de la nature. La science a beau faire des progrès tous les jours, on pourrait même dire toutes les heures, nous ne parvenons pas à nous débarrasser de cette illusion qui nous pousse à considérer l'époque où nous vivons comme arrivée à l'extrême limite du connaissable. L'homme découvrira donc de nouvelles forces de la nature. Il se créera des instruments nouveaux aussi difficiles à imaginer pour nous que le téléphone pour Christophe Colomb¹.

II

Si imparfait que soit encore notre outillage technique², les téléphones, les bateaux à vapeur et les chemins de fer ont pro-

1. L'énergie mécanique de la chaleur que le soleil verse sur la terre en une minute, représente 925 665 114 016 000 000 kilogrammètres. Tant que l'homme n'aura pas trouvé moyen d'employer cette immense réserve de force, on peut dire que les progrès de la mécanique seront un vain mot. Aujourd'hui, par exemple, la machine électrique transforme en lumière seulement 1 p. 100 de l'énergie contenue dans le charbon. Cet épouvantable gaspillage montre que nous sommes encore dans l'enfance de l'art.

2. Ainsi une dépêche met parfois quatre fois plus de temps aujourd'hui

duit déjà des résultats d'une importance capitale. Ils ont créé des liens économiques, politiques et intellectuels si nombreux, entre les nations civilisées, que leur solidarité est désormais un fait accompli. Les fermiers de la Bretagne, de la Normandie, de la Picardie et de l'Artois approvisionnent tous les matins les marchés des villes anglaises. Leurs voitures pénètrent jusqu'à cent milles à l'intérieur du pays. Si une guerre éclatait aujourd'hui entre la France et l'Angleterre, Londres se trouverait dans la situation d'une ville assiégée. On y manquerait d'œufs, de beurre et de légumes. En un mot, le trouble le plus profond serait jeté dans la vie de ses habitants. Il y a quarante ans à peine, il n'en était pas ainsi. De 1792 à 1815, la France et l'Angleterre ont pu interrompre toute communication sans que l'existence des deux peuples fût troublée d'une façon sensible. Ces temps sont passés à jamais. L'Angleterre doit tirer la moitié de ses subsistances du dehors. Il en est de même d'un grand nombre d'autres produits. L'industrie du coton tient la première place dans la production de l'Angleterre. Or la matière première de cette industrie vient de l'étranger. Pendant la guerre d'Amérique, qui fit suspendre les arrivages, des milliers d'ouvriers anglais se trouvèrent dans la détresse la plus cruelle. Quand des unités vitales ne peuvent se passer les unes des autres, elles constituent un organisme unique. Aujourd'hui l'Angleterre (sans s'en douter peut-être) n'est plus une individualité par elle-même, mais la *partie* d'une individualité plus vaste qui l'englobe entièrement.

L'Angleterre étant une des nations les plus avancées, elle

pour arriver du bureau télégraphique au domicile du destinataire que pour venir des antipodes. C'est de la barbarie pure. Tout le monde comprend que les télégraphes deviennent de plus en plus une vieillerie démodée. Leur détronement définitif par le téléphone est une question de peu d'années. Il faudra pouvoir causer avec tous les pays du globe sans sortir de chez soi. Tant que cela ne sera pas organisé, on peut dire que la transmission de la pensée humaine restera imparfaite. Tout notre outillage industriel est aujourd'hui en fonte, fer et acier. On sait que l'aluminium a des qualités incomparables. C'est le métal le plus répandu sur notre globe. On le trouve dans toutes les argiles, mais en dose si infinitésimale, que sa production coûte encore très cher. Cependant, le prix de ce métal, qui était naguère encore de 120 francs le kilogramme, est descendu à 5 francs. Supposez les procédés perfectionnés. Supposez l'aluminium au même prix que l'acier, qui pourra dire la transformation qu'opérera cette seule réduction de prix. Le siècle futur sera peut-être celui de l'aluminium, comme le nôtre est celui du fer.

L'ALLIANCE.

olidarisée plus vite avec le milieu ambiant. Mais chez tous les peuples, les mêmes phénomènes se produisent déjà, bien que sur une échelle plus faible. La dépendance internationale provient non seulement de l'importation, mais encore de l'exportation. Grâce à ses besoins encore assez peu développés, la Belgique, par exemple, peut se passer dans une certaine mesure des productions de l'étranger, mais elle ne peut pas se passer des importations. Un grand nombre de propriétaires et de paysans, en Belgique, se trouveraient dans une situation très difficile, si les importations de blé russe en Angleterre venaient à être totalement interrompues pour une longue période. Le commerce du monde valait il y a un siècle à quatre ou cinq milliards au plus ; aujourd'hui, d'après les calculs de M. Neumann-Spallart, à 80 milliards de francs pour l'année 1885¹. « En Angleterre et en Belgique les individus qui tirent leurs moyens de subsistance du marché extérieur, dit M. de Molinari², forment le tiers environ de la population, en France le dixième, en Russie le centième. » Un pays se civilise et plus sa dépendance de l'étranger augmente. Mais déjà aujourd'hui les frontières économiques ne coïncident plus nulle part avec les frontières politiques ; le globe forme un seul marché. Quand la dépendance mutuelle de toutes les nations aura atteint les mêmes limites qu'en Angleterre et en Belgique, on pourra dire qu'au point de vue économique, l'humanité entière sera devenue un seul orga-

La mobilité des capitaux est encore plus grande que celle des marchandises. Grâce aux dépêches urgentes et aux transmissions télégraphiques urbaines, des spéculations de Bourse peuvent être faites en moins de deux heures de Paris à Moscou. Des hausses et des baisses d'un demi pour cent sur le prix de certaines valeurs donnent lieu à des opérations très considérables. Au point de vue des capitaux, le système nerveux des pays civilisés (si l'on peut s'exprimer ainsi) est devenu d'une sensibilité extrême. Aussi toute variation qui se produit sur une Bourse, se répercute immédiatement sur toutes les autres ; ce qui se passe à New-York affecte tout de suite Moscou et Saint-Petersbourg. Les phénomènes sont nouveaux. Ils ont acquis une aussi grande

¹ *Uebersichten der Weltwirtschaft*, p. 551.
² *Morale économique*, p. 327.

intensité depuis une époque très récente. La solidarité des capitalistes est plus forte que celle des producteurs et des consommateurs. On a vu la Banque de France venir dernièrement au secours de la Banque d'Angleterre. Les financiers ont compris, bien avant les hommes d'État, que la ruine du voisin cause notre propre ruine. Aussi font-ils tout ce qui dépend d'eux pour empêcher des catastrophes, même chez les étrangers. Si, au point de vue commercial, le monde civilisé est seulement en voie de devenir un organisme unique, au point de vue financier ce résultat est non seulement déjà réalisé, mais encore, ce qui est plus grave, il est devenu *conscient*.

La solidarité des intérêts matériels ne provient pas seulement de l'échange des marchandises, elle est encore plus intime, grâce aux mouvements des populations. L'émigration a pris de nos jours des proportions considérables. Elle est peu de chose cependant, en comparaison de ce que nous réserve un avenir même très immédiat. Nous n'avons pas pu nous procurer des chiffres récents relatifs à la Chine. En 1887, 83 000 émigrants ont quitté le Céleste-Empire. Quant à l'émigration indienne, M. Strachey l'évalue à 16 400 personnes par an¹. C'est bien peu. Tandis que l'émigration européenne a approché à certains moments de 2 p. 1000, l'émigration indienne monte seulement à 0,05 p. 1000. Dans la même proportion que l'Europe, l'Inde aurait 578 000 émigrants par an. Il est probable que, dans l'avenir, les émigrations de la Chine et de l'Inde prendront la même importance que l'émigration de l'Europe : 2081 personnes seulement avaient quitté l'Angleterre, en 1815, pour s'établir aux colonies ; en 1888, 398 494 émigrants quittèrent ce pays. C'est environ deux cents fois plus à la seconde date qu'à la première. Tandis que 250 000 Européens s'établissent aux États-Unis, de 1789 à 1820 (soit en moyenne 8000 par an), 15 386 091 s'y sont établis de 1821 à 1890 (soit en moyenne 307 700 par an²). De 1815 à 1888, l'Angleterre a déversé dans les différents pays du globe, 12 481 708 de ses enfants ; l'Allemagne, 5 300 000 de 1820 à 1889. Le plus grand nombre de ces Allemands (plus de 4 millions) sont allés aux États-Unis. Certes, ils auraient préféré aller

1. *Inde*, p. 284.

2. Voy. *The Statesman's Year-Book*. Londres, Macmillan ; année 1887, p. 687, et année 1891, p. 1051.

en Russie¹, si ce pays leur eût offert autant d'avantages politiques que l'Amérique. La Russie a tout fait pour empêcher cette invasion. Qui sait si ce point de vue ne changera pas un jour, et si l'on ne viendra pas à considérer que les États-Unis ont dépouillé la Russie d'un immense accroissement de force productive, sociale et intellectuelle. Les Allemands aux États-Unis s'anglicisent très vite, ils se seraient russifiés en Russie: 730 000 émigrants sont allés aux États-Unis en 1882². Des mouvements de population de cette importance sont sans précédent dans l'histoire. Toutes les fameuses invasions des Goths, des Huns et des Tartares sont des jeux d'enfants en comparaison des invasions pacifiques qui s'accomplissent de nos jours. Mais ces émigrations aux colonies lointaines n'épuisent pas la liste des émigrés. D'immenses mouvements de population s'opèrent au sein même de l'Europe. D'abord les voyages temporaires. En 1818, 79 000 Anglais seulement avaient voyagé à l'étranger³. Aujourd'hui, c'est par millions qu'on peut les compter. La Suisse et l'Italie deviennent des colonies anglaises pendant la saison. A part les voyageurs temporaires, 1 123 000 étrangers, par exemple, sont établis en France et près de 200 000 Français dans les différents pays de l'Europe. On comprend combien des déplacements entrepris sur une aussi vaste échelle, doivent créer de solidarité entre les nations civilisées, car l'émigrant garde assez longtemps des attaches avec la mère patrie.

Les intérêts économiques ont déjà fait certaines tentatives pour se donner une organisation internationale. La tendance à établir une législation commerciale uniforme dans tous les pays civilisés s'accuse de plus en plus. On a essayé d'unifier la monnaie, les poids et les mesures, la classification des marchandises, les tarifs de chemins de fer, etc. L'Union postale universelle a enfin donné l'exemple d'une convention acceptée par presque toutes les sociétés civilisées. Le bureau central de Berne est la première tentative d'une institution veillant à des intérêts qui embrassent les trois quarts du globe.

1. Ce pays étant plus près, les dépenses des émigrants eussent été beaucoup moins considérables.

2. Reclus, *Nouv. Géogr. univ.*, t. XVI, p. 667.

3. Walpole, *History of England*, t. I, p. 146.

Les ouvriers ont essayé aussi de se donner une organisation internationale. Depuis un quart de siècle, les congrès ouvriers se multiplient de plus en plus. Un congrès de mineurs s'est réuni à Paris en 1891. Il y est arrivé quatre-vingt-dix-neuf délégués représentant 909167 mineurs de différents États de l'Europe occidentale. Les ouvriers ont aussi fait, les premiers, la tentative d'organiser un pouvoir international, réglant leurs intérêts. Ces tentatives n'ont pas encore été couronnées d'un plein succès. Il n'y a pas lieu de s'en étonner. L'entreprise est des plus ardues; mais on doit se féliciter qu'on y travaille.

Les ouvriers et les gouvernements marchent dans deux directions diamétralement opposées. Tandis que les premiers poussent la fédération européenne à l'ordre, à l'organisation, les seconds, par leurs formidables armements, poussent au désordre et à l'anarchie. Les gouvernements font tout ce qu'ils peuvent pour retarder la fédération européenne, ils mettent leur unique ambition à contrecarrer la marche du progrès.

Sur le terrain des institutions politiques aussi, la solidarité des nations européennes est devenue très grande. Même avant l'outillage créé par la vapeur, les événements arrivés dans un pays exerçaient une influence des plus considérables sur les autres. Les monstruosités de la Terreur ont retardé les progrès des idées libérales en Europe, pendant un demi-siècle, et peut-être davantage. Si la Révolution française s'était arrêtée à la constitution de 1791, l'épouvantable réaction qui a succédé à Waterloo ne se serait jamais produite. Même dans la libre Angleterre, tout libéral était encore presque traité de jacobin vers 1825. Les *tories* sont restés au pouvoir jusqu'en 1830. Sans la Révolution française, la réforme du Parlement, qui s'est opérée seulement en 1832, aurait pu se faire à la fin du XVIII^e siècle. Quelques pays de l'Europe souffrent encore aujourd'hui de la réaction qui s'est produite contre le jacobinisme.

Il est à peine besoin de signaler le contre-coup des événements de 1830 et de 1848, en Europe. De nos jours, cependant, la solidarité des institutions politiques est devenue plus forte, parce que l'action des États les uns sur les autres, ne s'exerce plus seulement en temps de crise, mais journellement. Dès qu'un gouvernement entreprend une réforme, les autres se croient obligés de l'imiter. Si l'adoption des perfectionnements réalisés

par les voisins est une chose excellente, si elle constitue l'essence même de la vie, parce qu'elle est l'adaptation au milieu, il s'en faut de beaucoup que la pure singerie soit toujours avantageuse. Par malheur, on commence à tomber dans ce travers et à imiter non seulement les progrès, mais encore les fautes¹.

Enfin sur le terrain mental la solidarité des nations civilisées est peut-être encore plus forte que sur le terrain économique et politique. Ici l'on peut dire que l'interdépendance est désormais complète, car il n'y a pas une seule nation moderne qui vive désormais sur son propre fonds intellectuel et qui puisse se passer des autres.

Quel est aujourd'hui le Français, l'Italien, l'Allemand ou le Russe qui ne connaisse pas Shakespeare? Non seulement une masse de productions littéraires sont lues par les étrangers dans l'original, mais, de plus, toute œuvre plus ou moins remarquée est immédiatement traduite dans les principales langues de l'Europe.

Au point de vue littéraire et artistique les sociétés civilisées ont désormais un trésor commun. Chez toutes, les genres se développent parallèlement. Depuis la fin du XVIII^e siècle, les nations européennes ont eu en même temps une période classique, romantique et réaliste. Aujourd'hui les romans, les drames, les opéras, les opérettes, même les chansonnettes et les plaisanteries, qui ont de la vogue dans un pays, se répandent immédiatement dans tous les autres. Cette similitude se manifeste également dans les œuvres d'art. L'architecture, la sculpture et la peinture suivent

1. A ce point de vue il est profondément regrettable de voir la législation allemande sur les assurances ouvrières imitée dans les autres pays. Non pas, à coup sûr, que les assurances ne soient désirables, au contraire ; mais il est désirable qu'elles ne soient pas faites par l'État. Les idées de Guillaume II sur la question sociale pèchent par la base. La vraie solution de la question sociale est dans la question internationale. Si Guillaume II voulait réellement le bien du quatrième état, c'est à la solution des difficultés internationales qu'il devrait se consacrer entièrement. Tant qu'il se représentera le rôle d'un souverain moderne comme celui d'un Othon I^{er} ou d'un Frédéric Barbe-rousse, il ne fera pas avancer la question sociale d'un seul pas. Guillaume II garde encore la conception féodale qu'un empereur allemand est un *Mehrer des Reiche*. Il ne comprend pas que la civilisation moderne soit fondée sur une base complètement nouvelle : que les gouvernements existent pour les peuples et non les peuples pour les gouvernements. Tant que Guillaume II ne sera pas convaincu que l'Alsace-Lorraine doit être rendue à la France, on pourra dire qu'il n'a pas la moindre conception des besoins de son époque.

partout les mêmes tendances. Pendant la première moitié de ce siècle, en France, en Angleterre, en Allemagne et en Russie, le style classique dominait. A Paris, à Londres, à Berlin, comme à Saint-Pétersbourg on mettait des églises, des théâtres, des manèges, des Bourses, même des maisons privées, dans un temple grec. Quand la réaction est venue contre cette absurdité, elle a été universelle dans toute l'Europe.

Nous pouvons donner un curieux exemple de la solidarité littéraire qui unit désormais, non seulement les nations européennes, mais encore les nations européennes et les sociétés musulmanes.

Un auteur français, M. Henri de Bornier, a écrit récemment une tragédie sur Mahomet. Elle n'a pas pu être jouée à Paris, à la Comédie-Française, parce qu'elle aurait éveillé des susceptibilités au Caire et à Constantinople. Quand le *Mahomet* de Voltaire a été joué à Paris (1751), qui se serait préoccupé de pareilles susceptibilités ? A cette époque, bien peu de personnes, au Caire, connaissaient l'existence de la France, et, à Constantinople, l'immense majorité des habitants ne savaient pas même ce que c'est qu'un théâtre.

Mais c'est sur le terrain scientifique que l'interdépendance atteint son point culminant. De nos jours, aucun savant ne peut positivement plus ignorer ce qui se fait dans les autres pays, sous peine d'être immédiatement distancé dans ses recherches. On ne peut plus obtenir aujourd'hui une chaire à la Sorbonne en se confinant dans ce qui se fait en France, parce qu'un concurrent, au courant des travaux étrangers, aura une telle supériorité qu'il obtiendra nécessairement la chaire.

Le commerce de la librairie moderne peut donner une excellente preuve de la solidarité internationale. Tel ouvrage scientifique français se vend parfois à un plus grand nombre d'exemplaires à l'étranger qu'à l'intérieur du pays.

Dans le domaine mental, on a fait aussi des tentatives d'organisation du groupe européen. Les congrès scientifiques internationaux sont, de jour en jour, plus fréquents et réunissent des délégués de plus en plus nombreux. Les savants tâchent de s'entendre sur la terminologie scientifique. Ils se mettent autant que possible au courant des travaux de leurs collègues, pour éviter le gaspillage intellectuel qui résulte des recherches sur les mêmes matières entreprises par des individus différents.

Enfin on est même arrivé à élaborer des programmes communs, à mettre certaines questions à l'ordre du jour des recherches. C'est le dernier pas : la division du travail scientifique, procédé qui décuplera la puissance de la production mentale.

C'est à l'outillage moderne que nous devons ces phénomènes si importants. Chose étrange, cependant, personne ne comprend encore la valeur des modifications opérées par la vapeur et l'électricité. Elles ont transformé la face du monde, mais elles n'ont pu modifier nos idées politiques. Les nations civilisées forment désormais un *tout solidaire*, un *organisme unique*. Mais personne ne veut s'en apercevoir. Personne ne veut comprendre qu'à des circonstances nouvelles il faut une politique nouvelle. Nous avons vu la poudre à canon produire des changements profonds dans les États modernes. Cela seul aurait dû nous éclairer. Cela seul aurait dû nous faire comprendre la relation constante qui existe entre l'outillage et l'organisation des sociétés. Eh bien, non, nous continuons à fermer les yeux à l'évidence. La vapeur et l'électricité ont eu beau amener des transformations beaucoup plus radicales que la poudre à canon, nous continuons à ne pas voir les conséquences qu'elles ont produites. Nous continuons à considérer l'État comme le dernier terme de l'association humaine !

En fait, l'Europe est aujourd'hui une société de nationalités, c'est-à-dire un groupe de civilisation. Mais elle ne l'est pas en droit. Cette différence entre les droits et les faits produit le malaise dont nous souffrons. Si le souverain d'un des grands États de l'Europe possédait des conceptions scientifiques, s'il pouvait comprendre les véritables lois des luttes sociales, s'il tâchait de créer des institutions conformes à ces lois, il pourrait marquer le commencement d'une ère nouvelle dans l'histoire du monde et passer pour le plus grand génie politique de tous les temps.

Le fantôme de l'empire romain hante encore nos imaginations. Nous ne pouvons nous représenter un groupe international autrement que comme une monarchie universelle despotique et brutale. Napoléon I^{er}, ayant vaincu les nations de l'Europe, chercha à établir ce monstrueux état de choses. C'est par crainte d'un despotisme de ce genre que les publicistes modernes considèrent la souveraineté absolue de l'État comme le palladium

de la prospérité sociale, comme la base même de la civilisation.

Mais si la fédération européenne ou universelle se réalise un jour, ce ne sera jamais par les conquêtes violentes. Au contraire la violence, par son essence même, est opposée à toute idée d'association. L'exemple de Napoléon I^{er} en est une preuve suffisante. Son despotisme a produit une réaction épouvantable. Ce qui est édifié par la force est renversé par la force. La force ne peut créer qu'un état pathologique, donc, par sa nature même, peu durable. Mais des *institutions* ne peuvent être fondées que par l'accord des intérêts et des concessions mutuelles, c'est-à-dire par des contrats librement consentis.

Notre grande erreur consiste à croire que cet accord ne sera jamais obtenu. Prenons un exemple qui montre comment il pourra l'être. On connaît l'immense importance des données statistiques. Elles seules permettront d'édifier une économie politique positive. Or la plus grande anarchie règne dans la manière de rassembler les documents statistiques. Chaque État a ses procédés particuliers, ses règlements spéciaux. La comparaison des chiffres, fournis par les différentes administrations, est parfois impossible. Quelques savants, voyant les inconvénients de ce système, se sont réunis dernièrement en congrès et ont élaboré un ensemble de règles concernant la collection des données statistiques. Ils ont aussi formulé un programme complet des questions que doit embrasser un recensement général. Supposez que tous les États civilisés adoptent ces règles et ce programme. A partir de ce moment, ils ne seront plus libres de faire leurs recensements comme bon leur semblera. Ils auront donc aliéné une part de leur liberté d'action. Pour modifier leurs tableaux de statistique, ces États devront réunir un autre congrès et le charger d'élaborer de nouveaux règlements. Une autorité internationale se sera superposée, de cette façon, aux gouvernements particuliers. Est-ce à dire, cependant, qu'en adoptant les décisions d'un congrès de statisticiens, les États auront perdu leur indépendance? Ils auront aliéné, en réalité, une part de leur souveraineté, mais comme ils l'auront fait de *plein gré*, cela ne portera aucune atteinte à leur liberté.

Ainsi se formera la fédération internationale. Elle ne sera viable que si elle se fait naturellement, par une série de conventions librement consenties. Tels ont été les procédés

L'ALLIANCE.

dans le passé. Quand les treize colonies anglaises que du Nord se sont confédérées, chacune d'elles a donné, de plein gré, une certaine part de souverain-pouvoir central, mais elle l'a fait dans son intérêt

car, un grand nombre d'États ne peuvent plus modifier leur monnaie, le nombre de pièces d'argent en circulation du port des lettres, etc., etc. Les conventions internationales s'immiscent donc aujourd'hui dans les plus petites administrations intérieures. Or le nombre de ces conventions va toujours en augmentant. On le voit : l'accord des nations n'est pas une chimère. Il se réalise tous les jours, seulement à petite dose. Cependant, comme cette dose ne cesse de s'accroître, elle finira par produire, à la longue, une fédération des nations civilisées.

III

La loi chimique qui pousse les atomes à s'agglomérer, présente une certaine similitude de leurs mouvements. On trouve le même fait en sociologie. Qu'est-ce qui empêche un Allemand d'aller s'établir en Russie où il pourrait gagner quelques heures ; qu'est-ce qui le pousse plutôt dans les pays les plus éloignées du Far-West américain ? C'est qu'en Russie ses droits de propriété, sa faculté de faire à sa guise, de s'associer à qui bon lui semble, de parler ce qu'il lui plaît, ne soient pas garantis dans la même mesure qu'en Amérique. Mais le jour où toutes les libertés civiles seront inscrites dans les législations de tous les États, — à-dire le jour où leurs institutions se ressembleront, — chaque individu se sentira aussi bien dans n'importe quel pays étranger que dans sa patrie. D'autre part, les nations se feront d'autant plus facilement des conventions internationales pour garantir les droits civils et politiques communs, qu'ils accorderont ces droits à leurs nationaux. Et l'association internationale sera d'autant plus forte que les unités composantes seront plus semblables. Or c'est la loi de l'existence qui pousse à cette similitude. Toutes les

nations ont adopté maintenant le fusil à magasin et une organisation militaire à peu près identique. Elles adopteront aussi un jour des institutions semblables, parce que chacune d'elles comprendra l'avantage de posséder les institutions les plus parfaites.

On commet, d'ailleurs, une profonde erreur en s'imaginant que, pour établir l'ordre juridique international, il faut forcément des conventions bilatérales. Ce n'est pas le cas. Chaque gouvernement peut pratiquer la justice internationale de sa propre initiative, sans avoir rien à négocier avec ses voisins. La suppression du système protecteur en Angleterre peut servir d'exemple. Les Anglais se sont convaincus un jour que ce système était contraire à leur intérêt. Ils l'ont aboli, sans subordonner cette abolition à une convention avec la France, l'Allemagne ou la Russie. On peut balayer de la même façon les entraves à l'immigration étrangère, si on comprend combien cette politique est profitable et combien elle augmente la prospérité nationale. De pareilles mesures sont bienfaisantes, même sans réciprocité. Certes, il serait absurde de se priver d'un avantage, parce que nos voisins sont trop ignorants pour comprendre le bénéfice qu'il pourrait leur procurer aussi.

Les sociétés pratiquant une politique rationnelle prospéreront plus vite que les sociétés pratiquant une politique surannée. Au bout d'un certain temps, les premières gagneront une telle avance, leur puissance augmentera dans une telle proportion, que les autres, sous peine de succomber complètement, seront obligées de les imiter.

En 1808, la Prusse a introduit le service militaire obligatoire pour tous les citoyens. Quand les événements de 1866 démontrèrent l'avantage de cette organisation, tous les États furent obligés de l'imiter, sans quoi la prépondérance militaire de la Prusse aurait pu mettre leur existence en danger.

Il en sera des autres institutions comme de l'armée. Malheureusement, le jeu des forces économiques et intellectuelles est infiniment plus complexe que le jeu des forces militaires. On n'aperçoit pas bien, par exemple, les conséquences éloignées du système protecteur. Mais que ce système cause une diminution de puissance dix fois supérieure à la perte de vingt batailles, cela ne fait pas l'ombre d'un doute pour quiconque a des con-

L'ALLIANCE.

es, même élémentaires, en économie politique. Que dire des restrictions imposées au développement de la production ? On peut imaginer des mesures plus meurtrières pour la production nationale ?

Si on s'était imaginé qu'en peu d'années toutes les nations européennes imiteraient l'Angleterre et aboliraient le système protecteur. Hélas ! les idées ne marchent pas si vite ! Malheureusement les plus éclatantes de prospérité, que la Grande-

Bretagne a données depuis l'établissement du libre-échange, les nations du continent ont voulu rester aveugles. La nécessité

d'une bonne organisation économique et politique ne s'impose encore d'une façon aussi impérieuse que la nécessité

d'une organisation militaire. Les hommes n'aiment pas à aller trop loin. Cela les trouble dans leur quiétude et leur

Mais la cruelle nécessité les obligera de le faire tôt ou tard. Tous les jours, d'ailleurs, la science emporte une petite

Même dans la politique économique, si la forteresse ne protecteur n'a pas encore pu être prise, combien

l'organisation mentale a déjà perdu de positions avancées : les positions, les droits d'exportation, les drawbacks, etc., etc.

Il n'y a même encore que l'Association internationale ne pourra organiser, parce qu'elle manquera toujours de sanc-

tion, quel État voudra abandonner sa souveraineté et se faire vassal d'un autre ? Cela ne peut être obtenu que par

donc pour faire la fédération universelle il faut, de nécessité, faire d'abord la domination universelle.

Il nous semble que c'est là une profonde erreur. Cette sanction n'est pas parfaitement et cette sanction n'a pas besoin d'être la

la sanction, c'est tout simplement *l'intérêt*. Les États ne concluent, par exemple, des conventions postales ; ils se sont

ils ne peuvent pas percevoir plus de vingt-cinq centimes pour le transport d'une lettre. Certes, la Russie peut être assurée que les

membres de la convention de Berne ne lui déclareront pas qu'ils ne peuvent pas percevoir plus de quarante centimes. Cette

convention postale n'a donc pas la sanction de la force. Cependant, aucun État ne la viole. Pourquoi ? Mais tout simplement

car il y trouve son intérêt.

Quand un État signe une convention avec un voisin sans contrainte, c'est qu'il y voit un avantage ; il n'a aucune

raison de violer l'arrangement, car, dans ce cas, le gouvernement voudrait le *mal* de ses propres sujets¹.

Certes, des cas pathologiques de ce genre peuvent se produire. Des vents de folie obscurcissent parfois toute une nation, comme des cas d'aliénation mentale frappent les individus. Mais ces cas pathologiques sont exceptionnels. Jamais tous les hommes ne seront fous ; jamais tous les gouvernements ne seront fous.

De même qu'on a fait une convention pour établir l'Union postale, on pourra faire une convention pour établir une Union fédérale. Chaque État s'engagera à fournir un contingent militaire dans certaines circonstances données, et il ne violera pas plus cette convention qu'il ne viole la convention postale, parce qu'il y *trouvera son intérêt*. La fédération est donc parfaitement possible sans la domination universelle.

La sanction de la justice est aujourd'hui indispensable au sein de l'État, parce qu'il y a inégalité dans le niveau mental. Quelques individus peuvent comprendre, avant d'autres, que certaines actions sont nuisibles à la communauté, et, s'ils en ont la possibilité, ils défendent ces actions. Mais dans une association internationale, où chaque unité composante aura la même compréhension des intérêts communs, la sanction de la force serait inutile ou, plutôt, elle pourra se trouver tout aussi bien aux mains des autorités régionales que de l'autorité centrale.

Les associations humaines croissent par extensions successives. Au xvi^e siècle les troupes qui protégeaient la Toscane montaient la garde sur les Apennins ; maintenant les troupes qui protègent l'Italie, montent la garde sur les Alpes. Si la Russie, par exemple, ne voulait pas entrer dans une fédération européenne, les armées de ce groupe viendraient se poster sur le Niémen et le Pruth ; si la Russie entrait dans la fédération, les bataillons passeraient sur l'Oxus et l'Amour. Mais, quand chaque État entrera de plein gré dans une association, il n'aura pas plus

1. Ainsi il n'y a aucun avantage pour les littérateurs français à ce que leurs ouvrages soient réimprimés à Bruxelles sans payer de droit d'auteur. C'est pour préserver les intérêts de ses citoyens que la France a été poussée à conclure des traités pour la protection de la propriété littéraire. Elle a accordé la réciprocité, sans doute. Mais quel intérêt aurait la France de violer ces traités, puisque c'est elle-même qui a pris l'initiative de leur conclusion ? La sanction de la force est ici absolument superflue.

L'ALLIANCE.

raison de violer le pacte fédéral qu'il n'a de raison de violer toute autre convention.

Ainsi les progrès de l'outillage, l'interdépendance des fonctions qui en a été la conséquence, l'intérêt égoïste, tout pousse à la formation d'une alliance des peuples civilisés. Cette idée n'est pas nouvelle. Henri IV l'avait conçue dès 1603 ; l'abbé Saint-Pierre avait élaboré un projet de paix perpétuelle. Toutes ces tentatives ont, cependant, piteusement échoué. Elles ne sont pas sorties de la sphère des rêveries. Il n'y a pas lieu de s'en étonner. Le problème a été encore bien mal posé jusqu'à nos jours. M. P. Jannet, parlant du projet de l'abbé de Saint-Pierre, affirme que la paix perpétuelle ne pourrait être réalisée que par la monarchie universelle. Le remède serait pire que le mal. A coup sûr, si pour fonder les relations internationales sur une base juridique, il fallait établir sur le globe entier un État centralisé comme l'est aujourd'hui la France ou la Russie, mille fois mieux vaudrait l'anarchie actuelle. Mais il faut se représenter le groupe de civilisation d'une façon tout à fait différente.

Dès que des unités politiques se trouvent en contact, des relations de natures diverses s'établissent entre elles. Les antagonismes d'intérêt produisent des guerres, l'identité des intérêts crée des alliances. Tout d'abord les chocs, comme les pactes conclus, se font au hasard et sans système. C'est la période de l'anarchie. Mais peu à peu l'ordre se met forcément dans le désordre. Une certaine coordination finit par s'établir nécessairement. Ainsi les luttes entre les cités italiennes du moyen âge ont abouti à un système plus ou moins stable. Vers la fin du xiv^e siècle, les politiques italiens, Laurent le Magnifique entre autres, voyaient la garantie principale de la prospérité de la péninsule dans l'existence de quatre grands États : la république de Venise, le duché de Milan, Florence et le royaume de Naples. Toutes les autres cités devaient graviter autour de ces quatre centres. Sans l'action perturbatrice causée par l'invasion des Français et des Espagnols, que serait-il arrivé ? De deux choses l'une. Ou bien les guerres entre les États de la péninsule auraient continué et le plus puissant aurait dévoré tous les autres. L'unification du territoire, sous un seul monarque, se serait alors réalisée en Italie, comme elle s'est réalisée en

France, en Espagne et en Russie. Ou bien les différents États italiens, étant de forces égales, seraient restés irréductibles l'un à l'autre. Dans ce cas les guerres auraient perdu leur raison d'être et, tôt ou tard, elles auraient pris fin. Alors les États italiens amenés, par la force de choses, à entrer en relations juridiques, auraient élaboré quelque *modus vivendi* constituant comme une charte de leurs rapports mutuels, c'est-à-dire, en fait, un pacte d'alliance. Le système, créé par les relations internationales, n'aboutit pas toujours et partout à une monarchie universelle. Au contraire, les combinaisons les plus diverses peuvent se produire selon les circonstances.

Quand des relations juridiques se sont établies entre États, ils forment une fédération et, par la force des choses, ils sont amenés à se donner un organe central, qui devient le pouvoir exécutif du groupe. Le problème dernier de la politique est d'établir les justes relations entre ce pouvoir central et les pouvoirs régionaux. Évidemment il est impossible de tracer des principes absolus. Tout dépend du milieu. Selon que le groupe est plus ou moins menacé par les ennemis du dehors, il a besoin d'être plus centralisé ou moins centralisé. Une chose est seulement certaine. Si le problème de la pondération des pouvoirs a été résolu de la façon la plus avantageuse eu égard aux circonstances historiques, les bénéfices procurés par l'union l'emportent sur les charges qu'elle impose ; alors l'union se maintient. Si les charges l'emportent, elle se brise. La longévité d'un organisme est en raison directe de son adaptation au milieu. Cette vérité biologique s'applique à une fédération aussi bien qu'au plus infime des organismes. Tous les grands États modernes sont des groupes de nationalités. Ceux où les avantages de l'union l'ont emporté sont devenus des nations compactes, comme la France. Ceux où les désavantages ont pris le dessus sont restés faibles et maladifs, comme l'Autriche ou la Turquie.

Grâce aux progrès de notre outillage moderne, les relations entre les sociétés européennes sont devenues des plus étroites. Le monde n'a encore connu rien de semblable. Les provinces de l'empire romain, celles de la France jusqu'au XVIII^e siècle n'ont pas offert, celles de la Russie n'offrent pas encore

L'ALLIANCE.

e interdépendance aussi complète. Malgré tout, nous ne sommes pas sortis de la période anarchique. Cet état ne sera pas éternel. Cela serait contraire à la nature. Les nations européennes finiront par comment s'opérera leur union? Pour prévoir ce que l'avenir, il faut se rendre un compte exact de ce qui s'est passé dans le passé. Le lecteur voudra donc nous permettre de jeter un rapide coup d'œil sur l'histoire rétrospective de l'Europe européenne.

Il faut parfois plus de deux mois pour qu'une lettre de Saint-Petersbourg à Yakoutsk. Il n'y a plus de distances pareilles en Europe.

CHAPITRE VII

LE PASSÉ ET L'AVENIR DU GROUPE EUROPÉEN.

I

Des quatre groupes de civilisation, qui existent aujourd'hui sur notre globe¹, l'européen est le plus important, tant par le nombre² que l'activité mentale. Tout fait prévoir qu'il l'emportera sur ses rivaux.

Les premières associations humaines n'ont pas dû comprendre un nombre d'individus de beaucoup supérieur à celui des bandes de singes. Composées probablement de quelques dizaines de sauvages, elles ne dépassaient pas, comme superficie territoriale, la portée de la voix. Quand l'homme se mit à pratiquer l'agriculture et devint sédentaire, l'étendue territoriale des groupes fut longtemps bornée par une journée de marche. Ce furent, à peu près, les limites de la cité antique. Tous les citoyens pouvaient venir voter personnellement au centre du gouvernement³.

L'Égypte semble être le premier pays qui dépassa les limites de la cité. Les nomes égyptiens furent réunis en une seule monarchie par Ména. Nous connaissons bien mal l'histoire de l'ancienne Chaldée. Fort probablement, il s'y passa des événe-

1. Il en existait autrefois un cinquième, le groupe mexico-péruvien ; il a été détruit par les Espagnols.

2. D'une façon très approximative on peut dénombrer ces groupes comme il suit : groupe européen 476 millions d'hommes, groupe chinois 451 millions, groupe indien 220 millions, groupe mahométan 153 millions.

3. Voilà pourquoi l'antiquité n'a pas pratiqué la délégation politique, qui est le fondement du régime parlementaire. Quand les unités sont devenues immenses, comme l'empire romain, la délégation s'imposait. Elle fut pratiquée parfois d'une façon accidentelle, mais elle ne put jamais devenir une institution permanente, parce que les idées anciennes l'emportèrent sur les besoins nouveaux.

ments analogues à ceux qui eurent lieu en Égypte, et les cités des bords de l'Euphrate furent réunies de gré ou de force en une seule monarchie, comme celles des bords du Nil.

L'invention de la voile facilita les communications par eau, la domestication du bœuf et du cheval, l'invention de la roue et du char facilitèrent les communications par terre. Cet état de l'outillage donna la possibilité d'organiser des groupes politiques d'une assez grande étendue.

La Méditerranée forma de bonne heure un centre de ralliement. Par cette route facile, des rapports assez fréquents s'établirent entre les populations riveraines.

Vers le ix^e siècle avant notre ère, l'Égypte, la Phénicie et l'Assyrie étaient les puissances prépondérantes du monde ancien. Les Assyriens avaient placé sous leur domination les pays s'étendant de la Caspienne à l'Halys. Les Phéniciens avaient déjà posé la base de leur future puissance en Afrique; les autres populations du bassin de la Méditerranée, encore barbares à cette époque, vivaient dans un morcellement complet.

Les Perses remplacèrent les Assyriens. Ils étendirent leur pouvoir beaucoup plus loin que n'avaient pu le faire les monarques de Ninive et de Babylone. Ils s'emparent de toute l'Asie Mineure, de la Thrace et de l'Égypte. Vers le commencement du v^e siècle le bassin de la Méditerranée gravitait autour de trois centres. Toute sa partie orientale était unie sous le sceptre des rois de Perse, la partie centrale se trouvait dans la sphère des intérêts de la Grèce, l'Afrique et l'Espagne subissaient l'ascendant de Carthage, le reste n'était pas encore organisé. La lutte s'établit entre deux membres de cette triarchie : la Grèce et la Perse. La victoire se déclara pour la première. En 323, à la mort d'Alexandre, les trois puissances méditerranéennes se réduisirent à deux. Mais, pendant ce temps, Rome était parvenue à unir les différentes peuplades de l'Italie et, peu à peu, elle s'acheminait vers le rang de grande puissance. Aux environs de l'an 220 avant notre ère, le groupe européen s'était fractionné, de nouveau, en nombreux États. A l'Orient s'étendaient les monarchies fondées sur les débris de l'empire d'Alexandre (Syrie, Bithynie, Pergame, Égypte, etc.); au Centre, la Macédoine et la Grèce; à l'Occident, Rome; au Midi, Carthage, qui possédait alors une partie de la Sicile, la Sardaigne, la Corse et la moitié

de l'Espagne. Le reste de l'Europe appartenait à des populations désorganisées. Cette époque présente comme une période d'équilibre entre les Grecs, les Phéniciens (Carthage) et les Latins. La deuxième guerre Punique fait pencher la balance en faveur de Rome. Cependant, rien n'est encore décidé. La période qui s'étend de la deuxième à la troisième guerre Punique (de 219 à 146), offre de grandes analogies avec l'Europe moderne. Les peuples civilisés sont partagés entre un grand nombre d'États. Ils se font des guerres incessantes. Cependant les relations de commerce et les échanges d'idées sont très actifs. Les arts et la littérature brillent d'un puissant éclat. Les sciences font des progrès considérables. L'horizon des peuples civilisés s'étend de plus en plus et embrasse déjà un espace qui va de la Bactriane aux Colonnes d'Hercule. En ce moment, des hommes comme Polybe s'élèvent à des considérations politiques très profondes. Quelques grands esprits aperçoivent que la violence n'est pas toujours utile aux triomphateurs. Les plus clairvoyants se demandent, aux bords du Tibre, s'il ne vaudrait pas mieux ne pas détruire Carthage *dans l'intérêt même du peuple romain*. Bref on semble entrevoir vaguement qu'un État juridique international est possible. Mais les vieilles idées l'emportent. L'entreprise militaire a enrichi et fortifié la cité de Romulus, l'extension de cette entreprise continue à passer pour le bien suprême. Caton triomphe, Carthage est détruite, la Grèce est réduite en province romaine. Dans les cent cinquante années qui suivent, l'unité du groupe méditerranéen est constituée par Rome.

On a tort de se représenter cette unité comme le résultat exclusif de la force. Nombre de groupes politiques se sont alliés à Rome de plein gré. L'entrée dans l'association romaine a été grandement facilitée par la conduite très libérale du Sénat¹. Ainsi il laissa subsister toute l'organisation municipale

1. « Tout l'empire de Rome, dit M. V. Duruy (*Histoire des Romains*. Paris, Hachette, 1881, t. III, p. 630), était divisé en pays directement gouverné par elle et en pays qu'elle faisait administrer par les nationaux... Le Sénat n'aimait pas à multiplier les armées et les fonctionnaires. Ayant à contenir et à défendre 60 millions d'hommes avec quelques milliers de soldats et quelques centaines d'agents, il avait gouverné le plus possible par les indigènes ». On remarquera l'analogie que présente l'empire romain avec l'empire britannique aux Indes. Chose curieuse : les dimensions mêmes sont à peu près sembla-

L'ALLIANCE.

politique des cités grecques. Celles-ci perdirent très peu en passant sous l'hégémonie romaine. Peut-être même offrit-elle des avantages que l'hégémonie macédonienne. La vie d'un citoyen d'Athènes fut peu modifiée par la conquête des Italiens, une de ses habitudes ne fut troublée. Ailleurs le traitement fut à coup sûr, fort différent. En général le gouvernement de Rome ne fut pas plus mauvais que celui des rois indigènes. Les consuls commirent parfois d'épouvantables exactions, mais les despotes qu'ils remplaçaient n'étaient guère moins pillards. Rome donnait la paix, c'est-à-dire la sécurité internationale. Elle compensait, peut-être, et au delà les méfaits de ses agents. Voilà pourquoi la domination romaine put s'établir d'une façon si relativement facile. La Grèce ne se révolta qu'une fois, sous Mithridate.

Pendant le 1^{er} et le 2^e siècle de notre ère, l'empire romain fut un groupe de civilisation, dans la véritable acception de ce mot, c'est-à-dire un ensemble de nationalités, unies par un lien politique. Nous connaissons très mal les frontières ethnographiques de cette époque. L'empire romain comprenait alors un grand nombre de populations qui ne s'étaient pas encore élevées au rang de nationalités. C'était l'ensemble des habitants de la Gaule, de l'Espagne, de la Bretagne, de l'Illyrie, de la Grèce, de la Maurétanie et d'une partie de l'Asie Mineure. Cependant, l'empire comprenait aussi des sociétés fort policées parvenues certainement à la phase de la nationalité. En tout premier lieu la Grèce. La culture égyptienne n'avait pas encore été complètement étouffée par les Ptolémées quand vint la conquête romaine. Nous ne savons pas si le type de civilisation grecque périt complètement après la catastrophe de Carthage, 146. A part la Grèce, il y a une autre nationalité dont nous connaissons assez bien l'histoire mentale à cette époque : celle des Israélites.

Quelle qu'ait été la composition ethnographique du groupe romain à son origine, elle se modifia rapidement. Deux natio-

La domination de Rome, dans sa plus grande étendue, avait environ 5 millions de kilomètres carrés. L'empire britannique aux Indes en a aujourd'hui 4 920 000. Seulement l'empire britannique est beaucoup plus peuplé. La population de l'empire romain a été évaluée de 60 à 100 millions d'hommes. L'empire indien a 292 millions d'habitants.

nalités absorbèrent toutes les autres à leur profit : la grecque et la latine. Si, au point de vue politique, la conquête romaine put être considérée comme un malheur pour les Hellènes, au point de vue national, elle leur procura d'immenses avantages. Rome, en établissant la paix sur tout le bassin de la Méditerranée, facilita grandement l'œuvre de l'hellénisation de l'Orient. Délivrés du poids et des dépenses de la police internationale, qui pesaient en entier sur les épaules des Romains, les Grecs firent de nombreuses conquêtes linguistiques. Bientôt leur idiome devint la seule langue littéraire, juridique et commerciale du monde romain, de la Colchide à l'Épire, de la Thrace à l'Éthiopie¹. Les Romains auraient pu se dire comme leur poète national : *Sic vos non vobis*, car, en Orient, ils travaillaient uniquement au profit de la Grèce. Mais cet ordre de préoccupations n'existait pas alors et, loin de jalouser l'extension de la nationalité hellénique, les hautes classes, à Rome, furent bien près de s'helléniser elles-mêmes. Si le latin populaire n'essaya même pas de disputer le terrain au grec en Orient, il faut avouer cependant qu'il maintint très vigoureusement ses positions en Occident. Tout d'abord il conquiert la Grande-Grèce et la Sicile. Ce fut une occupation du territoire même de l'ennemi. De plus le latin s'empara d'un immense territoire neutre. La Mésie et l'Illyrie étaient plus près de la Grèce que de l'Italie. Néanmoins, il y a tout lieu de croire que ces pays abandonnèrent leurs idiomes locaux non pas au profit du grec, mais du latin. En Occident le latin l'emporta complètement et Marseille, l'ancienne colonie phocéenne, cessa de parler la langue de ses ancêtres.

Rome fut donc, en premier lieu, une fédération d'États, unis dans les conditions les plus diverses, allant de la sujétion complète (comme la Gaule), jusqu'à l'alliance presque nominale. Plus tard Rome devint une association de deux nationalités, possédant un pouvoir régulateur unique : donc un groupe de civilisation dans la véritable acception du terme.

On peut dire que l'organisation d'un groupe fédéral sur une

1. La langue grecque était devenue d'un usage universel en Orient, non seulement pour la rédaction des contrats politiques, mais encore pour les relations commerciales. « On ne se fait pas une idée, dit M. Reinoud, des progrès que le grec avait réalisés vers le II^e siècle de notre ère jusque dans les contrées les plus reculées de l'Asie. » (O. Noël, *Histoire du commerce du monde*. Paris, Plon, 1891, p. 69).

L'ALLIANCE.

été une entreprise prématurée aux premiers e. L'empire romain avait, à l'époque de sa plus près de 5 millions de kilomètres carrés. L'outil était pas alors assez perfectionné pour opérer itale, suffisamment intense, sur un territoire

aristocrates s'accomplissaient assez rapidement : gagner Carthage en deux jours, Marseille en en quatre, Cadix en sept. On allait en six jours alexandrie¹, mais cela, seulement, pendant la hiver, la navigation s'arrêtait. Sur terre les laient beaucoup plus lentes. Quand les grandes furent tracées et les relais organisés, les voya-privilegiés » parvinrent à faire 400 milles (147 kil.²). Les provinces les plus éloignées t probablement à trois ou quatre semaines de avait donc une circulation vitale assez lente, . moins deux mois pour qu'une action et une s'exercer des extrémités au centre et du centre

nordiale de tout gouvernement est la sécurité es groupes sociaux. Rome semble avoir assez devoirs. Les droits des patriciens furent suffisis sur toute l'étendue du territoire romain, s'étaient une infime minorité. On sait combien stance à accorder le droit de cité à tous ses i on ne possédait pas l'ensemble des garanties a pleine liberté civile. Quant aux esclaves, ils ment en dehors du droit. Les esclaves étaient Cette masse d'individus devait se sentir fort l'empire romain et tenir bien peu à son exis-re de crime qui consiste à s'emparer d'un r le vendre comme esclave était très fréquent iens, » dit M. Fustel de Coulanges⁴. Les pre-

2. *cit.*, t. I, p. 56.

fut Dioclétien de partager l'empire entre plusieurs à son époque la constitution romaine n'était plus adaptée nps.
réfice, p. 279.

miers rois francs modifièrent peu la législation civile de Rome. Ce crime devait être aussi fréquent au iv^e siècle qu'au v^e. Tout homme libre pouvait donc devenir esclave, en dehors des conditions légales qui imposaient la servitude. Rome accordait, comme on voit, d'assez faibles garanties aux personnes. Il semble qu'à partir du iii^e siècle la sécurité matérielle a été assez précaire. A en juger par les récits d'Apulée, le brigandage paraît avoir été endémique de son temps dans les provinces romaines.

Mais, dans l'empire romain, la sécurité des groupes était encore moins garantie que celle des individus.

Rome a commencé par être une cité, c'est-à-dire une association dont les dimensions ne dépassaient guère une journée de marche. Aussi tous les citoyens pouvaient exercer le pouvoir directement, en venant voter dans les curies. Quand Rome eut soumis tous les peuples du bassin de la Méditerranée, en admettant même qu'elle leur eût accordé d'emblée les droits politiques, les citoyens eussent été dans l'impossibilité matérielle d'aller voter à Rome. Par malheur l'idée de la délégation des pouvoirs ne se présenta pas à l'esprit des anciens, et le régime des assemblées représentatives ne put s'établir.

De plus, les provinces conquises par la force étaient des *possessions* de peuple romain, c'est-à-dire sa chose, c'est-à-dire sans aucun droit. Plus tard ce point de vue se modifia. Tous les hommes libres devinrent citoyens romains, mais les villes et les provinces n'eurent d'autre moyen de défendre leurs droits collectifs qu'en se mettant sous la tutelle d'un patricien, résidant dans la Ville Éternelle. On comprend combien une organisation de ce genre était imparfaite. Aussi les intérêts des provinces furent mal défendus. Peu à peu les exactions du pouvoir central devinrent si considérables qu'on abandonna souvent les terres pour ne pas payer les impôts dont elles étaient grevées.

Il faut dire d'ailleurs, à la défense du gouvernement impérial, que la lourde fiscalité imposée à la fin aux provinciaux, le fut par leur propre faute. L'empire romain fut bien vite entraîné sur la pente funeste où nos sociétés contemporaines commencent à rouler aussi. On demande trop de services au gouvernement central. Comme on l'a vu, le Sénat de la république et même les empereurs, d'Auguste aux Antonins, tâchèrent d'établir une grande dose de *self-government* local. Mais les populations

L'ALLIANCE.

rent se débarrasser des charges de ce *self-government* et imaginèrent, dans leur aveuglement, que l'administration ne coûterait plus rien si elle était exercée par des fonctionnaires du gouvernement impérial et aux frais de ce gouvernement.

Naturellement une administration plus centralisée exigea des charges plus nombreuses et coûta infiniment plus cher qu'en régime. Les Romains furent accablés sous ces charges, comme nous le sommes sous les budgets monstrueux de nos États modernes, qui se croient obligés d'accomplir toutes les fonctions de l'organisme social.

En plus, par cela même que les provinces étaient des possessions du peuple romain, le peuple romain fut seul chargé de les défendre. Les légions se recrutèrent d'abord exclusivement de Romains, et quand ceux-ci ne voulurent plus se soumettre aux fatigues de la guerre, de mercenaires. L'idée d'une conscription universelle, dans l'empire, ne vint à l'esprit de personne, mais que celle de la délégation politique¹.

L'empire romain n'aboutit donc pas à une fédération d'États, mais à un système d'institutions communes savamment pondérées, comme l'Union américaine en a de nos jours. Aussi les vices de son organisation politique firent de Rome un organisme extrêmement faible. L'empire semble avoir eu près de 100 millions d'habitants. Si nous considérons que les sociétés modernes entretiennent sur pied de paix environ un soldat sur 100 habitants et sur pied de guerre un soldat sur dix, l'empire romain aurait pu avoir un million d'hommes sur pied de paix et dix millions en cas de danger national. Or l'armée romaine ne dépassa probablement jamais 300 000 hommes². Le monde antique était certainement plus pauvre que les sociétés modernes. Toujours, avec une conscription universelle et une bonne organisation fédérale, Rome aurait pu avoir plus de deux millions de soldats, au moins. Or, à l'époque de Dioclétien, les ennemis qui attaquaient les frontières de l'empire n'avaient peut-être pas, pris tous ensemble, deux millions d'hommes en âge de porter les armes.

¹ Cette idée n'était pas réalisable alors à cause de l'esclavage. La majorité des hommes, dans les sociétés antiques, étaient tenus en dehors du droit. En somme, ce vice fondamental rendait ces sociétés très faibles.
² H. Stein, *Monarchie franque*, p. 288.

Comme l'empire romain était un organisme mal constitué, il était faible, et comme il était faible, son existence fut de courte durée. Si on prend l'année 146 avant Jésus-Christ (conquête de Carthage et de la Grèce) comme date de la fondation du groupe romain, et celle de 476 comme celle de sa destruction, on a 622 ans pour la vie de cet organisme. Même, si l'on va de 146 à 1453, on a 1599 ans. Or la France a déjà quatorze siècles d'existence et elle ne semble pas encore prête à renoncer à tout avenir. Si l'empire romain avait su accorder aux peuples du bassin de la Méditerranée une somme de justice suffisante et leur procurer une somme de sécurité civile et politique moins précaire, il durerait peut-être encore; 2647 ans se sont passés depuis la fondation de Rome. Ce n'est pas une durée qu'un organisme social ne puisse atteindre : la Chine a déjà eu une vie beaucoup plus longue.

Le groupe romain fut donc un organisme mal constitué et peu viable. Dès le v^e siècle, il devint incapable de procurer la sécurité en Occident. Des chefs de bandes militaires, d'origine germanique, se substituèrent aux Romains pour accomplir cette fonction. Aucun d'eux ne put prendre, tout d'abord, la suprématie sur les autres et l'empire d'Occident se disloqua.

Rome ne fut pas le gouvernement idéal que nous nous représentons à travers le mirage des siècles. La vie devait être bien dure pour le petit peuple en Gaule ou en Asie Mineure, même sous Trajan et Adrien. Mais Rome avait donné une chose que l'humanité n'a pas pu oublier : la paix universelle. Pour la première fois un ordre juridique quelconque s'était substitué à l'anarchie pure; pour la première fois les nations civilisées s'étaient organisés tant bien que mal; pour la première fois le mot d'*humanité* avait été prononcé. Rome, qui avait broyé tant de peuples avec une impitoyable rigueur, Rome, dont la cupidité semble n'avoir jamais connu de bornes, Rome qui, seule parmi les sociétés de la terre, avait fait des tueries humaines un amusement national, Rome s'aperçut que son nom était l'anagramme d'*amor*.

Un pouvoir souverain, supérieur à l'État et établissant la justice internationale, devint désormais un idéal que rien ne sembla pouvoir arracher à l'humanité. Dans les périodes les plus sombres du moyen âge, quand des bourgs voisins, comme Flo-

L'ALLIANCE.

esole, se livraient les combats les plus sanglants, olence était presque universelle, cet idéal continua à x yeux des humains. Voici, selon M. Bryce, l'idée isait de l'empire au moyen âge. « L'empereur avait éissance de la chrétienté, non comme chef héréditribu victorieuse, ou comme seigneur féodal d'une la surface de la terre, mais comme ayant été solennvesti d'un office. Non seulement il surpassait en rois de la terre, mais sa puissance n'était pas de la re et, bien loin d'amoindrir la leur ou de rivaliser le s'élevait au-dessus comme le lien qui les unissait ble harmonieux ¹. »

des Arabes porta un coup funeste à l'unité du péen. Sans cet événement l'Afrique Septentrionale aujourd'hui une langue issue du latin vulgaire. été après la France, l'Espagne, l'Italie, le Portugal anie la sixième puissance latine. Mahomet, par les s Turcs, aura retardé de plusieurs siècles la forma-dération européenne. Sans lui, les peuples du bassin erranée n'auraient jamais perdu le souvenir de leur rtir du vii^e siècle il y eut des pays, en rapports vec l'Europe, qui en étaient cependant des ennemis iles, avec lesquels l'union était impossible. Par cela, fédération fut sensiblement obscurcie, et l'idée que est le seul moteur de la politique gagna une force anarchie s'en accrut d'autant.

ne s'aperçut probablement pas de la disparition de nain². Odoacre et Clovis étaient censés gouverner de l'empereur Zénon. Mais les chefs qui s'étaient provinces de l'empire se firent la guerre pour aug-s domaines. Les Francs prirent le dessus; ils re-t, dans une certaine mesure, l'unité de l'Occident. andonnèrent la fiction, qui les faisait considérer

Empire romain germanique. Trad. Domergue. Paris, Collin,

), comme en géologie, il faudra abandonner la théorie de cata- imagine que les barbares ont détruit l'empire romain. Les évé- t passés d'une façon différente. Les bandes militaires des chefs èrent les fonctions dévolues auparavant aux légions. En droit n a duré jusqu'au 6 août 1806.

comme des lieutenants du souverain légitime, régnant à Constantinople, et Charlemagne devint empereur d'Occident¹. En 962, Othon I^{er} transporta l'autorité impériale en Allemagne. Mais ni les successeurs de Charlemagne, ni ceux d'Othon I^{er} ne furent capables d'exercer véritablement la fonction qui leur était dévolue. L'abîme se creusait de plus en plus profond entre la fiction et la réalité, et les sociétés européennes, pour trouver un léger semblant de sécurité, durent se fractionner en une infinité de républiques et de seigneuries.

Pendant que l'émiettement de l'autorité politique allait toujours en augmentant, les papes reprirent l'œuvre de l'unité romaine, mais sur des principes entièrement différents. Le lien imposé par Rome était purement matériel, le lien établi par l'Église fut purement mental. De là son immense supériorité. En effet, si la nationalité est un phénomène de l'ordre psychologique, le groupe de civilisation, qui est une association de nationalités, l'est encore bien davantage. Le lien national est marqué par une chose relativement concrète, la langue. Le lien d'un groupe de civilisation est marqué par certaines similitudes de croyances, d'idées et de mœurs, qui, naturellement, sont d'une nature plus vague. La religion seule a une réalité assez forte dans cet ordre d'idées; c'est pour cela que les groupes de civilisation sont généralement constitués par l'unité de la foi.

Le groupe formé par l'Église était supérieur à celui formé par la conquête romaine, encore pour une autre raison. Il abandonnait aux rois toutes les fonctions d'ordre juridique et politique. Naturellement, il assurait aux nations une plus grande part d'indépendance, une plus forte décentralisation. Puis, les différentes unités composantes avaient des droits identiques, c'était comme des citoyens majeurs s'associant sans aucune contrainte. A Rome, c'étaient des esclaves obéissant à un maître qui commandait, parce qu'il avait été vainqueur.

Cependant, même le pouvoir spirituel du pape se montra encore trop centralisateur, trop despotique. Pas plus que l'empire, l'Église ne sut résoudre le problème d'une juste pondéra-

1. Une des raisons mises en avant pour couronner Charlemagne fut la vacance du trône impérial. (Il était alors occupé par une femme, ce qui n'était pas légal.)

tion entre les pouvoirs régionaux et le pouvoir central. Par le mariage et le baptême, l'Église s'immisçait trop dans le domaine du droit civil. Pour divorcer d'avec sa femme, un habitant de l'Écosse ou de la Suède devait s'adresser à Rome, et Rome était à trente ou quarante jours de marche de ces pays. C'étaient des entraves beaucoup trop fortes. Elles arrêtaient le fonctionnement régulier de l'administration civile. Le pape n'avait pas moins d'action sur les institutions politiques. Il nommait tous les évêques de l'Occident. Or, en Angleterre par exemple, les évêques étaient membres du Parlement. Ainsi le pape avait une influence directe sur le gouvernement de l'Angleterre. Sur le terrain intellectuel, l'autorité du pape était encore plus despotique et vraiment intolérable. Lui seul décidait si une doctrine était catholique ou hérétique, lui seul, en dernière analyse, composait les programmes de toutes les écoles de l'Occident.

L'unité imposée par le pape avait d'immenses avantages. Elle fit comprendre aux peuples qu'au-dessus de l'autorité régionale des rois, il y avait une autre autorité universelle et plus haute. C'était un acheminement vers la fédération. Malheureusement, l'unité papale ne laissait pas aux nations la dose d'indépendance qui leur était absolument indispensable pour vivre et prospérer. Elle empiétait trop sur les attributions constituant le domaine incontestable des autorités locales. Les nations européennes comprirent, à un certain moment, qu'il n'y avait de salut que dans la limitation ou la destruction du pouvoir papal, et elles combattirent Rome de toutes leurs forces.

Si le pape accomplissait une masse de fonctions dont il n'aurait jamais dû s'occuper, il remplissait très mal, par contre, sa fonction véritable. Comme puissance internationale, le pape aurait dû s'attribuer seulement les fonctions régulatrices dans le domaine politique. Il aurait dû seulement songer à maintenir la paix et la justice entre les nations chrétiennes. Par malheur, les papes comprirent rarement leur rôle véritable. Ils furent bien souvent les perturbateurs les plus dangereux de l'ordre international.

Le pouvoir papal ne fut donc guère mieux organisé que le pouvoir des empereurs. L'unité fondée par l'Église de Rome, fut aussi éphémère. L'Orient se détacha sous Photius et Cellarius, une partie de l'Occident sous Luther et Calvin. Enfin,

même parmi les nations restées fidèles au catholicisme, toutes ont essayé de limiter l'autorité du pape dans l'ordre civil et politique.

Les rois s'émancipent complètement à partir du xv^e siècle. Alors les préoccupations d'ordre purement politique l'emportent sur toutes les autres. L'autorité matérielle de l'Empereur allait toujours s'affaiblissant depuis la défaite de Frédéric II, l'autorité du pape depuis l'exil d'Avignon. Toute idée d'unité disparut vers le xvi^e siècle. Encore en 1464, Pie II tâche d'organiser une croisade contre les Turcs, pour leur arracher une portion de l'ancien domaine du groupe européen. Moins de soixante ans plus tard, François I^{er} est l'allié de Soliman le Magnifique. L'idée du groupe européen est complètement morte.

Mais pendant que l'idée générale allait s'affaiblissant, les sociétés se groupaient autour de quelques centres nouveaux et, vers les premières années du xvi^e siècle, les grandes monarchies occidentales étaient à peu près constituées. L'Espagne, la France, l'Autriche, l'Angleterre, la Pologne, étaient devenues des Etats de premier ordre. Comme Rome, Carthage, la Macédoine, la Syrie et l'Égypte au ii^e siècle avant notre ère, chacune de ces monarchies cherche à étendre son domaine politique sur toute l'Europe, pour acquérir le maximum de puissance. Tour à tour l'Espagne, l'Autriche, la France (d'abord sous Louis XIV, puis sous Napoléon), tendent à la monarchie universelle; mais les événements qui s'accomplirent sur les bords de la Méditerranée au ii^e siècle avant Jésus-Christ ne se répétèrent pas en Europe pendant les temps modernes. Toujours les tentatives de monarchie universelle furent mises à néant par des coalitions. Napoléon I^{er} sembla devoir réussir mieux que ses devanciers. Ayant obtenu des triomphes bien plus importants que Charles-Quint ou Louis XIV, il rêva une fortune plus haute, se proclama héritier de Charlemagne et voulut rétablir l'empire d'Occident. Napoléon I^{er}, directement par les royautes vassales et indirectement par ses alliances, domina sur des territoires bien plus étendus que Charlemagne¹. Cependant, l'empire de Napoléon dura à peine dix ans, et, même sans l'expédition de Russie, il n'aurait pas pu se maintenir beaucoup plus longtemps,

1. A proprement parler, il ne restait d'États indépendants en Europe, vers 1811, que l'Angleterre, la Suède, la Russie et la Turquie.

L'ALLIANCE.

ce que la condition faite à l'Europe, après Tilsitt et Presbourg, était vraiment intolérable. Si Napoléon avait su se modérer, son empire aurait peut-être duré jusqu'à sa mort, mais eût été brisé aussitôt qu'il eût fermé les yeux.

Ainsi près de trois siècles de tentatives infructueuses avaient surabondamment démontré aux souverains de l'Europe aucun d'eux n'était de taille à réaliser la monarchie universelle. La pondération des forces des grandes puissances, les alliances qu'elles pouvaient combiner avec les petites, tout avait fait voir que les principales monarchies européennes étaient formées en des groupes irréductibles, dont l'indépendance ne pouvait plus être mise en question.

Le congrès de Vienne mérite peu, à coup sûr, la sympathie du monde civilisé. Les souverains qui se réunirent dans cette ville s'occupaient tout d'abord à leurs petites affaires. Personne n'y éleva la voix en faveur des véritables intérêts populaires. L'idée d'un groupe européen est complètement absente des délibérations du congrès. L'idée de la justice, même la plus élémentaire, n'y eut pas aussi d'un bien grand éclat, pour ne pas dire plus. Les tripotages de tout genre, auxquels on se livra alors, sont connus du plus profond mépris. Cependant, au congrès de Vienne on ne parla de monarchie universelle. Fatigués du despotisme de Napoléon, tous les souverains étaient affamés de sécurité. On comprit que celle-ci ne pouvait être obtenue que par une certaine prépondérance de la puissance des États, et on travailla dans cette direction. La Russie ne voulut pas entendre parler du démembrement de la France ni en 1814, ni même après Waterloo.

Les événements, depuis 1815, ont plutôt contribué à réaliser l'idéal conçu à Vienne qu'à le détruire. La Prusse est devenue l'Allemagne et une nouvelle grande puissance (l'Italie) s'est ajoutée à la pentarchie précédente. Aujourd'hui toute alliance de trois puissances européennes peut être complètement contrebalancée par celle de trois autres. Même à quatre (Allemagne, Autriche, Italie et Angleterre) contre deux (France et Russie), les forces sont encore si égales¹ que nul ne peut prévoir l'issue des hostilités.

Deux faits se dégagent de cet examen rétrospectif : le premier,

L'Allemagne, l'Autriche, l'Angleterre, l'Italie ont ensemble 160 600 000 habitants, la Russie et la France ensemble 161 600 000.

PASSÉ ET AVENIR DU GROUPE EUROPÉEN

c'est que les nations européennes ont pu former un bloc, l'hégémonie de Rome, quand les extrémités de ce bloc étaient à trente jours de son centre. Elles pourraient donc à nouveau le reconstituer aujourd'hui, quand on va en deux jours de Lisbonne à Saint-Petersbourg ¹ et quand, par conséquent, on peut se parler de Londres à Constantinople. Le fait est que les grandes puissances européennes sont désormais à peu près égales et que, si le groupe européen se reforme un jour, ce sera sur des principes entièrement différents de ceux qui ont présidé à sa constitution un siècle avant r

II

Dans l'univers tous les mouvements tendent à la forme rythmique. Les pulsations du cœur, la veille et le sommeil sont autant de rythmes. Au sein des sessions périodiques des tribunaux, des Chambres, etc., les bureaux administratifs qui s'ouvrent à des heures déterminées, les exercices des soldats d'armée à intervalles périodiques, les budgets annuels, etc., sont autant de mouvements rythmiques. Ces rythmes se sont établis entre un certain ensemble d'éléments, celles-ci constituent une unité politique, collective. Ce résultat se produit, quand des indépendances secondaires entrent en relations avec un pouvoir central. Mais les relations entre ces petits groupes subordonnés n'arrivent pas d'un seul coup à la perfection. Presque toujours les sociétés commencent par un premier groupement, assez mal agencé, qui se brise avec le temps. Le morcellement se produit, puis une nouvelle association s'opère dans des formes plus parfaites. Ainsi la Ga

1. Faisons encore observer que les voyages sont aujourd'hui plus rapides, mais plus commodes. Au moyen âge ils se faisaient à cheval. Or, il y a bien peu de personnes possédant la force physique pour passer quarante jours à cheval. Par conséquent, les voyages étaient presque impossibles pour les femmes, les vieillards. Aujourd'hui on va de Lisbonne à Saint-Petersbourg mollement dans les coussins d'une voiture à ressort et couché la nuit dans un lit. Tout le monde peut entreprendre ce voyage.

L'ALLIANCE.

lépendants existaient à l'époque de César, est ne. Elle se morcelle au moyen âge, puis son stituée par les rois Capétiens. La Russie, sous une première unité ; puis elle se divise en une s qui sont réunis, de nouveau, en une seule les princes de Moscou. Mêmes circonstances en emagne, en Italie.

t aux mêmes lois dans son ensemble. Un premier opéré par Rome. Mais il comporte une très faible e, il est imparfait, il se brise au bout d'un temps morcellement réapparaît et devient extrême. magne seule avait trois cent cinquante États. redistribution s'accomplit sous nos yeux. Il n'y t-quatre États indépendants en Europe.

oupement imparfait se disloque assez vite. Mais, il soit, il crée une communauté d'intérêts et de donne comme un cadre et un programme is de France ont toujours essayé de restaurer la Francs. Dans les jours les plus pénibles de leur nds-ducs de Moscou ont toujours revendiqué rik. Ils ont toujours affirmé que la Lithuanie et jusqu'aux Carpathes, était leur domaine légal, avaient été les limites de l'empire des succes- De même, Rome a donné au groupe méditerrané a foi et l'unité du droit. Sans l'empire romain, lu christianisme (ou de toute autre religion uni- lé bien difficile, car elle se serait heurtée à des . nationaux dont l'unité romaine a seule pu ance. Rome a fait ce que nous appelons la chré- étienté se sent comme un tout solidaire vis-à-vis pes de civilisation : les musulmans, les brahma- uddhistes. Rome a donc formé un cadre, un ations européennes n'ont jamais complètement era à la formation d'un nouveau groupe. Mais association ne pourra se constituer que sur rtant un degré de justice infiniment plus con- mpire romain.

III

Comment se formera la nouvelle association? Par le jeu naturel des lois sociales, peu à peu, successivement, d'une façon insensible.

« Il n'y a plus aujourd'hui, écrivait Rousseau en 1772, de Français, d'Espagnols, d'Allemands, d'Anglais même, il n'y a plus que des Européens. Tous ont les mêmes goûts, les mêmes passions, les mêmes mœurs. » Ainsi, depuis plus de cent ans, les nations européennes se sentent solidaires. Depuis, ce mouvement s'est accentué. Tous les jours il se précipite. Les intérêts économiques, littéraires, scientifiques, artistiques s'entremêlent de plus en plus; forcément ils produiront une organisation juridique.

« Chaque année, dit M. Ch. Richet¹, il y a, bon an, mal an, une dizaine de congrès internationaux, où les idées sont échangées, discutées, mises au jour, où il se crée une sorte d'accord entre les membres de la même association et de la même profession, quelle que soit leur nationalité. Une invention faite à Rome est aussitôt connue et exécutée à New-York, comme à Moscou. Un progrès scientifique ne reste plus localisé dans une ville ou dans un pays; il devient tout de suite le patrimoine de l'humanité entière. L'humanité forme dès à présent un tout immense, qui a une vie commune, des idées communes, des mœurs communes. Cette tendance à l'uniformité est peut-être fâcheuse, au point de vue du pittoresque, et je compatis aux doléances des peintres; mais il y a un point de vue qui vaut celui des artistes c'est le bien-être des individus. Ce bien-être va en augmentant très vite, car tout progrès accompli en un point de cet immense organisme se répercute partout et devient général. Les grandes villes se ressemblent déjà: beaucoup elles se ressembleront davantage encore; les modes sont les mêmes; sur les théâtres on joue les mêmes opéras; la cuisine est uniforme; le système des tramways, des omnibus, des hôtels, des postes, des télégraphes, des chemins de fer ne varie guère. Bref, on vit dans la même vie

1. *Dans Cent ans*. Paris, Ollendorf, 1892, p. 79.

à New-York, Londres, Paris, Rome, Berlin, Vienne, Madrid et Saint-Pétersbourg. »

Ajoutez à cela l'unification des poids et des mesures et l'unification de la monnaie. Le système métrique est adopté aujourd'hui dans une grande partie de l'Europe. Le franc est adopté par huit puissances. Quant aux mesures nécessitées par les progrès scientifiques récents : les volts, les ampères, les ohms, les farads, les joules, les microns, etc., nul n'a songé de nos jours, à créer des systèmes nationaux. On a adopté d'emblée, sans la moindre hésitation et sans la moindre intervention des gouvernements, des expressions et des mesures internationales. On parle maintenant d'un méridien unique. Déjà l'heure est internationale dans plusieurs pays ¹.

Les nations européennes forment depuis longtemps un seul groupe en *fait*, mais pas encore en *droit*. Or, bien que la société soit progressive, comme dit M. Sumner Maine, et le droit stable, le droit finit toujours par s'adapter aux besoins créés par les circonstances. En effet, les progrès du droit privé international sont constants. Traités d'extraditions des criminels, conventions postales, télégraphiques et autres, se succèdent à bref délai. Jamais, hélas ! les nations européennes n'ont été aussi haineuses que dans la seconde moitié du XIX^e siècle ; cependant les mauvais sentiments n'ont pas pu arrêter les progrès du droit international privé.

A l'époque où la Bavière, Bade et le Wurtemberg étaient politiquement indépendants de la Prusse (1866-1870), ils lui étaient unis [par le Zollverein. Le Parlement douanier était une délégation de tous les Allemands, pour statuer sur un *seul* intérêt. C'était cependant un lien. Les Allemands y voyaient le gage de l'unité de leur pays. Ce qui s'est fait en petit en Allemagne, se fera en grand pour l'Europe entière. Nous avons déjà des congrès postaux qui sont des Parlements paneuropéens chargés de s'occuper d'un seul intérêt. Par la force des choses, le cercle des

1. La force qui pousse à cette uniformité, est le principe de l'économie du temps ou, en d'autres termes, de l'adaptation au milieu. Toutes les fois qu'il faut convertir une mesure étrangère en mesure nationale, on perd du temps. Pour la monnaie, outre le temps, on perd encore une petite différence qui va au changeur. Le métier de cet individu est donc un pur gaspillage économique. Hélas ! combien de milliers de parasites inutiles nous nourrissons, grâce à nos routines et à notre esprit conservateur !

attributions de ces assemblées ira toujours en s'accroissant et elles finiront par embrasser l'ensemble de la législation du droit civil international.

Les progrès du droit public international seront bien plus difficiles et plus lents. La base fondamentale de ce droit est la liberté de l'association politique. Or ce principe semble bien difficile à admettre. Tous nos États, les monarchies comme les républiques, gardent encore le caractère d'entreprises. Pas un seul gouvernement, ni en Europe, ni en Amérique, n'existe pour les peuples. Partout les peuples existent pour les gouvernements. Le pillage des deniers publics se pratique sur une plus grande échelle aux États-Unis et en France qu'en Prusse ou en Russie. Aussi les républiques n'admettent-elles pas plus le droit de sécession que les monarchies. Que le Canada s'annexe aux États-Unis ; si au bout de quelques années, mécontent de la combinaison, il veut sortir de nouveau de l'Union, il en sera empêché par la force, comme les États du Sud en 1861. Il n'y a pas de république plus démocratique que la Suisse. Et cependant les cantons qui ont voulu former le *Sonderbund*, en 1846, ont été obligés, *par les armes*, de rentrer dans la Confédération helvétique.

Les peuples cesseront d'être exploités, le jour où ils comprendront leurs intérêts. Avec les progrès de l'outillage, l'instruction se répandra et les peuples deviendront de plus en plus des souverains effectifs. Qu'est-ce qui empêche aujourd'hui le libre groupement international ? Ce sont les intérêts des chefs des entreprises politiques. Le jour où les intérêts des peuples passeront au premier plan et ceux des minorités gouvernementales au second, la liberté des groupements sera réalisée.

On y arrivera encore par un autre chemin. Un grand nombre d'États modernes sont fondés par la force. Ils sont toujours composés de deux éléments : un vainqueur qui impose une injustice, un vaincu qui la subit. Ce dernier, naturellement, n'est pas content de son sort. Il tâche de modifier une situation préjudiciable et de rentrer en possession de ses droits. L'histoire universelle est une série de violations de la justice et d'efforts tentés pour la rétablir.

Ainsi, en 1815, l'Italie est placée sous le joug de l'Autriche. Elle essaye pendant cinquante-cinq ans de redresser les torts

il lui sont faits. Elle y parvient en 1870, en accomplissant son idéal par l'annexion de Rome. Aujourd'hui c'est le tour de la France (grande pécheresse contre le droit, de 1792 à 1815) de redresser une injustice. Elle tâche de la redresser et de reconquérir les deux provinces qu'on lui a arrachées en 1871¹. Une nouvelle guerre est donc inévitable. Raisonnons sur ce qui pourra se passer après ce conflit. Supposons d'abord la France victorieuse. Si elle se contente de redresser le tort qui lui a été fait, de reprendre seulement l'Alsace-Lorraine, un immense bien-être en résultera pour l'Europe. Une situation internationale reposant sur une moindre somme de justice sera remplacée par une situation nouvelle comportant une plus grande somme de justice, et l'on aura fait un pas vers la future fédération. Mais si, par malheur, la France, usant de représailles, annexe une partie du territoire allemand, tout serait à recommencer. Il faudrait une nouvelle guerre pour redresser le tort fait à l'Allemagne.

Supposons maintenant l'Allemagne victorieuse. Le gouver-

1. La question de l'Alsace-Lorraine « met en présence, dit M. Lavis (l'œuvre de l'histoire politique de l'Europe, Paris, 1890, p. 217), deux états civilisations. Le redressement du tort qui nous a été fait, serait une satisfaction donnée à la raison » et nous ajouterons à la justice. Voilà pourquoi les sympathies des peuples sont aujourd'hui pour la France. Ah ! si l'Allemagne n'avait pas annexé l'Alsace-Lorraine en 1871, comme sa situation serait enviable aujourd'hui. » Certes, nous savons les griefs que la politique française a donnés depuis longtemps à l'Allemagne, dit le même auteur (ib., 215). Un historien français doit reconnaître que les Allemands avaient tout le droit de se donner les institutions les plus propres à les protéger contre nous. » En s'opposant à l'unité de l'Allemagne, la France lui faisait un tort. Ah ! si la Prusse s'était seulement contentée de le redresser ! Les cœurs voleraient aujourd'hui vers l'Allemagne. Elle serait la nation protectrice du progrès, la nation gardienne du droit. C'est ce que M. Teutsch affirmait au Parlement allemand en 1874. « Il suffirait à l'Allemagne de renoncer à toute idée d'agrandissement et de laisser intact le territoire français, pour devenir la plus grande et la plus estimée des nations, s'élevant à une place sans égale parmi les nations de l'Europe. » Par malheur, les hommes qui gouvernaient la Prusse en 1871, embourbés dans leur routine bureaucratique, n'ont pas su appliquer une politique rationnelle et ils ont précipité leur pays dans toutes les misères du militarisme ; ils ont plongé l'Allemagne dans cet esprit d'exclusivisme étroit et haineux qui portera le coup le plus sensible à son développement intellectuel, autrefois si large et si humain. Le progrès de l'antisémitisme est un symptôme curieux de l'état moral de l'Allemagne. Or, comme nous espérons l'avoir démontré dans ce livre, les peuples qui ne savent pas aimer et se faire aimer, affaiblissent leur puissance d'expansion.

nement allemand et la presse allemande soutiennent qu'on a été beaucoup trop doux en 1871 et qu'on serait impitoyable après une nouvelle victoire. En effet, plus la guerre sera acharnée, plus la paix sera dure pour le vaincu. Que pourra faire l'Allemagne? Trois combinaisons s'offrent à elle : morceler la France, la partager entre ses voisins, s'en annexer une très grande partie.

Examinons-les toutes les trois. La France partagée entre plusieurs États, ne sera pas nécessairement plus faible qu'en formant un seul État. Elle pourra même être plus forte, parce qu'elle sera moins centralisée. Les différents tronçons de la nationalité française, ne pouvant pas s'unir ostensiblement, s'uniront par des traités secrets comme les États au sud du Mein se sont unis à la Prusse en 1866, et l'Allemagne aura contre elle le même ensemble de forces qu'aujourd'hui.

L'Allemagne pourra démembrer la France. Donner seulement Nice, la Savoie et la Corse à l'Italie, serait lui faire une blessure qui ne diminuerait pas d'une façon trop sensible sa puissance militaire. Mais on peut pousser le partage plus loin. Donner à l'Espagne la Guyenne, la Gascogne et le Languedoc ; à l'Italie la Provence, le Dauphiné et l'Auvergne ; à la Suisse la Franche-Comté et la Bourgogne ; à la Belgique la Picardie et l'Artois ; à l'Angleterre la Normandie et la Bretagne. Seulement il se pose une question. Les Parlements de ces pays respectifs voudront-ils accepter tous ces cadeaux? Il y a gros à parier qu'ils ne le voudront pas. L'Angleterre refuserait certainement. La Chambre des communes a assez d'une Irlande, elle ne voudra pas s'en mettre une autre sur les bras. Les Anglais sont des réalistes. Ils comprennent que la période des Plantagenets est passée à jamais. Il en sera de même, à coup sûr, de la Belgique et de l'Espagne. Pour cette dernière puissance, l'annexion des provinces françaises serait un vrai désastre national. En effet, ces pays sont extraordinairement plus avancés et plus riches que l'Espagne. Réunis en une même monarchie, ils feraient pencher la balance en leur faveur et les Espagnols se trouveraient en minorité dans leur propre pays. L'Italie est le seul État européen qui se soit formé par des plébiscites. Elle devrait donc mentir aux fondements mêmes de son droit public en annexant violemment des populations réfractaires, car, probablement, ni la Savoie, ni Nice, ni la Corse, mais, sûrement, ni la Provence

ni le Dauphiné ne voteraient, de plein gré, leur annexion à l'Italie.

La combinaison du partage de la France entre ses voisins offre donc peu de chance de réussite. Reste la troisième combinaison, l'annexion à l'Allemagne d'une grande partie du territoire français, de 20 millions d'hommes, par exemple. Dans cette hypothèse, il peut s'offrir encore deux combinaisons : ou ces nouveaux sujets allemands auront des droits politiques, ou ils n'en auront pas. S'ils en ont, cela fera 200 nouveaux députés au Reichstag allemand¹. Il faut avouer que c'est là une formidable opposition. Une coalition entre les Français et les ennemis de l'empire désorganiserait absolument le gouvernement de l'Allemagne. Par conséquent l'annexion serait un danger et non un avantage. Si l'on refuse les droits politiques aux nouveaux sujets allemands, on entre dans l'anarchie intérieure. L'Allemagne occidentale (autrement dit l'ancienne France orientale), présentera le spectacle peu réjouissant qu'offre aujourd'hui la Lithuanie. Les Wurtembergeois, les Prussiens, les Bavares ne pourront pas être empêchés, sans doute, de s'établir sur les territoires nouvellement conquis par leur valeur, mais en passant les Vosges, ils devront perdre tout droit politique, puisque les pays au delà de ces montagnes n'auront pas de représentation. Si les Bavares et les Wurtembergeois gardent leurs droits électoraux dans la nouvelle Allemagne occidentale, pour obtenir leur bulletin de vote, il devront présenter leur arbre généalogique, car il est évident qu'une famille de Wurtembergeois, établie depuis vingt ou trente ans dans l'Orléanais ou le Berry, se sera francisée. La combinaison de l'annexion d'une large portion du territoire français serait donc aussi désavantageuse à l'Allemagne. On le voit, cette puissance ne pourra profiter en aucune façon d'une nouvelle victoire sur la France.

Et puis une guerre contre la France sera probablement accompagnée désormais d'une guerre contre la Russie. Les mêmes difficultés qui attendent les Allemands en Occident, les attendent en Orient, mais sur une plus vaste échelle. Les Allemands parlent souvent de rejeter la Russie derrière le Dniepr et la Duna. Ce serait lui arracher 625 000 kilomètres carrés et

1. En Allemagne il y a un député par 100 000 habitants.

25 200 000 habitants. Si l'Allemagne s'annexe ces territoires et accorde à ses habitants des droits politiques, cela lui fera au Reichstag 252 députés slaves qui, joints à ceux du duché de Posen (16), de l'Alsace-Lorraine (15) et du Slesvig (1) donneront 284 opposants sur 750, soit plus du tiers. Si les Allemands refusent les droits politiques aux nouveaux sujets, on tombe dans les mêmes difficultés que nous avons signalées pour la France. Mais l'Allemagne peut ne pas annexer les provinces occidentales de la Russie. Elle peut reconstituer le royaume de Pologne. Alors celui-ci, qui attirerait inévitablement la Galicie, aurait 703 000 kilomètres carrés et 31 700 000 habitants. Ce pays, très riche, pourrait nourrir facilement cent individus par kilomètre carré. Une Pologne une fois et demie plus étendue¹ et plus peuplée que l'Allemagne nagerait difficilement dans les eaux prussiennes. Le rejet de la Russie derrière le Dniepr et la Duna aurait seulement remplacé un ennemi par un autre. En dernière analyse, il aurait donc peu profité à l'Allemagne.

On le voit, si l'Allemagne victorieuse fait un tort minime à la Russie et à la France, la guerre ne lui aura rien rapporté. Si elle veut leur faire un tort considérable, elle prépare une nouvelle guerre qui servira à redresser l'injustice infligée à la France et à la Russie. Si cette nouvelle guerre est défavorable à l'Allemagne, elle subira à son tour des partages tout aussi inefficaces, et ainsi de suite jusqu'au moment où l'on sera convaincu que la force ne mène à rien et que, pour vivre heureux, il faut pratiquer la justice, c'est-à-dire reconnaître à chaque groupe humain le droit de se donner les frontières qu'il lui convient. Combien faudra-t-il de temps pour rendre cette conviction universelle? Combien faudra-t-il massacrer jusque-là de millions d'hommes? C'est ce qu'il est impossible de dire. Une chose est seulement certaine. Cette conviction s'imposera un jour et la justice triomphera².

Alors la guerre cessera d'être l'état normal de l'humanité

1. L'Allemagne a 540 000 kilomètres carrés.

2. On possède sur le temple de Karnak, le texte d'un traité de paix conclu entre les Égyptiens et les Hittites. C'est le plus ancien document de la diplomatie. La convention stipule une paix éternelle, *égalité* et *réciprocité* parfaites entre les deux peuples. (Perrot, *Histoire de l'Art*, Paris, 1887, t. IV, p. 509.) On le voit, on a formulé il y a six mille ans déjà que la paix n'est pas possible sans la justice.

civilisée; l'anarchie disparaîtra et les fédérations internationales commenceront à s'organiser.

Aujourd'hui, après chaque grande commotion armée, les États belligérants envoient des représentants à des congrès, pour discuter leurs intérêts communs. Ces congrès deviendront peu à peu plus fréquents et enfin périodiques¹. L'Europe, comme groupe, aura alors une Assemblée législative qui organisera un pouvoir exécutif commun et élaborera un code international de droit privé et public. Par l'un, elle assurera à chaque membre de l'association la pleine jouissance des droits civils et politiques surtout l'étendue du territoire fédéral, par l'autre, elle réglera la procédure de la formation des États. Cette besogne ne sera pas facile. Sans doute, on n'arrivera pas d'un seul coup à établir une législation qui garantisse tous les intérêts. Les tâtonnements seront nombreux, les perturbations inévitables. Mais au sein de l'État, non plus, le code civil n'est pas facile à faire. Ceux qu'on a promulgués sont loin d'être parfaits. Néanmoins on n'a pas reculé devant cette tâche, faute de pouvoir arriver d'emblée à l'idéal. Pour le code de droit public, les questions se pressent en foule. Quand une population voudra se détacher d'un État, par exemple, qui donc devra prendre l'initiative de la mesure : est-ce le suffrage universel, la législature ou le pouvoir exécutif? Comment la volonté des citoyens pourra-t-elle être légalement exprimée? Faudra-t-il un terme pour rendre la sécession légale? Un seul vote, ou des votes répétés à reprises différentes, etc., etc.? Voilà un ensemble de questions extrêmement complexes que le code international devra trancher.

La Suisse nous offre en petit un exemple de ce que pourra être en grand la fédération européenne. Ce n'est pas une nationalité, comme on le répète très souvent à tort, puis-

1. La représentation diplomatique a passé par les mêmes phases. Les États ont commencé par envoyer des ambassadeurs en des occasions extraordinaires seulement. Plus tard les légations sont devenues permanentes. Ce fut un immense progrès. La permanence de la représentation diplomatique marqua la permanence des rapports juridiques. Les congrès internationaux sont maintenant intermittents, ils deviendront périodiques, comme les ambassades sont devenues permanentes. Ce dernier fait s'est accompli non pas parce que les hommes sont devenus meilleurs, mais parce qu'ils y ont trouvé un intérêt. De même l'Assemblée législative internationale s'organisera, non pas pour l'amour du prochain, mais pour l'amour de soi.

qu'un Genevois ne peut pas comprendre un Zurichois ou un Tessinois. Elle est une fédération d'États appartenant à trois nationalités différentes. La Suisse a été longtemps une terre d'iniquité. Les territoires conquis sur le duché de Milan ont été administrés jusqu'à la fin du XVIII^e siècle de la façon la plus despotique par le pouvoir fédéral. Mais ces temps sont déjà loin. Aujourd'hui la Suisse offre, peut-être, le plus admirable exemple d'une juste pondération entre les pouvoirs régionaux et le pouvoir central. A vrai dire les attributions de ce dernier se ramènent, presque uniquement, à défendre ce qu'on appelle les droits de l'homme. La Confédération garantit à chaque Suisse la liberté civile, la liberté de conscience et la liberté politique. Sitôt qu'en Suisse l'ordre est troublé quelque part, c'est-à-dire que les luttes économiques, politiques ou mentales passent sur le terrain coercitif, le pouvoir fédéral intervient et met fin à toute effusion de sang.

Telles devront être les attributions du pouvoir central du groupe européen. Son unique fonction devra consister à imposer partout la lutte par les procédés rapides, c'est-à-dire à établir la sécurité.

La sécurité individuelle et la sécurité politique doivent être également l'objet de la sollicitude du pouvoir central. Ces deux sécurités marchent toujours de pair.

Ainsi les Anglais disent : « Nous ne pouvons pas accorder aux Irlandais l'indépendance qu'ils demandent, parce que nous devons garantir les intérêts de nos compatriotes établis au delà du canal Saint-Georges. Sitôt que les troupes britanniques auront évacué l'Irlande, les orangistes seront massacrés par les Irlandais ou du moins dépouillés par eux. Nous ferons des représentations diplomatiques ; les Irlandais ne les écouteront pas. Il faudra envoyer des troupes anglaises pour protéger nos nationaux. L'armée irlandaise les attaquera. Il faudra reconquérir l'Irlande avec une grande effusion de sang. Pour éviter tous ces malheurs nous préférons garder l'Irlande sous le joug. » Les Russes disent : « En admettant que notre gouvernement ne convienne pas aux Tchetchènes¹, nous ne pouvons pas évacuer leur pays, car tous les Russes qui s'y sont établis seraient mas-

1. On sait que cette population de montagnards caucasiens a opposé la plus vive résistance à la conquête russe.

L'ALLIANCE.

1, expulsés ou molestés dans leurs droits ». De même les is restent aux Indes et en Égypte de peur d'un nouveau cre de Cawnpore, ou d'un nouvel Arabi.

ces craintes soient justifiées ou non, peu importe. Elles nt, elles sont même légitimes. Chaque État a le devoir de ire ses sujets. Si une société n'accorde pas la sécurité com- aux étrangers et si elle est la plus faible, c'est à elle de souff- i les Tchetchènes font tort aux Russes, le gouvernement a parfaitement raison de dire : « Souffrance pour souffrance, mieux l'infliger aux autres qu'à mes nationaux. N'ayant e assurance que les Tchetchènes, une fois indépendants, teront les droits de mes sujets, j'aime mieux les garder non autorité, même contre leur gré ».

point de vue de la sécurité publique, les Russes disent par le : « Si nous nous retirons de la Pologne, si nous lui ren- son indépendance, elle aura une armée nationale. Elle era de la première occasion venue pour nous déclarer la et nous enlever nos provinces occidentales qui sont peuplées e Polonais, mais de Petits-Russiens et de Blancs-Russiens. ur pour malheur, il vaut mieux l'infliger à des gens qui ne as de notre nationalité. » Charité bien ordonnée commence oi. C'est une question de savoir si les Polonais, rendus à pendance, voudront vraiment restaurer la Pologne de . Mais la Russie peut le suspecter. Or le jour où le pouvoir il sera établi en Europe, les Anglais, pris individuellement, ont rien à craindre en Irlande ni les Russes au Caucase. usses, pris collectivement, n'auront rien à craindre de la ne. En effet, si les Irlandais ou les Tchetchènes se mettent r ou à piller, le pouvoir fédéral interviendra, comme le ir intervient dans les cantons suisses. Le jour où les Polo-oudront déclarer la guerre à la Russie, le pouvoir fédéral iendra. Il veillera à ce que nul ne soit empêché de vivre a lui semble, il veillera à ce qu'aucun groupe de population it forcé de s'annexer, contre son gré, à un État étran- alors les Anglais n'auront plus aucune raison d'occuper

isait que, dans ces limites, la Pologne comprendrait aujourd'hui plus de Russiens que de Polonais. Or pendant que les Petits-Russiens étaient e joug de la Pologne, ils étaient terriblement opprimés par elle. Aussi ils souvent révoltés, en 1640 par exemple.

l'Irlande contre le vœu des Irlandais, ni les Russes la Pologne contre le vœu des Polonais.

Quand la justice internationale sera établie entre les peuples, les idées changeront complètement. De nos jours, le but de toutes les sociétés est de rendre l'État adéquat à la nationalité. Les Grecs désirent annexer les provinces de la Turquie peuplées par leurs compatriotes, les Bulgares veulent annexer la Macédoine habitée par leurs frères. Les Serbes voudraient posséder le Banat, la Bosnie, l'Herzégovine et la Dalmatie, où l'on parle la même langue qu'à Belgrade et à Kragouyévat. Bref les nations qui n'ont pas encore accompli leur unité, travaillent à la réaliser. Celles qui ont déjà acquis cet immense avantage, y tiennent de toute leur force. En effet, dans la période anarchique où nous vivons aujourd'hui, tout affaiblissement de l'État a pour conséquence un moindre degré de sécurité. L'Allemagne a été morcelée en une infinité de souverainetés. Elle a été faible pour cette raison ; aussi, pendant des siècles, ses voisins ont-ils violé ses droits sans aucune vergogne. Si toute la nationalité allemande avait été unie sous un pouvoir fort, dès le xv^e siècle, comme l'a été la France, de pareilles violations n'auraient pas pu se produire. Mais avec la fédération il n'en sera plus ainsi. Tous les droits seront respectés. Aujourd'hui les sociétés ont parfaitement raison de considérer l'unité nationale comme le bien suprême. Elles ont raison de se soumettre aux plus durs sacrifices pour réaliser ce but. C'est par l'unité, en effet, qu'elles peuvent obtenir le maximum de sécurité indispensable à leur développement mental.

La fédération modifiera cette situation. Le jour où elle sera établie, que la France soit composée d'un État ou de sept, qu'importe ? Si la France, en se partageant en six ou sept États par la libre volonté de ses habitants, peut être plus heureuse, quel mal lui aura causé le démembrement ? Les Irlandais finiront par obtenir le *home rule*. Alors les Écossais et les Gallois demanderont le même traitement. Les Iles-Britanniques cesseront de former un État unitaire ; elles comprendront une fédération de trois États. Où sera le mal, si la nouvelle organisation est plus conforme aux intérêts des habitants de ce pays que l'ancienne ? Les frontières politiques sont faites pour les hommes et non les hommes pour les frontières. Nous nous sommes

habitué pendant des siècles (quand cela était imposé par les conditions du milieu) à considérer l'unité nationale comme le bien suprême et nous croyons que l'état de choses actuel durera toujours. Un simple moment de réflexion peut faire comprendre cependant, qu'avec la sécurité internationale, les limites politiques seront considérées à un point de vue tout à fait différent de celui où nous nous plaçons aujourd'hui. Supposez qu'en se fractionnant, un pays vive d'une façon plus intense, il sera infiniment plus heureux divisé qu'uni. Or, plus l'organisation politique est parfaite, plus les progrès de la nationalité sont rapides. La division peut être un progrès¹. C'est un acte identique à la décentralisation, c'est-à-dire à la juste pondération entre le pouvoir central et les pouvoirs régionaux.

Après la formation de la fédération européenne, la souveraineté de l'État, c'est-à-dire le droit à l'anarchie, cessera de paraître l'idéal le plus élevé des aspirations humaines. Dans une société civile, personne ne considère le droit au brigandage comme le palladium de la liberté individuelle. Il en sera de même dans le groupe international. D'ailleurs, il faut le reconnaître, cette fameuse souveraineté de l'État est une pure fiction qui n'a jamais existé. La souveraineté suppose non seulement le droit de déclarer la guerre, mais surtout la liberté absolue dans les affaires intérieures, c'est-à-dire la non-intervention des puissances étrangères dans les démêlés politiques et économiques des citoyens d'un État. Or cette liberté absolue est impossible, parce que les intérêts des différents pays sont solidaires. Aussi la non-intervention n'a jamais été pratiquée. Depuis un siècle nous pouvons constater, au contraire, une série d'interventions internationales. La coalition de l'Europe contre les jacobins ouvre la marche, puis viennent les interventions des Autrichiens à Naples en 1820, de la France en Espagne dans la même année, Navarin, l'intervention des Français en Belgique et en Italie, sous Louis-Philippe et sous Louis-Napoléon, l'intervention de Nicolas I^{er} en Hongrie en 1849, l'intervention des Anglo-Français en Syrie en 1862, — des Anglais en Égypte

1. Sous un régime de liberté complète, si une nation veut maintenir son unité (ou le régime centralisateur, car les deux termes sont synonymes), même contre son intérêt bien entendu, par des considérations purement sentimentales, nul ne l'empêchera de le faire.

en 1881, etc., etc. On peut même dire que si, dans un pays européen, une partie des citoyens commençait à pratiquer des massacres en grand contre une autre partie, les voisins interviendraient par humanité. Depuis 1815, en Europe, la souveraineté des petits États a été un vain mot. Il n'y a eu d'États vraiment souverains que l'Angleterre, la France, la Prusse, l'Autriche et la Russie. L'Europe a été pendant cinquante-cinq ans (1815-1870) une anarchie à cinq, elle est maintenant une anarchie à six.

C'est une erreur de croire aussi que la fédération marquera l'ère du cosmopolitisme. A vrai dire, le cosmopolitisme est un simple mot. Pendant de longs siècles, on parlera de nombreuses langues sur la terre. Supposons même qu'elles soient réduites à quatre et que chaque habitant de notre globe puisse les apprendre si bien qu'il puisse penser indifféremment dans chacune d'elles (on voit que nous allons très loin), cela ne détruirait pas le lien national, puisqu'on ne peut s'*exprimer* et *écrire* que dans une seule langue à la fois. Qu'un Anglais écrive alors dans l'idiome de Voltaire, il deviendra par cet ouvrage un littérateur français. Ce même individu peut écrire le lendemain un autre livre en allemand, il deviendra un littérateur allemand. Mais le polyglottisme de cet auteur ne supprimera pas les littératures allemande et française.

Quand les cellules se groupent en tissus, elles ne perdent pas leur individualité. Au contraire, leur vie devient plus et non pas moins intense. De même l'État ne détruit ni les communes ni les provinces; il se superpose à elles, il leur donne, en tant que communes, une organisation particulière, une individualité plus forte, puisqu'il produit une division du travail, donc une spécialisation des fonctions. De même, non seulement la formation du groupe fédéral ne supprimera pas la nationalité, mais, au contraire, elle la poussera à une individualisation plus forte ¹.

La fédération offrira évidemment les plus grands avantages pour toutes les unités constituantes, au point de vue

1. Selon M. Treitschke, la fin des guerres marquera la fin de l'esprit national. Est-ce que les Genevois, les Tessinois et les Bernois ont cessé d'être français, italiens et allemands, parce qu'ils ont cessé de se massacrer? Au contraire, quand l'Europe formera une fédération, les préoccupations politiques passant au second plan et les préoccupations mentales au premier, l'intensité de la production intellectuelle augmentera.

de la défense des intérêts particuliers de chaque groupe.

Si une commune est aujourd'hui lésée dans ses droits, elle s'adresse au pouvoir central. Celui-ci, pour redresser les torts qui lui sont faits, possède la force de l'État tout entier. Si la commune était indépendante, elle n'aurait que ses propres forces pour se faire rendre justice. Chaque commune française a, pour ainsi dire, aujourd'hui, cinq cent trente mille hommes armés pour défendre ses intérêts, tandis que livrée à elle-même elle en aurait au plus quelques centaines. Il est évident que les intérêts de cette commune sont mieux protégés par le fait de son association à l'État français, qu'ils ne le seraient par son indépendance.

Il en sera de même de l'union internationale ; plus elle sera vaste, mieux seront respectés les intérêts des parties composantes. Aujourd'hui chaque nationalité ne peut compter que sur ses propres forces pour défendre ses droits. Associée à d'autres, elle pourra compter sur les forces de tout le groupe fédéral. « Ce n'est pas une déchéance, c'est un progrès pour un individu de devenir organe par rapport à tout vivant plus étendu », dit M. Espinas¹. Ce sera un progrès, non une déchéance pour une nationalité de devenir partie d'un groupe de civilisation.

On le voit, de toutes les façons la fédération européenne serait avantageuse aux peuples. Il y a, cependant, un groupe d'individus auxquels elle *semble* ne convenir en aucune façon et ces individus ont eu, jusqu'à présent, le pouvoir de mettre à néant toutes les mesures tendant au désarmement et à l'union. Nous entendons les chefs des entreprises politiques et leurs associés. Si les Allemands d'Autriche s'annexaient à leurs frères, si les Tchèques proclamaient leur indépendance, si les Dalmates s'unissaient à une grande Serbie etc., bref, si les intérêts et les aspirations de ces peuples se réalisaient, l'empire d'Autriche serait complètement démembré. La dynastie de Habsbourg-Lorraine, au lieu de régner sur quarante-trois millions d'hommes, devrait se contenter de régner sur six millions de Magyars. Évidemment les bénéfices de cette dynastie et des familles inféodées à son sort, diminueraient considérablement. De même dans une république : si les Américains avaient admis le droit des

1. *Les Sociétés animales*. Paris, 1878, p. 262.

États du Sud de se retirer de l'Union, Washington serait devenu un centre de revenus financiers moins important qu'aujourd'hui.

Il y a là évidemment une grande part de vérité. En laissant de côté cette considération, que les gouvernements existent pour les peuples et non les peuples pour les gouvernements, plaçons-nous un instant au point de vue des intérêts des chefs politiques. Tout d'abord, ils se trompent singulièrement, en s'imaginant que les revenus d'un État dépendent uniquement de son étendue. Fort souvent c'est juste le contraire. La perte d'une province rebelle et réfractaire peut enrichir l'État, au lieu de l'appauvrir. Et puis les chefs des entreprises politiques sont des habitants d'un État aussi bien que tous les autres citoyens. Ils ont donc à gagner au développement de la richesse générale. L'Europe groupée en fédération, atteindrait un degré de prospérité dont nous n'avons aucune idée aujourd'hui. Les citoyens, plus riches, payeraient plus d'impôts. Mais, de plus, le bien-être général augmenterait les jouissances des chefs d'État, autant qu'elle augmente les jouissances des simples particuliers. Autre chose est d'avoir pour capitale une ville luxueuse, comme Paris, et autre chose est de posséder même des palais magnifiques dans une modeste bourgade. La fédération européenne profiterait également aux chefs des entreprises politiques : par malheur, ils sont trop aveugles pour le voir. Depuis de longues années ils abandonnent la proie pour l'ombre, avec une persévérance digne d'un meilleur sort.

Quand les sociétés comprendront l'avantage qu'il y a à porter la lutte pour l'existence uniquement sur le terrain intellectuel, elles comprendront en même temps que leur intérêt principal est d'organiser l'union fédérale du groupe de civilisation. S'il fallait attendre, pour réaliser cette fédération, que tous les citoyens de tous États soient convaincus de ses avantages, il faudrait attendre longtemps, peut-être toujours. Aujourd'hui, après des siècles de vie civile, nombre d'individus ne comprennent pas encore que dépouiller son voisin, c'est se faire du tort à soi-même. Si l'on devait attendre le consentement universel pour défendre le vol, il serait encore autorisé pendant de longs siècles par les codes de toutes les nations. Pour réaliser une réforme au sein de l'État, il suffit seulement, parfois, qu'une élite intellectuelle, assez peu nombreuse, soit convaincue

de son utilité. Quand la spoliation par le tarif protecteur a été abolie en Angleterre, une grande minorité, même dans le Parlement, considérait encore ce genre de vol comme un bien social.

De même la fédération européenne n'a pas besoin pour se réaliser de rallier tous les habitants de notre continent ; il suffira de l'élite intellectuelle des différents États. A partir du moment où cette élite aura compris le jeu des lois naturelles, où elle aura saisi les avantages de la lutte par les procédés rapides, elle appréciera l'immense valeur de la justice, c'est-à-dire de la fédération.

Au sein d'un État, tout homme qui combat seulement par les procédés rapides, ne transgresse jamais la loi. Aussi la communauté lui confère-t-elle la plénitude des droits civils et politiques. C'est ce que nous appelons un citoyen actif. Il en sera de même dans l'association internationale. Les pays qui accorderont, de plein gré, aux étrangers la même sécurité qu'aux nationaux, démontreront par là la compréhension des lois qui président à la lutte pour l'existence. Ils seront *conscients* des fins de l'association, donc des membres jouissant de la plénitude des droits fédéraux.

Au sein de l'État, tous les citoyens ne sont pas conscients des fins sociales : les enfants ne le sont pas encore, les malades et les vieillards ne le sont plus. Aussi, non seulement ces individus ne jouissent pas de la plénitude des droits civils et politiques, mais, encore, ils sont placés sous tutelle. De même dans l'humanité, les peuples sauvages ne comprennent pas encore la nécessité d'assurer la pleine sécurité à l'étranger, les nations en décadence ne la comprennent plus¹. Dans ces cas la contrainte est inévitable. Les sauvages et les barbares violent le droit, les civilisés sont dans le cas de légitime défense quand ils font la conquête des pays où la sécurité ne peut pas être établie par les gouvernements indigènes. L'occupation de l'Afrique par les Européens, celle de l'Égypte et de l'Inde par les Anglais, de

1. Mahomet II se flattait qu'une femme pouvait impunément traverser son empire sans crainte d'être molestée. Aujourd'hui, en Turquie, des hommes sont enlevés tous les jours par les brigands, en plein midi, même sur les lignes de chemin de fer et dans les villes. En Chine, en Perse, il n'y a aucune sécurité pour l'étranger.

l'Algérie et de la Tunisie par les Français, de l'Asie Centrale par les Russes, sont des applications de cette politique rationnelle qui s'impose aux nations policées.

IV

Nous avons montré que tout ensemble d'unités vitales en contact les unes avec les autres, passent des mouvements incoordonnés aux mouvements coordonnés, c'est-à-dire se redistribuent en groupes plus vastes possédant une organisation plus complexe. Dans la Grèce antique, les différentes cités se soumi-
rent à l'hégémonie de Sparte et d'Athènes. Il se forma deux fédérations rivales qui se fondirent plus tard dans le groupe plus vaste de la Macédoine. Rome associa toutes les cités de la péninsule Apennine, pendant que Carthage unissait en un seul État les populations de l'Afrique et de l'Espagne. Comme Sparte et Athènes en Grèce, ces deux puissances rivales se confondirent à la fin dans l'empire romain. L'Ile-de-France, Moscou, le Brandebourg, le Piémont, la Castille ont été les centres de groupement de la France, de la Russie, de l'Allemagne, de l'Italie et de l'Espagne. Ce mouvement se répétera sur une plus vaste échelle et l'Europe, dans son ensemble, deviendra le centre de groupement du globe entier. Une loi naturelle pousse les parties les plus intelligentes à prendre la direction des groupes. Ainsi le premier anneau des annélidés se trouve amené par sa position même à acquérir un degré de conscience plus considérable que les autres. Il devient la tête et les autres anneaux suivent la direction qu'il leur indique. De même dans les sociétés, il se forme une élite sociale, une aristocratie qui imprime ses volontés aux masses. L'Europe jouera le rôle de cette aristocratie, par rapport aux autres continents.

Le groupe européen sera soumis aux lois de développement de toutes les associations. Il passera de la forme aristocratique à la forme démocratique¹. Aujourd'hui, par exemple, l'Angleterre centralise presque tous les transports maritimes. Mais, peu à peu, nous voyons chaque nation faire ses transports elle-même.

1. Cette évolution n'est aussi, au fond, qu'une face de l'équilibration des forces.

L'ALLIANCE.

actuellement une très grande disproportion de richesse l'Angleterre et les autres contrées de l'ancien monde, mais disproportion ira toujours en s'atténuant. Comme au sein d'un État, l'évolution tend à une moindre inégalité des conditions, au sein de l'association internationale, le niveau économique des unités politiques a aussi une tendance à s'égaliser. C'est même l'élaboration des idées et les progrès scientifiques qui sont l'apanage presque exclusif de cinq grandes nationalités (l'anglaise¹, française, allemande, italienne et russe). Mais, peu à peu, d'autres sociétés prendront une part de plus en plus grande au travail intellectuel de l'humanité. L'association internationale passera donc de la phase aristocratique à la phase démocratique.

Si nous le répétons encore, il est impossible de rien prévoir à l'époque où les relations juridiques s'établiront entre les sociétés humaines. Nous pouvons seulement observer que le travail de concentration s'opère sous nos yeux avec une grande rapidité. A l'heure actuelle il ne reste plus qu'une vingtaine d'États indépendants sur le globe². Or, à la fin du dix-neuvième siècle, il y en avait, seulement en Allemagne près de cent cinquante : indépendants, sinon en droit, du moins en fait. Cette rapide concentration facilitera l'entente internationale en diminuant le nombre des unités entre lesquelles il faudra négocier.

D'autre part, si les progrès des sciences ne s'arrêtent pas, le développement de l'humanité ira en se perfectionnant. Par cela les relations entre les peuples deviendront plus fréquentes et leur interdépendance plus grande. Si l'on pouvait observer en ce moment une stagnation des progrès scientifiques, on pourrait en déduire que l'action du mouvement social tend vers l'anarchie, la désorganisation et la mort. Mais il n'en est pas ainsi. Les progrès scien-

* Voir l'excellent ouvrage de M. P. Leroy-Beaulieu sur *la Répartition des richesses*. Paris, 3^e édition, 1888.

¹ On entendu les Américains sont compris dans la nationalité anglaise. ² En négligeant les puissances minuscules, comme Saint-Marin et Andorre, 6 en Europe, 6 en Asie (Arabie, Perse, Afghanistan, Chine, Japon, Siam), 1 en Afrique (le Maroc, le Soudan, celui-ci divisé, il est vrai, en plusieurs États dont nous connaissons mal les limites, l'Orange et la république Sud-africaine); 20 en Amérique (États-Unis, Mexique, Guatemala, Honduras, Cuba, Colombie, Venezuela, Pérou, Bolivie, Chili, république Argentine, Brésil, Uruguay et Paraguay).

tifiques vont, au contraire, en s'accélégrant tous les jours. Rien ne fait prévoir un recul. La barbarie est complètement domptée. Une nouvelle invasion de Huns et de Tartares n'est plus à craindre. L'unique ennemi sérieux du groupe européen est la Chine, mais actuellement la faiblesse de cet empire est extrême. Pour que la Chine puisse être aussi forte que l'Europe, il faudrait qu'elle possédât un outillage scientifique et matériel aussi parfait que le nôtre. Il se passera de longues années avant qu'il en soit ainsi. Les Chinois, pour acquérir nos connaissances scientifiques, doivent modifier les bases mêmes de leur outillage intellectuel : non seulement leur écriture, mais encore leur langue. Jamais un idiome monosyllabique, où un seul son comme *fo*, a deux cent-quarante acceptions diverses, ne pourra lutter, comme instrument mental, avec nos langues à flexion.

On a répété souvent que le vrai danger vient maintenant du dedans et non du dehors, que nous sommes menacés de nouveaux barbares à l'intérieur : les socialistes et les communistes. Si ces hommes étaient de nouveaux quakers poursuivant tout ce qui est raffinement et luxe, leur arrivée au pouvoir pourrait faire reculer la civilisation ; mais il n'en est pas ainsi. Le quatrième état veut surtout la jouissance. Les explosions de sauvagerie amenées par les révolutions sociales, pourront causer, sans doute, de grands désastres. Mais du moment que les classes ouvrières aspirent au bien-être, ils ne seront pas tentés de détruire cette richesse qui constitue leur plus ardent désir. D'autre part, comme nous l'avons montré, les socialistes commencent à comprendre que la science c'est la force. Loin de la combattre, ils sont portés à s'en servir.

Rien ne fait donc prévoir un recul de la science. Or tant qu'elle avancera, notre outillage industriel et technique ira en se perfectionnant. Il faut avouer qu'il a encore de grands progrès à réaliser. Des machines motrices transformant en mouvement un dixième de l'énergie contenue dans le charbon, sont des instruments bien barbares. De plus, nous laissons improductives la plus grande partie des forces naturelles qui se trouvent à portée de nos mains. D'autre part, nous sommes à la veille du jour où sera résolu le problème de la navigation aérienne. On sait combien l'outillage influe sur l'organisation des sociétés. C'est probablement l'aéronef qui nous délivrera de

L'ALLIANCE.

es aussi enfantines que funestes qui s'appellent la censure, les droits de douane. L'aéronautique fera l'unité européenne malgré les routines et les oppositions des gouvernements et en dépit de leur opposition, l'histoire de l'humanité sera partagée en deux périodes : celle où l'homme a péniblement marché, comme un faible vermineau, et celle où il volera dans l'air, comme l'aigle altier et superbe. On ne reverra le recul de la science, rien ne fait prévoir le perfectionnement de notre outillage. Par le trajet que suit actuellement l'humanité, passant de mouvements incoordonnés aux mouvements coordonnés, c'est-à-dire de l'anarchie à la fédération.

LIVRE V

LES ERREURS DE LA POLITIQUE MODERNE

CHAPITRE PREMIER

LA POLITIQUE DE L'EMPIRISME.

I

Chacun de nos sens donne des renseignements particuliers sur le monde extérieur. Notre esprit peut considérer un de ces renseignements indépendamment de tous les autres. Ainsi on peut penser à la couleur d'une orange, sans songer à son poids, à son goût ni à son parfum. C'est la faculté d'abstraction. Son importance est de premier ordre. Grâce à la possibilité de considérer un seul aspect des phénomènes, on a pu dresser des catégories, des classifications, former des idées générales, en un mot, édifier la *science*. Mais cette précieuse faculté d'abstraction, dont les avantages sont incommensurables, est doublée, malheureusement, d'un inconvénient tout aussi important. L'abstraction crée les entités. Ainsi, il n'existe pas de jaune dans la nature ; il y a seulement des corps dont les atomes vibrent d'une façon qui produit sur notre rétine une sensation spéciale appelée *jaune*. Les abstractions ont produit des entités, et les entités la métaphysique. Or la métaphysique est devenue le pire ennemi du genre humain. On peut dire que toute l'his-

toire du progrès mental, depuis vingt siècles, se réduit, en dernière analyse, à une lutte contre la métaphysique. La nature est une. Quand nous considérons un attribut de la substance, en dehors de tous les autres, il faut nous souvenir que nous pratiquons là une méthode nécessaire à la faiblesse de notre esprit, mais que cet attribut particulier n'a aucune réalité concrète ni objective. Chaque sens nous fournit des renseignements partiels (donc faux) et il faut soigneusement les contrôler les uns par les autres, sous peine de tomber dans les erreurs les plus grossières. La lutte contre la métaphysique devient de plus en plus vive. Elle a été chassée successivement de l'astronomie, de la physique, de la chimie, de la géologie. Pendant ces trente dernières années, elle vient d'être évincée, non sans efforts, de la biologie.

Maintenant la métaphysique trouve ses derniers retranchements, sa forteresse la plus inexpugnable, dans la sociologie. Tout ce qui regarde l'étude des sociétés humaines est encore imprégné d'une forte dose de métaphysique. L'esprit des sciences exactes et concrètes commence à peine à envahir ce domaine.

La méthode même des sciences sociales n'est pas établie. Il n'existe pas encore d'ethnographie comparée, de droit comparé, basés sur des principes positifs, comme la zoologie comparée. La sociologie n'a pas encore de notation spéciale et on ne soupçonne même pas qu'elle puisse jamais en avoir une. La politique, qui est une branche de la sociologie, nage en pleine métaphysique. Elle est construite tout entière sur des abstractions, sur de pures entités : *l'influence, le prestige, la dignité nationale, l'équilibre*. Jamais personne n'a pu expliquer à quelle réalité concrète correspondent tous ces mots. Puis viennent les phrases toutes faites; par exemple : la guerre est l'industrie nationale de la Prusse; et enfin les vieux clichés, comme la théorie des frontières stratégiques et celle de l'antagonisme *fatal* de certaines nations, ferment la marche de ces abstractions creuses qui, hélas! ont fait verser des flots de sang humain¹.

Il suffit de les serrer un peu de près, pour les voir s'évanouir comme des fantômes. Commençons d'abord par les simples mots

1. Les sciences biologiques ont aussi passé par cette période des entités. Ainsi les fameuses lois de la répétition des parties, du principe des connexions, de l'unité de plan de composition dans l'étendue du même embranchement, étaient des entités métaphysiques. (Voy. E. Perrier, *le Transformisme*, p. 200.)

qui, en politique, ont malheureusement une importance de premier ordre. Lors de l'affaire des mariages espagnols, Palmerston croyait fermement que la France avait pour but *d'humilier* l'Angleterre. Mais si la reine Isabelle épousait don François au lieu de don Henri et sa sœur le duc de Montpensier au lieu du prince Léopold de Saxe-Cobourg, qu'est-ce qui prouve que l'Angleterre serait vraiment devenue plus humble qu'auparavant ?

Les historiens anglais affirment que la France et l'Angleterre conclurent l'alliance de 1854 pour *châtier l'orgueil* de la Russie. Ainsi on massacra 780 000 hommes pour un simple mot. Après la prise de Sébastopol, la Russie avait, à coup sûr, moins de puissance qu'avant la guerre, mais qui pourra vraiment prouver qu'elle avait moins d'orgueil ? Certains roitelets de l'Inde ont plus d'orgueil que les plus grands potentats de la terre ? A qui cela fait-il du mal ?

L'auteur parlait un jour de politique avec un Anglais. « Si vous aviez jamais une portion ou la totalité de l'Afghanistan, vous en profiteriez pour intriguer aux Indes. Par conséquent nous devons vous empêcher de dépasser Pendjeh. » C'est un excellent échantillon de raisonnement *in abstracto*. Comme si les Russes ne savaient pas que le chemin le plus commode pour aller aux Indes est aujourd'hui la voie de Brindisi à Bombay, desservie par les magnifiques bateaux à vapeur de la Compagnie Péninsulaire et Orientale. Les émissaires de la Russie peuvent prendre ce chemin comme tous les autres voyageurs. Il n'est donc pas nécessaire de posséder l'Afghanistan pour intriguer aux Indes, et ce n'est pas en empêchant cette conquête que les Anglais pourront mettre fin à ces intrigues.

Un des mots le plus fréquemment employés en politique internationale c'est l'INFLUENCE.

On peut défier le diplomate le plus habile d'en donner d'autre définition que des généralités vagues et insaisissables. Où commence, où finit l'influence ? Et d'abord à quoi sert-elle ? Après 1830, chacune des puissances protectrices qui avaient créé le royaume hellénique, prétendait y exercer une influence prépondérante et exclusive. De là une corruption des mœurs politiques de la Grèce qui retarda sensiblement les progrès de ce pays. Aujourd'hui ces influences ont cessé de s'exercer ; on

laisse les Grecs faire leurs affaires eux-mêmes. On peut se demander si le salaire du moindre ouvrier anglais, français ou russe a diminué pour cela. Au contraire, plus la Grèce sera prospère, plus elle achètera de marchandises à l'étranger.

Le prestige est un autre mot, comme l'influence. Ici encore, le même vague. On dit constamment : tel événement augmente ou diminue le prestige d'un pays. Mais ici tout dépend d'un point de vue subjectif. Ainsi, pour les partisans de la politique brutale, le règlement pacifique de la question de l'*Alabama* a pu diminuer le prestige de l'Angleterre. Pour ceux qui tiennent une nation en estime d'autant plus haute qu'elle se guide davantage sur les conseils de la raison et non sur ceux de la passion aveugle, le règlement pacifique de la question de l'*Alabama* a augmenté le prestige de l'Angleterre. On dit que parmi les peuples barbares le prestige est une grande force. Sans doute, mais ce prestige vient de la victoire. Or la victoire est obtenue par les bataillons les plus nombreux, les mieux organisés et les mieux commandés. C'est donc la puissance de l'armée qui est un avantage réel et concret, et non le prestige.

Le point d'honneur, autre entité comme le prestige. On pensait autrefois que l'État le plus étendu était aussi le plus puissant. Tout accroissement de l'État était considéré comme un bien, toute diminution comme un mal. Acquérir une province était une gloire, perdre une province était une honte. De là vient qu'on mettait le point d'honneur à ne pas abandonner un territoire sans combat. Cette manière de voir rappelle beaucoup celle des cadis égyptiens. Le gouvernement répartit l'impôt entre les différents villages de ce pays. Le cadi est chargé de verser la contribution aux mains du collecteur, mais il doit déclarer que le village est incapable de payer la somme exigée. Alors on prend le cadi et on commence par lui donner dix coups de bâton. Après chaque dizaine de coups, le cadi augmente la somme, qu'il se déclare prêt à payer. Enfin, après avoir reçu cinquante coups, il donne la totalité de l'argent dont son village a été taxé. Il revient auprès de ses commettants avec l'honneur sauf, puisqu'il n'a cédé l'argent qu'à la dernière extrémité. Les gouvernements européens ressemblent beaucoup à ce cadi. Ainsi l'Italie offrit à l'Autriche, en 1866, un milliard pour la cession de la Vénétie. Le bon sens le plus élémentaire commandait

à l'Autriche d'accepter cette offre. Elle n'aurait eu à combattre alors qu'un seul ennemi à la fois et les résultats de son duel avec la Prusse auraient pu être tout différents. Mais la *dignité souveraine* empêchait l'Autriche de céder une province sans verser du sang. Il est difficile d'imaginer un point de vue plus absurde. Non seulement il n'y a aucune indignité à adopter une combinaison territoriale avantageuse à une société (et la cession de la Vénétie à l'Italie, pour n'avoir qu'un seul ennemi à combattre, était certainement avantageuse), mais, au contraire, il y a indignité à ne pas l'adopter. C'est aux mains de l'empereur d'Autriche que les peuples de sa monarchie avaient remis la direction de leurs intérêts généraux. Cet empereur ne pouvait pas sacrifier ces intérêts sans forfaire à l'honneur. Or c'est le résultat qui se produit par l'alliance de la Prusse avec l'Italie. Céder de plein gré un territoire n'est pas un déshonneur, mais souvent un acte de haute sagesse, nous dirons même plus, un devoir.

Un mot aussi sur l'honneur national. Supposons que demain les Ixois envoient une ambassade solennelle pour porter une injure grossière au souverain des Zédois. Est-ce que, vraiment, ces derniers seront attaqués dans leur honneur national ? Est-ce que, vraiment, ils devront verser des flots de leur sang pour laver cette injure ? Quel sera le résultat de l'ambassade des Ixois ? Elle démontrera seulement qu'ils sont des gens mal élevés et ignorant les règles les plus élémentaires de la politesse. Par cette ambassade, les Ixois se couvriraient de honte, de ridicule et de confusion. Est-ce à dire que pour cela le chef d'État des Zédois, qu'il soit président ou souverain, perdra dans son pays le respect et la considération dont il est digne ? Dans la vie privée et chez les nations, où les mœurs n'admettent pas encore qu'un tribunal puisse trancher des affaires d'honneur, un homme a raison de verser son sang et de risquer sa vie pour laver une injure. S'il ne le fait pas, il éprouve un dommage positif. Ses semblables le traitent avec un mépris et un dédain qui lui causent des souffrances. Mais dans les relations internationales, le point d'honneur n'a aucune place, d'abord parce que l'injure n'y fait aucun tort, et ensuite parce qu'il est indigne de faire venger ses injures par des tiers. Si un chef d'État en offense un autre, un duel entre eux serait encore rationnel, mais une guerre

entre deux pays, pour des insultes faites à des dignitaires, si haut placés qu'ils soient, ne peut pas soutenir la critique, pour cette très simple raison que les citoyens ne sont pas la chose de leurs gouvernements.

D'ailleurs si un souverain, en déclarant la guerre pour venger son honneur, était sûr de ne tuer que des soldats ennemis, passe encore. Mais ce n'est pas le cas, il est sûr de faire tuer aussi un grand nombre de *ses propres sujets*. Or se faire un tort à *soi-même* pour des affronts que nous ont faits les autres, est une conduite qui, dans la vie privée, serait tenue pour absolument insensée. Le duel est absurde parce que les balles sont stupides. Elles atteignent aussi souvent l'offensé que l'offenseur. Par ce moyen, au lieu de redresser son honneur, on perd souvent la vie. Il en est de même de la guerre. Le souverain offensé n'est malheureusement pas toujours celui qui obtient la victoire.

On peut aussi hardiment affirmer que toutes les considérations stratégiques, dont les diplomates et les militaires font si grand cas, sont de simples mots, absolument vides de réalité positive.

On connaît la fameuse comédie que Napoléon joua à l'empereur Alexandre à Erfurt. Posant la main sur une carte de l'Europe, il s'écria : « Constantinople, Constantinople jamais ! C'est l'empire du monde ! » Cette ineptie est encore prise au sérieux par la plupart des publicistes contemporains. Les Byzantins ont possédé Constantinople, depuis Constantin jusqu'en 1453. Or, depuis le ^{vii}^e siècle, l'empire d'Orient, loin de dominer le monde, perdait constamment des provinces et il fut réduit enfin à la banlieue de sa capitale. Les Turcs possèdent Constantinople aujourd'hui, cela ne les empêche pas d'être la nation la plus faible de notre continent. Sans la rivalité des États européens, il y a longtemps que les Turcs auraient été chassés dans les steppes de l'Asie Mineure.

Certaines métaphores ont causé les maux les plus cruels à des sociétés entières. « La Bohême, a-t-on dit souvent, est comme un coin slave enfoncé dans le flanc de l'Allemagne. » M. Dilke, après tant d'autres, vient répéter ce vieux cliché¹, qui empêche

1. *L'Europe en 1887*, p. 201.

le bonheur de 7 millions d'hommes. Il est le plus grand obstacle à l'indépendance de la Bohême. Or c'est là une phrase absolument dépourvue de toute réalité objective. Au point de vue militaire, une Bohême indépendante, avec 7 millions d'habitants, ne saurait en aucune façon être un danger pour une Allemagne ayant 60 millions de citoyens. Au point de vue des intérêts économiques, la frontière de la Bohême est fermée aujourd'hui aux produits allemands par le tarif hautement protectionniste du gouvernement autrichien¹. Cependant les Allemands s'accommodent de ce régime et ne le déclarent pas intolérable. Pourquoi le deviendrait-il, s'il était promulgué par un gouvernement tchèque? On dit encore que la route de Berlin à Vienne passe par Prague. Même si la Bohême était un État indépendant, il faut croire les Tchèques bien stupides pour imaginer qu'ils empêcheraient le transit des hommes et des marchandises par leur territoire. Tous les pays du monde font, au contraire, les plus grands efforts pour attirer le trafic commercial qui donne de grands bénéfices. On voit donc combien ce fameux *coin* est une simple figure de rhétorique.

Toutes les questions de frontières stratégiques rentrent en majeure partie dans cette même catégorie. Ainsi l'on affirme que la France ne peut pas admettre sa frontière actuelle, parce que Metz est à douze jours de marche de Paris. L'ancienne frontière était à quinze jours de Paris. Alors douze jours de marche ne donnent pas la sécurité, mais quinze jours la donnent. Comment démontrer que la sécurité d'une nation commence seulement à partir du moment où sa capitale est à seize jours de marche de la frontière? Pourquoi pas à dix-sept ou à vingt?

Chose étrange, les avantages d'une bonne frontière ne sont jamais pris en considération quand il s'agit de conquêtes. Peut-on imaginer, par exemple, une frontière plus forte que celle qui sépare actuellement la France de l'Italie? Elle passe sur la crête du mont Blanc où des chèvres ne peuvent même pas grimper. Cependant les Italiens ne seraient pas du tout mécontents de reprendre la Savoie qui leur ferait perdre cette fron-

1. Les traités de commerce, conclus récemment entre l'Allemagne et l'Autriche, sont loin d'être libéraux de part et d'autre.

tière admirable et la ferait remplacer par une autre, infiniment moins forte.

On a affirmé en Allemagne qu'on éprouvait une certaine répulsion à annexer l'Alsace-Lorraine¹, mais que les raisons stratégiques l'ont emporté. Les Vosges, dit-on, offrent une frontière plus forte que le Rhin; Metz et Strasbourg représentent deux corps d'armée. Voyons ce que valent ces arguments. Il paraît que les Vosges ne sont pas une frontière infranchissable, puisque les Allemands les ont franchies, en 1870, avec tant de facilité². L'état-major allemand, dit-on d'autre part, a exigé la ligne actuelle, pour affaiblir la frontière de la France. C'est autre chose maintenant. La même ligne qui est *forte* quand il s'agit de l'Allemagne, est faible quand il s'agit de la France. Mais si un Français ne peut pas facilement escalader les Vosges, pourquoi un Allemand peut-il le faire sans aucune difficulté? Quoi qu'il en soit, les Français ont élevé sur leur nouvelle frontière plus faible, des fortifications si formidables qu'ils l'ont rendue infiniment plus inexpugnable que celle de 1870. Les grands stratégestes, les profonds génies politiques qui dirigeaient les destinées de l'Allemagne en 1871, n'ont pas pu prévoir cette simple éventualité. Metz et Strasbourg valaient deux corps d'armée. Si c'était vraiment le cas, l'Allemagne aurait dû réduire ses effectifs depuis 1871. C'est tout le contraire, elle les a augmentés dans des proportions immenses. Dire que Metz et Strasbourg valent deux corps d'armée est donc une simple plaisanterie.

On a souvent affirmé que la possession de Constantinople constituerait un grand avantage stratégique pour la Russie. Alors toutes les troupes qui gardent aujourd'hui la frontière de la mer Noire, devenant inutiles, l'État réaliserait une grande économie. C'est une profonde illusion. Ces mêmes troupes seraient nécessaires pour garder la nouvelle frontière. Comme elle serait plus étendue, plus loin des centres de ravitaillement, donc plus vulnérable, il faudrait, au contraire, un nombre de troupes plus grand. Il n'y aurait aucune économie,

1. M. de Bismarck a dit à plusieurs reprises qu'elle s'est faite contre son gré.

2. Si les Vosges sont une barrière infranchissable, elles procurent aussi une plus forte position à la France, ce qui, au point de vue stratégique, ne peut certes pas être avantageux à l'Allemagne.

mais certainement un surcroît de dépenses. Si Constantinople était attaqué par un million d'ennemis, la Russie serait obligée de mettre en campagne le même nombre d'hommes pour défendre cette ville et, comme ils seraient plus loin de leur base d'approvisionnement qu'à Odessa ou à Sébastopol, la situation serait encore moins favorable qu'aujourd'hui. La possession de Constantinople ne permettrait de diminuer les forces militaires russes ni d'un soldat, ni d'un canon.

A la guerre, tout dépend de l'effectif et de la qualité des troupes. Si l'ennemi met trois millions d'hommes en campagne, on est obligé d'en faire autant. Si vous avez une forte armée, on respecte votre territoire; si vous ne l'avez pas, on ne le respecte pas. En réalité, il n'y a pas de frontière forte ou faible. Si les Alpes et l'Himalaya ne sont pas de bonnes frontières, les bonnes frontières sont un vain mot. Or, depuis la plus haute antiquité, l'Inde et l'Italie sont précisément les deux pays du monde qui ont été le plus souvent envahis par les conquérants étrangers. Entre sociétés civilisées, il n'y a qu'un seul moyen de se donner une bonne frontière, c'est de s'arranger de façon que les voisins n'aient aucun intérêt à vous attaquer.

Les Anglais affirment souvent que si la Russie possédait les Dardanelles, elle serait maîtresse de la Méditerranée. Supposons cette éventualité réalisée. Une guerre éclate entre la Russie et l'Angleterre; la flotte russe sort des Dardanelles et va combattre la flotte anglaise. Si la flotte russe est la plus puissante et la mieux commandée, les Anglais sont battus et l'empire des mers passe aux Russes; mais si les Russes sont battus, la possession des Dardanelles ne leur assurera aucun empire, ni dans la Méditerranée, ni ailleurs. En réalité l'empire des mers appartiendra à la flotte la plus puissante; maintenant qu'elle sorte de Cronstadt, de Sébastopol ou de Gallipoli, cela ne change rien¹. De même sur terre, la victoire sera aux plus gros bataillons et aux mieux commandés. Maintenant qu'ils soient massés devant Strasbourg ou devant Nancy, cela ne change rien.

1. La possession de Toulon n'a pas assuré l'empire de la Méditerranée à la France, pendant les guerres de la révolution et de l'empire. Cette mer a appartenu alors aux Anglais, parce qu'ils avaient une flotte supérieure à la flotte française.

Une des bouffonneries les plus réussies de la politique de l'empirisme, est la fameuse théorie des clefs. Hérat est la clef des Indes. Il faut défendre Hérat ou tout est perdu. Mais pourquoi ne pas aller plus loin? Askabad est la clef d'Hérat, Tiflis celle d'Askabad, Azof la clef de Tiflis, Kharkof celle d'Azof, Moscou celle de Kharkof. Bref, pour avoir la sécurité aux Indes, les Anglais devraient conquérir l'empire russe. Comment ces profonds diplomates ne comprennent-ils donc pas une chose bien simple : quand on a besoin d'entrer dans une maison, si les clefs en sont refusées, on enfonce les portes. Si les Russes veulent un jour aller aux Indes, ce n'est certes pas le fait qu'Hérat appartient à l'émir de l'Afghanistan, qui les empêchera de le faire. Toute la question se ramène, pour les Anglais, à agir de telle façon, à l'égard de la Russie, qu'elle n'ait aucun besoin d'aller aux Indes. En un mot toutes les considérations stratégiques dont on fait encore si grand cas, sont de pures fantômes.

Il en est de même des prétendues *rivalités* historiques. L'imagination des hommes créait autrefois des divinités cruelles qui n'ont jamais eu d'existence positive. Cela n'a pas empêché, hélas, de verser des flots de sang en leur honneur ! Les sociétés civilisées ne croient plus à ces idoles, mais elles se forgent d'autres entités métaphysiques qui dévorent des victimes bien plus nombreuses que les Moloch et les Huitziloputzli¹. La rivalité de la Russie et de l'Angleterre en Asie est, par exemple, une de ces entités. Qui sait combien elle fera verser encore de sang humain ? En réalité, non seulement les intérêts des Anglais et des Russes ne sont pas opposés en Asie, mais au contraire ils sont absolument solidaires. Le sol de l'Angleterre ne peut nourrir qu'une moitié de ses habitants. Les Anglais, sous peine de mourir de faim, doivent vendre des articles industriels pour se procurer des denrées alimentaires. Ils gouvernent l'Inde, pour maintenir la sécurité dans ce pays et pour permettre à ses habitants d'acheter un certain nombre de produits britanniques. La Russie est-elle dans la même situation ? En aucune façon. Il lui

1. C'était le dieu de la guerre chez les Mexicains. Dans les grandes cérémonies de son culte, on versait assez de sang pour remplir les fossés qui entouraient son temple. Un nouvel édifice consacré à ce dieu, fut élevé à Mexico, à la fin du xv^e siècle. Lors de son inauguration, on massacra jusqu'à quatre-vingt mille prisonniers.

faudra, au contraire, au moins deux ou trois siècles pour peupler et mettre en valeur les territoires qu'elle possède déjà. Les Russes n'ont donc aucun besoin de conquérir l'Inde. S'ils veulent trafiquer dans ce pays, rien ne les en empêche, car les marchés indiens sont ouverts à tous les pays aussi bien qu'à l'Angleterre¹. Maintenant les Anglais et les Russes, pour protéger leur territoire contre les barbares, ont été obligés d'avancer constamment : les uns de Calcutta à Petchawer, les autres d'Orenbourg à Merv. Leurs frontières se rapprochent. La combinaison la plus avantageuse pour les deux nations serait qu'elles se touchassent. Alors seulement, elles jouiraient toutes les deux d'une sécurité complète, puisque toute incursion de peuples barbares prendrait fin dans l'Asie centrale. Alors seulement on pourrait établir entre l'Europe et l'Inde un chemin de fer, qui serait si utile à la prospérité de ces pays. Telles sont les réalités positives. La prétendue rivalité entre l'Angleterre et la Russie n'existe que dans le cerveau des hommes d'État de ces deux pays, comme Huitziloputzli n'existait que dans le cerveau des Mexicains. Mais les imaginations prennent une direction tout à fait différente des réalités : on représente la Russie et l'Angleterre comme deux forces cosmiques devant se heurter inévitablement. Une *sombre fatalité* doit, a-t-on dit, dominer les volontés de leurs gouvernements ! La Russie est un torrent dévastateur qui emporte toutes les digues, etc., etc. O rhétorique ! O abus des images ! Comme une avalanche

1. Les Indiens possèdent aujourd'hui des avantages que leur envieraient plus d'une nation européenne : le droit de réunion, le jury en matière de presse et le libre-échange. Des représentants, nommés par les indigènes, se réunissent tous les ans dans une des grandes villes du pays, discutent les affaires qui intéressent l'opinion, et envoient au vice-roi une adresse, exprimant les vœux de l'assemblée. Jamais le gouvernement britannique n'a molesté ces représentants. Il y a des pays, en Europe, où de pareilles réunions seraient punies avec la dernière rigueur. D'autre part, sous le rapport économique, les Indiens sont plus avantagés que les Français eux-mêmes. Ils ne payent de droit de douane que sur cinq articles : les armes, les munitions de guerre, les liqueurs fortes, l'opium et le sel ; tous les autres produits *sans exception aucune* entrent en franchise ! Les produits anglais sont frappés aux Indes, des mêmes droits que les produits étrangers. Les conquérants ne se sont réservé aucun privilège. Rien n'empêche donc les négociants russes qui voudraient faire des affaires aux Indes (jusqu'à présent, il faut avouer que le nombre en est minime), d'y trafiquer dans des conditions de sécurité exactement semblables à celles des Anglais. Ajoutons que rien ne les empêche de trafiquer aussi bien dans toutes les autres colonies britanniques.

entraînée par la force de la pesanteur, les Russes doivent se précipiter sur les Anglais et les massacrer comme des bêtes sauvages ! Hélas ! ce sont cependant des fantasmagories de ce genre qui règlent la politique internationale des nations les plus civilisées de la terre !

Encore un exemple, pour prouver combien ces *rivalités fatales* sont de vaines chimères. Pendant plus de six siècles, il a existé un antagonisme constant entre l'Angleterre et l'Écosse ; d'autre part, depuis la fin du xv^e siècle jusqu'à Louis XIV, un antagonisme non moins constant, entre la France et l'Espagne. Ces rivalités séculaires ont fait verser des flots de sang humain. Eh bien, elles se sont dissipées comme par enchantement, grâce à deux mariages¹. Les Anglais et les Écossais d'une part, les Français et les Espagnols de l'autre, s'aperçurent un beau jour qu'ils pouvaient parfaitement vivre et prospérer sans se massacrer mutuellement. Ces prétendues rivalités n'avaient donc aucune réalité positive. C'étaient des fantômes et il a suffi d'un changement, non pas dans les *faits*, mais dans les *idées* des gouvernements, pour les faire disparaître.

Les gens qui croient à ces rivalités fatales, s'imaginent que l'unique désir des nations est de se ruer les unes sur les autres pour s'exterminer. Ce serait vrai si l'homme préférerait la mort à la vie, la souffrance à la jouissance. Mais qui osera soutenir une proposition aussi absurde. Le soldat supporte les misères de la guerre, mais n'y trouve aucun plaisir. La preuve c'est qu'il se réjouit, quand la paix est signée. On affirme que les nations elles-mêmes veulent la guerre ; qu'il y a des sociétés civilisées qui sont belliqueuses, que la guerre, par exemple, est l'industrie nationale de la Prusse, etc., etc.

Eh bien, qu'on fasse une expérience. Qu'on aille dans n'importe quel village en Russie, en France, en Prusse, qu'on convoque les habitants et qu'on leur pose cette question : Voulez-vous faire la guerre ? Voulez-vous quitter vos maisons, vos champs, vos ateliers, vos familles, pour aller massacrer vos semblables et vous faire massacrer par eux ? Voulez-vous être mutilés par la mitraille ? voulez-vous mourir de la pourri-

1. Celui de Marguerite Tudor avec Jacques Stuart, qui fit passer la couronne d'Angleterre sur la tête du roi d'Écosse et celui de Marie-Thérèse d'Autriche avec Louis XIV, qui fit monter Philippe V sur le trône d'Espagne.

ture d'hôpital? Tous répondront comme un seul homme : Non, non ! S'il y avait des nations belliqueuses en Europe, le service militaire serait accepté avec joie par les populations. Or il n'en est rien. L'auteur de ces pages a été membre d'une commission de recrutement en Russie, c'est-à-dire dans un des pays réputé parmi les plus belliqueux. Eh bien, il a observé ceci : chaque fois qu'un conscrit tirait un mauvais numéro, la désolation se peignait sur sa physionomie. Les uns acceptaient leur sort avec plus de résignation que d'autres, mais pas un seul n'a jamais témoigné de la joie parce qu'il était appelé à être soldat. Or c'eût été le cas, si les Russes étaient vraiment belliqueux.

En réalité, la guerre est seulement une cruelle nécessité à laquelle les peuples civilisés se soumettent, parce qu'ils pensent ne pas pouvoir s'y soustraire. On dit, par exemple, que les Russes voulaient la guerre contre les Turcs en 1877. Cette manière de parler n'est pas exacte. En réalité, les Russes, en 1877, voulaient l'indépendance de la Bulgarie et, pour obtenir ce résultat, ils étaient prêts même à faire la guerre. Mais si les Turcs avaient accordé cette indépendance de plein gré, les Russes auraient été heureux de rester chez eux et de n'avoir pas à subir les horreurs d'une campagne. Les nations, comme les individus, préfèrent parfois la mort à ce qu'elles appellent le déshonneur ; mais si leur honneur pouvait être réparé sans combat, elles en seraient enchantées. On affirme aujourd'hui que le désarmement est impossible, parce que les nations elles-mêmes veulent la guerre. Supposons que des diplomates rassemblés en congrès, parviennent à régler les questions internationales et à effectuer un désarmement général, pense-t-on sérieusement que les hommes d'État, ayant obtenu ce résultat et supprimé un tiers des impôts actuels, seraient renversés par des révolutions ?

La guerre est si peu dans le goût des hommes, que toutes les sociétés arrivées à un haut degré de civilisation, tâchent de se faire défendre par des mercenaires ¹. Mais ces derniers, dira-

1. La Grèce, Carthage, Rome, l'Italie n'ont eu que des mercenaires ; à une certaine époque de leur histoire. L'Angleterre moderne n'a que des mercenaires, puisque ses soldats s'engagent pour une solde. Loin de nous l'idée de jeter un blâme sur la vaillante armée anglaise, qui mérite la plus grande admiration pour son courage et son dévouement à la patrie. Au contraire, nous trouvons la situation de l'Angleterre des plus enviables.

LES ERREURS DE LA POLITIQUE MODERNE.

font la guerre par goût. En aucune façon; eux aussi en vue que la solde ou d'autres avantages; eux aussi rent toujours ces avantages aux combats. Plus un peuple barbare, plus il se laisse facilement entraîner à la guerre. est incontestable; mais dire que les nations civilisées de l'époque moderne aiment la guerre, c'est positivement soutenir le paradoxe. Le nombre des individus auxquels la guerre procure des bénéfices est extrêmement restreint dans nos sociétés. Ce sont quelques chefs qui n'ont pas toujours l'obligation d'aller au feu. A eux les honneurs, la gloire, les titres, les grosses dotations. Mais combien sont-ils ces individus? -être pas un ou deux par million d'habitants. Pour les 998 autres, la guerre cause des souffrances atroces et des pertes sans aucune compensation.

Une autre chose démontre d'une façon très nette combien, en fait, les peuples détestent la guerre. Ce sont les illusions nationales. Chaque société se croit la personnification de la nation et croit que les sociétés voisines sont la personnification du mal et de la cruauté. On s'imagine avoir le naturel de la colombe, les étrangers seuls ont le naturel du loup.

Commençons par la France. « Rome, dit M. Lavisse ¹, s'était donnée une vocation : conquérir le monde. L'Allemagne a cette vocation : revendiquer pour elle tout ce qui est germanique, développer le germanisme, développer dans l'univers la puissance germanique. Quelle est la nôtre? Il n'y a pas de doute que nous sommes chargés de représenter la cause de l'humanité. Je n'entends pas que nous devions noyer notre individualité nationale dans l'humanité ». Mais notre individualité consiste précisément en ceci, que nous sommes une nation humaine ». L'incendie du Palatinat, les dragonnades; l'Italie, l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne, la Russie tour à tour envahies, saccagées, pillées et rançonnées par Napoléon I^{er}, tout cela des actes d'humanité! O illusion²! Passons aux Russes. Ils sont allés plus loin que les Français. Ils ont fait toute une philosophie de

Essai sur l'Allemagne impériale. Paris, 1888, p. 281.

D'autres écrivains français ont vu plus juste : « Que l'Europe nous baille, dit Eugène Véron (*Histoire de la Prusse*, Paris, 1893, p. 138), nous l'avons mérité... mais qu'elle croie n'avoir rien de mieux à faire que de nous envahir, voilà ce qui paraît à peine croyable. »

l'histoire, pour démontrer qu'ils sont la douceur même. Danilevski, dans un ouvrage qui a fait beaucoup de bruit à son époque ¹, affirme que les États du groupe latino-germanique ont été fondés sur la conquête, c'est-à-dire sur la force brutale. Seuls les Slaves n'ont pas pratiqué la conquête ! Ils n'ont donc jamais commis de violences, ils sont la personnification de la douceur et de la bonté. Est-il possible vraiment de pousser l'aveuglement plus loin !

Les Allemands ont chanté la *Deutsche Milde* sur tous les tons. Mais les peuples de l'Europe en ont peu senti les bienfaisants effets, aussi longtemps que l'Allemagne a été puissante. Lisez les historiens de moyen âge, tous parlent des Germains comme des gens les plus rapaces de la terre ². M. C. Frantz, dans un ouvrage intitulé *Die Weltpolitik* ³, propose d'établir une confédération comprenant la Hollande, la Belgique, la Suisse, l'Allemagne, l'Autriche, la Pologne et la Lithuanie. Il prétend que cette combinaison seule peut assurer le règne de la paix, parce que les Germains sont, par excellence, le peuple de la douceur. Mais M. Frantz, malgré la tendresse de sa nature, ne se demande pas un seul instant si cette fédération sera dans l'intérêt de ces peuples et s'ils ont le désir d'y entrer, de plein gré, pour *écraser l'infâme*, c'est-à-dire le Welsch et le Moscovite abhorrés. On le voit, l'humanité de M. Frantz est passablement étroite.

La *Deutsche Milde* a actuellement un digne représentant dans la personne de M. de Bismarck, le politique du fer et du sang.

Enfin les Anglais affirment avoir pour mission de soutenir partout les peuples opprimés. Les Irlandais n'en sont peut-être pas bien sûrs. C'est probablement pour accomplir leur mission, que les Anglais ont soutenu les Turcs avec tant de ténacité, et se sont opposés si obstinément à l'indépendance des chrétiens de la presqu'île des Balkans. C'est pour cela, sans doute, qu'ils ont empêché la formation de l'unité bulgare en 1878.

On le voit, toutes les nations se valent et comme violence, hélas ! et comme illusions.

1. *Rossia i Evropa*. Saint-Petersbourg, 1869.

2. Dans l'épopée nationale des Grecs il est question de conquérir une femme, dans l'épopée nationale des Allemands il est question de conquérir l'or du Rhin.

3. Chemnitz, Schmeitzer, 1882.

Chaque peuple s'imagine qu'il est toujours attaqué et jamais agresseur. C'est le voisin, être malfaisant, sauvage et cruel, qui provoque toujours les hostilités. Ce qui prouve combien peu les masses ont le désir de faire la guerre, c'est précisément la peine que prennent les gouvernements de ne jamais se donner pour provocateurs. En effet, la suprême habileté en diplomatie consiste à faire croire qu'on défend son droit, alors même qu'on viole impudemment celui des autres.

Un vague instinct avertit les masses populaires que la guerre est chose basse, dégradante, bestiale; un crime en un mot. Quand on commet une mauvaise action, on éprouve un remords qui arrête l'essor et l'élan. Aussi, pour donner de l'enthousiasme aux soldats, chaque gouvernement tâche-t-il de se donner le rôle de victime subissant la plus injuste, la plus brutale des agressions.

Quand les hostilités commencent, le peuple du gouvernement agresseur, trompé sur les causes réelles de la guerre, la subit comme une calamité inévitable, comme on subit un cyclone ou une sécheresse. Mais quand les peuples sauront que les guerres entre nations civilisées, ne sont pas une fatalité inhérente à notre nature, mais le fruit de l'égoïsme abject et de l'aveuglement de quelques individualités, l'anarchie internationale cessera inévitablement.

Une autre erreur de la métaphysique en politique consiste à considérer la guerre comme un but en elle-même. Le Parlement britannique a arrêté, il y a quelques années, les travaux du tunnel sous la Manche. Preuve qu'il craint une invasion de la France. Supposons que celle-ci ait lieu, en effet, que l'armée française remportant des victoires foudroyantes, occupe en quelques semaines toute la Grande-Bretagne, du Kent aux Orcades. Eh bien? Et après? Est-ce qu'il sera possible de franciser les Anglais? D'abord les Anglais sont aujourd'hui plus nombreux que les Français. Comment une société plus petite pourrait-elle dévorer une société plus grande? Ensuite la densité, étant plus forte en Angleterre qu'en France, le courant de l'émigration se porterait plutôt du premier pays dans le second que vice-versa. Enfin, la natalité, étant plus considérable en Angleterre, chaque année la disproportion irait en augmentant au détriment du vainqueur. Oui, la France peut envahir l'Angleterre, mais

elle ne peut pas l'assimiler. Tôt ou tard les Français devraient donc s'en aller. Alors à quoi aurait servi l'invasion ? A qui profiterait-elle ? Supposer qu'un peuple, aussi vaillant et aussi énergique que les Anglais, n'opposerait aucune résistance est absurde. Il faudrait combattre et combattre dur. Pourquoi les Français iraient-ils conquérir l'Angleterre ? Est-ce pour le plaisir de massacrer les gens et de se faire massacrer eux-mêmes ? Il faut avouer que c'est là une jouissance assez médiocre. Une invasion de l'Angleterre par la France rentre donc aujourd'hui dans le domaine de la fantaisie chimérique. Malheureusement, c'est l'atmosphère où vivent messieurs les diplomates. Napoléon I^{er} a voulu envahir l'Angleterre. Un autre général français pourra le vouloir comme lui. Voilà les raisonnements des hommes d'État qui se disent profonds. Leur seul argument, c'est l'exemple du passé. Ce qui s'est fait autrefois doit se faire encore. Dans leur aveuglement incurable, ces messieurs ne s'aperçoivent pas que le monde marche et que ce qui était possible hier n'est plus possible aujourd'hui.

II

Après les entités métaphysiques, passons aux contradictions de messieurs les diplomates. On pourrait écrire des volumes entiers sur cette matière ; nous nous contenterons de quelques exemples pour ne pas fatiguer le lecteur.

La Russie était entrée dans l'alliance de l'Autriche et de la France, contre Frédéric II. Les troupes russes, après de sanglantes batailles, et des victoires très chèrement achetées¹, étaient entrées à Berlin. Tout à coup, il s'opéra un changement complet dans la politique de la Russie. Non seulement elle cessa de combattre la Prusse, mais elle lui offrit même *son alliance offensive et défensive*. La politique jugée conforme aux intérêts de la Russie, le 5 janvier 1762, était *diamétralement* opposée à celle qui était jugée conforme à ses intérêts le 4 janvier de la même année².

En 1768, la cour d'Autriche fit savoir à Berlin qu'elle avait à

1. Elles coûtèrent la vie à 120 000 hommes.

2. Date de la mort de l'impératrice Élisabeth. .

tout jamais renoncé à la Silésie. Ainsi Marie-Thérèse avait fait périr 140 000 Autrichiens et près d'un million d'hommes¹, pour reprendre cette province. Cinq ans à peine après la paix de Hubertsbourg, elle déclarait pouvoir s'en passer ! Mais si Marie-Thérèse pouvait vivre sans la Silésie en 1768, pourquoi ne le pouvait-elle pas en 1756 ?

Toute la politique française, au XVIII^e siècle, est une série de contradictions. On fait la guerre de la succession d'Autriche, pour donner la Silésie à la Prusse, puis la guerre de Sept ans pour enlever cette même Silésie à Frédéric II. A Berlin on n'est pas plus conséquent. Le 29 mars 1790, la Pologne et la Prusse signent un traité par lequel il est stipulé que, si quelque puissance intervenait dans les affaires intérieures de la Pologne, la Prusse prendrait les armes pour elle. Trois ans après, la Prusse accomplit le second partage. Si l'intégrité de la Pologne était utile à la Prusse en 1790, pourquoi ne lui était-elle plus utile en 1793 ? Aux conférences de Mayence entre les délégués de la Prusse et de l'Autriche, en juillet 1792, la Prusse consentit facilement à l'échange des Pays-Bas contre la Bavière, à condition qu'elle s'indemniserait en Pologne. Ainsi Frédéric II avait remué ciel et terre, en 1779, il avait créé la fameuse ligue des princes, pour empêcher l'Autriche de s'annexer la Bavière et, treize ans après, Frédéric-Guillaume II ne trouvait plus aucun inconvénient à cette annexion. Empêcher la maison d'Autriche de s'agrandir en Allemagne, était, dit-on, la base de la politique prussienne. On voit que cette base était bien fragile, puisqu'elle s'écroulait avec tant de facilité.

On peut dire que, sur le continent, tout dépendait du caprice d'un roi ou d'une favorite. Mais, dans l'Angleterre constitutionnelle, la politique n'était pas moins contradictoire. En 1787, la guerre éclata entre la Turquie d'une part, l'Autriche et la Russie de l'autre. Pitt considérait alors le maintien de l'empire ottoman comme un des axiomes de la politique anglaise en Orient. Il proposa au Parlement de soutenir les Turcs. C'est à la séance du 15 avril 1791 qu'il prononça sa fameuse phrase : « Je refuse

1. La guerre de Sept ans coûta la vie à 180 000 Prussiens, 120 000 Russes, 140 000 Autrichiens, 200 000 Français, 160 000 Anglo-Hanovriens, 25 000 Suédois et 28 000 Allemands, soit à 853 000 soldats. Mais, avec les habitants massacrés, on arrive au million.

de discuter avec ceux qui disent qu'il faut laisser la Russie chasser les Turcs de l'Europe. » Cela n'a pas empêché les collègues de ce même Pitt d'envoyer une flotte devant Constantinople, en février 1807, pour exiger la cession de la Moldavie et de la Valachie à la Russie.

Après la révolution française, la politique n'est pas moins contradictoire que sous l'ancien régime. Le 18 février 1803, Bonaparte disait à l'ambassadeur d'Angleterre, lord Wiltworth, qu'il ne consentirait, à aucun prix, à voir les Anglais rester à Malte ; *il préférerait les voir en possession du faubourg Saint-Antoine*. Le 4 mai de la même année, dans une dépêche de Talleyrand au même ambassadeur, il est dit : « On ne conçoit pas comment une nation grande, puissante et sensée, puisse entreprendre une guerre dont les résultats entraîneraient des malheurs si grands et dont la cause serait si petite, puisqu'il s'agit d'un *misérable rocher* ». C'était cette même île de Malte que, trois mois auparavant, Bonaparte déclarait valoir le faubourg Saint-Antoine¹.

Alexandre I^{er} vint au secours de l'Autriche et de la Prusse en 1805 et en 1807. Il fit deux campagnes extrêmement meurtrières pour ses troupes. A Eylau, le carnage fut si épouvantable que Napoléon lui-même qui, selon sa propre expression, ne se « f..... pas mal de la vie d'un million d'hommes », fut ému. Dix-neuf mois plus tard, Napoléon et Alexandre, à Erfurt, se proclamaient les plus intimes amis. On découvrit alors que les intérêts de la France et ceux de la Russie étaient entièrement solidaires.

Comment n'avait-on pas fait cette découverte plus tôt ? S'il n'y avait aucun antagonisme entre les intérêts de la France et ceux de la Russie en 1808, pourquoi y en avait-il un si irréconciliable en 1805 ? Les opinions des diplomates s'étaient diamétralement modifiées dans ce court espace de temps. A coup sûr, ils s'étaient trompés à l'une de ces deux dates. Il est honorable de reconnaître son erreur, il est toujours bon de la réparer. Mais, hélas ! ce que les diplomates ne pouvaient pas faire, c'était rendre la vie aux nobles et généreuses victimes qui, par dizaines de milliers, jonchaient les horribles champs de carnage d'Austerlitz, de Friedland et d'Eylau !

M. Thiers n'est pas plus conséquent que Napoléon et Alexandre.

1. Voy. Lanfrey, *Histoire de Napoléon*, t. II, p. 498 et 507.

« Dans un discours prononcé au Corps législatif, en 1866, dit M. Rothan, il critiqua ce qui s'était passé en Italie, il flétrit ce qui se passait en Allemagne. Il se prononça énergiquement pour la conservation de ce qui restait de l'ordre des choses établi par les traités de Vienne¹ ». Ainsi, celui que les Français considèrent comme un de leurs plus grands patriotes, préconisait comme avantageux pour son pays, ces mêmes traités de Vienne qui avaient été conclus sur le corps de la France meurtrie et vaincue ! « Sous Napoléon III, dit M. de Laveleye², les contradictions de la politique française touchent à la démence. On veut faire l'Italie, sans défaire le pouvoir temporel du pape ; après avoir humilié la Russie, on inquiète l'Angleterre. Après avoir élevé de sa propre main la prépondérance de la Prusse, en l'aidant à morceler l'Autriche, on attaque la Prusse dont on vient de favoriser la rapide croissance. »

On connaît les cris d'indignation, de douleur et de honte, soulevés en Russie par le traité de Berlin. On avait combattu vaillamment, on avait versé le sang à flot et dépensé l'argent sans compter. Mais le but était atteint. Par le glorieux traité de Saint-Stefano, toute la nationalité bulgare avait été rendue indépendante. La Bulgarie s'étendait du Danube à la mer Égée : l'œuvre entière de la délivrance était accomplie d'un seul coup. Les diplomates de Berlin vinrent défaire cette œuvre magnifique. La Bulgarie n'allait plus que jusqu'aux Balkans ; au sud de ces montagnes, on avait créé une Roumélie orientale ne dépassant pas le Rhodope, création hybride et bizarre, placée sous la dépendance très étroite du gouvernement turc. Le peuple russe ressentit une déception profonde, une douleur patriotique des plus cuisantes. Les diplomates de Berlin furent accablés de malédictions. Sept ans après, les Bulgares parvinrent à défaire cette œuvre néfaste. Ils s'annexèrent la Roumélie orientale. Ce n'était pas encore la réalisation du traité de Saint-Stefano ; trois millions de Bulgares de la Macédoine restaient toujours sous le joug des Turcs ; cependant, c'était un acheminement vers le but qu'on avait poursuivi par la guerre de 1877. Les Russes auraient dû se montrer satisfaits. En aucune façon. Aujourd'hui le gouvernement de Saint-Pétersbourg fait tout ce qu'il peut pour contre-

1. *Revue des Deux Mondes*, n° du 15 septembre 1878, p. 285.

2. *Le Gouvernement dans la démocratie*. Paris, 1892, t. II, p. 279.

carrer ces mêmes aspirations des Bulgares, qu'il avait favorisées il y a quelques années. Il ne cesse d'exiger l'exécution des stipulations de 1878, et l'odieux traité de Berlin est devenu la base de sa politique dans la presqu'île des Balkans, comme les traités de Vienne étaient devenus la base de la politique européenne de M. Thiers. Ainsi, la combinaison territoriale qui paraissait le plus funeste aux intérêts de la Russie en 1878, paraissait la plus avantageuse huit ans après. On ne saurait donner un exemple plus remarquable des contradictions de la diplomatie.

En décembre 1891, M. di Rudini déclara au Parlement de Monte-Citorio que l'Autriche prendrait immédiatement les armes, si l'unité italienne était menacée. Mais, si cette unité était si utile à la maison de Habsbourg, en 1891, pourquoi a-t-elle fait verser tant de sang, de 1815 à 1866, pour empêcher sa réalisation? En novembre de la même année, M. Stamboulof déclarait dans une conversation privée, « qu'il avait préparé une armée de cent mille Bulgares pour faire un rempart de leur corps à la Turquie, si jamais les Russes osaient entreprendre une action contre l'empire ottoman ¹ ».

L'Autriche défendant l'unité italienne, les Bulgares faisant un rempart de leur corps aux Osmanlis ! On croit vraiment rêver quand on entend parler de contradictions si stupéfiantes.

Les prétendues missions des peuples ne conduisirent pas à une politique plus conséquente que les simples intérêts. Henri Martin prétendait que la mission de la France était de défendre la civilisation européenne et que, pour cela, elle devait combattre la Russie et soutenir la Turquie². Mais s'il faut défendre la civi-

1. (*Journal des Débats* du 8 décembre 1881.) Du reste, M. Stamboulof a parfaitement raison à un point de vue. En effet, le plus grand obstacle qui s'opposerait de la marche des Russes sur Constantinople, serait la constitution de l'unité politique des Serbes, des Bulgares et des Grecs, dans les limites ethnographiques de leurs nationalités. C'est ce que lord Beaconsfield, ce politique à courte vue, ce jongleur qui a eu le talent de se faire passer pour un homme de génie, n'a jamais pu comprendre dans l'étroitesse de son esprit.

2. Dans la bibliothèque de l'auteur, placés l'un à côté de l'autre, se trouvent deux ouvrages de publicistes français portant exactement le même titre : *la Russie et l'Europe*. L'un est daté de 1866 et signé Henri Martin. Il porte comme épigraphe : « L'Europe aux Européens. » L'autre est daté de 1891 et signé Gaston Salvat. Dans le premier on tâche de démontrer que les Russes ne sont pas de nobles Ariens, mais de vils Touraniens, et que la civilisation de l'Europe sera perdue s'ils ne sont pas rejetés dans les steppes de la Sibérie. Dans le

lisation de l'Europe contre les Russes, pourquoi ne faut-il pas la défendre contre les Turcs ? La Russie s'est donnée aussi pour mission de soutenir la religion orthodoxe en Orient. Faire briller la croix sur la coupole de Sainte-Sophie, a été le rêve fascinateur caressé par des millions de Russes, pendant des siècles. Or, la politique de la Russie par rapport à la Turquie, a été une série perpétuelle de contradictions ; après chaque coup porté à la puissance ottomane, la Russie croyait de son intérêt de la soutenir. Cette opinion prédomine, en ce moment, à Saint-Petersbourg. Un jour les Russes partent en croisade, le lendemain ils déclarent que la croisade est absurde et que les Turcs doivent être maintenus en Europe et en Asie.

Enfin, celui qu'on proclame le plus grand politique des temps modernes, M. de Bismarck, marche de contradiction en contradiction. Quand il était au pouvoir, il a fait la triple alliance, maintenant, rentré dans la vie privée, il soutient que le meilleur allié de la Prusse est la Russie.

III

Les pures inconséquences de messieurs les diplomates sont aussi étonnantes que leurs perpétuelles contradictions. Lisez les ouvrages de Gabriel Charmes, de Rothan, du comte de Chaudordy et de leurs émules, vous serez frappés par un fait singulier. Pour ces publicistes, enlever une province à l'Allemagne et l'annexer à la France est une action noble, généreuse, grande et belle. Enlever une province à la France, pour l'annexer à l'Allemagne est une action vile, basse, dégradante et honteuse. Soumettre des étrangers à la domination française est conforme à la justice ; soumettre des Français à une domination étrangère est la plus révoltante des iniquités. Comment ces messieurs ne s'aperçoivent-ils pas que ces deux actions sont absolument identiques ? que si l'une est bonne, l'autre doit l'être aussi ; que si l'une est mauvaise, l'autre doit l'être aussi. C'est exactement la morale d'un chef bochimán, qui disait : « On commet une mauvaise action quand on m'enlève ma femme, je fais une bonne second, on tâche de démontrer que la Russie seule peut sauver la civilisation de l'Europe. O politique ! Contradiction est ton vrai nom !

action quand je ravis la femme d'un autre ¹ ». « Le *funeste* projet de reformer l'Allemagne hantait déjà les esprits, vers 1789 », dit M. A. Sorel². Ainsi le bonheur de l'Allemagne est appelé funeste par cet auteur français. Mais pourquoi n'admet-il pas aussi que le bonheur de la France est funeste à l'Allemagne, et que le gouvernement de cette puissance a le devoir de tout faire, pour empêcher la prospérité du peuple français, comme le gouvernement français a le devoir de tout faire, selon lui, pour empêcher la prospérité du peuple allemand?

Du reste, au delà des Vosges on n'est pas moins inconséquent qu'en deçà. Pour les Allemands, le désir de prendre la revanche d'Iéna était une aspiration belle, glorieuse et héroïque, mais le désir de prendre la revanche de Sedan est une aspiration honteuse, déloyale et perfide. Si la France avait vaincu en 1870, si, sous prétexte de s'assurer une bonne ligne stratégique, elle avait porté sa frontière sur les montagnes de la Forêt-Noire, est-ce que les Allemands auraient tenu pour indigne et honteux le désir de reprendre le grand-duché de Bade? N'auraient-ils pas considéré au contraire comme dégradant de renoncer, à tout jamais, à leur patrimoine? Ne pas soutenir son droit, c'est tomber au dernier degré de l'abjection. Pourquoi les Allemands traitent-ils donc les *Revanchengelüste* des Français, d'aspiration basse et honteuse³?

M. de Moltke prétendait qu'au bout de cinquante ans l'Alsace-Lorraine ne voudrait plus devenir française et qu'alors la ques-

1. Voy. C. Letourneau, *l'Évolution de la morale*. Paris, 1887, p. 154.

2. *L'Europe et la Révolution française* I^{re} partie, p. 326.

3. Il faut avouer qu'un grand nombre de Français ont le cœur plus haut. M. Thiers n'a jamais passé pour un humanitaire. Combien il est supérieur, cependant, à tous ces philosophes et historiens allemands qui entassent volumes sur volumes et théorie sur théorie pour démontrer la primauté de la force sur le droit. Parlant de la défection d'York en 1812, Thiers s'exprime comme il suit : « Pour moi, qui écris ces tristes récits, je suis Français et, j'ose le dire, Français profondément attaché à la grandeur de mon pays, cependant, je ne puis pas, au nom même des sentiments que j'éprouve, exprimer un blâme pour ces patriotes allemands qui, servant à contre cœur une cause qui n'était pas la leur, revenaient à la cause qu'ils croyaient être celle de leur patrie. » (*Histoire du Consulat et de l'Empire*. Paris, 1857, t. XV, p. 186). La bismarkacra a tellement démoralisé l'Allemagne, qu'elle ne vibre plus, comme autrefois, hélas! aux émotions généreuses des nations étrangères.

tion serait résolue ¹. Étrange inconséquence, en vérité ! Mais si les principes de M. de Moltke sont justes, si la force prime le droit, les Français, en 1921, ne tiendront pas plus compte de la volonté des Alsaciens-Lorrains, que les Allemands en 1871. S'ils sont vainqueurs, ils annexeront ces provinces en vertu du droit de conquête. Ainsi, M. de Moltke pense qu'on pratiquera la justice à l'égard de l'Allemagne, quand l'Allemagne elle-même ne la pratique pas à l'égard des autres nations. C'est d'une naïveté un peu enfantine, il faut en convenir.

IV

Mais la politique moderne est non seulement inconséquente, elle est parfois tout simplement absurde. Ainsi les Hollandais et les Portugais ont combattu pendant deux siècles pour la possession de Timor. Ces deux nations ont versé leur sang pour une conquête qui leur était complètement inutile, puisque, jusqu'à présent, elles ne se sont même pas donné la peine d'explorer cette île. On pourrait multiplier de pareils exemples par milliers. Nous nous contenterons d'en donner quelques-uns. La guerre de la Succession d'Autriche a coûté à l'Angleterre 54 millions de livres sterling. Nous ne parlons même pas des malheureux qui furent massacrés, et des pertes indirectes qu'elle amena. Or, cette guerre rapporta à l'Angleterre le droit de vendre cinq mille nègres aux colonies espagnoles d'Amérique et d'y envoyer tous les ans un vaisseau chargé de marchandises. Réduisons tous ces avantages en monnaie. Supposons que chaque tête de nègre rapportât 50 livres aux armateurs anglais et chaque tonne de marchandise 100 livres. Comme les vaisseaux dépassaient rarement 1000 tonnes au XVIII^e siècle, cela faisait en tout 350 000 livres sterling de bénéfice par an pour le peuple anglais ². Or, l'intérêt de 54 millions, même à 5 p. 100.

1. Près de la moitié de la période assignée par le feld-maréchal prussien est déjà passée, mais on ne voit pas que la sympathie pour l'Allemagne fasse le moindre progrès en Alsace-Lorraine, au contraire. Rien ne prouve que dans les vingt-neuf années restant à courir, il s'opérera une transformation radicale et miraculeuse dans les opinions.

2. Il est vrai que le fameux vaisseau de permission se renouvelait constamment. Mais ce n'est pas ce qu'avaient stipulé les négociateurs anglais.

(à cette époque, l'Angleterre empruntait à un taux beaucoup plus élevé) est de 2 700 000. Cette guerre se soldait donc par une perte annuelle de 2 350 000 livres sterling. Quand un homme d'affaires songe à une entreprise industrielle, il prend des informations, il estime les chances de revenus possibles. Si ses calculs lui démontrent que ce revenu sera inférieur à l'intérêt du capital engagé, il voit que l'idée est mauvaise et renonce à l'entreprise. Toute autre manière d'agir serait considérée comme absurde et, si le financier fait appel à des fonds étrangers, toute autre manière d'agir sera même considérée comme criminelle. Le ministère de Walpole, en 1746, avait l'expérience de ce que pouvait coûter une guerre continentale (celle de la Succession d'Espagne avait absorbé 62 millions de livres sterling). Si donc il avait l'intention de conclure la paix, au prix d'avantages qui devaient rapporter 350 000 livres sterling au peuple anglais, il était évident que la guerre de la Succession d'Autriche se solderait par une perte énorme, car il n'y avait aucune raison de croire qu'elle coûterait beaucoup moins que la guerre de la Succession d'Espagne. Mais si le ministère anglais consentait à risquer un capital de 50 millions de livres sterling, il devait au moins assurer à son pays, à la paix, des avantages rapportant les intérêts de cette somme. Cependant, personne ne fit de calculs de ce genre. Le bon sens élémentaire qu'on exige pour la moindre entreprise commerciale, n'est plus nécessaire quand il s'agit des intérêts d'une grande nation. Les contribuables ont si bon dos ! Ils payent tout ce qu'on leur demande : toutes les folies, toutes les erreurs ! Un siècle après Walpole, le gouvernement anglais n'était devenu ni plus calculateur, ni plus ménager des deniers publics. La guerre de Crimée coûta à l'Angleterre la vie de 28 000 de ses enfants et 1855 millions de francs. Le seul avantage qu'elle procura fut la suppression de la flotte russe dans la mer Noire. Si, après 1856, les Anglais, ayant un ennemi de moins à combattre, avaient réduit leurs dépenses navales de 100 millions de francs, tandis qu'ils auraient payé 75 millions d'intérêts pour le capital englouti dans la guerre de Crimée, ils auraient fait une bonne affaire. Mais, on sait qu'il n'en fut rien ; les Anglais

Pour la contrebande, les Anglais auraient pu la faire en Amérique, même sans le traité d'Aix-la-Chapelle.

ne diminuèrent pas leurs dépenses d'un penny. Ainsi la guerre de Crimée fut complètement inutile, même tant que la clause de la neutralisation de la mer Noire resta en vigueur. Mais ce qui montre combien cette clause, elle aussi, avait peu d'importance, c'est que les Anglais acceptèrent sa suppression avec la plus entière philosophie.

V

Depuis les Romains jusqu'à nos jours, la politique a été fondée sur la routine la plus invétérée. La paresse d'esprit des hommes d'État est vraiment stupéfiante. Plutôt que de réfléchir un seul moment, ils préfèrent, parfois, faire massacrer des millions d'hommes et se soumettre eux-mêmes aux plus cruelles épreuves. « Ainsi, en l'an 90, les villes de l'Italie se confédérèrent pour réclamer le droit de cité ; Rome triomphe, après deux années d'égorgements et de dévastations, mais confère aux vaincus, par la loi Plautia, ce qu'ils avaient réclamé¹. » Or, non seulement Rome n'a pas péri par le fait de la loi Plautia, mais, au contraire, grâce à elle, sa puissance augmenta considérablement. Pourquoi donc ne pas consentir aux vœux des Italiens, avant les massacres et les dévastations ? Par simple paresse d'esprit. Les sénateurs ne voulurent pas se donner la peine de se représenter quelle serait la situation, après la réalisation des vœux des Italiens. S'ils s'étaient donné cette peine, ils se seraient vite aperçus que Rome avait plus à gagner qu'à perdre. Nous ne sommes pas moins routiniers que les Romains. Il y avait un temps, en effet, où les agrandissements territoriaux des États de l'Europe pouvaient amener un accroissement de puissance. Parce qu'à une certaine époque et dans certaines circonstances, les conquêtes étaient avantageuses, on en a conclu qu'elles devaient l'être partout et toujours. « L'agrandissement est devenu l'objet de la politique et, Catherine II a même formulé ce principe : Que celui qui ne gagne rien perd². » Longtemps après que les circonstances se sont modifiées, les routines sont restées. Les hommes d'État ont continué à faire ce

1. G. de Greef., *Introduction à la sociologie*, II^e partie, p. 434.

2. A. Sorel, *l'Europe et la Révolution française*. I^{re} partie, p. 19.

qu'avaient fait leurs ancêtres, sans se préoccuper le moins du monde de savoir si ce qui était profitable autrefois, l'est encore maintenant. Étendre la frontière est toujours, aux yeux des hommes d'État, le comble de la sagesse, même si cette extension diminue la prospérité des conquérants.

On s'imagine, par paresse d'esprit et par routine, que si un État ayant précédemment 400 000 kilomètres carrés, en a ensuite 600 000, les citoyens seront plus heureux dans le second cas que dans le premier. Le fétichisme de l'étendue territoriale est une des survivances dont les nations civilisées ont le plus de peine à se défaire. Hélas ! non, le bonheur des hommes ne dépend pas uniquement du nombre de kilomètres carrés de leur patrie. Il ne commence pas le jour où ce nombre dépasse le million ou n'importe quel autre chiffre.

Vers la fin du XVIII^e siècle, l'objectif constant de la cour de Madrid a été la conquête du Portugal et de la Jamaïque. Or, à cette époque, l'Espagne avait 11 millions d'habitants, c'est-à-dire à peine 20 habitants par kilomètre carré. Elle n'était presque pas cultivée. Il y avait donc encore de la place pour les Espagnols et un vaste champ livré à leur activité, même dans leur pays. A quoi pouvait leur servir le Portugal ? Mais de plus, les colonies espagnoles d'Amérique avaient, à cette époque, 15 millions de kilomètres carrés environ. Elles auraient pu facilement nourrir une population d'un milliard d'hommes. On le voit, les Espagnols avaient de la marge, et cependant il leur fallait la Jamaïque, une petite île dont les richesses naturelles n'étaient en rien supérieures à celles de leurs autres possessions. Cette soif de conquête était une pure survivance, une simple routine.

Vers la même époque, on n'était guère plus avancé à Londres qu'à Madrid. Raisonnons dans l'hypothèse que le ministre du duc de Newcastle avait quelque projet arrêté en commençant la guerre de Sept ans. Supposons que ce projet consistait à s'emparer des colonies françaises de l'Amérique. Car, pour ce qui est des arrangements territoriaux de l'Europe continentale, une simple minute de réflexion aurait pu convaincre les Anglais qu'ils leur étaient absolument indifférents. Que la Silésie appartînt à la Prusse ou à l'Autriche, cela influait aussi peu sur la prospérité du peuple anglais que la possession

de la Corée par la Chine ou le Japon. C'est faire, peut-être, un trop grand honneur aux diplomates de l'ancien régime que de leur supposer un but concret en commençant une guerre. Mais admettons, néanmoins, que la conquête du Canada fût ce but¹. Il est difficile d'en imaginer un plus absurde à cette époque. Les possessions anglaises, en Amérique, avaient, en 1756, 941 000 kilomètres carrés environ (un territoire plus grand que la France et l'Angleterre réunies) et à peine 1 485 000 habitants, soit 1,6 habitants par kilomètre carré. On voit qu'ils n'étaient guère à l'étroit. Le temps où la colonisation anglo-saxonne aurait eu besoin du territoire français, était bien loin². Au taux où cette colonisation se faisait en 1756, ce moment était même en dehors de toutes les prévisions humaines³. La guerre de Sept ans fut donc aussi inutile, au point de vue des intérêts réels du peuple anglais, que la guerre de la Succession d'Autriche. Elle s'est faite par simple routine.

On a dit encore que l'Angleterre a fait la guerre de Sept ans pour chasser les Français de l'Inde et s'assurer l'empire des mers. Il est difficile de soutenir une proposition moins conforme à la vérité. Quand les hostilités éclatèrent en Europe, les Anglais

1. En réalité les choses se passèrent tout autrement. L'Angleterre entra dans la coalition antifrançaise, par une considération purement métaphysique : affaiblir la France. La France et l'Angleterre s'étaient disputé la possession de l'ancienne Gaule, du XII^e au XV^e siècle. A cette époque, elles étaient ennemies pour des raisons parfaitement concrètes, et elles agissaient d'une façon parfaitement logique en voulant s'affaiblir mutuellement. Toutes ces circonstances étaient bien loin en 1756. Ni l'Angleterre ni la France ne convoitaient plus aucune partie de leur territoire respectif. Mais les traditions et les routines avaient survécu aux réalités positives. Les diplomates anglais pensaient que leur mission était toujours *d'affaiblir* la France. Ils s'allièrent donc à Frédéric II, puisque la France s'était alliée à Marie-Thérèse. Si la France s'était alliée à la Prusse, ils se seraient alliés à l'Autriche, comme ils le firent en 1741. Puisqu'on était en guerre avec la France, il fallait attaquer son territoire. On envahit donc le Canada. La conquête de ce pays ne fut pas le but, mais la conséquence de la guerre.

2. Il n'est pas encore arrivé de nos jours. La région entre les Apalaches et l'Atlantique est extrêmement riche ; elle pourrait nourrir très facilement cent individus par kilomètre carré. Or ces pays, encore aujourd'hui, ont à peine 25 500 000 habitants, soit 28 par kilomètre carré. Le Massachusetts et le Rhode-Island seuls ont plus de 100 habitants par kilomètre carré ; la Caroline en a 12, la Géorgie, 12, la Floride, 2. Même si tous les émigrants européens, qui sont allés aux États-Unis, depuis un siècle, s'étaient établis dans cette région, il y aurait encore de la place pour 30 millions d'hommes.

3. Encore en 1815, l'émigration anglaise montait à peine à 2000 personnes par an.

et les Français se combattirent aux Indes, comme en Amérique. Les Anglais ne firent pas la guerre de Sept ans pour disputer l'Inde aux Français, par la raison toute simple qu'ils ne voulaient pas conquérir l'Inde¹. C'est plus tard, en 1784, sous lord Cornwallis, que se posa le dilemme de la possession de l'Inde. Voyant que les États indigènes devaient forcément tomber sous la main de la France ou sous celle de l'Angleterre, lord Cornwallis préféra garder ce pays pour ses compatriotes.

Il est convenu, quand la guerre est déclarée entre deux pays, que les belligérants doivent se faire du mal. C'est pour cette raison que les Français attaquèrent et prirent Madras pendant la guerre de la Succession d'Autriche. Ils voulaient faire du tort aux Anglais, mais ils n'avaient aucun besoin de cette ville. La preuve, c'est qu'ils auraient pu, pendant tout le XVIII^e siècle, occuper tout autre point sur la côte de Coromandel, appartenant à des princes indigènes et offrant autant d'avantages que Madras. Ils ne le firent pas. Pour la même raison (c'est-à-dire pour faire du tort à l'ennemi), les Anglais attaquèrent le Canada pendant la guerre de Sept ans. Ils n'avaient pas plus besoin de ce pays que les Français n'avaient besoin de Madras.

Quand on fait la paix, il est d'usage que le vainqueur prenne une partie du territoire du vaincu. Les Anglais prirent le Canada, faute de mieux. Mais l'Angleterre se souciait alors aussi peu de ces « arpents de neige » que la France. Voltaire exprimait les véritables opinions de son temps sur la valeur qu'on donnait alors à ce pays. L'idée qu'il est utile de s'assurer de grandes réserves territoriales pour la colonisation future d'une nation, ne se présentait à l'esprit de personne au XVIII^e siècle. Les colonies du XVI^e, du XVII^e et du XVIII^e siècle n'avaient pas en vue le peuplement des régions inoccupées². Nos

1. Voy. dans le sixième volume de l'*History of England* de Walpole, les instructions répétées des directeurs de la Compagnie aux gouverneurs de l'Inde, leur prescrivant de ne pas faire d'acquisitions territoriales.

2. Les Espagnols cherchèrent de l'or en Amérique et non des terres à cultiver. Les Portugais, les Hollandais, les Anglais voulaient des épices et des produits coloniaux, mais ils n'avaient nulle envie de les produire eux-mêmes. Ils furent amenés à le faire aux Antilles, parce que le sucre, entre autres, donnait de gros bénéfices ; mais ils auraient préféré s'en tenir au seul commerce, si cela avait été possible. Les puritains allèrent chercher la liberté

ancêtres ne se sentaient pas à l'étroit chez eux, quand l'Europe elle-même, à demi-déserte, offrait d'immenses quantités de terres en friche¹.

Ce qui montre combien les Français tenaient peu à leurs possessions américaines, c'est qu'après la paix de Paris, ils cédèrent, de leur propre gré, la Louisiane à l'Espagne. S'ils avaient apprécié les colonies du nouveau monde, ayant perdu les bouches du Saint-Laurent ils auraient essayé de retenir les bouches du Mississipi. Ils n'en firent rien². Tout cela démontre qu'en 1756, l'Angleterre n'a pas fait la guerre de Sept ans pour s'emparer de l'empire colonial de la France. Personne ne tenait alors à cet empire.

Citons encore un exemple curieux du traditionnalisme des diplomates. La France était l'ennemie de la maison d'Autriche, parce qu'elle convoitait une partie de ses domaines. L'Autriche était l'ennemie des Turcs, donc la France était leur amie. La Russie était l'ennemie des Turcs, donc la France était l'ennemie des tsars. Tout cela est parfaitement logique. Cependant, sous M^{me} de Pompadour, tout changea. La France et l'Autriche conclurent une alliance qui dura fort longtemps, presque jusqu'à la Révolution. A partir de ce moment, la France n'avait aucune raison de nourrir de l'hostilité contre la Russie. Cependant il n'en fut rien. Quand, en 1770, la flotte russe se rendit dans la Méditerranée pour livrer la bataille de Tchesmé, Choiseul voulut l'arrêter. Il fallut l'intervention énergique de l'Angleterre, pour contrecarrer ce projet. En effet, le cabinet de Saint-James déclara alors à celui des Tuileries que toute mesure d'hostilité envers la flotte russe serait considérée comme un attaque contre l'Angleterre³.

religieuse en Amérique. Enfin les colonies australiennes ont été longtemps des pénitenciers.

1. Bernardin de Saint-Pierre écrit dans le *Voyage à l'île de France*, en 1773 : « Je croirai avoir rendu service à ma patrie, si j'empêche un seul honnête homme d'en sortir et si je puis le déterminer à y cultiver un arpent de plus dans quelque lande abandonnée ». (Cité par M. Levasseur, *Pop. franç.*, t. III, p. 412, note). Bernardin de Saint-Pierre avait parfaitement raison ; avant de songer à peupler l'Afrique ou l'Amérique, il fallait songer d'abord à peupler l'Europe.

2. Bonaparte pensait comme Louis XV, puisqu'il vendit la Louisiane aux Américains.

3. Signalons, en passant, une nouvelle contradiction des hommes d'État anglais. En 1770, ils soutenaient les Russes contre les Turcs ; vingt et un ans

Après le désir de s'agrandir, celui d'empêcher l'accroissement territorial du voisin a été un des moteurs principaux de la politique ancienne. Sur ce champ encore, on peut cueillir les fleurs d'absurdité les plus remarquables. Joseph II écrivait à son frère Léopold, le 27 octobre 1771 : « Ce risque (celui d'une guerre avec la Prusse et d'une *invasion de la Bohême*) vaut bien le mal qui rejaillirait sur nous par l'acquisition de la Crimée faite au profit de la Russie ¹. » Ainsi, aux yeux de Joseph II, l'annexion de la Crimée à la Russie était un mal supérieur, pour l'Autriche, à l'invasion de la Bohême ! La Russie possède la Crimée depuis plus d'un siècle, et l'on pourrait vraiment demander si la richesse des Autrichiens en a diminué d'un kreutzer ?

En 1830 les Français vont à Alger. L'Angleterre menace de faire la guerre. Heureusement pour le bonheur de la France, Charles X a le courage de passer outre. Un demi-siècle plus tard, l'Angleterre fait avec l'Algérie un commerce de 44 millions de francs, soit 13 francs par tête d'Algérien. Dans la même année, elle fait seulement un commerce de 13 900 000 francs avec le Maroc, soit 2 fr. 30 par tête de Marocain, quatre fois moins qu'avec chaque Algérien. On voit combien le peuple anglais a perdu à la conquête de l'Algérie par les Français ! Le temps passe, mais, hélas ! les routines restent. Quand Napoléon III annexa la Savoie, « la colère des Anglais toucha au paroxysme ². » Trente-trois ans se sont écoulés depuis cet événement ; nous voudrions vraiment qu'on nous montre en quoi la production industrielle et agricole de l'Angleterre en a souffert ³.

après, l'intégrité de l'empire ottoman devenait la pierre angulaire de leur politique.

1. A. Sorel, *la Question d'Orient au XVIII^e siècle*. Paris, 1878, p. 189.

2. Mac Carthy, *Histoire de l'Angleterre*, traduction Goirand. Paris, 1885, t. III, p. 184.

3. Citons encore un exemple curieux et tout récent, de survivance politique. On dit que l'Allemagne va dépenser six millions de marks pour les fortifications d'Helgoland. Ce sont six millions arrachés aux contribuables allemands et tout simplement jetés à la mer en l'honneur de sainte Routine. L'Allemagne s'est parfaitement passée d'Helgoland depuis le commencement du siècle. Qu'une guerre éclate et que cette île soit conquise par l'ennemi, est-ce que cela empêchera un seul instant l'Allemagne d'être la nation la plus formidable de l'Europe ? Mais il est de règle traditionnelle qu'il faut défendre son territoire. Helgoland est territoire allemand, donc il faut le défendre. La routine a parlé, pas de réplique ; les millions pleuvent. Personne ne se

VI

Non contents de patauger dans la routine, messieurs les diplomates se livrent encore, de temps en temps à d'aimables mystifications. « Historiquement parlant, dit M. Ch. Dilke ¹, l'Autriche représente une fédération chrétienne contre le Turc, transformée de nos jours en un essai de coalition magyare et allemande contre le Russe... » Pendant tout le moyen âge, disent les Magyars, la Hongrie a combattu les Turcs et, en se défendant contre eux, elle a sauvé l'Europe. Aujourd'hui elle prétend se défendre contre la Russie. Peut-être sauvera-t-elle encore l'Europe. » Vraiment on reste stupéfait en entendant un homme d'État, qui se prétend sérieux, répéter de pareilles insanités. Disons, en passant, que la Hongrie n'a pas sauvé l'Europe; c'est au contraire l'Europe qui a sauvé la Hongrie, réduite en pachalik turc pendant cent soixante-trois ans. Quant à sauver l'Europe de la barbarie russe, c'est vraiment, de la part des Magyars, d'une outrecuidance qui dépasse toutes les bornes. Dans les arts et les sciences, la Russie tient aujourd'hui une place des plus honorables parmi les nations européennes. La littérature russe exerce une influence incontestée en Allemagne et en France. Quand messieurs les Magyars pourront en dire autant de la leur, qu'ils partent en croisade contre la barbarie moscovite. Combien de fois ce refrain de sauver l'Europe contre la Russie n'a-t-il pas retenti dans le langage des diplomates! Mais, chose étrange, c'est toujours une autre nation qui entonne la kyrielle. En 1813 et en 1814, les Allemands ne considéraient pas les Russes comme des oppresseurs de l'Europe! Les Français, eux, ne sont pas maintenant de cet avis.

VII

On le voit, la politique internationale offre jusqu'à présent le

demande si vraiment Helgoland vaut les six millions qu'on va dépenser pour elle. La preuve que cette île ne vaut pas grand'chose, c'est précisément que les Anglais l'ont abandonnée de plein gré.

1. *L'Europe en 1887*, p. 213 et 205.

tableau le plus achevé de l'incohérence, des contradictions, des routines et même des simples mystifications. Comme un vaisseau sans boussole et sans gouvernail flotte au gré des vents déchaînés, ainsi la politique flotte au gré des passions du jour. Comme de grands enfants qu'ils sont en réalité, les diplomates enfourchent un dada, puis le quittent aussitôt pour courir après d'autres chimères. L'encre de leurs protocoles n'est pas encore séchée, que déjà ils ont changé d'avis et que les amis de la veille sont devenus les ennemis du lendemain.

Peut-on apercevoir quelque fil conducteur au milieu de ce labyrinthe d'intrigues inextricables et d'agitations désordonnées? En allant au fond des choses, peut-être pourrait-on découvrir le moteur véritable de toutes ces actions. Il n'est autre que l'appât du plaisir. Pour un grand nombre d'hommes, la politique est un sport. On a même formellement affirmé qu'elle était le sport favori de beaucoup de lords anglais. Quel est, en somme, l'élément psychique qui constitue le plaisir de la chasse, par exemple? C'est celui de se montrer plus habile que le gibier. L'animal, pour sauver sa vie, emploie tous les procédés imaginables et fort souvent la ruse. L'homme tâche de déjouer ces manœuvres et il éprouve une émotion d'orgueil quand il triomphe, c'est-à-dire quand il se voit le plus intelligent.

Telles sont également les émotions de la politique. Savourer à longs traits l'ivresse du succès, tel est le mobile véritable des hommes d'État de tous les temps. Aussi a-t-on créé des usages cérémoniels très compliqués et très pompeux, par lesquels le vaincu proclame et reconnaît, à la face du monde, qu'il s'humilie et admet la supériorité de son vainqueur.

Ces cérémonies, depuis les triomphes des généraux romains, jusqu'aux hommages, sous les formes les plus diverses, qui se pratiquent aujourd'hui, sont ce que les conquérants ambitionnent par-dessus tout. « Je veux, disait Napoléon, que chaque roi d'Europe soit forcé de bâtir à Paris un grand palais à son usage; lors du couronnement de l'empereur des Français, ces rois viendront l'habiter; ils orneront de leur présence et salueront de leurs hommages cette imposante cérémonie¹. » Recevoir des marques de respect et d'adulation, être considéré

1. Taine, *les Origines de la France contemporaine* (le Régime moderne), t. I, p. 47.

comme un prophète, comme un génie, donne des satisfactions d'amour-propre véritablement exquis.

L'emporter sur ses adversaires, les jouer, voir leur déconfiture, acquérir la prééminence, constitue une des émotions les plus enivrantes de l'âme humaine. C'est pour avoir ces moments délicieux que les souverains, les chefs d'État et des ministres, ont sacrifié parfois des millions de leurs semblables. Ainsi, pendant tout son règne, Napoléon a poursuivi le rêve de vaincre l'Angleterre. Bonaparte ne convoitait aucune portion du territoire anglais. Il avait abandonné lui-même la Louisiane aux Américains, donc il ne songeait nullement à créer un empire colonial. Mais tous les potentats de l'Europe s'étaient humiliés devant lui. Seul le roi d'Angleterre avait gardé la tête haute. Napoléon voulut l'humilier à son tour. C'est pour se donner cette satisfaction qu'il versa des flots de sang français.

Si l'on considère l'histoire des négociations qui ont précédé quelques-unes des guerres les plus terribles de l'Europe, on verra qu'à un certain moment, les différends portèrent toujours sur une question de susceptibilité, sur une question de mots. Ainsi les difficultés entre la Russie et la Turquie, en 1853, amenèrent la médiation de l'Autriche. Cette puissance élaborait la fameuse note de Vienne que la Russie accepta. Mais lord Stratford Redcliffe poussa la Porte à la rejeter. Or, entre les propositions de l'Autriche et les contre-propositions de la Turquie, il y avait à peine des différences de mots. Mais Stratford était un homme d'une grande ambition. Il voulait se donner la jouissance d'*humilier* Nicolas I^{er} et il fit tuer pour cela 784 000 hommes, et dépenser 8 milliards et demi de francs¹.

De même la guerre de France, en 1870, se réduisit à un certain moment à une simple affaire de dignité. « L'Angleterre prit, le 14 juillet, l'initiative d'une proposition parfaitement satisfaisante pour la Prusse. Le roi, suggérait-elle, ayant autorisé le prince Léopold à accepter la couronne d'Espagne, est devenu, dans un certain sens, partie de l'arrangement. Il peut de même *avec une parfaite dignité* communiquer au gouvernement français son consentement au retrait de l'acceptation et la France renoncerait à sa demande d'un engagement garantis-

1. Voy. P. Leroy-Baulieu, *Recherches sur les guerres contemporaines*. Paris, 1869, p. 126.

sant l'avenir ¹. » C'était parfaitement acceptable de part et d'autre. Eh bien, on préféra massacrer 280 000 hommes plutôt que de s'entendre sur une *phrase*. Pourquoi ? Parce que le gouvernement français voulait humilier la Prusse.

En 1840 la France soutint Méhémet-Ali. L'Angleterre appuya la Turquie pour « faire pièce à sa voisine ² ». Ainsi voilà les motifs de haute sagesse qui dictent la conduite des diplomates européens. De simples mesquineries, des enfantillages, mais qui rapportent des satisfactions d'amour-propre à quelques ministres.

Celui que l'aveuglement de notre génération et le prestige du succès ont proclamé le plus grand homme politique des temps modernes, ne se laisse pas guider par des motifs d'un ordre différent. Le délicieux plaisir de faire trembler ses voisins, de jouir de leur déception, l'a emporté chez lui, comme chez Napoléon I^{er}, sur toute considération des intérêts véritables de son pays. S'étant attiré l'inimitié de la France par l'annexion de l'Alsace-Lorraine, il était élémentaire pour la Prusse de s'allier à la Russie. Mais, à mesure que M. de Bismarck avançait en âge, il dominait de moins en moins ses passions. A la fin il ne put pas résister au plaisir d'*humilier* la Russie, après avoir *humilié* la France. Il adopta à l'égard de la voisine du Nord la conduite la plus hostile et, au Reichstag, il tint le langage le plus provocant.

Quelquefois les hommes d'État font aussi la guerre pour s'éviter un froissement de dignité. En 1876, lord Salisbury se rendit à la conférence de Constantinople, qui devait rétablir l'ordre troublé par l'insurrection de l'Herzégovine et les massacres de Batak. On tomba d'accord pour octroyer aux Bulgares une large autonomie administrative. C'était évidemment la solution la plus rationnelle. On évitait une guerre entre la Turquie et la Russie, les malheureux rayas allaient enfin respirer et l'*intégrité de l'empire ottoman* (ce grand dada des diplomates de l'Occident) était assurée. Quand lord Salisbury rentra à Londres, il ne jurait que par la Russie et affirmait que les plans de cette puissance étaient parfaitement logiques et très

1. *Revue des Deux Mondes*, n° du 15 juin 1890, p. 834.

2. E. de Laveleye, *Des causes actuelles de guerres en Europe*. Paris, 1873, p. 49.

acceptables. Alors on tourna lord Salisbury en ridicule; on affirma qu'il avait été joué par le général Ignatief. Pour s'éviter ces désagréments, lord Salisbury changea de politique. La comédie de 1854 se renouvela. L'Angleterre poussa la Turquie à ne pas accepter les propositions russes, comme l'avait fait lord Stratford Redcliffe. On sait ce qui s'en est suivi.

Messieurs les diplomates parlent constamment des intérêts de leur pays. Mais il faudrait s'entendre, une bonne fois pour toutes, sur ce qu'ils appellent de ce nom. Il faudrait enfin se décider, un jour, à quitter les hautes régions de l'abstraction métaphysique. Il y a lieu de supposer que les intérêts de l'Angleterre, par exemple, ne sont autre chose que la somme des intérêts des Anglais en chair et en os. Or, que désire chaque Anglais en particulier? Être aussi bien nourri, aussi bien vêtu, aussi bien logé que possible, en un mot avoir la plus grande somme de jouissances matérielles et intellectuelles. Procurer ces jouissances aux Anglais est donc ce qui constitue l'intérêt réel et concret de l'Angleterre. Comme tous les produits qui servent à notre utilité viennent du travail et de l'échange, produire et vendre le plus possible aux conditions les plus avantageuses, tel est l'intérêt de chaque Anglais; tel est donc aussi l'intérêt de l'Angleterre.

C'est bien rarement le but poursuivi par les hommes qualifiés de grands politiques. Jamais ils n'ont en vue des intérêts aussi sordides. Leur gloire est en raison directe de la *magnificence* de leurs conceptions. Or, en réalité, ce que ces *génies* appellent l'intérêt national, n'est autre chose que la possibilité d'obtenir des satisfactions d'amour-propre, d'orgueil et de vanité. Des jongleurs comme Napoléon I^{er}, lord Beaconsfield ou M. de Bismarck, n'ont point d'autre objectif.

Des hommes d'État ont daigné parfois nous faire part de leurs visées politiques. Ainsi le duc de Lorraine a exposé, dans son testament, le but vers lequel devait tendre l'Autriche: elle devait tâcher d'abord de déposséder les princes de l'Allemagne et d'unifier ce pays sous le sceptre des Habsbourgs. Cela fait, on se serait emparé de l'Italie et on aurait confisqué les domaines du pape, en lui laissant seulement une juridiction spirituelle ¹.

1. Voy. A. Sorel, *L'Europe et la Révolution française*, t. I, p. 447 et 448.

Que la réalisation de ce plan eût procuré à la dynastie autrichienne des satisfactions d'orgueil, d'amour-propre et peut-être même un accroissement de revenu, nul ne le conteste. Mais qu'il eût procuré un surcroît de bien-être aux sujets de l'empereur d'Autriche, présents et futurs, cela paraît fort peu probable.

Sous l'ancien régime, les guerres étaient devenues des amusements princiers, des sports de gentilshommes, comme la chasse. L'appareil militaire et diplomatique était organisé ; il fallait s'en servir. Alors les ministres se livraient à des combinaisons savantes et profondes. Comme Choiseul et Albéroni, ils inventaient quelque projet politique qui mettait l'Europe en feu. La preuve que ces guerres étaient un simple jeu, c'est qu'après avoir fait tuer des centaines de milliers de malheureuses créatures humaines, on retournait au *statu quo ante bellum* avec la plus entière désolvinture et de cœur léger. Ainsi la guerre de Sept ans n'amena aucune modification de la carte de l'Europe.

Pour cacher leur nullité, les diplomates devaient naturellement prendre des airs profonds. Jusqu'à nos jours, ils ont essayé de garder cette attitude. Ils ont voulu nous faire croire qu'ils avaient des plans mûrement réfléchis et que la politique d'un cabinet poursuivait certaines visées pendant des siècles ! Heureusement, les hommes sont devenus moins naïfs et, sous ce rapport, il est déjà plus difficile de nous donner le change. Des visées qui durent des siècles ! A qui fera-t-on croire, aujourd'hui, à une si bonne plaisanterie ? S'il est au monde une chose qui flotte au gré des caprices du jour, au gré du vent qui souffle, c'est bien la politique internationale.

On nous permettra un exemple. Les plus profonds diplomates de l'Europe occidentale répètent à l'envi que le but suprême de la Russie est d'arriver à la mer ouverte. M. Barthélemy Saint-Hilaire soutient, entre autres, que la Russie s'emparera forcément de l'Asie Mineure, de la Syrie et de la Perse pour réaliser ce programme ¹. Or voyons les faits. Kœnigsberg et Dantzig sont les ports de mer les plus rapprochés d'une grande partie des provinces occidentales de la Russie. Les Prussiens font tout ce qu'ils peuvent pour attirer le trafic vers ces deux villes, mais les Russes font tout ce qu'ils peuvent pour l'en détourner. Mais voici qui est

1. Voy. *l'Inde Anglaise*. Paris, 1887, p. 52.

encore plus fort. Il y a peu d'années, de vaillants marins anglais sont parvenus à traverser les glaces de la mer de Kara et à remonter le Yénisseï jusqu'à Yénisseïsk. Pour comprendre l'importance de ce fait, il faut se souvenir que cette ville est à 5000 kilomètres des ports de mer les plus voisins (Saint-Pétersbourg et Vladivostok). Établir des communications maritimes par Yénisseïsk, c'est ouvrir la Sibérie au commerce du monde, c'est vivifier une région possédant des ressources matérielles immenses, mais que la difficulté des communications fait végéter aujourd'hui dans un état misérable. Or les négociants de Moscou ont presque obtenu qu'on ferme la route du Yénisséï aux Anglais, sous prétexte de protéger le commerce national. Voilà comment la Russie tend vers la mer !

Deux augures ne pouvaient se regarder sans rire. Messieurs les diplomates doivent être dans le même cas, quand ils entendent parler des prétendus plans à longue portée que leur attribuent encore les esprits naifs et innocents. Vivre au jour le jour, donner une importance de premier ordre aux enfantillages du cérémonial, arracher une province aux voisins, si la chose peut se faire, telles sont leurs hautes et profondes spéculations politiques.

Considérons ce que valent les plans de ces prétendus grands ministres. Albéroni nous offre un exemple intéressant. Cet astucieux Italien ourdit de vastes intrigues, embrassant presque toute l'Europe, devant entraîner des alliances avec la Suède et la Russie et tout cela pour assurer aux Farnèses l'expectative de Parme et de la Toscane. On peut se demander ce que les Espagnols pouvaient gagner à ces combinaisons ! Or n'est-il pas élémentaire qu'un ministre doit d'abord songer à l'avantage des peuples qu'il gouverne ?

Nous sommes habitués depuis des siècles aux jongleries diplomatiques. Elles sont passées dans notre chair et dans notre sang. Aussi les hommes d'État ne se demandent-ils jamais sérieusement quel est le but réel de leur politique. On s'imagine même que ces jongleries seront éternelles et que jamais les sociétés ne sortiront de l'état d'enfance que supposent de pareils agissements. Il en est de la politique comme de la religion. Le Pentateuque, attribué à Moïse, contient le récit de sa mort. Des millions d'individus ont lu ce livre pendant des siècles et il n'est

venu à l'esprit de personne, jusqu'à une époque assez récente, que Moïse ne pouvait pas avoir écrit lui-même la narration de son enterrement. Depuis des siècles, on pratique les jongleries politiques et il n'est encore venu à l'esprit de personne de se demander à quoi elles servent en réalité.

VIII

Quelles que soient les visées des hommes d'État, il faut avouer qu'elles changent tous les jours au gré du vent qui souffle. Ainsi, en 1866, on proposait d'échanger la Vénétie contre la Silésie, puis contre les provinces danubiennes. La France demandait à cette époque la frontière de la Moselle, puis elle se rabattit sur la Belgique¹, et enfin sur le Luxembourg. Comments'étonner, d'ailleurs, des variations perpétuelles de la politique internationale. Elle est faite le plus souvent par des individus sans aucune aptitude spéciale pour ce métier. M^{me} de Pompadour, comme on sait, eut une grande influence sur la conclusion du traité d'alliance entre l'Autriche et la France, en 1756. Ce fut M^{me} du Barry qui assura la chute du ministère du duc de Choiseul. Or cette courtisane n'avait pas passé sa vie, que l'on sache, à étudier les mystères de la politique. Mais les hommes d'État qui passent leur existence à s'en occuper, n'ont pas de principes plus arrêtés que ces courtisanes. « Comme on demandait un jour à Bonaparte quel but il poursuivait en faisant la guerre, il répondit qu'il n'en savait rien². » Tout le règne de Napoléon I^{er} montre qu'il n'avait aucun plan, aucun idéal, aucun programme concernant les intérêts de son pays et ceux de l'Europe. Il suivait les routines et les traditions de l'ancien régime. On avait toujours annexé des provinces après une victoire; il en annexait. Il taillait des royaumes au hasard pour les différents membres de sa famille. L'homme qui a eu la plus grande puissance militaire des temps modernes et la possibilité (qui ne se renouvellera peut-être jamais) de

1. Et, « pour apaiser le courroux de l'Angleterre, on aurait fait d'Anvers une ville libre neutralisée. » (Voy. un article de M. Rothan dans *la Revue des Deux Mondes* du 1^{er} novembre 1878, p. 149.) Comme cette combinaison devait arranger les Belges ! Mais qui songe à de pareilles vétilles !

2. Voy. M. de Molinari, *la Morale économique*, p. 421.

réorganiser l'Europe sur un plan rationnel, ne se douta peut-être jamais qu'un plan rationnel quelconque (bon ou mauvais, peu importe) pût même exister. Au congrès de Vienne, même ignorance. « En somme, on peut dire qu'on y a agi à peu près au hasard, sans autre règle que l'arbitraire des puissances. Il est impossible de subordonner les actes de ce congrès à aucun principe net, ni même à aucune politique d'ensemble ¹. » Cependant l'occasion était excellente. Guillaume I^{er} n'était pas plus avancé que les diplomates du congrès de Vienne. Il avait vaincu la France : autrefois, après une défaite, on enlevait une province à l'ennemi, il suivit les traditions et annexa l'Alsace-Lorraine. « La politique de lord Palmerston, dit M. Mac Carthy, était nécessairement variable, sans esprit de suite, uniquement guidée par ce qu'il présumait être les intérêts de son pays. Est-il possible qu'il en soit autrement *quand on n'a aucun principe de conduite nettement défini* ² ? »

IX

Cependant, nous faisons injure aux diplomates. Ils ont formulé au moins une généralisation empirique de la politique internationale. C'est le principe de l'équilibre. Puisque ces messieurs n'ont pas autre chose à nous offrir, voyons ce que vaut le seul principe qu'ils soient parvenus à inventer.

Ce qui frappe tout d'abord, c'est la manière contradictoire dont on comprend cet équilibre. En France on affirme, par exemple, qu'il sera établi quand l'Alsace-Lorraine sera française ; en Allemagne on affirme, au contraire, qu'alors il sera rompu. Ainsi deux choses diamétralement opposées sont qualifiées du même nom. Si les astronomes affirmaient tour à tour que la terre tourne autour du soleil et que le soleil tourne autour de la terre, leur théorie sur notre système sidéral serait aussi invariable que la théorie de messieurs les diplomates sur notre système politique. Et puis, chose étrange, l'équilibre n'est jamais invoqué quand on veut s'agrandir. Si les divisions politiques,

1. E. Véron, *Histoire de la Prusse depuis la mort de Frédéric II*. Paris, 1880, p. 224.

2. *Histoire de l'Angleterre*, t. IV, p. 69.

telles qu'elles existaient en Europe en 1789, constituaient l'équilibre, celles qui ont été établies en 1815 ne pouvaient pas les constituer. La Russie, la Prusse, l'Autriche, la Sardaigne, la Bavière s'étaient agrandies, la France seule était diminuée. Cependant, au congrès de Vienne, les vainqueurs ne firent pas d'objections contre les nouvelles combinaisons territoriales, en vertu du principe de l'équilibre. En réalité, comme le dit très justement M. A. Sorel¹, « l'équilibre européen est une affaire de pure opinion que chacun interprète suivant ses vues et ses intérêts particuliers. »

L'Europe est divisée aujourd'hui en vingt-quatre États indépendants dont la superficie va de 22 kilomètres carrés à 5 millions et la population de 6000 à 96 millions. Il y a en Europe des géants, comme la Russie, l'Allemagne, l'Autriche, la France, l'Angleterre et l'Italie; des États moyens, comme l'Espagne; de petits États, comme la Hollande, la Belgique, le Danemark et la Grèce; enfin des États minuscules, comme le Monténégro, le Luxembourg, Monaco, Lichtenstein, San Marino et la république d'Andorre. Où voit-on l'équilibre de tout cela? Y-a-t-il jamais eu quelque tentative de diviser l'Europe de façon que tous les États eussent le même nombre d'habitants? Et quand bien même on aurait fait cette division proportionnelle, la puissance n'est pas en relation absolue avec la population. Bien habile serait le diplomate qui trouverait une division territoriale correspondant à la puissance réelle de chaque société. D'ailleurs, cette division serait à recommencer tous les jours, parce que la puissance varie avec la perfection de l'organisation sociale.

Depuis le xvii^e siècle, quand une nation prenait une prépondérance par trop considérable, les autres s'alliaient pour la combattre. Il y avait là comme un système grossier de politique internationale, mais bien grossier il faut l'avouer. Ainsi Louis XIV ne posséda jamais un territoire aussi grand que Louis XV. (Ce dernier annexa la Lorraine et la Corse.) Mais si la France, dans les limites de 1689, était une menace pour l'équilibre de l'Europe, pourquoi ne l'était-elle plus dans les limites de 1789? Cependant il ne se forma pas de coalition européenne pour combattre la France sous Louis XV, comme il s'en forma sous Louis XIV.

1. *Recueil des instructions aux ambassadeurs de France (Autriche)*, t. 1, p. 23.

LES ERREURS DE LA POLITIQUE MODERNE.

Le fameux équilibre a toujours été d'une grande faiblesse en Europe, mais dans toutes les parties du monde, nous les Indes pour exemple. Lord Cornwallis fut en 1786, comme gouverneur des possessions anglaises, expressément chargé de ne pas faire de nouvelles conquêtes. Pour obéir à ses instructions, il chercha à établir l'équilibre entre les États du Dekkan en affaiblissant le sultan Tipou et en aidant le Nizam de Haïderabad. Mais bientôt le Nizam fut trahi par les Mahrattes et Tipou Sahib demanda les secours anglais. Pour contrecarrer l'influence française, les Anglais consentirent de prendre le Nizam sous leur protection ! Ils attaquèrent Tipou Sahib, le battirent et annexèrent la moitié de son royaume. Jamais aucune balance du pouvoir, dit M. Walpole. La paix aux Indes pendant dix ans et en Europe pendant dix ans.¹ »

Les hommes d'État qui cherchent à garantir l'intégrité de l'Europe par le principe de l'équilibre, sont vraiment d'une faiblesse extrême. Si le principe de l'équilibre européen n'a pas empêché le partage de la Pologne, c'est qu'il est un simple mot dénué de sens.

Le principe de l'équilibre n'a jamais été appliqué un seul instant. Si il était appliqué en réalité, il reviendrait à ceci. On constituerait un corps de scrutateurs internationaux, chargés de surveiller la situation de chaque État². Sitôt que l'un d'eux, par la faiblesse de son gouvernement et au patriotisme de ses voisins, augmenterait en prospérité (donc deviendrait plus puissant), ses voisins lui déclareraient la guerre pour détruire sa prospérité, ou pour lui enlever une province, afin de rétablir l'équilibre. Il faut avouer qu'un régime aussi absurde serait la négation de la civilisation. C'est ce que préconisent cependant les hommes de la politique moderne. M. C. Frantz, dans sa *Politique*, soutient, par exemple, que la Russie est trop puissante et qu'il faut la rejeter derrière la Duna. D'abord qu'est-ce que la Russie serait alors moins puissante qu'au-

¹ *England*, t. VI, p. 75.

² Il faut avouer que leur tâche serait bien difficile. Quel est en effet le principe d'où l'on peut déduire la prospérité d'une société. Est-ce la paix, le commerce, l'instruction publique ? La richesse générale ? On ne peut donner de données statistiques sur la richesse d'un pays sont difficiles à recueillir et combien elles restent hypothétiques et approximatives.

jourd'hui. Elle pourrait, au contraire, l'être beaucoup plus. Mais admettons avec M. Frantz que la frontière de la Duna affaiblirait la Russie. Sait-on à quoi ressemble sa politique ? A la conduite de gens qui, voyant un de leurs camarades devenir d'une stature herculéenne, viendraient lui dire : « Il y a une grande disproportion entre la vigueur de vos muscles et la puissance des nôtres ; pour rétablir l'équilibre, nous allons vous couper un bras ». Mais qui dit que l'hercule va employer sa force à mal ? Personne. Si vraiment il commence à s'en servir pour molester ses voisins, alors ceux-ci auront raison de s'unir contre lui, mais pas avant. Or, en coupant le bras de l'hercule, sans aucune attaque de sa part, ses voisins perdent les bénéfices que le travail de ce bras pourrait leur rapporter. Aucun être humain ne préfère la bataille au bien-être et aux douceurs de la vie. Si l'hercule n'est pas vexé par ses voisins, si on ne lui conteste pas ses droits légitimes, il n'aura aucune tendance à se servir de sa force.

Cette comparaison s'applique parfaitement à la Russie comme à toute autre nation. La Russie est grande, mais qui dit qu'elle emploiera sa force à mal ? Si les droits de la Russie ne sont pas méconnus par ses voisins, elle n'aura aucun désir de faire la guerre. Est-ce que M. Frantz s' imagine, par exemple, que les Russes ont une autre constitution physiologique et psychique que les Allemands. Pense-t-il qu'un soldat russe montant à l'assaut d'une forteresse, avec dix chances d'être tué contre une, éprouve un plaisir extraordinaire ? Pense-t-il qu'un Russe criblé de balles, ne souffre pas de ses blessures et que ce privilège est réservé aux seuls Prussiens ? Pense-t-il que les veuves et les orphelins russes que la guerre jette dans la misère, deviennent d'une désopilante gaieté et qu'un Russe aime mieux payer cinquante roubles d'impôts plutôt que cinq ? Non, M. Frantz peut nous en croire sur parole, tout comme les Allemands les Russes préfèrent un bon dîner à un mauvais, le luxe à la misère, la jouissance à la souffrance, la vie à la mort.

L'idée de réduire à l'impuissance une grande nation moderne, de la « saigner à blanc », comme on dit, est d'ailleurs d'absurdité absolue.

Devant la revendication de la France, les Allemands sont obligés d'entretenir des armées formidables. Cela les ruine. Aussi

voudraient-ils sortir une bonne fois, pour toutes, de cette situation. Voici ce que proposait la *Neckar Zeitung*, il y a quelques années. « Il faut enlever aux Français toutes les provinces du Nord et les donner à la Belgique; et par provinces du Nord, nous entendons désigner non seulement l'Artois, la Picardie et la Normandie, mais encore la Bretagne. Qu'on tire ensuite une ligne allant de Mézières à Lyon et qu'on attribue à l'Allemagne toute la bande de territoire, située en deçà de cette ligne; à l'Italie toute la rive gauche du Rhône!... L'Europe aura alors trouvé la paix et le repos ¹. » Suivons le journaliste allemand dans ses projets. La France ainsi partagée céderait : 13 départements à la Belgique avec 8 575 000 habitants², 10 départements à l'Allemagne avec 3 057 000 habitants, 10 départements à l'Italie avec 3 092 000 habitants. Il lui resterait 23 476 000 habitants. D'après l'organisation des armées modernes, cela lui permettrait de mettre encore sur pied deux millions trois cent mille hommes en cas de guerre. Ce n'est pas une quantité négligeable.

Les Prussiens ont la mémoire bien courte. En 1870, la France avait à peine trois cent mille soldats. A cette époque, le parti libéral, au Corps législatif, demandait constamment la diminution de l'armée. Aujourd'hui la France peut mettre sur pied de guerre, en moins de quinze jours, plus de trois millions d'hommes et le plus socialiste des députés ne propose pas de rayer un seul franc des sommes immenses exigées par le budget de la guerre. Quel a donc été le résultat définitif de la guerre de 1870? Celui de décupler les forces militaires de la France! Ce sont les Allemands eux-mêmes qui ont poussé à ce résultat! O aveuglement ³! Réduisez la France aux limites

1. Cité dans *les Grandes puissances militaires devant la France et l'Allemagne*. Paris, 1887, p. 14.

2. Comme nous l'avons montré au chapitre précédent, cette combinaison offre une difficulté. C'est que la Belgique n'accepterait probablement pas le cadeau. Si elle l'acceptait, il n'y aurait plus de Belgique à proprement parler, puisque les Belges seraient en minorité dans un pays allant d'Anvers à Brest. On se demande si les Belges consentiront à perdre leur individualité nationale et à modifier complètement leurs institutions pour faire plaisir aux Allemands. Et d'ailleurs cette annexion serait absolument contraire aux intérêts des Flamands qui seraient alors submergés par le flot des Wallons.

3. Vers 1870, les Français étaient déjà arrivés à ce point de l'évolution sociale, où la guerre devenait de plus en plus antipathique à la majorité des

proposées par la *Neckar Zeitung*, elle deviendra la nation la mieux armée de l'Europe. Qui sait? avec le service d'un an, elle pourra peut-être mettre sur pied des contingents relativement plus considérables qu'aujourd'hui. Et la dette, dira-t-on. Eh bien! on la répudiera. Pour réparer des désastres aussi inouïs, tous moyens seront bons. Qui peut prévoir encore les résultats d'une pareille défaite pour la France? Alors peut-être abandonnera-t-elle ses traditions de l'ancien régime, fortifiées par Bonaparte; elle se donnera une organisation plus parfaite; elle introduira dans son code civil des lois qui favoriseront l'élan de la population. Une réaction morale pourra se faire dans le pays. Comme au Canada, il y sera peut-être honorable d'avoir beaucoup d'enfants, honteux d'en avoir un petit nombre. La population de la France, qui est stationnaire aujourd'hui, pourra recommencer à s'accroître avec rapidité.

Mais les Allemands oublient d'autres circonstances qui leur tiennent encore de plus près. En 1805, après l'annexion du Hanovre, la Prusse avait 340 000 kilomètres carrés et environ dix millions d'habitants. Après Iéna, Napoléon la réduisit à 160 000 kilomètres carrés et à cinq millions d'habitants. La Prusse vécut pendant quelques années en présence d'un empire français qui, sans les États vassaux (Italie, Illyrie, Westphalie et duché de Berg) avait 42 366 000 habitants. Les Prussiens étaient alors aux Français comme 1 à 8, tandis que les Français, selon le projet de la *Neckar Zeitung*, seraient aux Allemands comme 1 à 2,3. Cependant la Prusse n'a pas été réduite à l'impuissance en 1807. Elle n'est pas morte. Bien au contraire, ayant secoué le joug des institutions féodales, elle est devenue bien plus vivante. Elle inventa alors l'organisation militaire la plus formidable que le monde ait encore connue. Les Allemands oublient tout cela. S'ils voulaient s'en souvenir, ils comprendraient que la France de la *Neckar Zeitung* ne descendrait pas dans le tombeau pâle et inanimée. Et puis il y a les conjonctures historiques. Si l'Italie, en 1859, avec vingt-cinq millions d'habitants et partagée en sept États qui ne marchaient pas toujours d'accord, a pu trouver des circonstances favorables pour se grouper

citoyens. L'officier n'était plus un personnage en évidence, comme en Prusse et en Russie. L'uniforme avait peu de prestige. Les Allemands ont obligé les Français à modifier leur point de vue.

en une seule monarchie, comment pense-t-on que la France, avec des provinces aspirant à reconstituer leur unité nationale, ne les trouverait pas ?

Quant à détruire la Russie, c'est une chimère encore plus folle que l'idée de détruire la France. Même derrière la Duna et le Dniepr la Russie aurait plus d'habitants que l'Allemagne¹. Et, comme sa natalité est très forte, l'accroissement de sa population augmentera tous les jours la disproportion entre le vaincu et le vainqueur. Les Allemands auront beau déplacer la frontière, ils ne pourront pas arrêter cet accroissement annuel de deux millions, triple de celui qu'ils ont eux-mêmes. De plus la Russie possède un territoire presque désert, pouvant nourrir une population bien plus dense que celle d'aujourd'hui. Elle a des réserves inépuisables et des richesses matérielles immenses, non seulement encore inexploitées, mais même inexplorées. La faiblesse de la Russie provient de son épouvantable centralisation qui étouffe toute initiative, qui force ce grand organisme à vivre d'une vie si lente qu'elle semble presque végétative. Mais la centralisation peut s'abolir, les institutions imparfaites peuvent s'améliorer. Avec un régime conforme aux nécessités du temps présent, la Russie serait une puissance formidable. Si les Allemands repoussent la Russie derrière la Duna et le Dniepr, ils l'obligeront à se donner des institutions plus parfaites, comme, en rejetant la France derrière les Vosges, ils l'ont obligée à porter son armée de trois cent mille hommes à trois millions².

1. L'empire russe a actuellement 21 887 000 kilomètres carrés ; rejeté derrière le Dniepr et la Duna, il en aurait 21 217 000. On le voit, la différence est à peine sensible. Quant à la population, elle était en 1888 de 113 000 000. Comme l'accroissement annuel est de 2 millions environ, la population actuelle doit monter à 125 millions. En défalquant les 28 millions des provinces occidentales, cela lui en ferait encore 95 millions : une force avec laquelle il faut compter, à coup sûr. Ajoutons de plus que le territoire actuel de la Russie pourrait nourrir, très facilement, un milliard d'hommes, s'il était complètement mis en valeur.

2. Tout ce que nous venons de dire démontre encore une fois que les procédés de la lutte, applicables entre unités de quelques centaines de milliers d'individus, ne le sont plus entre unités comprenant des centaines de millions. Les formes de la lutte devront se modifier par la force des choses ; la somme de justice devra augmenter au fur et à mesure que la puissance de résister à l'injustice deviendra plus grande. Or cent millions d'hommes animés d'un même sentiment, sont absolument indomptables.

X

L'équilibre politique est une abstraction vide de toute réalité positive. Une des erreurs les plus grossières des diplomates consiste à croire qu'on peut trouver une combinaison territoriale quelconque, capable d'assurer la sécurité internationale. C'est la plus vaine des chimères.

L'idée de l'équilibre européen a déjà été adoptée comme principe dirigeant de la politique internationale, depuis 1648. « Lors de la conclusion des traités de Westphalie, ceux qui y eurent la principale part regardèrent comme un point essentiel à l'équilibre et à la balance en Europe, les privilèges et les droits que l'on procura aux princes et États de l'Empire, et qui, fixant les droits de la cour de Vienne, empêcheroient à jamais que le corps germanique et cette cour, qui ne pourroient agir que sur des principes et des intérêts communs, ne formassent un seul et même corps, qui seroit, en effet, devenu formidable à toutes les autres puissances de l'Europe¹. » Si une combinaison territoriale quelconque pouvait assurer plus de sécurité, on désarmerait après qu'elle aurait été établie. Or, ce ne fut jamais le cas. Après Ryswick, Louis XIV, loin de désarmer, augmenta son état militaire. Les nombreuses combinaisons territoriales imaginées au XVIII^e siècle, n'amènèrent pas des résultats plus favorables. « Un examen, même superficiel, des sociétés politiques, comme elles sont actuellement constituées, dit Rousseau, suffira pour nous convaincre que la plupart de leurs imperfections viennent de la nécessité d'employer à la sécurité extérieure de chaque État les soins et les ressources, qui devaient être consacrées à leur amélioration intérieure². » « Une maladie nouvelle s'est répandue en Europe; dit encore Montesquieu³. Elle a saisi nos princes, et leur fait entretenir un nombre désordonné de troupes. Elle a ses redoublements, et devient nécessairement contagieuse; car, sitôt qu'un État augmente ce qu'on appelle ses

1. *Recueil des instructions aux ambassadeurs de France* (Autriche), p. 208.

2. Extrait du projet de paix perpétuelle de M. l'abbé de Saint-Pierre (1761), cité par Wheaton, *Histoire des progrès du droit des gens*, t. I, p. 328.

3. *Esprit des lois*, liv. XIII, ch. xvii.

troupes, les autres soudain augmentent les leurs : de façon qu'on ne gagne rien par là que la ruine commune. Chaque monarque tient sur pied toutes les armées qu'il pourrait avoir si ses peuples étaient en danger d'être exterminés ; et on nomme paix cet état d'effort de tous contre tous. » Aussi les finances des États de l'Europe étaient-elles entièrement délabrées par les armements dès le XVIII^e siècle. Arrive la Révolution française. On verse des torrents de sang, on essaye les combinaisons territoriales les plus extravagantes. L'Europe accablée, tâche de satisfaire les exigences des plus puissants, par les divisions établies au congrès de Vienne. Il semblerait qu'on va respirer enfin ! Nullement, la Russie ne désarme pas. Les autres puissances font comme elle. La marée des dépenses militaires monte toujours. En 1869, l'Europe entretenait 2 193 000 soldats sur pied de paix. En 1891 elle en entretenait 3 500 000. Devant les revendications de la France, les Allemands sont obligés d'augmenter leurs effectifs. Si la France, victorieuse en 1870, avait annexé la Bavière Rhénane, elle se trouverait aujourd'hui devant les revendications de l'Allemagne et obligée d'armer jusqu'aux dents. Bref, pendant des siècles, aucune combinaison territoriale ne procura plus de sécurité que les autres. Mais, hélas ! des monceaux de ruines, des flots de sang et une expérience mille fois répétée, ne parviennent pas à ouvrir les yeux des hommes d'État. Leur aveuglement est d'une nature tellement extraordinaire, qu'elle remplit vraiment de stupéfaction. C'est toujours à de nouvelles combinaisons territoriales qu'ils demandent la sécurité. En 1866, comme on sait, on proposait l'annexion de la Silésie à l'Autriche. Mais en quoi cette annexion aurait-elle modifié l'anarchie où nous pataugeons, et diminué les formidables armements qui nous écrasent ? « L'Allemagne pourrait intervenir pour empêcher que l'Autriche ne fût pas effacée de la carte de l'Europe, mais elle serait impuissante à lui conserver la Galicie, » dit M. C. Dilke¹. Ainsi, dans l'opinion d'un homme d'État anglais, la guerre entre l'Autriche et la Russie doit se terminer par l'annexion de la Galicie aux États des tsars. M. Dilke croit aussi à l'effet magique des combinaisons territoriales. Mais quand l'Autriche aura perdu la Galicie, elle voudra la reprendre et il n'y aura pas un atome

1. *L'Europe en 1887*, p. 153.

de sécurité internationale de plus, après cette annexion, qu'avant.

Parlant des projets politiques de Henri IV, l'historien français Ancillon regrette qu'ils n'aient pas pu se réaliser, car alors « le repos serait né de l'équilibre ». Voilà la chimère après laquelle on court, sans pouvoir jamais l'atteindre. Le repos ne peut pas sortir de l'équilibre, pour la raison toute simple que cet équilibre est une abstraction irréalisable. Aucun des remaniements passés n'a donné la sécurité. Quelle raison a-t-on de croire que les remaniements futurs pourront la produire ?

Les hommes imbus des conceptions bibliques de l'univers, s'imaginent que nous vivons dans une espèce de provisoire. Il leur semble que c'est maintenant le règne de Satan. Les hommes sont mauvais et vicieux. Mais un jour, viendra le règne de Dieu. Les hommes deviendront doux comme des colombes. Ils s'aimeront passionnément les uns les autres. Alors un état de choses définitif s'établira sur la terre. Ce sont là de vaines illusions. L'univers n'a pas eu de commencement, il n'aura pas de fin. Jamais il n'y aura, ni sur cette terre ni ailleurs, d'état définitif. La conception biblique fait croire aux hommes d'État qu'il se trouvera un jour quelque combinaison territoriale assurant la paix perpétuelle. L'expérience a beau contredire cette illusion, elle renaît avec une persistance vraiment incompréhensible. M. de Bismarck, dans son discours au Reichstag, le 6 février 1888, s'est exprimé comme suit : « De 1867 à 1870, craintes continuelles de guerre. Cela était arrivé à tel point que des commerçants sont venus me trouver pour me dire : « Cognez plutôt, mais que cela finisse. » M. de Bismarck a suivi le conseil des commerçants, il a cogné. Pour en finir avec la France, pour la rendre inoffensive, on lui a pris Metz, Strasbourg et cinq milliards. Eh bien, vingt ans sont à peine passés, que tout est à recommencer. On dit de nouveau aujourd'hui qu'une guerre serait préférable à notre paix armée, si ruineuse pour tous. Un nouveau « cognez » est devenu indispensable et M. de Bismarck lui-même a vécu assez longtemps pour en comprendre la nécessité. Mais une guerre future ne décidera rien, pas plus que celle de 1870, si l'on ne désarme pas après la paix. Or, pour désarmer il faut s'entendre. C'est donc cette *entente* et non un, deux, dix ou cinquante *cognez*, qui procurera la paix définitive.

Tous les jours on peut entendre la phrase suivante : Une solution pacifique des difficultés actuelles est impossible. Cette seule proposition montre l'océan d'ignorance dans lequel on nage par rapport aux questions politiques. Une *solution* ne peut être que pacifique. Il y a aujourd'hui, en Europe, des États satisfaits de la situation actuelle, d'autres qui ne le sont pas. De là un malaise général. Supposez une guerre et une victoire foudroyante des Franco-Russes. Alors les États de la triple alliance seront mécontents et le malaise restera le même. Les vaincus prépareront une revanche. On ne désarmera pas un soldat, de part ni d'autre, et la situation sera exactement ce qu'elle est aujourd'hui. Une *solution* ne sera possible que s'il se produit une conciliation d'intérêts ou, en d'autres termes, une fédération internationale.

Depuis des siècles, les hommes d'État et les diplomates se sont acharnés à découvrir cette combinaison idéale qui devait assurer la paix définitive. Ils n'ont jamais pu résoudre ce problème. En effet, c'est la quadrature du cercle. Seule l'ignorance profonde des diplomates les empêche de voir qu'il est insoluble. La raison en est très simple. Tous ces messieurs cherchent à réaliser entre les pays de l'Europe un état d'équilibre *stable*. Or les sociétés sont des êtres vivants et se trouvent, comme toute substance vivante, dans un état d'équilibre *instable*. Aussi le travail de Sysiphe de messieurs les diplomates est-il toujours à recommencer. A peine ont-ils tracé les frontières d'un État, que les exigences de la vie poussent les peuples à les modifier. Puisque des siècles d'expérience ont démontré péremptoirement qu'on s'est trompé de voie, n'est-il pas vraiment temps d'ouvrir les yeux et d'en chercher une autre. La paix définitive ne sera jamais assurée par aucune balance de pouvoir, par aucun équilibre ; elle sera assurée le jour où l'on reconnaîtra que les modifications territoriales, inévitables aussi longtemps qu'il y aura des sociétés humaines, doivent s'opérer, non par la force, mais par le libre consentement des populations.

Signalons encore un cercle vicieux sur lequel roulent les diplomates. Ceux qui se croient des esprits forts (et c'est leur métier de le croire), parlent avec un suprême mépris des rêveurs qui songent à la paix perpétuelle. D'autre part cependant, chacun d'eux s' imagine que, si les combinaisons terri-

LA POLITIQUE DE L'EMPIRISME.

toriales, qu'il propose étaient réalisées, elles produiraient paix définitive.

Tout en parlant constamment du principe de l'équilibre les hommes d'État comprennent combien est précaire, fond, la sécurité qu'il peut procurer. Aussi ont-ils poussé les armements à outrance. Par malheur, encore ici ils ont pris la fausse route. Les armements n'assurent pas la sécurité, parce que si notre voisin augmente ses troupes, autant que nous mêmes, les effectifs croissent en nombre absolu, mais leur proportionnalité reste la même. Chose étrange, cependant, plus les armements rendent la paix incertaine et plus on les augmente. Pour établir un chemin de fer, on fait un remblai ; que bien même ce remblai coûte des millions, si on peut pas dessus, le but est atteint. Mais si les millions s'engloutissent sans trêve et que la pose de rails reste impossible, un ingénieur peu raisonnable se demandera s'il ne vaut pas mieux construire le chemin dans une autre direction. Par malheur, jamais les hommes d'État n'agissent comme cet ingénieur. Jusqu'à présent ils ont fermé les yeux à la lumière. Ils n'ont pas vu que la véritable voie était celle de l'entente, celle de la fédération. On aura beau décupler encore l'efficacité de l'ouvrage militaire, comme les voisins feront exactement la même chose, le danger restera aussi grand. La sécurité ne pourra jamais être obtenue que par l'établissement d'un État juridique international.

A-t-on jamais observé que les armements aient assuré la paix ? Par contre, celle-ci devient toujours plus certaine si qu'on parle de diminuer l'appareil militaire. Peu de dictons sont plus faux que le fameux : *Si vis pacem para bellum*. Il serait seulement vrai, s'il n'y avait que des guerres défensives. Mais c'est une impossibilité absolue. Il n'y a pas de médaille sans revers, n'y a pas de combat sans agresseur. Or, quand on voit un gouvernement forger des armes nouvelles, on conclut qu'il a l'intention de s'en servir¹. Si son unique but, en les fabriquant, était de les mettre pour toujours en magasin, il faut avouer que cela serait un bien coupable gaspillage des deniers publics.

1. Quand Guillaume I^{er} réorganisa l'armée prussienne, à partir de 1858, c'est qu'il avait l'intention d'adopter une politique plus active que son prédécesseur.

LES ERREURS DE LA POLITIQUE MODERNE.

Adant, les formidables armements des nations européennes produisent un bien relatif. Grâce à eux, la guerre est un jeu si périlleux, que nul ne se décide à entamer les chances de cœur léger. Au prix de dépenses écrasantes, on apprend à tous les hommes, y compris les chefs d'État, que la guerre n'est plus un sport ou une partie de plaisir, mais une chose des plus graves et des plus dangereuses. Le vaincu perd aujourd'hui la moitié de son territoire ¹ et des capitales immenses.

À qui devons-nous ces bienfaisantes notions? Est-ce aux chefs d'État et aux diplomates? Non, c'est encore à la science. Aux ingénieurs, aux artilleurs, aux inventeurs de génie qui ont perfectionné nos engins de guerre, qui ont fondu des canons de dix tonnes, fabriqué des fusils à magasin, établi des chemins de fer, des télégraphes et des téléphones, donnant la possibilité de mobiliser trois millions d'hommes en quinze jours, que nous avons l'obligation de comprendre les terribles dangers de la guerre.

La diplomatie n'a pas été inventée pour pousser aux massacres et pour exciter les passions, mais, au contraire, pour servir un compromis entre les désirs des différentes sociétés humaines, pour régler leurs contestations par des concessions réciproques, pour trouver ce terrain commun où on finit par s'entendre. En réalité la politique devrait être *l'art de faire le possible de malheureux* ². Hélas, comme elle est chose différente aujourd'hui! Notre politique est un empirisme grossier sans principe, sans direction, sans boussole. Dans toute activité, les diplomates ne considèrent jamais qu'un seul intérêt : leur pays, sans pouvoir encore parvenir à comprendre que l'État ne vit pas isolé sur une planète particulière et que les intérêts de toutes les sociétés sont solidaires. « En admettant

Turquie, en 1878, a perdu la moitié de ses possessions européennes. Après une guerre coûteuse et sanglante, quand les belligérents sont épuisés, accablés, on réunit des congrès de diplomates pour régler les conditions de la paix. Généralement, dans ces circonstances, tout le monde est de beaucoup de bonne volonté, souvent même d'une certaine bienveillance. On se fait des concessions mutuelles et l'on parvient à s'entendre, sans grande difficulté. Ne pourrait-on pas vraiment exiger ces mêmes sentiments des chefs d'État, avant les hostilités qu'après? Combien de sang et de trésors pourraient être épargnés, si on montrait autant de désir de s'entendre, au commencement des complications internationales qu'à la fin.

même, dit Hellenbach¹, que l'unité de l'Allemagne et l'indépendance des chrétiens de la Turquie soient un danger pour l'Autriche, cela n'empêchera pas ces deux événements de s'accomplir, car le monde est créé pour avancer dans les voies de la civilisation et du progrès et non pour réaliser les profits et les désirs des hommes d'État autrichiens... Quand bien même il serait démontré que le maintien de l'empire ottoman est une nécessité pour l'Europe occidentale, sur quels principes la France et l'Angleterre peuvent se baser quand elles veulent priver douze millions d'hommes des bienfaits de la civilisation pour obéir aux théories d'un équilibre fantastique²? »

Nous avons essayé de démontrer dans ce chapitre que la politique actuelle repose sur une série d'abstractions métaphysiques, de contradictions, d'inconséquences, d'absurdités et de routines. Après toutes les logomachies incohérentes des diplomates, on est heureux de tomber sur quelques rares esprits comme Hellenbach, qui pensent d'une façon plus raisonnable. « Ce qui plongera nos descendants dans le plus profond des étonnements, dit encore le même auteur, c'est cette aberration particulière de l'esprit humain que nous qualifions aujourd'hui d'habileté diplomatique³. »

1. *Die Vorurtheile der Menschheit*, t. I, p. 218.

2. Ce passage a été écrit en 1868.

3. Le texte allemand est bien plus vigoureux que notre traduction : « Das was unsere Nachkommen als das Uubegreiflichste anstaunen werden, ist die Verwirrung des menschlichen Geistes, welche bei der jetzigen Generation diplomatische Staatskunst heisst. » (*Ibid*, p. 230).

CHAPITRE II

CITÉ DES MOYENS EMPLOYÉS ACTUELLEMENT POUR COMBATTRE L'ERREUR.

I

le la politique actuelle frappe beaucoup d'esprits. Les économistes ouvrent la marche. Depuis le t de ce siècle, ils ont compris que la guerre entre ées est la moins lucrative des entreprises. Ils que non seulement elle se solde toujours en peuples, mais qu'elle est même désavantageuse. alyse, pour les petites minorités gouvernemen- lent en retirer des bénéfices immédiats.

avec l'adoucissement des mœurs, les hommes se évolté contre les souffrances, les monstruosité uté de la guerre. Le développement de la presse des idées démocratiques ont aussi produit une is en plus forte contre ces hideuses boucheries es batailles. Autrefois, quand les armées com- n, c'est à peine si quelques personnages savaient sait sur le champ des opérations militaires. innombrables journaux apportent tous les matins de lecteurs les détails les plus circonstanciés sur gne. On sait combien il y a de tués et de bles- le personnes meurent chaque jour à l'hôpital. t elles y sont soignées. Qui ne se rappelle encore gnation, soulevés en Angleterre, pendant le .opol, par les correspondances du *Times*. Elles ffet, que la moitié des malades mouraient dans itanniques. L'hôpital était un engin de destruc-

tion, bien plus efficace que les balles de l'ennemi. Cinquante ans plus tôt, de pareils faits n'auraient soulevé aucune indignation, simplement parce qu'ils ne seraient pas parvenus à la conscience sociale. Et puis, dans l'ancienne organisation aristocratique de l'Europe, les simples soldats comptaient à peine pour des êtres humains. Qui s'inquiétait de leurs souffrances et de leur mort? L'esprit démocratique de notre temps a amené une manière de voir toute différente. De plus, par le service militaire universel, les fils des plus grands seigneurs, des riches bourgeois et des hauts fonctionnaires sont obligés de combattre à côté des fils de paysans; ils sont obligés de partager leurs souffrances et leurs misères.

Pour toutes ces raisons, la guerre paraît de plus en plus horrible aux hommes de notre génération et l'on cherche à n'y recourir qu'aux dernières extrémités. La guerre a un peu perdu de son prestige. Nous ne sommes plus autant en admiration devant le pompon, parce que nous savons mieux ce que ce pompon cause de ruines et d'atroces souffrances. De nos jours, l'homme d'État provocateur et batailleur, comme lord Palmerston, n'est plus le type idéal. Un ministre s'attire peut-être plus de popularité en sachant éviter une guerre qu'en la provoquant. A une autre époque, un différend comme celui de l'*Alabama* aurait certainement amené la guerre entre l'Angleterre et les États-Unis¹. M. Gladstone a eu la sagesse de le terminer par un arbitrage et certes sa gloire n'en a aucunement souffert.

Néanmoins le danger de la guerre est plus grand que jamais en Europe. Et quelle guerre! La plus épouvantable sans doute, que l'histoire ait enregistré dans ses annales. Une guerre qui mettra aux prises de *douze à quinze millions* de combattants² et

1. La guerre de 1812 entre ces deux pays avait eu des causes bien moins importantes que l'affaire de l'*Alabama*. « L'Angleterre s'obstinait à prétendre au droit de visite sur les navires américains. Une rencontre, qui eut lieu, à ce moment de la crise, entre la corvette anglaise *Little-Belt* et la frégate américaine *President*, détermina la rupture des pourparlers engagés. Le commodore Rodgers, dans l'obscurité, avait hélé la corvette anglaise et en avait reçu, en réponse, un coup de canon. Cette insulte au pavillon américain fit déborder l'exaspération, déjà grande, de la population. » Le président Madison, *pour assurer sa réélection*, déclara la guerre à l'Angleterre. (Voy. F. Nolte, *Histoire des États-Unis d'Amérique*. Paris, Didier, 1879, t. II, p. 91.)

2. Sous Napoléon I^{er} un million d'hommes étaient à peine en campagne dans les deux camps. On voit le chemin que nous avons fait en Europe, en

qui, en quelques mois, détruira au moins de trente à quarante milliards de francs.

En présence de perspectives aussi redoutables, les esprits éclairés et les cœurs généreux redoublent d'efforts. Dans les écrits innombrables, la guerre est flétrie comme elle le mérite; son absurdité colossale est démontrée de toutes les façons. Mais on ne se contente plus d'écrire, on s'organise pour faire de la propagande antiguerrière. Les ligues de la paix se multiplient dans tous les pays civilisés. En Angleterre, en France, en Suisse, aux États-Unis d'Amérique, leur nombre augmente tous les jours. Aujourd'hui on en compte déjà plusieurs centaines. On est allé plus loin. Sur l'initiative de quelques membres des assemblées législatives de France et d'Angleterre, on a décidé de tenir tous les ans des congrès composés de députés des différents Parlements de l'Europe, pour propager les idées pacifiques. Le premier de ces congrès a eu lieu à Paris en 1889, le second à Londres en 1890, le troisième à Rome. Ce dernier reçut plus de mille adresses émanant des quatre coins du globe. On parle déjà d'organiser un bureau central qui réunira les efforts de toutes les *ligues de paix* répandues en Europe et en Amérique.

Dans chaque pays, les hommes les plus éminents se mettent à la tête de ces associations. La Société française de l'arbitrage entre nations est présidée par M. Fr. Passy et a M. Ch. Richet pour secrétaire. On a même déjà formulé quelques programmes. Ainsi M. Maxime Du Camp a proposé, entre autres, les quatre points suivants : 1° Un congrès de diplomates se réunira tous les ans à époque fixe pour régler les difficultés internationales; 2° Une guerre ne pourra être déclarée que deux mois après l'incident qui en aura été la cause; pendant ce temps on essayera de régler la question par l'arbitrage; 3° Une guerre ne pourra être déclarée qu'après une consultation du peuple entier par voie de plébiscite; 4° Les opérations actives ne pourront commencer qu'un mois au moins après la déclaration de guerre. Quel immense bienfait pour l'humanité, si la proposition de M. Maxime Du Camp pouvait devenir la base du droit public européen!

moins de trois quarts de siècle. En Amérique, lors de la guerre de Sécession, un million et demi d'hommes étaient présents sous les drapeaux, sur une population de 32 millions d'habitants.

Il faut applaudir des deux mains à ces généreux efforts. Il faut souhaiter que les Associations des amis de la paix se multiplient de plus en plus. C'est par une propagande active et incessante que les idées se répandent dans le public, que les transformations s'opèrent dans nos sociétés et que l'humanité s'avance des ténèbres de la barbarie à la lumière éblouissante de la civilisation.

« Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose », disait Figaro. Prêchez, prêchez, dirons-nous à notre tour, il en restera toujours quelque chose. Jetez aux quatre vents la semence de la vérité. Sur 999 graines qui périront, il en poussera une. Celle-ci reproduira à son tour et ainsi, peu à peu, la plante couvrira la terre. C'est en agissant sur l'opinion qu'on finit, à la longue, par dominer le monde.

II

Cependant, il faut le reconnaître, hélas ! toute cette propagande des amis de la paix n'a produit, jusqu'à présent, que des résultats bien minimes. Elle n'a pas empêché de lever un seul régiment, elle n'a pas arrêté la construction d'un seul cuirassé, elle n'a pas retardé l'érection d'une seule forteresse. Les États européens ont poussé leurs préparatifs de guerre, non seulement jusqu'à l'extrême limite de leurs ressources, mais même beaucoup au delà. Ils voudraient aller encore plus loin ; c'est l'impossibilité de le faire qui les arrête, non la volonté. Si l'on écoutait les généraux et les états-majors, il faudrait encore doubler notre appareil militaire.

D'où vient le résultat négatif des efforts de la propagande pacifique ? Selon nous, de deux raisons principales : d'abord la question est mal posée, ensuite on fait des appels au cœur et non à l'intérêt.

Les associations et les congrès qui se réunissent dans les différentes villes de l'Europe et de l'Amérique, déconsidèrent leur œuvre en poursuivant la paix perpétuelle. Autant vaudrait fonder des sociétés pour l'abolition de l'homicide. Il y aura toujours des assassins, il y aura toujours des guerres. L'assassinat et la guerre cesseront le jour où tous les hommes seront par-

faits, c'est-à-dire, jamais. Les différentes ligues internationales poursuivent donc une chimère irréalisable ; elles cherchent la pierre philosophale. Comme le but est une utopie, un grand nombre d'esprits positifs sont amenés à traiter ces tentatives avec un certain dédain. M. Melchior de Vogüé s'est exprimé comme il suit à propos du programme de M. Maxime Du Camp, cité plus haut. « Je pense, comme Darwin, que la guerre est une loi naturelle à laquelle sont soumis tous les êtres vivants. Je pense, comme Joseph de Maistre, que la guerre est une loi divine¹. Si les nations occidentales, par exemple, renonçaient à la fonction militaire, les races inférieures en profiteraient contre elles et la suppression de la guerre amènerait, en moins d'un demi-siècle, des maux infiniment supérieurs à ceux que nous subissons aujourd'hui². » M. de Vogüé, comme on le voit, confond beaucoup de choses. Il n'a aucune notion de l'évolution des luttes entre sociétés humaines, bien qu'il se déclare darwiniste, c'est-à-dire évolutionniste. Il ne comprend pas davantage que si les guerres entre nations civilisées sont inévitables, comme phénomènes pathologiques, elles sont parfaitement évitables, comme phénomènes normaux. Mais il a raison en parlant des barbares. Contre eux, en effet, il n'y a d'autre recours que la guerre ; elle devient alors un cas de légitime défense. Seulement M. de Vogüé oublie qu'on pourrait se préserver de tous les barbares de la terre, avec des effectifs dix fois inférieurs à ceux qui sont nécessaires pour se préserver des peuples civilisés.

Les ligues de la paix ne sont guère plus avancées que M. de Vogüé. Elles aussi, posent mal le problème. Que signifie, par exemple, la solution de l'arbitrage qu'elles proposent avec une persévérance digne d'un meilleur sort.

1. On pourrait demander à M. de Vogüé, comme à Joseph de Maistre, comme au feld-maréchal de Moltke, quand Dieu s'est prononcé pour la guerre ? Qu'en savent-ils ? Qu'ils nous expliquent quel jour Dieu leur a fait cette confiance ; qu'ils nous montrent les documents. Si, de même que Jeanne d'Arc, ils entendent des voix ordonnant aux hommes de se massacrer comme des bêtes féroces, encore faut-il prouver que ces voix ne sont pas une simple hallucination ? De plus M. de Vogüé ne l'ignore pas, l'existence de Dieu est contestée par nombre d'individus. A l'égard de ceux-ci, sur quoi pourra-t-il appuyer l'inévitabilité de la guerre ?

2. Ce passage est traduit d'un journal russe. Il donne, par conséquent, les idées de M. de Vogüé, mais non ses expressions mêmes.

Quand une question ne touche pas au vif des passions nationales, quand un différend est de si peu d'importance que les dépenses d'une guerre ne couvriraient manifestement pas les avantages à obtenir, les gouvernements recourent déjà maintenant à l'arbitrage. C'est donc une cause gagnée. Il peut se faire aussi que deux nations, très sincèrement, se trompent sur ce qu'elles croient être leur droit. Elles s'adressent alors à un arbitre, pour sortir d'embarras. Mais que peut faire l'arbitrage dans la question de l'Alsace-Lorraine, par exemple? Cette question n'offre pas la moindre obscurité. D'un côté du Rhin on veut que les Alsaciens-Lorrains deviennent Allemands, de l'autre qu'ils restent Français.

En définitive, les ligues de la paix ont un médiocre succès parce qu'elles ne se rendent pas un compte exact du but qu'elles devraient poursuivre. Le programme des ligues de la paix devrait comprendre deux articles : 1° Toute population civilisée est libre de s'adjoindre à l'association politique qui lui convient ; 2° l'Europe doit former une fédération. Les procédés *lents* de la lutte pour l'existence doivent être exclus entre les membres de ce groupe, comme ils sont exclus entre les citoyens au sein de chaque État. Si les ligues de la paix avaient adopté ce programme, elles travailleraient à une réalité concrète et non à une utopie. Cela leur gagnerait de nombreux adhérents qui, par esprit positif, se tiennent à l'écart aujourd'hui.

En effet, non seulement les deux articles de notre programme ne sont pas des chimères, mais ils ont été déjà réalisés parfois. L'unité de l'Italie s'est opérée en vertu de la volonté populaire, par des votes dûment exprimés. Rien n'empêche que ce qui est la base du droit public d'une nation devienne la base du droit public de toutes les autres. Quant à la fédération européenne, elle est très loin d'être faite, hélas ! mais elle est tout de même inévitable, parce qu'elle est conforme aux lois naturelles. Il a existé sur le globe et il existe encore un assez grand nombre de fédérations d'États souverains. Les hommes politiques ont des modèles devant les yeux. Enfin il a existé et il existe des groupes de civilisation. Rome en a constitué un dans le passé ; l'Angleterre en a constitué un autre aux Indes pendant notre siècle. Il y a à peine quelques décades, les peuples de l'Inde s'imaginaient qu'ils devaient se faire la guerre. Maintenant ils

se sont aperçus qu'ils peuvent très bien vivre en paix. Encore ici, il y a des précédents qui excluent toute idée d'utopie. Le problème ne consiste pas à supprimer la guerre. Le globe terrestre ne verra jamais des temps idylliques où tous les hommes auront la douceur de la colombe. Les sociétés devront toujours s'exercer au métier des armes pour parer à toute éventualité. Non, il ne s'agit pas de supprimer la guerre, il s'agit simplement de la supprimer entre un certain nombre de nations, comme une institution permanente. Il s'agit simplement d'étendre l'état juridique sur un territoire qui embrasse non pas seulement 500 ou 600 000 kilomètres carrés, mais 10 ou 20 millions de kilomètres carrés¹. A l'époque de César la Gaule était partagée entre quatre-vingts cités qui se faisaient des guerres continuelles. Elle était alors en petit ce que l'Europe est aujourd'hui en grand. Eh bien, les quatre-vingts États (car chaque cité était un État souverain) de la Gaule se sont fondus en un seul État français. Aucun habitant de ce pays n'y voit aujourd'hui aucun inconvénient. Par conséquent il n'y a aucune utopie à supposer que les vingt-quatre États de l'Europe actuelle, pourront former une fédération le jour où ils y trouveront leur avantage.

III

La seconde raison de l'insuccès des amis de la paix, c'est qu'ils font appel au cœur de l'homme et non à son intérêt.

Ce n'est pas que cet appel soit absolument vain. Il faut le dire, à l'honneur de la nature humaine, bien souvent cet appel a été écouté. Ainsi tout le mouvement d'opinion qui a abouti, en Angleterre, à la suppression de l'esclavage est sorti d'une propagande purement humanitaire. Wilberforce et ses émules ont attaqué l'esclavage, non pas parce qu'il était contraire à l'intérêt des maîtres (ce qu'il est en effet), mais parce qu'il était inhumain. Leur propagande a eu tant de succès qu'en 1818, dans un moment où leurs finances étaient des plus obérées, les Anglais payèrent 400 000 livres sterling à l'Espagne pour supprimer la

1. L'Union américaine maintient l'état juridique sur un territoire de 9 212 000 kil. car., à peine inférieur à l'Europe (9 730 000 kil. car.).

traite, quelques années plus tôt qu'elle ne s'était engagée à le faire.

L'agitation de nombreux philanthropes anglais contre les horreurs qui se commettaient dans les prisons de ce pays, les cris d'indignation soulevés contre les traitements infligés aux enfants de quatre ans, dans les filatures de coton et les houillères, ne s'adressaient à aucun intérêt. C'est au cœur que tous ces hommes généreux firent appel, et leur appel fut entendu. Malgré l'indifférence des uns et le mauvais vouloir des autres, le Parlement britannique vota une série de lois qui mirent fin à l'horrible exploitation des femmes et des enfants par les propriétaires des mines et des fabriques.

Ce n'est pas non plus à la voix de l'intérêt que répondent les innombrables missionnaires religieux et laïques portant parmi les sauvages et les barbares les lumières de la civilisation. Les Anglais, aux Indes, ont formé nombre de sociétés pour instruire les femmes indigènes et leur donner des soins médicaux. Ils font la propagande la plus active pour amener la société indienne à renoncer à certaines pratiques cruelles, comme les sacrifices humains, l'infanticide des filles et beaucoup d'autres. Lord Bentinck, mû par un sentiment de pitié, a même défendu le sacrifice des veuves (en 1832), malgré les émeutes dont on le menaçait.

Ce n'est pas non plus à un appel de l'intérêt qu'ont répondu l'empereur Alexandre II et tant de généreux patriotes russes, quand ils ont aboli le servage, en 1861. Cette grande réforme était des plus difficiles. Les prophètes de malheur prédisaient les plus grandes calamités pour l'époque de sa réalisation. Rien n'a fait reculer ni le souverain ni les hommes de bien qui l'entouraient alors, parce que la voix de leur conscience étouffait en eux tous les calculs de l'intérêt.

On le voit, l'appel au cœur n'est pas toujours vain. Cependant il faut reconnaître qu'il n'est pas toujours efficace. Le vrai moteur des grandes transformations sociales, c'est l'intérêt individuel. Pour ce qui est de la guerre, les prédications les plus éloquentes ont retenti pendant des siècles. Elles n'ont pu rien faire contre ce fléau. « Déjà Cicéron, au nom du principe de l'unité du genre humain, avait essayé de restreindre les droits de la guerre. Sénèque la condamne absolument. Il se demande

LA POLITIQUE MODERNE.

e qui en tue un autre, tandis qu'on *de tuer une nation*¹. » On ne saurait quoi ont servi ces beaux discours et jusqu'à nos jours c'est par dizaines les victimes de la guerre, même type de civilisation.

plus efficace que l'appel au cœur. C'est essivement la lutte économique à la lutte politique à la lutte économique l'une importance incommensurable. minel, c'est l'intérêt qui a créé la pros tribunaux, l'égalité des citoyens opriété, c'est-à-dire les bases mêmes e.

ne comprennent pas leur intérêt véritable le découvrent avant les masses. me. Sitôt que, dans une société, un es commencent à trouver le pro e à leurs intérêts, ils s'y attachent arriva, en France, où le peuple com-re recevait une rétribution hors de es rendus au pays. Le tiers état se programme de l'égalité et, pendant avec persévérance².

romaine, d'Auguste aux Antonins. Paris.

lus entre l'organisme individuel et l'organisme ne peut pas devenir volition et acte chez un ue ou économique ne peut pas devenir loi rveau la lutte s'établit entre les idées, elle tre les programmes. Celui qui a le plus de est faite avec le plus d'énergie, triomphe ogramme doit soulever, comme on dit, les er plusieurs exemples d'orages de ces pas- si animait la France vers 1789. Telle fut la gleterre en 1846. Si les lords n'avaient pas do douane sur les céréales, une guerre erre. Dans l'Union américaine, vers 1860, u une passion, dans les États du Nord. De pe, la colonisation des régions transocéanti. Enfin on voit poindre en France une nou-tralisation. Appelons de tous nos vœux le ar l'épouvantable régime de 1800, établi par

Toute entrave, mise à la réalisation de nos intérêts, nous fait l'effet d'une atteinte portée à nos droits. Par cela, l'appel à l'intérêt acquiert une puissance que l'appel aux sentiments généreux ne pourra jamais avoir.

Qu'on vienne dire aujourd'hui aux Allemands : « Il faut aimer son prochain comme soi-même; la guerre est une institution monstrueuse, dégradante et cruelle; écoutez la voix du cœur, rendez l'Alsace-Lorraine à la France; renoncez aux conquêtes; désarmez, fraternisez avec vos voisins. » Les Allemands commenceraient d'abord par traiter ce discours d'utopie et de rêverie. Puis ils pourraient répondre : « En vertu de quel principe venez-vous nous demander de mettre fin à l'expansion de notre nationalité au profit de l'expansion de la nationalité française? Pourquoi est-ce à nous de renoncer à grandir et non à nos voisins? Toute nationalité qui ne s'accroît pas, diminue. Or toute diminution de vie mène à la mort. Vous venez donc nous demander de nous suicider de notre propre main. Mais, dans la vie privée, un homme est-il autorisé, en bonne logique, à venir dire à un autre : « Votre existence me gêne, vous me faites concurrence. Voici un pistolet, brûlez-vous la cervelle par amour du prochain. » Non, nous ne répondrons pas à l'appel que vous faites à nos sentiments de générosité, car, il faut bien le reconnaître : charité bien ordonnée commence par soi. »

Les Allemands auraient raison. Chaque nation, étant données les idées actuelles, tiendrait le même langage. Croître et prospérer est le but de tout organisme individuel ou social. Non seulement les Allemands ont le droit de tout faire pour l'expansion de leur nationalité, mais c'est leur *devoir* le plus élémentaire. Ils veulent germaniser la Bohême, la Carniole et l'Istrie, arriver à l'Adriatique et à la mer Noire; c'est parfaitement légitime. Si la force est le moyen le plus efficace pour produire ce résultat, les Allemands ont parfaitement raison de l'employer.

En restant sur le terrain de l'appel au cœur, la politique du fer et du sang de M. de Bismarck reste inattaquable. Il faut se mettre sur un terrain entièrement différent. Il faut amener la société allemande, par exemple, à comprendre que, par l'orga-

Bonaparte à son propre profit, arrête l'expansion mentale d'un des peuples les mieux doués de la terre.

nisation d'une fédération européenne, ils germaniseraient leurs voisins avec infiniment plus de rapidité qu'aujourd'hui? L'expansion de la nationalité germanique en serait grandement accélérée. Quant à l'Alsace-Lorraine, elle est précisément un empêchement à la prospérité de l'Allemagne. C'est comme une excroissance qu'il faut couper pour donner plus de santé au corps entier. Si la société allemande pouvait admettre ces deux vérités, elle considérerait la formation d'une fédération européenne comme son *intérêt*. C'est seulement à partir de ce moment qu'elle y travaillerait avec une persévérance d'autant plus forte que son patriotisme serait plus grand. C'est à partir de ce moment que cette fédération deviendrait une *passion* nationale descendant de plus en plus dans les couches populaires et gagnant en force, en raison même de son étendue. Un jour viendrait alors où le gouvernement le plus conservateur et les classes privilégiées les plus égoïstes ne pourraient rien contre les aspirations de tout un peuple. Il faudra céder, rendre l'Alsace-Lorraine à la France et employer toutes les ressources de la diplomatie à hâter la formation de la fédération des États de l'Europe.

Quand on dit que l'intérêt n'est pas le guide des actions individuelles, on emploie simplement une périphrase. Ainsi Wilberforce préférait l'abolition de l'esclavage à la possession d'une grande fortune et à la possession d'une grande fortune par ses concitoyens. C'est dire que les satisfactions psychiques, ressenties par le fait d'avoir contribué à supprimer des souffrances atroces à des millions de malheureux nègres, étaient pour lui une jouissance supérieure à toutes les autres. Dès que l'action d'un homme n'a pas de but individuel, dès qu'elle ne peut pas être ramenée à une jouissance, l'action rentre dans le domaine du cas pathologique qu'on appelle la suggestion. Un homme cesse d'être dans un état psychique normal, dès que le moteur de ses actions n'est pas en lui-même, mais au dehors.

Ce qui est vrai pour l'individu, est vrai pour les sociétés; aussi le mobile de toute politique ne peut être qu'égoïste. Prenons un exemple pour expliquer notre pensée.

La suppression du système protecteur, en Angleterre, a été certainement très avantageuse à toutes les nations qui ont des relations commerciales avec la Grande-Bretagne. Ainsi, par le

fait que les soieries ne payent aucun droit de douane en Angleterre, elles y sont meilleur marché. Un fabricant de Lyon peut donc y vendre plus de produits.

Supposons que Robert Peel ait tenu le langage suivant à la Chambre des communes : « Honorables gentlemen, nous devons aimer notre prochain comme nous-mêmes. Nos droits de douane font incontestablement du tort à nos voisins ; je viens vous proposer de les abolir, en vertu du principe de la fraternité humaine. »

Un pareil langage aurait tout d'abord soulevé l'hilarité de la Chambre des communes. Mais ensuite on aurait pu répondre très sérieusement à Robert Peel : « Vous êtes ministre de la Grande-Bretagne ; le peuple anglais vous a confié le soin de ses intérêts. Vous ne pouvez pas, sans être traître à votre patrie, subordonner son bien-être à toute idée humanitaire, si noble, si grande si généreuse qu'elle soit d'ailleurs. Le temps du don-qui-chottisme est passé sans retour, si ce temps a jamais existé. Vous n'avez pas le droit de sacrifier une goutte de sang anglais, ni un penny d'argent anglais pour la plus belle des causes, si ce n'est pas conforme à l'intérêt de la Grande-Bretagne. » Cette réplique aurait été d'une justesse absolue. Chaque individu doit défendre ses intérêts avec la plus grande énergie. L'égoïsme est un devoir. Mais l'erreur presque universelle consiste à croire qu'en abandonnant une partie de ses droits à la communauté, l'homme agit contre son intérêt. C'est le fait diamétralement opposé qui est vrai. L'état juridique a remplacé l'état anarchique, uniquement parce que le premier était plus avantageux pour l'individu, que le second. La société a été créée et s'est maintenue justement parce qu'elle procurait des profits supérieurs à ceux de l'isolement. La vie sociale ne s'est jamais développée parmi les espèces carnivores, comme les lions, les tigres, etc., où l'agrégation aurait offert moins d'avantages que d'inconvénients.

Ce qui est vrai des individus, est vrai des nations. La fédération leur procurera des avantages supérieurs à ceux de l'anarchie actuelle. Quand elles abandonneront une part de leurs droits à une autorité centrale, elles ne le feront nullement par amour du prochain, mais par amour d'elles-mêmes, par intérêt égoïste.

semblables. Quand les relations sociales deviennent nombreuses et intenses, les intérêts des groupes deviennent solidaires. Celui qui prêche alors les idées altruistes travaille aussi, en définitive, à son propre bien. Mais prêcher l'altruisme n'est pas aussi efficace que s'adresser à l'intérêt égoïste de chaque individu. C'est ce que les nombreuses associations formées pour propager les idées de paix universelle n'ont pas assez compris, selon nous. Leur agitation deviendra beaucoup plus efficace, quand elles adopteront la méthode qui va du particulier au général. Leur propagande aura aussi plus de succès, quand elles rapetisseront leur programme. La question à l'ordre du jour devrait être seulement l'organisation de la fédération européenne. Les groupes plus étendus ne peuvent pas se former avant les groupes moins étendus. La nature ne fait pas de saut. Les groupes de civilisation peuvent être composés seulement par des sociétés possédant une culture plus ou moins semblable. Plus tard, les groupes de civilisation se fédéreront entre eux pour former un seul groupe humain. Mais cette dernière phase est encore si éloignée qu'elle ne peut pas entrer dans nos préoccupations actuelles. D'ailleurs, à chaque jour suffit sa peine. Nous le répétons, pour réussir il faut borner les désirs. Ne travaillons donc pas à la paix universelle, travaillons à la formation d'une fédération européenne. Hélas ! ce but, même plus modeste, semble encore d'une prodigieuse difficulté !

ont besoin de communiquer entre eux. Mais le fleuve est un obstacle. On fait un pont : l'obstacle est levé, le pays est désormais mieux adapté aux besoins de l'homme ; ce pont est une richesse. On ne peut pas supporter sans souffrance, une température inférieure à un certain nombre de degrés : on prend de la laine et l'on s'en fait un vêtement ; on crée autour du corps une température artificielle plus élevée que l'air ambiant. Une maison est une possibilité de créer cette même température sur un espace plus considérable. Le vêtement et la maison sont des richesses. Cette adaptation du milieu aux besoins de l'homme s'obtient par le travail. Tout travail exige du temps : moins il en faut pour fabriquer un objet, plus on peut en produire dans un temps donné, plus ils deviennent abondants et, par conséquent, à bas prix. L'air, par exemple, ne coûte rien, parce qu'il faut zéro temps pour le faire arriver à nos poumons. La société où tous les produits coûteront peu sera la société qui aura le plus de produits, donc la plus riche. Quand les protectionnistes affirment que la cherté artificielle produite par leurs tarifs de douane peut créer la richesse, ils tombent dans la contradiction la plus formelle, puisqu'ils affirment que plus *lente* sera l'adaptation du milieu aux besoins des hommes, plus elle sera *rapide*.

La science économique démontra donc aux Anglais qu'en ayant les produits du monde entier aux prix les plus bas, ils auraient le maximum de richesse possible. Sitôt que cette vérité devint évidente à une grande majorité de la population, les droits de douane furent abolis¹, et le libre-échange triompha. Toute la législation absurde et barbare du mercantilisme et du protectionnisme fut reléguée par les Anglais aux archives (si vastes, hélas) ! de l'ignorance et de la folie humaine.

Qu'est-ce qui convaincra un jour les puissants de la terre, que l'État juridique international est plus conforme à leur intérêt que l'anarchie ? Une autre science qui s'appelle la sociologie.

Elle aussi commencera par analyser et étudier les phénomènes naturels. Elle montrera comment, dans l'individu et les espèces, les fonctions physiologiques se forment d'abord, les fonctions psychologiques après, parce qu'elles sont plus com-

1. Sauf sur le tabac, le thé, le café, le vin, les spiritueux, les raisins de Corinthe et quelques autres articles pour lesquels les droits de douane sont, à proprement parler, des impôts de consommation.

onctions occupent à la fin une place pré-ue, chez l'homme par exemple, tous les'siologique se subordonnent entièrement Elle montrera que cette même évolutionciétés. Là aussi les fonctions physiolo-imentation, de l'habitation, de la repro-d'abord, les fonctions psychiques (reli-itérature) après, parce qu'elles sont plus s psychiques occupent à la fin une place on qu'un État civilisé est un ensemble our but le développement de la culture ra comment, le mouvement étant l'essence i lutte est perpétuelle entre tous les êtres e prend, tour à tour, la forme astrono-ogique et mentale. Enfin la sociologie lés applicables aux luttes physiologiques tes intellectuelles.

une société ne peuvent pas s'adonner aux s. Des individus spéciaux, les savants et ent à cette besogne; ils entrevoient les plus vastes et ouvrent des sillons où les eu à peu. Les programmes élaborés par ar des phases presque identiques. Traités s sont conformes aux lois de la nature, en plus d'adhérents. Un jour vient où un classe sociale les inscrivent au nombre . S'ils gagnent encore plus de terrain, ils ns populaires qu'aucune digue ne peut r se transformer en lois.

globe terrestre était trop peu connu et un lividus avaient une étendue d'esprit assez rasser les intérêts généraux de l'humanité ur s'en occuper. Mais, de même que l'in-impliqué dans l'intérêt de l'association rtie, de même l'intérêt de chaque groupe dans celui de l'humanité. L'individu ne le maximum de bien-être ici-bas que si e l'humanité sont connus et pris en con plus général est en même temps le plus

important. Si tout le globe était peuplé d'êtres civilisés, le bonheur de chacun des habitants de notre planète atteindrait le point culminant réalisable ici-bas. Par malheur, l'intérêt le plus général, qui est le plus important, ne paraît pas le plus important.

Cela provient de l'étroitesse de notre vue. Voir au loin (dans l'espace comme dans le temps) donne la possibilité de prévoir. Mais pour *prévoir*, il faut savoir. La science produit donc la jouissance, comme l'ignorance la souffrance.

Depuis la plus haute antiquité, l'homme n'a eu qu'un seul but : augmenter son bien-être. Mais, faute de connaître les lois de l'économie politique, les gouvernements, tout en voulant enrichir les sociétés, passent leur temps (il faut leur rendre cette justice) à massacrer les poules aux œufs d'or. De même les gouvernements on toujours travaillé à établir l'homogénéité nationale, mais, faute de connaître la véritable nature des luttes sociales, toutes les mesures qu'ils ont édictées, ont seulement retardé cette homogénéité¹. Dans les deux cas les intentions sont excellentes et le but parfaitement légitime : une société doit s'enrichir et doit assimiler les éléments étrangers. Mais, faute de science, loin d'arriver au résultat désiré, on arrive au résultat contraire.

II

« On a fait du bronze avant de savoir la chimie, dit M. Bresson², l'art de la coupe des pierres a précédé les solutions théoriques de la géométrie descriptive ; plus ou moins on a guéri les malades sans la biologie et bien ou mal gouverné les peuples sans sociologie. » C'est parfaitement juste, mais, précisément, la prospérité de l'homme est en raison directe de ses connaissances scientifiques. « Les scories amoncelées autour des anciennes usines au Mexique renferment encore de 25 à 30 p. 100 d'argent, soit au moins six milliards de francs³. » La chimie

1. Très souvent les gouvernements veulent que les plus intelligents ne l'emportent pas sur les moins intelligents. C'est vouloir que le plus lourd plateau d'une balance ne l'emporte pas sur le plus léger.

2. *Les trois évolutions*. Paris, 1888, p. 33.

3. E. Reclus, *Nouv. Géogr. univ.*, t. XVIII, p. 294.

« progrès si immenses à la métallurgie, maintenant ce que l'on considérait naguère peut faire une spéculation très lucrative. Aussi peu la botanique et la biologie que la mauvaise agriculture. Il en sera de même. Nous connaissons à peine ses lois. Ses institutions politiques, comme on la mauvaise métallurgie.

« nos étonnants progrès dans les sciences d'application pratique, nos systèmes de gouvernement administrative, d'éducation nationale, sociale et morale sont à l'état de barbare¹. Les sciences ont suggéré les applications ont augmenté notre bien-être dans une mesure que les progrès de la physique aux XVIII^e et XIX^e siècles ont rendu possible la machine à vapeur, le télégraphe, l'éclairage électrique, etc. Quand la sociologie sera devenue une science elle rendra des services aussi nombreux que ceux que ses lois seront appliquées dans l'ordre social. La nature, par ses coups répétés, dit à l'homme en nous ce qui est en elle et nous façonne à son image. Les deux mécanismes, celui du cerveau et celui du corps, mettant de plus en plus en harmonie, finiront par se fondre en une seule science. Cet accord constitue la science. » Aussi les sciences ont-elles de plus en plus de science. La physique est complètement incontestée pour la métallurgie, la chimie. Nul ne songe plus à consacrer des machines, à extraire des minerais, à les transformer en produits chimiques sans s'appuyer sur les lois de la chimie. Elle commande à l'agriculture et l'élève du bétail, par la biologie. Sur ce dernier terrain, les sciences sont plus récentes et, encore, assez faibles. Mais, dans un temps rapproché, on fera de l'agriculture une science basée sur la métallurgie scientifique. Enfin les sciences positives s'empare de plus en plus de la vie humaine. La position est déjà presque emportée. Grâce

¹ *Naturelle*, p. 562.

² *Centenaire de 1789*. Paris, 1889, p. 61.

à la bactériologie, les maladies infectieuses sont entrées dans le domaine des sciences d'observation et même dans celui de la science expérimentale. En psychologie, le combat se livre encore aux avant-postes. Mais les attaques sont de plus en plus vives et l'on peut prévoir le jour prochain où cette place sera emportée aussi. Alors il y aura une pédagogie scientifique basée sur des observations positives, une criminologie qui procédera d'une pathologie du cerveau.

C'est le domaine des sciences sociales qui constitue, encore aujourd'hui, la forteresse la plus puissante de l'empirisme métaphysique. A vrai dire, la science moderne commence à peine le siège de cette position. Il y a encore tant à faire dans la biologie pure, que les naturalistes n'ont pas le loisir d'entreprendre des sorties contre les positions de la politique empirique. Or les naturalistes seuls sont de force à renverser les retranchements d'erreurs colossales que les générations du passé ont accumulé dans ce domaine.

Pour qu'une armée acquière le maximum de puissance, il faut qu'elle adopte une tactique habile. Dans le domaine scientifique, c'est la méthode qui est l'analogue de la tactique. Les naturalistes sont seuls capables de démolir l'ancienne politique, parce que seuls ils pourront apporter une méthode rationnelle en sociologie. Tout individu complexe est une société de cellules. Donc le domaine de la sociologie commence, à vrai dire, en même temps que celui de la biologie. Tant qu'on n'appliquera pas les mêmes méthodes dans les deux sciences, tant qu'on ne comprendra pas que les sociétés sont des organismes où il faut distinguer des fonctions, l'ancienne politique de l'empirisme sera inattaquable.

Il faut avouer qu'elle se défend avec vigueur. Non seulement la science positive n'est pas encore le guide des hommes d'État, mais ils nient même effrontément qu'elle puisse jamais le devenir. Tout récemment encore, par exemple, M. Méline (le président de la commission du tarif des douanes en France, en 1891) se défendait d'avoir *une théorie quelconque*, il se *flattait* d'être simplement un empirique. Que dirait-on d'un prétendu ingénieur mécanicien, qui, chargé de construire une nouvelle machine, tiendrait le langage suivant : « Je m'honore de n'avoir jamais étudié la mécanique théorique. Je m'honore de construire mes

appareils sans aucun calcul mathématique, en me guidant simplement sur les pratiques du passé. » Que dirait-on d'un prétendu médecin venant déclarer qu'il n'a jamais étudié l'anatomie ni la physiologie, qu'il tient ces sciences pour dangereuses et funestes, qu'il essaye de guérir les maladies à l'aide des pratiques traditionnelles léguées par les ancêtres. Ce qu'on dirait à ces deux individus est bien simple : on ne leur délivrerait pas de diplôme d'ingénieur ni de médecin, et, s'ils continuaient, malgré cela, à construire des machines et à vouloir guérir des malades, on les mettrait en prison. Cependant le langage de M. Méline est exactement semblable à celui de ces individus.

Il déclare qu'en élaborant son nouveau tarif, il a tenu pour nuls tous les enseignements de l'économie politique. Une science est l'ensemble des observations que nos devanciers ont accumulé sur un certain ordre de phénomènes naturels ; de plus ce sont des observations classées méthodiquement et ramenées à certaines lois universelles. Dire qu'on repoussera les enseignements de la science, c'est dire que, de propos délibéré, on veut rester aveugle et sourd. C'est même aller plus loin, c'est déclarer que la folie doit être la règle de notre conduite, car nier les lois générales de l'univers est de la pure démente. Il faut vraiment s'étonner qu'à la fin du XIX^e siècle on ait osé faire de pareilles déclarations, à la face du monde, dans le parlement d'une nation civilisée ! Il est difficile d'imaginer un langage plus dégradant et on se demande comment la rougeur n'a pas monté au front de M. Méline, quand il a prononcé ces paroles !

Si puissante que soit encore la forteresse de l'empirisme politique, elle sera assiégée par la science positive, emportée et démantelée. Alors il paraîtra aussi monstrueux de vouloir faire une loi sans se baser sur les enseignements de la sociologie, qu'il paraît monstrueux, aujourd'hui, de vouloir faire une machine sans se baser sur les enseignements de la mécanique.

Par malheur, la sociologie en est encore à ses commencements. Pour se constituer sur une base positive, elle devra commencer par livrer un combat à mort à la métaphysique. L'homme doit sa supériorité sur les autres animaux, à son intelligence. Seul, ici-bas, il a l'idée de causation. Mais si l'homme est capable d'attribuer chaque effet à une cause, il n'a, malheu-

reusement, pas la faculté miraculeuse de découvrir d'emblée la cause véritable. Attribuer les phénomènes à une cause qui n'est pas réelle, constitue le plus grand obstacle au progrès de la science. Or, tant que l'humanité persistera dans la conception biblique de l'univers, tant qu'elle attribuera tous les phénomènes naturels aux caprices d'une divinité, elle nagera en pleine métaphysique. On ne pourra établir des lois sociales qu'en admettant le déterminisme dans le domaine psychique, comme on l'admet déjà dans le domaine de la matière inorganique.

L'observation des phénomènes naturels oblige à repousser complètement la conception biblique de l'univers. Mais notre esprit peut difficilement se débarrasser des routines anciennes et, après avoir rejeté l'intervention de la divinité dans chaque phénomène particulier, il l'admet encore pour l'ensemble des phénomènes. Ainsi, en géologie, on a longtemps cru aux cataclysmes. Cuvier s'imaginait qu'à un certain moment une force inconnue et incompréhensible (qui avait de profondes analogies avec le *Iahveh* de la Bible) était intervenue, avait détruit toutes les espèces vivantes et les avait remplacées par des espèces nouvelles. Des observations plus méthodiques et plus nombreuses ont fait bon marché de cette théorie des cataclysmes. Tous les géologues admettent aujourd'hui que les transformations opérées sur notre globe, sont dues aux mêmes causes lentes et perpétuelles que nous voyons encore agir sous nos yeux. On n'admet plus la nécessité de l'intervention divine pour produire le passage de la faune secondaire à la faune tertiaire, mais bon nombre d'esprits s'imaginent encore que l'ensemble de l'évolution géologique a été réglée par un Être suprême.

Les sciences sociales sont moins avancées que la géologie et on y admet encore la théorie des cataclysmes. Ainsi, quand on parle des conquêtes, on s' imagine toujours que l'ancienne population autochtone a été massacrée jusqu'au dernier homme. Depuis la période paléolithique, l'Angleterre a été peuplée successivement par une race ayant quelques analogies avec les esquimaux modernes, puis par des Ibériens (analogues aux Basques modernes), des Celtes et enfin des Saxons et des Français. On s' imagine qu'à chaque invasion, il y a eu un cataclysme qui a complètement emporté les races plus anciennes. Ces massacres généraux n'ont pas eu lieu en réalité et les Anglais modernes sont

A coup sûr, l'humanité ne s'arrêtera pas à la lecture et à l'écriture, car l'humanité ne s'arrêtera jamais. Un jour viendra où chaque homme recevra des notions fondamentales sur la structure de l'univers. Ces notions ne sont pas plus difficiles à comprendre que les bases théologiques de la religion chrétienne, condensées dans le *credo*. Le *credo* scientifique pourra se ramener aussi à quelques paragraphes aussi peu nombreux que ceux du symbole de Nicée¹. Le jour où tous les hommes auront une conception scientifique de l'univers, l'humanité aura fait un pas en avant qui sera égal, sinon supérieur, à celui qu'elle a accompli jusqu'à présent, en s'élevant au-dessus des autres animaux. La politique de cette époque sera quelque chose de bien différent de la politique actuelle. Ses principes, sur plusieurs points, seront même diamétralement opposés aux nôtres. Il est probable, par exemple, que les générations futures abandonneront le fétichisme de l'*étendue* de l'État, quand elles abandonneront tous les autres fétichismes.

Il est impossible à chacun de nous d'acquérir des notions scientifiques sur l'univers, par notre observation et notre expérience personnelle. Si intelligent que soit un homme, quatre-vingt-dix-neuf idées sur cent lui viennent du milieu social. La division du travail est inévitable dans le domaine intellectuel, comme dans tous les autres. Un petit groupe produit des idées dont se nourrissent des masses. Le milieu mental exerce son action sur chaque individu, et les personnes qui sont au pouvoir, si bornées qu'elles soient, parfois, subissent l'influence du milieu, comme toutes les autres.

Il n'est donc pas nécessaire que tous les hommes, ou même une très grande majorité d'hommes, comprennent les enseignements de la sociologie, pour qu'ils sortent du domaine des idées pures et s'incorporent dans les législations positives. Il suffira

1. De même que le *credo* chrétien est l'ensemble des vérités qu'il faut connaître pour assurer la félicité de son âme, le *credo* scientifique sera l'ensemble des vérités qu'il faudra connaître, pour atteindre la plus grande somme de félicité ici-bas. Un très grand nombre d'hommes n'auront jamais ni le désir, ni le loisir de soumettre ces principes fondamentaux à une critique personnelle. Ils les admettront par une opération de la foi, comme ils admettent aujourd'hui les dogmes religieux. Il y aura seulement cette différence capitale, que les dogmes scientifiques soutiendront l'analyse la plus pénétrante, tandis que les dogmes religieux ne soutiennent même pas l'analyse la plus superficielle.

que cette compréhension soit acquise par ce qu'on appelle l'élite sociale ou la classe dirigeante. Les foules suivront les chefs dans l'avenir, comme elles les ont suivis dans le passé.

Pour réaliser la fédération européenne, il suffirait peut-être d'emporter la conviction de quatre millions d'hommes sur les trois cent cinquante-sept qui habitent notre continent. Mais il faudrait que ces quatre millions fussent précisément ceux qui dirigent les destinées des trois cent cinquante-trois autres. La tâche n'est pas facile, comme nous le montrerons plus loin, mais, dans tous les cas, elle est plus aisée que s'il fallait emporter la conviction universelle¹. Une chose met en défiance contre la possibilité d'appliquer les enseignements de la science à l'organisation des sociétés humaines. On a remarqué depuis longtemps, que les hommes les plus savants ne faisaient pas toujours la meilleure politique. On a même observé que, fort souvent, ils la faisaient plus mal que les empiriques. De là une grande défiance contre l'esprit scientifique.

Ici, il faut distinguer. La politique est une science et un art; pour agir, il faut poursuivre un but. Le but est indiqué par la science, mais les moyens de l'atteindre constituent l'art. Rarement un seul homme possède, en même temps, la faculté de concevoir les théories les plus lumineuses et la force de les appliquer. Cet assemblage ferait un génie hors ligne, comme l'humanité n'en a pas encore possédé. La pensée et l'action sont des facultés différentes, qui doivent rester séparées. Mais si le meilleur politique

1. On a souvent nié la toute-puissance de la classe dirigeante, on a affirmé que les peuples avaient les gouvernements qu'ils méritent. Singulière opinion en vérité. Les peuples supportent patiemment des gouvernements très imparfaits, et ils se révolteront lorsque les gouvernements deviendront meilleurs ! De nos jours ce sont des classes dirigeantes qui font la législation dans tous les pays ; elles la font très mal, c'est vrai, mais à coup sûr ce n'est pas le jour où elles la feront bien, qu'on leur arrachera cette fonction. On n'a jamais entendu un peuple dire à son gouvernement : « Nous payons trop peu d'impôts, nous désirons en payer davantage. » Ou bien : « Vous nous dégrevez, nous allons vous renverser. » Nous avons, d'ailleurs, un exemple très remarquable à l'appui de notre opinion : c'est l'Inde. Les Anglais y ont établi une administration et surtout une justice infiniment supérieure à celle qui existait avant eux. Nulle part le peuple ne s'est révolté pour exiger que les juges cessassent d'être intègres et fussent vénaux comme par le passé. On observe, au contraire, que les indigènes tâchent toujours de porter leurs causes devant les magistrats anglais.

n'est pas celui qui est capable de découvrir une théorie vraie, il ne s'en suit pas qu'il gagne à ne pas la connaître. Ainsi la question à l'ordre du jour est aujourd'hui la fédération européenne. Ce but, à coup sûr, n'est pas facile à réaliser. Cependant un homme d'État contemporain qui ne conçoit pas ce but, est un aveugle. Il devrait faire des bottes et des chapeaux, mais non de la politique. Tout individu qui fait de la médecine n'est pas, nécessairement, un bon médecin ; mais il n'ensuit pas qu'il serait un meilleur médecin s'il n'avait pas étudié la médecine. Tout sociologue ne sera pas, forcément, un grand ministre, mais il ne suffira pas, non plus, d'ignorer la sociologie, pour devenir un homme d'État remarquable.

Dernièrement le tribunal de Paris avait à juger un procès sur un tableau. Le vendeur affirmait que c'était un Rubens, l'acheteur affirmait qu'on l'avait trompé et que ce n'en était pas un. Le magistrat n'avait aucune connaissance en peinture. Que fit-il ? Il appela des experts qui avaient cette connaissance. Certes, ces experts n'étaient pas infailibles, le magistrat le savait bien. Mais, dans l'impossibilité d'atteindre la vérité absolue, il se contenta de la plus grande somme de vérité relative qu'il lui était donné d'obtenir. Si ce magistrat avait appelé comme experts, en cette circonstance, un danseur ou une cantatrice, un charron ou un chaudronnier, il se serait attiré un blâme universel. C'est, cependant, ce qu'on fera dans les sociétés, tant que la politique ne sera pas pratiquée par des hommes connaissant la science sociale. Ces individus se tromperont aussi. Est-ce que les ingénieurs ne se trompent pas ? Est-ce qu'il n'y a pas des ponts qui s'écroulent ? Il ne viendra à l'idée de personne, cependant, de confier la construction des ponts à des agronomes ou à des médecins, parce que des ponts construits par des ingénieurs se sont écroulés quelquefois. Platon avait inscrit, à l'entrée de l'Académie : « Que nul, s'il n'est géomètre n'entre ici. » Sur les façades des palais législatifs, il faudrait inscrire : « Que nul, s'il n'est sociologue, n'entre ici. »

Les Boers du Transvaal envoyèrent une fois une députation à Mousselekatsi, roi des Ma-Tébélés, pour lui demander l'autorisation d'exploiter les terres de son royaume et de s'y établir. Il répondit : « Je ne veux pas qu'il vienne ici des femmes hollandaises, des vaches, des brebis, des chèvres, je ne veux

pas qu'on bâtit de maisons dans l'étendue de mes États¹. »

Ce Mousslekatsi était aveugle. Il agissait d'une manière diamétralement opposée à ses intérêts bien entendus, car ces Hollandais devaient lui apporter tous les avantages incommensurables qui distinguent la civilisation de la barbarie. Si Mousslekatsi comprit même, qu'une fois les Hollandais établis dans ses États, ils deviendraient les maîtres et les Ma-Télébés les serviteurs, il agit, tout de même, en opposition avec ses intérêts, car la condition des classes ouvrières dans un pays civilisé, est infiniment supérieure à la condition des classes dominantes dans un pays barbare.

Les gouvernements européens sont aujourd'hui comme ce Mousslekatsi. Ils ne comprennent pas leurs intérêts véritables. Mais qui leur donnera cette conception? La sociologie. Cette science s'appuie sur la biologie; à son tour, la biologie se guide sur la paléontologie. La paléontologie n'est autre qu'une branche de la géologie et cette dernière science a l'astronomie pour assise fondamentale, puisqu'on peut observer aujourd'hui, dans le ciel, des corps se trouvant aux phases successives que notre système solaire a parcourues dans le passé. D'autre part, ces sciences générales sont des synthèses de la chimie, de la physique et de la mécanique. En sorte qu'un sociologiste doit connaître la nature dans son universalité la plus complète. Dans son domaine particulier, la sociologie a pour base l'anthropologie, l'ethnographie comparée, le droit comparé. Elle considère aussi l'humanité dans son universalité la plus complète. En un mot, le sociologiste doit posséder l'horizon mental le plus étendu, qui soit accessible à notre intelligence. Or, comme l'intérêt le mieux entendu est celui qui peut embrasser les conséquences les plus éloignées d'une action donnée, il s'ensuit qu'un homme d'État agira d'une façon plus conforme à l'intérêt général, précisément quand il aura l'horizon mental le plus étendu, c'est-à-dire quand il sera sociologiste.

La science est une comme la nature. Il n'y a aucune solution de continuité entre les domaines de la chimie, de la biologie et de la sociologie. Or telles ne sont pas encore nos conceptions actuelles. Les sciences naturelles et les sciences morales et poli-

1. E. Reclus, *Nouv. Géogr. univ.*, t. XIII, p. 674.

tiques forment, jusqu'à présent, deux groupes non seulement complètement distincts, mais quelquefois même opposés. Un économiste, un historien ne se croient pas obligés de commencer leurs études par l'astronomie, la chimie, la géologie et la physiologie. Les sciences politiques sont construites sur une *tabula rasa*, où elles sont édifiées sur de pures abstractions métaphysiques. Basées sur un fondement si étroit et si fragile, il est naturel qu'elles soient d'une si navrante faiblesse. Elles n'ont formulé, jusqu'à présent, aucune loi précise. Aussi le public se défie de leurs généralisations. De là vient un discrédit, mérité dans une certaine mesure, mais grandement préjudiciable au bonheur des sociétés humaines.

D'autre part notre système d'instruction néglige les données les plus importantes des sciences naturelles, au profit des niaiseries et des enfantillages philologiques et grammaticaux. On donne plus de temps à l'étude de la syntaxe latine qu'à l'étude de l'astronomie. Le voile épais de l'instruction classique cache l'univers aux yeux de nos contemporains. Aussi nous flottons constamment dans les nuages de l'abstraction pure. Or, pour qu'une politique scientifique puisse triompher dans nos sociétés, il faut que ce voile tombe, il faut que l'homme se décide à regarder la nature avec ses yeux et non à travers le prisme des Grecs et des Romains. Si le mot sociologie paraît même ridicule à beaucoup d'hommes cultivés¹, c'est, justement, parce que les notions des sciences naturelles sont encore si peu répandues dans le public². Mais il n'en sera pas toujours ainsi. Les sciences naturelles s'imposeront de plus en plus aux esprits et, un jour, elles régneront en souveraines incontestées après avoir détrôné les byzantinismes de la syntaxe de la philologie.

La faculté de prévoir est la source de tous les progrès de l'humanité. Imaginer un état à venir est le seul moyen d'en dé-

1. Il y en a qui lui font le reproche d'être un barbarisme, parce qu'il est composé d'un mot latin et d'un mot grec, chose qu'une bonne philologie devrait repousser. Comme si vraiment le *mot* (un son composé de voyelles et de consonnes) avait quelque importance par lui-même !

2. Tel homme, qui rougirait aujourd'hui d'écrire *idile* au lieu d'*idylle*, ne rougit pas d'ignorer que la force ne se crée pas dans l'univers. Or, si l'orthographe du mot *idylle* n'exerce aucune action sur la destinée de chacun de nous, la notion que la quantité de force est immuable dans l'univers en exerce une fort grande.

sirer la réalisation. Mais cet idéal peut ne pas être conforme aux lois naturelles. Il peut constituer une véritable utopie. Alors tous les efforts pour le mettre en pratique, sont de purs gaspillages qui ralentissent le taux d'accroissement du bien-être. Déterminer la trajectoire d'une force naturelle et s'abandonner à son courant, c'est tout le progrès. Prévoir l'avenir, signifie se soumettre aux lois de la nature. Or la science seule pourra déterminer un jour la trajectoire de l'évolution sociale.

Un mot encore sur les institutions futures. L'évolution mentale de chaque individu et l'évolution mentale des sociétés se développent parallèlement, parce qu'elles sont dans une interdépendance complète. Les hommes plus intelligents font des institutions plus parfaites, les institutions plus parfaites font les hommes plus intelligents. Or, l'intelligence est la faculté de retenir le plus grand nombre d'images du monde extérieur. D'une façon générale, on peut affirmer que l'intelligence provient, dans une certaine mesure, du nombre de cellules réceptrices. Quand l'homme réfléchit, avant de prendre une résolution, un grand nombre de cellules cérébrales entrent en vibration et donnent pour ainsi dire leur avis. Plus ce nombre est grand, plus la résolution est mûrie. Ce que nous appelons la passion est, précisément, la prédominance exclusive et despotique de certains centres cérébraux qui étouffent les manifestations de tous les autres. Une résolution froide et raisonnée est (qu'on nous pardonne cette comparaison), comme un plébiscite des cellules nerveuses.

L'homme chez qui la raison l'emporte toujours sur la passion, possède comme une organisation constitutionnelle du cerveau. Le progrès mental consiste à réaliser cet état. De même, le progrès social consiste également à organiser des délibérations aussi sages que possible et à augmenter le nombre des individus qui peuvent y prendre part. Dans les monarchies despotiques de l'Orient, le souverain décide tout; dans quelques cantons démocratiques de la Suisse, on a organisé, par le *referendum*, le gouvernement direct par les citoyens.

Le développement de l'intelligence amènera dans l'individu, comme dans les sociétés, des résolutions plus froides et plus raisonnées. Les peuples barbares sont plus passionnés que les

peuples civilisés. Il viendra peut-être un jour où les ministres et les législateurs ne régleront leur conduite que sur des délibérations calmes et réfléchies.

IV

La fédération européenne, tel est donc notre programme. Que de gens, en lisant ces mots, hausseront les épaules avec mépris, en répétant : utopie ! utopie ! Cette conduite n'assurera jamais le progrès des sociétés. Si une idée nous paraît fausse, il faut la combattre ; mais, si elle nous paraît vraie, il faut la prêcher sans trêve ni repos, la répandre aux quatre coins de l'horizon, organiser en sa faveur la propagande la plus active. Après des années d'efforts et de luttes, la semence lèvera et un jour plus brillant luira pour les malheureux humains.

Considérons maintenant quels sont les partisans et les adversaires de la fédération européenne.

La division du travail est une preuve de perfection organique. Il semble que, dans les sociétés, on devrait aussi se partager la besogne pour la rendre plus fructueuse. Les classes peu fortunées, pour qui le pain quotidien est le besoin le plus impérieux, produiraient les richesses économiques ; les classes fortunées, qui n'ont pas à se soucier du lendemain, auraient le loisir de produire des idées et des sentiments. Dans cet arrangement, les classes riches seraient comme la tête dans un organisme individuel. Ce serait à elles d'inventer les idées dont vivrait le peuple. Ce serait à elles de songer au perfectionnement incessant de l'appareil gouvernemental. L'aristocratie devrait être en tout point en avance sur le reste de la nation. Ayant le loisir pour l'étude, son horizon devrait être le plus vaste, par conséquent son programme toujours plus scientifique, c'est-à-dire plus avancé.

Hélas ! comme il est loin d'en être ainsi ! Par un singulier renversement de l'ordre rationnel, ce sont les aristocraties qui soutiennent partout les idées rétrogrades et les classes ouvrières qui ont les idées les plus éclairées. En Angleterre, par exemple, grâce aux richesses inaliénables, aux privilèges poli-

tiques et aux loisirs que possèdent les lords, ceux-ci sont dans les conditions les plus avantageuses pour s'adonner d'une façon complète à l'étude des sciences sociales et pour s'adapter entièrement à la fonction politique. Il n'en est pas de même pour les *commoners*. Un grand nombre de députés de la Chambre basse sont des banquiers, des industriels, des avocats, qui ne pourraient pas, sans un très grand dommage, renoncer à ces différentes professions. Ils ont donc moins de temps pour cultiver leur esprit et s'occuper d'études politiques. Ces conditions étant données, c'est la Chambre des lords qui aurait dû être radicale et la Chambre des communes, conservatrice.

Par malheur, il n'en est pas ainsi et, dans la plupart des pays civilisés, plus antique est la race, plus illustre l'origine, plus étroites sont les idées. Il y a quelques exceptions, mais elles sont très rares.

Le plus grand obstacle à la marche rapide du progrès provient de cette organisation vicieuse. Rarement la grande fortune va de pair avec les lumières, et les gens qui auraient le plus de facilités pour acquérir le plus de connaissances, sont précisément ceux qui n'y songent presque jamais.

Cependant il est impossible de méconnaître que la richesse est une immense puissance. Quoi qu'on fasse, les riches joueront toujours un rôle important dans les sociétés. Or, grâce à l'ignorance et à la paresse d'esprit, les aristocraties sont conservatrices la plupart du temps, même quand les idées nouvelles n'entament en rien leur situation.

La fédération européenne rencontrera certainement une grande opposition venant de la routine des classes aristocratiques.

Si les aristocraties sont conservatrices par simple paresse d'esprit, on jugera combien elles le sont davantage quand leurs intérêts sont engagés dans la question. Autrefois les aristocraties s'étaient attribué de nombreux privilèges. Elles veulent les conserver et pour cela elles tiennent aux anciens abus. On sait l'opposition que la Chambre des lords a faite à la réforme parlementaire en Angleterre. Cependant rien ne dégrade plus l'aristocratie qu'une pareille conduite. Qu'un pauvre diable, sans sou ni maille, fasse des bassesses pour une place ou un privilège, cela se comprend à la rigueur. Mais qu'un lord ayant déjà des

millions de francs de revenu, mendie une sinécure pour son fils (c'est-à-dire, en définitive, vole ses semblables), c'est indigne, c'est lâche, c'est honteux ! Par malheur, la morale ne s'impose pas. Les aristocraties, pour peu honorable que soit leur conduite, n'en sont pas moins une force avec laquelle il faut compter. En Prusse, par exemple, les hobereaux font encore la loi. Or, la Prusse c'est l'Allemagne et l'Allemagne règle la destinée des autres nations de notre continent.

Les aristocrates se trompent grossièrement sur leur intérêt véritable. Au moyen âge, les petits seigneurs féodaux voulaient tous garder le droit de détrousser les passants sur les grandes routes. Ils appelaient cela le droit de souveraineté. Évidemment, ils désiraient garder la possibilité de pratiquer le brigandage, pour s'enrichir. Ces privilèges ont été abolis. Les descendants des anciens barons ne peuvent plus piller les passants. Est-ce à dire qu'ils soient plus pauvres pour cela ? Non, puisque leurs terres, qui valaient fort peu pendant la période de l'anarchie, valent beaucoup maintenant dans la période de la sécurité. Le droit de guerre et de paix que se réservent des unités considérables, comme la Prusse, la France ou la Russie, n'est autre chose, au fond, que le droit au brigandage auquel les barons du moyen âge tenaient tant. Un des métiers préférés de l'aristocratie, est celui des armes. Elle s'oppose donc à la fédération européenne qui diminuerait très sensiblement le prix de ses services. Mais les aristocrates ne font pas la guerre pour la guerre ; ils n'éprouvent pas, eux non plus, un plaisir spécial à être tués ou blessés. Ils font la guerre pour les bénéfices qu'elle leur procure. Eh bien ! leur aveuglement seul les empêche de voir qu'ils gagneraient autant par la fédération européenne, qu'ils ont gagné par la suppression du brigandage. La paix augmenterait dans une mesure immense la richesse générale des sociétés, et, vivant dans une société plus riche, ils auraient plus de jouissances. C'est le point de vue général ; mais de plus, leurs terres vaudraient infiniment plus qu'aujourd'hui, si l'anarchie internationale venait à faire place à un état légal. La plus-value dont ils profiteraient dans ce cas, est infiniment supérieure à tous les bénéfices que pourra leur procurer le métier des armes.

Considérons maintenant les intérêts de la bourgeoisie. Cette classe aura tout à gagner à la fédération européenne et rien à

perdre ; par conséquent elle devrait y pousser de toutes ses forces. Cependant, nous voyons qu'elle y fait parfois une très vive opposition. D'où vient cette singulière inconséquence ?

Elle vient du parti socialiste. Les socialistes parlent de supprimer la propriété individuelle. La classe bourgeoise, se sentant menacée, cherche des alliés. Elle les trouve dans les aristocraties et dans la monarchie de droit divin. La défense de la propriété est le lien qui unit le trône, la noblesse et la bourgeoisie, et cette dernière, par esprit de solidarité, soutient à son tour les prétentions de ses associés. Voilà comment la bourgeoisie est amenée dans le camp des conservateurs et voilà pourquoi elle est opposée à la fédération internationale. Il faut avouer que la bourgeoisie fait là un marché de dupe, d'une sottise phénoménale. De même que les peuples anciens vivaient dans la terreur perpétuelle des divinités malfaisantes créées par leur imagination, la bourgeoisie moderne sacrifie toute sa prospérité à un fantôme. Les socialistes ne réussiront pas plus à abolir la propriété individuelle, qu'ils ne réussiront à abolir la pesanteur.

Ce que nous appelons la propriété, correspond entièrement à l'outillage biologique. Les cellules du corps d'un homme prennent dans le milieu ambiant les éléments nécessaires (qui leur sont transmis par la nourriture et le sang), et élaborent, par exemple, cette enveloppe protectrice qui s'appelle la peau. De même, la propriété est l'outillage vital considéré au point de vue économique. Le vêtement qui appartient à un homme, est aussi légitimement à lui que sa peau. La seule différence entre ces deux *outils*, c'est que l'un est élaboré par le travail de quelques cellules du corps, tandis que l'autre est élaboré par le travail entier de l'individu. Les anarchistes, les nihilistes, les socialistes, les collectivistes, les communistes et toutes les autres sectes en *iste* pourront se livrer à des attentats contre la propriété. Ils pourront peut-être commettre des spoliations encore plus colossales et plus injustes que celles des jacobins pendant la grande Révolution ; mais, quant à supprimer la propriété, ils n'y réussiront jamais.

Nous ferons observer, en passant, que les voleurs sont loin de nier le droit de propriété. Fouché et les autres jacobins, après avoir dépouillé l'ancienne aristocratie française, tenaient absolument à leurs richesses si mal acquises qu'elles fussent d'ail-

leurs. De même les communards, en 1871, voulaient s'emparer des biens des bourgeois, mais pour se les *approprier*. Saint François d'Assise est un des rares individus sur terre qui ait vraiment nié le droit de propriété. On sait qu'il a eu assez peu d'imitateurs, puisque les franciscains eux-mêmes ont fini par avoir de grandes richesses.

Quels que soient les attentats contre la propriété, auxquels les anarchistes se livreront dans l'avenir, ces attaques sont peu de chose en comparaison de celles que nous avons subies dans le passé et que nous subissons dans le présent, car la base même de nos sociétés est la spoliation. En effet, tant que durera l'anarchie internationale, il sera reconnu comme principe fondamental du droit, qu'une nation *appartient* à la bande conquérante qui saura s'emparer de son territoire. Aucun gouvernement moderne, pas plus dans les monarchies les plus absolues que dans les républiques les plus démocratiques, n'a su se débarrasser encore de sa tare originelle. Partout un gouvernement est une *entreprise* qui est faite au profit de ceux qui l'exploitent. Aux États-Unis d'Amérique, c'est même un principe généralement reconnu : aux vainqueurs les dépouilles. Aussi vole-t-on le contribuable américain avec une impudence que, fort heureusement, nous ne savons pas encore imiter en deçà de l'Atlantique¹. De tous les États de l'Europe, les finances de la République française sont dilapidées avec le moins de vergogne. De 1881, à 1892, en pleine paix, la dette de la France a augmenté de 6 677 806 591 francs. En 1883, les dépenses extra-budgétaires de la France (dont quelques-unes occultes) montaient à 835 millions de francs. On sait que le contribuable français est le plus imposé de l'Europe.

Il faut encore rappeler cette colossale spoliation qui s'appelle le système protecteur. C'est par milliards qu'on extorque l'argent aux malheureux contribuables, sous prétexte de protéger l'agriculture ou l'industrie. De plus, ce que le système

1. Le gouvernement des États-Unis est parvenu à mettre en péril (pour 1892 on parle de déficit) les finances les plus admirables qui aient jamais existé sur notre globe. En 1882 le budget des États-Unis présentait un surplus de 730 millions de francs. Il a été réduit à 133 millions en 1891. Par contre les pensions qui figuraient au budget de 1882 pour 305 millions de francs, ont été portées, en 1891, à 620 millions. (Voy. l'*Économiste français* du 25 juillet 1891, p. 103.)

la propriété est bien mal protégée par le régime actuel. D'autre part, il est absolument puéril de craindre qu'elle puisse jamais être supprimée par les socialistes. On peut en déduire que la bourgeoisie commet la plus grossière des erreurs en s'alliant à l'aristocratie, pour maintenir l'anarchie actuelle.

Les dynasties souveraines, actuellement régnantes, sont certainement parmi les adversaires les plus résolus de la fédération européenne. Les souverains, de nos jours, sont parfois les descendants directs des chefs des bandes militaires qui ont fondé les entreprises politiques. S'ils ne sont pas leurs descendants directs, ils ont acquis leurs droits et leurs traditions. Ils considèrent donc leurs États comme des patrimoines personnels et croient devoir mettre leur dignité à ne pas les laisser amoindrir; ils croient forfaire à l'honneur en ne les transmettant pas intacts à leurs descendants, comme ils les ont reçus de leurs pères. Le sultan verrait sa domination bien réduite si on laissait les Grecs, les Bulgares, les Serbes, et les Albanais de la Turquie d'Europe disposer de leurs destinées. La fédération européenne ne pourrait s'organiser que le jour où chaque membre entrerait de plein gré dans l'association; elle présuppose, comme condition fondamentale de son existence, la libre disposition des destinées nationales. Les rois, d'autre part, en considérant leurs peuples comme leur propriété, nient le droit de libre disposition. Ils sont donc opposés en principe à la fédération.

Il faut considérer s'ils agissent, dans ce cas, conformément à leur intérêt véritable. Comme les rois occupent le premier poste de la société, ils auraient dû être ce que les bergers sont aux troupeaux; ils auraient dû avoir l'horizon mental le plus étendu qui soit accessible à l'esprit humain. Par malheur, c'est souvent le contraire. Les rois de nos dynasties européennes, dont les idées sont plus avancées que celles de leurs contemporains, peuvent se compter sur les doigts d'une seule main. Encore ne serait-on peut-être pas obligé d'en épuiser le nombre. L'esprit conservateur, le plus étroit et le plus fanatique, a régné parfois pendant

crises sociales. Mais les petites confiscations de tous les instants nous sont devenues habituelles. Elles échappent aux regards. Cela n'empêche pas que les résultats accumulés de ces faits microscopiques prennent, à la longue, des proportions colossales.

des siècles entiers dans certaines cours¹. Or, qui dit conservatisme, dit étroitesse d'horizon. Voilà pourquoi il est peu probable que les rois comprendront leur intérêt véritable.

Cependant, les souverains devraient se rappeler une vérité élémentaire de la biologie. Un organe, qui remplit mal sa fonction, s'atrophie et, à la longue, s'élimine complètement de l'organisme. Les sociétés ne pourront jamais se passer d'un chef. Bien que l'hérédité de ce chef offre un inconvénient considérable (celui d'amener parfois à la tête de l'État des individus faibles d'esprit ou dépravés²), elle offre, d'autre part, des avantages d'une très haute valeur. Il est difficile de prévoir les institutions de l'avenir. Mais ce qui est certain, c'est que la forme monarchique sera d'autant plus durable que les rois rempliront le mieux leur fonction réelle : celle de marcher en tête du progrès³.

1. Donnons un exemple : l'Alsace-Lorraine. Vingt années d'incorporation ont complètement démontré la difficulté d'assimiler cette province. L'intérêt le plus évident pour l'Allemagne serait de se débarrasser de ce cancer qui lui ronge le flanc. « Mais, dit un journal tory, le *Globe* de Londres, on ne saurait imaginer que la politique de fer et de sang qui a dicté l'annexion puisse être un jour répudiée. Les créateurs du nouvel empire ne sont pas des hommes à reculer devant les conséquences de leurs actes, quelque funestes que ces conséquences puissent être. » Frédéric III et Guillaume II ont hautement proclamé l'Alsace-Lorraine intangible. Ces souverains mettent leur point d'honneur à persévérer dans les routines du passé, à fermer les yeux à l'évidence. Bref ils mettent leur point d'honneur à être aveugles, c'est-à-dire être juste le contraire de ce qu'ils devraient.

2. Ainsi, pendant deux siècles, l'Espagne a eu la malchance d'avoir des souverains à l'esprit très étroit. On sait que les électeurs de l'Empire élurent Charles-Quint parce qu'ils lui connaissaient peu d'intelligence. Il le montra bien quand il vint à Worms, en 1520. Après avoir entendu Luther, il dit : « Ce moine ne fera pas de moi un hérétique ». Ah ! si Charles-Quint avait compris Luther, la face du monde serait aujourd'hui bien différente. Inutile de parler de Philippe II. Son fanatisme a fait le plus grand mal à son pays et à l'Europe. Philippe III et Philippe IV étaient des esprits extrêmement médiocres et de plus des hommes d'une paresse incurable. Quant à Charles II, il était imbécile, épileptique, contrefait et impuissant. Il ne connaissait même pas le nom des provinces de son royaume.

3. Ce qui est vrai de la royauté, l'est également des aristocraties. Les gens riches devraient être les guides, la lumière des classes populaires. Quel beau rôle l'aristocratie aurait à jouer ! Malheureusement, la plupart des grands seigneurs préfèrent la chasse et parfois les plaisirs les plus vulgaires à l'étude des sciences sociales et à la pratique de la politique, qui devrait être leur attribution principale. Nous ne blâmons pas les exercices du corps. Au contraire : faire de l'homme un bel animal est très désirable. Mais il ne faut pas que ces exercices empêchent de penser.

Depuis longtemps l'expérience aurait dû, d'ailleurs, éclairer les souverains. Elle aurait dû leur faire comprendre que le point de vue étroit auquel ils se placent, leur cause à eux-mêmes les souffrances les plus cruelles. Si leur jouissance principale provient des satisfactions d'amour-propre, ils courent aux humiliations les plus profondes, par leur politique.

Ainsi Metternich et avec lui, François I^{er} et Ferdinand I^{er}, ont cru mieux assurer leur pouvoir en tenant les populations autrichiennes dans la torpeur intellectuelle. Ils ont réussi. Ils ont été servis à souhait. Ils ont eu des fonctionnaires imbéciles, des généraux incapables, des ingénieurs militaires routiniers, des agriculteurs pratiquant les procédés les plus primitifs, des industriels sans aucune initiative. L'Autriche, pendant quarante ans, n'a pas donné un esprit hors ligne, ni dans les sciences naturelles, ni dans les sciences sociales. Le grand mouvement intellectuel de l'Europe moderne n'a pas atteint l'Autriche, pendant un demi-siècle.

Les résultats de cette torpeur intellectuelle n'ont pas tardé à se produire. L'Autriche est restée pauvre, mal outillée pour la paix comme pour la guerre. Solferino et Sadowa sont les fruits de la politique de M. de Metternich. Grâce à ce grand ministre, le descendant d'une longue lignée d'empereurs d'Allemagne, le représentant actuel de la fière dynastie des Habsbourgs est descendu au rang de lieutenant du roi de Prusse ! Il est difficile de rêver une humiliation plus profonde !

Une autre cause pousse les dynasties souveraines à combattre la fédération européenne ; c'est la chimère de l'*étendue* de l'État. Il est clair qu'une fédération mettrait fin à toute conquête entre les membres de l'association et alors les accroissements violents de territoire seraient impossibles. Rien n'empêcherait alors les annexions libres, et peut-être qu'en gouvernant bien on attirerait plus d'éléments étrangers qu'on n'en soumet aujourd'hui par la force des armes. Mais, même si ce n'était pas le cas, si aucun souverain ne pouvait augmenter son domaine, une fois la fédération formée, il y aurait encore intérêt à y consentir. Il n'y a pas d'illusion plus fausse que celle de considérer la superficie comme synonyme de richesse et de puissance. L'Angleterre est plus riche que la Russie quoiqu'elle soit soixante-dix fois plus petite.

ERREURS DE

entendu ne
'édération
tenir beau
ppression

arlé des au
s sont ses
nnaitre, à
rs socialist
is, l'aristoc
du mouve
rogramme
malheureus
plus triste
publiciste
plus avancé
s seuls a
nt. Leur ca
si persévé
soit peu
des conq

is célèbres
istes les pl
ans le fétic
avec dédain
réponse :
as su tirer c
toutes nos
utopies à
socialistes
éenne. Co
omprendre
ons ensuite
'établissement
ient les pa

ment, il est impossible, parfois, de ne pas céder à l'évidence des faits. Les moyens de communication rapide, inventés dans notre siècle, ont tant activé le transport des voyageurs et des marchandises, que le monde entier est devenu un marché unique. On sait quelles facilités ont aujourd'hui les travailleurs, pour se rendre d'un pays dans un autre. Dès que le travail est demandé sur un point, les ouvriers affluent des quatre coins de l'horizon. Des ouvriers italiens ont construit la plupart des chemins de fer de la Suisse et de l'Autriche. Mais il y a d'autres phénomènes nouveaux qui n'existaient pas auparavant : ainsi les déplacements de certaines catégories de travailleurs sont devenus périodiques¹. Les garçons d'hôtel, par exemple, sont comme des oiseaux migrateurs. Pendant l'hiver ils vont servir dans le midi de la France et en Italie; pendant l'été ils passent en Suisse et en Allemagne. Quant au transport des marchandises, c'est un fait trop commun pour qu'il soit utile d'en parler. Grâce aux inventions modernes, les frontières des intérêts économiques ont cessé de coïncider avec les frontières des intérêts politiques et intellectuels.

Dans cet état de choses, tous les efforts que faisaient les ouvriers pour améliorer leur sort dans un pays, devaient demeurer absolument stériles si des efforts similaires n'avaient pas lieu dans les pays limitrophes. La cruelle nécessité, et non l'amour du prochain, a fait comprendre aux ouvriers que leurs intérêts étaient solidaires. De là, l'internationalisme. De là, le spectacle consolant d'ouvriers allemands et français, réunis au même congrès, et travaillant à une œuvre commune, pendant que l'empereur d'Allemagne, lui, voudrait dépecer la France en morceaux.

Les congrès internationaux d'ouvriers tendent à devenir annuels. A Bruxelles, en 1891, la France a envoyé soixante et un délégués, l'Allemagne quarante-huit, l'Angleterre vingt-trois, la Hollande dix, la Suisse six, l'Italie deux, et les États-Unis six. Ces congrès ouvriers sont la première tentative embryonnaire de fédération européenne. Ce sont les premières assemblées, à dates périodiques fréquentes, où des représentants des peuples de notre groupe de civilisation se réunissent pour discuter leurs

1. C'est ici un mouvement rythmique, c'est-à-dire organique, qui remplace un mouvement incoordonné.

cuter de leurs intérêts de classe, quelque chose, à coup sûr aurait pu sortir, à la longue, de leurs délibérations. Les ouvriers discutent, se font des concessions mutuelles, votent et se soumettent à des majorités ; puis ils appliquent les décisions prises. Ils arrivent toujours aux congrès avec le désir de s'entendre, non avec celui de casser des têtes. Or il paraît que ce que peuvent de simples ouvriers, les plus grands diplomates de l'Europe, les hommes d'État proclamés « génies » politiques ne le peuvent pas ! Chez les ouvriers, la raison guide la passion, mais il paraît que chez les hommes d'État la sottise vanité, l'amour-propre ridicule, bref les passions, doivent toujours l'emporter sur le bon sens ! Comment les diplomates acceptent-ils une comparaison si humiliante pour eux ? Nous le répétons, si des congrès de ministres se réunissaient tous les ans pour discuter les intérêts européens avec le *désir* de s'entendre, bien des guerres sanglantes auraient pu être évitées. L'entente n'est pas facile, nous le savons ; mais au moins les peuples verraient quelque bonne volonté de la part de leurs gouvernements. Rien de pareil aujourd'hui. On met tout son amour-propre, tout son zèle, à pousser aux extrémités les plus cruelles, on met tout son orgueil à ne pas *chercher* le moyen de s'entendre. On dirait qu'aux yeux des diplomates, la supériorité consiste à rabaisser l'homme au niveau de la brute qui ne sait pas dominer ses passions.

Le quatrième état nous fait vraiment marcher de surprise en surprise. Les rois, les hommes d'État les plus célèbres, les aristocraties et les bourgeoisies n'ont jamais formulé de programmes politiques. Ils n'ont jamais pensé, même, qu'il y eût nécessité d'en formuler un. Ils ont tenu pour sagesse suprême de marcher, sans boussole et sans guide, au gré du vent qui souffle. Pour la première fois dans l'histoire du monde, une classe sociale a apporté un programme. Que celui des socialistes soit bon ou mauvais, c'est ce qui est hors de discussion pour le moment. Mais ce qui est un événement d'une grave importance, c'est son apparition même. Les hautes classes devraient bien prendre exemple sur les ouvriers et dresser aussi leur programme. Qu'il soit bon ou mauvais, il leur procurerait l'immense avantage de ne plus marcher au hasard et dans les ténèbres. Il leur procurerait l'immense avantage de remplacer le grossier empirisme de nos jours par une conception plus scientifique des problèmes

heur, nos religions actuelles n'élargissent pas l'horizon mental, elles le bornent. Elles n'ouvrent pas le ciel, elles le ferment. Par cela seul qu'elles ont un dogme défini, elles ne tendent pas à la vérité, elles la repoussent. Aussi l'humanité n'aura-t-elle jamais une conception scientifique de l'univers qu'en passant sur le corps des religions actuellement existantes. Le christianisme, grâce à sa provenance judaïque, est plus contraire à la vérité scientifique, même que l'ancien paganisme. Jupiter était la voûte céleste. C'était bien vague. Cela se laissait interpréter au gré de toutes les théories. Iahveh dans la Bible parle et agit. Il fait telle ou telle chose à des jours déterminés. Cette précision, cette netteté sont des plus funestes. La Bible a été certainement l'ennemi le plus dangereux de la science moderne. Encore aujourd'hui, si la sociologie est dans l'enfance, si la métaphysique règne sans opposition dans les questions politiques, si la fédération européenne ne se fait pas, c'est à la Bible que nous le devons en très grande partie. Les socialistes, en repoussant les croyances chrétiennes, se sont débarrassés des fers qui les empêchaient de marcher. En cela ils ont gagné encore une avance considérable sur les autres classes.

De plus, comme les socialistes ne croient pas à la vie future, ils ont tout intérêt à arranger le mieux possible leur existence d'ici-bas.

Un dernier avantage du parti socialiste ouvrier sur tous les autres, c'est qu'il regarde l'avenir, tandis que les autres regardent le passé. Quelles que soient les erreurs des socialistes, ils nous convient à des expériences dont quelques-unes peuvent réussir, tandis que les conservateurs nous invitent à rester dans un état de choses dont des siècles entiers ont démontré l'imperfection.

Si un homme se couche à côté d'un cadavre, il peut gagner une maladie infectieuse et mourir, mais il ne pourra jamais ressusciter le cadavre. En admettant même que les institutions du passé soient meilleures que les nôtres, elles ont cependant un grave défaut : elles sont mortes. Or ce qui est descendu dans les ténèbres du tombeau, ne reverra jamais la lumière du jour. En persévérant à conserver ce qui n'est plus adapté aux circonstances actuelles, nous pourrions diminuer l'intensité vitale de nos sociétés, mais nous ne pourrions jamais augmenter

notre bonheur. Nous pouvons mourir, mais les institutions du passé ne ressusciteront pas.

Les conservateurs sont cent fois plus utopistes que tous les Fourier et les Saint-Simon du monde. Quand tout, dans l'univers, depuis le plus imperceptible des atomes jusqu'à l'astre le plus gigantesque, est emporté éternellement dans l'espace avec des vitesses vertigineuses, les conservateurs s'imaginent que l'humanité seule peut s'arrêter. Pour que nos institutions puissent rester immuables, il faut, de toute nécessité, que notre manière de penser le soit aussi. Or, à chaque seconde, les idées se modifient dans le cerveau de l'homme. Vouloir arrêter le mouvement des centres nerveux est le délire d'un visionnaire. Vouloir qu'un être vivant ne change pas, c'est vouloir une contradiction formelle, puisque l'être est vivant précisément parce qu'il change¹.

De tous les pays de l'Europe, c'est en Allemagne que les socialistes se sont donné l'organisation la plus parfaite². A vrai dire l'Allemagne est même le seul pays où les socialistes forment un parti politique. Leurs progrès sont remarquables. Les voix que leurs députés ont obtenues aux élections du Reichstag ont augmenté dans la proportion suivante :

1871	101.927		1877	493.447
1874	351.670		1878	437.458

1. L'idéal des conservateurs serait qu'à la même heure des millions d'hommes sur des millions de kilomètres carrés marmottassent la même prière et accomplissent les mêmes mouvements. Si cet idéal était réalisé, les hommes deviendraient des automates. Il n'y aurait plus d'êtres vivants, il n'y aurait que des machines. Chaque conservateur en particulier, dans sa vie privée, a un idéal diamétralement opposé. Il fuit l'ennui, recherche le plaisir, c'est-à-dire la variété. D'où vient le contraste entre l'idéal individuel du conservateur et son idéal social ? Toujours le même principe : fuir la peine, chercher le plaisir. Si tous les hommes étaient des machines, on pourrait les gouverner plus facilement. Les administrateurs auraient moins d'ennuis. Il y a, cependant, un moyen si simple de se débarrasser de tout souci, sans vouloir condamner les hommes à l'automatisme : décentraliser, laisser les gens faire ce que bon leur semble !

2. Nous ajouterons même une des organisations les plus parfaites qui aient été inventées parmi les hommes. A part les armées modernes et l'Église catholique, nous n'en connaissons pas de mieux combinée. L'art de la propagande a reçu chez les socialistes allemands des perfectionnements encore sans exemple dans l'histoire. Le socialisme allemand a su combiner jusqu'à présent deux choses qui s'excluent le plus souvent : la discipline rigide et la plus grande indépendance, la plus grande initiative individuelle. Aussi comme l'organisation est excellente, les progrès du parti ont été très rapides.

1881.....	311.961		1887.....	774.128
1884.....	549.000		1890.....	1.342.000 ¹ .

Si les voix socialistes continuent à augmenter dans la même proportion on peut prévoir le moment où ils auront la majorité au Reichstag¹. En 1887, ils avaient onze députés, en 1890, trente-six. Et encore, ils seraient bien plus nombreux, si la répartition des circonscriptions électorales était équitable. Avec 1 342 000 voix, les socialistes ont trente-six députés, tandis que les conservateurs en ont soixante-cinq avec 920 000 suffrages. Les conservateurs ont un député par 14 000 suffrages exprimés, les socialistes un député par 37 000 suffrages. Si les socialistes étaient représentés dans la même proportion que les conservateurs, ils auraient quatre-vingt-quinze députés au Reichstag.

Pour obtenir la majorité, les socialistes allemands ont besoin d'obtenir l'appui des campagnes. Ils y travaillent de toutes leurs forces. Dans leur programme le plus récent, ils ont laissé de côté tout ce qui pourrait effrayer la classe rurale. Ils ont abandonné complètement tout projet de supprimer la propriété.

Voici leur programme actuel, élaboré à Erfurt en octobre 1891 :

1. Aux élections de 1890, le centre guelfe a seul obtenu un nombre de suffrages supérieurs aux socialistes (1 420 000 voix). Sur 100 électeurs allemands, 19 étaient socialistes, 20 guelfes, 16 progressistes, 16 nationaux-libéraux.

2. Le jour où cela arrivera, bien des choses changeront en Allemagne et, par conséquent, en Europe. Supposons, en effet, que le parti socialiste parvienne à obtenir la majorité au Reichstag allemand. Il pourra rejeter toutes les lois contraires à ses opinions. Cela seul mettra le gouvernement des hobereaux dans une grande difficulté. Mais cela ne serait tout de même qu'une action négative. Comment imposer ses volontés ? Le Reichstag peut refuser de voter le budget de l'empire. Si les citoyens sont éclairés, à partir de ce moment, ils refuseront de payer les impôts. Le gouvernement enverra des soldats pour faire des exécutions mais, si les soldats comprennent aussi la situation, ils n'obéiront pas. En effet, une armée qui va contre les ordres de la législature de son pays, n'est qu'un vil troupeau de prétoriens. Les exécutions qu'on commande aux soldats sont illégales. Or violer la loi, c'est établir l'anarchie. Dès que les soldats n'obéiront plus, les officiers, qui sont une infime minorité, seront réduits à l'impuissance absolue. Le gouvernement des hobereaux, dans l'impossibilité de se procurer des ressources, devra capituler devant la majorité socialiste du Reichstag qui imposera ainsi ses volontés et son programme. Celui-ci pourra être réalisé (dans ses parties réalisables, bien entendu) sans qu'il soit nécessaire de verser une goutte de sang, ni de commettre le moindre désordre. Les socialistes allemands comprennent très bien que persuader les masses est le grand point. Quand ils y seront arrivés, ils seront les maîtres. Les socialistes allemands nous montrent le premier exemple d'une lutte politique menée par des procédés rationnels.

DE LA POLITIQUE MODERNE.

is distinction de sexe.

torale.

le des circonscriptions électorales en
la représentation proportionnelle.

ns.

. dimanche.

■

rés seulement aux personnes sous tu-

r le peuple.

par le peuple dans l'empire, la province

outes les autorités par le suffrage uni-

ts.

armées permanentes par la garde

t de la guerre réservée au peuple.

x résolus par l'arbitrage.

entravant la liberté de la presse et la

emme.

femme dans une situation égale à celle

faire privée.

et des cultes.

uite.

ement par des juges élus par le peuple.

ne de mort.

mes condamnées injustement.

mation gratuits.

les revenus.

vec déclaration personnelle obligatoire.

les successions selon le degré de pa-

les impôts indirects, des droits de
nt les intérêts généraux des masses.

Lois protégeant les ouvriers.

Défense d'employer des enfants avant quatorze ans.

Restriction du travail de nuit.

Repos de trente-six heures par semaine.

Mesures de surveillance et d'hygiène dans les fabriques

Mesures protégeant les ouvriers des campagnes et les domestiques à gages.

Sauvegarde du droit de coalition.

Monopolisation de toutes les assurances ouvrières par l'État, sous le contrôle des délégués ouvriers.

On le voit, ce programme n'a absolument rien d'utopique. L'élection, au suffrage universel, de toutes les assemblées et des juges existe dans plusieurs États de l'Union américaine. La Suisse n'a pas d'armée permanente. Le budget des cultes n'existe pas aux États-Unis. Le vote de la guerre par le peuple est parfaitement réalisable, enfin l'arbitrage international est devenu d'une pratique fort habituelle. Pour les droits de douane, ils ont été abolis en Angleterre. Quant aux impôts indirects, il est bien difficile de réaliser leur suppression tant que l'État sera chargé de services si nombreux. Mais réduisez les fonctions de l'État à une seule : la justice, abolissez les épouvantables charges de notre paix armée, et la suppression des impôts indirects devient possible. Dans tous les cas, elle est fort désirable. Les impôts indirects rendent beaucoup, c'est là leur immense avantage, mais ils frappent le pauvre dans une mesure infiniment plus considérable que le riche, c'est là leur immense défaut. Enfin la journée de huit heures se pratique déjà dans plusieurs industries.

Si même elle était généralisée dans toutes (bien entendu sans aucune contrainte de la part de l'État), le bien serait probablement supérieur au mal. On dit que la production diminuerait. Qui sait? D'abord on ferait marcher les machines plus vite et l'on gagnerait en intensité ce que l'on perdrait en durée. Mais rien ne prouve que les sociétés seraient plus pauvres, quand on ne travaillerait que huit heures. Si le peuple avait huit heures de repos par jour et si, grâce à ce loisir, il avait le temps de prendre connaissance de ses véritables intérêts politiques, il mettrait peut-être un terme à l'épouvantable gaspillage des gouvernements, à cette organisation spoliatrice qui caractérise nos

peu de chose à attendre des classes supérieures. Elles paraissent plongées dans une incurable torpeur. Non seulement elles n'agissent pas, mais elles mettent comme une coquetterie à tourner en ridicule toute tentative de progrès. Un très grand nombre de publicistes modernes, qui devraient indiquer la voie, loin de bafouer la politique absurde de la violence bafouent, au contraire, les aspirations des peuples vers un avenir meilleur¹.

C'est en vain ! Ni la violence, ni le ridicule n'empêcheront l'humanité d'avancer. Tous les historiens qui se sont occupés du passé, ont signalé l'influence des idées sur les institutions. Nos idées changeront, comme les idées de nos ancêtres ont changé, et les institutions se modifieront en conséquence.

On évalue à cent mille le nombre de sorcières qui ont été brûlées en Allemagne, au xvii^e siècle. Thomasius et d'autres savants attaquèrent la croyance à la sorcellerie. Ils finirent par obtenir gain de cause. On cessa de croire à la sorcellerie, on cessa de brûler les sorcières. Travaillons contre la politique métaphysique et elle sera balayée un jour par nos efforts, comme la sorcellerie l'a été par ceux de Thomasius et de ses émules. Considérez les immenses transformations opérées déjà par les économistes. En Angleterre, le système protecteur a été totalement supprimé, mais sur le continent même combien notre législation douanière ressemble peu à celle du passé. Pour protéger l'industrie nationale, on avait autrefois un arsenal entier de mesures presque toutes abandonnées aujourd'hui.

Il est curieux de constater combien les hommes les plus éminents ont eu peu de confiance dans l'avenir. « A la vérité, dit Adam Smith, s'attendre que la liberté du commerce puisse jamais être entièrement rendue à la Grande-Bretagne, ce serait une aussi grande folie que de s'attendre à y voir jamais réaliser la république d'Utopie ou celle de l'Océana. Un membre du Parlement qui appuie toutes les propositions tendant à renforcer les monopoles, est sûr, non seulement d'acquérir la réputation d'un homme entendu dans les affaires du commerce, mais d'obtenir encore beaucoup de popularité et d'influence dans une

1. En préconisant le régime de la force, les publicistes français, en particulier, font le jeu de l'Allemagne du fer et du sang, avec une naïveté et un aveuglement vraiment stupéfiants.

classe de gens à qui leur nombre et leur richesse donnent une grande importance. Si au contraire il combat ces propositions, et, surtout s'il a assez de crédit dans la Chambre pour les faire rejeter, ni la probité la mieux reconnue, ni le rang le plus éminent, ni les services publics les plus distingués ne le mettront à l'abri des outrages, des insultes personnelles, des dangers même que susciteront contre lui la rage et la cupidité trompée de ces insolents monopoleurs¹. »

Quarante-six ans après que ces paroles ont été écrites, les « insolents monopoleurs » demandaient eux-mêmes, dans une pétition restée célèbre, l'abolition des entraves du commerce. Soixante-dix ans après, le libre-échange triomphait complètement en Angleterre. Le *jamaïs* d'Adam Smith n'a pas duré un siècle.

Comme le célèbre économiste écossais, nous nous imaginons aujourd'hui que notre politique internationale ne subira aucun changement dans l'avenir. Vaine illusion ! Tout change ici-bas. Ni M. de Bismarck ni son régime ne seront éternels. On s'est fatigué un jour de grandes phrases hypocrites sur le bonheur de l'humanité et sur les droits de l'homme. On se fatiguera un jour de la politique du fer et du sang. Une réaction se fera inévitablement contre un régime qui considère le retour à la sauvagerie comme l'idéal le plus brillant auquel puisse aspirer l'humanité. M. de Bismarck sera jugé, comme Napoléon l'est aujourd'hui. Les hommes comprendront combien ce hobereau prussien, au cœur sec et haineux, a fait de mal à sa patrie et à l'Europe. On verra qu'il a semé plus de mauvais germes que de bons. Pour obtenir des satisfactions d'amour-propre, il a poussé systématiquement à la démoralisation de son pays. Il a été mauvais citoyen dans toute la force du terme. Quand, par un effet de perspective lointaine, on pourra embrasser d'un seul coup d'œil l'ensemble de sa politique, on verra que ce prétendu grand homme n'a fait, pendant toute sa vie, que détruire l'œuvre qu'il a donnée comme constituant sa mission spéciale. Oui, M. de Bismarck a fait extérieurement l'unité de l'Allemagne ; mais il a détruit cette unité au fond du cœur des Allemands avec une ténacité et une persévérance qu'on ne saurait assez admirer. Un

1. *Richesse des nations*, traduction Garnier. Paris, 1859, t. II, p. 232.

instant M. de Bismarck était l'homme le plus admiré de l'Europe ; il a été sacré grand politique par le clan presque entier des publicistes à courte vue. Mais la gloire de M. de Bismarck ne sera pas éternelle.

Un jour on s'apercevra de nouveau que les grands principes humanitaires ne sont pas absolument dignes du mépris dont on les enveloppe actuellement. Ceux qui s'en servent avec hypocrisie valent encore mieux que ceux qui les foulent brutalement aux pieds. On comprendra que la politique la plus large procure les avantages les plus considérables.

L'humanité civilisée, lasse enfin de l'affreux joug militaire qu'elle supporte aujourd'hui, fera un effort héroïque pour le secouer avec horreur. L'ère de M. de Bismarck, la période du fer et du sang, fera alors l'effet d'un affreux cauchemar. Le réveil viendra inévitablement. L'humanité repoussera les dernières traditions du moyen âge. La force paraîtra abjecte, le droit paraîtra beau. L'âme s'ouvrira de nouveau à l'espérance. Au lieu de rester courbé contre la terre, l'œil humain se lèvera pour contempler la magnifique clarté des cieux, et ces politiques haineux, durs, secs, bornés, étroits, qui sont aujourd'hui au pinacle, seront trainés au pilori.

Il faut décidément nous débarrasser de cette illusion qui nous fait considérer nos institutions actuelles comme existant depuis l'origine des sociétés. Loin de là, quelques-unes d'entre elles ont à peine mille ou deux mille ans. Le premier homme qui a dit : « ce champ est à moi », a été un révolutionnaire ; le premier homme qui a dit : « ce garçon est mon fils, » a été un révolutionnaire¹. Cependant, la propriété et la famille, avec la filiation paternelle, ont été établies malgré l'opposition des conservateurs de l'époque.

Jusqu'à 1775, on considérait l'esclavage des nègres comme indispensable à la prospérité de l'Angleterre. Cinquante ans plus tard, on le considérait comme le pire de tous les maux. Lord Chatam déclarait en plein Parlement, qu'on ne devait pas avoir le droit de manufacturer un seul clou dans les colonies anglaises. Robert Peel soutenait, au contraire, que les colonies devaient être traitées autant que possible comme la métropole.

1. On sait que, dans la famille primitive, la descendance s'établissait par la mère et non par le père.

Les idées changent et les institutions se modifient avec elles.

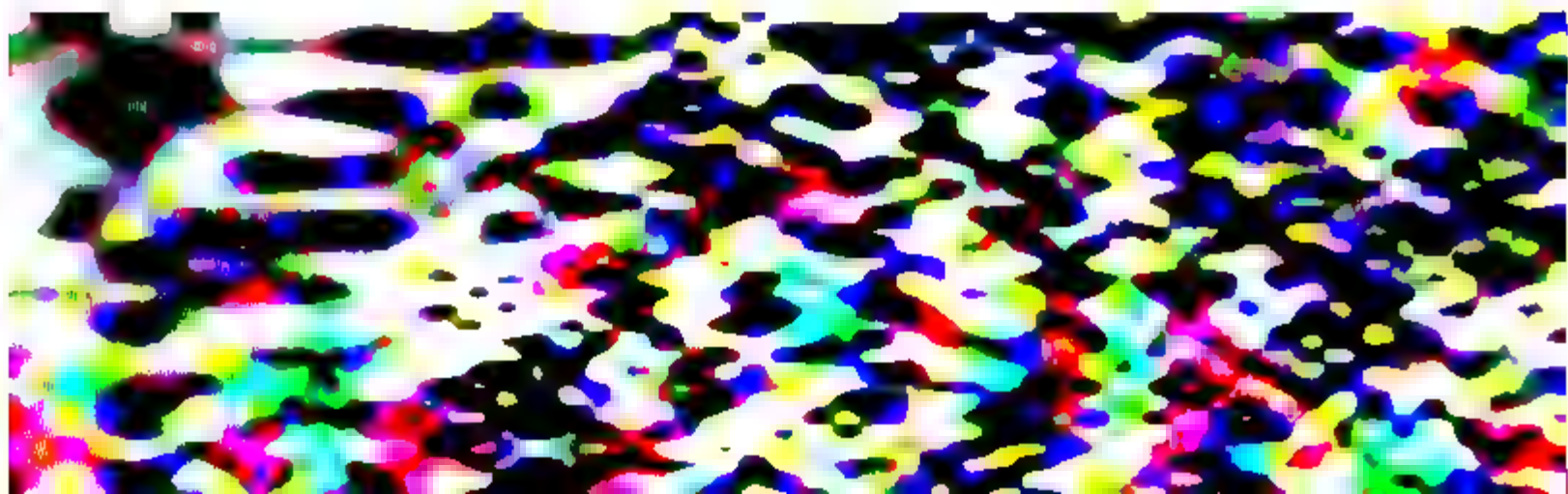
Le programme des radicaux anglais, en 1840, est devenu aujourd'hui le programme du parti conservateur, tandis que l'aile gauche du monde politique anglais a avancé proportionnellement. En France, en Russie, dans tous les pays, il en a été et il en sera toujours ainsi. Les conservateurs d'aujourd'hui adoptent les idées des radicaux de la veille ¹.

Au moyen âge, on considérait comme une occupation légitime de faire des naufrages. Les marchandises rejetées sur la côte devenaient alors la propriété des riverains, et les hommes leurs esclaves. Les nobles barons perchés jadis dans leurs repaires, considéraient aussi comme une occupation honorable de se jeter sur les marchands, de les dépouiller complètement, ou de leur faire payer des droits énormes. Maintenant, nous nous demandons comment les hommes ont pu vivre sous un pareil régime. De même, notre anarchie internationale nous paraît aujourd'hui « conforme à l'ordre de choses établi par Dieu. » Demain elle nous fera l'effet du désordre le plus barbare, et nos descendants se demanderont avec horreur, comment des hommes qui se prétendaient civilisés, ont pu vivre sous un pareil régime.

VII

Comme le flux et le reflux d'une marée immense, les ondes de progrès et de recul seront éternelles dans l'humanité. Les périodes d'action libérale seront suivies de périodes de réaction conservatrice. Le rythme de ces ondulations ira toujours en s'accéléérant. L'intensité de vie nerveuse augmentera dans

1. Ainsi les premiers Russes qui adoptèrent le christianisme et tâchèrent de le répandre dans leur pays, étaient des révolutionnaires voulant démolir les traditions de leurs pères et saper les bases fondamentales de la société. Les plus conservateurs parmi les Russes, au XIX^e siècle, sont plus avancés sous certains rapports, que les plus radicaux au XVIII^e. Si les ancêtres pouvaient se lever du tombeau, ils traiteraient leurs descendants de révolutionnaires. Ce terme est, d'ailleurs, difficile à définir. Quand un souverain adopte un programme avancé, on dit que c'est un réformateur, un génie politique. Le qualificatif de « grand » est ajouté à son nom. Quand un simple particulier propose le même programme, on dit qu'il sape les bases de la société et on l'appelle révolutionnaire. Tout dépend de la position de la personne.



notre espèce ou dans celle qui l'aura remplacée, aussi longtemps que les conditions offertes par notre planète seront favorables.

Un sauvage de l'époque quaternaire, en faisant le plus prodigieux effort d'imagination, n'aurait pas pu se représenter des sociétés organisées et outillées comme le sont les nôtres. Nous avons un immense avantage sur ce sauvage. Il nous est très facile, au contraire, de nous représenter l'idéal vers lequel nous aspirons : l'humanité ne formant qu'une seule fédération de sociétés régies par la justice¹. Le chemin à parcourir est beaucoup plus court que le chemin parcouru depuis l'époque quaternaire. Si le plus difficile a été fait, pourquoi le plus facile ne se fera-t-il pas ? Les hommes ne sont pas parfaits, à coup sûr, mais ils ont prouvé pendant plus de trois cent mille ans qu'ils sont perfectibles. Rien ne démontre qu'ils cesseront de l'être à partir de l'an de grâce de 1893². Il faudrait expliquer par quel miracle incompréhensible, le monde qui a marché jusqu'à ce

1. En moins de soixante ans, le globe entier est devenu un seul marché. Ce qui n'avait pas pu se faire auparavant en des milliers d'années, s'est accompli maintenant en près d'un demi-siècle. L'accélération du mouvement exercera aussi son action sur le domaine politique.

2. Dans un article où il tourne en ridicule l'idée de l'arbitrage international. M. Valbert relate le fait suivant : « Parmi les esclaves que M. de Brazza racheta lors de son premier voyage sur Ogooué, se trouvaient un gros homme de forte taille et un petit homme maigre. Il les renvoya de compagnie dans leur village. A peine libre, le gros se jeta sur le petit le ficela, le garrotta et quelques jours après, il le menait au marché, la corde au cou, les entraves aux pieds... Le petit s'en affligeait, mais il trouvait cela tout à fait naturel et tout le monde était de son avis... Aujourd'hui l'opinion publique commence à se modifier. En supprimant les causes d'hostilités incessantes entre tribus... M. de Brazza a changé par degrés les habitudes et les idées. On trouve plus de profit à commercer qu'à vendre des hommes. » (*Revue des Deux Mondes* du 1^{er} mars 1889, p. 208). Si M. de Brazza a pu modifier en quelques années l'opinion des nègres, pourquoi M. Valbert pensa-t-il qu'on ne pourra jamais modifier l'opinion des Européens ? Pense-t-il donc que nous sommes irrémédiablement plus stupides que les Batoumbos ou les Batékés ? Sans doute, hélas ! les hommes n'agissent pas toujours conformément à la raison, mais il est difficile de démontrer qu'ils ont toujours agi et qu'ils agiront *toujours* comme des fous. Au sein de l'État, nous voyons parfois les questions les plus importantes résolues dans des arlements, à des majorités d'une ou de deux voix. Malgré les intérêts immenses engagés autour de ces votes, malgré les antagonismes et les haines qui divisent les partis politiques, les vaincus s'inclinent la plupart du temps devant la fiction de la majorité. Pourquoi pense-t-on que ce qui a pu se faire au sein de l'État, ne pourra jamais se faire dans les rapports internationaux ? Il y a des questions intérieures qui ont des conséquences bien autrement graves pour un peuple que la conquête ou la perte d'une province.

jour, sera plongé tout à coup dans l'immobilité. Dans tous les cas, c'est à ceux qui affirment ce miracle, qu'il appartient de fournir la preuve de sa réalité.

Le progrès est inévitable ; la seule chose impossible à déterminer, c'est le taux de son avancement. Nous n'avons aucun criterium exact pour cela. D'une part, nous voyons des transformations s'opérer avec une rapidité prodigieuse. Au Cap, les Basoutos étaient plongés, il y a cinquante ans à peine, dans la sauvagerie la plus complète ; maintenant ils ont des milliers de charrues, leur pays est admirablement cultivé et arrosé, « ils jouissent déjà d'une instruction moyenne supérieure à celle de mainte population européenne, et, lors des examens, nombre de Basoutos réussissent beaucoup mieux que les élèves de la race blanche¹ ». Dans les États esclavagistes de l'Union, avant la guerre de Sécession, la loi punissait d'une amende élevée et de cinquante coups de fouet l'enseignement de la lecture aux nègres. Aujourd'hui ces mêmes nègres ont établi 24 000 écoles qui comptent 1 378 000 élèves, soit plus du sixième de la population totale². Bien des nations européennes sont encore loin d'avoir réalisé ce que les Africains, si méprisés, ont fait en près de vingt-cinq ans. Ce sont des faits très consolants. Mais, hélas ! autour de nous, nous en voyons d'autres qui nous démontrent la désespérante lenteur avec laquelle les idées les plus simples se répandent parmi les peuples civilisés. Depuis le xvii^e siècle, des esprits clairvoyants ont montré que tout échange de marchandises était avantageux et jusqu'à nos jours cette idée n'a pu s'imposer ni sur le continent européen, ni en Amérique. On y viendra certainement, mais il est impossible de dire combien il faudra d'années pour cela. Parlant de la fédération européenne, M. Richet pense qu'elle sera accomplie dans un siècle. Il ajoute : « Il est possible, d'ailleurs, que notre pronostic soit erroné, mais l'erreur ne porte pas sur le fait lui-même ; elle ne porte que sur la date de sa réalisation. Mettons l'an 2100 à la place de 2000, et regardons comme certain qu'en 2100 ou 2200, sinon en 2000, l'unité des peuples civilisés sera un fait accompli³ »

1. Reclus, *Nouv. Géogr. univ.*, t. XIII, p. 550.

2. *Ibid.*, t. XVI, p. 695.

3. *Dans cent ans*, p. 93.

On ne peut rien dire quant au taux du progrès, sauf une seule chose, c'est qu'il ira en s'accélérant. Une circonstance y poussera le plus : notre nouvelle conception de l'univers. On croyait autrefois que « les cieux incorruptibles » étaient l'image de la perfection. On croyait qu'il ne s'y produisait aucun mouvement. Nous savons maintenant que ces prétendues étoiles fixes sont animées de vitesses vertigineuses. Avec l'ancienne conception de l'univers, tout changement paraissait une déchéance. Aussi était-on porté à considérer les novateurs comme des scélérats portant atteinte à l'ordre de choses établi par Dieu. Aujourd'hui nous voyons partout la transformation universelle et constante. Nous pouvons donc considérer les progressistes, non comme des malfaiteurs, mais comme des bienfaiteurs de l'humanité.

Tout, dans l'univers, est en mouvement perpétuel. Les conservateurs auront beau faire, ils n'y pourront rien changer. Vouloir arrêter la pensée humaine est aussi insensé que vouloir arrêter le soleil dans sa course vertigineuse vers les insondables abîmes de l'infini.

Les idées nouvelles, si paradoxales qu'elles paraissent au premier moment, finissent par tomber dans le domaine public, quand elles sont vraies. Tel a été, par exemple, le cas pour la notion du mouvement de la terre. Tel sera le cas pour la notion de l'évolution des procédés de la lutte pour l'existence. Elle exige maintenant des volumes entiers de démonstrations. Elle deviendra un jour un lieu commun qu'il sera même ridicule de contester.

Un monde où la vie n'existe que par la mort, un monde où des milliards de créatures se dévorent les unes les autres, un monde où la souffrance, la maladie et la faim sont le lot d'une infinité d'individus, un monde de cette espèce n'est certainement pas un paradis. A ce point de vue, les pessimistes ont raison. Mais les misères de la vie humaine n'empêcheront pas l'évolution de l'univers. Cette évolution ne s'arrêtera certes pas aujourd'hui, pour la satisfaction des disciples de Schopenhauer ou de M. de Hartmann. Les mouvements sociaux poursuivront leur marche inexorable, et, fatalement, ils mèneront à la fédération de l'humanité. On nous taxera peut-être d'optimisme et le pessimisme est aujourd'hui à la mode. Mais il ne s'agit ici ni de pessimisme, ni d'optimisme ; il s'agit seulement d'observer les faits et d'étudier les lois de la nature.

APPENDICE

Des opinions entendues pendant l'impression de ce travail, nous poussent à ajouter encore quelques mots.

Un grand nombre de personnes s'imaginent que les luttes entre les sociétés durent seulement pendant les hostilités militaires, entre l'entrée en campagne et la signature de la paix. C'est une profonde erreur. La lutte est constante, perpétuelle; elle se poursuit tous les jours, à toutes les heures.

La natalité ne dépend pas de la richesse, mais la mortalité en dépend certainement (surtout la mortalité infantile). Les pays les plus prospères ont une mortalité de 17 p. 1000 (Norvège), les pays les plus pauvres une mortalité de 38 p. 1000 (Russie). Toutes les fois qu'une nation, par sa concurrence économique victorieuse, élimine une autre du marché universel, elle augmente la mortalité de la moins forte. Pour chaque cinquante hectolitres de blé (nous prenons un chiffre hypothétique), que les Américains empêchent les Russes de vendre en Angleterre, il y aura un homme de moins, vivant en Russie. Nous exagérons dessein pour bien faire comprendre notre pensée. En général, un commerce très actif pousse à une plus grande production, la production crée la richesse et la richesse diminue la mortalité.

On peut dire de la même façon que chaque million, enlevé par le fisc, empêche la survie d'un certain nombre d'individus. Les dépenses de l'Allemagne s'élevaient en 1879, à 241 millions de marks. Grâce à l'hostilité de la France, il a fallu les pousser, en 1892, jusqu'à 673 millions. Si la différence de 433 millions n'était restée dans les poches des contribuables allemands, l'excé-

Pour l'emporter dans la lutte pour l'existence, une nation doit être composée d'hommes aussi intelligents que possible, possédant l'outillage économique et mental le plus parfait. Chose étrange, nos adversaires, eux-mêmes, nous apportent tout cela par leurs émigrants et leurs capitaux et nous les repoussons! *Quos vult perdere Jupiter dementat.*

FIN

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE PREMIER.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

CHAPITRE I ^{er} .	— Le combat et l'alliance.....	1
— II.	— Les limites de l'association.....	7
— III.	— Les luttes au sein des associations.....	13
— IV.	— Les différentes formes de luttes entre les êtres vivants.....	18
— V.	— Les luttes entre les animaux et l'homme.....	25
— VI.	— L'adaptation au milieu.....	31
— VII.	— — (Suite).....	43

LIVRE DEUXIÈME.

LES LUTTES ENTRE SOCIÉTÉS HUMAINES DANS LE PASSÉ ET LE PRÉSENT.

CHAPITRE I ^{er}	— Caractères spéciaux des luttes entre sociétés humaines.....	51
— II.	— La lutte physiologique.....	64
— III.	— La lutte économique.....	73
— IV.	— La lutte politique.....	82
— V.	— La lutte intellectuelle.....	96
— VI.	— Le sentiment.....	112
— VII.	— La dénationalisation.....	125
	I. — Considérations préliminaires.....	125
	II. — Peines et limitations de droits infligées aux vaincus.....	129
	III. — Faveurs accordées aux vainqueurs...	148
CHAPITRE VIII.	— La présence successive des phases de la lutte à la conscience sociale.....	154
	I. — Considérations préliminaires..	154
	II. — La conscience dans l'individu et la société.....	159
	III. — Pourquoi la lutte mentale n'est pas encore consciente.....	171

LIVRE TROISIÈME.

LES PROCÉDÉS RATIONNELS DE LA LUTTE.

CHAPITRE I ^{er} .	— La loi d'accélération.....	187
— II.	— Les procédés physiologiques.....	197
— III.	— Les procédés économiques.....	206
— IV.	— Les procédés politiques.....	223
	I. — Critique des procédés anciens.....	223
	II. — L'homogénéité nationale.....	236
	III. — Les groupements politiques dans l'avenir.....	251
	IV. — La concurrence politique.....	261
— V.	— Les procédés intellectuels.....	276
	I. — Critique des procédés anciens.....	276
	II. — Les procédés rationnels de la lutte mentale.....	289
	III. — L'organisation future des sociétés....	303
	IV. — Résultat de l'organisation future des sociétés.....	320
	V. — Différenciation et individualisme.....	322
— VI.	— Le rôle de l'État dans les luttes mentales.....	330
	I. — Analyse du processus de la propagande.	330
	II. — La dénationalisation est une arme à deux tranchants.....	338
	III. — Défiance peu justifiée à l'égard des forces vives de la société.....	345
	IV. — Ce que l'État doit faire.....	347
— VII.	— Croissance et décroissance des sociétés.....	356
	I. — Généralités.....	356
	II. — Les différents modes de croissance....	358
	III. — La vie et la mort des sociétés.....	365
	IV. — Les mouvements des populations...	382
CHAPITRE VIII.	— Vue d'ensemble sur les luttes sociales.....	403
	I. — Tableau d'ensemble.....	403
	II. — Causes naturelles de la transformation des luttes.....	405
	III. — Inefficacité des procédés de la phase inférieure dans la phase supérieure.....	416
	IV. — Le processus sociologique semblable au processus biologique.....	417
	V. — Ce qu'il faut entendre par la suppres- sion de la guerre.....	424
	VI. — La lutte est sans trêve.....	435
	VII. — Erreur qui consiste à identifier la	

	109
	109
	112
	115
	121
	135
	135
	151
	156
	158
	160
	166
	166
	173
	174
	181
	188
	188
	191
	194
	102
	102
	105
	110
	117
	126
	137
	141
APPENDICE.	146

ERRATA

Page 175, ligne 17, au lieu de Philippe le Bel, lisez : *Philippe le Beau*.

—	—	—	31	—	vingt-six, lisez : seize.
—	475	—	10	—	don, lisez : don.
—	590	—	25	—	les droits, lisez : le droit.
—	675	—	2	—	les constituer, lisez : le constituer.
—	698	—	1	—	ils germanisèrent leurs voisins, lisez : elle germaniserait ses voisins.
—	727	—	2	—	rapide, lisez : rapides.

PHILOSOPHIE — HISTOIRE

CATALOGUE

DES

Livres de Fonds

	Pages.
BIBLIOTHÈQUE DE PHILOSOPHIE CONTEMPORAINE.	
Format in-12.....	2
Format in-8.....	4
COLLECTION HISTORIQUE DES GRANDS PHILOSOPHES.....	7
Philosophie ancienne.....	7
Philosophie moderne.....	7
Philosophie écossaise.....	8
Philosophie allemande.....	8
Philosophie allemande contemporaine.....	9
Philosophie anglaise contemporaine.....	9
Philosophie italienne contemporaine.....	10
OUVRAGES DE PHILOSOPHIE POUR L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE.	11
BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE.....	12
BIBLIOTHÈQUE INTERNATIONALE D'HISTOIRE MILITAIRE.....	13
BIBLIOTHÈQUE HISTORIQUE ET POLITIQUE.....	14

	Pages.
PUBLICATIONS HISTORIQUES ILLUSTRÉES.....	14
RECUEIL DES INSTRUCTIONS DIPLOMATIQUES.....	14
INVENTAIRE ANALYTIQUE DES ARCHIVES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.....	15
ANTHROPOLOGIE ET ETHNOLOGIE.....	15
REVUE PHILOSOPHIQUE.....	16
REVUE HISTORIQUE.....	16
ANNALES DE L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES.....	17
REVUE MENSUELLE DE L'ÉCOLE D'ANTHROPOLOGIE.....	17
ANNALES DES SCIENCES PSYCHiques.....	17
BIBLIOTHÈQUE SCIENTIFIQUE INTERNATIONALE.....	18
Par ordre d'apparition.....	18
Par ordre de matières.....	31
OUVRAGES DIVERS NE SE TROUVANT PAS DANS LES COLLECTIONS PRÉCÉDENTES.....	31
BIBLIOTHÈQUE UTILE.....	31

*On peut se procurer tous les ouvrages
qui se trouvent dans ce Catalogue par l'intermédiaire des libraires
de France et de l'Étranger.*

*On peut également les recevoir franco par la poste,
sans augmentation des prix désignés, en joignant à la demande
des TIMBRES-POSTE FRANÇAIS ou un MANDAT sur Paris.*

PARIS

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

Au coin de la rue Hautefeuille.

Les titres précédés d'un *astérisque* sont recommandés par le Ministère de l'Instruction publique pour les Bibliothèques des élèves et des professeurs et pour les distributions de prix des lycées et collèges. — Les lettres *V. P.* indiquent les volumes adoptés pour les distributions de prix et les Bibliothèques de la Ville de Paris.

BIBLIOTHÈQUE DE PHILOSOPHIE CONTEMPORAINE

Volumes in-12, brochés, à 2 fr. 50.

Cartonnés toile. 3 francs. — En demi-reliure, plats papier. 4 francs.

Quelques-uns de ces volumes sont épuisés, et il n'en reste que peu d'exemplaires imprimés sur papier vélin; ces volumes sont annoncés au prix de 5 francs.

ALAUX, professeur à la Faculté des lettres d'Alger. Philosophie de M. Cousin.

ARREAT (L.). La morale dans le drame, l'épopée et le roman. 2^e édit., refondue, 1889.

AUBER (Ed.). Philosophie de la médecine.

BALLET (G.), professeur agrégé à la Faculté de médecine. Le Langage intérieur et les diverses formes de l'aphasie, avec figures dans le texte. 2^e édit. 1888.

BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE, de l'Institut. * De la Métaphysique. 1889.

BEAUSSIRE, de l'Institut. * Antécédents de l'hégélianisme dans la philosophie française.

BERSOT (Ernest), de l'Institut. * Libre Philosophie. (V. P.)

BERTAULD, de l'Institut. * L'Ordre social et l'Ordre moral.

— De la Philosophie sociale.

BERTRAND (A.), professeur à la Faculté des lettres de Lyon. La psychologie de l'effort et les doctrines contemporaines. 1889.

BINET (A.). La Psychologie du raisonnement, expériences par l'hypnotisme.

BOST. Le Protestantisme libéral. Papier vélin.

5 fr.

BOUILLIER. * Plaisir et Douleur. Papier vélin.

5 fr.

BOUTMY (E.), de l'Institut. * Philosophie de l'architecture en Grèce. (V. P.)

CHALLEMEL-LACOUR. * La Philosophie individualiste, étude sur G. de Humboldt. (V. P.)

CONTA (S.). Les Fondements de la métaphysique, traduit du roumain par D. TESCANU. 1890.

COQUEREL FILS (Ath.). Transformations historiques du christianisme. Papier vélin.

5 fr.

— Histoire du Credo. Papier vélin.

5 fr.

COSTE (Ad.). Les Conditions sociales du bonheur et de la force. 3^e édit. (V. P.)

DELBOEUF (J.), professeur à l'Université de Liège. La Matière brute et la Matière vivante.

ESPINAS (A.), doyen de la Faculté des lettres de Bordeaux. * La Philosophie expérimentale en Italie.

FAIVRE (E.), professeur à la Faculté des sciences de Lyon. De la Variabilité des espèces.

FÉRÉ (Ch.). Sensation et Mouvement. Étude de psycho-mécanique, avec figures

— Dégénérescence et Criminalité, avec figures. 1888.

FONTANÈS. Le Christianisme moderne. Papier vélin.

5 fr.

FONVIELLE (W. de). L'Astronomie moderne.

FRANCK (Ad.), de l'Institut. * Philosophie du droit pénal. 3^e édit.

— Des Rapports de la religion et de l'Etat. 2^e édit.

— La Philosophie mystique en France au XVIII^e siècle.

GARNIER. * De la Morale dans l'antiquité. Papier vélin.

5 fr.

GAUCKLER. Le Beau et son histoire.

GUYAU. La Genèse de l'idée de temps. 1890.

HARTMANN (E. de). La Religion de l'avenir. 2^e édit.

— Le Darwinisme, ce qu'il y a de vrai et de faux dans cette doctrine. 3^e édit.

HERBERT SPENCER. * Classification des sciences. 4^e édit.

— L'Individu contre l'Etat. 2^e édit.

JANET (Paul), de l'Institut. * Le Matérialisme contemporain. 5^e édit.

— * Philosophie de la Révolution française. 4^e édit. (V. P.)

Suite de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine*, format in-12
à 2 fr. 50 le volume.

- JANET. * *Saint-Simon et le Saint-Simonisme.*
— *Les Origines du socialisme contemporain.*
— *La philosophie de Lamennais.* 1890.
LAUGEL (Auguste). * *L'Optique et les Arts.* (V. P.)
— * *Les Problèmes de la nature.*
— * *Les Problèmes de la vie.*
— * *Les Problèmes de l'âme.*
— * *La Voix, l'Oreille et la Musique* (V. P.). Papier vélin. 5 fr.
LEBLAIS. *Matérialisme et Spiritualisme.* Papier vélin. 5 fr.
LEMOINE (Albert). * *Le Vitalisme et l'Animisme.*
— * *De la Physionomie et de la Parole.* Papier vélin. 5 fr.
LEOPARDI. *Opuscules et Pensées*, traduit par M. Aug. Dapples.
LEVALLOIS (Jules). *Déisme et Christianisme.*
LÈVÊQUE (Charles), de l'Institut. * *Le Spiritualisme dans l'art.*
— * *La Science de l'invisible.*
LÉVY (Antoine). *Morceaux choisis des philosophes allemands.*
LIARD, directeur de l'Enseignement supérieur. * *Les Logiciens anglais contemporains.* 3^e édit.
— *Des définitions géométriques et des définitions empiriques.* 2^e édit.
LOMBROSO. *L'anthropologie criminelle et ses récents progrès.* 2^e édit. 1891.
— *Nouvelles observations d'anthropologie criminelle et de Psychiatrie.* 1892.
LUBBOCK (Sir John). *Le bonheur de vivre.* 1891.
MARIANO. *La Philosophie contemporaine en Italie.*
MARION, professeur à la Sorbonne. * *J. Locke, sa vie, son œuvre.*
MILSAND. * *L'Esthétique anglaise, étude sur John Ruskin.*
MOSSO. *La Peur. Étude psycho-physiologique* (avec figures). (V. P.)
PAULHAN (Fr.). *Les Phénomènes affectifs et les lois de leur apparition. Essai de psychologie générale.*
MAUS (I), avocat à la Cour d'appel de Bruxelles. *De la justice pénale, étude philosophique sur le droit de punir.* 2 fr. 50.
RÉMUSAT (Charles de), de l'Académie française. * *Philosophie religieuse.*
RIBOT (Th.), directeur de la *Revue philosophique*. *La Philosophie de Schopenhauer.* 4^e édition.
— * *Les Maladies de la mémoire.* 7^e édit.
— *Les Maladies de la volonté.* 7^e édit.
— *Les Maladies de la personnalité.* 4^e édit.
— *La Psychologie de l'attention.* 1888. (V. P.)
RICHTER (Ch.), professeur à la Faculté de médecine. *Essai de psychologie générale* (avec figures). 2^e édit.
ROBERTY (E. de). *L'inconnaissable, sa métaphysique, sa psychologie.* 1889.
ROISEL. *De la Substance.*
SAIGY. *La Physique moderne.* 2^e tirage. (V. P.)
SAISSET (Emile), de l'Institut. * *L'Âme et la Vie.*
— * *Critique et Histoire de la philosophie* (fragm. et disc.).
SCHMIDT (O.). *Les Sciences naturelles et la Philosophie de l'inconscient.*
SCHÖBEL. *Philosophie de la raison pure.*
SCHOPENHAUER. * *Le Libre arbitre*, traduit par M. Salomon Reinach. 5^e édit.
— * *Le Fondement de la morale*, traduit par M. A. Burdeau. 4^e édit.
— *Pensées et Fragments*, avec intr. par M. J. Bourdeau. 10^e édit.
SELDEN (Camille). *La Musique en Allemagne, étude sur Mendelssohn.* (V. P.)
SICILIANI (P.). *La Psychogénie moderne.*
STRICKER. *Le Langage et la Musique*, traduit par M. Schwiedland.
STUART MILL. * *Auguste Comte et la Philosophie positive.* 4^e édit. (V. P.)
— *L'Utilitarisme.* 2^e édit.
TAINÉ (H.), de l'Académie française. *L'Idéalisme anglais, étude sur Carlyle.*
— * *Philosophie de l'art dans les Pays-Bas.* 2^e édit. (V. P.)

Suite de la *Bibliothèque de philosophie contemporaine*, format in-12,
à 2 fr. 50 le volume.

- TAINE (H.). * Philosophie de l'art en Grèce. 2^e édit. (V. P.)
TARDE. La Criminalité comparée. 2^e édition.
THAMIN (R.), professeur à la faculté de lettres de Lyon. Education et positivisme 1892.
TISSIÉ * Les rêves, avec préface du professeur Azam. 1890.
VIANNA DE LIMA. L'Homme selon le transformisme. 1888. (V. P.)
ZELLER. Christian Baur et l'École de Tubingue, traduit par M. Ritter.

BIBLIOTHÈQUE DE PHILOSOPHIE CONTEMPORAINE

Volumes in-8.

Brochés à 5 fr., 7 fr. 50 et 10 fr. — Cart. anglais, 1 fr. en plus par volume.
Demi-reliure..... 2 francs.

- AGASSIZ. * De l'Espèce et des Classifications. 1 vol. 5 fr.
BAIN (Alex.). * La Logique inductive et déductive. Traduit de l'anglais par M. G. Compayré, 2 vol. 2^e édit. 20 fr.
— * Les Sens et l'Intelligence. 1 vol. Traduit par M. Cazelles. 2^e édit. 10 fr.
— * L'Esprit et le Corps. 1 vol. 4^e édit. 6 fr.
— La Science de l'Éducation. 1 vol. 6^e édit. 6 fr.
— Les Émotions et la Volonté. Trad. par M. Le Monnier. 1 vol. 10 fr.
BARDOUX. * Les Légistes, leur influence sur la société française. 1 vol. 5 fr.
BARNI (Jules). * La Morale dans la démocratie. 1 vol. 2^e édit. (V. P.). 5 fr.
BARTHÉLEMY-SAINT HILAIRE (de l'Institut). La philosophie dans ses rapports avec les sciences et la religion. 1 vol. 1889. 5 fr.
BERGSON, docteur ès lettres, professeur au collège Rollin. Essai sur les données immédiates de la conscience. 1 vol. 1889. 3 fr. 75
BUCHNER. Nature et Science. 1 vol. 2^e édit. Traduit par M. Lauth. 7 fr. 50
CARRAU (Ludovic), professeur à la Sorbonne. La Philosophie religieuse en Angleterre, depuis Locke jusqu'à nos jours. 1 vol. 1888. 5 fr.
CLAY (R.). L'Alternative, contribution à la psychologie. 1 vol. Traduit de l'anglais par M. A. Burdeau, député, ancien prof. au lycée Louis-le-Grand. 10 fr.
COLLINS (Howard). La philosophie de M. Herbert Spencer. 1 vol., précédé d'une préface de M. Herbert Spencer, traduit de l'anglais par H. de Varigny 1891. 10 fr.
EGGER (V.), professeur à la Faculté des lettres de Nancy. La Parole intérieure. 1 vol. 5 fr.
ESPINAS (Alf.), doyen de la Faculté des lettres de Bordeaux. Des Sociétés animales. 1 vol. 2^e édit. 7 fr. 50
FERRI (Enrico). La sociologie criminelle. 1 vol. (sous presse).
FERRI (Louis), professeur à l'Université de Rome. La Psychologie de l'association, depuis Hobbes jusqu'à nos jours. 1 vol. 7 fr. 50
FLINT, professeur à l'Université d'Edimbourg. La Philosophie de l'histoire en France. 1 vol. 7 fr. 50
— * La Philosophie de l'histoire en Allemagne. 1 vol. 7 fr. 50
FONSEGRIVE, Professeur au lycée Buffon. Essai sur le libre arbitre. Sa théorie son histoire. 1 vol. 1887. 10 fr.
FOUILLÉE (Alf.), ancien maître de conférences à l'École normale supérieure.
— * La Liberté et le Déterminisme. 1 vol. 2^e édit. 7 fr. 50
— Critique des systèmes de morale contemporains. 1 vol. 2^e édit. 7 fr. 50
— L'Avenir de la Morale, de l'Art et de la Religion, d'après M. Guyau. 1 vol. 3 fr. 75
— L'Avenir de la métaphysique fondée sur l'expérience. 1 vol. 1890. 5 fr.
— La Psychologie des idées forces. 1 vol. 1890. 7 fr. 50
— * L'Évolutionnisme des idées forces. 1 vol. 1890. 7 fr. 50
FRANCK (A.), de l'Institut. Philosophie du droit civil. 1 vol. 5 fr.
GAROFALO, agrégé de l'Université de Naples. La Criminologie. 1 vol. 2^e éd. 7 fr. 50
GURNEY, MYERS et PODMORE. Les Hallucinations télépathiques, traduit et abrégé des « Phantasms of The Living » par L. MARILLIER, maître de conférence à l'École des hautes études, préface de CH. RICHER, 1 vol. 1891 7 fr. 50

GUYAU. La Morale anglaise contemporaine. 1 vol. 2 ^e édit.	7 fr. 50
— Les Problèmes de l'esthétique contemporaine. 1 vol.	5 fr.
— Esquisses d'une morale sans obligation ni sanction. 1 vol.	5 fr.
— L'Irréligion de l'avenir, étude de sociologie. 1 vol. 2 ^e édit.	7 fr. 50
— L'Art au point de vue sociologique. 1 vol. 1889.	7 fr. 50
— Hérité et éducation, étude sociologique. 1 vol. 1889.	5 fr.
HERBERT SPENCER *. Les Premiers Principes. Traduit par M. Cazelles. 1 fort v.	10 fr.
— Principes de biologie. Traduit par M. Cazelles. 2 vol.	20 fr.
— * Principes de psychologie. Trad. par MM. Ribot et Espinas. 2 vol.	20 fr.
— * Principes de sociologie. 4 vol., traduits par MM. Cazelles et Gerschel :	
Tome I. 10 fr. — Tome II. 7 fr. 50. — Tome III. 15 fr. — Tome IV.	8 fr. 75
— * Essais sur le progrès. Traduit par M. A. Burdeau. 1 vol. 5 ^e édit.	7 fr. 50
— Essais de politique. Traduit par M. A. Burdeau. 1 vol. 3 ^e édit.	7 fr. 50
— Essais scientifiques. Traduit par M. A. Burdeau. 1 vol. 2 ^e édit.	7 fr. 50
* De l'Éducation physique, intellectuelle et morale. 1 vol. 5 ^e édit.	5 fr.
— * Introduction à la science sociale. 1 vol. 9 ^e édit.	6 fr.
— Les Bases de la morale évolutionniste. 1 vol. 4 ^e édit.	6 fr.
— * Classification des sciences. 1 vol. in-18. 4 ^e édit.	2 fr. 50
— L'Individu contre l'État. Traduit par M. Gerschel. 1 vol. in-18. 2 ^e édit.	2 fr. 50
— Descriptive Sociology, or Groups of sociological facts. French compiled by James COLLIER. 1 vol. in-folio.	50 fr.
HUXLEY, de la Société royale de Londres. * Hume, sa vie, sa philosophie. Traduit de l'anglais et précédé d'une Introduction par G. COMPARÉ. 1 vol.	5 fr.
JANET (Paul), de l'Institut. * Les Causes finales. 1 vol. 2 ^e édit.	10 fr.
— * Histoire de la science politique dans ses rapports avec la morale. 2 forts vol. 3 ^e édit., revue, remaniée et considérablement augmentée.	20 fr.
JANET (Pierre), professeur au Collège Rollin. L'automatisme psychologique, essai sur les formes inférieures de l'activité mentale. 1 vol. 1889.	7 fr. 50
LAUGEL (Auguste). Les Problèmes (Problèmes de la nature, problèmes de la vie, problèmes de l'âme). 1 vol.	7 fr. 50
LAVELEYE (de), correspondant de l'Institut. De la Propriété et de ses formes primitives. 1 vol. 4 ^e édit. revue et augmentée, 1891.	10 fr.
— Le Gouvernement de la démocratie. 2 vol. 1892.	15 fr.
LIARD, directeur de l'enseignement supérieur. * La Science positive et la Métaphysique. 1 vol. 2 ^e édit.	7 fr. 50
— Descartes. 1 vol.	5 fr.
LOMBROSO. L'Homme criminel (criminel-né, fou-moral, épileptique). Étude anthropologique et médico-légale, précédée d'une préface de M. le docteur LETOURNEAU. 1 vol.	10 fr.
— Atlas de 40 planches, avec portraits, fac-similés d'écritures et de dessins, tableaux et courbes statistiques pour accompagner le précédent ouvrage. 2 ^e édition.	12 fr.
— L'Homme de génie, traduit sur la 8 ^e édition italienne par FR. COLONNA D'ISTRIA, et précédé d'une préface de M. CH. RICHET. 1 vol. avec 11 pl. hors texte.	10 fr.
LYON (Georges), maître de conférences à l'École normale. L'Idéalisme en Angleterre au XVIII ^e siècle. 1 vol. 1888.	7 fr. 50
MARION (H.), professeur à la Sorbonne. De la Solidarité morale. Essai de psychologie appliquée. 1 vol. 3 ^e édit. (V. P.)	5 fr.
MATTHEW ARNOLD. La Crise religieuse. 1 vol.	7 fr. 50
MAUDSLEY. La Pathologie de l'esprit. 1 vol. Trad. par M. Germon.	10 fr.
NAVILLE (E.), correspond. de l'Institut. La Logique de l'hypothèse. 1 vol.	5 fr.
— La physique moderne, 1 vol. 2 ^e édit. 1890.	5 fr.
PAULHAN (Fr.). L'activité mentale et les éléments de l'esprit. 1 vol. 1889.	10 fr.
PÉREZ (Bernard). Les trois premières années de l'enfant. 1 vol. 4 ^e édit.	5 fr.
— L'Enfant de trois à sept ans. 1 vol. 2 ^e édit.	5 fr.
— L'Éducation morale dès le berceau. 1 vol. 2 ^e édit. 1888.	5 fr.
— L'Art et la Poésie chez l'enfant. 1 vol. 1888.	5 fr.
— Le Caractère de l'enfant à l'homme. 1 vol. 1891.	5 fr.
PICAVET (E.), maître de conférences à l'École des hautes études. Les Idéologues, essai sur l'histoire des idées, des théories scientifiques, philosophiques, religieuses, etc. en France depuis 1789. 1 fort volume.	10 fr.

Suite de la Bibliothèque de philosophie contemporaine, format in-8.

- PIDERIT. *La Mimique et la Physiognomonie*. Trad. de l'allemand par M. Girot. 1 vol. avec 95 figures dans le texte. 1888. (V. P.) 5 fr.
- PILLON (F.), ancien rédacteur de la critique philosophique. *L'année philosophique* 1^{re} année 1890. 1 vol. 1891 5 fr.
- PREYER, professeur à l'Université de Berlin. *Éléments de physiologie*. Traduit de l'allemand par M. J. Soury. 1 vol. 5 fr.
- *L'Âme de l'enfant. Observations sur le développement psychique des premières années*. 1 vol., traduit de l'allemand par M. H. G. de Varigny. 1887. 10 fr.
- PROAL. *Le Crime et la Peine*, ouvrage couronné par l'Académie des sciences morales et politiques. 1 vol. 1892. 10 fr.
- RAUH (F.) chargé d'un cours complémentaire de philosophie à la Faculté des lettres de Toulouse. *Essai sur le fondement métaphysique de la morale*. un vol. 1891. 5 fr.
- RIBOT (Th.), directeur de la *Revue philosophique*. *L'Hérédité psychologique*. 1 vol. 4^e édit. 7 fr. 50
- * *La Psychologie anglaise contemporaine*. 1 vol. 3^e édit. 7 fr. 50
- * *La Psychologie allemande contemporaine*. 1 vol. 2^e édit. 7 fr. 50
- RICARDOU (A), docteur ès lettres. *De l'Idéal, étude philosophique*. 1 vol. 1891. 5 fr.
- RICHET (Ch.), professeur à la Faculté de médecine de Paris. *L'Homme et l'Intelligence. Fragments de psychologie et de physiologie*. 1 vol. 2^e édit. 10 fr.
- ROBERTY (E. de). *L'Ancienne et la Nouvelle philosophie*. 1 vol. 7 fr. 50
- *La Philosophie du siècle (positivisme, criticisme, évolutionnisme)*. 1 vol. 1891. 5 fr.
- ROMANES. *L'évolution mentale chez l'homme*. Traduit de l'angl. par H. de Varigny 1891. 1 vol. 7 fr. 50.
- SAIGY (Emile). *Les Sciences au XVIII^e siècle. La physique de Voltaire*. 1 vol. 5 fr.
- SCHOPENHAUER. *Aphorismes sur la sagesse dans la vie*. 3^e édit. Traduit par M. Cantacuzène. 1 vol. 5 fr.
- *De la quadruple racine du principe de la raison suffisante, suivi d'une Histoire de la doctrine de l'idéal et du réel*. Trad. par M. Cantacuzène. 1 vol. 5 fr.
- *Le monde comme volonté et comme représentation*. Traduit par M.A. Burdeau. 3 vol., chacun séparément. 7 fr. 50
- SÉAILLES, maître de conférences à la Sorbonne. *Essai sur le génie dans l'art*. 1 vol. 5 fr.
- SERGI, professeur à l'Université de Rome. *La Psychologie physiologique*, traduite de l'italien par M. Mouton. 1 vol. avec figures. 1888. 7 fr. 50
- SOLLIER (D^r Paul). * *Psychologie de l'idiot et de l'imbécile*. 1 vol. avec 12 planches hors texte. 1891. 5 fr.
- SOURIAU (Paul), professeur à la Faculté des lettres de Lille. *L'Esthétique du mouvement*. 1 vol. in-8°. 1889. 5 fr.
- STUART MILL. * *La Philosophie de Hamilton*. 1 vol. 10 fr.
- * *Mes Mémoires. Histoire de ma vie et de mes idées*. 1 vol. 5 fr.
- * *Système de logique déductive et inductive*. 3^e édit. 2 vol. 20 fr.
- * *Essais sur la religion*. 2^e édit. 1 vol. 5 fr.
- SULLY (James). *Le Pessimisme*. Trad. par MM. Bertrand et Gérard. 1 vol. 7 fr. 50
- VACHEROT (Et.), de l'Institut. *Essais de philosophie critique*. 1 vol. 7 fr. 50
- *La Religion*. 1 vol. 7 fr. 50
- WUNDT. *Éléments de psychologie physiologique*. 2 vol. avec figures, trad. de l'allemand par le D^r Élie Rouvier, et précédés d'une préface de M. D. Nolen. 20 fr.

ÉDITIONS ÉTRANGÈRES

Éditions anglaises.

- AUGUSTE LAUGEL. *The United States during the war*. In-8. 7 sh. 6 p.
- ALBERT RÉVILLE. *History of the doctrine of the deity of Jesus-Christ*. 3 sh. 6 p.
- H. TAINÉ. *Italy (Naples et Rome)*. 7 sh. 6 p.
- H. TAINÉ. *The philosophy of Art*. 3 sh.

- PAUL JANET. *The Materialism of present day*. 1 vol. in-18, rel. 3 sh.

Éditions allemandes.

- JULES BARNI. *Napoléon I^{er}*. In-18. 3 m.
- PAUL JANET. *Der Materialismus unsere Zeit*. 1 vol. in-18. 3 m.
- H. TAINÉ. *Philosophie der Kunst*. 1 volume in-18. 3 m.

COLLECTION HISTORIQUE DES GRANDS PHILOSOPHES

PHILOSOPHIE ANCIENNE

ARISTOTE (Œuvres d'), traduction de J. BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE.
— *Psychologie (Opuscules)*, avec notes. 1 vol. in-8. 10 fr.
— *Rhétique*, avec notes. 1870. 2 vol. in-8. 10 fr.
— *Politique*, 1848, 1 v. in-8. 10 fr.
— *La Métaphysique d'Aristote*. 3 vol. in-8, 1879. 30 fr.
— *Traité de la production et de la destruction des choses*, avec notes. 1866. 1 v. gr. in-8. . . 10 fr.
— *De la Logique d'Aristote*, par M. BARTHÉLEMY SAINT-HILAIRE. 2 vol. in-8. 10 fr.
— *L'Esthétique d'Aristote*, par M. BÉNARD. 1 vol. in-8. 1889. 5 fr.
SOCRATE. * *La Philosophie de Socrate*, par M. AL. FOUILLET. 2 vol. in-8. 10 fr.
— *Le Procès de Socrate. Examen des thèses socratiques*, par M. G. SORREL. 1 vol. in-8. 1889. 3 fr. 50
PLATON. *Études sur la dialectique dans Platon et dans Hegel*, par M. PAUL JANET. 1 vol. in-8. 6 fr.
— *Platon et Aristote*, par VAN DER REST. 1 vol. in-8. 10 fr.
ÉPICTÈTE. *La Morale d'Épicure et ses rapports avec les doctrines contemporaines*, par M. GUYAU. 1 vol. in-8. 3^e édit. . . . 7 fr. 50
ÉCOLE D'ALEXANDRIE. * *Histoire de*

l'école d'Alexandrie, par M. BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE. 1 v. in-8. 6 fr.
MARC-AURÈLE. *Pensées de Marc-Aurèle*, traduites et annotées par M. BARTHÉLEMY SAINT-HILAIRE. 1 vol. in-18. 4 fr. 50
BÉNARD. *La Philosophie ancienne, histoire de ses systèmes*. 1^{re} partie : *La Philosophie et la Sagesse orientales*. — *La Philosophie grecque avant Socrate*. — *Socrate et les socratiques*. — *Études sur les sophistes grecs*. 1 v. in-8. 1885 9 fr.
BROCHARD (V.). *Les Sceptiques grecs* (couronné par l'Académie des sciences morales et politiques). 1 vol. in-8. 1887. 8 fr.
FABRE (Joseph). * *Histoire de la philosophie, antiquité et moyen âge*. 1 vol. in-18. . . . 3 fr. 50
FÈVRE (M^{re} Jules), née VELTEN. *La Morale des stoïciens*. 1 volume in-18. 1887. 3 fr. 50
— *La Morale de Socrate*. 1 vol. in-18. 1888. 3 fr. 50
— *La Morale d'Aristote*. 1 vol. in-18. 1889. 3 fr. 50
OGEREAU. *Essai sur le système philosophique des stoïciens*. 1 vol. in-8. 1885. 5 fr.
TANNERY (Paul). *Pour l'histoire de la science hellène (de Thalès à Empédocle)*. 1 v. in-8. 1887. 7 fr. 50

PHILOSOPHIE MODERNE

LEIBNIZ. * *Œuvres philosophiques*, avec introduction et notes par M. PAUL JANET. 2 vol. in-8. 10 fr.
— *Leibniz et Pierre le Grand*, par FOUCHER DE CAREIL. 1 v. in-8. 2 fr.
— *Leibniz et les deux Sophies*, par FOUCHER DE CAREIL. in-8. 2 fr.
DESCARTES, par L. MARD. 1 v. in-8 5 fr.
— *Essai sur l'Esthétique de Descartes*, par KRANTZ. 1 v. in-8. 6 fr.
SPINOZA. *Remarques de Spinoza* opera quotquot reperta sunt, recognoverunt J. Van Vloten et J.-P.-N. Landé. 2 forts vol. in-8 sur papier de Hollande. 45 fr.
SPINOZA. *Inventaire des livres formant sa bibliothèque*, publié d'après un document inédit avec des notes biographiques et bibliographiques et une introduction par A. J. SERVAAS VAN RYVOIJEN, 1 v. in-8 sur papier de Hollande, 1891. . 15 fr.
GEULINK (Arnold). *Opera philosophica*

recognovit J. P. N. LAND, tome I. sur papier de Hollande, gr. in-8, 1891. 17 fr. 50.
GASSENDI. *La philosophie de Gassendi*, par M. F. THOMAS. 1 vol. in-8. 1889. 6 fr.
LOCKE. * *De vie et ses œuvres*, par M. MARION. 1 vol. in-18. 2 fr. 50
MALEBRANCHE. * *La Philosophie de Malebranche*, par M. OLLÉ-LAPRUNE. 2 vol. in-8. . . . 16 fr.
PASCAL. *Études sur le scepticisme de Pascal*, par M. DROZ. 1 vol. in-8. 6 fr.
VOLTAIRE. *Les Sciences au XVIII^e siècle. Voltaire physicien*, par M. EM. SAISY. 1 vol. in-8. 6 fr.
FRANCK (Ad.). *La Philosophie mystique en France au XVIII^e siècle*. 1 vol. in-18. . . 2 fr. 50
DAMIRON. *Mémoires pour servir à l'histoire de la philosophie au XVIII^e siècle*. 3 vol. in-8. 15 fr.

PHILOSOPHIE ÉCOSSAISE

DUGALD STEWART. * *Éléments de la philosophie de l'esprit humain*, traduits de l'anglais par L. PEISSE. 3 vol. in-12... 9 fr.
HAMILTON. * *La Philosophie de Hamilton*, par J. STUART MILL, 1 vol. in-8..... 10 fr.
HUME. * *Sa vie et sa philosophie*,

par Th. HUXLEY, trad. de l'angl. par M. G. COMPAYRÉ. 1 vol. in-8. 5 fr.
BACON. *Étude sur François Bacon*, par M. J. BARTHÉLEMY-SAINT-HILAIRE, 1 vol. in-18. 2 fr. 50
* *Philosophie de François Bacon*, par M. CH. ADAM (ouvrage couronné par l'Institut). 1 volume in-8°. 7 fr. 50

PHILOSOPHIE ALLEMANDE

KANT. *La Critique de la raison pratique*, traduction nouvelle avec introduction et notes, par M. PICA-VET. 1 vol. in-8. 1888... 6 fr.
— *Critique de la raison pure*, trad. par M. TISSOT. 2 v. in-8. 16 fr.
— Même ouvrage, traduction par M. Jules BARNI. 2 vol. in-8.. 16 fr.
— *Éclaircissements sur la Critique de la raison pure*, trad. par M. J. TISSOT. 1 vol. in-8... 6 fr.
— *Principes métaphysiques de la morale*, augmentés des *Fondements de la métaphysique des mœurs*, traduct. par M. TISSOT. 1 v. in-8. 8 fr.
— Même ouvrage, traduction par M. Jules BARNI. 1 vol. in-8... 8 fr.
— * *La Logique*, traduction par M. TISSOT. 1 vol. in-8..... 4 fr.
— * *Mélanges de logique*, traduction par M. TISSOT. 1 v. in-8. 6 fr.
— * *Prolegomènes à toute métaphysique future* qui se présentera comme science, traduction de M. TISSOT. 1 vol. in-8... 6 fr.
— * *Anthropologie*, suivie de divers fragments relatifs aux rapports du physique et du moral de l'homme, et du commerce des esprits d'un monde à l'autre, traduction par M. TISSOT. 1 vol. in-8..... 6 fr.
— *Traité de pédagogie*, trad. J. BARNI; préface et notes par M. Raymond THAMIN. 1 vol. in-12. 2 fr.
— *Principes métaphysiques de la science de la nature*, traduits pour la 1^{re} fois en français et accompagnés d'une introduction sur la Philosophie de la nature dans Kant, par CH. AUDLER et ED. CHAVANNES, anciens élèves de l'Ecole normale supérieure, agrégés de l'Université, 1 vol. grand in-8, 1891. 4 fr. 50
FICHTE. * *Méthode pour arriver à la vie bienheureuse*, trad. par M. Fr. BOULLIER. 1 vol. in-8. 8 fr.

— *Destination du savant et de l'homme de lettres*, traduit par M. NICOLAS. 1 vol. in-8. 3 fr.
— *Doctrines de la science*. 1 vol. in-8..... 9 fr.
SCHELLING. *Brûlé, ou du principe divin*. 1 vol. in-8..... 3 fr. 50
HEGEL. * *Logique*. 2^e édit. 2 vol. in-8..... 14 fr.
— * *Philosophie de la nature*. 3 vol. in-8..... 25 fr.
— * *Philosophie de l'esprit*. 2 vol. in-8..... 18 fr.
— * *Philosophie de la religion*. 2 vol. in-8..... 20 fr.
— *La Poétique*, trad. par M. Ch. BÉ-NARD. Extraits de Schiller, Goethe, Jean, Paul, etc., et sur divers sujets relatifs à la poésie. 2 v. in-8. 12 fr.
— *Esthétique*. 2 vol. in-8, traduit par M. BÉ-NARD..... 16 fr.
— *Antécédents de l'hégélianisme dans la philosophie française*, par E. BEAUSSIRE. 1 vol. in-18..... 2 fr. 50
— * *La Dialectique dans Hegel et dans Platon*, par M. Paul JANET. 1 vol. in-8. 6 fr.
— *Introduction à la philosophie de Hegel*, par VÉRA. 1 vol. in-8. 2^e édit..... 6 fr. 50
HUMBOLDT (G. de). *Essai sur les limites de l'action de l'État*. 1 vol. in-18..... 3 fr. 50
— * *La Philosophie individualiste, études sur G. de HUMBOLDT*, par M. CHAL-LEMEL-LACOUR. 1 v. in-18. 2 fr. 50
RICHTER (Jean-Paul-Fr.). *Poétique ou Introduction à l'Esthétique*, trad. par ALEX. BUCHNER et LÉON DUMONT, 2 vol. in-8, 1862. 15 fr.
STAHL. * *Le Vitalisme et l'Animisme de Stahl*, par M. Albert LEMOINE. 1 vol. in-18.... 2 fr. 50

PHILOSOPHIE ALLEMANDE CONTEMPORAINE

- BUCHNER (L.).** *Nature et Sciences.* 1 vol. in-8. 2^e édit. 7 fr. 50
- * *Le Matérialisme contemporain*, par M. Paul JANET. 4^e édit. 1 vol. in-18. 2 fr. 50
- CHRISTIAN BAUR** et l'École de Tübingue, par M. Ed. ZELLER. 1 vol. in-18. 2 fr. 50
- HARTMANN (E. de).** *La Religion de l'avenir.* 1 vol. in-18. 2 fr. 50
- *Le Darwinisme, ce qu'il y a de vrai et de faux dans cette doctrine.* 1 vol. in-18. 3^e édition. 2 fr. 50
- O. SCHMIDT.** *Les Sciences naturelles et la Philosophie de l'inconscient.* 1 v. in-18. 2 fr. 50
- PIDERIT.** *La Mimique et la Physiognomie.* 1 v. in-8. 5 fr.
- PREYER.** *Éléments de physiologie.* 1 vol. in-8. 5 fr.
- *L'Âme de l'enfant. Observations sur le développement psychique des premières années.* 1 vol. in-8. 10 fr.
- SCHÖBEL.** *Philosophie de la raison pure.* 1 vol. in-18. 2 fr. 50
- SCHOPENHAUER.** *Essai sur le libre arbitre.* 1 vol. in-18. 5^e éd. 2 fr. 50
- *Le Fondement de la morale.* 1 vol. in-18. 2 fr. 50
- *Essais et fragments*, traduit et précédé d'une Vie de Schopenhauer, par M. BOURDEAU. 1 vol. in-18. 6^e édit. 2 fr. 50
- *Aphorismes sur la sagesse dans la vie.* 1 vol. in-8. 3^e éd. 5 fr.
- *De la quadruple racine du principe de la raison suffisante.* 1 vol. in-8. 5 fr.
- *Le Monde comme volonté et représentation.* 3 vol. in-8; chacun séparément. 7 fr. 50
- *La Philosophie de Schopenhauer*, par M. Th. RIBOT. 1 vol. in-18. 3^e édit. 2 fr. 50
- RIBOT (Th.)** * *La Psychologie allemande contemporaine.* 1 vol. in-8. 2^e édit. 7 fr. 50
- STRICKER.** *Le Langage et la Musique.* 1 vol. in-18. 2 fr. 50
- WUNDT.** *Psychologie physiologique.* 2 vol. in-8 avec fig. 20 fr.

PHILOSOPHIE ANGLAISE CONTEMPORAINE

- STUART MILL.** * *La Philosophie de Hamilton.* 1 fort vol. in-8. 10 fr.
- * *Mes Mémoires. Histoire de ma vie et de mes idées.* 1 v. in-8. 5 fr.
- * *Système de logique déductive et inductive.* 2 v. in-8. 20 fr.
- * *Auguste Comte et la philosophie positive.* 1 vol. in-18. 2 fr. 50
- *L'Utilitarisme.* 1 v. in-18. 2 fr. 50
- *Essais sur la Religion.* 1 vol. in-8. 2^e édit. 5 fr.
- *La République de 1848 et ses détracteurs*, trad. et préface de M. SADI CARNOT. 1 v. in-18. 1 fr.
- *La Philosophie de Stuart Mill*, par H. LAUREY. 1 v. in-8. 6 fr.
- HERBERT SPENCER.** * *Les Premiers Principes.* 1 fort volume in-8. 10 fr.
- HERBERT SPENCER.** *Principes de biologie.* 2 forts vol. in-8. 20 fr.
- * *Principes de psychologie.* 2 vol. in-8. 20 fr.
- * *Introduction à la science sociale.* 1 v. in-8, cart. 6^e édit. 6 fr.
- * *Principes de sociologie.* 4 vol. in-8. 36 fr. 25
- * *Classification des sciences.* 1 vol. in-18, 2^e édition. 2 fr. 50
- * *De l'éducation intellectuelle, morale et physique.* 1 vol. in-8, 5^e édit. 5 fr.
- * *Essais sur le progrès.* 1 vol. in-8. 2^e édit. 7 fr. 50
- *Essais de politique.* 1 vol. in-8. 2^e édit. 7 fr. 50
- *Essais scientifiques.* 1 vol. in-8. 7 fr. 50

HERBERT SPENCER. Les Bases de la morale évolutionniste. 1 vol. in-8. 3^e édit. 6 fr.
 — L'Individu contre l'État. 1 vol. in-18. 2^e édit. 2 fr. 50
BAIN. * Des sens et de l'intelligence. 1 vol. in-8. 10 fr.
 — Les Émotions et la Volonté. 1 vol. in-8. 10 fr.
 — * La Logique inductive et déductive. 2 vol. in-8. 2^e édit. 20 fr.
 — * L'Esprit et le Corps. 1 vol. in-8, cartonné, 4^e édit. 6 fr.
 — * La Science de l'éducation. 1 vol. in-8, cartonné. 6^e édit. 6 fr.
DARWIN. * Descendance et Darwinisme, par Oscar SCHMIDT. 1 vol. in-8 cart. 5^e édit. ... 6 fr.
 — Le Darwinisme, par E. DE HARTMANN. 1 vol. in-18.. 2 fr. 50
FERRIER. Les Fonctions du Cerveau. 1 vol. in-8. 10 fr.
CHARLTON BASTIAN. Le cerveau, organe de la pensée chez l'homme et les animaux. 2 vol. in-8. 12 fr.
CARLYLE. L'Idéalisme anglais, étude sur Carlyle, par H. TAINÉ. 1 vol. in-18. 2 fr. 50
BAGEHOT. * Lois scientifiques du développement des nations. 1 vol. in-8, cart. 4^e édit. ... 6 fr.
DRAPER. Les Conflits de la science et de la religion. 1 volume in-8. 7^e édit. 6 fr.

RUSKIN (JOHN). * L'Esthétique anglaise, étude sur J. Ruskin, par MILSAND. 1 vol. in-18 ... 2 fr. 50
MATTHEW ARNOLD. La Crise religieuse. 1 vol. in-8. 7 fr. 50
MAUDSLEY. * Le Crime et la Folie. 1 vol. in-8. cart. 5^e édit. ... 6 fr.
 — La Pathologie de l'esprit. 1 vol. in-8. 10 fr.
FLINT. * La Philosophie de l'histoire en France et en Allemagne. 2 vol. in-8. Chacun, séparément. 7 fr. 50
RIBOT (Th.). La Psychologie anglaise contemporaine. 3^e édit. 1 vol. in-8. 7 fr. 50
LIARD. * Les Législateurs anglais contemporains. 1 vol. in-18. 2^e édit. 2 fr. 50
GUYAU. * La Morale anglaise contemporaine. 1 v. in-8. 2^e éd. 7 fr. 50
HUXLEY. * Homo, sa vie, sa philosophie. 1 vol. in-8. 5 fr.
JAMES SULLY. Le Pessimisme. 1 vol. in-8. 7 fr. 50
 — Les Illusions des sens et de l'esprit. 1 vol. in-8, cart.. 6 fr.
CARRAU (L.). La Philosophie religieuse en Angleterre, depuis Locke jusqu'à nos jours. 1 volume in-8. 5 fr.
LYON (Georges). L'Idéalisme en Angleterre au XVIII^e siècle. 1 vol. in-8. 7 fr. 50

PHILOSOPHIE ITALIENNE CONTEMPORAINE

SICILIANI. La Psychogénie moderne. 1 vol. in-18. 2 fr. 50
ESPINAS. * La Philosophie expérimentale en Italie, origines, état actuel. 1 vol. in-18. 2 fr. 50
MARIANO. La Philosophie contemporaine en Italie, essais de philos. hegelienne. 1 v. in-18. 2 fr. 50
FERRI (Louis). La Philosophie de l'association depuis Hobbes jusqu'à nos jours. in-8. 7 fr. 50
MINGHETTI. L'État et l'Église. 1 vol. in-8. 5 fr.
LEOPARDI. Opuscules et pensées. 1 vol. in-18. 2 fr. 50
MOSSO. La Peur. 1 v. in-18. 2 fr. 50
LOMBROSO. L'Homme criminel. 1 vol. in-8. 10 fr.

— Atlas accompagnant l'ouvrage ci-dessus. 12 fr.
 — L'homme de génie. 1 vol. in-8. 10 fr.
 — L'Anthropologie criminelle, ses récents progrès. 1 volume in-18, 2^e édit. 2 fr. 50
 — Nouvelles observations d'anthropologie criminelle et de psychiatrie, 1 v in-18. 2 fr. 50
MANTEGAZZA. La Physiognomie et l'expression des sentiments. 2^e édit. 1 vol. in-8, cart. ... 6 fr.
SERGI. La Psychologie physiologique. 1 vol. in-8. 7 fr. 50
GAROFALO. La Criminologie. 1 volume in-8. 7 fr. 50

OUVRAGES DE PHILOSOPHIE

PRÉSCRITS POUR L'ENSEIGNEMENT DES LYCÉES ET DES COLLÈGES

COURS ÉLÉMENTAIRE DE PHILOSOPHIE

Suivi de Notions d'histoire de la Philosophie
et de Sujets de Dissertations donnés à la Faculté des lettres de Paris

Par **Émile BOIRAC**

Professeur de philosophie au lycée Condorcet

1 vol. in-8°, 4^e édition, 1892. Broché, 6 fr. 50. Cartonné à l'anglaise, 7 fr. 50

LA DISSERTATION PHILOSOPHIQUE

Choix de sujets — Plans — Développement

PRÉCÉDÉ D'UNE INTRODUCTION SUR LES RÈGLES DE LA DISSERTATION PHILOSOPHIQUE

PAR LE MÊME

1 vol. in-8°, 2^e édit., 1892. Broché, 6 fr. 50. Cartonné à l'anglaise, 7 fr. 50.

AUTEURS DEVANT ÊTRE EXPLIQUÉS DANS LA CLASSE DE PHILOSOPHIE

AUTEURS FRANÇAIS

*Ces auteurs français sont expliqués également dans la classe de première (lettres)
de l'enseignement moderne.*

- CONDILLAC. — *Traité des Sensations*, livre I, avec notes, par Georges LYON, maître de conférences à l'Ecole normale supérieure, docteur ès lettres. 1 vol. in-12..... 1 fr. 40
- DESCARTES. — *Discours sur la Méthode* et première méditation, avec notes, introduction et commentaires, par V. BROCHARD, directeur des conférences de philosophie à la Sorbonne. 1 vol. in-12, 2^e édition..... 2 fr.
- DESCARTES. — *Les Principes de la philosophie*, livre I, avec notes, par LE MÊME. 1 vol. in-12, broché..... 1 fr. 25
- LEIBNIZ. — *La Monadologie*, avec notes, introduction et commentaires, par D. NOLEN, recteur de l'Académie de Besançon. 1 vol. in-12. 2^e édit..... 2 fr.
- LEIBNIZ. — *Nouveaux essais sur l'entendement humain*. Avant-propos et livre I, avec notes, par Paul JANET, de l'Institut, professeur à la Sorbonne. 1 vol. in-12..... 1 fr.
- MALEBRANCHE. — *De la recherche de la vérité*, livre II (*de l'Imagination*), avec notes, par Pierre JANET, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, professeur agrégé au Collège Rollin 1 vol. in-12, 1 fr. 80
- PASCAL. — *De l'autorité en matière de philosophie. — De l'esprit géométrique. — Entretien avec M. de Sacy*, avec notes, par ROBERT, professeur à la Faculté des lettres de Rennes. 1 vol. in-12..... 1 fr.

AUTEURS LATINS

- CICÉRON. — *De natura Deorum*, livre II, avec notes, par PICAVER, agrégé de l'Université, professeur au Collège Rollin. 1 vol. in-12..... 2 fr.
- CICÉRON. — *De Officiis*, livre I, avec notes, par E. BOIRAC, professeur agrégé au lycée Condorcet. 1 vol. in-12..... 1 fr. 40
- LUCRÈCE. — *De natura rerum*, livre V, avec notes, par G. LYON, maître de conférences à l'Ecole normale supérieure, 1 vol. in-12..... 1 fr. 50
- SÉNÈQUE. — *Lettres à Lucilius* (les 16 premières), avec notes, par DAURIAC, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, professeur à la Faculté des lettres de Montpellier. 1 vol. in-12. 1 fr. 25

AUTEURS GRECS

- ARISTOTE. — *Morale à Nicomaque*, livre X, avec notes, par L. CARRAU, professeur à la Sorbonne. 1 vol. in-12..... 1 fr. 25
- ÉPICTÈTE. — *Manuel*, avec notes, par MONTARGIS, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, professeur agrégé de philosophie au lycée de Troyes. 1 vol. in-12..... 1 fr.
- PLATON. — *La République*, livre VI, avec notes, par KAPINAS, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, professeur à la Faculté des lettres de Bordeaux. 1 vol. in-12..... 2 fr.
- XÉNOPHON. — *Mémoires*, livre I, avec notes, par PENJON, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, professeur à la Faculté des lettres de Lille. 1 vol. in-12..... 1 fr. 25

CLASSE DE MATHÉMATIQUES ÉLÉMENTAIRES. — *Résumé de philosophie et analyse des auteurs (logique, morale, auteurs latins, auteurs français, langues vivantes)*, à l'usage des candidats au baccalauréat des sciences, par THOMAS, docteur ès lettres, professeur de philosophie au lycée de Brest, et RYNNER, professeur au lycée Buffon. 1 vol. in-12, 4^e éd. 2 fr.

BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

Volumes in-18 brochés à 3 fr. 50. — Volumes in-8 brochés de divers prix

Cartonnage anglais, 50 cent. par vol. in-18; 1 fr. par vol. in-8.

Demi-reliure, 1 fr. 50 par vol. in-18; 2 fr. par vol. in-8.

EUROPE

SYBEL (H. de). * *Histoire de l'Europe pendant la Révolution française*, traduit de l'allemand par M^{lle} DOSQUET. Ouvrage complet en 6 vol. in-8. 42 fr.
Chaque volume séparément. 7 fr.

FRANCE

BLANC (Louis). *Histoire de Dix ans*. 5 vol. in-8. 25 fr.
Chaque volume séparément. 5 fr.
— 25 pl. en taille-douce. Illustrations pour l'*Histoire de Dix ans*. 6 fr.
BOERT. * *La Guerre de 1870-1871*, d'après le colonel fédéral suisse Rustow. 1 vol. in-18. (V. P.) 3 fr. 50
CARNOT (H.), sénateur. * *La Révolution française, résumé historique*. 1 volume in-18. Nouvelle édit. (V. P.) 3 fr. 50
DEBIDOUR. * *Histoire diplomatique de l'Europe de 1815 à 1878*, 2 vol. in-8°. 1891. 18 fr.
ÉLIAS REGNAULT. *Histoire de Huit ans (1840-1848)*. 3 vol. in-8. 15 fr.
Chaque volume séparément. 5 fr.
— 14 planches en taille-douce, illustrations pour l'*Histoire de Huit ans*. 4 fr.
GAFFAREL (P.), professeur à la Faculté des lettres de Dijon. * *Les Colonies françaises*. 1 vol. in-8. 4^e édit. (V. P.) 5 fr.
LAUGEL (A.). * *La France politique et sociale*. 1 vol. in-8. 5 fr.
ROCHAU (de). *Histoire de la Restauration*. 1 vol. in-18. 3 fr. 50
TAXILE DELORD. * *Histoire du second Empire (1848-1870)*. 6 v. in-8. 42 fr.
Chaque volume séparément. 7 fr.
WAHL, professeur au lycée Lakanal. *L'Algérie*. 1 vol. in-8. 2^e édit. (V. P.)
Ouvrage couronné par l'Académie des sciences morales et politiques. 5 fr.
LANESSAN (de), député. *L'Expansion coloniale de la France. Étude économique, politique et géographique sur les établissements français d'outre-mer*. 1 fort vol. in-8, avec cartes. 1886. (V. P.) 12 fr.
— *La Tunisie*. 1 vol. in-8 avec une carte en couleurs. 1887. (V. P.) 5 fr.
— *L'Indo-Chine française. Étude économique, politique et administrative sur la Cochinchine, le Cambodge, l'Annam et le Tonkin*. (Ouvrage couronné par la Société de géographie commerciale de Paris, médaille Duplex.) 1 vol. in-8 avec 5 cartes en couleurs hors texte. 1889. 15 fr.
SILVESTRE (J.) *L'empire d'Annam et les Annamites*, publié sous les auspices de l'administration des colonies, 1 vol. in-8 avec 1 carte de l'Annam. 1889. 3 fr. 50

ANGLETERRE

BAGEHOT (W.). * *Lombard-street. Le Marché financier en Angleterre*. 1 vol. in-18. 3 fr. 50
GLADSTONE (E. W.). *Questions constitutionnelles (1873-1878)*. — Le prince époux. — Le droit électoral. Traduit de l'anglais, et précédé d'une Introduction par Albert GIGOT. 1 vol. in-8. 5 fr.
LAUGEL (Aug.). * *Lord Palmerston et lord Russel*. 1 vol. in-18. 3 fr. 50
SIR CORNEWAL LEWIS. * *Histoire gouvernementale de l'Angleterre depuis 1770 jusqu'à 1830*. Traduit de l'anglais. 1 vol. in-8. 7 fr.
REYNALD (H.), doyen de la Faculté des lettres d'Aix. * *Histoire de l'Angleterre depuis la reine Anne jusqu'à nos jours*. 1 vol. in-18. 2^e édit. (V. P.) 3 fr. 50
THACKERAY. *Les Quatre George*. Traduit de l'anglais par LEFOYER. 1 vol. in-18. (V. P.) 3 fr. 50

ALLEMAGNE

VÉRON (Eug.). * *Histoire de la Prusse, depuis la mort de Frédéric II jusqu'à la bataille de Sadowa*. 1 vol. in-18. 4^e édit. (V. P.) 3 fr. 50
— * *Histoire de l'Allemagne, depuis la bataille de Sadowa jusqu'à nos jours*. 1 vol. in-18. 2^e édit. (V. P.) 3 fr. 50
BOURLOTON (Ed.). * *L'Allemagne contemporaine*. 1 vol. in-18. 3 fr. 50

AUTRICHE-HONGRIE

ASSELIN (L.). * *Histoire de l'Autriche, depuis la mort de Marie-Thérèse jusqu'à nos jours*. 1 vol. in-18, 3^e édit. (V. P.) 3 fr. 50

SAYOUS (Ed.), professeur à la Faculté des lettres de Toulouse. **Histoire des Hongrois et de leur littérature politique**, de 1790 à 1815. 1 vol. in-18. 3 fr. 50

ITALIE

SORIN (Élie). **Histoire de l'Italie**, depuis 1815 jusqu'à la mort de Victor-Emmanuel. 1 vol. in-18. 1888. (V. P.) 3 fr. 50

ESPAGNE

REYNALD (H.). * **Histoire de l'Espagne** depuis la mort de Charles III jusqu'à nos jours. 1 vol. in-18. (V. P.) 3 fr. 50

RUSSIE

HERBERT BARRY. **La Russie contemporaine**. Traduit de l'anglais. 1 vol. in-18. (V. P.) 3 fr. 50

CRÉHANGE (M.). **Histoire contemporaine de la Russie**. 1 vol. in-18. (V. P.) 3 fr. 50

SUISSE

DAENDLIKER. **Histoire du peuple suisse**. Trad. de l'allemand par M^{me} Jules FAVRE et précédées d'une Introduction de M. Jules FAVRE. 1 vol. in-8. (V. P.) 5 fr.

DIXON (H.). **La Suisse contemporaine**. 1 vol. in-18, trad. de l'angl. (V. P.) 3 fr. 50

AMÉRIQUE

DEBERLE (Alf.). **Histoire de l'Amérique du Sud**, depuis sa conquête jusqu'à nos jours. 1 vol. in-18. 2^e édit. (V. P.) 3 fr. 50

LAUGEL (Aug.). * **Les États-Unis pendant la guerre**. 1861-1864. Souvenirs personnels. 1 vol. in-18, cartonné. 4 fr.

BARNI (Jules). * **Histoire des idées morales et politiques en France au dix-huitième siècle**. 2 vol. in-18. (V. P.) Chaque volume. 3 fr. 50

— * **Les Moralistes français au dix-huitième siècle**. 1 vol. in-18 faisant suite aux deux précédents. (V. P.) 3 fr. 50

BEAUSSIRE (Émile), de l'Institut. **La Guerre étrangère et la Guerre civile**. 1 vol. in-18. 3 fr. 50

DESPOIS (Eug.). * **Le Vandalisme révolutionnaire**. Fondations littéraires, scientifiques et artistiques de la Convention. 2^e édition, précédée d'une notice sur l'auteur par M. Charles BICOT. 1 vol. in-18. (V. P.) 3 fr. 50

CLAMAGERAN (J.), sénateur. * **La France républicaine**. 1 vol. in-18. (V. P.) 3 fr. 50

GUÉROULT (Georges). **Le Centenaire de 1789**, évolution politique, philosophique, artistique et scientifique de l'Europe depuis cent ans. 1 vol. in-18. 1889. 3 fr. 50

LAVELEYE (E. de), correspondant de l'Institut. **Le Socialisme contemporain**. 1 vol. in-18. 6^e édit. augmentée. 3 fr. 50

MARCELLIN PELLET, ancien député. **Variétés révolutionnaires**. 3 vol. in-18, précédés d'une Préface de A. RANC. Chaque vol. séparém. 3 fr. 50

SPULLER (E.), député, ancien ministre de l'Instruction publique. **Figures disparues**, portraits contemporains, littéraires et politiques. 1^{re} série. 1 vol. in-18. 2^e édit. (V. P.) 3 fr. 50

— **Figures disparues**. 2^e série. 1 vol. in-18. 1891. 3 fr. 50

— **Histoire parlementaire de la deuxième République**. 1 v. in-18. (V. P.) 3 fr. 50

BIBLIOTHÈQUE INTERNATIONALE D'HISTOIRE MILITAIRE

25 VOLUMES PETIT IN-8° DE 250 A 400 PAGES

AVEC CROQUIS DANS LE TEXTE

Chaque volume cartonné à l'anglaise..... 5 francs.

VOLUMES PUBLIÉS :

1. — Précis des campagnes de Gustave-Adolphe en Allemagne (1630-1632), précédé d'une Bibliographie générale de l'histoire militaire des temps modernes.
2. — Précis des campagnes de Turenne (1644-1675).
3. — Précis de la campagne de 1805 en Allemagne et en Italie.
4. — Précis de la campagne de 1815 dans les Pays-Bas.
5. — Précis de la campagne de 1859 en Italie.
6. — Précis de la guerre de 1866 en Allemagne et en Italie.
7. — Précis des campagnes de 1796 et 1797 en Italie et en Allemagne.

BIBLIOTHÈQUE HISTORIQUE ET POLITIQUE

- ALBANY DE FONBLANQUE. L'Angleterre, son gouvernement, ses institutions. Traduit de l'anglais sur la 14^e édition par M. F. C. DREYFUS, avec Introduction par M. H. Baisson. 1 vol. in-8. 5 fr.
- BENLOEW. Les Lois de l'Histotre. 1 vol. in-8. 5 fr.
- DESCHANEL (E.). *Le Peuple et la Bourgeoisie. 1 vol. in-8. 2^e éd. 5 fr.
- DU CASSE. Les Rois frères de Napoléon I^{er}. 1 vol. in-8. 10 fr.
- MINGHETTI. L'État et l'Église. 1 vol. in-8. 5 fr.
- LOUIS BLANC. Discours politiques (1848-1881). 1 vol. in-8. 7 fr. 50
- PHILIPPSON. La Contre-révolution religieuse au XVI^e siècle. 1 vol. in-8. 10 fr.
- HENRARD (P.). Henri IV et la princesse de Condé. 1 vol. in-8. 5 fr.
- NOVOCOW. La Politique internationale, précédé d'une Préface de M. Eugène Vénou. 1 fort vol. in-8. 7 fr.
- COMBES DE LESTRADE. Éléments de sociologie. 1 vol. in-8. 1889. 5 fr.
- DREYFUS (F. C.). La France, son gouvernement, ses institutions. 1 vol. (Sous presse.)

PUBLICATIONS HISTORIQUES ILLUSTRÉES

- HISTOIRE ILLUSTRÉE DU SECOND EMPIRE, par Taxis DELOD. 6 vol. in-8 colombier avec 500 gravures de FRAAT, FR. RESANBY, etc. Chaque vol. broché, 8 fr. — Cart. doré, tr. dorées. 11 fr. 50
- HISTOIRE POPULAIRE DE LA FRANCE, depuis les origines jusqu'en 1815. — Nouvelle édition. — 4 vol. in-8 colombier avec 1323 gravures sur bois dans le texte. Chaque vol. broché, 7 fr. 50 — Cart. toile, tranches dorées. 11 fr.

RECUEIL DES INSTRUCTIONS

DONNÉES

AUX AMBASSADEURS ET MINISTRES DE FRANCE

DEPUIS LES TRAITÉS DE WESTPHALIE JUSQU'À LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Publié sous les auspices de la Commission des archives diplomatiques au Ministère des affaires étrangères.

Beaux volumes in-8 cavalier, imprimés sur papier de Hollande :

- I. — AUTRICHE, avec Introduction et notes, par M. Albert SORREL, membre de l'Institut. 20 fr.
- II. — SUÈDE, avec Introduction et notes, par M. A. GUYRAUD, membre de l'Institut. 20 fr.
- III. — PORTUGAL, avec Introduction et notes, par le vicomte DE CAIX DE SAINT-AYMOUR. 20 fr.
- IV et V. — POLOGNE, avec Introduction et notes, par M. Louis FANCES, 2 vol. 30 fr.
- VI. — ROME, avec Introduction et notes, par M. G. HANOTAUX, 20 fr.
- VII. — BAVIÈRE, PALATINAT ET DEUX-PONTS, avec Introduction et notes par M. André LEDON. 25 fr.
- VIII et IX. — RUSSIE, avec introduction et notes par M. Alfred RAMBAUD. 2 vol. Le 1^{er} volume, 20 fr. Le second volume. 25 fr.

La publication se continuera par les volumes suivants :

- | | |
|---|------------------------------|
| NAPLES ET PARME, par M. Joseph Reinach. | HOLLANDE, par M. H. Maze. |
| ANGLETERRE, par M. Jusserand. | ESPAGNE, par M. Morol Fatie. |
| PRUSSE, par M. E. Lavisse. | DANEMARK, par M. Geffroy. |
| TURQUE, par M. Girard de Rialle. | VENISE, par M. Jean Kaulak. |

REVUE PHILOSOPHIQUE

DE LA FRANCE ET DE L'ÉTRANGER

Dirigée par **TH. RILOT**
Professeur au Collège de France.
(16^e année, 1891.)

La **REVUE PHILOSOPHIQUE** paraît tous les mois, par livraisons de 6 ou 7 feuilles grand in-8, et forme ainsi à la fin de chaque année deux forts volumes d'environ 680 pages chacun.

CHAQUE NUMÉRO DE LA **REVUE** CONTIENT :

1^o Plusieurs articles de fond; 2^o des analyses et comptes rendus des nouveaux ouvrages philosophiques français et étrangers; 3^o un compte rendu aussi complet que possible des *publications périodiques* de l'étranger pour tout ce qui concerne la philosophie; 4^o des notes, documents, observations, pouvant servir de matériaux ou donner lieu à des vues nouvelles.

Prix d'abonnement :

Un an, pour Paris, 30 fr. — Pour les départements et l'étranger, 33 fr.

La livraison..... 3 fr.

Les années écoulées se vendent séparément 30 francs, et par livraisons de 3 francs.

Table générale des matières contenues dans les 12 premières années (1876-1887), par M. BÉLUGOU 1 vol. in-8..... 3 fr.

REVUE HISTORIQUE

Dirigée par **G. MONOD**
Maître de conférences à l'École normale, directeur à l'École des hautes études.
(16^e année, 1891.)

La **REVUE HISTORIQUE** paraît tous les deux mois, par livraisons grand in-8 de 15 ou 16 feuilles, et forme à la fin de l'année trois beaux volumes de 500 pages chacun.

CHAQUE LIVRAISON CONTIENT :

I. Plusieurs articles de fond, comprenant chacun, s'il est possible, un travail complet. — II. Des *Mélanges et Variétés*, composés de documents inédits d'une étendue restreinte et de courtes notices sur des points d'histoire curieux ou mal connus. — III. Un *Bulletin historique* de la France et de l'étranger, fournissant des renseignements aussi complets que possible sur tout ce qui touche aux études historiques. — IV. Une *analyse des publications périodiques* de la France et de l'étranger, au point de vue des études historiques. — V. Des *Comptes rendus critiques* des livres d'histoire nouveaux.

Prix d'abonnement :

Un an, pour Paris, 30 fr. — Pour les départements et l'étranger, 33 fr.

La livraison..... 6 fr.

Les années écoulées se vendent séparément 30 francs, et par fascicules de 6 francs. Les fascicules de la 1^{re} année se vendent 9 francs.

Tables générales des matières contenues dans les dix premières années de la *Revue historique*.

I. — Années 1876 à 1880, par M. CHARLES BÉMONT.

II. — Années 1881 à 1885, par M. RENÉ CORDÉRE.

Chaque Table formant un vol. in-8, 3 francs; 1 fr. 50 pour les abonnés.

BIBLIOTHÈQUE SCIENTIFIQUE INTERNATIONALE

Publiée sous la direction de M. Émile ALGLAVE

La *Bibliothèque scientifique internationale* est une œuvre dirigée par les auteurs mêmes, en vue des intérêts de la science, pour la populariser sous toutes ses formes, et faire connaître immédiatement dans le monde entier les idées originales, les directions nouvelles, les découvertes importantes qui se font chaque jour dans tous les pays. Chaque savant expose les idées qu'il a introduites dans la science et condense pour ainsi dire ses doctrines les plus originales.

On peut ainsi, sans quitter la France, assister et participer au mouvement des esprits en Angleterre, en Allemagne, en Amérique, en Italie, tout aussi bien que les savants mêmes de chacun de ces pays.

La *Bibliothèque scientifique internationale* ne comprend pas seulement des ouvrages consacrés aux sciences physiques et naturelles, elle aborde aussi les sciences morales, comme la philosophie, l'histoire, la politique et l'économie sociale, la haute législation, etc.; mais les livres traitant des sujets de ce genre se rattachent encore aux sciences naturelles, en leur empruntant les méthodes d'observation et d'expérience qui les ont rendues si fécondes depuis deux siècles.

Cette collection paraît à la fois en français, en anglais, en allemand et en italien : à Paris, chez Félix Alcan; à Londres, chez C. Kegan, Paul et Co; à New-York, chez Appleton; à Leipzig, chez Brockhaus; et à Milan, chez Dumolard frères.

LISTE DES OUVRAGES PAR ORDRE D'APPARITION (1)

73 VOLUMES IN-8, CARTONNÉS A L'ANGLAISE, PRIX : 6 FRANCS.

1. J. TYNDALL. * *Les Glaciers et les Transformations de l'eau*, avec figures. 1 vol. in-8. 5^e édition. (V. P.) 6 fr.
2. BAGENOT. * *Lois scientifiques du développement des nations dans leurs rapports avec les principes de la sélection naturelle et de l'hérédité*. 1 vol. in-8. 5^e édition. 6 fr.
3. MAREY. * *La Machine animale, locomotion terrestre et aérienne*, avec de nombreuses fig. 1 vol. in-8. 5^e édit. augmentée. (V. P.) 6 fr.
4. BAIN. * *L'Esprit et le Corps*. 1 vol. in-8. 5^e édition. 6 fr.
5. PETTIGREW. * *La Locomotion chez les animaux, marche, natation*. 1 vol. in-8, avec figures. 2^e édit. 6 fr.
6. HERBERT SPENCER. * *La Science sociale*. 1 v. in-8. 5^e édit. (V. P.) 6 fr.
7. SCHMIDT (O.). * *La Descendance de l'homme et le Darwinisme*. 1 vol. in-8, avec fig. 5^e édition. 6 fr.
8. MAUDSLEY. * *Le Crime et la Folie*. 1 vol. in-8. 5^e édit. 6 fr.
9. VAN BENEDEN. * *Les Commensaux et les Parasites dans le règne animal*. 1 vol. in-8, avec figures. 3^e édit. (V. P.) 6 fr.
10. BALFOUR STEWART. *La Conservation de l'énergie, suivi d'une Étude sur la nature de la force*, par M. P. DE SAINT-ROBERT, avec figures. 1 vol. in-8. 5^e édition. 6 fr.
11. DRAPER. *Les Conflits de la science et de la religion*. 1 vol. in-8. 8^e édition. 6 fr.
12. L. DUMONT. * *Théorie scientifique de la sensibilité*. 1 vol. in-8. 4^e édition. 6 fr.

12. SCHUTZENBERGER. *Les Fermentations*. 1 vol. in-8, avec fig.
5^e édition. 5 fr.
13. WHITNEY. * *La Vie du langage*. 1 vol. in-8. 3^e édit. (V. P.) 6 fr.
14. COOKE et BERKELEY. *Les Champignons*. 1 vol. in-8, avec figures.
1^{re} édition. 6 fr.
15. BERNSTEIN. * *Les Sens*. 1 vol. in-8, avec 94 fig. 4^e édit. (V. P.) 6 fr.
16. BERTHELOT. * *La Synthèse chimique*. 1 vol. in-8. 6^e édit. (V. P.) 6 fr.
17. VOGEL. * *La Photographie et la Chimie de la lumière*, avec
35 figures. 1 vol. in-8. 4^e édition. (V. P.) 6 fr.
18. LUYB. *Le Cerveau et ses fonctions*, avec figures. 1 vol. in-8.
8^e édition. (V. P.) 6 fr.
19. STANLEY JEVONS. * *La Mémoire et le Mécanisme de l'échange*.
1 vol. in-8. 4^e édition. (V. P.) 6 fr.
20. FUCHS. * *Les Volcans et les Tremblements de terre*. 1 vol. in-8,
avec figures et une carte en couleur. 4^e édition. (V. P.) 6 fr.
21. GÉNÉRAL BRIALMONT. * *Les Camps retranchés et leur rôle
dans la défense des États*, avec fig. dans le texte et 2 plan-
ches hors texte. 3^e édit. 6 fr.
22. DE QUATREFAGES. * *L'Empire humain*. 1 vol. in-8. 10^e édition.
(V. P.) 6 fr.
23. BLASERNA et HELMHOLTZ. * *Le Son et la Musique*. 1 vol. in-8,
avec figures. 4^e édition. (V. P.) 6 fr.
24. ROSENTHAL. * *Les Nœuds et les Muscles*. 1 vol. in-8, avec 75 figu-
res. 3^e édition. (V. P.) 6 fr.
25. BRÜCKE et HELMHOLTZ. * *Principes scientifiques des beaux-
arts*. 1 vol. in-8, avec 39 figures. 3^e édition. (V. P.) 6 fr.
26. WURTZ. * *La Théorie atomique*. 1 vol. in-8. 5^e édition. (V. P.) 6 fr.
- 27-29. SECHEN (le père). * *Les Éléments*. 3 vol. in-8, avec 63 figures dans le
texte et 17 planches en noir et en couleur hors texte. 2^e édition.
(V. P.) 12 fr.
30. JOLY. * *L'Homme avant les métaux*. 1 vol. in-8, avec figures. 4^e édi-
tion. (V. P.) 6 fr.
31. A. BAIN. * *La Science de l'éducation*. 1 vol. in-8. 7^e édit. (V. P.) 6 fr.
- 32-33. THURSTON (R.). * *Histoire de la machine à vapeur*, précédée
d'une introduction par M. HENRI. 2 vol. in-8, avec 140 figures dans
le texte et 16 planches hors texte. 3^e édition. (V. P.) 12 fr.
34. HARTMANN (R.). *Les Peuples de l'Afrique*. 1 vol. in-8, avec
figures. 2^e édition. (V. P.) 6 fr.
35. HERBERT SPENCER. *Les Bases de la morale évolutionniste*.
1 vol. in-8. 4^e édition. 6 fr.
36. HUXLEY. *L'Écologie*, introduction à l'étude de la zoologie. 1 vol.
in-8, avec figures. 6 fr.
37. DE ROBERTY. *De la Sociologie*. 1 vol. in-8. 2^e édition. 6 fr.
38. HOOD. *Théorie scientifique des couleurs*. 1 vol. in-8, avec
figures et une planche en couleur hors texte. (V. P.) 6 fr.
39. DE SAPORTA et MARION. *L'évolution du règne végétal (les Crypte-
games)*. 1 vol. in-8 avec figures. (V. P.) 6 fr.
- 40-41. CHARLTON BASTIAN. *Le Cerveau, organe de la pensée chez
l'homme et chez les animaux*. 2 vol. in-8, avec figures. 2^e éd. 12 fr.
42. JAMES SULLY. *Les Éléments des sens et de l'esprit*. 1 vol. in-8,
avec figures. 2^e édit. (V. P.) 6 fr.
43. YOUNG. *La Santé*. 1 vol. in-8, avec figures. (V. P.) 6 fr.
44. DE CANDOLLE. *L'origine des plantes cultivées*. 3^e édition. 1 vol.
in-8. (V. P.) 6 fr.
- 45-46. SIR JOHN LUBBOCK. *Fourmis, abeilles et guêpes. Études
expérimentales sur l'organisation et les mœurs des sociétés d'insectes
hyménoptères*. 2 vol. in-8, avec 65 figures dans le texte et 13 plan-
ches hors texte, dont 5 coloriées. (V. P.) 12 fr.

47. PERRIER (Edm.). *La Philosophie zoologique avant Darwin*. 1 vol. in-8. 2^e édition. (V. P.) 6 fr.
48. STALLO. *La Matière et la Physique moderne*. 1 vol. in-8, 2^e éd. précédé d'une Introduction par FRIEDEL. 6 fr.
49. MANTEGAZZA. *La Physionomie et l'Expression des sentiments*. 1 vol. in-8. 2^e éd. avec huit planches hors texte. 6 fr.
50. DE MEYER. *Les Organes de la parole et leur emploi pour la formation des sens du langage*. 1 vol. in-8 avec 51 figures, traduit de l'allemand et précédé d'une Introduction par M. O. CLAVEAU. 6 fr.
51. DE LANESSAN. *Introduction à l'Étude de la botanique (le Sapin)*. 1 vol. in-8, 2^e éd. avec 143 figures dans le texte. (V. P.) 6 fr.
- 52-53. DE SAPORTA et MARION. *L'évolution du règne végétal (les Phanérogames)*. 2 vol. in-8, avec 136 figures. 12 fr.
54. TROUESSART. *Les Microbes, les Ferments et les Moisissures*. 1 vol. in-8, 2^e éd. avec 107 figures dans le texte. (V. P.) 6 fr.
55. HARTMANN (R.). *Les Singes anthropoïdes, et leur organisation comparée à celle de l'homme*. 1 vol. in-8, avec 68 figures dans le texte. 6 fr.
56. SCHMIDT (O.). *Les Mammifères dans leurs rapports avec leurs ancêtres géologiques*. 1 vol. in-8 avec 51 figures. 6 fr.
57. BINET et FÉRÉ. *Le Magnétisme animal*. 1 vol. in-8 avec figures. 3^e éd. 6 fr.
- 58-59. ROMANES. *L'Intelligence des animaux*. 2 vol. in-8. 2^e édition. (V. P.) 12 fr.
60. F. LAGRANGE. *Physiologie des exercices du corps*. 1 vol. in-8. 4^e édition (V. P.) 6 fr.
61. DREYFUS (Camille). *Évolution des mondes et des sociétés*. 1 vol. in-8. 2^e éd. 6 fr.
62. DAUBRÉE. *Les régions invisibles du globe et des espaces célestes*. 1 vol. in-8 avec 78 gravures dans le texte. (V. P.) 6 fr.
- 63-64. SIR JOHN LUBBOCK. * *L'homme préhistorique*. 2 vol. in-8. avec 228 gravures dans le texte. 3^e éd. 12 fr.
65. RICHET (Ch.). *La chaleur animale*. 1 vol. in-8 avec figures. 6 fr.
66. FALSAN. (A.). *La période glaciaire principalement en France et en Suisse*. 1 vol. in-8 avec 105 grav. et 2 cartes. (V. P.) 6 fr.
67. BEAUNIS (H.). *Les Sensations internes*. 1 vol. in-8. 6 fr.
68. CARTAILHAC (E.). *La France préhistorique, d'après les sépultures et les monuments*. 1 vol. in-8 avec 162 gravures. (V. P.) 6 fr.
69. BERTHELOT. * *La Révolution chimique, Lavoisier*. 1 vol. in-8 avec gravures. 6 fr.
70. SIR JOHN LUBBOCK. — * *Les sens et l'instinct chez les animaux, principalement chez les insectes*. 1 vol. in-8 avec 150 grav. 6 fr.
71. STARCKE. * *La famille primitive*. 1 vol. in-8. 6 fr.
72. ARLOING. * *Les virus*. 1 vol. in-8 avec fig. 6 fr.
73. TOPINARD. *L'Homme dans la Nature*. 1 vol. in-8 illustré. 1891. 6 fr.

OUVRAGES SUR LE POINT DE PARAÎTRE :

- DE QUATREFAGES. *Darwin et ses précurseurs français*. 1 vol. in-8^o. 2^e édition refondue.
- ANDRÉ (Ch.). *Le système solaire*. 1 vol. in-8.
- KUNCKEL D'HERCULAIS. *Les sauterelles*. 1 vol. avec grav.
- ROMIEUX. *La topographie et la géologie*. 1 vol. avec grav. et cartes.
- MORTILLET (de). *L'Origine de l'homme*. 1 vol. avec figures.
- PERRIER (E.). *L'Embryogénie générale*. 1 vol. avec figures.
- LACASSAGNE. *Les Criminels*. 1 vol. avec figures.
- POUCHET (G.). *La forme et la vie*. 1 vol. avec figures.
- BERTILLON. *La démographie*. 1 vol.
- CARTAILHAC. *Les Gaulois*. 1 vol. avec gravures.

DE LA BIBLIOTHÈQUE SCIENTIFIQUE INTERNATIONALE

Chaque volume in-8, cartonné à l'anglaise... 6 francs.

SCIENCES SOCIALES

- * **Introduction à la science sociale**, par HERBERT SPENCER. 1 vol. in-8, 9^e édit. 6 fr.
- * **Les Bases de la morale évolutionniste**, par HERBERT SPENCER. 1 vol. in-8, 4^e édit. 6 fr.
- Les Conflits de la science et de la religion**, par DRAPER, professeur à l'Université de New-York. 1 vol. in-8, 8^e édit. 6 fr.
- Le Crime et la Folie**, par H. MAUDSLEY, professeur de médecine légale à l'Université de Londres. 1 vol. in-8, 5^e édit. 6 fr.
- * **La Défense des États et les Camps retranchés**, par le général A. BRIALMONT, inspecteur général des fortifications et du corps du génie de Belgique. 1 vol. in-8 avec nombreuses figures dans le texte et 2 pl. hors texte, 3^e édit. 6 fr.
- * **La Monnaie et le Mécanisme de l'échange**, par W. STANLEY JEVONS, professeur d'économie politique à l'Université de Londres. 1 vol. in-8, 4^e édit. (V. P.) 6 fr.
- La Sociologie**, par DE ROBERTY. 1 vol. in-8, 2^e édit. (V. P.) 6 fr.
- * **La Science de l'éducation**, par Alex. BAIN, professeur à l'Université d'Aberdeen (Écosse). 1 vol. in-8, 7^e édit. (V. P.) 6 fr.
- * **Lois scientifiques du développement des nations dans leurs rapports avec les principes de l'hérédité et de la sélection naturelle**, par W. BAGEHOT. 1 vol. in-8, 5^e édit. 6 fr.
- * **La Vie du langage**, par D. WHITNEY, professeur de philologie comparée à Yale-College de Boston (États-Unis). 1 vol. in-8, 3^e édit. (V. P.) 6 fr.
- * **La Famille primitive**, par J. STARCKE, professeur à l'Université de Copenhague. 1 vol. in-8. 6 fr.

PHYSIOLOGIE

- Les Illusions des sens et de l'esprit**, par James SULLY. 1 vol. in-8, 2^e édit. (V. P.) 6 fr.
- * **La Locomotion chez les animaux (marche, natation et vol)**, suivie d'une étude sur l'Histoire de la navigation aérienne, par J.-B. PETTIGREW, professeur au Collège royal de chirurgie d'Édimbourg (Écosse). 1 vol. in-8 avec 140 figures dans le texte, 2^e édit. 6 fr.
- * **Les Nerfs et les Muscles**, par J. ROSENTHAL, professeur de physiologie à l'Université d'Erlangen (Bavière). 1 vol. in-8, avec 75 figures dans le texte, 3^e édit. (V. P.) 6 fr.
- * **La Machine animale**, par E.-J. MARÉY, membre de l'Institut, professeur au Collège de France. 1 vol. in-8, avec 117 figures dans le texte, 4^e édit. (V. P.) 6 fr.
- * **Les Sens**, par BERNSTEIN, professeur de physiologie à l'Université de Halle (Prusse). 1 vol. in-8, avec 91 figures dans le texte, 4^e édit. (V. P.) 6 fr.
- Les Organes de la parole**, par H. DE MEYER, professeur à l'Université de Zurich, traduit de l'allemand et précédé d'une introduction sur l'Enseignement de la parole aux sourds-muets, par O. CLAVEAU, inspecteur général des établissements de bienfaisance. 1 vol. in-8, avec 51 figures dans le texte. 6 fr.
- La Physionomie et l'Expression des sentiments**, par P. MANTEGAZZA, professeur au Muséum d'histoire naturelle de Florence. 1 vol. in-8, avec figures et 8 planches hors texte, d'après les dessins originaux d'Edouard Ximènes. 6 fr.
- Physiologie des exercices du corps**, par le docteur F. LAGRANGE. 1 vol. in-8. (V. P.) 6 fr.
- La Chaleur animale**, par CH. RICHTER, professeur de physiologie à la Faculté de médecine de Paris. 1 vol. in-8 avec figures dans le texte. 6 fr.
- Les Sensations internes**, par H. BEAUNIS, professeur de physiologie à la Faculté de médecine de Nancy, directeur du laboratoire de psychologie physiologique à la Sorbonne. 1 vol. in-8. 6 fr.
- * **Les Vertus de M. ARLOING** ... à la Faculté de médecine de Lyon.

- La période glaciaire, principalement en France et en Suisse**, par A. FALAN, 1 vol. in-8, avec 105 gravures et 2 cartes hors texte. (V. P.) 6 fr.
- Les Régions invisibles du globe et des espaces célestes**, par A. DAUBREE, de l'Institut, professeur au Muséum d'histoire naturelle. 1 vol. in-8, avec 78 gravures dans le texte. (V. P.) 6 fr.
- L'Origine des plantes cultivées**, par A. DE CANDOLLE, correspondant de l'Institut. 1 vol. in-8, 3^e édit. (V. P.) 6 fr.
- Introduction à l'étude de la botanique (le Sapin)**, par J. DE LAMESSAN, professeur agrégé à la Faculté de médecine de Paris. 1 vol. in-8 avec figures dans le texte. (V. P.) 6 fr.
- Microbes, Ferments et Moisissures**, par le docteur L. TROUSSART. 1 vol. in-8, avec 108 figures dans le texte. 2^e éd. (V. P.) 6 fr.

CHIMIE

- Les Fermentations**, par P. SCHUTZENBERGER, membre de l'Académie de médecine, professeur de chimie au Collège de France. 1 vol. in-8 avec figures, 5^e édit. 8 fr.
- * **La Synthèse chimique**, par M. BERTHELOT, membre de l'Institut, professeur de chimie organique au Collège de France. 1 vol. in-8. 6^e édit. 8 fr.
- * **La Théorie atomique**, par Ad. WURTZ, membre de l'Institut, professeur à la Faculté des sciences et à la Faculté de médecine de Paris. 1 vol. in-8, 5^e édit., précédée d'une introduction sur la *Vie et les travaux* de l'auteur, par M. CH. FRÉDEL, de l'Institut. 6 fr.
- * **La Révolution chimique (Lavoisier)**, par M. BERTHELOT, 1 vol. in-8. 6 fr.

ASTRONOMIE — MECANIQUE

- * **Histoire de la Machine à vapeur, de la Locomotive et des Bateaux à vapeur**, par R. THURSTON, professeur de mécanique à l'Institut technique de Hoboken, près de New-York, revue, annotée et augmentée d'une introduction par M. HIRSCH, professeur de machines à vapeur à l'École des ponts et chaussées de Paris. 2 vol. in-8 avec 160 figures dans le texte et 16 planches tirées à part. 3^e édit. (V. P.) 12 fr.
- * **Les Étoiles, notions d'astronomie sidérale**, par le P. A. SACCHI, directeur de l'Observatoire du Collège Romain. 2 vol. in-8 avec 68 figures dans le texte et 16 planches en noir et en couleurs, 2^e édit. (V. P.) 12 fr.
- Le Soleil**, par G.-A. YOUNG, professeur d'astronomie au Collège de New-Jersey. 1 vol. in-8 avec 87 figures. (V. P.) 6 fr.

PHYSIQUE

- La Conservation de l'énergie**, par BALFOUR STEWART, professeur de physique au collège Owens de Manchester (Angleterre), suivi d'une étude sur la *Nature de la force*, par P. DE SAINT-ROBERT (de Turin). 1 vol. in-8 avec figures, 4^e édit. 6 fr.
- * **Les Glaciers et les Transformations de l'eau**, par J. TYNDALL, professeur de chimie à l'Institution royale de Londres, suivi d'une étude sur le même sujet, par HELMHOLTZ, professeur à l'Université de Berlin. 1 vol. in-8, avec nombreuses figures dans le texte et 8 planches tirées à part sur papier teinté, 5^e édit. (V. P.) 6 fr.
- * **La Photographie et la Chimie de la lumière**, par VOCEL, professeur à l'Académie polytechnique de Berlin. 1 vol. in-8, avec 95 figures dans le texte et une planche en photoglyptie, 4^e édit. (V. P.) 6 fr.
- La Matière et la Physique moderne**, par STALLO. 1 vol. in-8. 6 fr.

THÉORIE DES BEAUX-ARTS

- * **Le Son et la Musique**, par P. BLASERNA, professeur à l'Université de Rome, suivi des *Causes physiologiques de l'harmonie musicale*, par H. HELMHOLTZ, professeur à l'Université de Berlin. 1 vol. in-8, avec 41 figures, 4^e édit. (V. P.) 6 fr.
- Principes scientifiques des Beaux-Arts**, par E. BRUCKE, professeur à l'Université de Vienne, suivi de *l'Optique et les Arts*, par HELMHOLTZ, professeur à l'Université de Berlin. 1 vol. in-8 avec figures, 4^e édit. (V. P.) 6 fr.
- * **Théorie scientifique des couleurs et leurs applications aux arts et à l'industrie**, par O. N. ROOP, professeur de physique à Columbia-College de New-York (Etats-Unis). 1 vol. in-8, avec 120 figures dans le texte et une planche en couleurs. (V. P.) 6 fr.

PUBLICATIONS

HISTORIQUES, PHILOSOPHIQUES ET SCIENTIFIQUES
qui ne se trouvent pas dans les collections précédentes.

- ~~~~~
- Actes du 1^{er} Congrès international d'anthropologie criminelle.**
Biologie et sociologie. 1887. 1 vol. gr. in-8. 15 fr.
- ALAUX. La Religion progressive.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- **Esquisse d'une philosophie de l'Être.** In-8. 1888. 1 fr.
- **Les problèmes religieux au XIX^e siècle.** 1 vol. in-8°. 7 fr. 50
- Voy. p. 2.
- ALGLAVE. Des Juridictions civiles chez les Romains.** 1 vol. in-8. 2 fr. 50
- ALTMAYER (J. J.). Les Précurseurs de la réforme aux Pays-Bas.**
2 forts volumes in-8°, 1886. 12 fr.
- ARRÉAT. Une Éducation intellectuelle.** 1 vol. in-18. 2 fr. 50
- **Journal d'un philosophe.** 1 vol. in-18. 1887. 3 fr. 50
- AUBRY. La Contagion du meurtre.** 1 vol. in-8. 1887. 3 fr. 50
- Autonomie et fédération,** par l'auteur des *Éléments de science sociale.*
1 vol. in-18, traduit de l'anglais, par J. GERSCHEL. 1889. 1 fr.
- AZAM. Le Caractère dans la santé et dans la maladie,** 1 vol. in-8,
précédé d'une préface de Th. RIBOT. 1887. 4 fr.
- **Entre la raison et la folie. Les Tequés.** gr. in-8, 1891. 1 fr.
- BALFOUR STEWART et TAIT. L'Univers invisible.** 1 vol. in-8. 7 fr.
- BARNI. Les Martyrs de la libre pensée.** 1 vol. in-18. 2^e édit. 3 fr. 50
- **Napoléon I^{er}.** 1 vol. in-18, édition populaire. 1 fr.
- Voy. p. 4 ; KANT, p. 8 ; p. 13 et 31.
- BARTHÉLEMY SAINT-HILAIRE. Voy. pages 2, 4 et 7, ARISTOTE.**
- BAUTAIN. La Philosophie morale.** 2 vol. in-8. 12 fr.
- BEAUNIS (H.). Impressions de campagne (1870-1871).** In-18. 3 fr. 50
- BÉNARD (Ch.). De la philosophie dans l'éducation classique.** 1862.
1 fort vol. in-8. 6 fr.
- Voy. p. 7, ARISTOTE ; p. 8, SCHELLING et HEGEL.
- BERTAULD. De la méthode. Méthode spinosiste et méthode hégélienne.**
2^e édition, 1891. 1 vol in-18. 3 fr. 50
- **Méthode spiritualiste** Etude critique des preuves de l'existence de
Dieu, 2^e édition. 2 vol. in-18. 7 fr.
- BLACKWELL (D^r Elisabeth). Conseils aux parents sur l'éducation de
leurs enfants au point de vue sexuel.** In-18. 2 fr.
- BLANQUI. L'Éternité par les astres.** In-8. 2 fr.
- **Critique sociale.** 2 vol. in-18. 1885. 7 fr.
- BONJEAN (A.). L'Hypnotisme, ses rapports avec le droit, la thérapeutique,
la suggestion mentale.** 1 vol. in-18. 1890. 3 fr.
- BOUCHARDAT. Le Travail, son influence sur la santé.** In-18. 2 fr. 50
- BOUCHER (A.) Darwinisme et socialisme,** 1890. In-8 1 fr. 25
- BOUILLET (Ad.). Les Bourgeois gentilshommes. — L'Armée de
Henri V.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- (Ad.). **Types nouveaux.** 1 vol. in-18. 1 fr. 50
- (Ad.). **L'Arrière-ban de l'ordre moral.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- BOURBON DEL MONTE. L'Homme et les Animaux.** 1 vol. in-8. 5 fr.
- BOURDEAU (Louis). Théorie des sciences.** 2 vol. in-8. 20 fr.
- **Les Forces de l'industrie, progrès de la puissance humaine.**
1 vol. in-8. (V. P.) 5 fr.
- **La Conquête du monde animal.** In-8. (V. P.) 5 fr.
- **L'Histoire et les Historiens.** 1 vol. in-8. 1888. 7 fr. 50
- BOURDET (Eug.). Principes d'éducation positive,** in-18. 3 fr. 50
- **Vocabulaire des principaux termes de la philosophie posi-
tive.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- BOURLOTON. Voy. p. 12.**

- à travers l'histoire. 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- BUCHNER. Essai biographique sur Léon Dumont. in-18. 2 fr.
- Bulletins de la Société de psychologie physiologique. 1^{re} année, 1885. 1 broch. in-8, 1 fr. 50. — 2^e année, 1886, 1 broch. in-8, 3 fr. — 3^e année, 1887, 1 fr. 50. — 4^e année, 1888. 1 fr. 50; — 5^e année, 1889. 1 fr. 50; 6^e année, 1890. 1 fr. 50
- BUSQUET. Représailles, poésies. in-18. 1 vol. 3 fr.
- BUSSIÈRE et LÉGOUIS. Le général Beaupuy (1753-1796) avec un portrait original. 1 vol. in-8, 1891. 3 fr. 50
- CARRAU (Lud.). Voy. p. 4 et FLUT p. 5.
- CELLARIER (F.). Études sur la raison. 1 vol. in-12. 1888. 3 fr.
- Rapports du relatif et de l'absolu, 1 vol. in-18. 4 fr.
- CLAMAGERAN. L'Algérie. 3^e édit. 1 vol. in-18. 1884. (V. P.) 3 fr. 50
- La réaction économique et la démocratie. 1 v. in-8, 1891. 1 fr.
- Voy. p. 13.
- CLAVEL (Dr). La Morale positive. 1 vol. in-8. 3 fr.
- Critique et conséquences des principes de 1789. 1 vol. in-18. 3 fr.
- Les Principes au XIX^e siècle. in-18. 1 fr.
- CONTÀ. Théorie du fatalisme. 1 vol. in-18. 4 fr.
- Introduction à la métaphysique. 1 vol. in-18. 3 fr.
- COQUEREL fils (Athanaso). Livres Études. 1 vol. in-8. 5 fr.
- CORTAMBERT (Louis). La Religion du progrès. in-18. 3 fr. 50
- COSTE (Adolphe). Hygiène sociale contre le paupérisme (prix de 5000 fr. au concours Pereire). 1 vol. in-8. 6 fr.
- Les Questions sociales contemporaines, (avec la collaboration de MM. A. BURDEAU et ARRÉAT.) 1 fort. vol. in-8. 10 fr.
- Nouvel exposé d'économie politique et de physiologie sociale. 1 vol. in-18. 1889. 3 fr. 50
- Voy. p. 2 et 32.
- CRÉPIEUX-JAMIN. L'Écriture et le caractère. 1 vol. in-8 avec de nombreux fac-similés. 1 vol. in-8. 1888. 6 fr.
- DANICOURT (Léon). La Patrie et la République. in-18. 2 fr. 50
- DAURIAC. Sens commun et raison pratique, 1 br. in-8. 1 fr. 50
- Croyance et réalité. 1 vol. in-18. 1889. 3 fr. 50
- Le réalisme de Hoid. in-8. 1 fr.
- DAVY. Les Conventiennels de l'Europe. 2 forts vol. in-8. 18 fr.
- DELBOEUF. Examen critique de la loi psychophysique, sa base et sa signification. 1 vol. in-18. 1883. 3 fr. 50
- Le Sommeil et les Rêves, et leurs rapports avec les théories de la certitude et de la mémoire. 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- De l'étendue de l'action curative de l'hypnotisme L'hypnotisme appliqué aux altérations de l'organe visuel. in-8. avec planche 1891. 1 fr. 50
- Le magnétisme animal, visite à l'École de Nancy. in-8 de 128 pages, 1889. 2 fr. 50
- Magnétiseurs et médecins. 1 vol. in-8. 1890. 2 fr.
- Les fêtes de Montpellier. Promenades à travers les choses, les hommes et les idées. in-8, 1891. 2 fr.
- Voy. p. 2.
- DESTREN (J.). Les Déportations au Consulat. 1 br. in-8. 1 fr. 50
- DIDE. Jules Barni, sa vie, son œuvre. 1 v. in-18, avec le portrait de J. Barni, gravé en taille douce, 1891. 2 fr. 50
- DOLLFUS (Ch.). Lettres philosophiques. in-18. 3 fr.
- Considérations sur l'histoire. in-8. 7 fr. 50
- L'Amor dans les phénomènes de conscience. 1 vol. in-18. 3 fr. 50

- DUBOST (Antonin).** Des conditions de gouvernement en France. 1 vol. in-8. 7 fr. 50
- DUBUC (P.).** Essai sur la méthode en métaphysique. 1 vol. in-8. 5 fr.
- DUFAY.** Études sur la destinée. 1 vol. in-18. 1876. 3 fr.
- DUMONT (Léon).** Voy. p. 19 et 22.
- DUNAN.** Sur les formes à priori de la sensibilité. 1 vol. in-8. 5 fr.
- DUNAN.** Les Arguments de Zénon d'Élée contre le mouvement. 1 br. in-8. 1884. 1 fr. 50
- DURAND-DÉSORMEAUX.** Réflexions et Pensées, précédées d'une Notice sur l'auteur par Ch. YRIARTE. 1 vol. in-8. 1884. 2 fr. 50
- Études philosophiques, théorie de l'action, théorie de la connaissance. 2 vol. in-8. 1884. 15 fr.
- DUTASTA.** Le Capitaine Vallé. 1 vol. in-18. 1883. 3 fr. 50
- DUVAL-JOUVE.** Traité de logique. 1 vol. in-8. 6 fr.
- DUVERGIER DE HAURANNE (M^{re} E.).** Histoire populaire de la Révolution française. 1 vol. in-18. 3^e édit. 3 fr. 50
- Éléments de science sociale. 1 vol. in-18. 4^e édit. 1885. 3 fr. 50
- ELEVY (Dr) Marius,** bains de mer et ville d'hiver. 1 vol. in-18. 1891. 3 fr.
- ESCANDE.** Hecho en Irlande (1795-1798), d'après des documents inédits. 1 vol. in-18 en caractères elzéviriens. 1888. (V. P.) 3 fr. 50
- ESPINAS.** Du Sommeil provoqué chez les hystériques, br. in-8. 1 fr.
- Voy. p. 2 et 4.
- FABRE (Joseph).** Histoire de la philosophie. Première partie : Antiquité et moyen âge. 1 vol. in-12. 3 fr. 50
- FAU.** Anatomie des formes du corps humain, à l'usage des peintres et des sculpteurs. 1 atlas de 25 planches avec texte. 2^e édition. Prix, figures noires, 15 fr. ; fig. coloriées. 30 fr.
- FAUCONNIER.** Protection et libre échange. in-8. 2 fr.
- La morale et la religion dans l'enseignement. 75 c.
- L'Or et l'Argent. in-8. 2 fr. 50
- FEDERICI.** Les Lois du progrès. 1 vol. in-8. 1888. 6 fr.
- Les Lois du progrès, déduites des phénomènes naturels. 2^e partie, 1891. 1 vol. in-8. 6 fr.
- FERBUS (N.).** La Science positive du bonheur. 1 vol. in-18. 3 fr.
- FÉRÉ.** Du traitement des aliénés dans les familles, 1 vol. in-18. 1889. 2 fr. 50
- FERRIÈRE (Em.).** Les Apôtres, essai d'histoire religieuse, 1 vol. in-12. 4 fr. 50
- L'Âme est la fonction du cerveau. 2 volumes in-18. 1883. 7 fr.
- Le Paganisme des Hébreux jusqu'à la captivité de Babylone. 1 vol. in-18. 1884. 3 fr. 50
- La Matière et l'Énergie. 1 vol. in-18. 1887. (V.P.). 4 fr. 50
- L'Âme et la Vie. 1 vol. in-18. 1888. 4 fr. 50
- Les erreurs scientifiques de la Bible. 1 vol. in-18, 1891. 3 fr. 50
- Voy. p. 32.
- FERRON (de).** Institutions municipales et provinciales dans les différents États de l'Europe. Comparaison. Réformes. 1 vol. in-8. 1883. 8 fr.
- Théorie du progrès. 2 vol. in-18. 7 fr.
- De la division du pouvoir législatif en deux chambres, histoire et théorie du Sénat. 1 vol. in-8. 8 fr.
- FOX (W.-J.).** Des idées religieuses. in-8. 3 fr.
- GASTINEAU.** Voltaire en exil. 1 vol. in-18. 3 fr.
- GAYTE (Claude).** Essai sur la croyance. 1 vol. in-8. 3 fr.
- GOBLET D'ALVIELLA.** L'Évolution religieuse chez les Anglais, les Américains, les Hindous, etc. 1 vol. in-8. 1883. 7 fr. 50
- GOURD.** Le Phénomène. 1 vol. in-8. 1888. 7 fr. 50
- GRAEF (Guillaume de).** Introduction à la Sociologie. Partie I : Éléments. in-8. 1886. 4 fr. Partie II : Fonctions et organes. in-8. 1889. 6 fr.

- GRESLAND. Le Génie de l'homme, fibre philos**
GRIMAUD (Ed.). Lavoisier (1748-1794); d'ap
divers documents inédits. 1 vol. gr. in-8 avec
GUILLAUME (de Moisey). Traité des sensation
GUILLY. La Nature et la Morale. 1 vol. in-18.
GUYAU. Vers d'un philosophe. 1 vol. in-18.
— Voy. p. 2, 5, 7 et 10.
HAYEM (Armand). L'Être social. 1 vol. in-18. 2
HENRY (Charles). Lois générales des réaction
1891.
— **Cercle chromatique, avec introduction sur**
dynamogénie, grand in-f° cartonné.
— **Rapporteur esthétique avec notice sur**
industriel, à l'histoire de l'art, à la méthode gr
HERZEN. Récits et Nouvelles. 1 vol. in-18.
— **De l'autre rive. 1 vol. in-18.**
— **Lettres de France et d'Italie. In-18.**
HUXLEY. La Physiographie, introduction à l'ét
adapté par M. G. Lamy. 1 vol. in-8 avec figures.
— Voy. p. 5 et 32.
ISSAURAT. Moments perdus de Pierre-Jean
— **Les Alarmes d'un père de famille. In-8.**
JANET (Paul). Le Médiateur plastique de Coud
— Voy. p. 3, 5, 7, 8 et 9.
JEANMAIRE. L'idée de la personnalité dans la
1 vol. in-8. 1883.
JOIRE. La Population, richesse nationale; le
peuple. 1 vol. in-8. 1886.
JOYAU. De l'invention dans les arts et dans les
— **Essai sur la liberté morale. 1 vol. in-18. 1**
— **La théorie de la grâce et la liberté mor**
in-8.
JOZON (Paul). De l'écriture phonétique. In-18.
KOVALEVSKY. L'ivrognerie, ses causes, son traitem
KOVALEVSKI (M). Tableau des origines et de
mille et de la propriété. 1 vol. in-8. 1890.
LABORDE. Les Hommes et les Actes de l'
devant la psychologie morbide. 1 vol. in-18.
LACOMBE. Mes droits. 1 vol. in-12.
LAGGROND. L'Univers, la force et la vie. 1 vo
LAGRANGE (F.). L'hygiène de l'exercice chez les
gens. 1 vol. in 18. 3^e édition. 1891. 4
glais, 4 fr.
— **De l'exercice chez les Adultes. 1 vol. in-1**
un élégant cartonnage anglais, 1891;
LA LANDELLE (de). Alphabet phonétique. In-18.
LANGLOIS. L'Homme et la Révolution. 2 vol. in
LAURET (Henri). Critique d'une morale
sanction. In-8.
— Voy. p. 9.
LAUSSEDAT. La Suisse. Études méd. et sociales
LAVELEYE (Em. de). De l'avenir des peuple
21^e édit.
— **Lettres sur l'Italie (1878-1879). In-18.**
— **Nouvelles lettres d'Italie. 1 vol. in-8. 1884.**
— **L'Afrique centrale. 1 vol. in-12.**
— **La Péninsule des Balkans. 2^e édit. 2 vol. in**
— **La Propriété collective du sol en diffé**

- LAVELEYE (Em. de). **La Monnaie et le bimétallisme international.**
1 vol. in-18, 2^e édition, 1891. 3 fr. 50.
— Voy. p. 5 et 13.
- LEDRU-ROLLIN. **Discours politiques et écrits divers.** 2 vol. in-8. 12 fr.
- LEGOYT. **Le Suleide.** 1 vol. in-8. 8 fr.
- LEMER (Julien). **Dossier des jésuites et des libertés de l'Église gallicane.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- LOURDEAU. **Le Sénat et la Magistrature dans la démocratie française.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- La lutte contre l'abus du tabac,** publication de la Société contre l'abus du tabac. 1 vol. in-16 avec gravures, cart. à l'anglaise. 1889. 3 fr. 30
- MAGY. **De la Science et de la Nature.** 1 vol. in-8. 6 fr.
- MAINDRON (Ernest). **L'Académie des sciences** (Histoire de l'Académie, fondation de l'Institut national; Bonaparte, membre de l'Institut). 1 beau vol. in-8 cavalier, avec 53 gravures dans le texte, portraits, plans, etc., 8 planches hors texte et 2 autographes. 12 fr.
- MALON (Benoit). **Le Socialisme intégral.** 1 volume grand in-8, avec portrait de l'auteur. 1890. 6 fr.
- MARAIS. **Garibaldi et l'Armée des Vosges.** In-18. (V. P.) 1 fr. 50
- MARSAUCHE (L.). **La Confédération helvétique d'après la constitution,** préface de M. Frédéric Passy. 1 vol. in-18, 1891. 3 fr. 50
- MASSERON (I.). **Danger et Nécessité du socialisme.** In-18. 3 fr. 50
- MAURICE (Fernand). **La Politique extérieure de la République française.** 1 vol. in-12. 3 fr. 50
- MENIÈRE. **Cicéron médecin.** 1 vol. in-18. 4 fr. 50
- **Les Consultations de M^{me} de Sévigné,** 1884. 1 vol. in-8. 3 fr.
- MICHAUT (N.). **De l'Imagination.** 1 vol. in-8. 5 fr.
- MILSAND. **Les Études classiques.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- **Le Code et la Liberté.** In-8. 2 fr.
- Voy. p. 3.
- MORIN (Miron). **Essais de critique religieuse.** 1 fort vol. in-8. 1885. 5 fr.
- (Frédéric). **Politique et Philosophie.** 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- NIVELET. **Loisirs de la vieillesse.** 1 vol. in-12. 3 fr.
- **Gall et sa doctrine.** 1 vol. in-8, 1890. 5 fr.
- NOEL (E.). **Mémoires d'un imbécille,** préface de Littré. in-18. 3^e édit. 3 fr. 50
- NOTOVITCH. **La Liberté de la volonté.** In-18. 1888. 3 fr. 50
- MYS (Ernest). **Les Théories politiques et le droit international.** 1 vol. in-8, 1891. 4 fr.
- OLECHNOWICZ. **Histoire de la civilisation de l'humanité, d'après la méthode brahmanique.** 1 vol. in-12. 3 fr. 50
- PARIS (Le colonel). **Le feu à Paris et en Amérique.** 1 v. in-18. 3 fr. 50
- PARIS (comte de). **Les Associations ouvrières en Angleterre (Trades-unions).** 1 vol. in-18. 7^e édit. 1 fr. — Édition sur papier fort, 2 fr. 50
— Sur papier de Chine, broché, 12 fr. — Rel. de luxe. 20 fr.
- PAULHAN (Fr.). **Le nouveau mysticisme.** 1 vol. in-18, 1891. 2 fr. 50
- PELLETAN (Eugène). **La Naissance d'une ville (Royan).** In-18. 1 fr. 40
- *** Jareousseau, le pasteur du désert.** 1 vol. in-18 (couronné par l'Académie française). 2 fr.
- *** Un Roi philosophe, Frédéric le Grand.** In-18. (V. P.) 3 fr. 50
- **Le monde marche (la loi du progrès).** In-18. 3 fr. 50
- **Droits de l'homme.** 1 vol. in-12. 3 fr. 50
- **Profession de foi du XIX^e siècle.** in-12. 3 fr. 50
- Voy. p. 31.
- PELLIS (F.). **La Philosophie de la Mécanique.** 1 vol. in-8. 1888. 2 fr. 50
- PÉNY (le major). **La France par rapport à l'Allemagne.** Étude de géographie militaire. 1 vol. in-8. 2^e édit. 6 fr.
- PÉRÈS (Jean). **Du Libre arbitre.** Étude de psychologie et de morale, grand in-8, 1891. 1 fr.

PEREZ (Bernard). Thiery Tiedmann. — Me
— Jacotet et sa Méthode d'émancipation
in-18.

— Voy. p. 6.

PÉRGAMENI (H.). Histoire générale de l
depuis ses origines jusqu'à nos jours. 1 vol. i

PETROZ (P.). L'Art et la Critique en France
— Un Critique d'art au XIX^e siècle. In-18

— Esquisse d'une histoire de la peinture
1 vol. in-8. 1890.

PHILBERT (Louis). Le Miroir, essai littéraire, m
in-8. (Couronné par l'Académie française, p

PICAVET (F.). L'Histoire de la philosophie
peut être. In-8, 1889.

— La Métrique et la critique allemande.

POEY. Le Positivisme. 1 fort vol. in-12.

— M. Littré et Auguste Comte. 1 vol. in-4

POULLET. La Campagne de l'Est (1870-18

PUTSAGE. Études de science réelle. 1 vo

QUINET (Edgar). Œuvres complètes. 3
volume.....

Chaque ouvrage se vend séparément :

* 1. Génie des religions. 6^e édition.

* 2. Les Jésuites. — L'Ultramontanisme. 41^e é

* 3. Le Christianisme et la Révolution française

* 4-5. Les Révolutions d'Italie. 5^e édition. 2 vo

* 6. Marnix de Sainte-Aldegonde. — Philosophie
tion. (V. P.)

* 7. Les Roumains. — Allemagne et Italie. 3^e

8. Premiers travaux : Introduction à la Philoso
Herder. — Examen de la Vie de Jésus.
L'Église de Brou. 3^e édition.

9. La Grèce moderne. — Histoire de la poé

* 10. Mes Vacances en Espagne. 5^e édition.

11. Ahasverus. — Tablettes du Juif errant. 1

12. Prométhée. — Les Esclaves. 4^e édition.

13. Napoléon (poème). (Épuisé.)

14. L'Enseignement du peuple. — Œuvres pol

* 15. Histoire de mes idées (Autobiographie). 4^e

* 16-17. Merlin l'Enchanteur. 2^e édition. 2 vol.

* 18-19-20. La Révolution. 10^e édition. 3 vol.

* 21. Campagne de 1815. 7^e édition. (V. P.)

22-23. La Création. 3^e édition. 2 vol.

24. Le Livre de l'exilé. — La Révolution
Œuvres politiques pendant l'exil. 2^e édit

25. Le Siège de Paris. — Œuvres politiques

26. La République. Conditions de régénération

* 27. L'Esprit nouveau. 5^e édition.

28. Le Génie grec. 1^{re} édition.

* 29-30. Correspondance. Lettres à sa mère. 4^e

RÉGAMEY (Guillaume). Anatomie des formes
peintres et des sculpteurs. 6 planches en
sous la direction de FÉLIX RÉGAMEY, avec text

* RIBERT (Léonce). Esprit de la Constitu
1 vol. in-18.

RIBOT (Paul). Spiritualisme et Matérialisme

ROBERT (Edmond). Les Domestiques. 1 vol.

- ROSNY (Ch. de). *La Méthode constitutionnelle*. 1 vol. in-8. 1887. 4 fr.
- SANDERVAL (O. de). *De l'Absolu. La loi de vie*. 1887. 1 vol. in-8. 5 fr.
- SECRÉTAN. *Études sociales*. 1889. 1 vol. in-18. 3 fr. 50
- *Les droits de l'humanité*. 1 vol. in-18. 1891. 3 fr. 50
- SERGUEYEFF. *Physiologie de la veille et du sommeil*. 2 volumes grand in-8. 1896. 20 fr.
- SIEGFRIED (Jules). *La Misère, son histoire, ses causes, ses remèdes*. 1 vol. grand in-18. 3^e édition. 1879. 2 fr. 50
- SIEREDON. *Psychologie réaliste*. 1876. 1 vol. in-18. 2 fr. 50
- SOREL (Albert). *Le Traité de Paris du 30 novembre 1815*. 1 vol. in-8. 4 fr. 50
- SPIR (A.). *Esquisses de philosophie critique*. 1 vol. in-18. 1887. 2 fr. 50
- STOLIPINE (D.). *Essais de philosophie des sciences*. 1889. in-8. 2 fr.
- STRAUS. *Les origines de la forme républicaine du gouvernement dans les États-Unis d'Amérique*. Précedé d'une préface de M. E. DE LAVELEYE. 1 vol. in-8, traduit sur la 3^e édition révisée, par M^{me} A. COUVREUR. 4 fr. 50
- STUART MILL (J.). *La République de 1848 et ses détracteurs*. traduit de l'anglais, avec préface par M. SADI CARNOT. 1 vol. in-18, 2^e édition. (V. P.) 4 fr.
- STUART MILL. Voy. p. 4, 6 et 9.
- TARDE. *Les lois de l'imitation. Étude sociologique*. 1 vol. in-8. 1890. 6 fr.
- TÉNOT (Eugène). *Paris et ses fortifications (1870-1880)*. 1 vol. in-8. 5 fr.
- *La Frontière (1870-1884)*. 1 fort vol. grand in-8. 8 fr.
- TERQUEM (A.). *La science romaine à l'époque d'Auguste. Étude historique d'après Vitruve*, 1885. 1 vol. gr. in-8. 3 fr.
- THIERS (Édouard). *La Puissance de l'armée par la réduction du service*. in-8. 4 fr. 50
- THOMAS (J.). *Principes de philosophie morale*. 1 vol. in-8. 1889. 3 fr. 50
- THULIÉ. *La Felle et la Loi*. 2^e édit. 1 vol. in-8. 3 fr. 50
- *La Manie raisonnée du docteur Campagne*. in-8. 2 fr.
- TIBERGHEN. *Les Commandements de l'humanité*. 1 vol. in-18. 3 fr.
- *Enseignement et philosophie*. 1 vol. in-18. 4 fr.
- *Introduction à la philosophie*. 1 vol. in-18. 6 fr.
- *La Science de l'Âme*. 1 vol. in-12. 3^e édit. 6 fr.
- *Éléments de morale universelle*. in-12. 2 fr.
- TISSANDIER. *Études de théodicée*. 1 vol. in-8. 4 fr.
- TISSOT. *Principes de morale*. 1 vol. in-8. 6 fr.
- Voy. KANT, p. 7.
- VACHEROT. *La Science et la Métaphysique*. 3 vol. in-18. 10 fr. 50
- Voy. p. 4 et 6.
- VALLIER. *De l'intention morale*. 1 vol. in-8. 3 fr. 50
- VAN ENDE (U.). *Histoire naturelle de la croyance, première partie : l'Animal*. 1887. 1 vol. in-8 (V. P.) 5 fr.
- VERNIAL. *Origine de l'homme, lois de l'évolution naturelle*. in-8. 3 fr.
- VILLIAUMÉ. *La Politique moderne*. 1 vol. in-8. 6 fr.
- VOITURON. *Le Libéralisme et les Idées religieuses*. in-12. 4 fr.
- WEILL (Alexandre). *Le Pentateuque selon Moïse et le Pentateuque selon Esra, avec vie, doctrine et gouvernement authentique de Moïse*. 1 fort vol. in-8. 7 fr. 50
- *Vie, doctrine et gouvernement authentique de Moïse*. 1 vol. in-8. 3 fr.
- WUARIN (L.). *Le Contribuable, ou comment défendre sa bourse*. 1 vol. in-16. 1889. 3 fr. 50
- YUNG (Eugène). *Henri IV écrivain*. 1 vol. in-8. 5 fr.
- ZIESING (Th.). *Érasme ou Salignac. Étude sur la lettre de François Rabelais*, 1 brochure gr. in-8. 1887. 4 fr.

BIBLIOTHÈQUE UTILE

104 VOLUMES PARUS.

Le volume de 190 pages, broché, 60 centimes.

Cartonné à l'anglaise ou en cartonnage toile dorée, 1 fr.

Le titre de cette collection est justifié par les services qu'elle rend et la part pour laquelle elle contribue à l'instruction populaire.

Elle embrasse l'histoire, la philosophie, le droit, les sciences, l'économie politique et les arts, c'est-à-dire qu'elle traite toutes les questions qu'un homme instruit ne doit plus ignorer. Son esprit est essentiellement démocratique. La plupart de ses volumes sont adoptés pour les Bibliothèques par le Ministère de l'instruction publique, le Ministère de la guerre, la Ville de Paris, la Ligue de l'enseignement, etc.

HISTOIRE DE FRANCE

Les Mérovingiens, par BUCHÉ.
ancien président de l'Assemblée constituante.

Les Carolingiens, par BUCHÉ.

Les Luttes religieuses des premiers siècles, par J. BASTIDE. 4^e édition.

Les Guerres de la Réforme, par J. BASTIDE. 4^e édition.

La France au moyen âge, par P. MENN.

Jeanne d'Arc, par Fréd. LOCK.

Dépendance de la monarchie française, par Eug. PELLETAN. 4^e édition.

* La Révolution française, par H. CARNOT (2 volumes).

La Défense nationale en 1793, par P. GAFFAREL.

Napoléon 1^{er}, par Jules BARNI.

* Histoire de la Restauration, par Fréd. LOCK. 3^e édition.

* Histoire de Louis-Philippe, par Edgar ZEVORY. 2^e édition.

Mœurs et Institutions de la France, par P. BONDOIS. 2 volumes.

Léon Gambetta, par J. REINACH.

* Histoire de l'armée française, par L. BÉZ.

* Histoire de la marine française, par Alfr. DONAUD. 2^e édition.

Histoire de la conquête de l'Algérie, par QUESNEL.

PAYS ÉTRANGERS

L'Espagne et le Portugal, par E. RAYMOND. 2^e édition.

Histoire de l'empire ottoman, par L. COLLAS. 2^e édition.

* Les Révolutions d'Angleterre, par Eug. DESPOIS. 3^e édition.

Histoire de la maison d'Autriche, par Ch. ROLLAND. 2^e édition.

L'Europe contemporaine (1789-1879), par P. BONDOIS.

Histoire contemporaine de la France, par Alfr. DONAUD.

Histoire contemporaine de l'Italie, par Félix HENNEGUY.

Histoire contemporaine de l'Angleterre, par A. REGNARD.

HISTOIRE ANCIENNE

* La Grèce ancienne, par L. COMBES. 2^e édition.

L'Asie occidentale et l'Égypte, par A. OTT. 2^e édition.

L'Inde et la Chine, par A. OTT.

Histoire romaine, par CRIGHTON.

L'Antiquité romaine, par WILKINS (avec gravures).

L'Antiquité grecque, par MANAFFY (avec gravures).

GÉOGRAPHIE

* Torrents, sources et canaux de la France, par H. BLERY.

Les Colonies anglaises, par H. BLERY.

Les Îles du Pacifique, par le capitaine de vaisseau JOUAN (avec 1 carte).

Les Peuples de l'Afrique et de l'Amérique, par GIRARD DE RIALLE.

Les Peuples de l'Asie et de l'Europe, par GIRARD DE RIALLE.

L'Inde-Chine française, par FAURE.

* Géographie physique, par GRIBIE, prof. à l'Univ. d'Edimbourg (avec fig.).

Continents et Océans, par GROVE (avec figures).

* Les Frontières de la France, par P. GAFFAREL.

L'Afrique française, par A. JOYEUX avec une préface de M. DE LANESSAN.

COSMOGRAPHIE

Les Entretiens de Fontenelle sur la pluralité des mondes, mis au courant de la science par BOILLOT.

* Le Soleil et les Étoiles, par le P. SECCHI, BRIOT, WOLF et DELAUNAY. 2^e édition (avec figures).

Les Phénomènes célestes, par ZUCHER et MARCOLLÉ.

A travers le ciel, par AMIGUES.

Origines et Fin des mondes, par Ch. RICHARD. 3^e édition.

* Notions d'astronomie, par L. CATALAN, 4^e édition (avec figures).

Le Génie de la science et de l'industrie, par B. GASTINEAU.

* **Causeries sur la mécanique**, par BROTHIER. 2^e édit.

Médecine populaire, par le docteur TURCK. 4^e édit.

La Médecine des accidents, par le docteur BROQUÈRE.

Les Maladies épidémiques (Hygiène et Prévention), par le docteur L. MONIN.

Hygiène générale, par le docteur L. CRUVEILHIER. 6^e édit.

Petit Dictionnaire des fautes de prononciation, avec moyens faciles pour les reconnaître, par DUFOUR.

SCIENCES PHYSIQUES ET NATURELLES

Télescope et Microscope, par ZURCHER et MARGOLLÉ.

* **Les Phénomènes de l'atmosphère**, par ZURCHER. 4^e édit.

* **Histoire de l'air**, par ALBERT LÉVY.

Histoire de la terre, par BROTHIER.

Principaux faits de la chimie, par SAMSON. 5^e édit.

Les Phénomènes de la mer, par E. MARGOLLÉ. 5^e édit.

* **L'Homme préhistorique**, par ZABOROWSKI. 2^e édit.

Les Grands Glaces, par le même.

Histoire de l'eau, par BOUANT.

PHILOSOPHIE

La Vie éternelle, par ENFANTIN. 2^e éd.

Voltaire et Rousseau, par Eug. NOEL. 3^e édit.

Histoire populaire de la philosophie, par L. BROTHIER. 3^e édit.

* **La Philosophie zoologique**, par Victor MEUNIER. 2^e édit.

ENSEIGNEMENT. — ÉCONOMIE DOMESTIQUE

De l'Éducation, par Herbert SPENCER.

La Statistique humaine de la France, par Jacques BERTILLON.

Le Journal, par HATIN.

De l'Enseignement professionnel, par CORSON, sénateur. 3^e édit.

Les Déplacements du travail, par Maurice CRISTAL. 2^e édit.

Le Budget du foyer, par H. LENEVEUX.

Paris municipal, par H. LENEVEUX.

Histoire du travail manuel en France, par H. LENEVEUX.

L'Art et les Artistes en France, par Laurent PICHAY, sénateur. 4^e édit.

* **La Loi civile en France**, par MORIN. 3^e édit.

Les Mines de la France et de ses colonies, par P. MAIGNÉ.

Les Matières premières et leur emploi dans les divers usages de la vie, par H. GENEVOIX.

Les Procédés industriels, par le même.

La Machine à vapeur, par H. GOSSIN, avec figures.

La Photographie, par H. GOSSIN.

La Navigation aérienne, par G. DALLEY, avec figures.

L'Agriculture française, par A. LARBALETRIÈRE, avec figures.

Les Chemins de fer, par G. MAYER.

Introduction à l'étude des sciences physiques, par MORAND. 5^e édit.

Le Darwinisme, par E. FERRIER.

* **Géologie**, par GEXIN (avec fig.).

Les Migrations des animaux et le Pigeon voyageur, par ZABOROWSKI.

Premières Notions sur les sciences, par Th. HUXLEY.

La Chasse et la Pêche des animaux marins, par JOUAN.

Les Mondes disparus, par ZABOROWSKI (avec figures).

Zoologie générale, par H. BEAUREGARD (avec figures).

* **L'Origine du langage**, par ZABOROWSKI.

Physiologie de l'esprit, par PAULHAN (avec figures).

L'Homme est-il libre? par RENARD.

La Philosophie positive, par le docteur ROBINET. 2^e édit.

Premiers principes des beaux-arts, par J. COLLIER (avec gravures).

Économie politique, par STANLEY JEVONS. 3^e édit.

Le Patriotisme à l'école, par JOURDY, chef d'escadrons d'artillerie.

Histoire du libre-échange en Angleterre, par MONGERDIEN.

Économie rurale et agricole, par PETIT.

La Richesse et le bonheur, par COSTE, membre de la Société d'économie politique.

La Justice criminelle en France, par G. JOURDAN. 3^e édit.

La Loi civile en France, par MORIN. 3^e édit.

La Justice criminelle en France, par G. JOURDAN. 3^e édit.

La Loi civile en France, par MORIN. 3^e édit.

